



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°07 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Nouvelle loi hospitalière
Marchés publics
Défis du sport fédéré luxembourgeois

p. 231
p. 248
p. 264

Sommaire des séances publiques n°s18 à 20
Sommaire des questions parlementaires

p. 271
p. Q105

18^e séance
19^e séance
20^e séance

Mercredi 7 février 2018
Jeudi 8 février 2018
Mardi 27 février 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Le Commissaire européen Maroš Šefčovič à la Chambre

Un échange sur les stratégies énergétiques

«La Commission européenne et le Luxembourg ont une vision commune et un objectif partagé: restaurer et maintenir la confiance des citoyens dans le projet commun européen.» C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu le 12 mars 2018 le Vice-Président de la Commission européenne chargé de l'union de l'énergie, M. Maroš Šefčovič.

Dans le cadre de son tour de l'Union de l'énergie, le Commissaire européen a rencontré les députés membres de plusieurs commissions parlementaires (Environnement, Économie, Affaires étrangères et européennes) afin de discuter des objectifs énergétiques et climatiques de l'Union pour 2020 et 2030 ainsi que de la politique européenne en matière de mobilité et d'innovation.

Le devoir des États membres

M. Maroš Šefčovič a souligné que les États membres doivent «faire leurs devoirs» et élaborer des plans nationaux, notamment en matière d'énergies renouvelables ou de réduction des émissions de CO₂. Les députés luxembourgeois ont partagé le constat du Vice-Président de la Commission européenne selon lequel l'Union européenne peut apporter des solutions et des réponses dans beaucoup de do-

maines, mais que les États membres ont aussi une obligation de trouver des solutions au niveau national.

Dans ce même contexte, ils ont relevé que le Gouvernement luxembourgeois, soucieux d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris, annoncerait sous peu son plan climat visant les horizons 2030 et 2050.

L'électromobilité, le nucléaire et les mécanismes de coopération

Au cours des discussions avec le Commissaire européen, les députés se sont notamment demandé si les objectifs proposés par la Commission européenne dans son cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030 sont assez ambitieux pour être compatibles avec l'Accord de Paris.

Un autre thème abordé lors de l'échange de vues était celui des mécanismes de coopération entre les États membres de l'Union européenne. Début mars, la Chambre des Députés a ratifié deux accords avec respectivement la Lituanie et la Lettonie qui prévoient des transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources d'énergies renouvelables.

Les moyens d'accélérer le déploiement de l'électromobilité en Europe étaient également un sujet évoqué lors des discussions. Les députés luxembourgeois aimeraient voir aug-



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Mars Di Bartolomeo, M. Maroš Šefčovič et Mme Yuriko Backes

menter le nombre de bornes de recharge pour voitures électriques en Europe. À leur avis, investir dans la recherche pour créer des batteries performantes et abordables pour les voitures électriques devrait également être une priorité de l'Union européenne et de ses États membres.

L'énergie nucléaire était un autre thème discuté entre les parlementaires et le Commissaire européen, qui a insisté sur le fait que même si ce sujet suscite une vive controverse au sein des États membres, les normes de sûreté restent une priorité pour la Commission.

99 idées jeunes pour 2030

Comment les jeunes voient-ils l'avenir du Luxembourg à l'horizon 2030? Quelles solutions apporter aux défis qui attendent le pays?

C'est pour présenter leurs réponses à ces questions qu'une délégation des jeunes ayant participé à l'atelier de travail 99ID («99 idées»), or-

ganisé en collaboration avec le Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD) et l'Œuvre nationale de secours Grande-Du-

chesse Charlotte en octobre 2017, est venue rencontrer les députés de plusieurs commissions parlementaires le 9 mars 2018 à la Chambre des Députés.

Des idées et des origines diverses

L'atelier 99ID insiste sur la pluralité des opinions. Les jeunes âgés de 16 à 26 ans ayant participé se distinguent par leur diversité: issus des différentes régions du pays, étrangers ou luxembourgeois, réfugiés, certains présentant un handicap, d'âges et de niveaux d'éducation divers. Les idées développées lors de l'atelier sont issues exclusivement de la réflexion des jeunes.

Le fruit de cette réflexion est ancré dans un document et un ensemble de pistes et de propositions autour des thèmes suivants:

- éducation: pour un système plus inclusif et plus flexible,
- société: pour l'égalité des chances et une meilleure qualité de vie,
- culture: pour faciliter l'accès à l'art et à la culture,
- mobilité: pour un Luxembourg mieux connecté,
- utilisation des ressources: pour une économie et un système de consommation circulaires qui permettent une optimisation économique et écologique des ressources.

Un débat ouvert avec les députés

L'échange de vues entre les députés et les jeunes a pris la forme d'une discussion ouverte sur chaque thématique abordée. Certains députés ont ensuite «adopté» des idées qui se sont dégagées de la rencontre, représentées sous forme d'une carte sur laquelle ils ont écrit une pensée qui leur servira de point de repère et les guidera dans leurs travaux à la Chambre.



Les députés ont adopté des idées de leurs jeunes interlocuteurs.

SAVE THE DATE

JOURNÉE PORTES OUVERTES DES INSTITUTIONS 21 AVRIL

La Chambre à la rencontre du Premier Ministre suédois:

«Nous devons rester unis et fermes»



Le Premier Ministre suédois, M. Stefan Löfven (Se de gauche), entouré du Président, M. Mars Di Bartolomeo, et de membres de la Chambre des Députés.

«Nous devons rester unis»: voilà les mots de bienvenue que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a prononcés à l'adresse du Premier Ministre suédois, M. Stefan Löfven, en visite le 9 mars 2018.

L'annonce officielle de l'imposition de 25% et 10% de taxes respective-

ment sur l'acier et l'aluminium importés aux États-Unis était au cœur des discussions entre les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes et le Premier Ministre suédois.

D'après M. Löfven, «l'UE doit rester ferme et éviter une guerre com-

merciale» - une position partagée et soutenue par les députés luxembourgeois. Au cours des discussions, les députés luxembourgeois ont voulu savoir quelle était la vision suédoise concernant l'avenir budgétaire de l'Union européenne.

Lors de la dernière réunion informelle des 27 chefs d'État et de gou-

vernement de l'Union européenne, la Suède avait prévenu qu'elle refuserait de contribuer plus au budget européen.

«La vision suédoise consiste à moderniser le budget européen sans nécessairement l'augmenter», a expliqué le Premier Ministre Stefan Löfven aux députés.

Au lendemain de la Journée internationale des femmes, les députés luxembourgeois et leur invité suédois ont discuté de la parité entre les sexes et de la représentation des femmes à des «postes de pouvoir». Le Premier Ministre suédois, entouré de 22 autres ministres dont douze femmes, s'est dit très fier de ce modèle de parité.

La parole aux jeunes



Les députés membres de la Conférence des Présidents et de plusieurs commissions parlementaires (Juridique, Environnement, Affaires étran-

gères, Enseignement supérieur, Agriculture, Économie, Éducation nationale) ont eu un échange de vues, le 2 mars 2018, avec une délégation com-

posée d'une quarantaine de jeunes membres du Parlement des jeunes.

Ceux-ci ont présenté les résolutions qu'ils avaient adoptées lors de



leur séance plénière en février et qui portent sur l'intelligence artificielle, l'indépendance de la Catalogne, la qualité de vie des ani-

maux sauvages dégradée par l'homme au Luxembourg et la réinsertion des ex-détenus dans la société.

Offizieller Besuch in Rheinland-Pfalz

Verkehrssituation, Arbeitsmarkt und Berufsausbildung in der gemeinsamen Grenzregion

Die exzellenten bilateralen Beziehungen standen im Mittelpunkt des offiziellen Besuchs einer Delegation der Luxemburger Abgeordnetenkammer am 8. März 2018 im Landtag von Rheinland-Pfalz.

„Unsere freundschaftlichen Beziehungen beruhen auf Gegenseitigkeit“, betonte der Präsident der Abgeordnetenkammer Mars Di Bartolomeo im Gespräch mit Landtagspräsident

Hendrik Hering in Mainz. Die Verbindungen zwischen den beiden Nachbarregionen sind eng: Mehr als 7.800 Luxemburger leben in Rheinland-Pfalz; mehr als 32.000 Rheinland-Pfälzer arbeiten im Großherzogtum.

So beherrschten Themen wie der grenzüberschreitende Verkehr, die Berufsausbildung, der Arbeitsmarkt und die Wohnungsproblematik die

Gespräche zwischen den beiden Parlamentspräsidenten sowie der Abgeordneten Claude Wiseler, Simone Beissel und Alex Bodry mit ihren deutschen Partnern.

Die Abgeordneten bedauerten, dass die gemeinsame Grenzregion weitgehend vom Fernverkehr der Deutschen Bahn abgekoppelt ist. Sie wollen sich gemeinsam dafür einsetzen, dass sich diese Situation verbes-

sert. Ihr gemeinsames Engagement gilt auch der politischen Bildung von Jugendlichen.

„Wir gehören zu den Regionen, die am meisten von der Europäischen Union profitieren. Heute geht es darum, die europäische Einigung voranzutreiben; dieser Prozess scheint mir unumkehrbar“, unterstrich Landtagspräsident Hendrik Hering.

Bei einem weiteren Gespräch der luxemburgischen Delegation mit der rheinland-pfälzischen Ministerpräsidentin Malu Dreyer stand die künftige Zusammenarbeit bei der Berufsausbildung im Mittelpunkt. Malu Dreyer bestätigte gegenüber den luxemburgischen Abgeordneten das Interesse ihres Landes an der Organisation des Projektes der europäischen Kulturhauptstadt 2022 in der Südregion Luxemburgs.



Die Delegation der Luxemburger Abgeordnetenkammer wurde vom rheinland-pfälzischen Landtagspräsident Hendrik Hering (Bildmitte) ...



... sowie von Ministerpräsidentin Malu Dreyer (3. von rechts) empfangen.

Visite au Parlement suédois

Échange d'informations interparlementaire et sujets d'actualité de l'Union européenne

Comment améliorer la qualité des informations échangées entre les parlements nationaux par le biais du site www.ipex.eu? Tel était le sujet principal abordé par les utilisateurs du site lors d'une réunion organisée par le Parlement suédois le 2 mars 2018.

Le site [ipex.eu](http://www.ipex.eu) sert de plateforme officielle pour l'échange d'informations sur l'Union européenne entre

les Parlements nationaux ainsi qu'avec le Parlement européen.

Cet échange représente une condition importante pour la mise en œuvre des dispositions du Traité de Lisbonne et en particulier du protocole sur le respect du principe de subsidiarité.

www.ipex.eu: plateforme d'échange et d'information

M. Marc Angel est intervenu en tant qu'orateur principal à l'occasion de cette deuxième conférence des utilisateurs IPEX.

Dans son intervention, il a souligné le rôle central qui revient à la plateforme pour s'informer mutuellement des décisions prises par les chambres en matière de politique européenne tout en garantissant la transparence.

D'une part, les parlements utilisent le site pour publier les avis qu'ils ont adoptés soit dans le contexte de l'application du respect du principe de subsidiarité soit dans le cadre du dialogue politique avec la Commission européenne et, d'autre part, la plateforme héberge une grande partie des informations relatives à la coopération interparlementaire dans l'Union euro-

péenne. «Le site représente un outil essentiel pour suivre l'actualité des propositions législatives européennes et l'action des parlements nationaux sur chacune de ces propositions et permet aux députés de s'impliquer davantage dans les affaires européennes», a ajouté M. Angel.

Renforcer le rôle des parlements nationaux

En marge de la conférence IPEX, M. Marc Angel, en sa qualité de Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, a rencontré Mme Ewa Thalén Finné, Vice-Présidente du *Riksdag* suédois, ainsi que M. Jonas Eriksson, Président de la Commission des Affaires européennes.

À l'ordre du jour figuraient des sujets d'actualité de l'Union européenne et le renforcement du rôle des parlements nationaux.

Les échanges ont porté en particulier sur les conclusions de la commission spéciale mise en place par le Parlement suédois pour améliorer la visibilité des dossiers européens et garantir un contrôle parlementaire plus efficace du Gouvernement.

Lors des entretiens, il a été souligné que le Parlement suédois compte parmi les parlements nationaux les plus actifs dans la rédaction d'avis touchant aux dossiers européens.

M. Marc Angel a rappelé quant à lui que la Chambre des Députés avait adopté l'été dernier une résolution visant à améliorer la procédure européenne notamment à travers

une prise en considération plus large des dossiers européens aussi bien par les commissions parlementaires qu'en plénière ainsi que par le renforcement du rôle de la Chambre des Députés vis-à-vis du Gouvernement.

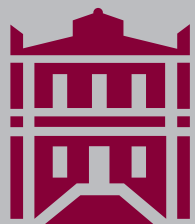
Dans ce contexte, M. Angel a insisté sur l'importance de la dimension européenne dans le travail des parlements nationaux.



M. Marc Angel lors de son discours

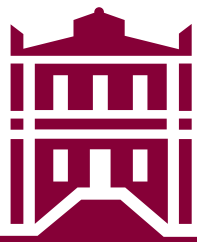


M. Jonas Eriksson et M. Marc Angel



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Paiement par carte: commissions d'interchange

7024 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:

- 1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;**
- 2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;**
- 3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;**
- 4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;**
- 5. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;**
- 6. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;**
- 7. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs;**
- 8. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;**
- 9. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et**
- 10. de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché**

Le projet de loi sous rubrique poursuit un double objectif:

- 1) il met en œuvre certaines dispositions du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte (ci-après, le «règlement (UE) 2015/751»), et
- 2) il procède à des ajustements dans plusieurs lois relatives au secteur financier.

1) Le règlement (UE) 2015/751

Le règlement (UE) 2015/751 établit des exigences techniques et commerciales uniformes pour les opérations de paiement liées à une carte au sein de l'Union européenne, notamment en plafonnant les commissions d'interchange qui peuvent être exigées par les prestataires de services de paiement à l'occasion d'une opération de paiement liée à une carte. Le projet de loi comporte des mesures d'application de ce règlement qui visent à assurer le respect dudit règlement, notamment par la désignation de la CSSF en tant qu'autorité compétente au Luxembourg qui sera investie des pouvoirs d'enquête et d'exécution nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

En second lieu, il est procédé à la mise en œuvre d'une discrétion nationale figurant à l'article 3, paragraphe 2, lettre a) du règlement (UE) 2015/751. Cette discrétion nationale offre la possibilité aux États membres d'introduire un plafond inférieur en pourcentage au plafond par défaut de 0,2% prévu par le règlement (UE) 2015/751 pour les commissions d'interchange appliquées aux opérations de paiement nationales liées à une carte de débit. Le projet de loi prévoit ainsi de plafonner le montant de la commission d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte de débit et qui sont effectuées au niveau national à 0,12% de la valeur de l'opération. Il s'agit d'assurer que le niveau des commissions d'interchange se rapproche, pour ce que l'on peut considérer être une opération moyenne, du niveau de la commission d'interchange appliqué antérieurement au règlement (UE) 2015/751.

2) Adaptations ponctuelles

Le projet de loi initial avait également pour objet de procéder à une série d'ajustements et de clarifications dans diverses lois relatives au secteur financier, telles que la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier, la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs, la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement. Ces ajustements visent à clarifier certaines dispositions des lois susmentionnées, voire à y corriger des erreurs matérielles. Les amendements gouvernementaux subséquents ont également introduit des modifications de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances et de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché.

En particulier, le projet de loi initial prévoyait de modifier l'article 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier concernant le secret professionnel afin de faciliter l'externalisation de services. Les nouvelles exceptions au secret professionnel sont destinées à faciliter la coopération intragroupe et la sous-traitance, cette dernière couvrant le cas de l'externalisation de services, encore appelée «outsourcing».

Les amendements gouvernementaux subséquents ont opéré des modifications substantielles à l'endroit des articles relatifs au secret professionnel. D'une part, ils ont étendu la modernisation des dispositions relatives au secret professionnel à la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement et à la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances. D'autre part, ils ont opéré des modifications supplémentaires à l'endroit de l'article 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ainsi, ils prévoient l'introduction de nouvelles exigences organisationnelles visant à encadrer l'externalisation de services et notamment à assurer le niveau et la qualité des services offerts à la clientèle, ainsi que la confidentialité des données concernées. Les amendements gouvernementaux abandonnent également la distinction faite entre la sous-traitance intra-groupe et extra-groupe. Ainsi, il y aura désormais lieu de distinguer uniquement en matière de sous-traitance entre d'une part la sous-traitance opérée par une entité luxembourgeoise soumise à la surveillance prudentielle de la CSSF, de la BCE ou du CAA, et d'autre part tous les autres cas de sous-traitance.

Ensuite, le projet de loi opère une clarification du régime de la banque dépositaire applicable aux OPC de la Partie II suite à l'adoption de la loi du 10 mai 2016 portant transposition de la directive 2014/91/UE («UCITS V»).

Le projet de loi clarifie également la couverture des dépôts des clients-épargnants des fonds communs d'épargne par le système de garantie des dépôts luxembourgeois.

Finalement, les amendements gouvernementaux prévoient que le Commissariat aux assurances devienne un organe de règlement extrajudiciaire des litiges en matière d'assurance au sens de la loi du 17 février 2016 portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation.

Les amendements parlementaires du 8 janvier 2018 apportent quant à eux encore quelques précisions additionnelles notamment en ce qui concerne l'articulation entre les dispositions relatives au secret professionnel et la législation relative à la protection des données.

	Présentation du projet de loi
08.01.2018	Présentation des amendements gouvernementaux Examen des avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'amendements parlementaires
02.02.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.02.2018

Nouvelle loi hospitalière

7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification: 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales; 4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation»; 5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»; 6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi vise à garantir cette accessibilité universelle de tous les patients à des soins hospitaliers performants tout en effectuant les adaptations qui sont devenues nécessaires dans notre secteur hospitalier du fait de l'évolution démographique de notre société, de l'état de santé des citoyens et des progrès médicaux et scientifiques intervenus ces dernières années. Cette loi s'inscrit dans le cadre d'un système de santé social, solidaire et efficace - qui s'adapte aux nouveaux besoins des patients - tout en restant financièrement viable.

Ainsi, le patient est au centre des préoccupations des auteurs du projet de loi.

Le projet de loi a non seulement comme finalité d'intégrer dans un texte législatif les dispositions relatives au plan hospitalier, mais il reprend, tout en les précisant, de nombreuses dispositions de la loi modifiée du 28 août 1998.

Ainsi sont modifiées ou précisées:

- certaines définitions d'établissements hospitaliers;
- les procédures d'autorisation d'exploitation d'un établissement hospitalier et de services hospitaliers;
- les dispositions relatives au financement des projets de construction ou de modernisation des établissements hospitaliers par le biais du Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières;
- certaines compétences du commissaire du Gouvernement aux hôpitaux;
- certaines compétences de la Commission permanente pour le secteur hospitalier (CPH);
- les dispositions relatives à la gouvernance hospitalière et à l'organisation hospitalière;
- les dispositions relatives aux laboratoires hospitaliers.

Le présent projet de loi vise également à:

- promouvoir la prise en charge ambulatoire;
- mettre en place des réseaux de compétences;
- créer une nouvelle catégorie de lits d'hospitalisation de longue durée;
- augmenter le nombre de lits gériatriques de réhabilitation;
- assurer une couverture nationale de la prise en charge pédiatrique;
- améliorer la gouvernance des hôpitaux par une collaboration encore plus étroite entre les médecins-spécialistes, les directions et les conseils d'administration au sein des hôpitaux ainsi que par une détermination plus claire de leurs attributions.

En outre, le projet de loi instaure un service de documentation et d'information médicale dans chaque hôpital et un système de documentation hospitalière sera déterminé.

Le virage ambulatoire

Afin de permettre au patient de bénéficier de la meilleure prise en charge possible, la nouvelle loi hospitalière accentue le virage ambulatoire. Le recours accru à la chirurgie ambulatoire (entrée et sortie du patient le même jour) permet une meilleure qualité et sécurité des soins et constitue un gain de confort pour les patients.

La détermination des lits hospitaliers

Le présent projet de loi détermine le nombre maximal de lits par catégorie de lits qui pourra être autorisé durant les dix prochaines années. Or, le nombre exact de lits attribués à chaque établissement hospitalier ne sera pas déterminé dans la présente loi, mais dans l'autorisation d'exploitation de chaque établissement. Il pourra dès lors être adapté à la hausse dans l'autorisation d'exploitation d'un établissement hospitalier si l'évaluation des besoins sanitaires en démontre la nécessité.

Le présent projet de loi détermine également une fourchette respectivement un nombre maximum de lits par catégories d'établissements pouvant être autorisés.

La mise en place de réseaux de compétences: l'idée du «pas tout partout»

Le présent projet loi vise à mettre en place des réseaux de compétences dont l'objectif est de concentrer différentes compétences et différents services, toujours dans le but d'une amélioration de la qualité et de la continuité des soins. Il s'agit d'offrir aux patients une prise en charge médicale coordonnée, continue et multidisciplinaire.

L'Institut National de Chirurgie Cardiaque et de Cardiologie Interventionnelle («INCCI») et le Centre François Baclesse («CFB»)

Dans la continuité du bon fonctionnement prouvé dans le passé et sur base de la bonne collaboration avec tous les autres acteurs spécialisés, l'INCCI et le CFB garderont leur indépendance administrative et leur propre statut juridique en tant qu'établissements hospitaliers spécialisés.

Définitions des services hospitaliers

Le présent projet de loi ne se limite pas à une simple énumération des différents services hospitaliers et de leur nombre maximal autorisable au niveau national, mais établit aussi des définitions des différents services hospitaliers. Ces définitions peuvent contenir certaines normes organisationnelles ou fonctionnelles auxquelles ces services devront obéir pour être autorisés.

La création de nouveaux services

Toujours dans un souci d'optimisation de la prise en charge des patients, la nouvelle loi hospitalière crée une offre plus large de services de base que les centres hospitaliers devront exploiter de même que de nouveaux services hospitaliers.

Comités d'éthique

Le présent projet de loi vise également à conforter l'existence et le rôle des comités d'éthique dans chaque établissement hospitalier.

Amélioration de la gouvernance hospitalière

La nouvelle loi hospitalière vise une amélioration de la gouvernance des hôpitaux par une collaboration encore plus étroite entre les médecins-spécialistes, les directions et les conseils d'administration au sein des hôpitaux afin d'optimiser leur fonctionnement et ceci dans l'intérêt du patient.

Les compétences des différents organismes gestionnaires ainsi que des directions hospitalières tout comme les relations entre ces directions et les médecins hospitaliers y attachés ont été précisées dans la loi, sans toucher à la liberté thérapeutique des médecins.

Dépôt par M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances, le 29.07.2016

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

18.10.2016 Désignation d'un rapporteur



Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 07.09.2016
Rapporteuse: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

- 17.01.2017 Échange de vues avec des représentants légaux de la Chambre des salariés, du Collège médical et du Conseil supérieur des professions de santé
- 31.01.2017 Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
- 07.02.2017 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
- 14.02.2017 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
- 28.02.2017 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
- 07.03.2017 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
- 14.03.2017 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
- 21.03.2017 Information de Mme la Ministre de la Santé sur les entrevues récentes avec l'AMMD et le FHL
- 28.03.2017 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
- 04.04.2017 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
- 25.04.2017 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
- 02.05.2017 Continuation des travaux
- 09.05.2017 Continuation des travaux
- 16.05.2017 Continuation des travaux
- 23.05.2017 Continuation des travaux
- 30.05.2017 Continuation des travaux
- 13.06.2017 Examen et adoption d'un projet de lettre d'amendement
- 17.10.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 24.10.2017 Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 27.11.2017 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 30.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2018

Observatoire de la qualité scolaire

7075 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la création d'un Observatoire national de la qualité scolaire, appelé ci-après «l'Observatoire».

L'Observatoire national de la qualité scolaire a deux missions principales:

Premièrement, l'Observatoire a un rôle d'expertise, en apportant une vision neutre sur l'état du système scolaire. Il est prévu que l'Observatoire analyse des études nationales et internationales afin de faire des constats sur les différentes dimensions de la qualité scolaire pour enfin donner des avis sur l'organisation et le fonctionnement des écoles.

Deuxièmement, il est prévu que l'Observatoire contribue à un débat serein et objectif sur la situation du système scolaire. Sa mission se limite donc à l'étude du système, d'une part, et à l'organisation et au fonctionnement des

écoles et lycées, d'autre part. L'Observatoire n'est pas responsable de l'inspection des écoles ni de l'évaluation individuelle des enseignants. Il est appelé à rédiger deux rapports: un rapport national sur le système scolaire tous les trois ans et un rapport thématique sur un domaine prioritaire, présenté chaque année. Ces rapports seront ensuite rendus publics et communiqués au Gouvernement et à la Chambre des Députés. Le domaine prioritaire est arrêté annuellement, sur proposition de l'Observatoire, par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

L'Observatoire est composé de huit membres, nommés par le Grand-Duc pour un mandat renouvelable de sept ans, dont au moins trois femmes et trois hommes. Les observateurs sont issus du secteur public ou du secteur privé.

Finalement, l'Observatoire a la possibilité de rencontrer les représentations nationales des parents, des élèves, des étudiants, des enseignants et des communes ainsi que les chambres professionnelles, afin d'entendre leurs points de vue sur l'état actuel du système scolaire.

logiques; 2. la création d'un «Centre de Gestion Informatique de l'Éducation»; 3. l'institution d'un Conseil scientifique;

3° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la création du Conseil national des programmes et l'instauration de commissions nationales de l'enseignement fondamental, revendications qui ont été formulées dans le programme gouvernemental de la législature 2013-2018. Par ailleurs, le projet de loi confère une nouvelle base légale aux commissions nationales de l'enseignement secondaire. Les mesures proposées visent essentiellement à donner à chaque enfant ou jeune les moyens et les repères pour construire son avenir, en s'inscrivant dans la logique du développement curriculaire.

Force est de constater qu'actuellement, les programmes de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire sont caractérisés par une certaine disparité les uns par rapport aux autres en raison de l'absence d'un cadre conceptuel qui veille à la cohérence des programmes scolaires. Le Conseil national des programmes a comme mission d'adresser au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse des avis dans les questions en matière curriculaire. À cette fin, le Conseil national des programmes observe les nouvelles demandes qui émergent des mutations sociales et évalue les répercussions possibles sur la conception du cadre curriculaire et des programmes d'études.

Le Conseil national des programmes émet des recommandations et des avis lorsqu'il le juge utile et les adresse au ministre qui décidera des suites à leur donner. Le ministre peut, quant à lui, demander des conseils en matière curriculaire au Conseil national des programmes. Sur base de ces avis, le conseil se prononce sur les conséquences possibles pour le système éducatif luxembourgeois. La cohérence entre les orientations générales et les objectifs des programmes et des plans d'études doit aussi être contrôlée par le conseil.

À l'image des commissions nationales de l'enseignement secondaire, les commissions nationales de l'enseignement fondamental ont la mission de conseiller le ministre dans les matières de développement curriculaire et d'élaborer des propositions afférentes. Différentes commissions se penchent sur différents domaines de développement: l'alphabétisation, les langues allemande, française et luxembourgeoise, les mathématiques, les sciences humaines et naturelles, l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports, la santé, les arts et la musique ainsi que la vie en commun et ses valeurs.

Le projet de loi sous rubrique confère une nouvelle base légale pour les commissions nationales de l'enseignement secondaire qui gèrent depuis longtemps les programmes des classes de l'enseignement secondaire classique et de l'enseignement secondaire général. À préciser que les programmes cadres de la formation professionnelle sont élaborés par des équipes curriculaires comprenant des représentants des chambres professionnelles, conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

- 18.10.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 25.10.2017 Continuation des travaux
- 10.01.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 17.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2018

Loi du 13 mars 2018

Mémorial A: 2018, no183, page 1

Réglementation de la circulation

7101 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi vise à introduire des modifications de trois ordres dans la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Tout d'abord, il s'agit de sanctionner les constructeurs automobiles qui se seraient rendus coupables de manœuvres frauduleuses du type fausse déclaration, falsification des résultats, dissimulations d'informations et autres dans le cadre des procédures de réception ou de rappel.

Ensuite, le projet apporte des modifications d'ordre pratique. Ainsi, par exemple, l'article 1^{er} vise à restreindre l'obligation d'agrément ministériel et de serment aux seuls examinateurs du permis de conduire et non plus à tous

les agents de la Société nationale de circulation automobile. De même, il est prévu d'étendre la durée de validité du contrôle technique pour certains types de véhicules. Il est également proposé d'instaurer un système de certificat provisoire en cas de problèmes informatiques pour la délivrance des certificats de contrôle technique. Des aspects financiers sont également clarifiés, au niveau des frais d'introduction des demandes d'agrément et des jetons de présence à verser aux membres de la commission du contrôle technique. Par ailleurs, les cas d'exemption de l'interdiction judiciaire de conduire sont dorénavant limitativement énumérés.

Enfin, le projet de loi a pour objet de redresser certaines imperfections textuelles qui ont été relevées par la pratique, telles qu'une périodicité de contrôle technique plus adaptée pour les motor-homes dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 3.500 kg, la possibilité de délivrer un contrôle technique provisoire de 28 jours pour répondre à des besoins d'ordre informatique, ou encore des précisions procédurales concernant les interdictions de conduire.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

- 21.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 28.06.2017 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 08.11.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 15.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2018

Loi du 13 mars 2018

Mémorial A: 2018, no183, page 1

Conseil national des programmes

7076 - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant

1° la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

2° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et techno-

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.12.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

- 18.01.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 01.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2018



Radars: adaptation du cadre légal

7111 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

3° la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises

4° la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

5° la loi du 5-15 septembre 1807 relative au Mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police

Le projet de loi a pour objet d'adapter le cadre légal établi par la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés, sur différents points et ceci notamment aux fins de désengorgement des instances judiciaires et de simplification administrative. Les points principaux consistent dans une clarification du régime de condamnation de la personne pécuniairement redevable, l'introduction d'un mécanisme d'amende forfaitaire exécutée sur titre exécutoire du procureur général d'État, une réforme de la procédure de contestation, l'introduction de nouvelles obligations quant à la désignation du conducteur par le représentant légal d'une personne morale et l'introduction de nouvelles dispositions pénales en cas de fausse déclaration ou refus de coopération.

reaux de vote. Afin d'éviter qu'un membre effectif d'un bureau de vote, autre que celui où il doit se rendre en sa qualité d'électeur, soit obligé de se déplacer, au cours des élections, le projet de loi instaure une règle spécifique qui permet que celui-ci peut voter dans le même bureau que celui auquel il est attribué en sa qualité de membre du bureau de vote. Cette règle ne bénéficie pas aux membres suppléants d'un bureau de vote.

À l'heure actuelle, un bureau de vote ne peut accueillir plus de 600 électeurs, respectivement 400 électeurs (en cas d'élections législatives ou européennes organisées simultanément avec une élection communale complémentaire ou un référendum communal). Le projet de loi dispose que ces limites pourront être dépassées de cinq pourcents. Cet assouplissement permettra de réduire tant les frais que la charge de travail en évitant notamment que les communes ne soient obligées de mettre en place un bureau de vote supplémentaire dans l'hypothèse où le nombre des électeurs ne dépasse que légèrement les 600 ou les 400 électeurs.

6. Introduction d'un système de vote tactile permettant aux électeurs déficients visuels de soumettre leur vote de façon autonome

Le projet de loi sous rubrique prévoit l'introduction de mesures visant à garantir la participation autonome aux élections des personnes à déficience visuelle. En effet, la loi électorale actuellement en vigueur permet dans son article 79 aux électeurs déficients visuels de se faire accompagner par une tierce personne,

qui peut formuler le vote à sa place. Or, bien que cette disposition entende assurer le libre accès de tout citoyen au vote, elle s'avère discriminatoire en comparaison avec les autres électeurs en ce qu'elle porte atteinte à l'autonomie, au libre arbitre et au secret du vote de la personne affectée d'un handicap visuel.

Ainsi le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en collaboration avec l'Institut pour déficients visuels et après une large consultation des acteurs impliqués dans l'organisation des élections, a élaboré un système de vote tactile en braille («Wahlschablone»), applicable aussi bien le jour du vote dans la cabine de vote que lors du vote par correspondance, et ceci pour toutes les élections, que ce soient les élections nationales, communales, européennes ou en cas d'un référendum. Il est à noter que des systèmes de vote tactile pareils sont utilisés dans d'autres États membres de l'Union européenne déjà depuis un certain temps, à la satisfaction des personnes concernées.

La possibilité pour les électeurs à déficience visuelle d'être accompagnés par un guide est maintenue en tant qu'alternative au nouvel système.

7. Modification des annexes

Le projet de loi vise à rendre les instructions aux électeurs, jointes aux lettres de convocation, plus claires et compréhensibles en faisant abstraction des maints renvois aux dispositions de la loi électorale et en reprenant à chaque fois le texte de la disposition sur laquelle portait le renvoi.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 23.01.2017

Rapporteur: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

13.09.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

18.01.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

01.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2018

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03.03.2017

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

25.10.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

08.11.2017 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

15.11.2017 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

22.11.2017 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

31.01.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

07.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 8 mars 2018

Mémorial A: 2018, n°178, page 1

Modification de la loi électorale

7118 - Projet de loi portant modification

1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2° de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Le présent projet de loi vise à modifier la loi électorale modifiée du 18 février 2003, dénommée ci-après «loi électorale» et d'apporter parallèlement, pour des raisons de concordance, des modifications à la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national.

Les modifications proposées visent essentiellement à simplifier la procédure électorale en adaptant les dispositions relatives au vote par correspondance, aux voies de recours, à l'admission des électeurs au vote, aux listes électorales, aux bureaux de vote, au vote des électeurs déficients visuels ainsi qu'aux annexes de la loi électorale.

1. Vote par correspondance

Le présent projet de loi vise à conférer à tous les électeurs la possibilité de recourir au vote par correspondance sans devoir indiquer la moindre justification. Dorénavant, chaque électeur peut librement décider s'il préfère voter par correspondance ou se déplacer aux urnes le jour des élections.

Une deuxième innovation traduisant les efforts du Gouvernement en vue d'une simplification administrative par l'introduction des procédures «paperless», consiste dans la possibilité pour les électeurs de déposer leur demande de vote par correspondance sous forme électronique sur le portail «MyGuichet.lu».

Finalement, dans le but de réduire les frais et la charge de travail en relation avec le vote par correspondance, les bulletins ne seront plus envoyés avec accusé de réception et les enveloppes ne devront plus être apposées par le paraphe du président du bureau de vote principal de la commune.

2. Voies de recours

À l'heure actuelle, la loi électorale prévoit un double degré de juridiction pour les personnes désirant exercer un recours contre les décisions en relation avec les listes électorales ou contre les opérations électorales, avec le tribunal administratif en première instance et la Cour administrative comme instance d'appel. Le pré-

sent projet a pour objet d'alléger cette procédure par l'instauration d'un seul recours à exercer devant la Cour administrative.

3. Admission des électeurs au vote

Le projet de loi sous rubrique propose également une modification de la loi électorale afin de permettre aux électeurs de se présenter au bureau de vote seulement munis d'une pièce d'identité officielle. La seule lettre de convocation ne sera par contre plus acceptée comme preuve de qualité d'électeur.

4. Listes électorales

Actuellement, le jour de l'arrêt provisoire des listes électorales et le jour à partir duquel les listes sont soumises à l'inspection du public sont fixés tous les deux au quatre-vingt-sixième jour avant le jour du scrutin.

Afin d'assurer plus de convergence entre les communes qui ont interprété de manière différente le délai limite pour le dépôt des demandes d'inscription sur les listes électorales, l'arrêt provisoire des listes électorales sera avancé au quatre-vingt-septième jour avant le scrutin à dix-sept heures.

Une deuxième modification consiste dans le remplacement des références au «nom patronymique» par «nom» tout court, suite au réajustement du registre national des personnes physiques par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques.

Dans l'intention de promouvoir une plus grande participation aux élections communales des résidents ressortissant d'un autre État que le Luxembourg, le projet de loi sous rubrique apporte des précisions quant à la durée minimale de résidence au Luxembourg pour pouvoir s'inscrire sur les listes électorales ou déposer sa candidature pour le conseil communal. Ainsi les modifications apportées à la loi électorale disposent que le ressortissant d'un autre pays souhaitant participer aux élections communales de façon active ou passive doit avoir vécu seulement la dernière des cinq années de manière ininterrompue au Luxembourg.

Par analogie au mécanisme mis en place en matière de vote par correspondance, les résidents ressortissant d'un État étranger pourront désormais déposer leur demande d'inscription alternativement par voie électronique ou sur papier libre.

5. Bureaux de vote

Le bon déroulement des opérations électorales dépend en grande partie des membres des bu-

Droits des peuples indigènes et tribaux

7129 - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux, signée à Genève, le 27 juin 1989

Le présent projet de loi porte ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux (ci-après «la convention»), adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail le 27 juin 1989 et entrée en vigueur le 5 septembre 1991.

La convention, qui comprend 44 articles, appelle à la protection des droits économiques, sociaux et culturels des peuples indigènes et tribaux et à la garantie du respect de leur inté-

grité. Selon les Nations Unies, 370 millions de membres de peuples indigènes et tribaux sont répartis dans plus de 70 pays au monde. Les peuples indigènes représentent souvent une population exploitée et discriminée dans les États dans lesquels ils résident. La convention entend contrecarrer ce phénomène en renforçant le rôle des peuples en question dans la société et leur garantit les mêmes droits qu'à toute la population.

Par ailleurs, la Convention a comme objet de sauvegarder les terres occupées par les peuples indigènes et tribaux. L'existence des dites collectivités est menacée par l'extraction des matières premières, le déboisement ou encore la construction de barrages. La Convention appelle à la reconnaissance des droits de propriété et de possession sur les terres. Ces droits comprennent pour les peuples celui de participer à l'utilisation, à la gestion et à la conservation de ces ressources.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.05.2017

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

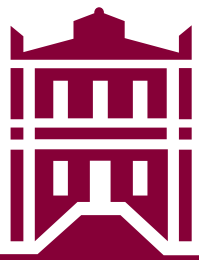
01.02.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

21.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.02.2018



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification: 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales; 4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation»; 5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»; 6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen
- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf (interventions de M. Gast Gibéryen et Mme Josée Lorsché), M. Georges Engel (interventions de M. Marc Spautz, Mme Octavie Modert et M. Jean-Marie Halsdorf), M. Edy Mertens (interventions de M. Gast Gibéryen et Mme Viviane Loschetter), Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum, Mme Martine Mergen (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. André Bauler), M. Alexander Krieps (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Gast Gibéryen)

- Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé (question de M. Jean-Marie Halsdorf)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. 7075 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Adam (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Fernand Kartheiser), M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de M. Claude Wiseler et M. Fernand Kartheiser)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 7076 - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant

1° la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

2° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; 3. l'institution d'un Conseil scientifique;

3° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (question de Mme Martine Hansen)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; Mme Lydia Mutsch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Gudde Mëtteg! D'Sëtzung ass op.

Ech froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.- Neen, Här President.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci, Här Vizepremier.

Da géife mer direkt zum Plat de résistance vun de Mëtteg iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7056, de sougenannte Spidolsplang oder dat neit Spidolsgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. D'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Cécile Hemmen. Si huet d'Wuert.

2. 7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification: 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales; 4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation»; 5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»; 6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

2. 7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification: 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales; 4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation»; 5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»; 6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice.- Merci, Här President. Fir d'Éischt kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Firwat eigentlech en neit Spidolsgesetz?

Et muss ee wëssen, dass mer e Spidolsgesetz hu vun 1998, wat deemno zwanzeg Joer al ass a wou bis dato haaptsächlech Modifikatiounen virgeholl goufen: 2010 mat dem Gesetz iwwert d'Reform vum Gesondheetsystem, wou eng Partie Dispositiounen vun der Sécurité sociale modifizéiert goufen, a mam Gesetz 2014 iwwert d'Patienterechter.

2015 huet de Statsrot e Projet vun engem groussherzogleche Reglement ënnerbreet kritt, deen

den drëtten Spidolsplang sollt definéieren, esou wéi et schon 2001 an och 2009 de Fall war.

A sengem Avis vum Mee 2015 ass dat Reglement och aviséiert ginn, mä de Statsrot huet eng Kritik geäussert, wat d'ëst juristescht Instrument ubelaangt, an huet drop higewisen, dass de Spidolsplang misst iwwer e Gesetz adoptéiert ginn. Allerdéngs ass et net esou einfach, fir d'Reglementatiounen eent zu eent an e Gesetz ze iwwerhuelen, well d'ëst awer eng Partie Emännerunge vu gesetzlechen Dispositiounen mat sech bréngt. Och waren d'Akteuren um Terrain Demandeur, fir an dësem neie Gesetz e gutt Stéck méi wäit ze goe wéi dat, wat an dem groussherzogleche Reglement stoung.

Ee Joer drop, am Januar 2016, huet de Regierungsrat du säin Accord de principe gi fir den Avant-projet de loi iwwert de Spidolsplang an doropshi kruten dunn och direkt déi verschidde Gremien, Institutiounen a Beruffskummeren den Avant-projet fir Avis. An dat waren zu deem Zäitpunkt: de Collège médical, d'CNS, d'Chambre des Salariés, d'FHL, den OGB-L, d'AMMD an d'CPH, also d'Commission permanente pour le secteur hospitalier.

Den 13. Juli huet de Regierungsrat dunn den Avant-projet de loi ugeholl. De Gesetzesprojekt gouf de 7. September 2016 an der Chamber deposéiert an dunn u verschidde Institutiounen weidergereicht, fir aviséiert ze ginn. Dat waren de Statsrot, d'Chambres professionnelles, de Collège médical, de Conseil supérieur des professions de santé an d'Chambre des Salariés.

An der Kommissiounssëtzung vum 14. September 2016 gouf ech dunn als Rapportrice vun dësem Gesetz 7056 ernannt. De 17. Januar, gläich am Ufank vun den Aarbechten an esou wéi d'Procédure législative et virgesäit, huet d'Majoritéit vun de Membere vun der Kommissioun dunn och decidéiert, fir déi dräi an der Procédure législative virgesinnene Organer, dat heescht d'Vertreider vum Collège médical, vum Conseil supérieur des professions de santé an der Chambre des Salariés, an d'Kommissioun ze invitieren.

Mir hunn an iwwer 30 Sätzungen un dësem Gesetz geschafft. Et sinn dräimol Amendementen un de Statsrot weidergereicht ginn. A fir ganz komplett ze sinn, kann ech och nach soen, dass d'ëst Gesetz aus 60 Artikelen besteet an aus dräi Annexen.

Wat ass dann elo d'Zil vun dësem Gesetz?

Abee, d'ëst Gesetz ass e Kadergesetz, fir eis Spideeler ofzesécheren a fir d'Zesummespill tëschent de Spideeler ze verbessern, fir se gutt opzestelle fir d'Zukunft a fir dem Patient déi beschtméiglech Prise en charge ze garantieren. Et ginn endlech iwwerfälleg Upassungen am Spidolsplang gemaach doduerch, dass d'Spidolslandschaft moderniséiert gëtt, andeems der demografescher Entwécklung vun eiser Gesellschaft an dem medezinesche Fortschritt Rechnung gedroe ginn.

An den Avisen, déi opgrond vun der breeder Preconsultatioun tëschent de villen Akteuren erakomm sinn, ass gefuerdert ginn, dass awer net nëmmen um Niveau vun der Organisatioun tëschent de Spideeler sollt nogebessert ginn, mä och um Niveau vun der interner Organisatioun a vun der Gestiou vun de Spideeler. A grad am Punkt vun der Gouvernance sollt et dann awer am Laf vun der Zäit, wéi jiddweree vun lech dat matkritt huet, zu gréisseren Ausenansetzungen kommen, déi och zolidd iwwert d'Medien ausgedroe goufen.

Et muss een awer un dëser Plaz drun erënneren, dass, och wann d'Doktere sech vill zum Gesetzestext geäussert hunn, si, genee wéi vill aner Akteuren och, wuel e ganz wichtege Piliere si vun eisem Gesondheets- an och Spidolswesen, mä si sinn awer net den eenzegen. Och all déi aner Akteure sinn um Wuel vum Patient interesséiert, dat ënnert dem Stréch ëmmer am Mëttelpunkt muss stoen.

Merci vun hei aus der Ministesch, dass si ëmmer eng oppen Dier hat an eis an der Kommissioun an aller Transparenz iwwert d'Gesprécher informéiert huet.

Ech kommen awer nach ganz kuerz op déi offiziell Avisen zrëck, déi mer am Virfeld vun den Aarbechte kruten.

De Collège médical huet sech am Ufank éischter zu der Gouvernance geäussert an huet seng Angschten ausgedréckt, dass d'Doktere mat dësem Gesetz géife riskieren, hiert Mat-sproocherecht ze verléieren. D'ëst Gesetz wär ze vill rigid, et géif de Spideeler et net erlaben, fir sech kuerzfristeg de Changementen an de Besoine vun der Bevëlkerung unzepassen.

D'Chambre des Salariés gesäit zum engen, dass d'Donnéeë vun der Carte sanitaire vläicht net esou fiabel wieren. Se gesäit et gradesou kritesch wéi hir Vertrieider, (veuillez lire: Gradesou kritesch sinn hir Vertrieider) wat elo de Virage ambulatoire ubelaangt. An des Weideren hu si och d'Plus-value vun de Kompetenzreseauen a Fro gestallt.

Dem Conseil supérieur des professions de santé louch et um Häerz, dass seng Delegéiert an och seng Leit natierlech aus de Spideeler an den Direktiounen an och soss an de Gremien misste vertruede sinn. D'Finanzéierung vun de medezineschen Equipementen an ënner anem och d'Fro ronderëm de Virage ambulatoire waren och weider Punkten a sengem Avis.

De Statsrot huet et begréisst, dass d'Dispositiounen zu der Publikatioun (veuillez lire: Planifikatioun) dem groussherzogleche Reglement och entsprechen, esou wéi et vun der héijer Kierperschaft jo och gefrot gouf. Et gëtt och ervirgestrach, dass, wat d'Finanzéierung ubelaangt, an dësem Gesetz quasi keng Modifikatiounen ufalen.

Ee weidere Punkt, deen de Statsrot ervirgehuewen huet, ass och de Virage ambulatoire, wou ugezweifelt gëtt, dass deen iwwert d'ëst Gesetz esou kann ëmgesat ginn. E mengt, dass iwwert d'CNS Kontrolle solle virgesi gi bei eventuell net berechtigte Klinikopenthalter.

Mä komme mer elo bei d'Gesetz u sech!

Véier grouss Kategorië vun Etablissementen ënnerleien dësem Gesetz: Fir d'Éischt emol d'Spideeler, an dorënner falen déi haiteg véier Centres hospitaliers, an och déi spezialiséiert Etablissementen wéi den CHNP, den INCCI, de Centre François Baclesse an d'Stengeforter Spidol, de Rehazenter an och Kolpech.

Déi zweet Kategorie ass d'Etablissement fir d'Personnes en fin de vie. Hei an dësem Fall ass dat d'Haus Omega. Et ass och d'Etablissement fir Thermalkuren zu Mondorf. An déi véiert Kategorie ass den Diagnostikzenter, eigentlech den LNS.

D'Terminologie wéi „Spidol“, „Klinik“ oder awer „Diagnostikzenter“, déi stinn a Relatioun mat de reglementéierte Professionen, déi do ausgeübt ginn, a wäerten iwwert d'ëst Gesetz dann och geschützt ginn.

Fir déi national Besoine vun der Bevëlkerung a puncto Gesondheetswesen - wéi elo d'Unzuel vun de Spideeler, de Kompetenzreseauen, de Spidolsservicer an d'Unzuel vun de Better - beschtméiglech ze definéieren, gëtt am Zweekjoresrhythmus eng Evaluatioun opgestallt unhand vun der Carte sanitaire. Heifir ginn Donnéeë gesammelt, wéi zum Beispill déi demografesche Entwécklung vum Land, déi gekuckt gëtt, de globale Gesondheetszoustand an de Verglach mam Ausland.

Fir d'Auswärtung an d'Projektiounen spillen awer nach vill aner Informatiounen och eng Roll, déi vun de Spideeler mussen geléiwert ginn. An dat geet zum Beispill vun der Unzuel an de Motiver vun den Hospitalisatiounen bis hi bei d'Waardezäiten oder awer den Inventar vun den Equipementen.

Déi ambulante Versuergung, de sougenannte Virage ambulatoire, ass e ganz wichteg an och en neit Element vum Spidolsplang. Dofir ass iwwert d'ëst Gesetz virgesinn, dass all Spidol esou Dagesstrukture soll kréien, an déi si souwuel am chirurgesche Beräich wéi och an deenen anere Beräicher, wéi zum Beispill der Psychiatrie oder der Geriatrie, definéiert.

Komme mer elo bei d'Spidolsservicer!

Iwwert d'ëst Gesetz si bis elo véier Centres hospitaliers autoriséiert, déi op maximal dräi Sitte kënnen exploitéiert sinn, an an all Centre hospitalier muss sech mat engem Site un den Urgencen bedeelegt ginn. All Centre hospitalier muss ronn 19 Basisservicer garantieren. Ech ziele kuerz déi eng oder aner op: wéi zum Beispill d'Kardiologie, wéi zum Beispill e Röntgeservice, wéi zum Beispill d'Pneumologie, wéi d'Urgencen, wéi d'Urologie, wéi d'Médecine interne an esou weider. An dat ass, fir dass all Bierger am Land, egal wou e wunnt, gerecht a qualitativ héichwärtig ka behandelt ginn.

Ech invitieren lech hei, fir d'Annex 2 vum Gesetz am Detail ze kucken, wat souwuel d'Definitivitéit wéi och déi maximal autorisabel Servicer ueget.

Do dernieft ginn et awer och Servicer, déi autoriséiert kënnen ginn, mä net mussen autoriséiert ginn. An et gi Spezialisatiounen, déi just an engem eenzege Spidol kënnen geneemegt ginn, déi sougenannt „Services nationaux“.

Gäre wéilt ech heifir e puer relevant Beispiller ervirhiewen. Déi spezialiséiert Pädiatrie zum Beispill ass esou e Service national. Dat heescht, dass op enger eenzege Plaz all déi noutwendeg a spezialiséiert Kompetenzen an Equipementer sinn, fir eng komplex a sécher Kannerbetreuung ze leeschte fir Kanner vun 0 bis 16, jee nodeems souguer bis 18 Joer.

Do dernieft soll awer iwwerall am Land d'Méiglechkeet bestoen, iwwer sougenannte Pédiatries de proximité an all Spidol ausserhalb vun der Stad och de Kanner vun 0 bis 16 respektiv jee nodeem och hei bis 18 Joer eng Prise en charge ze garantéieren mat engem Openthalt bis zu 48 Stonnen. De Pädiater ass disponibel an der Woch vu moies 8 bis owes 8 a jee no Organisatioun vum Spidol a vun der Disponibilitéit vun de Pädiateren kann de Service sech och un de Gardé bedeelegen.

Eng Konventioun mam Service national, also der Pédiatrie spécialisée, regelt, ënner wéi enge Konditiounen d'Kanner mat méi schlimme Pathologie kënnen transferéiert ginn.

Zu de Spezialisatiounen, déi nëmmen an engem eenzege Spidol kënnen autoriséiert ginn, gehéiert och zum Beispill d'Nephrologie, och wann all Spidol e Basisservice vun der Dialys muss garantéieren. All Spidol kann och e Service neurovasculaire Niveau 1 oder, méi verständlech, eng Stroke Unit Niveau 1 assureieren, fir déi ganz dréngend a wichteg Prise en charge bei engem Hireschlag ze garantéieren. Et ass awer just eng eenzeg an national Stroke Unit Niveau 2 autoriséiert mat bis zu zwoelf Better. An déi muss esou equipéiert sinn, fir d'Prise en charge vu komplizéierte Fäll vun Hireschlag ronderëm d'Auer ze behandle an och ze garantéieren.

Iwwert déi verschidden national Spidolsservicer eraus ginn den Häerzchirurgiezentrum, den Zenter fir Radiotherapie, de Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique, de Rehazenter an den Hôpital Intercommunal vu Stengefort, fir just déi ze nennen, an der Definition och un hir Missioun adaptéiert a si ginn als sougenannt Etablissements hospitaliers spécialisés définiert. De Centre de Convalescence Kolpech kritt och eng nei Missioun an der Réhabilitation physique a postoncologiquement.

Eng weider Neuerung am Gesetz ass d'Afféierung vun de sougenannte Kompetenzreseauen. Hei geet et drëms, fir verschidde Kompetenzen a Services ze konzentrieren an der Optik vun „net alles iwwerall“. Et läit awer un de Spideeler an un de spezialiséierten Etablissements, fir d'Initiativ ze ergräifen, fir de Projet fir e Kompetenzreseau eranzerechen a fir ze decidéieren, wéi si sech wëllen zesummendinn. D'Lëscht vu méigleche Krankheitsbiller betrëfft ënner anere dem chronesch Schmärerz, d'Obesitéit, den Diabète bei Kanner an Erwuesenen zum Beispill.

Den Häerzcenter INCCI grad wéi de Radiotherapiecenter, de Centre François Baclesse, déi behalen opgrond vun där gudder Erfahrung, déi se matbruecht hunn, hiren autonome Statut.

Wat elo d'Unzuel vun de Better ugeet, do gouf sech op d'Donnéen vun der Carte sanitaire vun 2015 an awer och op Previsiounen vun der demografescher Entwécklung baséiert. Deemno ass d'Hypothes vu 650.000 Residenten bis 2025 zréckbehalte gi fir de Spidolplang. Wat d'Attributioun vun de Spidolbetter ubelaangt, sou gëtt hei eng gewisse Flexibilität an d'A gefaasst an et geet am Gesetz och jee weils rieds vun enger maximal méiglecher Unzuel vu Better pro Service a vun enger Gesamtunzuel pro Kategorie vun Etablissements.

Alles an allem muss een awer wëssen, dass d'Unzuel vun de Better an d'Luucht geet. Et sinn der elo 3.107, déi virgesi sinn, wou déi meeschten Akutbetter dropfalen, mat 2.350 Stéck. Fir de moyen Séjour sinn et der 670. Dorënner falen och déi geriatresch Rehabilitatiounsbetter mat neierdengs 310. An dann déi ganz nei Kategorie, d'Laangzäitbetter, déi Better, déi fir Patiente geduecht sinn, déi iwwer eng länger Zäit am Spidol mussen behandelt ginn, duerfir gi 87 Stéck virgesinn.

Fir den Detail heivunner invitéieren ech lech, d'Annex 1 vum Gesetz ze kucken. Déi exakt Zuel vu Better gëtt iwwerregens fir all Spidol a senger Autorisation d'exploitation och festgehalten.

D'Gouvernance vun de Spideeler gouf jo vill diskutéiert an der Preparatiounsphas vun de-

sem Gesetz. D'Kompetenzen vun den Direktiounen an hir Relatioun mat de Spidolsdoktere ginn an deem Gesetz präziséiert, ouni - an ech betounen „ouni“ - awer, dass eng Direktioun an dem Dokter seng therapeutesch Fräiheet agräife kann. En Organigramm, deen ech als Pièce bei mä Rapport bäigefügt hunn, weist en gros, wéi d'Organisatioun vun de Spideeler eigentlech ausgesäit: zum engen d'Zusammensetzung vun der Direktioun vun de Spideeler, dann de Conseil médical an och de Modèle de gestion vun de Kompetenzreseauen.

Ech huelen awer gläich virewech, dass de Commissaire du Gouvernement aux hôpitaux iwwer dëst Gesetz weider Kompetenze kritt an do-duerch an de Verwaltungsreit vun alle Spideeler soll derbäi sinn. Hien huet e suspensiv Veto-recht, wann e Verwaltungsrot eng Entscheidung hëlt, déi d'Legalitéit net respektéieren géif.

E Spidol kann nëmme vun engem Gestionnaire exploitéiert ginn. Duerch dëst Gesetz ass de Conseil médical mat op d'mannst enger Deliberativer an enger konsultativer Stëmm am Verwaltungsrot vertrauden. An datselwech gëllt am selwechten Ausmooss fir d'Vertrieder vun der Personaldelegatioun.

De Generaldirekter gëtt vum Verwaltungsrot ernannt, soll eng Autorisatioun hunn, fir am medezinesche Beräich ze schaffen, och soll en eng Formatioun hunn an der Gestion hospitalière an e soll och zwee Joer Erfahrung opweisen. Him ënnerstinn den Directeur des soins, den Directeur médical an den Directeur administratif et financier.

All Spidol huet och säi Conseil médical, deen d'Doktere, d'Spidolapdikter an d'Cheffe vun de Spidolaboratoire vertritt. Dëse Conseil huet vill Attributiounen an ass opgefuerdert, a ganz ville Beräicher säin Avis ofzeginn. Iwwert dëst Gesetz gëtt de Conseil nach verstärkt a senger Kompetenz, andeems en en Avis renforcé kann ofginn, zum Beispill bei der Nominatioun vun medezineschen Direkter. Sollt de Vott net zefriddestellend sinn, da kënn et zu weidere Schrëtt: fir d'Éischt e Concertationsversuch mam Verwaltungsrot an duerno dann de Wee bei e Mediateur.

Wat d'Kompetenzreseauen ugeet, sou kommen déi nëmmen zustanen, wéi ech et scho gesot hunn, wann op d'mannst zwee Spideeler dee Projet ënnerbreeden, an e gëtt iwwer e Comité de gestion interhospitalière geleet. An deem Comité sinn nieft véier Memberen aus der Direktioun vun de Spideeler ënner anere och zwee Vertrieder vun de Conseils médicaux an zwee vun de Gesondheitsberuffer. De Commissaire du Gouvernement aux hôpitaux hëlt als Observateur un dëse Reunionen deel.

Wéi an der Vergaangenheet behält all Spidol säin Ethikcomité an d'Gesetz hält och fest, dass all Spidol e Spidolaboratoire muss behalen.

Zu der Modifikatioun vum Gesetz iwwert d'Direktioun vun der Santé hiewen ech hei just dee Punkt eraus, dass den Direkter punktuell duerch säin Directeur adjoint kéint ersat ginn.

D'Analysen an der Anatomopathologie grad wéi an der Genetik bleiwen eng Exklusivitéit vun dem Diagnostikcenter, deemno dem Statslabo, dee jo duerch seng intern Reorganisatioun gutt Resultater opgewisen huet, wat de Volume an och den Delai vu sengen Aarbechten ugeet.

Domat hätt ech eigentlech elo schonn e grafen Iwwerschlag gemaach iwwer e Gesetz, wat d'Jalonen am Spidolwiese soll setze fir déi nächst zéng Joer. Am Résumé kann ee soen, dass d'Reform dra besteet, dass nei Servicer a méi Better geschaaft goufen an dass d'Spidolsdoktere an méi staarkt Matsproocherecht kritt hunn.

Vill Adaptatiounen an Neierungen hunn zum Zil, dass all Bierger Zougang huet zu der beschtméiglecher Gesondheitsversuergung, egal ob et e kleng Bobbo ass oder eng schwéier Krankheet, egal wou en am Land wunnt an egal aus wéi enger sozialer Schicht e kënn.

Dëst Spidolsgesetz ass e wichteg Gesetz fir eist Land, fir d'Patienten, fir d'Doktere, fir d'Fleegpersonal a fir d'Spideeler. Dës Verbesserungen am Gesondheitswiese si mat Investitiounen an och mat Spuermesur verbonden. Méi Better, méi Personalkäschten, méi Servicer hunn hire Präis. Et gëtt deemno net gespuert, mä et gëtt am Interêt vun engem bessere Gesondheitsystem investéiert. An eis LSAP-Gesondheitsministesch hat de Courage, fir dës ominéisen an net einfachen Dossier unzegoen.

Et bleiwe mer nach e puer Sekonnen, fir wichteg Mercie lasszeginn: Merci de Memberen aus der Santékommissioun fir hir ugeregten Diskussiounen. An och wa se net ëmmer an dëselwech Richtung gefouert hunn, esou ass awer ëmmer den néidegen Driff an och den néidege Respekt bestoe bliwwen. Merci duerfir.

An dann e globale Merci nominativ trotzdem der Madamm Sonnetti, eiser Attachée, dem Här Zanotelli, dem Direkter Dokter Schmit, der Madamm Dokter Berthet fir hir wichteg Assistenz am Laf vun eise Kommissiounssitzungen. Merci awer och der Press, dass si eis iwwert dat annerhalft Joer gutt begleet huet a sech ganz dacks an déi wichteg an och ganz héich technesch Dossier an och Artikelen huet missen eraschaffen.

An net zuallerlescht natierlech e ganz häerleche Merci un eis Ministesch fir hir Präsenzen, hir Transparenz an hir Matdeelungen, déi se ëmmer no den Entrevuen un eis weidergerecht huet.

A vu mir perséinlech e grouse Respekt, Lydia, fir deng Ausdauer an deng Professionalitéit!

Et ass e bësse mat Emotioun verbonden, well mir hunn esou laang dru geschafft an haut ass et gedoen! An ech hoffen, dass mer et mat engem groussen a schéine Vott eriwuerkreien. Pardon fir d'Emotiounen!

A well et e ganz soziaalt Gesetz ass, ginn ech selbstverständlech mat vill Freed den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. Den éischte Riedner, den Här Jean-Marie Halsdorf fir d'CSV, ass prett.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virewech wollt ech der Rapportrice Merci soen effektiv fir dee gudden mëndlechen an och schrëftleche Rapport.

D'Diskussiounen an der Kommissioun waren net ëmmer einfach an och alt emol kontrovers. Mä haut ass de Projet dann hei an der Plenië an esou steet dann haut deen drëtte Spidolplang op der Basis vum Spidolsgesetz vun 1998 zum Vott.

Et ass deen éischte Spidolplang als Gesetz, well déi zwee virdru ware jo op Basis vun engem Règlement grand-ducal geholl ginn. Domat kréie mer méi Rechtssécherheet an der Bedarfsplanung am Spidolswiesen. De Spidolsecteur kritt ee legale Kader, an deem d'Spideeler an d'Etablissements, déi e regelt, op gesetzlecher Basis autoriséiert ginn, wat jo fir e Parlamentarier e wichtegen Aspekt ass.

Fir e Parlamentarier ass et awer och wichteg, ze kucke beim Stëmme vun engem Gesetz, wéi d'Qualitéit vun deem ass, spréich, awéifern d'Objektiver vum Gesetz erreecht gi respektiv wéi et sech mat der Praktikabilitéit, also der Uwendbarkeet an Uwendung an der Realitéit verhält.

Wat sinn dann elo d'Objektiver vun deem Gesetz, wat jo net nëmmen en neie Spidolplang ass, mä och en neit Spidolsgesetz?

D'Objektiver ergi sech aus den Eegeschaften vum Lëtzebuerges Gesondheitsmodell. Esou steet am Gesetz: „All Bierger huet Recht op een equitabelen, universellen Zougang zu medezineschen Leeschtungen. Dëst Gesetz huet den Usproch, dat ze garantéieren. Duerfir si regelméisseg Upassungen néideg weinst der demografescher Entwécklung, dem Gesondheitszustand vun de Bierger an dem medezineschen a wëssenschaftleche Fortschritt. Dëst Gesetz schreift sech an de Kader vun engem Gesondheitsystem, dee sozial, gerecht, solidaresch an effikass soll sinn, e System, dee sech un déi nei Bedierfnesser vun de Patienten upasst, awer finanziell viabel, also fonctiounsfäeg muss bleiwen. De Patient steet am Mëttelpunkt.“

Esou also den Objet vum Gesetz. Déi zentral Fro ass: Gi mat deem Gesetz dës Objektiver och erreecht?

Ech ënnerschreibe mat zwou Hänn all dës Virsätz, mä ech stelle mer seriö Froen, ob mir dat hikiéieren. Mir leie sécherlech an enger Kontinuitéit, wat d'Objektiver ugeet, well mir applizéieren nach ëmmer dëselwech Kritäre wéi viru 25 Joer.

Sou hunn ech an engem Reflexiounspabeier vum Mee 1993, also vu viru 25 Joer, gelies, zum Beispill ee Saz: «Une nouvelle politique hospitalière pour le Grand-Duché de Luxembourg», dat war also deemools och schonn eng nei. Oder: «Le plan gouvernemental de politique hospitalière», da stoung do, «Réforme du plan hospitalier national de 1976».

An enger Nott vum Ministère de la Santé vum 8. Mäerz 1993 hunn ech gelies: «Le plan hospitalier sera un plan de transition vers un paysage hospitalier remodelé dans le sens de structures plus grandes avec des staffs médicaux plus étoffés, des services complémentaires en nombre réduit, fonctionnant plus tard sous des critères précis dans un nombre réduit d'établissements plus petits.» Also eng kloer Vue.

Deemools huet d'Regierung och decidéiert, eng Enveloppe vu 15 Milliarde Lëtzebuerges Frang, dat sinn 375 Milliounen Euro, iwwer zwanzeg Joer an déi nei Spidolinfrastrukturen ze stiechen.

An ech konnt och nach liesen, akut Better sollten erofgesat ginn an d'Lits de soins, also d'Behandlungsbetter, sollten erofgesat ginn. Synergie sollten entstoen tëschent deene fréieren Hôpitaux lourds, Spezialklinikke sollten entstoen, fir dass d'Lëtzebuerges Patienten net sollten an d'Ausland goen. An och deemools gouf scho vun „qualité des soins, réduire les coûts, urgences vitales, urgences non vitales, normes applicables aux différents services“ geschwat an och geschriwwen.

An deem Kontext sollt ee vläicht och nach wëssen, dass déi Emverdeelung an de Bedarf u Behandlungs- an Akutbetter fir eist Land iwwer eng sougenannte SEMA-Etüd „Planification et financement des hôpitaux“ vum Dezember 1990 festgeluecht gi war. An deemools gouf et, am Joer 1989, 2.644 Akutbetter an 18 Spideeler. An deemools ass ëmmer gesot ginn: «On hospitalise trop et trop longtemps.»

An d'Spideeler hunn deemools geheescht „Hôpital de pointe“, „Hôpital général“, „Hôpital long séjour“. An och deemools ass et schonn e Manktum ginn u Laangzäitbetter.

Ech wollt einfach dës klengen Exkurs maachen, dës kleng Réckbléck, fir dass ee vläicht déi haiteg Diskussioun besser versteet a fir dass ee vläicht besser gesäit, wat sech verbessert huet, wat deemools thematiséiert gouf, wat realiséiert gouf a wat net realiséiert gouf.

Wat mat Sécherheet geschitt ass, oder wat ee mat Sécherheit gesäit, dat ass, dass déi aktuell Gesondheitsministesch nach ëmmer dëselwech Sprooch schwätzt, deeselwechte Brëll undeet, fir de Secteur ze organiséieren, wéi deemools. An hei gesinn ech eben deen éischte Bemoll, wat dëst Gesetz an dësse Plan hospitalier betrëfft.

An den 90er Jore war de Gesondheitssecteur hei zu Lëtzebuerg eng national, eng lokal Ugeleeenheet, géif ech bal soen. D'Spidol stoung am Mëttelpunkt, et war den A an O an der Patientebehandlung. Et gouf deemools nach keng Gesetzgebung fir grenziberschrëkend Behandlungen. Et gouf och nach keng Patienterechtergesetzgebung op EU-Niveau.

Ech widderhuele mech: Deen aktuelle Projet läit an der Kontinuitéit, ass eng Weiderentwécklung vun den deemolegen Iwwerleeungen a Feststellungen, et ass e Spigelbild vun der deemoleger Welt.

Tatsaach ass awer haut, dass d'medezinesch Leeschtungen iwwer eis Landesgrenz eraus eng Normalitéit gi sinn. De Patient huet gesetzlech Rechter a Flichten. Hei steet do d'Gesetzlech am Mëttelpunkt vun dem medezineschen Handeln. De Patient informéiert sech, de Patient freet an de Patient erhieft Uspréich, wann et ëm seng Gesondheet geet.

Do dernieft entwéckele sech déi medezinesch Behandlungsmethoden resant, an dat och am Spidol selwer, mä och besonnesch am Ambulatoire, also net méi am Spidol, wëssend och, dass e Spidol keng Entreprise ass, mä eng Servicegemeinschaft mam Patient am Mëttelpunkt.

All dës neie Fakten, ech wéilt bal soen, dës moderner Welt vun haut muss Rechnung gedroe ginn, wa mer weider eng héichwärtig Medezinn hei zu Lëtzebuerg wëlle maachen; wa mer wëllen, dass de Lëtzebuerges Modell iwwerleift. Well de Maart ass op a mir mussen attraktiv bleiwen, fir dass déi Patienten, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, och vun eisem Gesondheitsystem profitéieren.

A medezinesch Leeschtunge kritt een net zum Nulltariff! Wat zielt, dat ass d'Qualitéit. A fir déi ze garantéieren, mussen fir de Medezinner déi richteg Viraussetzungen erfëllt ginn. Genuch Patiente mussen behandelt kënnen ginn. An duerfir brauch een och nieft der néideger Apparatur, dat ass ganz wichteg, héich qualifizéiert Personal, an awer och virun allem e flexibelen a reaktive gesetzleche Kader.

Qualitéit heescht awer och déi beschtméigleche Behandlung fir all Patient, ob am Spidol oder ambulant. A grad dësse Volet bleift mat deem Gesetz op der Streck. Jo, mir regelen de Spidolsecteur, mä mir iwwerloossen den Ambulatoire sech selwer. Mir setze kee Kader fir d'Basissversuergung an och d'Preventivmedezinn gëtt net vernetzt gekuckt. Mir brauchen ee globalt an horizontaalt Konzept fir d'Santé hei zu Lëtzebuerg, well dat eent eben an dat anert iwwergeet. E Plan santé, deen och de Regioun Rechnung dréit, nom Prinzip: All Awunner zu Lëtzebuerg, egal wou hie wunnt, huet e Recht op dëselwech medezinesch Leeschtungen.

Dësse Plan santé, wéi mir eis e virstellen, huet dann och e puer Standbeen. Éischstens, dann eben de Spidolplang, dee mer haut jo disku-

tieren, ee Basisversorgungsplang, dee mer net hunn, e Plang fir den ambulante Secteur, dee mer och net hunn, a schliesslech nach eng gesamt a vernetzt Approche fir d'Preventivmedezinn. An dës global Approche mécht eben dëst Gesetz net. Mir schäfe vill méi Fakten duerch dëst Gesetz an engem Beräich, ouni déi aner Beräicher ze consideréieren, obwuel et ganz vill Iwwerschneidunge gëtt tëschent deene verschiddene Beräicher.

Ee Beispill, fir dat ze illustréieren, ass dat folgend. Ech hu mer d'Fro gestallt: Wéi kënnen mer landesiwergreifend eise Bierger ee performante Service zum Beispill am IRM-Beräich garantéieren? Nun, déi aktuell Demarche... Ech muss elo houschten, ech muss eppes drénken.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir musst an d'Spidol goun.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déli gréng).**- Ambulatoire.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).**- Eng gutt Remark!

Ee Beispill: Also, déi aktuell Demarche, déi mécht, dass elo weider am Spidolssecteur operéiert gëtt. Et komme weider IRMen an déi véier Haaptspideeler. Mir schafen domat eng Situation de fait. Mir wëssen net: Geet dat elo duer mat den IRMen am Spidolsberäich oder net? Eppes ass kloer: Och wann d'Zuelematerial, wat mer aktuell hunn am Spidolssecteur, relativ dürfte ass, eng global Analys vum Santesberäich kéint a géif eis vläicht eng méi kloer Iddi gi vun deem reelle Bedarf, wat d'IRM-Bedierfnesser sinn, am Sënn ebe justement vun enger qualitativ héichwärtiger Medezinn.

Mir kéinten och op déi Fro: Brauche mer IRMen ausserhalb vum Spidol? Solle privat IRMen zougelooss ginn?, op dës Fro kéinte mer eng Antwort kréien, wa mer eben ee Gesamtbild an ee Gesamtkonzept hätten. An dat hu mer leider net.

An et ass och schwéier, ze verstoen, mengen ech éierlech, firwat een am Gesondheitsministère net, wéi am Fong geholl d'Spidolsgesetz op de Leescht geholl ginn ass, déi global Richtung gekuckt huet an déi global Richtung beduecht huet, wéi ech lech se elo grad hei virstellen, dass also net gesot ginn ass: Kommt, wa mer schonn un d'Spidolsgesetz ginn, da kommt, mer kucken och, wat dat fir den Ambulatoire heescht a wat dat fir déi aner Beräicher heescht!

Ech hätt mer also virgestallt, dass mindestens een Timing opgestallt gi wär, wéi mer an Etappen eise Lëtzebuurger Gesondheitsmodell in globo attraktiv a virun allem fit maachen, fir den neien Erausforderunge vum 21. Jorhonnert gerecht ze ginn.

Ech kommen elo zum Projet selwer. Fir d'Éischt e puer Wieder zur Form, also am Fong geholl wéi dëst Gesetz entstanen ass. Hei stellt ee fest, dass ganz vill Avisé virlouchen an zwar op Basis vun engem Avant-projet de loi. De Projet de loi, deen am Regierungsrout ugeholl gouf, war sensiblement anescht wéi den Avant-projet de loi. D'Avisen, déi virlouchen, konnten dësen Annerungen net Rechnung droen, wat am Fong geholl zu vill Onmutt geféiert huet. Et koumen dunn e puer nei Avisen. Mir hunn an der Kommissioun de Collège médical, d'Chambre des Salariés an de Conseil supérieur de certaines professions de santé empfangen.

Aner Akteure vum Terrain haten och gefrot, fir gehéiert ze ginn, wat mir och als CSV ënnerstëtzt hunn, wat awer net gemaach gouf. D'Relatioun tëschent der Madamm Ministesch an der AMMD ass mat dësem Gesetz net besser ginn, wat d'Fro och opwerft iwwert den Dialog mat de Leit um Terrain, wëssend, dass ee Gesetz nëmme gutt funktionnéiert, wann et mam Terrain ofgeschwat ass.

Mäi Fazit, eise Fazit: D'Form, wéi d'Gesetz entstanen ass, war net virbildlech.

Zum Inhalt vum Gesetz: Wat gouf mat dësem Gesetz geännert? E puer Punkten:

Mir féieren eng Documentation hospitalière an. D'Spidolsgesetz regelt soumat endlech d'Aart a Weis, wéi d'Spideeler dat, wat se leeschten, erfaasse mussen. D'Documentation hospitalière no der international gültiger ICD-10-Klassifikatioun wäert dann dozou féieren, dass d'Qualitéit vun eise Gesondheitsdonnéeën a soumat d'Carte sanitaire an der Zukunft besser ginn a mir méi zouverlässig Aussoen zu der Entwécklung vun der Spidolsmedezinn kënnen maachen.

Mir kréie mat dësem Gesetz och verschidden Definitione betreffend d'Spideeler. Wat d'Zuel vun de Spideeler betrëfft, si mer bei véier bliwwen: Déi véier grouss Spideeler, déi aus de Fusione vum Ufank vun den 2000er Jore bis haut entstanen sinn, kréie mam Gesetz also eng legal Basis. Hei gëtt et also eng Aart, géif ech et nennen, Status quo am Sënn vun enger Navigation à vue.

D'Fro, wéi vill grouss Spideeler d'Land an Zukunft iwwerhaapt brauch, gouf a gëtt net opgeworf. D'Plaz vun der Ausbildung an der Fuerschung an de Spideeler gouf net diskutéiert. Grad elo, wou d'Universitéit e Bachelor an der Medezinn, muer vläicht souguer e ganze Medezinnstudium ubitt, grad elo, wou mer a verschidde Spezialisatiounen ufänken, Medezinner fir d'Land am Land auszebilden, do hätt d'Iddi vun engem neien, groussen Universitëitsspidol, geografesch sënnavoll geleeën, op d'mannst missen ënnersicht ginn. Ganz besonnesch och an dëser Transitiounsphas vun eise System. Ganz besonnesch elo, wou mer geschwënn erëm iwwer vill Sue mussen decidéieren, déi an nei Spidolsbauten investéiert solle ginn.

De Moment fonctionnéieren d'Servicer an de Spideeler ouni Autorisatioun. Mat dem Gesetz ginn d'Autorisatiounen fir d'Spideeler an d'Servicer ageféiert. Dat heescht, mer kréien déi op Basis vu Kritären an Oplagen, déi ee muss erfëllen, fir eng Autorisatioun ze kréien.

Dat ass normal a richtig. Mä well et schwéier ass, den Duerchbléck ze kréien, wat, wéi a wou ënner wéi enge Konditiounen autoriséiert an net autoriséiert gëtt, ass de Risiko do, dass den zréckbehaltene Modell kontraproduktiv ass an zu Blocagé féiere kann, och well e sech net genuch un der Realitéit vum Terrain orientéiert.

Aner Fakte sinn: De Minister ass effektiv den Haaptakteur bei dësem Gesetz. D'Fédération des hôpitaux an d'Commission permanente pour le secteur hospitalier bleiwe weider Standbeenen an de Commissaire des hôpitaux kritt méi Moyenen, wat logesch ass a richtig ass, well jo Statsgelder am Spill sinn.

Mir begrëssen och, dass déi medezinesch Basisaktivitéiten an de véier grouss Spideeler ausgeweit goufen. Dat war jo eng kloer Fuerscherung vun der Kommissioun.

Effektiv ass eng Pédiatrie de proximité op de véier Sitte méi no bei der Realitéit an et ass richtig, fir an der Kannerklinik déi national Kompetenz ze bündelen. Et ass also eng richtig Decision.

Mir gesinn awer d'Aféierung vun de sougenannte Kompetenznetzwerker ganz kritesch. Hei muss all Reseau vun engem Conseil scientifique begleet ginn an de Comité de gestion interhospitalière muss favorabel aviseieren, fir dass d'medezinesch Kompetenz an engem Netzwerk ka gebündelt ginn. Den Initiator sinn also d'Spideeler. Et mussen der op d'mannst zwee sinn, déi sech zesummendinn. D'Spidol steet hei am Mëttelpunkt.

Mir hätte léiwer gehat, de Patient géif am Mëttelpunkt stoen, wéi dat zum Beispill de Fall ass beim Netzwerk, dat mer hei zu Lëtzebuerg hu betreffend d'Parkinson-Krankheeten. Hei decidéiert de Patient zesumme mat sengem Dokter, fir dësem Netzwerk bäizetrieden, a kann esou vun der ganzer Kompetenz vum Reseau profitéieren. Mat dem Modell aus dem Spidolsgesetz gëtt dat Baroniedenken am Spidolssecteur, wat mer haut nach hunn, éischter gestärkt, wat sécher net am Sënn vum Patient ass.

Wann also de Patient bei engem Dokter ass, deen an engem Spidol ass, dat net an deem Reseau ass, dann ass de Patient och net am Reseau. An dat féiert an eisen Aen zu enger Zwouklassemdezinn, déi et awer laut der Regierung net dierf ginn.

Mir hätten also léiwer gehat, dass déi medezinesch Aktivitéiten am Spidol no internationalen Normen akkreditéiert gi wäeren, also mat enger Akkreditatioun. Dat heescht, am Kader vun der Participatioun u Qualitéitsdemarché mat internationalen, regelméissig kontrolléierte Qualitéitsreferenze kéinten da Spezialitéiten an engem Haus, an engem Spidol ugebuede ginn an d'Haiser ënnereneen, wéi och mat dem Extrahospitalier, kéinte vernetzt ginn. Dat wär in globo e ganz Konzept gewiescht.

An dës Approche, fir justement d'medezinesch Kompetenz an Aktivitéit zu Lëtzebuerg ze regelen, wier méi einfach gewiescht, méi flexibel an daitlech méi no un der Realitéit vum Terrain.

Ech kommen zur Gouvernance vun de Spideeler, déi gëtt mat dësem Gesetz nei strukturéiert. De Verwaltungsrot gëtt méi responsabiliséiert, d'Zesummensetzung vum Conseil d'administration gouf och an déi richtig Richtung erweidert, well d'Leit vum Terrain Stëmmrecht kréien.

D'Ëmwelt vum Spidolsdokter a seng Relatioun mam Spidol ginn och nei geschriwwen. De Conseil médical kritt eng gesetzlech Basis a gëtt a senger Relatioun mam Spidol gestärkt. Et gëtt och ee Contrat type ageféiert. Hei muss an der praktescher Ëmsetzung allerdéngs gutt, gutt opgepasst ginn, dass d'Liberté thérapeutique vun Medezinner net ageschränkt gëtt.

Mat dësem Gesetz kritt och de Statslabo, den LNS, ee Monopol am Beräich vun der Genetik

an der Anapath, also der Anatomopathologie. D'Regierung wëllt den LNS mat Liewe fëllen, an dat och, well d'Reputatioun vun dësem Haus aus de leschte Joren net déi bescht ass. Dëst ass eng politesch Decision, déi mer novollzéie kënnen, déi mer esou awer net deelen. Et huet een dat am Fong geholl komme gesinn, also d'Iddi, fir d'Anapath monopolistesesch ze maachen, well keng Nomenklatur fir d'Akten an deem Beräich agefouert gouf.

Fir verschidden Akten ze leeschten, brauch een natierlech eng Masse critique, also eng Zuel vun Analysen, déi grouss genuch ass, fir dass se sech justifiéieren. An dëst kann an ass och en Argument, fir se ze konzentréieren, an dësem Fall dann am Laboratoire national de santé.

Et muss een awer wëssen, dass de Käschtepunkt awer manifestement an d'Luucht geet duerch eng Monopoliséierung oder eng Monopolstellung. Well wann zu Lëtzebuerg 24 Millioune fir d'Joer 2018 budgetiséiert sinn, ass dat een enorme Chiffer, wann ee bedenkt, dass a ganz Frankräich nëmme 240 Millioune fir déiselwech Leeschtunge virgesi sinn. Dëse politesche Wee gëtt also daitlech méi deier, wéi wann eng Nomenklatur fir all Laboratoire ageféiert gi wär.

A wéi ass et dann elo mat der Qualitéit vun der Leeschtung? Bei engem Monopol gëtt et keng Vergläichsméiglechkeeten, well jo nëmme een Akteur um Marché ass. Ee Critère de qualité kéint eng onofhängeg Akkreditéierung sinn. Mir brauche Kontroll vu bausen, wa mer éierlech vu Qualitéit wëlle schwätzen. Ee staatleche Monopol ass alles awer sécher kee Garant vun der Qualitéit.

Wann ech dann zum Beispill d'Anapath huelen, da kéint d'Zäit, déi ech op en zouverlässig Resultat waarde muss, ee weidere Qualitéitskritär sinn. Wann ech zum Beispill Kriibs hunn, wëll ech als Patient gären esou séier wéi méiglech e Resultat vum Prelevement, dat geholl gouf.

Hei stellt sech dann och zum Beispill d'Fro: Wéi laang dauert et am Fong geholl am Labo selwer, wann en Echantillon erakéint, bis de Bearbechtungsprozess ufängt? Eng Zertifizéierung, déi et greistendeels nach net am Laboratoire national de santé gëtt - hei bleift also nach viles ze maachen -, kéint am Fong geholl eng Garantie derfir sinn. Duerfir hate mir och an de Kommissiounsdiskussiounen, fir gewësse Qualitéitsgarantien ze kréien an dësem Beräich, proposéiert, eng Dispositioun an d'Gesetz ze schreiwen, déi e qualitative Charakter vun der Leeschtung géif garantéieren an am Noutfall een Zréckgräifen op een anere Partner géif erméiglechen.

De Monopol misst am Fong geholl ënner verschiddenen Ëmstänn op d'mannst bedéngt kënnen opgebrach ginn, dat ëmsou méi, well et de Monopol an deem Sënn net gëtt, dass ganz oft en zweeten Avis gefrot gëtt an dësen och an d'Ausland geschéckt gëtt. D'Madamm Minister wollt eis Propos awer net an d'Gesetz schreiwen.

An och am Genetikberäich ass d'Realéit um Terrain déi, dass och méi wéi eng kéier gefrot gëtt, fir zum Beispill eng Vaterschaftsanalyse am Ausland ze maachen. Am Géigesaz zur Anapath gëtt et awer am Genetikberäich en Tarif, eng Nomenklatur. An trotzdem gëtt de Monopol agefouert. Elo kucke mer emol am nächste Joer, wat do derbäi erauskéint.

Zu der Form vum Gesetz selwer wollt ech hei och nach ënnersträichen - et ass am Fong geholl scho bal e Fong -, dass et och wichtig gewiescht wär, wann d'Chamber Kenntnis gehat hätt vun deene ville Règlement-grand-du-callen, déi dëst Gesetz ëmsetzen. Mir hu keng Kenntnis vun dësen, wat ee bedauere muss, well den Däiwel läit am Detail an dese ka bewierken, dass eng gesetzlech Dispositioun fonctionnéiert oder och net.

Aus all dësen Iwwerleeungen eraus stellt sech d'Fro: Awërfen an ënner wéi enge Konditiounen ass mat dësem Gesetz de Gesondheitsmodell am 21. Jorhonnert, eise Gesondheitsmodell am 21. Jorhonnert nach haltbar?

(Interruption)

Ideal wär et, wann de Gesondheitsminister d'Spideeler an hirer Evolution géif begleeden. Mir brauchen onbedéngt Referenzsystemer, déi d'Qualitéit objektiv moosse loosse. Dat ass awer praktesch onméiglech bei Monopolpositione wéi där vum LNS. Beim Opstelle vun engem Gesondheitsmodell fir d'Zukunft ass et wichtig, den Terrain ze kennen an deementsprechend ze organiséieren.

Nun, zu Lëtzebuerg hu 54% vun den Assuréeen eng Zousazversicherung, ob dat elo d'Caisse médico-chirurgicale ass, d'DKV oder Medicis oder anerer, a 35% vun den Assuréeen gi fir allere Behandlung an d'Ausland, wat och een immens héije Chiffer ass. Aus deem Grond misst an engem Zukunftsmodell also och der Groussregioun Rechnung gedroe ginn, wat dëst Gesetz awer iwwerhaapt net mécht.

An an esou engem Modell, wéi mir eis e virstellen, ass och d'Kutbettzuel net méi déi Haaptspillwiss, mä déi ambulante Behandlungen an den Extrahospitalier, déi ëmmer méi u Wichtigkeet an Terrain kréien, mussen onbedéngt consideréiert ginn. An en Zukunftsmodell bëtonéiert net méi déi aktuell (veuillez lire: strukturell) Errungenschaften aus den 90er Joren, mä all Akteure behalen déi néideg Dynamik a Flexibilität, fir déi medezinesch Errungenschaften schnellstméiglech hei zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun anzeféieren.

Dëst Gesetz ass allerdéngs kee Gesetz vun der Zukunft. Et feelen de Wäitbléck an d'Visioun, fir eng modern Medezinn fir eis Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen.

Duerfir, Här President, dëst Gesetz ass fundamental an der Vergaangenheet verankert. Et reflektéiert ee Konzept vun der Medezinn aus den 90er Joren an et konsolidéiert eng Gesondheitspolitik aus dem leschte Jorhonnert.

Lëtzebuerg brauch net en neit Spidolsgesetz an en neie Spidolsplang, Lëtzebuerg brauch ee Gesondheitsplang. D'Medezinn an d'Fleeg gehéieren zu deenen dynameschsten Disziplinen iwwerhaapt. D'Digitaliséierung an d'Vernetzung, nei Technologie wéi d'Robotik an d'kënschtlech Intelligenz driewen de medezinesche Fortschritt ëmmer méi séier an ëmmer méi wäit.

Behandlungen, déi fréier nëmme mat vill Opwand an enger spezieller Spidolsstruktur gemaach konnte ginn, sinn haut ambulant an doheem méiglech. Diagnosen, déi fréier komplizéiert ze stelle waren an oft laang gedauert hunn, ginn haut séier a vill méi präzis gemaach. A wa mer gëschter u Better an de grouss Spideeler geduecht hunn, mussen mer haut an och muer virun allem un Aktivitéit, Flexibilität an Accessibilitéit denken. D'Bedierfnesser vun eiser Bevëlkerung, déi séier wissst, aktiv ass an och daitlech méi al gëtt, verännere sech bestänneg. Op dës Verännerungen ass ee rigid Gesetz mat Beschränkungen um Niveau vun de Better an der Offer kee Antwort.

Der Realitéit vum Gesondheitsalltag kann net eng onvollstänneg, an de Stee gemesselt Lëscht vu Servicer an de Spideeler entgéintgesat ginn. Dat geet net, well et feelen zum Beispill Servicer wéi d'Diabetologie, wéi d'Adikologie, wéi d'Psychosomatik oder d'Psychogeriatric. D'Begrëffer vun der ambulanten Chirurgie a Medezinn dierfen net weider als eidel Schlagwierder benotzt ginn, mä mussen endlech mat Liewe geféllt ginn.

Lëtzebuerg brauch e Gesondheitsplang, deen allen Akteure vum Gesondheitssecteur Rechnung dréit, deen déi besteeënd Offer an Organisatioun als Ausgangsbasis hält, fir en neit, zukunftsfaeg an nohaltegt Konzept ze entwéckelen. E Konzept, an dat ass wichtig, dat déi schaarf Grenzen tëschent Spidol an ausserhalb dem Spidol ophieft an een natierlech Gläichgewicht entstoe léisst.

An dezentrale Behandlungs- an Diagnostikzentere kann ee groussen Deel vun der moderner Medezinn ugebuede ginn. Dat ass no bei de Leit. Dat mécht den Zougang och a villen Hiichte méi licht a ka gläichzäitig een Deel vun eise chronischen, selwer gemaachte Problemer bei der IRM-Diagnostik an och bei den Urgengen hëllefen ze léisen. An dat ass de Wee, op deem mer dee säit den 90er Joren ëmmer erëm zitzierte Virage ambulatoire maache kéinten.

De Spideeler hir Aufgab muss also folgend sinn: d'Versuergung vun Héichrisikopatienten an d'Duerchféierung vun deiere Behandlungen, déi en Asaz vun héich spezialiséierten Techniken an Technologie verlaangen. Hei schwätzt ee vun „high risk“, „high costs“ an „high tech“. Ech kann et och anescht soen: D'Spideeler konzentréiere sech op hiren „core business“

A wann déi Spidolslandschaft vu Lëtzebuerg sech grondleeënd geännert huet säit Ufank vun den 2000er Joren, da muss ee soen: Déi grouss Spidolsfusione sinn trotz an net dank de Spidolsplang vum 2001 an 2009 zustane komm. Dat ass och e kloer Bewäis derfir, dass d'Gesondheitspolitik vun den 90er Joren net an der Wierklechkeet vun haut ukomm ass an ee vun darselwechter Philosophie gedroent Spidolsgesetz an ee Spidolsplang eise Gesondheitswiese viru Problemer stellt, déi mer net brauchen an déi eis och net weiderbréngen.

D'Lëtzebuurger Gesondheitswiese brauch net méi, mä manner Reglementéierung, wa se och kloer a präzis muss sinn. De Gesondheitssecteur brauch keng Bevormundung vu Ministèren, mä eng aktiv Begleedung vu senger Entwécklung duerch eng reaktiv a kompetent Re-

gierung mat hiren Direktiounen an Administratiounen.

D'Aart a Weis, wéi d'Gesetz zustane komm ass, mat réckstännegen Iddien, ouni Zukunftskonzept an ouni eng grëndlech Consultatioun mat allen Akteure vum Terrain, wéi den iwverfléssege Konflikt zum Beispill mat den Doktere bewisen huet, weist, dass dës Regierung och a Gesondheetssaache keng Inspiratioun méi huet. A well et héich Zäit ass, fir och am Gesondheetswiesen an an der Wierklechkeet vun der moderner Welt unzekommen, kann d'Gesetz fir eis net uegheginn. D'CSV stëmmt also dës Spidolsplang, sprécht d'Gesetz, net.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel fir d'LSAP.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, firwat brauche mer en neit Gesetz? Mir hunn eng Gesellschaft, déi evoluéiert, an deene leschte méi wéi 20 Joer émsou méi. Mir hunn eng demografesch Entwécklung an eiser Gesellschaft, wou mer eng Populatioun hunn, déi ëmmer méi al gëtt. Mir hunn och eng Entwécklung um Niveau vun eisem Gesondheetszoustand am Allgemengen. An et gëtt och e Progrès médical an och um wëssenschaftlechen Niveau, deen dem Patient soll zegutt komme gelooss ginn.

Mir brauchen also ee sozialen, solidaren an effikasse Gesondheetssystem, deen uegpassst ass un d'Besoinen vun de Patienten. A wann dat an de leschten 20 Joer net geschitt ass, dann ass et héich Zäit ginn, datt et elo geschitt.

Et ass mer duerfir wichteg, nach eng Kéier op e puer Punkten anzugeen, nodeems d'Cécile Hemmen en exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport hei gemaach huet, awer och scho ganz vill Punkten hei opgezielt huet, déi wierklech derwärt waren, datt ee se enumeréiert huet an eng Kéier dorop agaangen ass.

Mat dësem Gesetz erhalte mer eise Gesondheetssystem fir déi zukünftige Generatiounen. Dat ass e ganz wichtige Constat, deen ee muss maachen an dee fir eis haut wichtig ass, mä awer och fir déi nächst Generatiounen u muer. Et ass ee System, deen op d'Solidaritéit opbaut, deen de beschtméiglechen Accès op d'Gesondheet fir jiddweree garantéiert. An och dat ass fir eis ganz wichtig als LSAP. E léisst keng Zwouklassemdezinn zou, anescht wéi elo viru mäi Virriedner dat gesot huet.

D'Rechter an d'Erwaardunge vum Patient, déi änneren. An dat ass u sech de Paradigmewiesel vun dësem Gesetz. D'Rechter vum Patient gi gestärkt duerch ee kloert Recht op Informatioun, duerch e kloer Patientendossier an duerch méi komplett Dossierien.

Wat gëtt dann elo alles besser duerch dat Gesetz?

Bon, d'Spideeler, dat si modern an héich komplizéiert Entrepreneuren. Dozou gehéieren nient der beschtméiglecher medezinescher Versuergung och de verantwortungsvollen Émgang mam Patient. Et gehéiert awer och dozou, den Aarbechtsbedingunge vun de Leit, déi do schaffen, Rechnung ze droen, gradesou wéi d'Qualitéitssécherung, a wat och ganz wichtig ass a wat och een Element clé ass an dësem Spidolsplang, d'Zesummenaarbecht tëschent de verschiddenen Akteuren am Gesondheetswiesen.

D'Spideeler, dat si keng ëffentlech Betriber wéi déi aner, mä si brauchen awer och eng Managementstruktur, si brauchen och Gestionsprinzipien. Dat gëtt mat dësem Gesetz agefouert oder verbessert.

D'Spideeler kënnen mat dësem Gesetz besser zesummeschaffen, méi zesummeschaffen a sech spezialiséieren. Mir kréien eng besser Organisatioun vun de Spideeler an doduerch kréie mer och eng besser Zesummenaarbecht. Dat beschtméiglecht Material kënnen mer eis uleeën, mir hu besser Konditiounen beim Akaf, an d'Doktere mussen och mat der Direktioun zesummeschaffen. Well eng modern Medezinn, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, dat ass Equippenaarbecht. Dat ass net jiddweree fir sech, mä dat ass Zesummenaarbecht, dat ass an der Equipp zesumme kucken, wat dat Beschtt fir de Patient ass.

Et sinn also d'Rechter an d'Flichte vun allen Akteuren am Spidolswesen heimadder definéiert ginn oder besser definéiert ginn an net nëmmen déi vun den Dokteren. An dobäi ass déi therapeutesch Aarbecht a Fräiheet ni a Fro gestallt ginn, well dat kënnen mer och guer net

maachen, déi steet am Grondgesetz. An do kann een och an et wëllt een och näischt dorunner änneren.

Zur Unzuel vun de Better: Ech hunn nach haut de Mëtten op de soziale Reseauen e bësse gelies, wat déi eng oder aner esou vu sech ginn hunn, an do hu se oft geschriwwen, wat d'Betterzuel ueget, datt dat eng Katastroph wär. Bon, hei hu mer eng méi héich Maximalzuel vun de Better festgehalten an doduerch hu mer méi Flexibilitéit a mir kënnen all zwee Joer och nobesseren.

D'Spideeler an déi spezialiséiert Haiser, déi kréien déi Better, déi se och brauchen. Dat ass ee Qualitéitssprung an et si Garantië fir de Patient. An em dee geet et eis jo awer och haaptsächlech. D'Zuel vun de Better, dat ass eng Ofsécherung vun eise Spideeler an alle Spidolsregiounen.

Bon, e puer Wierder och zu der Aarbecht an der Kommissioun an zu mengem Virriedner. Ech hunn heiansdo d'Impressioun gehat, datt d'CSV léiwer gehat hätt, mir hätten, wéi dat an esou villen Dossierien an deene leschte Jore war, déi d'CSV hat, näischt gemaach. Léiwer näischt maachen, wéi eppes falsch maachen.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - D'Santé hate mir net, Här Engel!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Léiwer näischt maachen, wéi eppes falsch maachen.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech wëll Iech dat just soen.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Viru 50 Joer hate mer d'Santé fir d'Lescht.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - An et wonnert mech och heiansdo, wéi eng Positioun datt d'CSV huet, well an der Kommissioun huet se sech enthalen, haut stëmmt se dergéint, an der Positioun huet se eng Kéier derfir geschwat, huet se eng Kéier dergéint geschwat. Si huet eng Kéier Froe gestallt.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Dat ass net wouer. Mir hunn eis ëmmer enthalen.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Neen, Dir hutt och heiansdo dergéint gestëmmt.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Derfir gestëmmt.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Dat war ganz um Ufank. Dat ass scho laang hier.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Dir waart heiansdo net do, Dir hutt dat net matkritt.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Mä ech weess, datt Der Iech och heiansdo dergéint ausgeschwat hat. Herno hutt Der gesot: Mir enthalen eis bei allem, souguer bei deene Punkten, wou mer derfir sinn. Dat ass eng ganz kloer Positioun. Eng typesch Taktik, vill Froe gestallt, eng Kéier derfir, eng Kéier dergéint, eng Kéier Froen, déi hätten assuméiere kënnen, datt se fir de Projet sinn, mä eng Kéier Froen, déi derzou gefouert hätten, datt ee gemengt hätt, si wäeren dergéint. An zum Schluss effektiv hu se sech...

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Et geet em de Fong an net em d'Form, Här Engel. Et geet em de Fong an net em d'Form!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - ...an der Kommissioun enthalen. An haut hei am Plenum hu se dergéint gestëmmt. Si hunn awer eng kloer Ausso gemaach, an déi geet fir eis kloer an eng Richtung vun enger Zwouklassemdezinn: D'CSV féint näamlech d'Monopolstellung fir den LNS, wat d'Tester vun der Genetik a vun der Anapath ueget, net gutt.

Ma ben, Dir fannt déi net gutt, mir fannen dat richtig. Mir fannen, datt dat gutt ass, datt mat deem neie Centre diagnostic vum LNS elo net méi déi Méiglechkeet ginn ass, fir op e Wee vun enger Zwouklassemdezinn ze goen. Dat éiert, mengen ech, d'Ministesch, datt se dat doten esou duerchgesat huet, wéi et ass.

Zur Positioun vun der AMMD: Bon, mir hate ganz gutt Gespréicher mat eenzelen Leit vun der AMMD, eenzelen Verrieder, déi ganz konstruktiv waren, déi em verstanen hunn, wou datt et sollt higoen a wéi datt de Projet sollt agencéiert ginn. D'Kommunikatioun no bausse war awer net esou richtig kohärent. Haut soe se, d'Gesetz géif net wäit genuch goen, et wär u sech schon iwwerlieft. Viru sechs Méint, quasi gëscht, war hinnen alles ze vill, wat am Gesetz stoung. Souguer déi ganz elementar Saachen, datt se missten als Equipp zum Wuel vum Patient zesummeschaffen, déi waren hinnen dee Moment schon ze vill.

Wat ass dann elo richtig? Ech mengen, datt, wann een zum Wuel vum Patient soll, muss zesummeschaffen, datt ëmmer dee richtige Wee ass. Gradesou widderspréchelech war och hir Positioun zur Conférence nationale vun den Dokteren, déi jo aus dem Gesetz geholl ginn ass. Et kann ee sech d'Fro stellen: Wëllen d'Spidolsdokteren da méi Responsabilitéit oder wëlle se déi net?

Bon, ech sinn op alle Fall elo emol frou, datt se elo zefridde sinn an datt d'Matschaffe bei der Émsetzung vum Gesetz vun hinnen elo assuréiert ass. Dat ass gutt esou. Wa mer alleguer zesummen un engem Strang zéien, ass dat besser.

Fir d'Gesetz ass vill consultéiert ginn, vill Avis sinn erageholl ginn. Niewent dem Avis vun der AMMD sinn d'Avis vun der CSL, dem Comité directeur vun der CNS, dem Collège médical, der Commission permanente pour le secteur hospitalier, der Fédération des hôpitaux, dem Syndicat santé vum OGB-L, der Patientevertriedung, all déi Avis sinn erageholl ginn. Also et ass net nëmmen e Gesetz, wou mer op d'Doktere gelauschert hunn. Et ass also net en Dokteschgesetz, et ass awer och keen Antidokteschgesetz. Vill Erwaardungen hu missen an dësem Gesetz matenee vereinbart ginn. An et ass och net ëmmer deen, deen am häertste jäit, deen am meeschten ze soen huet an deen am meeschte recht huet.

Dat hei ass e gutt Gesetz, fannen ech, an et ass eis och gutt gelongen, fir hei alleguer déi eenzel Erwaardungen an engem Text zesummenzefaassen, deen an d'Zukunft kuckt, an et ass ee Gesetz, wat fir d'Zukunft ass, wat fir déi nächst Generatiounen ass, wat sozial, solidar an effikass ass.

An duerfir kann ech d'Kommissioun an och d'Ministesch nëmme felicitéieren zu dësem Gesetz.

Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Edy Mertens fir d'DP.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, ier ech ufänken, wéilt ech zwar just heibanne soen, datt mer awer net esou ganz schlecht sinn, wéi viru vläicht vum Här Halsdorf bericht gouf, well ech hat elo de Freideg virun enger Woch - also, datt ass ewell laang, iwwer eng Woch hier - dobannen an eisem Openthaltraum den Här Professor vun Nanzeg um Telefon wéinst engem schwéier kranke Patient. Dee waart elo schon zéng Deeg zu Nanzeg an der Uniklinik, wou de Patient och elo hospitaliséiert ass, op d'Resultat vu senger Biopsie.

Also, et ass och esou, wann een am Milieu hospitalier an universitaire ass, datt et sech awer kann erauszögeren, ier een eppes kritt; déi histochemesch Untersuchungen a wat nach alles ze maachen ass. Dat nëmmen zur Berouegung. Mir hunn eis jo awer gebessert. Dir hutt zwar och gesot, Här Halsdorf, datt do awer wierklech... Et ass net esou, datt alles bis elo hei schlecht ass oder datt an eise Spideeler eppes Schlechtes wier.

Ech fille mech zwar am Abléck hei no laangem Waarde wéi an enger Salle d'attente - dat hat ech mer hei geschriwwen -, datt ech elo all Moment erageruff ginn an den Dokter seet: „Komm eran!“ Mä ech mengen, d'Salle d'attente ass hei awer éischer eng Salle d'attente vun enger Salle d'accouchement, wou ech da viru der Dier waarden a wou et heescht: „Elo ass d'Gebuert geschitt. D'Gesetz ass do a mir kënnen endlech hei an der Chamber driwwer debattéieren.“

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wat ass et ginn?

► **M. Edy Mertens (DP).** - Jo, dat kucke mer elo.

(Hilarité)

Wann ech esou zrëckkucken, dann hate mer an deenen zwee leschte Joren also vill Reunionen an der Santéskommissioun - dat gouf och gesot -, wou mer bei deene verschiddene Punkten dacks animéiert Diskussiounen haten; awer ëmmer fair, datt muss ee soen. An och ganz villes, wat mer do gesot hunn, gouf bis an de leschten Detail duerchdiskutiert an iwverluecht.

Et ass dofir och kee Geheimnis, wann ech elo virop soen, datt déi eng natierlech op verschiddene Punkte méi wäit gaange wieren, déi aner vläicht manner wäit. Dat ass awer och normal bei esou engem Text zu engem grouse Gesetz. Émmerhi gi mat dësem Gesetz de Fonctionnement, d'Gouvernance an d'Relatiounen tëschent deene verschiddenen Akteuren am Spidolsweise fir déi nächst Jore festgeluecht. Do si Spideeler derbäi, déi ëmmerhi knapp iwwer 2.000 Leit beschäftegen. Déi sollen op Basis vun dësem Gesetz jo mateneen an net géinteneen oder laanschtenee schaffen.

Eppes ass awer elo ewell sécher: De Rôle vun der Chamber gouf op jidde Fall mat deem Projet gestärkt, well eleng déi ronn 40 Amendementer zum initialen Text beleen dat. Mir hunn d'Gesetz an der Kommissioun op de Leescht geholl, konnten den Text op ville Punkten nobesseren. Ech kommen awer nach dorop zrëck.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dobaussen hu sech d'Leit, wat jo och verständlech ass, fir de Spidolsplang interesséiert. De Spidolsplang gouf vill mediatiséiert, net och zulescht, well déi verschidden Associatiounen sech mat vill Engagement fir hir Cause agesat hunn. Soulaang dobäi ëmmer de Ball gespilt gëtt, ass dat jo begréissenswäert a férdert den demokratesche Prozess.

Här President, et si grouss Erwaardungen un den neie Spidolsplang gericht ginn, an dat zu Recht. Dat lescht Spidolschgesetz - et gouf och erwänt - ass bal 20 Joer hier, 2001 an 2009, op dat sech da baséiert gouf, mä de medezinesche Fortschritt eleng mécht et ewell néideg, datt dat Gesetz hei esou séier wéi méiglech gestëmmt gëtt. Well wat viru Joren nach war an der Medezinn, ass elo iergendwéi aneschters ginn.

Dat heescht, bei ville Saache gouf eleng den Openthal vum Patient - mir schwätze vu Mikrochirurgie, vu minimalinvasiven Agrëffer -, wann ech dat bedenken, déi lescht 30 Joer oder 25 Joer vläicht vun nach dräi Woche bei enger Hernie hiatale op e puer Deeg erfogesat. Dat war näischt Seltenes. Ech hat ee Patient, dee war sechs Wochen do. Dat muss ee sech emol virstellen! Also, villes huet geännert. Mir schwätze vu Robotermedezinn, Telemedezinn an esou viru.

D'Medezinn an d'Fuerschung hunn eben e Quantesprung an deene leschte Jore gemaach, an deem muss onsen neie Spidolsplang Rechnung droen.

Do kommen dann nach d'Fusiounen vun eise Spideeler, ëmmer méi spezifesch Fachrichtungen an net zulescht déi demografesch Entwécklung vun eisem Land derbäi. All d'Elementer, un déi sech eis Spideeler an domat och de Spidolsplang mussen upassen.

D'Demokratesch Partei féint et dofir, wéi gesot, och begréissenswäert, datt mer dës Kéier hei an der Chamber kënnen iwwer de Plan hospitalier debattéieren. De Statsrot hat jo ewell méi laang gefuereert, fir den Text an e Gesetz fléissen ze loossen an dann hei an der Chamber ofzestëmmen.

Här President, ech wëll dann och nach hei der Rapportrice fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport felicitéieren, villmoos Merci soen och fir déi vill Gedold, déi si muss mat eis hunn, an och der Ministesch Merci soen, déi praktesch an alle Reunionen derbäi war.

Dat erlaabt mer vläicht, mech op dat ze konzentréieren, wat der Demokratescher Partei an dësem Projet besonnesch um Häerz louch an erwänenswäert ass. Duerno wäert mäi Kolleeg a Frënd, den Dokter Alexander Krieps, Iech awer nach e puer méi generell Denksteiis mat op de Wee ginn.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Edy Mertens (DP).** - D'Demokratesch Partei mécht keng...

(Hilarité)

► **Une voix.** - Mir freeën eis.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Ech wëll awer hei betounen, datt d'Demokratesch Partei keng Gesondheetspolitik mécht fir oder géint d'Spidolsdokteren, fir oder géint d'Dokteren, mä eenzeg an eleng fir d'Wuel vum Patient. Et ass de Patient, deen am Méttelpunkt vun dësem Spidolsplang soll stoen. An d'Ministesch huet dat och a villen Interviewe betount, an dat ass och esou.

Et ass wierklech net esou, wa gesot gëtt dobaussen: „Bei deem ganze Spidolsplang hat Der d'Doktere vergiess. Dir hat de Patient vergiess.“ Neen! A wann déi Revendicatiounen gestallt goufe vun den Dokteren, da ware se jo awer schliisslech fir de Patient. Et geet näamlech dréms, fir him déi beschtméiglech Prise en charge iwwerall a ronderëm d'Auer kënnen ze garantéieren.

Ech wëll dofir als Éischt dann drop agoen, wat ech ewell viru dräi Joer hei gesot hunn, wéi mer och iwwer de Spidolsplang am Haus diskutéiert hunn. An deemools hat ech ënnerstrach, datt den Norden, den Osten, mä iwwerhaupt de ländleche Raum bei deem Spidolsplang net ze kuerz kommen däerf. Och do ginn d'Leit krank a si brauchen och eng gutt medezinesch Versuergung.

An ech kann net méi wéi et widderhuelen: Et ass esou, datt et heiansdo ganz laang dauert, bis de Patient mat senger Pathologie an deem Spidol, wou en dann higefouert gëtt, lant. Dat bréngen d'Distanze mat sech.

A mir haten och an der Kommissioun gefrot oder drop higewisen: Et hätt ee gäre gesinn, wat hei och ewell erwänt gouf, wat elo aussteet an deem nächste Samusgesetz, wéi dat da soll an Zukunft mam CGDIS goen. Ech mengen, do mussen mer eis jo nach e bësse ge-

déllegen, well ech krut esou mat, wéi wann an deem Gesetz awer virgesi wier, datt den Urgencendéngscht dann do och dätlech soll verbessert ginn.

Ech betounen awer hei, datt et net duergeet mat deem Déngscht, fir ze soen, datt a fénnef Minutten iergende gerannt kënn mat enger Posch, deem seng Aarbecht ech voll a ganz respektéieren. Ech hat och gëschter nach erlieft, wéi ech vun hei heemgefuert sinn: zwee Accidenter mat Frontalzesummestéiss beim Tipp zu lerpeldeng an zu Maarnesch zur selwechter Zäit praktesch do beim Cactus oder an där Géigend.

Da gesäit een, wéi séier... Wann elo nach en Häerzinfarkt derbäikënn an et kënn nach en Hireschlag oder soss eppes, da gitt Der mir hei net verzielen, datt ee Samu zu Ettelbréck, een Dokter dat soll maachen! An ech selwer kann aus Erfahrung soen, datt ech an enger Nuecht op fénnef Plaze war, mam Samu deelweis. Mir hunn eis et gedeelt. Dee leschten Asaz war ee ganz flotten, dat war zu Huldang. An do koum et zu enger Gebuert oder et sollt jiddefalls dozou kommen.

Also, ee Mann kann dat doten net maachen. An dofir ass et ganz wichteg... Oder mir hate gemengt, gewuer ze ginn: Wéi ass dat Gesetz? Wou sinn déi do drun an deem Noutdéngscht? Well dat muss hei dragräifen. Dat muss an d'Spidolsgesetz näamlech... Déi muss mateneen am Spidol schaffen.

Firwat soen ech dat? Ebe well et net duergeet, datt dann en Dokter schnell do ass - wéi dat geht, wesse mer jo nach net - an datt en op eng Plaz gefouert gëtt. Mä op där Plaz, wou e gefouert gëtt - an ech hat natierlech haapt-sächlech fir mech un Ettelbréck geduecht, oder fir d'Land, an u Woltz, an en dohinner gefouert gëtt -, muss natierlech eng gewësse medezinesch Basisversuergung ze fanne sinn.

Dofir stoung fir d'Demokratesch Partei vun Ufank u fest, datt all Spidol, wat ronderëm d'Auer Garde huet, weiderhi muss déi Servicer ubidden, déi een ebe brauch, fir e schwéier kranke Patient ze behandelen, fir em d'Liewen ze retten. An net nëmme dat, mä allgemeng sollt wierklech all Spidol déi Servicer ubidde kënnen, déi basimedezinesch Versuergung maachen.

D'DP ass dofir frou, datt mir den Text nach eng kéier opgemaach kruten, fir wichteg Servicer wéi zum Beispill d'Neurologie, d'Kardiologie, den ORL, d'Urologie an esou virun, d'Orthopädie, als Basisservicer festzeleeën. Dat gouf vun der Rapportrice hei virgedroen.

Et hätt een nach eventuell kënnen schwätzen iwwer eng Neurochirurgie oder Ophthalmologie an eng Neurochirurgie de base, fir eventuell bei engem Polytrauma kënnen anzegräifen. Mä ech mengen, bis elo fonctionnéiert dat recht gutt, wann dann de Patient an dat nächst Spidol gefouert gëtt, wou esou ee Service ze fannen ass.

Da gëtt et jo och nach eng Lëscht mat Servicer, déi all Centre hospitalier net muss, mä kann ubidden. Op där Lëscht gouf enner anerem eng Pédiatrie de proximité derbäigesat, wat natierlech och ganz sennvoll ass fir eis kleng Patienten an och am ländleche Raum, wou et heiansdo ganz wäit ass bis an d'Kannerklinik an déi do total iwwerlaascht gëtt.

Ech muss soen, et ass och esou, datt d'Ministesch dauernd dorop gehalen huet. Si huet drop gepocht, datt dat wier. Meng Meenung war och e bëssen déi an der Kommissioun, datt d'Generaliste sech do sollt méi engagéieren. Ech sinn einfach där Meenung, dat ass ganz, ganz wäit.

Och wann ee Kand dann eng kéier eppes méi Dramatesches erlieft mat der Famill wéi e Féiwerkrampf, dat gesäit zwar alles ganz dramatesch aus, ass an deene meeschte Fäll awer harmlos. Meeschtens ass et de Papp, dee schwachfällt, an d'Kand gëtt dann duerno am Spidol gekuckt. Mä et wier net schlecht, wann d'Kolleginnen an d'Kollege Generaliste vläicht och an engem anere Kontext, d'Ministesch hat ewell driwwer geschwat, wierklech erëm géifen e Service maachen, deen eis géif zefriddestellen.

Well et ass awer nach wäit, wann ee 45 Kilometer muss fueren, vill Leit sinn a Panik, fir dann do de Generalist ze consultéieren - zu Ettelbréck hu mer eis Maison médicale direkt niewent dem Spidol - oder dohinner geschéckt ze ginn, wou dann am Abléck alles strubbelvoll mat Leit sëtzt, wéi et elo eben ass.

Een anere wichtige Punkt war natierlech déi Geschicht mat der Bettenzuel, datt déi net erofgeschrauff gëtt. Dat huet sech erleedegt. Wann ee sech esou ukuckt, wéi eist klengt Land wissst, all Joer 10.000 bis 12.000 Leit bäikommen, da mécht et a mengen Aen awer wierklech wéineg Sënn, fir do Better ze strächen. An do wiere mir, wéi et am Ufank ausgesinn huet, am Norde méi schlecht ewechkomm.

Dat ass geännert ginn. Et bleift ee jo an engem gewëssene Mooss flexibel, well d'Gesetz engem eng maximal Forschett virgëtt. Esou kann een d'Bettenzuel vum Service da kuerzfristeg un d'Besoinen vun de Patienten upassen. Ech hat gelies, zum Beispill hutt Der an der Urologie an deene véier Haiser e Service. Deen huet da véier, fénnef Better a kann awer eng maximal Bettenzuel, ech mengen, vun 80 hunn. Also, dat ass schonn eng relativ grouss Ausdeenung. Bei enger Populatioun, déi ëmmer weider wissst an och méi al gëtt, ass dat sécherlech vun Notzen.

Här President, ech kommen dann zum Organisme gestionnaire, ee wichteg Organ, wat am Fong d'Richtung vum Spidol virgëtt an deem wichteg Decisiounen ënnerleien, wéi zum Beispill d'Ästelen oder d'Entloosse vum Directeur général oder d'Arrêteiere vum Règlement général vum Spidol an esou virun.

Fir d'Demokratesch Partei konnt et einfach net méi sinn, datt d'Dokteren an engem gewëssene Mooss dobäi ausse vir géife bleiwen. Fir eis war et kloer, datt d'Dokteren an deenen Organismen de gestion ee Stëmrecht misste kréien, an dat an alle Spideeler. Si gehéieren nun eemol zum Piller. Si sinn e Piller vun engem Spidol. Si gesinn dagdeeglech d'Erausfuereunge vun an um Terrain selwer an droen niewebäi eng ganz grouss Verantwortung.

An an där Verantwortung läit et och mat dran, datt si ebe mussen d'Méiglechkeet hunn, dem Patient, deen ageliwwert gëtt, deen do behandelt gëtt, sief et ambuland oder stationär, dee leschte Stand vun der Medezinn kënnen unzëbiden. Also, e muss en Optimum vun der Ausstattung zur Verfügung hunn.

Et ass an eisen Aen dofir nëmme normal, datt ee si bei de strategeschen Decisiounen iwwert d'Ausrichtung an Zukunft vun engem Spidol mat un den Dësch hält, datt si hir Meenung net nëmme kënnen zum Ausdrock bréngen, mä datt hir Stëmm och zielt. Mat dësem Gesetz setzen an Zukunft zwee Vertrieeder vum Conseil médical mat um Dësch: ee mat enger deliberativer Stëmm an ee mat enger consultativer Stëmm.

Mir hunn eis awer och agesat, datt nieft den Dokteren och d'Personaldelegatioun hir Stëmm kritt. Och si kréien eng deliberativ an eng consultativ Stëmm. Dat war ugangs net esou virgesinn, mä et steet awer elo schwarz op wäiss esou am Text. Mat jeeeweils zwee Vertrieeder am Verwaltungsrat gëtt an Zukunft net méi einfach iwwer hire Kapp ewech decidéiert. Ech mengen, domat suerge mer fir den néidegen Equilibre an deem Gremium an honoréieren och de Medezinner an Netmedezinner hir jeeeweileg Aufgab a virun allem och hiren Know-how.

Här President, och d'Schafe vun de Réseaux de compétences ass eng gutt Saach. Etablissementer solle méi zesummeschaffen, sech a Beräicher spezialiséieren an dem Patient eng interdisziplinär Prise en charge garantéieren. Esou geet d'Qualitéit sécherlech an Zukunft och an d'Luucht. Mir hunn dat jo ewell, wéi et elo leeft, am AVC, am Schlag, wou da wierklech kann och elo... Also, do hutt Der kee Problem, dat gëtt akut behandelt.

Zu Ettelbréck muss dann awer neurochirurgesch interneréiert ginn. Da gëtt de Patient schnellstens op d'Neurochirurgie transferéiert. Et ça fonctionne jour et nuit. Do war ech e puermol derbäi. Dat klappt jiddefalls och an deem Spidol an, ech huelen un, an all deenen anere ganz gutt. Da kënnen d'Spideeler sech zesummendoe fir neurodegenerativ Erkrankungen - déi goufe genannt -, awer och Rheumatologie a Maladies psychosomatiques. Do waarde mer drop, datt d'Spideeler dann an de Ministère eruntrieden a sech och dozou entschléissen.

An der Kommissioun hu mer vill driwwer diskutéiert, wéi een de Kader misst definéieren, fir datt et fir de Patient an sennvollste wier. Et schaaft een elo an engem éischte Schrëtt d'Méiglechkeet, fir datt d'Spideeler op deem Niveau awer kënnen zesummeschaffen.

Et hätt ee sech duerchau och nach kënnen virstellen, datt een d'Spideeler zwéngt - doriwwer hate mer souguer geschwat an der Kommissioun -, op d'mannst fir verschidde Krankheitsbiller, sech an e Réseau de compétences zesummenzeden an dem Patient doduerch eng méi koordinéiert a multidisziplinäresch Prise en charge ze offréieren.

Do ass e bëssen d'Angscht opkomm, jee no deem a wat fir e Spidol een da kann ageliwwert ginn, datt se do vläicht net op deem leschte Stand si wéi an engem anere Spidol. Ech gesinn dat awer ëmmer méi locker, well ech weess, wéi dat fonctionnéiert. Et gi Renseignermenter ageholl, ee Kolleg schwätzt mat deem aneren. A gewéinlech fonctionnéiert dat awer gutt.

Och de Spidoldirekter soll an Zukunft net nëmme Dokter sinn, mä och nach eng Formatioun an der Gestion hospitalière hunn an eng gewëssen Experienz matbréngen. Dat ass begreissenswäert.

Här President, fir d'Demokratesch Partei sti weiderhi bei der zukünftiger Entwécklung vun eiser Spidolandschaft niewent der Qualitéit an enger adequater Prise en charge vum Patient an alle Regione vum Land zwou Saachen am Vierdergrond: méi Effizienz an eng besser Transparenz. Mir brauchen niewent moderne medezineschen Apparater och ee modernen eenheetlechen Informatiksystem. Dat gouf hei och ewell erwänt. Dat erméiglecht, spidol-iwwergräifend ze schaffen. Et kann net sinn, datt all Spidol an deem Beräich do seng eegen Zëppche kacht an deen ee mat deem aneren net ka kommunizéieren.

D'Informatiksystemer aus deene verschiddene Spideeler mussen ënnerenee konnektéiert sinn a vläicht och konnektéiert si mat der Gesondheetskeess. Nëmme esou kënnen mer an Zukunft méi transparent an effizient schaffen.

Et muss an eisen Aen och zu engem Emdenken an zu engem Paradigmewissel an der Spidolfinanzéierung kommen. D'Demokratesch Partei ass nach ëmmer der Meenung, dass mer vum globale Budget ewechkomme mussen, vläicht de System op e Finanzement, deen op der Aktivitéit berout, ëmstellen: vun der Tarification à l'acte op d'Tarification à l'activité.

D'DP wäert sech an deene kommende Joren och weiderhi fir déi beschtméiglech Patienterversuergung setzen, déi weder eist Gesondheetswiesen iwwerreguléiert nach déi therapeutesch Fräiheet vun den Dokteren aschränkt. Dat brauch et jo einfach net ze ginn. D'Wuel vum Patient, d'Offer vun enger héich qualifizierter Medezinn an d'Zil, eist gutt Gesondheetswiesen nach besser ze maachen, bleiwen dobäi der DP hiert éischt Uleies.

An ech wëll soen: Ech géif mech ewell drop freeën, wat elo an Zukunft nach kënn. Mir hunn hei e Spidolplang. Et ass sécher näischt Perfektes, mä d'Dokteren an de Spideeler kënnen elo domat schaffen. Si kënnen eppes opbauen.

An ech wëll awer emol eng kéier hei soen: Wann ee vun der Direktioun aus eppes organiséiere kann an do vläicht elo méi Méiglechkeeten huet, da fonctionnéiert et och besser, well et ka kee mir soen, datt, wann elo d'Urgence... also d'Ambulanz an engem Spidol total iwwerlaascht ass, datt dat all Dag esou ass, datt dat net fonctionnéiert. Da muss et méiglech sinn, datt d'Kollegen an d'Kolleginnen, déi do Déngscht maachen, dorop hiweisen, an datt dann och vun der Direktioun un de Ministère eruetruede gëtt, wann zum Beispill Raimlechkeeten eng Roll spillen, wann d'Personal eng Roll spillt. Ech ka mer net virstellen, datt dann de Minister seet: „Dat do kann net fonctionnéieren, dat geet net.“ Et ass jo och net ëmmer esou, mä leider ëmmer méi.

An dann dat Zweet, dee grouse Wonsch och vun der DP, dat wier: Mir mussen kucken, datt mer nach eng kéier d'Médecine générale op de Leescht huelen, datt mer nach eng kéier do eragin. Déi Geschicht mat de Maisons médicales gëtt mir jiddefalls als Dokter an DP-Member keng Zefriddenheet. Do misst et erëm méiglech sinn an de Géigenden a Gemeinschaftspraxen, datt mer eis andeelen, esou war et fréier, datt dat exzellent fonctionnéiert. Mir waren nëmme fir dee ganze Kanton zu véier oder fénnef a mir haten Dauerdéngscht „rund um die Uhr“.

Ech verstinn och, datt dat haut einfach net méi geet. Mä mir hunn och nach Samu misse spillen. An et huet deemools fonctionnéiert. Da misst et awer och méiglech sinn, wa méi Doktere sech do an deene Géigenden néier géife loossen, mat hinnen ze schwätzen an eng Organisatioun ze fannen, fir näamlech dat Beschtméiglecht fir de Patient ze maachen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauscheren a ginn den Accord vun der DP op alle Fall zu dësem Gesetz. Also, nach eng kéier Merci der Madamm Minister fir hir Ennerstëtzung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Schwätzt d'DP nach?

(**Interruption**)

Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eng Spidolandschaft, déi vu vir bis hanne vum Stat finanziert gëtt, ka sech laangfristeg keng Konkurrenz tëschent de Spideeler leeschten. An esou engem System muss et drëms goen, zesummenzeshaffen an d'Geld, wat zur Verfügung steet, effizient anzesetzen.

Aus där Iwwerleeung eraus, Dir Dammen an Dir Hären, stoungen déi gréng nach ëmmer hannert der Iddi, d'Kompetenzen am Spidolsecteur ze bündelen, onnéideg Duebelstrukturen ze verhenneren an d'Investitiounen an d'Spideeler besser ze steieren. An deem Sënn hu mir dem neie Spidolplang am Débat de consultation vum Juli 2013 eng glécklech Gebuert gewënscht an lech, Här President, als deemolege Gesondheitsminister eng glécklech Hand bei der Ëmsetzung.

Mä duerfir war et ze fréi. Aus der glécklecher Gebuert ass eng schwéier Gebuert ginn, mä dat huet seng Grënn. Et si scho verschidde Riedner drop agaangen. D'Haaptursach ass bekannt: Et ass déi, datt de Statsrot en zimlech radikalen, mä och net ganz onerwaartene Kurswissel virgeholl huet an drop bestanen huet, de Spidolplang net wéi an der Vergaangeneheet iwwer Règlement grand-ducal ze regelen, mä an engem Gesetz, an dësem Fall d'Spidolsgesetz.

Domat war schonn e gewëssene Retard virprogramméiert, well eng ganz Rei Date sollten zesummeffléissen. An déi gouf et zu deem Moment nach net. Se si vum LIH zesummegeesat a geliiwert ginn.

En aneren net onwesentleche Grond, firwat dëse Projet de loi esou laang op sech waarde gelooss huet, läit awer och am System selwer. Et ass deen - an dat ass bekannt -, datt d'Verhandlungen am Spidolsecteur ëmmer e waarmt Eise sinn. D'Madamm Minister huet dat waarmt Eisen ugepaakt an huet sech d'Fangere bal verbrannt. Se huet se awer net verbrannt, well mir stinn haut hei a mer sinn um Enn ukomm. An d'Madamm Minister huet nach ëmmer glécklech gesond Hänn.

Besounesch an dësem Secteur ass et näamlech ganz schwéier, jiddwerengem gerecht ze ginn, wann dat iwwerhaapt méiglech ass.

Op där enger Säit stinn d'Dokteren, déi hire Beruff als Vokatioun, als Heelkonscht a moralesch Identitéit erliwien an der Amëschung vum Stat generell ganz kritesch vis-à-vis stinn. Ganz nom Motto vum Aristoteles, dee behaupt huet, datt en Dokter schonn eleng duerch d'Ausübung vun den dokterlechen Tugenden e gudde Mënsch wier, dee seng medezinesch Tätigkeiten och gutt ausféiert an dowéinst net muss bevermunt ginn.

(**M. Henri Kox prend la présidence.**)

Op där anerer Säit stinn d'Spidoldirektiounen, déi ganz aner Tugende brauchen. Si mussen d'Gestioun vun hiren Haiser an de Grëff kréien, hire Budget verwalten a fir e gudde Budget kämpfen. Vun hinne gëtt manner oft geschwat.

An der Mëtt steet d'Politik, déi d'Kompetenze vun deenen engen an deenen anere méiglechst gutt openeen ofstëmme muss, an dat am Interesse vum Patient a vun der Allgemengheet, woumat och de Steierzueler gemengt ass.

Här President, mir mengen oder mir hoffen zumindest, datt dee Spagat mat dësem Projet de loi gelongen ass, och wann de Wee bis heihin zimlech holpereg war a munchmol un d'lechner-nacher Sprangproziessiouen erënnert huet. Mir zéien d'Konklusioun a mir sinn iwwerzeegt, datt dëse Spidolplang en transparenten a gutt strukturéierte Kader schaaft, an deem de Secteur sech weiterentwëckele kann, ouni datt d'Therapiefräiheet vun den Dokteren a Gefor geréit. Dat war hir grouss Suerg.

Op d'Dokteren, déi an der ganzer Diskussioun net ze kuerz komm sinn, kommen ech nach zrëck. Fir d'Éischt awer e Wuert zum Personal, ouni dat kee Spidol iwwerliewe kann.

Fir d'Qualitéit vun der Prise en charge ze sécheren, brauch e Spidol ganz sécher gutt Dokteren, mä net nëmme. E Spidol brauch och gutt a virun allem genuch Fleegepersonal, fir den Uspréich vun enger patientenorientierter Medezinn gerecht ze ginn. An deem Sënn ass et souwuel fir d'Patiente wéi och fir d'Aarbechtskonditiounen vum Personal e grouse Gewënn, wann d'Personal net ze knapp bemooss ass an effikass agesat gëtt. Dëst ëmsou méi, well den Infirmiersberuff net méi deen ass vum 19. Jorhonnert, mä héich spezialiséiert Aktivitéite muss ausféieren, déi mat enger grousser Verantwortung verbonne sinn.

An deem Kontext woen ech ze bezweifelen, datt de Berechnungsschlüssel, deen de Personalbedarf an domat och d'Aarbechtsbehaaschtung vum Personal berechent, nach ëmmer ganz zäitgeméiss ass. Well spéitstens wann ee weess, datt Iwwerstonnen am Infirmiersberuff alles anescht si wéi eng Ausnam an datt verschidde spezialiséiert Servicer mat engem Minimum u Personal mussen auskommen, da

weess een och, datt et un der Zäit ass, de PRN ze iwwerschaffen. Quitte datt d'Berechnung vum Personal net direkt mat deemem Projet de loi ze dinn huet, esou spillt d'Personalausstattung vum de Spideeler awer eng wesentlech Roll bei der Emsetzung vum engem gudden Spidolsplang.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Direkt mat deemem Projet de loi verbonnen ass d'Spidolsdokumentation. Et ass e wichtegt Instrument, fir de Spidolsplang no alle Regele vum der Konscht émesetzen. Och datt ass wichteg. Dozou gehéieren och d'Patientendossieren, déi net am Tirang däre leie bleiwen, mä regelméisseg à jour gesat mussen ginn.

E weidert wichtegt Element, Dir Dammen an Dir Hären, wat nach muss ausgeschafft ginn, ass d'Nomenclature, déi der Realitéit vum der Behandlung muss entsprechen a mat där vum Ausland vergläichbar muss sinn. Ech erënnere un d'Patienterechter, déi och am Ausland gëllen.

Mir sinn eis eens: Et ass wichteg, kompetent Servicer a genuch Bettcapacitéit fir déi nächst zéng Joer ze schafen. Dat hu mer mat deemem Projet de loi probéiert. Mir mussen awer och adequat Instrumenter schafen, fir de Käschtepunkt vum där Entwécklung kënnen ze berechnen.

Mir mussen wëssen, wéi laang eng bestëmmte Behandlung, jee no Krankheitsbild, jee no Alter, jee no Krankheitsverlaf, dauert a wat déi Behandlung ebe just kascht. A mir mussen wëssen, wéi eng Zorte vum Dokter an der Behandlung bedeelegt sinn an aus wéi enger Aktivitéit déi ganz Behandlung besteet. Dat ass momentan nach zimlech nebulös. Se sinn net dokumentéiert, an dohier och den Numm Documentation hospitalière, deen nach feelt.

Onkloerheet besteet momentan och bei den Honorairé vum den Dokter, déi awer nach eppes si wéi eng schwaarz Këscht, mat Ausnam vum CHL, wou d'Dokter als Salarié ugestallt sinn, mat neierdengs, mengen ech, engem Sputt, fir dach zousätzlech Aktivitéiten duerchzuführen.

Weider Onkloerheet herrscht bei der Information vum de Patienten, wat an eisen Ae ganz wichteg ass, datt mer do Verbesserung virhuelen. No engem Spidolsopenthalt kritt e Patient eng Abberzuel vu Rechnungen ausgestallt, e gëtt awer net informéiert, wéi eng Behandlung a Spidolservicer e mat deene Rechnung soll finanzéieren.

Dësen ongerechten an et kann ee scho bal soen zäitweis mëttelalterlechen Zoustand gëtt zum Gléck mat deemem Projet de loi béendegt, an zwar doduerch, datt d'Spidolsdokumentation an d'Mise à jour vum de Patientendossieren obligatoresch ginn an datt Transparenz geschäfe gëtt. Dat begrësse mir ausdrécklech.

Här President... Dir sidd erëm do. Ah, et ass een aneren.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Et ass een aneren.

(Hilarité)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - En anere Punkt, deen enk mat der Spidolsplanung a virun allem mam Gesamtbudget vum de Spideeler a Verbindung steet, betrëfft d'Tarifikation vum deenen eenzelnen Akte respektiv d'Honorairé, déi vum de Patient bezuelt an duerno vum der CNS rembourséiert ginn.

Hei muss ee feststellen, datt d'Honorairé vum den Dokter jee no Fachgebitt onverständlech Differenzen opweisen. Dat fanne mir net glécklech, well se stinn a kenger Relatioun mat der kierperlecher a geeschteger Belaaschtung vum Dokter oder mat der Verantwortung, déi den Dokter bei liewenswichtige Akten iwwerhëlt.

Obwuel d'Patientegesprécher vill Zäit an Usproch huelen an e wesentlech Element vum der Behandlung kënnen sinn, gëtt och de Facteur Zäit net a Betruecht gezunn, ausser an der Psychiatrie, mä normalerweis net, fir d'Honorairé vum den Dokter ze berechnen.

Mir sinn der Meenung, datt dee Volet ganz wichteg ass an der Schmäerztherapie, déi jo an engem Réseau de compétences soll funktionéieren. An et ass kontraproduktiv, wann een der Zäit net méi Gewicht gëtt, well d'Patientegesprécher an d'Berodung vum de Patienten d'Basis vum der Algologie duerstellen an nun emol vill Zäit brauchen.

Här President, op där anerer Säit stellt ee fest, datt d'Honorairé vum den Dokter, zesumme mat de fixen Dépense vum de Spideeler, e groussen Deel vum gesamte Santésbudget aus-

maachen an deemno net als onwichtig Niewenerscheinung vum Spidolsplang oder vum Spidolsgesetz däreferen ugesi ginn.

Aus dem Rapport 2016 vum der IGSS geet beispillsweis ervir, datt d'Honorairé vum de Spidolsdokter an hire Confrères aus dem Secteur extrahospitalier - d'Zännokteren net abegraff - an zwee Joer em bal 20 Milliounen eropgaange sinn: vum 343 Milliounen am Joer 2014 op 362 Milliounen am Joer 2016. Dat bedeit eng Steigerung vum iwwer 5%.

Aus deemselwechte Rapport geet ervir, datt déi fix Spidolskäscht ennerhalb vum zwee Joer em 6,1% geklomme sinn, vum net grad 765 Milliounen am Joer 2014 op 809 Milliounen am Joer 2016. Dat bedeit, datt déi fix Fraise fir d'Spideeler momentan 47% vum gesamte Santésbudget ausmaachen, ouni d'Dokteschfrais an d'Personalkäscht derbäizerrechnen. Proportional gesi leie mir mat deem Taux wäit iwwer der europäescher an der internationaler Moyenne, déi sech em déi 35% usidelt. A mir liwweren domat de beschte Bewäis, Dir Dammen an Dir Hären, datt de Spidolssecteur an eise Land méi prioritär behandelt gëtt wéi an anere Länner. Dat soll keng Kritik sinn, mä et ass eng Tatsaach.

Ee Grond méi awer, fir deemem Zuelematerial Rechnung ze droen an derfir ze suergen, datt de Spidolssecteur sech och a wirtschaftlech méi schwierigen Zäiten, déi och nach wäerten eng Kéier kommen, iwwer Waasser hält, ouni datt en u Qualitéit muss abëssen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech kommen zu der Tarification à l'activité, déi jo virgesinn ass am Regierungsprogramm. Em Qualitéit geet et näamlech och bei der Tarification à l'activité, déi momentan nach do ass, pardon, em Qualitéit geet et och bei der Tarification à l'acte, déi d'Enveloppe globale vum de Spideeler soll ersetzen - ech hunn elo „acte“ gesot, et ass „activité“ -, wann déi néideg Spidolsdokumentation bis erhalt a gepréift ass.

An eisen Aen ass och dat e wichtige Schrëtt, fir de Budget vum de Spideeler ze steieren a fir net de Volumen, mä d'Qualitéit an de Mëttelpunkt ze stellen. Et ka jo net sinn, datt verschidden Akten, beispillsweis Operationen, aus reng finanziellen Iwwerleeungen eraus méi heefeg duerchgefouert ginn, nëmme well d'Zuel vum den Operationen d'Héicht vum der Enveloppe globale bestëmmt!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - An deem Kontext misst emol eng Analys gemaach ginn, fir erauszefannen, wivill deier Rékenoperatione beispillsweis an eise Land iwwerflësseg sinn an ënnert dem Stréch méi Problemer schafen, wéi se der lösen. Heiansdo gëtt gefaart, datt déi Operationen ebe just duerchgefouert ginn, fir d'Enveloppe globale an d'Luucht ze setzen.

Op där anerer Säit däre d'Tarification à l'activité, déi jo ugeduecht ass, kee Fräifaartsschäi ginn, fir e Surcodge ze bedriewen, d'Openhalter vum enger Persoun am Spidol ze segmentéieren oder fir mat de Soine bei engem Patient ze iwwerdriewen. Alles dat sinn Abusen, déi a Frankräich scho festgestallt gi sinn, nodeems d'Tarification à l'activité bei eise franséschen Noperen am Joer 2007 agefouert ginn ass. Esou Abuse mussen vu virera verhënnert ginn. An dat sinn eiser Meenung no souguer „effets pervers“ vum deemem System.

Ech kommen zu der Organisation, der interner Organisation, déi d'Häerzstéck vum deemem Projet de loi natierlech duerstellt. Generell ass et fir eis begrëssenswäert, datt d'Organisation vum de Spideeler an Zukunft eenheetlech strukturéiert gëtt mat Posten a Gremien, déi an all Spidol d'selwecht heeschen, déi an all Spidol d'selwecht funktionéieren, déiselwecht Missionen erfüllen an d'selwecht zesummeschaffen. Dat ass virdrun och scho gesot ginn.

Kloer definéiert sinn och d'Kritären, déi de Finanzement vum neien Infrastrukturen, neie Projete an eie Material iwwer de Finanzfong vum de Spideeler erlaben, soudatt dee Fong net „à la tête du client“ kann ugezaapt ginn. Och dat ass wichteg.

Dobäi ass et an eisen Aen e fundamentale Fortschrëtt, datt de Commissaire des hôpitaux, dee jo e Vertrieeder vum Stat ass, an Zukunft souwuel an den effentleche wéi och an de private Spideeler an de Reunionen vum de Verwaltungsréit deelhëlt. Doriwwer eraus kritt en och sämtlech Dokumenter ausgehändegt a kann d'Decisionen vum de Gestionnaire suspendéieren, wa se géint d'Gesetz verstoussen. Mir sinn eis eens, des Dispositionen ass längst iwwerfällig a verlaangt kee grouse Kommentar.

Et ass ganz einfach evident, datt ee Stat, deen d'Spideeler finanzéiert, och an de Verwaltungsréit vum deene Spideeler muss vertruete

sinn, wat bis haut a Privatspideeler net iwwerall de Fall war.

De Contrat type. Begrëssenswäert ass fir eis, datt d'Dokteren duerch e Contrat type un d'Spideeler gebonne ginn, wat souwuel fir d'Doktere selwer, mä och fir d'Direktionen Kloerheet schaaft. Datt d'Conférence nationale des conseils médicaux - an anere Wieder, d'Vertriedung vum de Spidolsdokteren - der AMMD d'Kompetenz wollt iwwerloossen, fir d'Contrats types mat den Direktionen auszuhandelen, huet eis dach awer e weineg iwwerrascht, emsou méi, well d'AMMD eng ganz Rei Doktere regruppéiert, déi guer net an engem Spidol aktiv sinn. Vläch muss een Insider sinn, fir dee Choix ze verstoen. E féiert jiddefalls derzou, datt d'Conférence nationale des conseils médicaux heimat keng legal Basis kritt, op déi se sech an Zukunft awer hätt kënnen berufen. Wéi gesot, respektéiere mir dee Choix!

Här President, e Volet, deen net nei ass, mä an der Vergaangenheet net genuch zum Droe koum, betrëfft d'Zesummenaarbecht téschent de Spideeler. Datt d'Spideeler sech schwéierdinn, wann et heescht zesummeschaffen, dierft jiddwengerem heibanne bekannt sinn. An dat mécht d'Saach natierlech net méi einfach.

Scho viru 66 Joer, am Joer 1952, huet déi deemoleg Santésdirektion d'Spideeler opgeruff, zesummeschaffen an d'Kompetenzen ze bündelen, fir d'Geld besser kënnen anzesetzen. Richtig zustane koum déi Zesummenaarbecht awer ni, ganz einfach, well de Spidolssecteur sech zanter éiwegen Zäite vum Konkurrenzdenke leede gelooss huet an d'Solidaritéit téschent deene privaten an deenen effentleche Spideeler op der Streck blouf.

Mat deemem Projet de loi sollen an där Fro endlech Neel mat Käpp gemaach ginn, nodeems d'Privatspideeler sech jo schon am Virfeld eng gewësse Position erkämpft hunn doduerch, datt se de Groupe Robert Schuman mat iwwer 700 Better gegrennt hunn.

Dese Projet de loi ass allerdéngs net geduecht, fir weider grouss Fusiounen an d'Liewen ze rufen. Dorëms geet et net. Et geet drëms, d'Kreatioun vu Réseaux de compétences ze férdere an Fall, wou op d'mannst zwee Spideeler op dee Wee wëlle goen. Fir d'Autorisation ze kréie vum der Madamm Minister, mussen déi zwee Spideeler eng entsprechend Demande de projet un de Comité de gestion interhospitalière erauechen. Dese Comité leet d'Demande pour avis un d'Commission permanente du secteur hospitalier weider. An duerno ass et uoustännege Minister, fir d'Demande unzuehuelen oder ze verwerfen. Dat Ganz ass gutt strukturéiert, vläch och e bësselche schwéierfällig.

Eng Suerg mécht eis dobäi d'Tatsaach, datt d'Entwécklung vum de Réseaux de compétences keng Obligation gëtt, mä datt déi nei Kompetenzreseauen exklusiv op fräiwëlleger Basis berouen. „Peuvent“ steet am Gesetz, an et ass dat Wuert, wat mech e bëssen nodenken deet.

Et gëtt also kee Spidol forcéiert, sech um Opbau ze bedeelegen. Noutgedrongen ergëtt sech doraus d'Fro: Wat geschitt, wa kee Spidol sech derzou entscheet, un engem Réseau de compétences matzeschaffen a léiwer weiderhin a sengem eegenen Eck manövriert? Mir fäerte ganz, datt de Risiko an eiser zimlech gespléckter Spidolslandschaft net ausgeschloss ass, datt dat wäert passéieren an datt d'Reseaux de compétences an deem Fall net esou richtig zustane kommen. Mir hoffen natierlech, datt dat net wäert esou antrieden, wéi mir et fäerten.

Méi einfach ass et bei de Basisservicer, déi an all Spidol kënnen oder mussen assuréiert ginn a wou sech de Problem vum der Zesummenaarbecht net wäert stellen.

Méi einfach ass et och bei den héich spezialiséierten nationale Servicer, déi just op enger Plaz ausgewisen däre ginn, soudatt d'Zesummenaarbecht mat anere Spideeler sech hei och eriwirregt. Esou, wéi d'Spidolslandschaft sech am Laf vum de leschte Joren entwéckelt huet, sinn d'Weihe fir des héich spezialiséiert national Zentren oder Servicer schonn zu engem gudden Deel geluecht. Dat heescht, déi meescht vum den nationale Servicer an Zentren hunn hir Heemecht scho fonnt a kréie mat deemem Projet de loi nach just déi néideg legal Basis.

Dozou gehéieren enner anerem d'Kannerspido mat der Intensivversuergung fir Kanner, den CHNP, de Rehazenter an anerer, mä och den INCCI an de Centre Baclesse, déi allen zwee en autonome Statut kréien, an aner méi kleng Servicer, wéi och dee vun der Émweltmedezinn, dee mer laang gefuerdert hunn. A mir si ganz frou, datt mer elo esou wäit sinn, datt mer eng Kéier mussen driwwer nodenken, ob deen net nach kéint ausgebaut ginn, wann d'Spido bis dosteet.

Alles dat schaaft keng gréisser Problemer, ganz am Contraire. Verschidden Ongereimtheeten an der Organisation ginn op des Manéier geléist.

Ech kommen zum LNS, wou d'Diskussion méi heikel ass. Méi heikel, well de Centre de diagnostic fir d'Anatomopathologie an d'Genetik ausgewise soll ginn a wou emmer driwwer diskutéiert gëtt, ob dat dann elo eng Monopolstellung soll sinn oder net. Schon am Joer 2012 bei der Emwandlung vum Laboratoire national de santé, dee fréier eng Verwaltung war an an en Établissement public emgewandelt ginn ass, hu mir drop higewisen, datt et juristesche heikel wär, op dee Wee ze goen, well mer gefaart hunn, datt permanent Plainté vum Privatsecteur géife kommen am Beräich vum de Laboen, well se eben eng staatlech finanzéiert Monopolstellung ufechten. An dat ass jo och agetrueden.

Vum politeschen a medezinesche Standpunkt hier si mir awer ganz d'accord, datt d'Feingewebeanalysen, d'Anatomopathologie, mä och d'Genetik zwee ganz sensibel a liewenswichtig Zweiger vum der Santé publique mussen sinn.

Éischtens geet et jo drëms, d'Qualitéit ze garantéieren, eng grouss Qualitéit, wat nëmme méiglech ass, wann déi néideg Masse critique erreecht ass.

Zweetens ass et awer och wichteg ze verhënnere, datt des Aktivitéiten Ulass ginn zu Profitter op d'Käscht vum de Patienten, wat bei Privatlaboe jo net ganz ausgeschloss ass. Aus deem Grond ennerstézt mir d'Approche vum der Regierung, d'Anatomopathologie an d'Genetik méiglechst am LNS ze konzentrieren, ebe just fir déi néideg Masse critique an domat och d'Qualitéit sécherzestellen.

Eng absolutt Monopolstellung kritt den LNS awer net, well et weder vum juristeschen nach vum medezineschen Standpunkt hier méiglech ass, Privatlaboe ganz auszuschléisse vum Ufank un.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Mir hoffen natierlech och, datt déi bekannte Problemer vum LNS a puncto iwwerméisseg Waardezäite séier behuewe ginn. D'Statistike loosse drop schléissen, datt mer um gudden Wee sinn. Verschidde Fäll, déi ee rapportéiert kritt, weisen leider nach emmer de Contraire.

► **Une voix.** - Genau!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - E ganz wichtegen nationale Service ass och déi geplangte Stroke Unit vum Typ 2, wou den Här Mertens och schonn drop agaangen ass. Se ass do fir d'Akutbehandlung vu Schlagpatienten, nodeems déi Leit an engem Spidol vum hirer Region eng éischt Basisversuergung kritt hunn, wat och ganz wichteg ass. Alles weist drop hin, datt dese Service am CHL ugesidelt gëtt, well op deem Site schonn eng Rei Spezialisten an deem Beräich aktiv sinn.

Bekanntlech ass an deemem Service eng gutt vernetzt, interdisziplinär Zesummenaarbecht vum Neurologen, Neurokardiologen, Radiologen, Gefässchirurgen an anere ganz héichkarätege Medezinner verlaangt. An déi Equipe sinn net einfach ze fannen. Duerfir ass et utopesch ze mengen, et kéinte méi där Equippen am Land funktionéieren. Mir si frou, datt eng Equip gitt opgestallt soll ginn an engem Spidol, déi 24 Stonnen op 24 a siwen, pardon, 24 Deeg op 24...

(**Hilarité et interruption**)

Jo, 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen aktiv ass. Esou kann een d'Zuelen duerjerneegehen. Ech wäert jo net och nach Schlagpatient ginn!

Schonn eleng de Fait, datt een eenzege Service als zertifizéiert Stroke Unit soll ausgewise ginn, werft an eisen Aen awer Froen op. Eischtens déi, wéi eng Kritären - an dat ass eng Fro un lech, Madamm Minister - dee Service muss erfüllen, fir datt en den Numm „Stroke Unit“ iwwerhaupt däre droen an och als solchen zertifizéiert ka gi laut internationale Kritären.

Déi zweet Fro ass déi, wéi dem Personalmangel an deem Service entgéintgewierkt ka ginn, net nëmme um Niveau vum deene ville Spezialisten, déi bei der éischer Prise en charge gebraucht ginn, mä och um Niveau vum Fleegepersonal, wuel wëssend, datt Schlagpatient 24 Stonnen - richtig gesot - iwwerwaacht mussen ginn. An dat ass wierklech eng intensiv Begleitung, déi do gebraucht gëtt. Menges Wëssens ass déi momentan nach net an deem Mooss garantéiert.

Eng weider Remark an deemem Kontext betrëfft méi speziell d'Thrombectomie, dat heescht d'Opmaache vum Oderen, déi duerch Caillote verstoppt sinn an zum Doud vum Patient kënnen féieren, wann déi Thrombectomie net a kuerzer Zäit erfollegt. Souwäit ech weess, sinn

d'Medezinner, déi d'Thrombectomie kompetent ausféieren, och ganz rar geséit, wat natierlech e Problem duerstelt.

Eng méiglech Léisung gesi mir doran, datt geziilt an déi Formatioun investéiert gëtt an datt eng Rei Fachmedezinner motivéiert ginn, dës Formatioun nach nozehuelen, fir am Noutfall anzesperangen. Dat ass eng Pist, déi um Terrain diskutéiert gëtt.

Eng lescht Iwwerleeung, déi ech am Kontext vun de Schlagpatienten nach wéilt ubréngen, betrëfft hir Noversuergung, dat heescht, net d'Noversuergung an der Reha, wou se gutt opgehewe sinn, mä déi Zäit duerno. Well och nom Openthalt an der Reha sinn d'Problemer vu Schlagpatienten an hire Familljen net geléist, loin de là.

Kierperlech Aschränkungen, de Verloscht vun der Sprooch, d'Isolatioun an depressiv Stëmmung bleiwen oft nach jorelaang erhalen a féiere gären derzou, datt déi Betraffen net méi richtig an d'Liewen an an d'Gesellschaft zrëckfannen. Fir hinnen aus deem Däiwelskrees erauszehelfen, plädéiere mir fir d'Schafung vun engem professionellen Noversuergungszentrum, esou wéi et der schon am noen Ausland gëtt.

Eng Associatioun vu Benevollen, déi Dir bestëmmt schon alleguer kennt, bekëmmert sech ganz gutt ëm Schlagpatienten a soll och weiderhin implizéiert ginn. Mir mengen awer, datt et do u Ressourcë feelt, u professionnelle Ressourcen, fir déi vill Aarbecht ze leeschten, déi an dësem Fall muss geleescht ginn. Dobäi muss ee wëssen, datt all Dag véier Mënschen zu Lëtzebuerg e Schlagfall kréien. Dat sinn der wäit iwwer 1.000 am Joer.

Nach e Wuert zu der Pädiatrie, déi jo och an de leschte Jore vill fir Diskussiounen gesuergt huet, mä et ass an der Lescht méi roueg ginn, an dat ass e gutt Zeechen. An eisen Aen ass et richtig, en héich spezialiséierte Service an der Kannerklinik auszewiesen. An et muss ee soen, datt dee Service haut ganz gutt fonctionnéiert, och dat gëtt een um Terrain gewuer.

Datselwecht zielt fir d'Maison médicale pédiatrique an der Kannerklinik an de Service vun der Neonatologie an der Maternité.

Am Beräich vun der Pädiatrie gesäit de Projet de loi jo och vir, datt Kanner mat der sougenannter „Bobbologie“ oder mat méi klengen Problemer wéi Mandelentzündungen, wou d'Mandelen eventuell mussen erausgeholl ginn, och kënnen an der Pédiatrie de proximité opgeholl ginn. Dat ass eng gutt Saach, well och verschidde Familljen, Elengerzéiend haaptsächlech, déi méi Kanner hunn, manner mobill sinn an dann net onbedéngt wëllen oder kënnen wäit fueren.

Mir sinn och der Meenung, datt een net muss Pädiater sinn, fir Kanner mat klengen Bobboe gutt ze behandelen. Generell si mer awer der Meenung, datt virun allem kleng Kanner besser an engem kandgerechte Spidolséimfeld ënnerbruecht sinn an datt d'Prise en charge vun de Kanner an der Kannerklinik méi adaptéiert ass, och wann et sech ëm méi kleng Problemer handelt. Ech denken do un d'Röntgenopnamen. D'Kannerklinik ass einfach besser ausgestatt, fir Kanner ze röntgen, huet méi detailléiert Biller zur Verfügung. An do hu mer eis soe gelooss, datt et besser ass, bei Frakture beispillsweis an d'Kannerklinik ze fueren. An ech mengen, do misst och eng gewëssen Opklärung bedriwwe ginn.

Wichtig ass et och, d'Kanner vun der éischter Minutt un an de Spideeler net eleng ze loosse, well se Vertrauen an de Spidolssecteur mussen entwéckelen. Mir fannen dat eng ganz wichteg Saach, fir ze verhënneren, datt se herno als Erwuessener déi néideg Soinen net escht huelen. Dozou gehéiert och Personal, wat hir Sprooch schwätzt a wat déi néideg Sensibilitéit huet, fir de Kanner hir Ängschten ze verstoen an dermat ëmzegoen.

Ech kommen nach zu enger vulnerabler Grupp vu Patienten, datt sinn déi eeler an ofhängeg Leit. Och hei brauch ee besonnescht Fangerspëtzegefill, Gedold a Kompetenz bei der Prise en charge. Fir déi geriatresch Versuergung gesäit de Projet de loi eng ganz Rei Better vir, déi op Basis vun der Alterspyramid an der demografescher Entwécklung gebraucht ginn. Dat ass an der Rei. Verbesserungsbedarf, Madamm Minister, gesi mir net direkt an den interneren Strukturen vun deene Spideeler, wou déi Leit dann ënnerbruecht ginn, mä am Informatiounsfloss tëschent de Strukturen vum Fleege-secteur an deene vum Spidolssecteur. Dat ass net Objet vun dësem Projet de loi, mä wa mer et ni soen, da gëtt et och ni gehéiert.

Well dës Secteure verschidde Keesen ënnerstinn, hu se net direkt mateneen ze dinn, obwuel d'Patienten awer ganz oft déiselwecht sinn. An deem Kontext si mir der Meenung, datt d'Puzzlestécker vun der ganzer Versuergungskette vun eelere Leit - der „filière de

soins“ - besser mussen aneneegräifen an Zukunft an datt méi Synergien tëschent deene betraffene Secteure mussen entstoen, inklusiv dem Secteur vun der Famill. Esou Synergie spueren net nëmme Geld, se erhéijen och d'Qualitéit an d'Sécherheet beim Encadrement vun eelere Leit.

Zum Virage ambulatoire nach just e puer Wieder. Mir ënnerstëtzen déi Approche virun allem och, well se soll verhënneren, datt nosocomial Erkrankungen oprieden, an et ass ze féerden, datt déi Leit, déi éischter aus dem Spidol kommen, méi autonom bleiwen a sech eigentlech och selwer versuergen, op Däitsch seet een „zum Selbstversorger“ ginn.

Mir fannen awer och essenziell, datt déi Betraffe sech no der Sortie aus dem Spidol net selwer iwwerlooss bleiwen an eng gutt Noversuergung kréien, falls de Besoin dozou besteet. An ech denken, och do misst méi kommunikiert ginn, well vill Leit fäerten, se wäeren duerno mat sech eleng.

Ech kommen zu der Konkusioun, obschonn nach vill iwwert de Spidolsplang ze soen an ze froe wier. Haaptsächlech hu mer nach déi Fro um Häerz, wou d'Addiktologie ënnerbruecht gëtt. Mir schwätze vill vun Drogotherapie a mir wéilt wëssen, wou dese Service dann elo wäert fonctionnéieren.

Dëst Gesetz schaaft an eisen Ae ganz vill Verbesserungen, mä et beantwert net all Fro. Dat ass normal. Et ass awer e wichtige Bausteen, fir eist Spidolsweise méi transparent, méi demokratesch a méi effikass opzestellen. An natierlech schaaft et och d'Viraussetzung, datt et an enger nächster Etapp qualitativ weiderentwéckelt gëtt.

Haut brauch ech dem Spidolsplang keng glécklech Gebuert méi ze wënschen, well en ass esou gutt wéi op der Welt.

An domat soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun mat bal enger Punktlandung a menge Minuten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Gutt getimed!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Merci. An d'Wuert huet den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéll och vun eiser Säit aus der Rapportrice, der Kolleegin Cécile Hemmen, Merci soe fir dese Rapport, dee si souwuel schrëftlech wéi mëndlech hei am Detail gutt virgedroen huet.

Et ass ëmmer e wichteg Gesetz, mengen ech, wann et ëm d'medezinesch Betreuung hei am Land geet. Et ass e Gesetz - wéi eng Rei vu Virriedner gesot hunn -, dat eng laang Geschicht huet. Et war en holprege Wee, ass de Mëtte gesot ginn, eng Schwéiergebuert, et war wéi d'lechtschacher Sprangprozess, et war e laange Wee. Bon, et waren iwwer 30 Kommissiounssätzungen, et sinn dräimol Amendementer virgeluecht ginn. An ech mengen, dat beweist an engems, wéi komplizéiert déi ganz Gesetzgebung hei ass, an och, wivill Leit - wat och gutt ass - an dem Oflaf vun dem Zustanekomme vun esou engem Gesetz matdiskutéieren an och matdiskutéiere mussen.

Ech mengen, d'Gesondheitsversuergung vun enger Populatioun ass eng vun deene wichtegste Missiounen, déi e Stat huet, vläicht souguer déi wichtegst. A fir ee räiche Stat wéi Lëtzebuerg, do muss déi optimal medezinesch Betreuung eng Normalitéit sinn. An ee Stat, deen esou räich ass wéi Lëtzebuerg - an ech soen dat net nëmme an dësem Beräich, ech hunn dat och ëmmer gesot, wa mer iwwer d'Fleegeversécherung geschwat hunn -, dee muss bereet sinn, déi finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir eiser ganzer Populatioun eben déi medezinesch Betreuung an och, am Alter, Fleegebetreiung zoukommen ze loosse, déi esou engem Stat gutt zu Gesiicht steet.

An dat muss och flächendeckend iwwer d'ganz Land geschéien. An dach muss ee feststellen, datt dat net ëmmer de Fall ass. An d'Fro, déi ee sech muss stellen: Gëtt dëst Gesetz dann elo Äntwerten op déi Froen? Sinn déi berechtigt Suergen, déi awer eng Rei vu Leit hei am Land hunn, zoutreffend a kënnen déi Leit berouegt ginn?

Ech wéll net méi op déi ganz Strukturproblemer agoen, déi d'Rapportrice an och meng Virriedner gesot hunn. Duerfir, a well och meng Zäit méi limitéiert ass, wéll ech eng Rei vu Punkten ervirhiewen. An ee vun de Punkten ass d'Zuel vun de Better.

Ech mengen, et ass ëmmer eng Diskussioun ginn hei am Land, ob d'Zuel vun de Better soll erofgoen oder eropgoen. Fir d'Éischt war geplangt, datt se soll erofgoen. Elo am Projet gëtt awer festgehalten, datt d'Zuel eropgeet vun

2.846 op 3.107. Dat ass e Plus vun 261 Better. An dat ass e Maximum, deen op zéng Joer festgesetz ginn ass.

Mä et muss een awer och wëssen, datt Lëtzebuerg dat Land ass, wat am Verhältnis zu den Nopeschlänner déi gréissten Augmentatioun vun der Populatioun huet; et hunn och scho Virriedner dovunner geschwat. Mir ginn am Abléck vun 12.000 neie Residenten hei am Land pro Joer aus, a wa mer dat héichrechnen op zéng Joer - an dës Regierung huet jo awer an dese fënnf Joer vun hirer Legislaturperiode op e Rekordwuesstum gesat, wat elo och nach wäert iwwer Joren unhalen -, da bedeit dat, datt mer an zéng Joer 120.000 Leit weider hei am Land hunn.

Gläichzäitig schafe mer all Joers och 12.000 Aarbechtsplazen, déi vun 8.000 Frontalieren ausgeübt ginn. Dat heescht, mir hunn an zéng Joer och 80.000 Frontaliere weider hei am Land schaffen. Also zesummen an zéng Joer 200.000 Leit weider, déi sech pro Dag hei am Land bewegen. A wann een dat dann a Relatioun stellt mat deenen 261 Better, déi iwwer zéng Joer solle bäikommen, da sinn dat Peanut vis-à-vis vun där demografescher Entwécklung, déi mer hei am Land hunn.

Wa mer emol d'Bettenzuel pro 1.000 Awunner vergläiche mat eisen Nopeschlänner, da läit Lëtzebuerg do bei 4,77 Better pro 1.000 Awunner. Eis franséisch Nopere leie bei 6,13 Better pro 1.000 Awunner, eis belsch Nopere bei 6,14 an eis däitsch Nopere bei 8,13 Better pro 1.000 Awunner, also praktesch dat Duebelt, wéi mir et hei zu Lëtzebuerg hunn.

An da muss een nach bedenken, datt keent vun deene Länner esou eng staark Progressioun an der Populatioun huet wéi Lëtzebuerg an och keent vun deene Länner all Dag esou vill Frontalieren am Verhältnis zu senger Populatioun huet, déi an d'Land erakommen, déi jo awer och wäerten en Deel vun de Better gebrauchen, déi een am Secteur huet.

Et geet also eiser Meenung no guer net duer. A mir froen eis och, firwat datt een an e Gesetz e Maximum aschreift. Firwat schreift een an ee Gesetz an, et dierften nëmme esou vill Better an zéng Joer hei zu Lëtzebuerg geschaaft ginn? Firwat schreift een net an ee Gesetz an, datt de Secteur an och de Stat derfir ze suergen hunn, datt déi Better do sinn, déi gebraucht ginn? Dat géif mer méi logesch schéngen, datt een esou eng Bestëmmung géif an ee Gesetz schreiwen, wéi datt een dohinnegeet a seet: Et dierfen nëmme esou vill Better bäikommen. An et soll flächendeckend eng Garantie ginn, déi een also misst hei am Land garantéieren.

An da misst ee sech och d'Fro stellen iwwer d'Reserven. Et ka jo och emol eng Kéier eng Noutsituatioun, et kann eng Kéier eng Katastroph kommen: Wa mer wëssen, wéi mer haut alles beluecht hunn, dann hu mer an esou Situatiounen grouss Problemer hei am Land. Also, mer mengen och, datt an Hisiicht vun enger Reserv onbedéngt hatt misse weidergeduecht ginn. Et gëtt een de Verdacht net lass, datt hei net déi optimal medezinesch Betreuung am Vierdergrond steet, mä éischter ekonomesch Iwwerleeungen.

Datselwecht fanne mer bei den Urgencen. Wien huet net schonns selwer et erlieft oder dervun héieren, datt d'Leit musste stonnelaang waarden, fir an enger Urgence bäizekommen? Ech mengen, haut ass nach en Artikel am „Lëtzebuerg Wort“ vum Generaldirekter vun Hôpital Robert Schuman Kierchbiereg. Hie seet, si wiere momentan bei enger Moyenne vun 2,5 Stonnen ukomm, wat d'Waardezeit an den Urgencen ubelaangt. Dat ass eng Moyenne, dat heescht, eng Moyenne, do sinn dann och Leit, déi nach méi laang musse waarden.

Ech ginn do de Spideeler net d'Schold. Mä et ass einfach eng Saach vun de Strukturen, vun de Moyenen, vun den Infrastrukturen, vun de Leit, déi do beschäftegt sinn, wat einfach net duergeet. Mä et muss ee wëssen, datt d'Leit dat net kënnen esou akzeptéieren. Heivun hunn ech net genuch héieren an dëser Debatt: Wat mer maachen, fir eben och déi Urgencé kënnen esou erofzesetzen, datt een zu enger vernünftiger Zäit bäikënn. An datt och eng Selektioun muss kënnen gemaach ginn, datt also Leit, déi net esou krank sinn, vläicht net esou séier bäikommen, a Leit, déi méi schwéier krank sinn, méi séier bäikommen.

Eng äänlech Situatioun hu mer bei de Maternitéen. Mir hate viru Joren dramatesch Situatiounen hei am Land, wou d'Maternitéen esou voll waren, datt mer zum Beispill e Fall haten, wou eng Fra, déi Zwillingen erwaart huet an déi dunn urgent huet missen ageliwwert ginn, hei am Land keng Plaz méi krëtt huet. A si huet missen an d'Ausland transferéiert ginn. Leider huet déi Fra dunn am Ausland an engem Spidol e Virus oppgeraf, wat zur Konsequenz hat, datt déi zwee Kanner ganz staark handicapéiert op d'Welt komm sinn. An der Tëschenzeit ass eent vun deene Kanner gestuerwen, dat anert

Kand, ganz schwéier handicapéiert, lieft awer nach.

Ech hat deemools eng Question parlementaire gestallt, wéi dat méiglech wier, datt mir hei am Land keng Plaz hunn, wann esou Fäll virkommen, déi mer iwwerhaupt net kënnen ophuelen, an datt mer déi da mussen an d'Ausland schécken. Et ass schummewäert fir e Land ewéi Lëtzebuerg, datt esou eppes nach hei an dësem Land virkënn! D'Äntwert, déi ech vun der Madamm Ministesch deemools krëtt hunn, ass: Si huet confirméiert, datt mer zäitweilig esou Situatiounen hunn, datt mer Leit mussen an d'Ausland schécken, well mer eben net genuch Better hunn.

An ech hat och gefrot, wou d'Ursaache sinn. An d'Ursaache sinn am Fong - ech wéll dat elo awer net negativ gesinn -, datt mer eng ganz Partie vu Fraen hunn, déi aus der Grenzregioun hei op Lëtzebuerg accouchéiere kommen. An et waren deemools tëschent de Joren 2010 an 2014, kann ee bal soen, 500 Accouchementen, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach gi si vu Fraen, déi an der Grenzregioun wunnen.

D'Ursaach, firwat datt déi heihinner kommen, ass och beantwert ginn, an zwar engersäits aus praktesche Grënn, wa se hei schaffen. Se si vläicht och gär méi no bei engem Dokter alles. Dat ass alles verständlech. An déi zweet Ursaach, déi d'Madamm Minister awer geäntwert huet, ass, well an der Grenzregioun Maternitéen zougemaach si ginn. Dat heescht, déi hu genau dat gemaach, wat mir och zum Deel hei gemaach hunn, wann ech u Woltz douewen denken: Déi hunn zougemaach. An dann ass et fir déi Leit ebe méi bequem, op Lëtzebuerg ze kommen.

Duerfir mengen ech, wann een och Woltz kuckt, wat mer zougemaach hunn, wat e Spidol war, eng Maternité war, wou d'Leit awer méi wéi zefridde waren, do ass zougemaach ginn. An all déi Leit muss sech elo op Ettelbréck oder an d'Stad bewegen. A souguer sonndes, d'Weekender a während den Nuechte muss se an d'Urgencen an d'Stad fueren. A wann ee weess, wivill datt dat an Zäit bedeit, fir bis heihinner dann an d'Stad erfzokommen, a jiddweree weess, wéi wichteg, jee no deem wat fir eng Krankheet et ass, den Zäitfaktor ass, dann ass dat och eng Situatioun, déi net kann toleréiert ginn.

Datselwecht ass bei de Maison-médicallen, mengen ech, wou een net däerf vergiessen - wat jo eng gutt Iddi war, wou een zwar och kann driwwer diskutéieren - a wou mer awer wëssen, datt zum Beispill e ganze Bezierk, den Osten, keng Maison médicale huet. Dat heescht, all déi Leit an deem Bezierk - deen zitt sech jo relativ vu Jonglënster, lechernach, d'ganz Musel erop - mussen dorobber verzichten. An ech mengen, et ass awer eng vun de Verfluchtungen vun engem Stat, fir derfir ze suergen, datt mer flächendeckend jiddwer Bierger déiselwecht Méiglechkeeten ubidden, fir ebe kënnen déiselwecht optimal medezinesch Betreuung garantéiert ze kréien.

An deem Zesammenhang wollt ech och hei aklénken, wéi wichteg d'Sprooch am Gesondheitssecteur ass, datt d'Leit sech ënnereene kënnen verstoen a matenee schwätzen. Dat ass selbstverständlech d'Sprooch. Mir wëssen, datt mer hei am Land Gott sei Dank kënnen an d'Grenzregioun medezinesch Personal siche goen, well ouni dat géif eise Gesondheitssecteur net méi fonctionnéieren. Déi kommen aus Däitschland, aus Frankräich oder aus der Belsch.

Mä mer wëssen awer och, datt dat mat Problemer ze dinn huet, wat d'Sprooch, wat d'Kommunikatioun ubelaangt. A mer wëssen awer och, wéi wichteg datt et ass, datt déi Leit matenee kënnen diskutéieren a sech verstinn. Dat hu mer engersäits beim Personal ënner sech, awer och beim Personal mat de Patienten. Et ass net all Mënsch hei am Land, deen engem direkt op Franséisch kann erklären, wou e wat wéini wéi huet. Dat ass, mengen ech, am normale Jargon vun de Leit derbäi.

An duerfir si mir der Meenung, datt et misst obligatoresch ginn, datt am Spidolssecteur déi Leit, déi hei an d'Land kommen an déi d'Sprooch och net schwätzen, bannent engem bestëmmten Zäitraum missten eis Sprooch kënnen schwätzen, an datt een och misst geziilt asetzen, datt déi Leit hir Coursen obligatoresch während der Aarbechtszäit kréien, fir datt déi Kommunikatioun tëschent dem Personal an tëschent dem Personal an de Patienté ka besser an optimal fonctionnéieren.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - E Personal, wat sécherlech eng enorm wichteg Roll spillt. An ech mengen, keen heibanne gesäit déi ganz medezinnesch Betreiwung am Gesondheetssecteur anescht, wéi datt d'Leit do ganz vill gutt Aarbecht leeschten an datt déi Leit awer ganz vill ënner Drock stinn.

An ech mengen, ech hu virun iwwert d'Zemmere geschworen, d'Bettenzuel, déi eiser Meinung no net genuch eropgesat gëtt, och am Verglach zu deenen anere Länner. Esou wësse mer awer och, datt d'Besetzung vum Personal, vun Infirmiären an esou weider, datt mer där net genuch hunn an datt déi Leit dann och ganz dacks ënner Drock stinn an net kënnen déi Fleeg zoukomme looschen, déi d'Patiente bräichten.

Een anere Punkt, wou d'Leit am Land och kee Versteesdemech hunn, dat ass den IRM, well mir wëssen, datt een hei am Land heiansdo muss méintelaang waarden, fir do bäizekommen, datt mer d'Leit da léiwier an d'Ausland transferéieren. Et ass zwar elo e weideren IRM an Aussicht gestallt ginn, mä ass et net traureg, datt mer hei am Land net déi Infrastrukturen, wat d'IRMen ubelaangt, hunn, déi ee wierklech bräicht?

Et ass eis elo kuerz wierklech erëm e Fall zougedroe ginn, wou eng Persoun samschdes an d'Spidol ageliwwert ginn ass a gesot kritt huet, se géif awer net virun dënschdes beim IRM bäikommen. An iwwert de Weekend ass d'Fra gestuerwen. An d'Leit hunn duerfir kee Versteesdemech. A mat Recht hunn d'Leit duerfir kee Versteesdemech, datt mer déi Infrastrukturen net hunn!

Vill Leit soen haut, datt eise Statsminister an eise Wirtschaftsminister geschwënn an de Weltraum fléien, op de Mound fléien, mä mir hu kee Geld, fir déi IRMen hei ze bezuelen. An ech mengen, dat muss eng absolut Prioritéit sinn. An d'Fro stellt sech och, firwat datt mer do net Privatinitiativen akzeptéieren. Et gëtt jo och Gruppe vun Dokterinnen, déi wëllen esou eppes uschafe looschen. Mir als ADR sinn der Meinung, datt een dat sollt ënnerstëtzen. Eng gesond Konkurrenz deet och engem Gesondheetssecteur gutt: engersäits de Spideeler, anerersäits den Dokterinnen, déi dat solle maachen. An et soll een déi d'selwecht behandelen, wéi dat soll sinn. Awer mir sinn do fir eng gesond Konkurrenz.

Dann ass ganz vill iwwert d'Diskussione mat der Dokteschassociatioun, der AMMD, gesot ginn. An ech mengen, wann dat Gesetz haut aneschters ausgesäit, wéi et ausgesinn huet, wéi et deponéiert ginn ass - a mir erënneren un all déi Amendementer, déi gemaach gi sinn -, dann ass dat awer... Et muss een da fairerweis... Verschidde Riedner vun de Majoritéiten hunn haut hei am Fong op d'AMMD geklappt, mä ech géif mengen, se hätte besser, se hätten deenen haut Merci gesot, well vill vun deene Verbesserungen, déi haut an deem Gesetz bäikomm sinn, déi hutt Der deenen ze verdanken.

Well wann ech de Communiqué kucken, deen d'AMMD de 27. November d'lescht Joer erausginn huet, do schreiw se am Fong, datt dat anert, wat am Fong als Projet de loi deponéiert ginn ass: «n'a été rien d'autre qu'une base de travail», schreiw se am Fong. De Rescht ass am Fong en cours de route gemaach ginn, awer och datt versicht ginn ass, d'AMMD quasi an Zukunft auszeschlësse vun allen Diskussione, vun alle Verhandlungen, déi solle kommen.

A wann een alles kuckt, wat se an hirem Communiqué do geschriwwen hunn, dann ass dat wierklech eng ganz grav Accusatioun. An ech mengen, et huet och vläicht missen am November esou ee krassen a staarken... Ech hu selte vun enger gewerkschaftlecher Organisatioun esou e scharfe Communiqué gelies wéi deen, deen d'AMMD do de 27.11. public gemaach huet.

An d'„Tageblatt“ huet et am Fong geschter gutt resuméiert, wou se soen, datt d'AMMD dee richtige Drock zum richtige Zäitpunkt ausgeübt hätt an datt am Fong d'Gesondheitsministerin doropshin agelenkt huet an et an der Schlussphas geännert huet, fir datt eben do konnt eng gewëssen Entwartnung kommen.

Mir, Här President, sinn der Meinung, datt et net un der Politik ass, fir an d'medezinnesch-therapeutesch Behandlungen anzewierken. Dat ass e Recht, wat reng d'Medezinner hunn.

Mir hunn heiansdo de Verdacht, datt hei wierklech richtig vum Stat aus versicht gëtt, eng Muecht auszeüben, dee ganze Secteur ënner seng Fittichen ze kréien. Do si mir als ADR net

dermat d'accord. Déi Leit mussen fräi sinn, fir kënnen hir therapeutesch Betreiwung esou anzesetzen, wéi et méiglech ass, fir déi beschtemméiglech Medikamenter an Apparater anzesetzen, déi si fir richtig halen, an déi dat net dierfer vun engem anere vu bausse virgeschriwwen kréien.

D'ADR ass duerfir mat ville Punkten aus deem Gesetz net averstanen. A mir wäerten duerfir dergéint stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, d'Organisatioun vum Spidolswiesen ass ee vun deene groussen a wichtige Piliere vun eisem Gesondheessystem. De Spidolssecteur gëtt bal ganz ëffentlech a solidaresch finanziert a berout um Prinzip vum universalen Zougang fir jiddwereen, onofhängeg vu senger finanzieller Situatioun.

Déi meescht vun eis kennen a gesinn d'Spideeler aus der Perspektiv vum Patient respektiv vun deem, deen e Patient besiche geet. A wann ee selwer Patient ass, ass et dacks eng onangeneem Situatioun, zumindest awer eng ganz sensibel, well se per Definitioun an déi intiimste Beräicher vun engem Mënsch agräift. Duerfir ass et eng absolut Noutwendegkeet, datt am Spidolswiesen de Patient mat sengen individuelle Besoinen am Mëttelpunkt steet.

Mir müssen awer och feststellen, datt dat net ëmmer de Fall ass. Et ass schonn e puermol ugeklongen: D'Beispill vun der Organisatioun vun den Urgencen ass esou eent, wat bei ganz ville Leit zu hefteger a berechtigter Kritik gefouert huet an och am Moment nach amgaangen ass ze féieren.

Gläichzäitig misst et den Usproch vun der Spidolsplanung sinn, souwuel op déi aktuell Problemer anzegoen doduerch, datt ee se erkannt huet, a Léisungen dozou ze proposéieren, wéi awer och de Kader ze schafen, fir zukünftige Entwécklungen ze antizipéieren.

An déi Eerausforderunge fir déi nächst Jore si komplex a villfälteg. D'Krankheitsbiller ännere sech. De medezinnesche Fortschritt muss am Interessi vum Patient encadréiert ginn. D'Altersstruktur vun der Populatioun, an domadder vu potenzielle Patienten, evolueiert. A virun allem zu Lëtzebuerg: D'Populatioun wiss, a se wiss ganz schnell.

Grad zu Lëtzebuerg ass also d'Planung vun der Organisatioun vum Spidolswiesen essenziell an déi zentral Fro ass: Ass dëst Gesetz, deesen Text, dee mer elo hei virleien hunn, op der Héicht vun deenen Eerausforderungen? Mir mengen, datt d'Äntwert mitigéiert ass.

Mir begreissen als Éischt, datt d'Planification hospitalière iwwer Gesetz geschitt an net iwwer Règlement grand-ducal. Well eréischt d'Obligatioun, e Gesetz ze maachen, huet et erméiglecht, datt hei an der Chamber intensiv konnt driwwer diskutéiert ginn. An doduerch ass et och zu enger ëffentlecher Debatt komm. Enger kontroverser, deels kontradiktorescher Debatt, déi och deemtsprechend gefouert gouf, mä déi awer och gehollef huet, deen urspréngleche Projet op verschidde Punkten ze verbessern. Mä punktuell Verbesserungen bedeiten net automatesch, datt et doduerjer och schonn e gudder Projet ass.

Fir dat ze verstoen, muss ee vläicht e bëssen an der Zäit zrëckgoen a kucken, a wéi engem politesche Kontext en entstanen ass. Mir hate viru fënnf Joer, am Juli 2013, eng éischt Consultationsdebatt iwwert den zukünftige Spidolsplang. A wann een déi Debatten nach eng Kéier noliest, da stellt ee fest, datt do ganz vill vu ville Säite geschwat ginn ass iwwer Käschtene-reduzéierung a Käschteneffizienz.

Mir waren deemools, 2013, matzen an der Héichzäit vun der Austeritéitspolitik, an alle Beräicher, an iwwerall ass gekuckt ginn, fir an éischer Linn Ausgaben erofzesetzen. An an deem Esprit ass eben och dese Projet entstanen. An doranner besteet eis Haaptkritik.

Och haut mierkt een an deem Text nach de Geescht vun enger Spuerpolitik, déi zwar am Verlaf vun den Aarbechten deelweis ofgeschwächt gouf, awer där hir Logik sech nach ëmmer duerch den Text zitt. An am offensichtlechsten ass dat fir eis um Fait vun der Begrenzung vun der Bettenzuel, op jidde Fall an am offensichtlechsten am Fall vun der Begrenzung vun den Akutbetten, déi den allergréissten Deel vun de Spidolsbetten duerstellen.

Well et ass schonns erstaunlech, datt een eng Spidolsplanung fir zéng Joer mécht an e ganz restriktive Maximum u Better definéiert, déi an de Spideeler zur Verfügung stinn. Mir mengen, datt een domadder d'Päerd vun hannen opzeimt. Et grenzt een näämlech de Spillraum fir zukünftige Entwécklungen extrem an an et

erhéicht een domadder den Drock op all d'Bedeelegte op d'Spideeler, op d'Dokteren, op d'Fleegepersonal, méiglechst käschteneffikass ze schaffen.

Ech bezweifelen allerdéngs, datt dat an der Realitéit ëmmer am Interessi vum Patient ass, well d'Gefor besteet, datt hie mat sengen individuelle Besoinen mat esou enger Approche ze kuerz kënn.

Déi begrenzte Bettenzuel gëtt ënner anerem domadder begrënn, datt et am Spidolssecteur drëms géif goen, de Virage ambulatoire virzehuelen, also datt d'Patienten eventuell moies en Agrëff am Spidol gemaach kréien an owes erëm doheem kënnen sinn, an datt duerch déi Entwécklung proportional manner Better an Zukunft gebraucht ginn.

Dee Virage ambulatoire ass awer eng zwee-schneideg Geschicht. Engersäits ka sécherlech de medezinnesche Fortschritt derzou féieren, datt bestëmmt Agrëffer fir de Patient manner belastschend sinn. Dat ass eng positiv Entwécklung, déi och schonn amgaangen ass. An natierlech ass jiddwer Patient frou doriwwer, esou séier et geet erëm op de Been ze sinn an doheem ze sinn. Mä wann e Virage ambulatoire net anstännesch encadréiert ass, da risquéiert en en Alibi ze sinn, fir Käschten erofzesetzen, ze spueren an domat de Patient ëmmer méi zum onangeneeme Käschtfaktor ze maachen.

An esou zimlech jiddem Avis, deen zu deem Gesetzesprojet verfaasst gouf, steet, datt deen ominöse Virage ambulatoire awer justement net encadréiert wier. Dat soen d'Dokteren, dat seet d'Fleegepersonal, dat seet d'Salariatskummer, déi vun enger „Nébuleuse“ schwätzt. An dat seet souguer de Statsrot.

Well déi ambulante Behandlung féiert zwar derzou, datt e Patient manner laang e Spidolsbett besetzt, mä se bräicht awer, wann ee se konsequent virundreiwe wëllt, e kloren Encadrement vir an nom Agrëff, dat heescht och am ausserspidolesche Beräich. De Virage ambulatoire misst eigentlech eng Zort Jarnéier sinn téschent Spidol a Fleeg doheem a bräicht och duerfir an eisen Aen en eegene Kader. Dovunner ass an deem Text hei keng rieds. Wat bleift, ass den Drock, d'Bettenzuel proportional zur Populationsentwécklung ze reduzéieren.

Der Spidolsplanung zugronn läit d'Carte sanitaire, déi eng Zort Bestandsopnam ass vun der aktueller Situatioun an op där hirer Grondlag d'Projektiounen an d'Zukunft gemaach ginn.

Vu ville Säiten ass kritiséiert ginn, datt déi Zuelen aus der Carte sanitaire just schwéier novollzëibar sinn, an dowéinst gëtt souguer un der Fiabilitéit vun deesen Zuele gezweifelt. Virun allem awer ginn, an dat schéngt eis am bedenklichsten, d'Projektiounen un den zukünftige Besoinen a Fro gestallt. An effektiv: Zu Lëtzebuerg wäerte bei der aktueller Entwécklung an zéng Joer téschent 100.000 an 150.000 Awunner méi liewen. Dat stellt eist Land viru gross Eerausforderungen, och a grad am Spidolssecteur.

An duerfir ass et fir eis net novollzëibar, datt bei esou enger staarker demografescher Entwécklung gläichzäitig e ganz restriktiven Deckel op d'Bettenzuel geluecht gëtt. An dobäi ass och déi wuessend Zuel vu Frontalieren net mat agerechent, déi dagsiwwer hei am Land sinn an och medezinnesch Besoinen hunn. Iwwerhaupt bedauere mer, an och do si mer net eleng, datt bei deem Projet net de Versuch ënnerholl ginn ass, iwwer eis Grenzen ewech ze denken a Partnerschaften oder Kooperatiounen mat eisen Nopeschregiounen ze sichen.

Här President, wa mer an Europa ronderëm eis kucken, da si mer ganz besuergt iwwer neoliberal Tendenzen a villen europäesche Länner, déi drop ofzilen, d'Santé als Maart ze gesinn. É Maart, an deem gewënnorientéiert Entreprise versichen, sech a virun allem hiren Aktionäre säfteg Profitteer zoukommen ze looschen. A mir wieren eis vehement dergéint, datt d'Santé publique, d'Gesondheet vun de Leit, zu enger Wuer degradéiert gëtt!

Zu Lëtzebuerg hu mer an deene leschte Joren a Méint äänlech Tentativé gesinn, notament vu verschiddene Multinationallen am Beräich vun de Laboratoiren. Doduerch ännert sech natierlech de Wäert vun enger Blut- oder Urinproef. Gëtt se an engem ëffentleche Labo gemaach, dann ass de Wäert vun esou enger Proef demokratesch festgeluecht. Gëtt se dergéint vun engem Betrib definéiert, da geschitt dat an enger Profitlogik, da gi verschidde Prouwen ekonomesch méi rentabel wéi anerer.

An doduerch ginn Entwécklungen lassgetrueden, wéi mer se elo och schonn zu Lëtzebuerg gesinn hunn. Et entbrennt näämlech eng Kompetitioun ëm verschidde Aktivitéitsberäicher oder ëm Typpe vun Analysen, déi besonnesch lukrativ sinn. Déi vill Privatlaboen, déi mëttlerweil wéi Champignonen aus dem Buedem wuessen, maachen dees Entwécklung siichtbar.

Déi wuessend Rentabilitéit vun de Laboen zitt Investoren un, déi natierlech nach méi Rentabilitéit wëllen. Zu Lëtzebuerg ass dat ganz aktuell. Virun e puer Méint eréischt ass dee gréisste lëtzebuergesche Betrib an deem Beräich vun engem Schwäizer a kanadeschen Investmentfong opkaaft ginn, nodeems dee Betrib e puer Joer virdu schonns vun engem aneren Investmentfong opkaaft ginn ass. Dat ass also e ganz rentabele Business, wou riseg Margen erziilt ginn.

Dës verschidde Aspekter weisen, datt d'Privatiséierung vu verschiddenen essenzielle Services am Spidolswiesen zu perversen Entwécklungen féiere kann. An dat ass de Contraire vun där soi-disant gesonder Konkurrenz, vun där virdu mäi Virriedner geschwat huet.

Duerfir begreisse mer ausdrécklech, datt zumindest d'Prouwen, fir Anapath respektiv genesch Dispositionen ze diagnostizéieren, ausschlieslech vum LNS dierfe gemaach ginn an dees Beschränkung och eng gesetzlech Basis kritt. An deem Punkt ënnerstëtze mer d'Regierung voll a ganz. Grad bei dese Prouwen, deenen hiert Resultat oft iwwer Liewen an Doud entscheede kann, erschéngt et eis wichteg, datt se net enger privatwirtschaftlecher Logik sollen ënnerworfen sinn.

Här President, et wäert wuel iwwerraschen, datt mir, bei engem Aspekt, deen elo nach relativ weineg ugeschwat ginn ass, wat d'Beschäftigung vun den Dokterinnen ugeet, staark Sympathie fir de Modell vum Médecin salarié hunn; e Modell, deen et och schonn zu Lëtzebuerg gëtt an deen och seng Prouwen gemaach huet. Domadder wëlle mer natierlech net soen, datt dat d'Léisung vun alle Problemer wier, mä et entsprécht awer och enger reeller Demande vun enger Retsch Dokterinnen a grad jonken Dokterinnen.

Ech denken och net wéi anerer, datt dat zu engem massive Mangel un Dokterinnen féiere géif, well och de Médecin salarié au besoin iwwerstonne maache kann, esou wéi all Salarié am Kader vum Code du travail. An op där anerer Säit woen ech awer och ze bezweifelen, ob d'Qualitéit vun der medezinnescher Aarbecht onbedéngt an d'Luucht geet, wann ee bis 50, voire 60 Stonne geschafft huet. An dat ass onofhängeg vum aarbechtsrechtleche Statut.

A wann ee sécherlech laang a breet iwwer Viran Nodeeler vun deenen zwee Modeller diskutéiere kéint, fanne mer et awer schued, datt zumindest op eng Propos vum Conseil supérieur des professions de santé net zrëckgegraff ginn ass. An dat ass d'Propos, datt een zumindest bei deene Medezinner, déi den allergréissten Deel vun hire medezinneschen Aktivitéiten am Spidol selwer maachen, mat Apparater, déi vun der ëffentlecher Hand finanziert sinn, seriöserweis iwwerleee sollt, se als Salarié anzustellen.

Här President, d'Planung ass eppes Wichtige, wann een d'Zukunft preparéiere wëllt. An eist Land leit zanter Joren ënner enger mangelnder oder inkohärenter Planung, an dat a ganz ville Beräicher. Den Usaz vun der Gesondheitsministeresch ass sécher richtig, net nëmme wëllen e Spidolsplang opstellen, mä eng Planung, also en dynamesche Prozess, dee regelméisseg evaluéiert an au besoin kann ugepasst ginn.

Mä mer mussen leider feststellen, datt dees Planung an engem ze vill enke Corsette stafféiert an datt wichteg Elementer dovunner net konsequent duerchducht sinn. Mir zweifelen och drun, datt aktuell Mësstänn, wéi zum Beispill bei den Urgencen, duerch deesen Text kënnen verbessert ginn. An dat misst awer d'Aufgab vun esou engem Projet wéi deem heiten zumindest och sinn.

Duerfir menge mer, datt trotz verschiddenen a punktueller Verbesserungen par rapport zur aktueller Situatioun deesen Text net op der Héicht ass. An duerfir kënnen mer em och net eis Zoustëmmung ginn. Mir wäerten eis enthalten.

Ech soen lech Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Martine Mergen.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, och ech géif mech enger Rei vu menge Virriedner uschlëssen, fir souwuel der Madamm Minister wéi och hire Mataarbechter, no deene ville Stonnen, déi mer geschafft hunn an der Kommissioun, Merci ze soen. A vill Leit hunn et och scho gesot: Den Text ass an deenen 30 Sätzungen, ob dat elo vu bausen oder ob dat duerch d'Aarbecht vun ons aneren aus der Kommissioun komm ass, verbessert ginn. Trotzdeem, wa mer en haut kucken, wa mer haut driwwer diskutéieren, et ass e bësse wéi den Anticlimax. Well mer esou laang driwwer geschwat hunn, ginn ech awer un dat Zitat vum Horaz erënnert: „Der Berg kreiße und gebar eine Maus.“

Hei gi 15 Joer Gesondheetspolitik aus der Ver- gaangenheet, wann net 20 Joer bëtonéiert. Dat heescht, dëst Gesetz ass eigentlech d'Fortfë- rung vun fréiere Règlement grand-ducal iwwert d'Planifikatioun vun de Better, mat anere Moyene selbstverständlech. Ech soen, déi Moyenen, déi oppewant gi sinn, déi ware beträchtlech. Mä ech sinn och der Meenung, dass de Secteur hospitalier mat enger Rüstung ëmklamert gëtt, an där e sech net oder nëmme ganz schwéier ka weiderentwëckelen.

Weiderhin hu mer an deemem Land eng spidols- orientéiert Gesondheetspolitik. An do menge mir och, dass dat net den Nec plus ultra ass. Ons feelt villméi, an den Här Halsdorf huet et scho gesot, eng Gesamtapproche vun der Of- fer am Secteur vun der Gesondheet.

Zwee Drëtzel vun den Akten a Consultatiounen ginn net an de Spideeler gemaach, mä am am- bulante Beräich. Mir sinn der Meenung, dass et hei hätt misse parallel zu enger massiver Mobi- lisatioun vun de Kollaboratiounen tëschent dem Ambulanten an dem Secteur hospitalier kommen, well soss kënnen mer nach dräi Spideeler bäibauen, mä op d'Besoinen vun onser Populatioun ass d'Spidolentwëcklung net eleng eng Antwort.

Mir lafen hannendru mat Moosnamen, déi vläicht engem Istzoustand entsprechen, déi awer net genuch Flexibilitéit an Dynamik ver- spriechen, fir op d'Fortschrëttler vun der Mede- zinn an awer och vun der Technik - d'Roboter, d'robotiséiert Medezinn, och dat ass verschi- dentlech ugeschwat ginn -, op d'Entwëcklung vun onser Populatioun, mä awer och op eng méi grouss Mobilitéit vun engem groussen Deel vun onser Populatioun Rücksicht ze hue- len.

Virprogramméiert ass domadder e Medezinn- tourismus an der Groussregion, nonobstant zu deene Leit, déi heihinner kommen, fir hir Kanner op d'Welt ze setzen; wat ech begrëi- sen, déi ugeschwat gi sinn. Mir sinn awer der Meenung, dass de Medezinntourismus leider nëmmen an eng Richtung geet, an zwar aus onsem Land eraus.

Den Här Halsdorf huet schonn ons global Ap- proche virginn an och déi Avantagen, déi mir an deemem Gesetz awer fannen, erausgeschilt. Duerfir kann ech mer et erlaben, op déi puer Saachen hinze weisen, mat deene mer net d'ac- cord sinn. Ech géif och, wann nach ee sech kann erënneren, op meng Ried vun 2013 hiweisen, wou ech ganz am Detail op déi ver- schidde Spezialitéiten a Punkten agaange war.

De Virage ambulatoire, deen eigentlech „Vi- rage vers l'ambulatoire“ misst heeschen, wäert et an e puer Joer erméiglechen, datt zwee Drët- tel vun den Agréffer a Behandlungen an engem Dag ofzewëckele sinn. Ob dat elo zwou Stonne sinn, véier Stonnen oder aacht Stonnen ass u sech onwesentlech, mä et ass: Entrée a Sortie vum Patient deesewechten Dag.

Dat wäert klorerweis de Bettenbedarf relativ erfrosetzen an de Spideeler. Awer doranner ass nach ganz vill Zäit an Entwëcklung ze stiechen, bis et esou wäit ass. De Virage vers l'ambula- toire, dee wäert nëmmen da méiglech sinn, wann déi néiergeloosene Dokter am Virfeld vun deem Agréffer an och am Postoperatoire agebonne ginn.

Wann eng Operatiounswonn muss den Dag no der Operatioun gekuckt ginn, wann e Verband muss gemaach ginn, da kann et net sinn, dass de Patient sech muss Kilometeren a Kilometeren deplacéieren, fir fënnf Minutte vun engem gesinn ze ginn. Dat kann och säin Hausdokter maachen. Dat kann den Edy zum Beispill ma- chen an engem Patient erlaben, dass en net muss zweemol 30 Kilometer...

(Interruption)

Souguer an der Chamber.

(Hilarité)

Dat kann och en Dokter doheim maachen. Dat muss net onbedéngt an engem Spidol sinn.

Ech selwer hunn Erfahrungen, well ech an engem Domän sinn, deen net gradesou oppen ass wéi d'Spideeler, andeem ech Fotoe mache vun de Pathologien a se dann net an de Statslabo, mä awer weiderschécken un ee vu menge Spezialistekolleegen.

Ganz viles kann een iwwer Kommunikatioun an deemem Domän maachen. A mir mengen, dass de Virage vers l'ambulatoire nëmme kann dann optimal passéieren, wann den ambulante Secteur mat agebannen ass.

Ech wëll och haut op dem Här Schummer säin Interview an enger... an onser Zeitung... an der Zeitung, pardon,...

► **Une voix.** - „An onser Zeitung“!

► **Mme Martine Mergen** (CSV). - ...am „Wort“...

(Brouhaha et hilarité)

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - „An onser Zeitung“!

► **Mme Martine Mergen** (CSV). - Pardon, dat war e Lapsus. An „der Zeitung“!

► **M. André Bauler** (DP). - Am Bëschof sen- gerer Zeitung.

► **Mme Martine Mergen** (CSV). - An enger Dageszeitung, okay? Hale mer et esou fest.

(Interruption par M. Gast Gibéryen et hila- rité)

...rappeléieren, wou den Dokter Schummer, deen ëmmer ganz fortschrëttlech Iddien huet, vun engem Hotel bei hirem Spidol schwätzt. An ech fannen och déi Iddi net oninteressant.

Richtig wier et also deemno, d'Ëmfeld vum Pa- tient ze berücksichtigen a vu virewech d'Gene- raliste mat anzubannen. Esou wéi dat elo virge- sinn ass, packt de Spidolssecteur dat net.

A wann ech bei Entrée a Sortie an engem Dag sinn, da wëll ech och gär, wéi esou vill Virried- ner, en Ofstiecher an d'Service-d'urgencé ma- chen. Dir wësst, dass ech deen éischten Dokter hei am Land war, dee spezifesch fir d'Urgencen an engem Spidol age stellt gouf. Ech hunn deemno materléift, a wat fir engem Ausmooss dese Secteur explodéiert ass. An dat ass net nëmmen op de Wuesstum vun der Populatioun zrëckzeféieren, mä op eng déif verwuerzelt Op- faassung: „Urgence heescht, et muss schnell goen“; obwuel d'Medien ons Dag fir Dag de Contraire erzielen.

Mat der Schafung vun de Maison-médicallen ass versicht ginn, d'Urgencen ze desengorgéieren. Dat ass awer, wann een d'Kloen dobaus- sen héiert, wuel net gelongen. Onser Meenung no misst een den Accès zu den Urgencen anescht organiséieren.

E Patient misst zum Beispill kënnen op enger zentraler Telefonsnummer scho virorientéiert ginn. E muss gesot kréien: Wou hunn ech hei am beschten ze goen, fir dat, wat ech hunn? Wou kréien ech am séiersten an am beschten Hëllef? Dat kéint zum Beispill den 112 ma- chen, awer mat deem richtige Personal, oder awer eng aner Plaz, wou ee souguer vläicht géif Medezinner op den Telefon setzen, déi d'Leit kéinten do beroden.

Et kéint een och Incitante virgesinn - a wann ech Incitante soen, da mengen ech net nëm- men där moralescher, mä ech mengen och där finanzieller -, fir d'Generalisten, besonnesch déi, déi a Gemeinschaftspraxen organiséiert sinn, dozou ze incitéieren, fir hir Praxis méi laang opzeloossen. Well dee gréissten Undrang ass erfahrungsgeméis an den Urgencen zu deenen Zäiten, wou d'Leit net méi kënnen bei hiren Dokter oder bei en néiergeloosenen Dokter goen. Et ass meeschtens owes a méin- des moies, well do sinn et der ze vill, déi wëlle bei den Dokter goen.

D'Service-d'urgencé verfügen iwwer Lit-porten. Si hunn d'Autorisatioun, déi ze féieren, mä d'Dokteren hu keen Tarif derfir. Dat heescht, si këmmere sech dee ganzen Dag ëm de Patient fir den Tarif vun enger Consultatioun. De Personal schlüssel vun den Infirmière geet net duer an de Polykliniken an den Urgencen. A schlisslech fir déi Patienten, déi müssen herno dobleiwen, do müssen och genuch Better am Spidol zur Verfügung stoen.

Mir hunn effektiv eng Moyenne de séjour an de Spideeler, déi erfoget. Dat ass och eng richtig Entwëcklung, och da mam Virage vers l'ambulatoire. Allerdéngs ginn et ëmmer Stousszäiten, ginn et ëmmer Zäiten, wou méi Better gebraucht ginn. An dee Moment ass et awer da leider esou, dass der an engem Spidol net genuch zur Verfügung stinn.

An dofir menge mir, dass een hätt kënnen mat enger gewëssener Flexibilitéit eng Aart Reserv- better virgesinn, wou e Spidol oder wou de ganze Secteur zesumme ka kuerzfristeg a fir eng kuerz Zäit Better mobiliséieren, déi soss net do sinn.

De System vun den Urgencé muss am Ganze reforméiert ginn, souwuel en aval wéi och en amont. D'Leit muss besser berode ginn an dat ass nëmme méiglech, wann Der déi néierge- loosse Generaliste mat an d'Boot huet.

Kuckt emol an d'Urgencen! Déi Dokter, déi do schaffen - an ech mengen, vill vun lech hu Responsabilitéiten och am Spidolssecteur -, déi packen et meeschtens net méi wéi e puer Joer. An da sinn der vill, déi maachen nëmmen eng Garde am Mount oder zwou Garden am Mount. An ech kann lech soen, et ass schreck- lech frustrant, net nëmme fir e Patient, laang ze waarden, mä och fir d'Personal an den Ur- gencen, well se nëmme granzeg Patienten hunn, net well se schlecht pris en charge geholl gi sinn, mä well se esou laang hu misse waar- den.

Wann ee vum Spidolplang schwätzt - an dat hunn och schonn e puer vu menge Virriedner

gemaach -, da muss een awer och kuerz iwwert d'Tariffer schwätzen, och wann dat an engem anere Ministère geschitt.

Mir hunn nach ëmmer nëmmen en Embryo vun enger Nomenklatur. Ech hu mer soe ge- loos, dass mer amgaange sinn, eng spezifesch lëtzebuergesch Nomenklatur ze entwëckelen, wou ech mech zwar froen, ob mer wierklech keng am Ausland fonnt hätten, déi mer hätte kënnen hei am Land an enger adaptéierter Form iwwerhuelen. Mä mir sinn der Meenung, dass dat net séier genuch geet.

Mir hunn an der Vergaangenheet, enfin och elo nach, an engem System geschafft, wou d'Nomenklatur dauernd de medezinnesche Fortschrëttler an de Méiglechkeeten hannen- drugelaf ass. Mir hunn eng Nomenklatur - an dat ass, mengen ech, vun der Madamm Lorsché gesot ginn -, déi dem Facteur Zäit an dem Acte intellectuel an der Responsabilitéit net genuch Rechnung dréit. Dofir sinn net ar- méiert Spezialitéit par rapport zu deenen anere Spezialitéit vill méi schlecht gestallt. An dorënner leit och net nëmmen den Dokter. Wann en Dokter muss oder wëllt vill schaffen, fir méiglech vill Patienten ze gesinn, dann huet en natierlech net déiselwecht Zäit fir deen eenzelne Patient.

Mir müssen och an de Spideeler schwätzen... Et huet, mengen ech, och d'Madamm Lorsché vun der Tarification à l'activité geschwat. Mir müssen einfach kënnen an de Spideeler och eng Kéier chiffrieren: Wat kascht eppes a wat kritt e Spidol fir en Akt? Dofir si mir am Prinzip enger Tarification à l'activité géigeniwwer posi- tiv age stellt. Et kann net sinn, dass e Spidol mat engem Passage moyen fir e Polytrauma deen nämlechten Tarif - et ass zwar net verdéngt, mä awer - zougesprach kritt wéi mat engem gebrachte Fanger.

Ech wollt e puer Beispiller nach opzielen, déi ons an deemem Spidolplang feelen oder net an der richteger Form präsent sinn, ouni dass ech awer wëll den Usproch erhiewen, fir se all fonnt ze hunn.

Mir hunn an der Psychiatrie säit enger Rei Jore 45 Better, obwuel d'Populationszuelen ëm 50% eropgaange sinn an dee groussen The- mekrees vun de psychiatreschen Erkrankunge sécher net zrëckgaangen ass.

Mir sinn dofir och der Meenung, dass een am grouse Formekrees vun der Psychiatrie, wou awer och aner medezinnesch Spezialitéiten, mä och aner Akteuren implizéiert sinn, eng Rei spe- zialiséiert Servicer hätt misse virgesinn, fir op speziell Pathologien eng speziell oder speziali- séiert Antwort ze ginn.

Mir sinn zum Beispill der Meenung, dass d'Psy- chogeriatrie e puer Better verdéngt hätt. Mir wëssen, dass mat der Alterung vun der Bevöl- kerung déi Pathologien zouhuelen. An och wann de moyen Séjour an de long Séjour bes- ser gestalt ginn an Zukunft, ass et awer sécher néideg, dass ëmmer erëm Patienten an eng Psychogeriatrie opgeholl ginn. Wa se mat deenen anere psychiatresche Fäll einfach ver- mësch ginn, dann ass dat net déi richtig Aart a Weis. Mir wëssen, dass d'Geriatric an d'Psy- chogeriatrie am Besonneschen eng aner Ap- proche verdéngen.

Mir sinn der Meenung, dass een, amplaz vun engem Service de médecine environnementale ze schwätzen a souguer vun zwee Better - ech mengen, déi Diskussioun hate mer scho viru Joren, ech freeë mech och drop, dass mer se sécher nach eng Kéier wäerten erméikéieren -, hätt misse d'Psychosomatik als Service hei am Land verankeren. Patienté mat psychosoma- tesche Pathologie stinn ënner engem héije Lei- densdruck a fille sech oft net seriö geholl, well se ëmmer erëm gesot kréien: „Dir hutt näischt Somatesches“, mä se leiden awer drun.

Heirop huet eng modern Psychosomatik eng Antwort. Patienté brauchen eng spezialiséiert Behandlung. An alle Länner ronderëm ons gëtt et psychosomatesch Kliniken oder Servicer an de Kliniken. Op menger Unisklinik zu Wien, do ass eng Psychosomatik agefouert ginn am Joer 1983; dat war dat Joer, wéi ech mäin Diplom krut, nëmme fir lech ze soen. An ech kann lech soen, dass déi Better net eidel stinn!

Fir beim Fach vun de groussen Deelberäicher an der Psychiatrie ze bleiwen, och dat ass schonn ugeschwat ginn, feelen ons nach d'Prä- zisiounen zu engem aneren Deelberäich, dat ass d'Addiktologie. Och hei ass eng pluridiszi- plinär Approche gefrot. Mir behandelen hei net nëmmen eng Sucht, mir behandelen haapt- sächlech d'Suite vun der Sucht an deem, wat sech allgemeng Addiktologie nennt. Dat kann eng gastroenterologesch Prise en charge sinn, wann een e Liewerproblem huet. Dat kann eng infektiologesch Prise en charge sinn, wann een eng ustiechend Krankheet huet.

An dofir si mir der Meenung, dass een do och hätt kënnen Better vu virera virgesi respektiv e Service, well mer müssen domadder rechnen,

dass et net einfach wäert sinn, an deene 45 psychiatresche Better, déi ech virdru genannt hunn, Better fräizemachen. Da muss een an de Service des médecines internes goen an da sinn dat déi nämlechte Streidereien, déi ëmmer schonn an de Spideeler waren: „Ass dat e Pa- tient fir dech? Neen, dat ass e Patient fir dech!“ Dat sinn allgemeng Patienten, déi elo net d'Liiblingspatiente vun deene meeschte Spezia- litéit sinn. An dofir si mir der Meenung, dass een hätt misse e Service d'addictologie virge- sinn.

Och hei gëllt et, an engem Réseau d'Kollabora- tioun mat dem ambulante Secteur ze er- reechen. An ech hunn elo hei keng selte Patho- logien opgezielt, fir déi ee schrecklech deier Apparater brauch. Ech hunn eigentlech vu Pa- thologie geschwat, déi zimlech heefeg sinn.

An ech wëll da profitéieren, fir der Madamm Minister nach eng Fro ze stellen, déi elo net nëmmen um Rand mat deemem Sujet ze dinn huet. Ech wollt d'Madamm Minister froen, Här President, wou dann eigentlech de souge- nanntene PALMA drun ass, de Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool, dee schonn hätt sollen Enn 2016 presentéiert ginn. Duerno war vun Ufank 2017 rieds. Mä mir sinn awer elo 2018 a mir waarden nach ëmmer drop.

D'Madamm Minister an och d'Membere vun der Majoritéit hunn oft an onsen Aarbechten an der Kommissioun gesot, dass de Spidol- plang fir zéng Joer geduecht ass. Den Här Hal- sordorf huet scho gesot, firwat dass mir der Mee- nung sinn, dass en net flexibel genuch ass an dass en als Instrument net duergeet, fir d'Ge- sondheetspolitik déi nächst zéng Joer ze orga- niséieren, mä et wäert villméi weiderhi mam „good will“ vun den Akteuren an de Spideeler gerechent ginn.

Verschidden Aufgabe wäerten och an Zukunft iergendwéi vun anere Reseauen, vun anere Ser- vicer musse mat iwwerholl ginn, well et wäer- ten dauernd nei Besoinen kreéiert ginn. Dat ass fir ons weder am Interêt vun Patient nach am Interêt vun der medezinnescher Innovatioun.

Mir musse weiderhin drop hoffen, dass mer deen een oder aneren Dokter aus dem Ausland kréien, fir hiert Wëssen an hiert Kënnen zur all- gemenger Verfügung ze stellen. An dann hoffe mer, dass et net méi esou laang dauert, fir deenen neien Akten och eng Nomenklatur ze ginn, well dat gehéiert zesummen.

Ech wëll och nach eppes soen: Mir schwätze vum Spidolssecteur a vun der Tarifikatioun. Lët- zeberg ass fir auslännesch Dokter, déi héich spezialiséiert sinn, guer net esou interessant, fir heihinnerzokommen. An ech mengen, dat wës- sen déi meescht Leit, déi mat Spideeler ze dinn hunn. Mir hunn ëmmer erëm an deene leschte Joren Doktere verluer, déi eng wäertvoll Aar- becht geleescht hunn an onsem Land an déi sech no enger gewëssener Zäit hei eppes anescht erswaart haten an enttäuscht erëm an hiert Land oder enzwousch anescht hi- gaange sinn.

D'AMMD huet an hirem Avis gesot, de Projet wier demotivierend fir d'Spidolsdokteren. An ech wëll derbäisetzen, dass en och fir de Rescht vum Secteur vun den Dokter net grad moti- vant ass. Wat ass zum Beispill, dat ass och eng Randbemierkung, mat dem Fonds d'indemni- sation sans faute ginn? An der Vergaangenheet ass vill driwwer diskutéiert an driwwer ge- schriwwen ginn, wéi ee kéint deene Patienten hëllef, déi ouni Feeler vum Dokter oder vun engem Spidol zu Schued kommen. Och dat ass en Dossier, deen een hei hätt kënnen onser Meenung no drunhänken, mä deen awer ier- gendwéi wahrscheinlech an engem Tirang ver- schwonnen ass.

A well et esou schéin ass a well ech schonn esou vill driwwer geschwat hunn, wëll ech och nach emol kuerz op de Statslabo kommen. Mir stellen ons effektiv Froen iwwert deen elo bëtonéierte Monopol, ben, elo nach net, mä an enger Stënnchen, iwwert dee bëtonéierte Monopol an der Anopathologie (veuillez lire: Anatomopathologie). Et sinn immens Moyenen an dees Institutionen gefloss, den Här Halsdorf hat se genannt, een Zéngtel vun de Fraisen, déi a Frankräich budgetiséiert sinn.

Ech hunn, säit ech an der Chamber sinn, eng ganz Rei Question-parlementairen un divers Gesondheetsministere gestallt iwwert den Zou- stand vun Statslabo. An ech kann awer bestä- tigen, wat d'Madamm Minister op meng lescht Fro geäntwert hat, an zwar dass d'Leeschungen a leschter Zäit besser gi sinn. Et si ganz kloer Efforte gemaach ginn, mä d'Moyene ware jo och zur Verfügung gestallt ginn.

Trotzdem gött et, an och dat ass scho gesot ginn, ëmmer nach an eenzelne Fäll vill ze vill laang Delaie fir e Patient, dee mat senger Angscht viru sengem Verdikt muss op eng Diagnos waarden.

Ech hu mer ausserdem nach soe gelooss, dass säit Méint an de Spideeler Equipementer sti fir Telepathologie, matfinanzéiert vun ONGen. Dat sinn Apparater, fir während enger Operation Biopsies extemporanées, dat heescht, direkt kënnen d'Gewebe, wat enthollt gött während darselwechter Narkos, ze ënnersichen. D'Telepathologie ass e moderne Moyer a verlaangt net, dass e Patholog op der Plaz ass. Dee Schnëtt gött direkt gemaach, e gött dann iwwer Tele, wéi den Numm et seet, an de Labo geschéckt an dann do ënnersicht.

An do froe mer ons awer, firwat dass dës deier, modern Equipementer, déi en plus net nëmme vun de Krankeeseen a vum Stat, mä och nach vun ONGe finanziert gi sinn, net schonn a Betrieb sinne.

Staatlech Monopolen hannerloossen als Begrëff iergendwéi e schlechten Arrière-goût. Ech weess vu kengem staatleche Monopolbetrieb, dee sech mat der Zäit zu sengem Avantage entwéckelt hätt.

D'Madamm Minister huet an der Kommissioun gesot, si géife sech awer zoutrauen, de Statslabo am Sënn vu méi Qualitéit ze entwéckelen. We wish her luck. Ausserdem hunn d'Gerichter, mengen ech, an deem Domän och nach net dat lescht Wuert geschwat.

Mir sinn also der Meenung, Här President, dass d'Gesetz keng Äntwert gött fir eng zukünftige Gesondheitsversuergung an onsem Land, oder net eleng eng Äntwert gött.

Den Här Engel huet virun déi albekannte Floskel vun der Zwouklassemdezinn erausgezunn, déi jo grad wéi de sougenannten Interêt vum Patient esou benotzt gött, wéi ee se grad brauch, déi vun alle Säiten a bei allen Diskussiounen an egal ob bei Géigner oder Frënn ëmmer erëm benotzt gött.

Mir bedauere jiddefalls, dass, obschonn haut schonn eng Partie Akten an Tariffer d'äerfe verrecht ginn, déi net virgesi sinn - dat ass notament de Fall an der Zännmedezinn an an der ästhetescher Medezinn -, an obwuel, esou wéi den Här Halsdorf et och sot, vill Leit hei am Land eng Zousazversicherung hunn, all d'Parteien an der Majoritéit sech enger, sief et och enger klenger Ouverture an de Privatsektor verschléissen an d'ës erëm eng Kéier fir zéng Joer, am Numm vun der gellener Kou vun der Zwouklassemdezinn!

Déi Privatmedezinn, déi ons Patiente gären hätten, déi gi se sech an d'Ausland sichen, an dat wéist Der, dat sinn der net wéineg. Viru Joren hat ee vun Are Virgänger, Madamm Minister, e Livre blanc erausginn iwwert de Gesondheitszoustand vun Land. Ech mengen, et war de Carlo Wagner. Dat war mat de Moyene vun där Zäit e klengen Tour de force.

Säithier waarde mer dann net op eng Neioplage vun dësem Wierk, esou wéi dat deemools do war, mä mir waarden op eng transparent Bestandsopnam. Nëmme wie weess, wat e brauch, kann an déi richteg Richtung handeln. An nëmme wie sech genuch Flexibilität gött, fir op Entwécklung kënnen punktuell ze reagieren, ka fir sech an Usprecht huelen, d'Gesondheitspolitik fir d'Zukunft vun onsem Land ze gestalten.

Esou wéi den Här Halsdorf et scho sot, brauche mir dofir e Plan santé. Mir wënschen ons, dass déi nämleche Moyene kënnen doranner erafléissen, wéi se an d'Gesetz gefloss sinn. An esou wéi den Här Halsdorf et scho gesot huet, wäerte mir als CSV-Fraktioun d'Gesetz net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Alexander Krieps.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Merci, Här President. Ech wollt Iech fir d'Éischt froen, ob Dir eng Zousazversicherung hutt.

Wann Der en agerasenen Zéiwonn hutt an Dir dot moies d'Schong un, da kënt Der och nach de Fliger op Roum huelen, fir Iech deen zéien ze loossen. Mä wann Der owes um hallwierzwelef en Hireschlag hutt oder en Häerzinfarkt, roden ech Iech, op Är Zousazversicherung ze verzichten an an den INCCI ze fueren. Dat ass méi no an dat ass méi gesond fir déi krank Leit. Déi richteg krank! Ech schwätzen

net vun deenen, déi bei den Naturheilpraktiker ginn. Et hat ee mer dat virdu gesot.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Op Är Fro, Här Krieps,...

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Op Är Fro, Här Krieps: Ech hu keng Zousazversicherung.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Ech och net, ech och net!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Ech war d'ës Joer wivillmol, neen... Chrëschttag louch ech sechs Deeg am Spidol, well do hat ech e Mikrob opgeraaf an um Ufank war ech schlecht drun, well d'Kollegen hate mer déi éischt zwee Deeg eng Schlofpöll ginn, wat ech net wosst.

(**Hilarité et brouhaha**)

Am Oktober hunn ech missen op de Kierchbiere goen, du war ech op meng Héft gefall. An deen aneren Dag hat mäin Neveu Dénsgsch um Kierchbiere, sonndes, du sot d'Infirmière zu deem: „Sot, Are Monni, ass dat en nervösen?“ Well ech hat dem Meedche gesot: „Gitt mer den CD mat, ech kucken en doheem an da rufen ech Iech un, ob ech eppes hunn.“

(**Hilarité**)

Mä seriö, also nëmme fir Iech ze soen, ech hunn eng gutt Relatioun mat all de Spideeler. Dat Joer virdu koum ech vu Madrid erëm, op eemol hat ech e Bols vu 35. D'Kollegen hunn dat an d'Rei bruecht. Meng Fra war schonn zu Eech. Wéi ech sollt d'Fédération des hôpitaux gesi bei ons an der Fraktioun, louch meng Fra zu Eech am Spidol. Mir waren och am CHEM zu Esch e puermol mat de Kanner a meng Fra erëm. Also, maacht Iech keng Suergen, ausser dem Edy säi Spidol zu Eitelbréck kennen ech se all!

Wat ech wollt soen, Här President, den 13. Dezember 1999 stoung ech fir d'Éischt hei während de Budgetdebatten op d'ës Tribün an hunn deemools gesot, wat ech haut widderhuelen, dass d'Education an d'Gesondheitsversuergung missten eng primär Aufgab vum Stat sinn. An, wat ech och deemools gesot hunn: Dat soll kee parteipolitesche Spillball sinn! An do stinn ech nach haut derzou. Ech wëll net, dass an Zukunft ee säin Haus muss verkaufen, wann en eng Häerzoperation huet oder fir 40.000 Dollar e Stent gesat kritt ambulänt.

Dat gesot, an all déi, déi ech elo héieren hunn, et war en ekonomeschen Interêt an d'ës Reform, Madamm Minister, domadder sinn ech guer net d'accord, well mir sinn no den USA an der Schwäiz déi, déi am meeschte Suen ausgi fir d'Gesondheitsversuergung. Mä mam Ennerscheid zu deenen aneren zwee Länner bezuelen hei quasi d'effentlech Hand an de Cotisant, de Steierzueler an de Cotisant 97% vun den Ausgaben. Dat ass an deenen aneren zwee Länner wäit manner. Et sollt kee kommen an hei vun ekonomeschen Interète schwätzen!

Vum Historique vun der Spidolsmedezinn - fir déi, déi interesséiert sinn, an dat sollt Der -, do gött et e Buch, dat 2013 a Frankräich erauskoum, wat regelméisseg erauskënt, iwwert den „Hôpital“, publizéiert vun der Inspection générale des affaires sociales. Ech hunn d'ailleurs de Privileeg, dass meng eelst Duechter elo do schafft, no hirem exzellente Resultat an der ENA.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Mä dat beschreift d'Spidolrevolutioun vum Mëttelalter u bis d'Franséisch Revolutioun an no der Franséischer Revolutioun. An do geet och rieds vun de Kongregatiounsspideeler, vun den effentleche Spideeler an hei an do. Dat ass extrem interessant ze liesen. Do stinn och d'Missiounen vun de Spideeler dran.

Ech hunn e ganz gudd Souvenir vu Leit aus effentleche Spideeler. Ech war 1970 zu Eitelbréck am Stage - net als Patient, mä am Stage -, an do war den Dokter Mischo, en CSV-Member vum Eitelbrécker Gemengerot, dat war fir mech e Gott, dee Mann, well den huet säi Beruff esou gäre gemaach. Ech hunn och nach aner Gestionnaire vu Spideeler kennt, wéi d'Schwëster Josepha Kayser an der Zitha, déi fir hiert Haus gelieft huet. An déi géif sech ëmdreien, wa se géif héieren, wéi d'CSV sech haut vun der Sozialmedezinn ofgewannt huet! Also, ech soen Iech dat just.

E Méindes de Moien um 7.30 Auer hunn ech den „Quotidien“ gelies, d'Säiten 2 an 3, an do hunn ech gemengt, ech hätt nach en décke Kapp vum Weekend oder ech hätt eng riicht op de Bak kritt. An dunn hunn ech dat mat mengem Kolleg André Bauler hei diskutéiert. Do huet dee gesot: „Erënnert se un dat aacht vun den zéng Geboter: Du sollst kein falsches

Zeugnis ablegen!“ Ech kommen herno dorobber zréck.

Den Aarbechtsgrupp Santé vun der DP huet am Januar 2016 - nodeems d'Ministesch Lydia Mutsch den Avant-projet schonn duerch de Regierungsrat passéiere gelooss hat an ons Regierungsmemberen dat schéin duerchgewéint haten - ugefaangen, dee Projet ze kucken. An do ware mer net ganz „amused“ driwwer. Mir hunn am Fong dräi Projeten an der Kommissioun analyséiert: den Avant-projet, de Projet, dee se am September 2016 deponéiert huet, an den Avis vum Statsrat, wat och en Dokument war.

Deen heite Projet haut, deen ass zweemol ganz ëmgeschriwwen ginn; dat weess och jiddweren, deen et wëllt wëssen. A mir hunn och intensiv an onser Partei dorunner geschafft. Mir hunn all méindes owes - an den Dokter Edy Mertens koum aus dem Éislek erof - dräi Stonne während Wochen a Méint un deene Projete geschafft. A mir haten eng ganz gutt Relatioun mat der Ministesch. Mir sinn déi e puermol besiche gaangen, entweder eleng oder mat hire Mataarbechter...

(**Brouhaha**)

Neen, a mengem Alter hält ee sech zréck. Also do...

(**Hilarité générale**)

Mir sinn dohigaangen an hunn och hir Mataarbechter gesinn, an dat war net téschent zwou Dieren, mä dat war oft stonnelaang. Dat huet dofir och e puer Resultater bruecht, well am Ufank war jo effektiv rieds, fir d'Betterzuel ze reduzieren, wat zweemol virdu geschitt war, an do waren och d'Populationsprojektiounen ganz schlecht. Dir kënt Iech jo erënnere, déi Jonk heibanne vun Iech, virun 30 Joer war de faméise Rapport Calot iwwert d'Demografie am Land. Wann dee gestëmmt hätt, wäre mer nach haut zu 230.000 Leit am Land. Mä ech mengen, et ass net gradesou gewiescht.

Wat ech nach wëll soen: An där Zeitung e Méindes, am „Quotidien“ - ech hunn dat och bei mir um Dësch éierens leien -, do stoung d'Ausso, d'Demografie wär guer net consideréiert ginn. Dat war dat Éischt, wat d'Ministesch geschriwwen huet an engem Bréif, dee mir kritt hunn, dass se dat géif considerieren! Well deemools am Januar 2016 war schonn d'Bevölkerungszuel am Norden ëm 12,5% an d'Luucht gaangen an zéng Joer an am Osten och. Dofir, et ass net fir ze soen, do wär näischt geschitt. Awer et ass virun ungeklongen: Mir si praktesch zu 600.000 Awunner an - den Här Gibéryen huet et gesot - bal 200.000 Frontalieren, déi mussen mat versuergt ginn.

Wat sécher ass: Mir hunn déi Servicer an de Spideeler frësch opgeléicht en fonction vun dem Typ vu Spidol. Mir hunn d'fonctionnell Onofhängegkeet vum INCCI a vum Centre Baclesse affirméiert. Mir hunn eng ganz Rei Saachen agefouert an der Gouvernance des hôpitaux. Mir hunn eng vertikal Hierarchie agefouert a keng horizontal Hierarchie, esou e Poterklub, ech kommen herno dorobber zréck. Dat ass net gemaach ginn. Et ass eng vertikal Hierarchie, en Organisme gestionnaire, den Direkter a seng dräi Directeur-adjointen. Dat ass gutt gemaach ginn.

D'Demokratesch Partei huet suggeréiert, dass d'Dokteren an d'Conseils kéimen. An d'Personalvertrieber! Dat ass jo net ze gleewen! Et ass kee vun Iech, deen dat gleewe wëllt, dat war d'Demokratesch Partei!

An ech muss d'Ministesch luewen: Mir hunn 38 Verbesserungsvorschläg gemaach, ech hu se gezielt, a 35 sinn der am Gesetz festgehal ginn. Et sinn der zwee, dräi, déi net festgehal ginn, entre autres deen, dass d'Médecin-coördinateuren net vun hiren „Paire“ bestëmmt ginn. Dat ass net gutt, déi ginn nach ëmmer vum Organisme gestionnaire bestëmmt. Wat och net festgehal ass, dat ass, den Edy Mertens huet et scho gesot, d'Ophtalmologie de proximité. Elo ginn d'Katarakten an der Geriatrie operéiert an d'Hernie-discalle ginn net an enger Neurochirurgie de proximité operéiert, mä an engem Orthopädiesservice. Dat ass den däitsche Modell.

Wat muss een dann nach hei soen? Den Duerchbroch war effektiv deen - an do kann ech mech guer net identifizéiere mat deem, wat ons Kollege vun der Gewerkschaft ëmmer behaupt hunn, d'Doktere géifen ausgeschalt ginn -, dass d'Dokteren elo an de Spideeler esou vill ze soen hu wéi nach ni, wéi a kengem Gesetz virun. Dat ass eng gutt Saach, an do duerch gi se responsabiliséiert. Et ass awer net fir ze soen: Et ass dem Josy oder dem Männi oder dem Jänni seng Schold.

De Statsrat hat och festgehal, dass den Directeur général misst e Medezinner sinn. An de Statsrat wollt souguer d'Cour des comptes erabringen an der Iwwerwachung vun de Finanzen vun de Spideeler. Mir sinn där Meenung

och nach ëmmer, well wéi et momentan fonctionnéiert, dass d'Inspection générale vun der Sécurité sociale d'Konte vun der CNS iwwerwaacht an dat géigesäiteg, dat ass net gesond.

Vun der CNS soen ech Iech e puer Wuert herno, well déi brauchen en zolitten externen Audit an eng Reform. Hiren Direkter huet an deem Artikel virun dräi Wochen am „Lëtzebuerger Land“ dat net esou empfont, mä ech wäert en nach e puermol drun erënnere.

An ech war virun hei net frou, wéi ech héieren hu vun der Kollegein Martine Mergen, dass d'Offer misst akzentuéiert ginn. D'Offer muss der Demande ugepasst ginn an net d'Demande der Offer. Wa mir nach méi Offere bréngen - an der Fleegeversécherung hu mer dat jo gesinn -, da komme mer ni méi eraus. Da brauche mer 8.000 Better am Land an esou virun.

Ech si frou, dass deen hei Plang op zéng Joer ausgeluecht ginn ass. Et ass gesot ginn, d'Betterzuel wär duerch d'Gesetz limitéiert. Dat ass de Fall. Mä wat net limitéiert ass: Pro Service si flexibel Zuele méiglech. Wann e Besoin méi grouss ass fir d'ës Problem oder dee Problem, ass dat och dran.

Mir hunn eng jonk Bevëlkerung am Land duerch d'Immigratioun, mä mir hunn eng eeler Bevëlkerung, déi ganz al ass. „The oldest old“, dat ass dee Konzept. Ech hunn och nach néieren gelies, an dat freet de President Di Bartolomeo: D'Rente ginn net gekierzt, wéi dat am „Lëtzebuerger Wort“ virun e puer Woche stoung. Ech hunn nach näischt héieren dovunner. Awer wat d'Ministesch gemaach huet: Mir hunn elo bal 400 Laangzäitbetter fir d'Rehabilitation gériatrique vun der eelerer Bevëlkerung.

Do hu mir natierlech als DP och nach eng Proposition, déi mer schonn e puermol an der Kommissioun gemaach hunn: Mir mussen par analogie zu der Infirmière pédiatrique och eng Infirmière gériatrique ausbilden. Dat ass schwéier noutwendeg, well dat gött e ganz spezifesche Boulot an enger méi aler Bevëlkerung an an engem Land, wou déi Eeler awer vill méi al ginn. Verhaalt déi Iddi, dat wär keng schlecht Saach, fir dat ze bréngen!

De Plang - esou ass kritiséiert ginn - baséiert op enger aktualiséierter Carte sanitaire. Déi Cartesantitaire sinn net perfekt, mir wëssen dat. An déi mussen verfeinert ginn. Mir hu schonn an deem laang kritiséierte Rapport Lenz, deen deier war an an deem - do hätt ee kënnen de Portier vun engem Spidol froen, wat hien hält vun der Medezinn - deemools schon total farfelu Zuelen dra waren. An engem Spidol am Minett sinn 160 Speiseröhrekräibse gewiescht, mir hunn awer keng 30 oder 40 am Land. Dat ass onkontrolléiert publizéiert ginn. Mä de Minister - deemools Di Bartolomeo - war net dofir responsabel, hie konnt deem Artist seng Zuelen net kontrolléieren. Mir hu se awer kontrolléiert.

(**Brouhaha**)

Jo, mir hu se kontrolléiert. Well et ass ganz einfach: Frot am Statslabo no, da kritt Der d'Zuelen!

De Kritär vun der DMS - durée moyenne de séjour -, do ass jo gesot ginn: Dat ass e wichtige Kritär! Neen, dee mécht d'Spidolsmedezinn méi deier, well wat Der déi Durée moyenne de séjour méi erofdréckt, wat den „turnover“ pro Bett méi deier gött, well déi kréie jo d'Basisënnersichunge gemaach. An do komme se am Ausland op den Taux de réadmission no 30 an 300 Deeg. Dat ass vill méi wichtig. Et ass zwar besser ginn, wat mer manner Spideeler hunn. Fréier ass d'Bomi vun engem Spidol an dat anert gaangen. An do muss Der dann d'Durée moyenne de séjour op ee Joer rechnen, net op fënnf Deeg.

Gutt berode wäeren d'Spideeler, wa se hir Conseils d'administration mat kompetente Leit besetze géifen, Ekonomisten, Juristen an esou weider. Ech soen do och d'ailleurs, all ons Spideeler hunn en anere juristesche Statut, dat ass och eng Saach, déi ee vläicht eng Kéier kéint harmoniséieren.

An der Kommissioun war d'Position vum Collège médical - ech sinn do e bësse bei Iech - déi ausgeglichenst. Ech deelen net d'Meenung vum Conseil supérieur des professions de santé, déi hu Standpunkte vertrueden aus dem 19. Jorhonnert. An ech sinn net der Meenung, dass dat unbruecht ass.

Ech hätt deenen d'ailleurs e Conseil gi fir en anert Buch, Kapitel 7 am Buch „The Youngest Science“ vun engem Dokter Lewis Thomas, d'Kapitel 7, wat de Rôle beschreift vun den Infirmieren an de Spideeler. Dat sollt Der Iech op d'Long zéien, well dat ass ganz interessant an do gesitt Der, dass déi Relatioun Dokter-Infirmière-Patient onbedéngt erfuerdert ass. Mä kommt mer net mat enger Médecine fonctionarisée, dat kann net klappen!

D'Kollege vun onser Gewerkschaft, ech hunn dat jo scho gesot, déi si lues a lues vun hire

Fuerderungen ofgeréckelt. Si waren am Ufank iwwerspëtzt. Si wollt méi ewéi 50% Dokteren an de Conseil-d'administration sätzen hunn, dat fannen ech e bësse vill. A si hunn dann e bësse Charabia gemaach iwwert d'Liberté thérapeutique an esou weider, mä et ass eng Gewerkschaft. Si si vläicht net esou gutt wéi den OGB-L oder den LCGB, mä se wëllen an déi nächst Kategorie aklasséiert ginn.

Ech kann lech op alle Fall soen: D'Liberté thérapeutique bleift bestoen. An den Här Gibéryen huet onse Syndikat an engem Artikel vum November 2017 zitéiert. Mä ech wëll lech soen: Mir hu laang virdrun ugefaangen, un deem Gesetz ze schaffen. An elo behaapte si, wéi e puer anerer - ech hat och Kolleegen a menger Partei, déi hu mer aus dem Éislek a lénks a riets ugeruff, Artikelen an d'Zeitung geschriwwen géint d'Ministesch -, et wär duerch si, dass dat Gesetz geännert gi wier. Mä déi hatten dat Gesetz ni gelies, dat ass de Problem.

Also loosse mer elo net do Wonnen opräissen! Si hu sech natierlech e Méindeg parteipolitesch virspane gelooss, dat ass e schlecht Gefill fir eng Gewerkschaft. Si hätten och besser gehat, oder géife besser hunn, der Ministesch ze hëllef bei der Ausaarbechtung vun de Règlements grand-ducaux, well hei feele jo nach eng Rei Règlements grand-ducaux.

Am Ufank war ech e bëssen ze haart a mengem Ziedel hei mat der Fédération des hôpitaux. Ech vermessen et zwar. Mir hatten eng Reunion mat deenen, mä meng Fra war eben do zu Ech a si ass operéiert ginn, dat war mer méi wichteg. Déi Fédération des hôpitaux, fréier „Més“-Entente des hôpitaux, hunn ech ëmmer empfonnt als esou e Poterklub laut dem Lëtzebuerger Modell: „Mir een, dir een an heiansdo him e klengen.“

(Hilarité)

Et ass awer esou. Et ass awer esou! An ech ka mech net erënneren, wat an de leschten drësseg Joer aus deem Gremium vun Impulser komm si fir d'Spidolsmedezinn. Et deet mer leed, ech muss dat soen. Si hunn net d'Informatik téschent de Spideeler an der CNS mutualiséiert. Si hunn, dach, si hu vläicht d'Leit incitéiert, Kompressere vu fénnef op fénnef Zentimeter zesummen ze kafen, mä net déi deier Equipementer, d'IRMen, et ass jo hei ugeklongen, déi se missten zesumme kafen, well do kréich ee vläicht e bessere Präis. Si hunn d'Hygiène hospitalière net mutualiséiert. An dann hu se zougelooss, dass eng Inflation, eng intolerabel Inflation vun dem administrative Personal komm ass. Mir hunn an deene véier Spideelsgruppen 160 Informatiker! Mä waart nach zéng Joer, dann hu mer där méi ewéi Dokteren!

(Hilarité)

An esou geet et virun an de Kontabilitéiten. Dir laacht elo, Här Gibéryen, mä esou ass et.

(Hilarité)

An och do feelen extern Auditen an d'Cour des comptes. An dann d'Reform vun der CNS, hunn ech hei opgeschriwwen. Mä dat kréie mer net an dëser Legislatur gemaach. Dat wäert och nach 19 Joer daueren.

Déi national Servicer mussen och zuloossen, dass qualifizéiert Dokteren aus anere Spideeler do kënnen exercéieren.

Regreten hu mer e puer. D'DP huet e Regret, dass déi Réseaux de compétences net obligatoresch fir all Spideeler sinn. Dat hu mer och gesot. Mir hoffen, dass de Patient herno de Choix vu sech aus mécht, wou en higee.

Ech hoffen och, dass d'Altersgrenz an dem pädiatresche Spidol, an der Kannerklinik, net nëmme bréngt - den Här Kox huet sech elo grad gehuewen -, dass nom Piccadilly nëmme „binge drinker“ do ageliwwert ginn téschent 15 an 18 Joer. Ech mengen, do muss mer en A drop halen, well soss setze mer déi Alterslimit e bësse méi erof.

Mir hunn och e kleng Regret, dass an deem ganze Projet de loi, an där nächster Gesetzgebung, kee Wuert iwwert d'Digitalisatioun steet, kee Wuert iwwer Cyber Security, net vill iwwert d'Protection des données. Mir hätte gäre gehat, wann dat do gestanen hätt.

Mir hunn aner kleng Detailer: D'Lit-porten an de Spideeler si fixéiert op zwielef Stonnen. Et si Kolleegen an deene Salle-d'urgences, déi soen, dat misst op zwanzeg Stonne gehuewe ginn. Mir wäeren och frou, wann de Patient, deen entlooss gëtt an engem Spidol, eng Kopie vu senger Rechnung kréich, dass e weess, wat et kascht huet a wat gemaach ginn ass. Eng Kopie, an net, dass e se bezuele soll. Dat ass extrem dréngend.

Regrettéiert ass jo och ginn - an dat huet d'Ministesch selwer regrettéiert a si huet recht, dat war net ze maachen an esou enger kuerzer Zäit -, dass d'Normen „assurance qualité“ an Normen am Allgemengen net méiglech waren

ze maachen, speziell well an deem Exercice ons Kolleegen, déi an de Spideeler schaffen - déi eng kommen aus Frankräich, déi aner aus der Belsch, aus Däitschland, aus Groussbritannien -, aus aller Häre Länner hierkommen. Dat ass esou.

Mä wou d'Ministesch recht hat: Si huet déi ganz Prozedur derfir gesuert, dass den Interêt général virum Interêt particulier kënn. An dat ass eppes, wat een an der Gesondheetspolitik muss am A behalen. Wat ee sech och hätt kënnen virstellen: Mir brauchen an de Spideeler eng kulturell Kompetenz, well d'Halschent vun onse Patiente sinn Ausländer. An do sinn der och, déi vu wäit hierkommen.

D'Madamm Mergen huet et scho gesot: D'Revisioun vun der Nomenclature, d'Tarification à l'activité ass extrem. D'Digitalisatioun, d'Salle d'urgence ass ugeschwat ginn. De Samu fällt elo aus der Santé an den Intérieur. Dat muss een och verfolgegen. Dir hutt geschwat vum Lien hospitalier an extra-hospitalier, Biomedezinn, dat ass en nächste Sujet.

An dann d'Kompassioun. Et gëtt keng Kompassioun méi an der Medezinn. Dat ass e grouse Manko, well haut si mer an enger Medezinn, déi am Fong eng Course géint d'Zäit ass.

An dann hätt ech och gären - dat fällt elo net an der Ministesch Mutsch hir Kompetenz, mä an déi vun der reforméierter CNS -, dass all Dokter, deen hei an d'Land schaffe kënn, e Kontrakt muss mat deenen ennerschreiwen an d'Konditiounen vu sengem Kontrakt hunn. Mir hu vill Vertrauen net nëmme an d'Ministesch, mä och an ons Kolleegen, déi an de Spideeler schaffen.

E puer Wuert natierlech zu der Kontributioun, och an der Kommissioun, vun onser gréisster Oppositionspartei. Ons Frënn vun der CSV hunn all Woch grouss Riede gehale virum Mikro vun RTL. Den Edy Mertens, de Gusty Graas an ech sinn ni eppes gefrot ginn. Mä an der Kommissioun hu se net vill gesot, do war esou e prozeduraalt Geplänkels.

Se hatten e puer Propositione gemaach, wéi e privaten Dialysezentrum zu Jonglënster. Dee Moment, wéi dat proposéiert ginn ass - dat ass och an hirem Pabeier hei vun dem Gesondheetsplang -, do hate mer ee Patient, deen am Land ambulant dialyséiert ginn ass, een eenzeg. An dann hu se e Privatspidol fir Privatpatienten proposéiert. Ech hunn näischt do dergéint, wa se dat selwer bezuele vu vir bis hannen, vun uewe bis ënnen. Da kann een dat envisagéieren.

An der virleschter Sëtzung hu se zwar en Amendement bruecht, dee mer ugehall hunn no e puer Zaangegebueren, iwwert de Contrat type, do hate se recht, dat soen ech hei.

Mä an dann...

(M. Alexander Krieps montre un document.)

Dat hei hunn ech just als Informatioun matbruecht, mä ech liesen lech dat net vir; dat géif ze wäit goen...

(Hilarité)

...vun deenen 30 Sëtzungen.

Also d'Telemedezinn ass och hei ugeschwat ginn. An engem Land vun 80 op 40 km brauch een näischt esou eppes.

Beim Virage ambulatoire hu mer och 15 Joer Retard. Knéiprothesen an Amerika ginn an de Praxen operéiert, wann et en Anästhesierisiko 1 an 2 ass, an do kann ee sech soen, mir hunn... D'Verstaatlechung vun der Medezinn, dat war alles Blödsinn, wat do gezielt ginn ass, well dat ass ni de Fall.

Ech hu jo scho gesot: Vum agerasenen Zéiwennol bleift d'Zéif jo hei. Ech hunn de Kolleeg Halsdorf héiere schwätzen iwwert d'Paternitéits-DNA-Tester. Ech hu gemengt, hei am Land hätte mir keng Kuckuckskanner. Also, ech gesinn net an, firwat mer Paternitéitstester géifen hei organiséieren.

International Normen, déi si schwéier ze errechen. Nei Spideeler komme keng, an deenen éischten zéng Joer mindestens net. A mir gleewen net, dass d'IRM oder den Accès zu der IRM d'Medezinnqualität hei am Land definéiert. Well wann d'Qualitéit besser wär, géife manner IRMe gemaach ginn. Dat ass ons Iwwerzeugung.

(Interruption)

Awer garantéiert!

An dann, wat hu mer nach hei ze soen? Den Här Gibéryen natierlech huet e puer Aussoe gemaach, do wëll ech en net a Bedrängnis bréngen. Hien huet eng Entschëllegung, hie war ni an der Kommissioun derbäi.

(Hilarité générale)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech sinn net Member an der Kommissioun!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Jo, neen, et ass an der Rei. Mä dofir soen ech lech: Dir sidd entschëllegt.

An dann e puer lescht Punkte vläicht. Mir hu vun der Psychiatrie geschwat. Wéi wäit si mer mat der Forensic psychiatry, all déi schwéier Fäll, déi mer jo ennerdeele mam Prisong an hei an do.

Ech soen op alle Fall all de Memberen, y compris dem Här Gibéryen, Merci fir hir Aarbecht an hire Support hei. Ech soe menge Leit awer och an der DP am Aarbechtsgrupp Merci an onse Fraktiounsmataarbechter, déi hei sech agesat hunn.

A mir soen haaptsächlech der Madamm Mutsch, Gesondheetsministesch, Merci, well se huet missen iwwert déi lescht zwee Joer, a wann et nëmme mat ons war, vill aushalen. A mir sinn och frou, dass Der kee Moschwierritt hutt. An Ärem Mataarbechter, Haaptmataarbechter, deem soe mer och Merci, dem Här Zanotelli, dee sech hei de Benemerenti verdéngt huet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet elo d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Ech hu mech an de leschten Deeg, Här Président, an och haut beim Nolauschtere vu verschiddenen Interventione gewonnen, dass de Krees vun deenen, déi sech selwer Meritte fir d'Gesetz zouschreiwen, ëmmer méi grouss gëtt.

(Hilarité)

Ech kann domadder ganz gutt liewen, well, wat d'Zuel vun deenen, déi sech herno an deem heite Gesetz erëmfinden, méi grouss ass, wat et besser ass fir seng Exekutioun herno um Terrain.

Tatsächlech hunn ech an deene leschten zwielef Méint eng Onmass vu gutt a manner gutt gemengte Rotschleier, Avisen, Textpropositionen, Annerungsvorschleier, Suggestiounen a Reklamatiounen kritt.

An, Här Krieps, Dir sidd e bëssen ze vill bescheiden, well et waren der iwwer 50, déi ech vun lech ganz eleng scho kritt hunn.

Trotzdem sinn d'Diskussiounen ronderëm dese Gesetzesprojet do gefouert ginn an d'Konklusiounen do gezu ginn, wou se higeheieren, nämlech an der zoustänneger Chamberskommissioun.

An dofir geet meng Unerkennung haut un alleréischter Plaz un d'Rapportrice a Presidentin vun der Kommissioun, net nëmme fir hire virbildleche Rapport, mä och fir hir Ausdauer an hir Kompetenz, mat där si d'Aarbechte ronderëm d'Gesetz geleet huet, an deen aktive Rôle, dee si beim Ausschaffe vun de Verbesserungsverschléier iwwerhol huet. Chapeau, Madamm Hemmen!

Jo, et gouf Turbulenzen, et gouf kriddlech Momenter, Virstéiss, déi net ëmmer ganz sachlech an och net ëmmer der Saach förderlech waren. Wéi oft huet de Patient missen hierhalen, fir vermeintlech Geforen ze verhënneren, wann et a Wierklechkeet ëm d'Ausbremse vu wictegten Adaptatiounen gaangen ass. Mä wahrscheinlech ass dat esou, wann een e Reformprozess entaméiert, e wictegen, awer - wéi et hei ganz richtig vun e puer Riedner gesot ginn ass - nach laang net ofgeschlossene Reformprozess am Spidolsweise vum Land an och am Gesondheitsweise vum Land.

Dee vum Statsrot imposéierten, awer am Hannenno iwwerfällige Sprong vun engem Reglement fir e Fénnefjoresplang hin zu engem moderne Kadergesetz fir d'Spidolsweise vum 21. Jorhonnert war keen einfache Wee.

E Wee awer, deen am Regierungsprogramm ganz kloer virgezecht war:

- d'Gestioun an d'Gouvernance vun de Spideeler verbessern, wat geschitt ass;

- eng global Facturatioun en place setzen, wouvun déi am Gesetz verankert Codéierung vun den Akten eng éischt a wicteg Etapp ass;

- d'Kollaboratioun vun de Spideeler encouragéieren, dat ass en zentraalt Element vun deem Gesetz;

- de Spidolsdirektiounen d'Instrumenter an d'Méiglechekeete ginn, fir d'Spidolsaktivitéiten ze steieren an ze surveilléieren, dat war eng zentral Fuerderung vun der Spidolsfederatioun an dat ass trotz zum Deel heftegem Widerstand an d'Gesetz agefloss;

- de Rôle vum Spidolsdokter nei definéieren mat der Nuance, dass souwuel d'Rechter wéi och

d'Obligatiounen vun de liberale Spidolsdokteren ausgebaut an zum Deel och nei definéiert gi sinn.

Neen, mir sinn hei zu Lëtzebuerg net iwwerreglementéiert. Jo, et muss net alles vum Stat geregelt ginn. Awer et gi Saachen, déi mussen geregelt ginn. An dat huet den Här Mertens hei ganz schéi gesot.

D'Liberté thérapeutique heescht net keng Regelen, scho guer net an engem Spidol. A wann ee wëllt matgestalten, da muss een eben domadder liewe kënnen, dass d'Rollen an d'Aufgaben opgedeelt an definéiert sinn an dass jiddwereen en Deel vum System ass, soss ass d'Zesummeschaffen am Interêt vum Patient nämlech eng Illusioun.

Ech hunn oft genuch héieren an de leschte Méint an ech stëmmen deem och zou, léif Kolleegen: Mir wëlle keng Eenheitsmedezinn hei zu Lëtzebuerg. Mir hu jo e System, ëm deen aner Länner eis beneiden, a wëllen dee gäre behalen an och an d'Zukunft eraprojéieren, mat engem garantéierten Accès fir all Bierger zu beschtméigleche Soenen, dem libre Choix vum Dokter, dat ass e Grondprinzip vun deem System. D'Medezinn dierf frai exercéiert gi bei eis am Land, och an de Spideeler.

An nawell, Dir Dammen an Dir Hären, bleiwen ech derbäi, dass d'Qualitätsstandard an elementar Regele vun der Zesummenaarbecht an de Spideeler an och téschent de Spideeler den A an O si fir eng beschtméigleche Prise en charge a Sécherheet fir de Patient. Dofir setzen ech mech an als Gesondheitsminister. An dorëms geet et mir och à la base an deem heite Gesetz.

An dass mer eise gudder System zu Lëtzebuerg och fir nofolgend Generatiounen erhalen a finanziell ofséchere wëllen, ass keng betriebswirtschaftlech, mä eng politesch Ausso, zu där ech stinn.

Am Kloertext, wann een e Gesetz iwwerschafft, an dat ass jo hei de Fall, dat ëmmerhin zwanzeg Joer um Bockel huet, da geet et net duer, fir sech de Realitéiten unzupassen um Terrain an dobäi alle sensibelen Dossiere ronderëm Verbesserungen um Terrain an d'Exigence fir d'Zukunft aus dem Wee ze goen. Spideeler sinn, souwuel wat d'Gestioun wéi och wat de Fonctionnement ugeet, modern effentlech Betreiber - dat ass haut esou -, wann och keng wéi all déi aner. Well schlisslech geet et ëm d'Gesondheet vun der Populatioun an ëm de fräien, gläichberechtigten a garantéierten Zougang zu de beschtméigleche Soine fir all Bierger.

Ech wëll elo net erëm hei resuméieren, wat alles an deem dote Gesetz drasteet a wat sech elo ännert. Dat ass hei ausräichend gemaach ginn. Ech wëll awer e puer Elementer dovunner opgräifen, eleng schon, well ech heiansdo den Androck hunn, dass mer bei deene ville Beam de Bësch net méi gesinn.

Zum Éischt, an dat ass awer en zentraalt Element, séchere mir eis Spideeler of. Mir séchere se of, andeems mir kloer definéieren, wéi eng Basisserver all Spidol hei am Land muss an dierf ubidden a bedriewen. Dat heescht, mir schafen hei richtig Acquisen, op déi déi Spideeler sech an der Zukunft kënnen berufen. Dat ass awer ganz wichteg! An dat war bis elo net de Fall. Keng Diskrepanz téschent de Regiounen, kee Bradéiere vun den noutwendegen Servicer, déi jiddwer Spidol zoustinn.

An hei wollt ech eng kleng Klammer opmaachen: Firwat net an d'Groussregioun? Firwat net Partnerschaften? Firwat keen neit Universitétspidol? Majo, ech soen lech ganz einfach, firwat!

Éischters, well déi Partnerschaften schon existéieren. Eis Spideeler hu Partnerschaften a Synergie mat Spideeler an der Groussregioun, an zwar gewaltiger an zahlreicher. An zweetens, all eis Spideeler, an zwar eis véier Spidolsgruppen, hunn de Potenzial, fir Universitétskliniken ze ginn an ze sinn an der Zukunft. An dofir ginn och d'Jalonen an deem heite Gesetz geluecht.

An dann ass hei ganz vill vun de Kompetenzreseau geschwat ginn, déi mer jo fir besonnesch wicteg Pathologien oder och Pathologien, wou Nohuelbedarf am Land ass, schafen, sief et fir de Kriibs, Hireschlag, Diabète oder Schmäerzbehandlung. A fir do och déi kritesch Mass ze kréie bei der Prise en charge, dat ass ganz wichteg an engem Land wéi Lëtzebuerg.

An hei war vun der Stroke Unit geschwat ginn. Ech mengen, et war d'Madamm Lorsché. Déi Kritären an och déi Norme ronderëm d'Stroke Unit, déi ee muss erfüllen, déi hu mer an der Annex 2 festgeluecht. Mä, Dir hutt ganz recht,

iwwert d'Personal muss herno d'CNS be-fannen. An do trëfft et sech gutt, well dee Pro-jet de service, deen herno agereecht gëtt fir eng Stroke Unit, dee kënnt jo an d'CPH pour avis an do ass d'CNS präsent. An da kënnen déi doten Elementer, déi Dir mat Recht hei als wichteg ausweist, och mat thematiséiert ginn.

Dann ass hei och gesot ginn - ech mengen, dat war den Här Halsdorf, deen dat gesot huet -, dass schonn an den 90er Jore Visiounen do wa-ren, fir Kompetenzen ze bündelen a fir Visiounen fir d'Zukunft ze entwéckelen an och d'Zesum-mewierke mat der Fuerschung unzedenken. Majo, ech wollt lech dozou zwou Saache soen.

Zum Éischt, wann an den 90er Jore schonn esou Prealabelen do waren, dann huet et awer trotzdeem bis elo gedauert an dës Regierung huet et an e Gesetz ageschriwwen. Dat stellen ech ganz einfach fest.

An zum Zweeten, Dir iert, wann Der mengt, dass mer dat net ugeduecht hätten, déi Syner-gien tëschent Santé a Fuerschung ze maachen, well ech ginn lech ee Beispill, an Dir hutt et selwer ugeduecht: Dee ParkinsonNet, deen ass Partie integrante vun engem vun eise Réseau de compétences, an zwar deem vun de Mala-dies neurodégénératives, an et ass ebe grad ugeduecht, dass an deene Reseau souwuel Vertrieber aus dem Milieu de la santé wéi och aus dem Milieu de la recherche regroupéiert zesummeschaffen, fir gebündelt Kompetenz fir d'Land auszuweisen. An dat fannen ech im-mens wichteg. An ech mengen dofir, dass déi Suerg onbegrennt ass.

Nei Servicer. Nei Servicer! Wann awer eppes zukunftsorientéiert ass, dann ass dat, wann ee seet: Déi Servicer, déi mir am Moment hei zu Lëtzebuerg an eise Spideeler hunn, déi si gutt, mä et mussen awer nach neier derbäikommen. An dat hu mer gemaach mat dësem Gesetz!

Ech wëll der hei just e puer nennen. Mir hunn e Kompetenzresau geschaaft am Beräich vun der Schmäerzbehandlung. Ech si perséinlech der Meinung, dass et do nach Sputt no uewe gëtt hei zu Lëtzebuerg bei der Behandlung vu chronesche Schmäerzpatienten. An dofir hu mer ebe grad esou een nationale Reseau virge-sinn.

Ech denken och un deen neien Diagnostikzen-ter fir Genetik a fir Anatomopathologie. Ma dat ass ganz wichteg, dass mer dat maachen, well do gëllt ebe grad - et ass fir mech keng Floskel, Madamm Mergen! - d'Entgéintwierke géint eng Zwouklassemeezinn. Et ka jo net sinn, dass just een, dee vill Suen huet, sech en neie genetischen Test ka bezuelen, fir ze kucken, ob e predestinéiert ass, eng ierflech Virbe-laaschtung huet, fir Broschtkriis zum Beispill ze kréien.

An dofir fannen ech dat grad gutt, dass mer engem Etablissement, deen awer en öffent-leche Charakter huet, dat uvertrauen, well fir mech si mer hei mat deem neie Service an der Logik vun enger öffentlecher Déngscht-leeschtung, vun engem Service public. An et ass vun där Iddi, wou ech guidéiert sinn, fir dat der Chamberskommissioun ze proposéieren. An dofir fannen ech dat och esou gutt, dass dat ugeholl ginn ass.

Et war hei eng Fro iwwert d'Telepathologie ge-stallt ginn, wou déi drun ass. Majo, am CHÉM an am CHL ass dat schonn en place. Ech mengen, et war den Här Gibéryen, deen déi Fro gestallt huet. Am Nordspidol ass et en pro-cessus de validation, an de Kierchbiereg huet zougesot, dass dat dëst Joer nach en place ass. Also Dir gesitt, och déi Saache sinn am Ver-bond mam LNS op engem gudde Wee.

An déi Qualitéitsprüfung, déi ass jo elo schonn en place! Deen LNS fonctionnéiert jo a kompletter Transparenz. Et gëtt keng Informa-tiounen, guer keng, déi mir net kréien an déi net der zoustänneger Chamberskommissioun kënnen zougestallt ginn. Do ass eng perma-nent Qualitéitsprüfung, och iwwer ee spe-zielle Gremium, deen dofir do ass. An déi Infor-matiounen si permanent do.

An dann ass hei och geschwat ginn iwwert d'Noutwendegkeet, de Patient méi staark ze maachen. D'Patientendossieren, ech mengen, dat war ee vun deenen Akzenter, déi d'Ma-damm Lorsché geluecht huet. Majo, dat fan-nen ech besonnesch wichteg, well et jo awer emol drëm geet, fir eis Spideeler och profes-sionell opzestellen, wa se wëllen hir Aktivitéite steieren. En obligatoresche Service de docu-mentation et d'information médicale, dat ass immens wichteg. An och déi multidisziplinär Approche vis-à-vis vun dem Patient, déi gëtt ageklot an dokumentéiert an dësem Gesetz.

A firwat ginn dann eng Rei vu Patiente ver-stärkt an d'Ausland? Net well déi auslännesch Doktere besser si wéi déi Lëtzebuerger Dokte-ren, mä einfach, well et oft esou ass, dass a ver-schiddene Milieux hospitaliers déi Prise en charge pluridisciplinaire am Ausland scho méi developpéiert ass wéi hei zu Lëtzebuerg.

An dofir muss mer eis nach verstärkt gutt op-stellen, fir dass eben an Equippen zesumme-geschafft gëtt, well dat brauch de Patient, dat verlaangt de Patient an dat huet de Patient och esou verdéngt. An deen, deen hei vun engem Paradigmewissel geschwat huet am Zesum-menhang mat de Rechter vum Patient, deen huet ganz recht, well dat ass ganz wichteg.

An dann déi berühmte Carte sanitaire.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Entschëllegt, Madamm Minister, erlaabt Der eng Zwëschevum Här Halsdorf?

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).**- Zwou kleng Froen. Ech ginn net am Detail op dat an, wat Der gesot hutt. Mä zwou Saache géife mech trotzdeem interesséieren. Dir hutt gesot: „Mir hunn, wat den LNS ugeet, Qualitéitsle-menter do.“

Ech hätt da gär gewosst, well d'Zertifizierung ass jo een Element vu Qualitéit: Wéi vill Proze-dure sinn dann zertifizéiert am Laboratoire na-tional de santé, wou ee weess hei, dass do déi Prozedur ugewannt gëtt vun deenen, déi mer elo brauchen am Beräich vun der Anatomopa-thologie zum Beispill an och am Beräich vun der Genetik? Dat géif ech gär wëssen. Wann Der et net haut kënnt soen, da sot eis dat eng Kéier, wéi vill et der sinn!

An déi zweet Fro, déi ech wollt stellen, dat ass, Dir hutt gesot, mir hätten dee Reseau vum Par-kinson opgebaut, deen ech och wierklech gutt fannen. Ech fannen dat eng gutt Initiativ.

Firwat hutt Der deen opgebaut eben esou, dass de Patient am Mëttelpunkt do steet? Dat heescht, dass eng Persoun - ech kennen der elo wéi vill, déi hu Parkinson - bei hiren Dokter geet an zu hirem Dokter seet: „Lauschtert emol, ech hu Parkinson, do gëtt et e Reseau, kann ech mech do eraklicken, do mat erakom-men, fir dann déi Donnéeën, déi do sinn, ze echangeieren a vun där Kompetenz, déi mer hunn, ze profitéieren?“

Firwat gëtt dat do gemaach, dass de Patient am Mëttelpunkt steet, d'Initiativ hält an erageet? Firwat maache mer dann en anere Modell am Spidolsplang, wou mer de Con-traire maachen, wou mer soen, dass et zwee Spideeler sinn, déi déi Initiativ huelen an da versichen, ebe Kompetenzen ze bündelen? An dann ass de Patient, deen ebe krank ass, eng Krankheet huet, forcéiert, an déi Spideeler ze goen, wou esou ee Reseau ass, soss kann en net vun deem Reseau profitéieren.

Dat fannen ech net gutt. Ech soen et nach eng Kéier hei. Mä da sot mer elo, an dat ass meng Fro: Firwat hutt Der dat net gemaach, wéi Der et bei der Parkinsonkrankheet gemaach hutt, am Beräich ebe vum Plan hospitalier? Wann Der mer dat géift soen, da wär ech frou.

Also firwat hutt Der dee Reseau anescht opge-stallt wéi dee Reseau virdrun?

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.**- Neen, Här Halsdorf, lech feelt leider d'Ver-trauen an dat heite Gesetz, well soss géift Der net dovunner ausgoen, dass déi Reseauen, déi jo mat Experten a mat Leit vum Terrain mat Liewe geféllt ginn, aneschtens an net patienten-orientéiert géife virgoen.

En anert Element, wat nieft dem ParkinsonNet affléist an esou e Kompetenzresau vun de Ma-ladies neurogénéatives, ass zum Beispill de PDP. Dat ass en Demenzpräventionspro-gramm, deen absolut patientenorientéiert a patientefokusséiert ass.

An ech mengen ganz einfach, dass dat e bësse schlechte Wëllen ass, firwat Dir mengt, dass déi Reseauen, déi mer hei ugeduecht hunn, net patientenorientéiert wieren, well an de Re-seauen an och an dem Comité interhospitalier sinn och Representante vun de Patiente mat dran. An dofir mengen ech ganz einfach, dass mer lech nach e bëssen iwwerzeege mussen an deenen nächste Méint, wa mer d'Emsetzungs-modalitéite kläre vun deene Reseauen.

An dat Zweet, do ginn ech eng Proposition opgräifen, déi d'Presidentin virun zwou Woche gemaach huet, fir näamlech déi Responsabel vum LNS an d'Kommissioun ze ruffen, well ech weess, dass déi international Zertifizierung no-tamment och am Zesummenhang mat der Ge-netik a mat der Anatomopathologie existent ass. Ob et elo méi wéi eng ass, kann ech lech hei net soen. Mä ech géif da proposéieren, de Responsabele vum LNS déi dote Froen ze stellen a se och ze bieden, déi Elementer alle-querte matzebréngen.

An, Här President, Dir hutt mer dat doten elo vu menger Riedezäit ofgezunn, dat ass awer net an der Rei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dir kritt dat selbstverständlech ugeschriwwen.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.**- Gutt.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).**- Ech géif awer gär wëssen, wann ech elo, Madamm Mi-nister,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, loosst d'Ministesche fäerdeg schwätzen! Wann Der dann nach eng Fro hutt, kënnt Der se stellen.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.**- Da wier ech awer frou, well soss kréien ech meng Elementer, déi ech awer op d'Froen vun deenen eenzelnen Intervenent mer nach no-téiert hat, net méi alleguerten artikuléiert. Ech soen awer Merci fir déi dote Fro.

Ambulatoire, do ass jo eng latent Suerg do. Ech spieren dat. Ech spieren dat, well och vill Leit mer dat soen: „Elo wëllt Der, dass d'Leit net esou laang am Spidol bleiwen, wéi se misste bleiwen, aus Spuergrënn.“ Dat wier wierklech eng falsch Richtung, wa mer déi géifen aschloen!

Hei geet et drëm, dass déi Pathologien, ech denken u Varicen, ech denken u Katarakten, ech denken u Bluttransfusiounen, ech denken u Chemotherapien, dat si Saachen, déi kënnen ambulant, also dagsiwwer am Spidol gemaach ginn. An d'Zil ass einfach, dass déi Saachen, déi kënnen ambulant gemaach ginn, sollen ambu-lant gemaach ginn, an dass et kee Sënn mécht, aus ënnerschiddleche Grënn, aus Confort-grënn, aus Autonomiesgrënn, aus medezin-nesche Grënn, et gëtt einfach kee Grond, fir Leit méi laang am Spidol ze halen, wéi se mussen.

A well mer do e Garde-fou brauchen, do hutt Der recht, gräife mir zréck op déi Prealabelen, déi vum Conseil scientifique de la santé ge-schaaft gi sinn, wou ganz kloer Richtlinie sinn, wou drasteet: Fir wéi eng Pathologien kënnt d'Médecine ambulatoire a Fro? A wat sinn d'Konditiounen, ënner deenen d'Leit ambu-lant kënnen behandelt ginn an net stationär musse behandelt ginn? An dat fannen ech ganz gutt.

An ech mengen och, dass mer e richtege Qua-litéitsprong maachen, well wa mer déi Règles de bonnes pratiques do respektéieren, dann ass dat eng gutt Saach. An domadder wäerten d'Patienten och ganz zefridde sinn.

An och hei, well lech nach e bëssen de Glawe feelt, dass dat an der Praxis awer ka fonction-néieren, wëll ech lech soen, dass dat an enger vernetzter Approche ugeduecht ass an dass mir am Contraire zu deem, wat Dir mengt, souwuel bei den ambulante Strukture wéi och bei de Kompetenzresauen eng Zesummenaar-becht tëschent de Spideeler uviséieren an do awer och domadder rechnen, dass mer keen ausschléissen, deen do wëllt matmaachen.

Ech wëll nach eng Kéier op déi Fro vun de Bet-ter zréckkommen, well déi vun e puer Interven-nanten opgestallt ginn ass. An zwee Interven-nanten hu souguer hir ganz Ried dorobber opgebaut.

Wat richtege ass, dat ass, dass mir um Ufank nach am Zeenario ware vun engem Fënn-fjoreesspidolsplang. Mir hunn awer - an ech mengen, dat war effektiv den Här Krieps, deen déi Remark an der Kommissioun gemaach hat - deen Zeenario geholl fir eis Planung, deen eigentlech dovunner ausgeet, dass mer méi schnell wéi geplangt e Bevëlkerungsuwuess kréien.

An dofir hu mer eis ebe grad déi Flexibilitéit ginn, déi mer eis ginn hunn, fir eng grouss Zuel vu Better virzugesinn. Eleng bei der Zuel vun de Rehabilitatiounsbetter an der Geriatrie gi mer vun 150 op 300 Better an d'Luucht. An insgesamt gi mer vun 2.800 op 3.100 Spidols-better an d'Luucht. An dee Maximum, dee kënnt am Fond just dohier, well de Statsrot eis mam Hiweis op d'Constitutioun gesot huet, dass mer obligéiert wieren, an engem Gesetz, wou eng Planung vum Stat virläit, eng iewesch Limit dranzesetzen. Déi hu mer awer esou generéis definéiert, dass an der Zukunft keng Enkpäss wäerte kommen.

Här President, well ech verhënnere wëll, dass Der mer sot, dass meng Riedezäit epuséiert ass, wëll ech zum Schluss kommen. Ech den-ken, dass mer an deem heite Gesetz grondleeënd Verbesserunge bruecht hunn, déi alleguerten ennersträchen, dass mer hei zu Lëtzebuerg keng Zwouklassemeezinn hunn an och keng wëllen.

Dëst Spidolsgesetz ass e Kadergesetz - et kann a wëllt een net alles doranner reglementéieren -, bei deem et eis virun allem drëm geet, fir d'Rechter vun de Patienten anzekloen. Am In-terët vum Patient ass et wichteg an noutwen-deg, dass am Spidol jiddwereen um näamlechte Strang zitt, dass och tëschent de bedeelegten

Dokteren Informatiounen kënnen vertraulich a fachiiwwergräifend opbereet ginn, fir dass de Patient dovunner ka profitéieren.

Mir sinn haut elo um Enn vun enger legislativer Aarbecht ukomm. Mä mir sinn awer net um Enn vun eiser Aarbecht ukomm, well elo muss dat heite Gesetz ëmgesat ginn. Do sinn nach eng ganz Rëtsch vu reglementareschen Dispo-sitiounen virzugesinn.

An do huet een hei ganz richtege gesot: Do brauche mer all Bedeelegt, déi eis mathëllefen, déi Reglementer esou opzebereeden, dass se an der Praxis och fonctionnéieren. Mir kënnen wierklech houfreg sinn op dat, wat mer ge-schafft hunn.

Ech wëll ausdrécklech hei soen, dass ech frou sinn iwwert déi Aarbecht, déi mir an der Kom-missiouen konnten zesumme leeschten. Et war net ëmmer einfach, mä et war wichteg. An ech wëllt am Nachhinein op keng Ronn verzichten, déi mer zesumme gedréit hunn.

A wann ech nach ee lescht Wuert dierf soen, da wëllt ech awer och wierklech gären dem Dok-ter Schmit, dem Direkter vun der Direction de la santé, der Dokter Berthet, Chef vun der Mé-decine curative, an dem Spidolskommissär Lau-rent Zanotelli ee ganz grouse Merci soen, well - gleeft mer! - ouni si hätte mer all déi gutt Aar-becht net kënnen leeschten. An och Merci fir déi gréisstendeels ganz, ganz beräichernd an inte-ressant Debaten, déi mer haut konnten hunn. An all déi Froen, déi méi an den Débat général ginn, déi wäerte mer da bei anere Gesetzter a bei anere Geleeenheeten thematiséieren.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Diskus-siounen ukomm a mer kënnen iwwert de Projet de loi 7056 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7056 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiou-nen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 32-mol Jo, 26-mol Neen, 2 Äbstentiounen. Domat ass de Pro-jet 7056 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Han-sen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Ech soen lech Merci.

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerzoen, de Projet de loi 7075 betreffend den nationalen Observatoire fir d'Qualitéit vun eisem Schoulsystem. D'Wuert huet de Rapporteur, den Här Claude Lamberty.

3. 7075 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Claude Lamberty (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kol-leegen, no där laanger Debatt hu mer haut awer nach zwee ganz wichteg Educatiounspro-jeten um Ordre du jour. Mat deem éischte schafe mer den Observatoire national de la

qualité scolaire a mat deem zweete gëtt den nationale Programmrot an d'Liewe geruff. Déi zwee Projete wäerten an Zukunft dozou bäidroen, eise Bildungssystem besser a méi kohärent ze maachen. - Mä elo emol eent nom aneren!

Virun net allze laanger Zäit hunn ech schonn eng Kéier hei am Haus iwwert d'Schoulentwécklung geschwat an ennerstrach, wéi wichteg eng gutt Schoulentwécklung fir eis Kanner ass. Am Kader vun der Modernisatioun vum Lycée a beim Aféiere vun de regionalen Direktiounen an der Grondschoul gouf heibannen enner anerem vill iwwert d'Plans de développement scolaire, déi sougenannte PDSen, geschwat. Nach eng Kéier kuerz zesummegefaasst: D'Plans de développement scolaire dokumentéieren am Fong déi individuell pädagogesch an organisationell Demarche vun den eenzelne Schoulen an droen der Spezifisitéit vun der lokaler Schülerpopulatioun Rechnung.

De Ministère setzt national Ziler fest, an et ass un der Schoul, sech e Wee mat eegene Prioritéiten ze sichen, fir déi Ziler dann och ze erfëllen. Dëst, wéi gesot, an enger Bottom-up-Approche, andeems ee säi PDS u seng eege Schoulpopulatioun adaptéiert, fir de lokale Spezifisitéit Rechnung kënnen ze droen.

De SCRIPT ënnerstëtzt d'Schoulen an där participativer Demarche souwuel mat engem wëssenschaftleche wéi och methodologeschen Apport.

Firwat rappeléieren ech dat? Mat dese wichtege Adaptatiounen gouf op lokalem Niveau de Kader gesat, fir d'Qualitéit vun der Schoulentwécklung hei am Land ze verbessern. Mam Schaf vum Observatoire gëtt dee Leetfuedem vun der Qualité scolaire elo op nationalem Niveau weidergezunn.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Den Observatoire gëtt eng extern, neutral an onofhängeg Struktur, déi e Bléck vu baussen op eise Schoulssystem wäert werfen, onofhängeg!

Onofhängeg ass hei e ganz wichteg Stéchwuert! Onofhängeg, well den Observatoire seng Konkusiounen onofhängeg zum jeeeweilige Minister kann a wäert zéien. Doudurch kann den Debat ronderëm d'Schoul an d'Entwécklung vun der Schoul wëssenschaftlech gefouert ginn an ass esou am Endeffekt e Garant zur regelméisseger Qualitätssteigerung vun eise Bildungssystem am Land. Firwat? Ma well dat Gremium ni e politescht Organ wäert sinn, mä e sachlecht an analyséierend Element, wat onofhängeg vum Minister Konkusiounen zitt an esou den Debat iwwert d'Schoulentwécklung op e ganz aneren Niveau, ewech vun dagespolitesche Stréimungen, wäert hiewen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP), rapporteur.** - Ech wëll hei och nach e weidere Punkt ennersträchen, deen immens wichteg ass. Et geet net drëms, den Enseignant permanent iwwert d'Schëller ze kucken a si ze kontrolléieren, mä et geet drëms, en objektive Constat iwwer eise gesamt Bildungssystem ze maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesäit d'Aarbecht vum Observatoire elo konkret aus?

Den Observatoire kritt, wéi gesot, d'Missioun, eng systematesch Evaluatioun vun der Qualitéit vum gesamten Enseignement ze maachen. Dëst betrëfft zum Beispill de gerechten Accès fir d'Schüler zur Education, de Respekt vun hire perséinleche Rechte, d'Wëssensvermittlung oder d'Férdere vun hire perséinlechen, kulturellen oder och soziale Kompetenzen.

Nach eng Kéier: Wichteg ze betounen ass, dass den Observatoire do an aller Onofhängegkeet schafft, souwuel wat d'Evaluéieren, d'Constatiéieren oder och d'Recommandéieren ugeet.

Nieft sengem Rapport d'activités wäert den Observatoire och all Joer op d'mannst en thematesche Rapport publizéieren, wou dann ebe seng Constaten a Recommendationen iwwer e bestëmmte Beräich wäerten drastoen. All dräi Joer kënn dann nach en nationale Bildungsrapport derbäi, deen déi global Schoulsituatioun am Land an d'Bildungspolitik vum Ministère beschreift an op enger wëssenschaftlecher - an ech betounen nach eng Kéier: op enger wëssenschaftlecher! - Basis analyséiert.

Fir sech e Bild vun der Lag kënnen ze maachen, muss een natierlech och op den Terrain. Déi acht Observateuren, aus deenen den Observatoire besteet, hunn d'Méiglechkeet, d'Schüler, d'Enseignanten, d'Elteren, d'Gemeengen, d'Chambre-professionellen an esou weider ze gesinn, fir mat hinnen iwwert d'Schoul ze schwätzen an esou hir Erfahrungswärter och ze sammelen.

Och an der Schoul selwer stinn hinnen d'Dieren op, fir sech mat den Direkteren oder och

Schoulcomitéen ze ennerhalen oder awer och emol a Coursen an de Schoule kënnen eranze-luussen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP), rapporteur.** - Wéi gesot, dëst net, fir d'Enseignanten oder d'Schüler ze kontrolléieren, mä fir de Schoul-system objektiv kënnen ze evaluéieren an dem Ministère dann och Recommendationen mat op de Wee kënnen ze ginn.

Här President, nach e Wuert zu deenen acht Observateuren. Dës kënnen souwuel aus der Fonction publique wéi och aus dem Privatsecteur kommen. Si gi fir e Mandat vu siwe Joer genannt an dat kann erneiert ginn. Op Proposition vum Observatoire selwer nennt de Minister och e President, deen de Chef hiérarchique vum Personal ass. Säi Mandat dauert dräi an en halleft Joer a kann och erneiert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech hunn den Tour gemaach. Den Observatoire gëtt eng extern, onofhängeg Struktur, déi eise Schoulssystem op Häerz an Niere préift, d'Mesur vum Ministère ënnert d'Lupp hält, fir duerno an engem konstruktive Geescht Recommendationen fir eise Bildungssystem ze maachen, ëmmer mat engem Zil: eise Schoulssystem esou auserichten, dass e mat den Erausforderunge vun eiser schnell-lieweger Gesellschaft ka Schrëtt halen an eis Kanner beschtméiglech op d'Zukunft ka virbe-reiden.

Fir weider Detailer verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport. An ech ginn elo nach den Accord vu menger Fraktioun, well den Här Delles, de President vun der Educationskommission, wäert och duerno nach d'Wuert er-gräifen.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Claude Lamberty (DP), rapporteur.** - Ech soen lech awer Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci dem Här Rapporteur. Als éischt ageschriwwen Riednerin ass d'honorabel Madamm Martine Hansen agedroen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dir Damen an Dir Hären, fir d'Éischt e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Lamberty, fir säin ausféierleche Rapport. Mir hu während dëser Legislaturperiod schonns vill Poste ronderëm d'Schoul geschaaft a mir schafen der mat dësem Gesetz nach eemol op d'mannst acht neier.

Prinzipiell ass et ze begrëssen, datt d'Qualitéit an Enseignement lafend evaluéiert soll ginn. Bei dësem Projet de loi zum Observatoire de la qualité scolaire stelle sech fir eis awer folgend Froen: Kréie mer d'Qualitéit an de Schoulen, vum Schoulssystem mat dësem Observatoire de la qualité scolaire nohalteg verbessert?

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An: Wäer et net och ouni neit Gesetz, ouni nei Struktur gaangen, andeems datt een dat gestärkt hätt, wat schonns do ass?

Den Observatoire wär laut Exposé des motifs, mir kruten et elo grad erkläert, eng „extern an neutral Struktur“. Dat misst en och sinn, fir richtig kënnen ze schaffen. Ass dat awer esou, wann, wéi den Artikel 2 seet: «Il est créé auprès du ministre (...)» (veuillez lire: «Il est créé sous l'autorité du ministre (...)»)? Zumindest kann een dat hannerfroen.

Eng wesentlech Voraussetzung, fir datt een d'Qualitéit kann analyséieren, ass nieft der Definition vun der Qualitéit de wëssenschaftleche Background vun deenen acht Leit, déi d'Poste solle besetzen. Mir kruten erkläert, et wäeren acht Leit, well se sollten de Beräich vun der petite Enfance bis zur Erwuessenebildung ofdecken. Wat awer méi wichteg ass, dat sinn definitiv hir Kompetenzen am Beräich vun der wëssenschaftlecher Analys, vun der Evaluatioun vun den Daten, Etüden an esou weider. Op der Uni.lu hu mer esou Leit!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Weder am Projet de loi nach am Exposé des motifs gëtt awer d'Zesummenaarbecht mat der Uni erwänt. Firwat net, amplaz nei Gremien ze schafen, dat stärker, wat mer hunn? De LUCET, d'Uni, hätt sécherlech kënnen mat der néideger Ennerstëtzung eng Partie vun dësen Aufgaben iwwerhuelen, an dëst onofhängeg vum Ministère a mat engem ofgescherte wëssenschaftleche Background. Dëst ass emol net analyséiert ginn!

Dësen Observatoire soll déi international Studien, PISA an esou weider, analyséieren. Genau dat mécht och d'Uni am Moment. Dësen Observatoire soll all dräi Joer en nationale Bericht iwwer eise Schoulssystem ofginn. Och d'Uni gëtt regelméisseg e Bildungsbericht of.

Den Observatoire kann awer elo, wann de Minister averstanen ass, onofhängeg Hëllef vun externen Experte kréien. Mir schafen also en neie Gremium, stellen acht Leit an, fir datt dës Leit - ech iwwerdreiwé vläicht, vläicht e bëssen! - der Uni kënnen en Optrag ginn, fir datt déi dat weidermécht, wat se bis elo schonns gemaach huet!

Ass dat eng effizient Steigerung? An eisen Aen net! An duerfir wäerte mer dese Projet de loi net matstëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächste Riedner ass den Här Lex Delles.

► **M. Lex Delles (DP).** - Här President, mir schwätzen haut iwwer zwou nei Strukturen am Bildungswesen, déi op den éischte Bléck net allze vill Gemeinsamkeete schénge mateneen ze hunn.

(Interruption)

Gelift? Si hunn ënnerschiddlech...

► **Une voix.** - Et ass kee méi douewen.

► **M. Lex Delles (DP).** - Ech hunn den Här Zeimet gekuckt gehat.

Si hunn ënnerschiddlech Missiounen, funktionéieren anescht, baséiere sech op ganz ënnerschiddlech Sourcen a lauschten op verschidde- den Akteuren. Do bleift net vill iwwreg, ausser vläicht de Fait, dass se alle béid nei sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op den zweete Bléck awer ass d'Schaf vum neien Observatoire de la qualité scolaire an dem nationale Programmrot, iwwert dee mer elo geschwé wäerte schwätzen, nëmme e weidert Puzzlestéck vun engem grouse Ganzen, engem Striewen, fir alle Schülerinnen a Schüler d'Dieren zu beschtméiglechen Zukunftsperspektiven opzespären.

De Schlëssel läit fir d'DP duerfir net an engem parteipoliteschen Hin an Hier, mä an enger gemeinsamer Demarche vu verschidde- den Akteuren, déi all duerch hiren Know-how an hir Experienz op ënnerschiddlechen Niveauen hiren Deel kënnen a sollen dozou bäidroen, eis Schoule fir all Schüler regelméisseg de Realitéiten um Terrain unzepassen. D'Kontinuitéit a gréisstméigleche Konsens sollen dobäi am Mëtelpunkt stoen.

Dass dat net einfach gëtt, wéi elo grad d'Madamm Hansen scho gesot huet, ass ganz kloer!

D'Erausforderungen an der Schoul selwer si schonns grouss genuch. Ech denken un déi grouss Heterogenitéit vun eise Schüler, d'Sprochevillfalt, déi klammend Schülerzuelen an esou weider. Ech erënnere drun, dass 43% vun eise Schüler Netlëtzebuurger sinn an nëmme nach 37% vun de Kanner am Fondamental Lëtzebuergesch als éischt Sprooch doheem schwätzen. Dat sinn alles Elementer, déi d'Situatioun zu Lëtzebuerg net méi einfach maachen, mä op déi awer muss eng Äntwert fonnt ginn.

Derbäi kommen dann nach d'Erausforderunge baussent der Schoul, déi gesellschaftlech, technologesch an ekonomesch Verännerungen an d'Evolution, déi de Rapporteur Claude Lamberty schonn ugeschwat huet. Déi mussen an dem Schoulssystem hiren Nidderschlag fannen. Mä grad well d'Erausforderungen an der Schoul esou grouss sinn, gëtt et Zäit, fir méi op d'Fakten ze lauschten, d'Situatioun an eise Schoule wëssenschaftlech ze analyséieren, op d'Stëmm vun der Gesellschaft an der Recherche ze lauschten, fir duerno an aller Kontinuitéit kënnen d'Defien een no deem aneren unzegoen.

Wann ech deen een oder anere Politiker vun der gréisster Oppositionspartei héieren, dann hunn och si sech „Kontinuitéit“ a „Rou“ grouss op de Fändel geschriwwen. Dat fret mech! Da ka jo net alles schlafen.

Mir brauchen an Zukunft eng méi kollektiv Reflexioun, déi en externen a konstruktive Bäitrag zu den Erausforderungen an de Schoule liwwert. Nëmme esou bleift ee laangfristeg kompetitiv a kann een de Realitéiten um Terrain Rechnung droen. Déi zwou nei Strukture sinn an engem gewëssene Mooss exemplaresch derfir. Si sinn onofhängeg a liwweren en Experteblick vu baussen. Et ass ee weidere Schrëtt a Richtung vun engem Lassléise vu politeschem Pouvoir, Stéchwuert: Entpolitisierung.

A loosst mech op dëser Plaz den honorabelen Här Alexander Krieps vun de Mëtten zitieren: „D'Education an d'Santé dierfen net zum politesche Spillball ginn!“

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Lex Delles (DP).** - Här President, ech sot „ee weidere Schrëtt“...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, e Spillball! Ech schwätze vum Spillball hei.

(Brouhaha)

Ech sot „ee weidere Schrëtt“, deen ech elo grad gesot hunn, well et ass net deen éischten, deen an déi richteg Richtung geet. Ech denken zum Beispill un d'Autonomie, déi d'Schoulen am Kader vun der Lycéesreform zougesprach kruten. Domat kënnen d'Schoule jo net nëmme besser op déi verschidde Talenter a Potenzialer, mä och op d'Besoine vun hire Schüler agoen an hir Konzepter a pädagogesch Approchen deemtsprechend upassen. Dëst dréckt am Fong am beschten d'Vertrauen aus, wat de Bildungsminister de Schoulen an hiren Akteuren entgéintbréngt.

De Ministère leet kloer d'Ziler zu den eenzelne Beräicher fest, an d'Enseignanten, déi dagdeeglech mat hire Schüler ze dinn hunn, kréien d'Verantwortung an d'Fräiheet, mat hire Moyenen an eegenen Demarchen dës Ziler ze errechen. Dat ass keng Politik vun uewen erof, mä eng vun ënnen erop!

Déi participativ Approche beim Ausschaffe vun de Plans de développement scolaire, d'Schaf vum der nationaler Elterekonferenz, d'Stärke vun der nationaler Schülerkonferenz si weider kleng Schrëtt, déi d'Participatiouenskultur an eise Schoule geféiert hunn an déi d'Akteuren um Terrain abannen.

Här President, och dem Claude Meisch seng Iddi vum Lëtzebuurger Bildungsdësch schreift sech an de Kontext vun enger Entpolitisierung vun der Schoul an. Dëst soll jo an Zukunft als Plattform genotzt ginn, bei där sech all d'Akteuren aus dem Schoulwesen, wëssenschaftlech Experten a Verrieder vun der Zivilgesellschaft iwwert d'Situatioun an der Education oppen austauschen a Konklusiounen zéie kënnen.

Ech si frou ze héieren, dass den SNE an d'FEDUSE gewëllt sinn, mat op de Wee ze goen, fir den Debat iwwert d'Schoul an engem gewëssene Mooss ze versachlechen a legislatur-iwwergräifend no konstruktive Léisungen ze sichen.

Fir ofzeschlësse wollt ech nach soen, dass d'DP voll a ganz hannert dëser Approche steet. D'Schoul därer net weider zum Spillball vu parteipolitesche Consideratiounen ginn. Mir mussen an Zukunft méi op d'Stëmm vun der Wëssenschaft an der Gesellschaft lauschten an d'Participatiouenskultur, déi elo agefouert gouf, weider héichhalten. Mir freeën eis jiddefalls op en objektiven a sachlechen Debat.

An ech maachen et esou, wéi den Här Rapporteur gesot huet: Ech ginn heimat och den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet. Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Noutwendegkeet vun enger Institutioun, déi op eng objektiv, neutral a kritisches Aart a Weis de Schoulssystem an d'Bildungspolitik evaluéiert, déi also e Bléck werft op de Fonctionnement vun eise Schoulen, ass ëmsou méi wichteg, well mer de Schoule jo méi Autonomie ginn.

Wéi gutt oder wéi schlecht fonctionnéiert eis Schoul? Dat ass natierlech eng essenziell Fro, op déi all d'Akteuren um Terrain eng Äntwert brauchen. Et ass delikat, déi Äntwert ze ginn, wann een net déi richteg Resultater, net deen néidege Recul huet an och net déi néideg konkret an objektiv Evaluatiounen.

Mir begrëssen et duerfir, dass mer mat der Schafung vun engem Observatoire déi wichteg Debatt objektivéieren, an dat maache mer mat dësem Observatoire, mat der Kreatioun vun dësem Observatoire. Dat wäert eis et erméiglechen, méi a Rou déi Diskussiounen ronderëm d'Qualitéit vun eiser Schoul ze féieren.

Här President, wéi de Rapporteur, deem ech wëllt vun dëser Säit aus e grouse Merci soen, et schonn ennerstrach huet, geet et hei net drëm, dem eenzelnen Enseignant seng Aarbecht ze kontrolléieren. Et geet drëm, eng Analyse an eng Evaluatioun vun der Situatioun vum Schoulssystem generell ze maachen an awer och vun der Schoulpolitik am grouse Ganzen, mam Zil, fir ze kucken, wou eise Schoulssystem histeiert a wat mer kënnen maachen, fir en ze

verbesseren. Dësen Observatoire schafft duerfir och ganz onofhängeg vum Ministère an huet niewent der Evaluatioun vum Schoulsystem och nach d'Aufgab ze kucken, wéi déi verschidde Servicer vum Educatiounsministère schaffen.

D'Resultater vum Observatoire gi public a stinn da souwuel dem Minister wéi den Enseignanten, den Elteren an och de Schüler zur Verfügung.

D'Aarbechte vum Observatoire berouen op folgenden dräi Piliere: dem Respekt vum den individuelle Rechter vun de Kanner an dem gläichen Accès fir all zur Bildung. An dat begrësse mir als LSAP. Fir eis war et wichteg ze ënnersträichen, dass de gudden Fonctionnement vun eise System virun allem drun ze moossen ass, wéi wäit ee jidder eenzele Kand déi nämlech Chancé garantéiert. Zweetens sinn et d'Aquise, d'Kenntnisse an d'Kompetenze vun de Schüler, an dréitens och hir perséinlech, kulturell a gesellschaftlech Entwécklung.

An de Lex Delles huet et gesot, d'Zuel vun den Netlëtzebuerger an eise Schoulen ass enorm héich. Duerfir brauche mer och do konkret a richteg Zuelen. Dat si Piliere, no deene mir kucken, ob eise Schoulsystem déi richteg Äntwerte liwwert oder net.

Domat kann, mengen ech - esou hunn ech op alle Fall bis viru Kuerzem geduecht -, keen e Problem hunn, wann et drëm geet ze kucken, wat eis Schoulen eise Kanner eigentlech bréngen an ob si se anstännege op hir Zukunft virbereeden.

Här President, all Regierung mécht d'Erfahrung, dass et net einfach ass, eise Schoulsystem ze reforméieren. Dat hunn alleguer déi Ministere virdu misse konkret materielwen.

(Interruption par M. Claude Meisch)

D'Educatioun ass eng komplex Matière, déi vill a séier an enger digitaler Welt ännert. Déi richteg Äntwert fannen zu den Erausforderunge vun haut an den Ziler vu muer, fir déi ze definéieren, dat ass alles, mä net einfach. Mir mengen duerfir als LSAP, dass et gutt ass, eis mat dësem Observatoire weider Moyenen ze ginn, fir e kloer Bléck op eise System werfen ze kënnen an esou och en connaissance de cause muer déi richteg Decisiounen ze huelen, fir eise Kanner dee beschtméigleche Schoulsystem ze ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Mat dësem Gesetz schafe mer en nationalen Observatoire fir d'Schoulqualitéit. Déi éischt Fro, déi sech natierlech stellt, ass: Brauche mer esou eppes? D'Kollegee vun der Demokratescher Partei hu schonn eng éischte Kéier eng däitlech Äntwert ginn. Si hunn op déi gesellschaftlech Ufuerderunge, op d'Wissenschaftlechkeet higewisen a kloer mat jo geäntwert.

Mir mengen awer, dass déi Fro an eisen Ae berechtigt ass. Mir hu jo och net näischt haut schonn an eise Schoulen!

Mir hunn haut schonn e SCRIPT, also e Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques. De SCRIPT mat senge sechs Divisiounen, wou zum Beispill eng heescht Division du développement du curriculum an eng aner Division du développement des établissements scolaires, ass an eisen Aen e Poids lourd an eise Educatiounssystem.

Ech hat schonn 2009, wéi mer hei d'Reformen Delvaux vun der Grondschoul diskutéiert haten, gesot, dass mer net eng Schoulreform mat dräi Schoulgesetz hätten, mä mat véier, well mer och d'Reform vum SCRIPT deemools schonn als eng wichteg Reform betruecht hunn, déi och ganz groussen Afloss op eise Schoullandschaft wäert kréien. A mir sinn och der Meenung, wann een d'Entwécklung vum SCRIPT a wann een d'Entwécklung vun eise Schoullandschaft kuckt, dass déi Ausso vun 2009 sech confirméiert huet.

An esou steet och zu Recht am Rapport vun dësem Gesetz - Merci dem Rapporteur fir seng exzellent Aarbecht -, dass de SCRIPT d'Lycéeën an d'Schoule methodologesch a wëssenschaftlech begleet.

Niewent dem SCRIPT hu mer awer och nach e Service des statistiques vum Educatiounsministère a mir sinn der Meenung, dass eng

gründlech a kritesch Auseenansetzung mam statisteschen Material scho vill Aussoen iwwert d'Schoulentwécklung an iwwert d'Schoulqualitéit mécht.

Da gëtt et och nach e LUCET, e Luxembourg Centre for Educational Testing. Den engleschen Numm seet et schon, ass en Hiweis, dass mer et hei mat engem Zenter vun der Uni ze dinn hunn. De LUCET koordinéiert d'Épreuves standardisées a suivéiert vill Aspekter vun eiser Schülerpopulatioun. Et geet em Kompetenz, Motivatioun an esou weider.

An et gëtt och nach e LuCS, e Luxembourg Centre for School-Development. De LuCS schafft mam SCRIPT zesammen, koordinéiert d'Fuerschungsprogrammer, ënnerstëtzt d'Programmkommissiounen a realiséiert all dräi Joer e Bildungsbericht.

Den SEW zielt an engem Communiqué, deen ech haut opgegraff hunn um 100,7 - ech hunn de Communiqué selwer awer net fonnt, ech hoffen alt, dass et keng Fake News ass -, schwätzt vu 15 Agencen, Kompetenzzentren, Kommissiounen an Observatoire, déi mer hunn. An och den honorabele Rapporteur hat vun de PDSe geschwat, de Plans de développement scolaire. Dat ass jo och schonn eng wichteg Basis, déi mer hunn, fir d'Schoulqualitéit vun eiser Schoul ze suivéieren.

Bei esou vill Encadrement versti mer dann och, dass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an hirem Avis vum 21. November 2016 schreift, an ech zitieren (veuillez lire: an ech zitieren aus dem Rapport): «La Chambre (...) souligne qu'il faut faire attention à ne pas trop bureaucratiser l'Éducation nationale.»

Déi Suerg, dass eis Schoul ze vill géif bürokratiséiert ginn, héiert een oft um Terrain. Vill Schoulmeeschteren a Léierinne mengen, si misse vill Zäit mam Redigéiere vu Rapporten an dem Ausfülle vu Formularé verbréngen, wouvun den Notzen eréischt op den zweeten oder den drëtten Bléck ze erkenne wier.

D'Fro, ob mer beim Iwwergang aus enger Zäit, un déi ech mech ganz gutt erënnere kann, wou mer an eise Schoule praktesch guer näischt schrëftlech festgehalen hunn, elo vläicht an enger Iwwergangsphas a bësselche mat Rapporten iwwert d'Zil erausschëssen, mengen ech, därerf een ëmmer analyséieren, fir do zur Konklusioun ze kommen.

Wat dann elo den Observatoire betrëfft, dee mer de Mëttes stëmmen, gëtt d'Chambre des Fonctionnaires Entwarnung. Dat muss jo eng gutt Saach sinn, si ass jo och schlisslech vum SNE ausgehandelt ginn an den SNE huet se och ofgeseent.

Wann een dann eng Kéier kuerz d'Avise vun de Kummere weider kuckt, do ass d'Fro gestallt, ob den Observatoire onofhängeg ka funktionéieren. Mir mengen, dat misst kënnen de Fall sinn. Am Artikel 2 gëtt déi Onofhängegkeet wuertwärtlech festgeschriwwen. D'Membere kënnen souwuel Fonctionnaire si wéi aus der Privatwirtschaft kommen. Si gi fir siwe Joer nominéiert. Hiert Mandat ass also méi laang wéi eist hei oder wéi eise Minister säint.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kënnen eis virstellen, dass esou en Observatoire national de la qualité scolaire eppes zu enger nohalteger, gudder Schoulpolitik ka bäidroen, a wäerten duerfir och dëse Projet de loi stëmmen.

Erlaabt mer just zum Ofschluss eng Fro: Wann ech festgestallt hu virdrun, dass de LuCS all dräi Joer e Bildungsbericht mécht, a wa mer am Artikel 4 soen, «L'Observatoire établit triennuellement un rapport national sur le système scolaire avec ses constats et ses recommandations, (...)», gesinn ech awer, dass dat sech e bësselchen iwwerschnéit. Ech ginn dovun aus, dass mer do an der Praxis eng Léisung fannen, déi Sënn mécht.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeit. Den Accord hunn ech jo scho ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den Här Fernand Kartheiser ass prett.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech hat geduecht, mir wäeren an der Diskussioun em eng griichesche Juggurtsfabrik de Mëtten! Wann ech elo hei héieren, dass déi gréng praktesch eng Oppositionsried hale géint e Projet, deen de bloe Minister hei virstellt, an dann awer herno nach derfir stëmmen, dann ass dat éischten eng Logik, déi ee kann iwwerraschen dans le chef du parti vert écologique! A gläichzäitig géif ech dem Här Minister vläicht mat op de Wee ginn, fir dem Här Bettel ze soen, e misst fir Disziplin a senger Koalitioun suergen, well bis de 14. Oktober sinn et nach e puer Méint!

Dovunner ofgesi sinn déi Remarken, déi de gréng Kollege, den Här Adam, hei gemaach huet, absolutt justifiéiert! Ech mengen, et kann ee sech wierklech froen, ob dat hei net double, triple, quadruple oder quintuple - oder wéi dat och ëmmer heescht - Emploi mécht, wéi den SNE et gemaach huet. Well wat sinn d'Missiounen dann, wat sinn d'Missioune vun deem neie bürokrateschen Organ, wat do soll geschafft ginn?

Rapporte schreiw: Där hu mer vill! En „regard externe“ op eise Schoulsystem: All Patron, deen ee soll engagéieren, dee mécht lech dee Regard externe! All Korrekter vum Statsexamen, dee mécht lech dee Rapport, deen Der gär hätt, wann Der wëllt wëssen, wat an de Schoulen haut nach geléiert gëtt! Dat ass eigentlech dee Regard externe, dee mer hunn. Mir wëssen, dass villes falsch ass. Mä d'Politik muss och do sinn, fir dat opzegräifen a fir sech kënnen éierlech an objektiv domadder ausereenzesetzen.

Well deen „débat serein“, dee kënnen mer hei och féieren! A wann ee seet, d'Politik, déi soll sech em d'Schoulpolitik këmmen, dann ass eng Kritik net den „Spillball vun der Politik“, gradesou wéi d'Spidolpolitik oder all anere Beräich. Et ass eis Aufgab als Parlament, deen „débat serein et objectif“ ze féieren. Dofir si mir do, wéi och aner Akteuren an der Gesellschaft. A mir brauchen net nach en zousätzlechen Observatoire, fir eis dat ze erméiglechen.

Da soll deen Observatoire „domaines prioritaires“ an der Politique éducative proposéieren. Ma firwat hu mer dann e Minister? Ass et dann net engem Schoulminister seng Aarbecht, fir ze soen: „Dat do ass meng Prioritéit“, an da mat där Prioritéit hei an d'Parlament ze kommen an dofir riichtzestoen? Mir brauchen dat net ze delegéieren. De Minister soll seng Verantwortung huelen!

Et ass eng iwwerflësseg Institutioun, déi mer hei hunn. An et ass ee vun deene Grënn, firwat mer dergéint sinn. Mä och iwwerhaapt d'Notioun vun der Qualité scolaire: Wann een da kuckt, wéi déi iwwerhaapt definéiert gëtt! Et ass alles... Am Gesetz steet dann och, oder am Exposé des motifs, «la qualité scolaire s'exprime surtout», dass d'Schoul sech soll den «évolutions et des besoins de la société» upassen.

Mä dat ass net eleng den Objet vun der Schoul! D'Schoul ass och haaptsächlech emol do, fir dem eenzele Kand, dem eenzele Jonken eng Méiglechkeet ze ginn, fir sech selwer emol ze entfalten, fir sech ze bilden, fir och an der Kontradiktioun mat deem, wat en erlieft an der Gesellschaft, eens ze ginn a sech domadder ze formen.

Mä dee reng utilitaristeschen Usatz! Den Här Engel kënt heihinner fir d'LSAP a seet: „Jo, mir hunn esou vill Auslänner an der Schoul.“ Wat ass dann déi Konklusioun, déi en zitt? Wat ass dann d'Bildungsideal vun enger Lëtzebuerger Schoul? Solle mer eis nëmmen duerno riichten oder no anere Saachen, déi hei genannt gi sinn, wéi Kompetenzen oder aner Saachen?

E Bildungsideal - e Bildungsideal! -, do muss mer emol erëm dru schaffen, fir iwwerhaapt emol ze wëssen, amplaz dauernd vu Bildung ze schwätzen: Wat verstitt Dir dann dorënner? Wat versteet dës Koalitioun ënnert der Bildung? Wéi gesäit se d'Entwécklung vum jonke Mënsch an deem Schoulsystem, dee mer am Abléck nach hunn?

Et ass och komesch, dass eng Demokratesch Partei heihinnerkennt an iwwer all déi Joren, wou si elo d'Verantwortung an der Unterrechtspolitik huet, u sech de Prolongement vun deem sozialisteschen Usatz mécht vu virdrun. Eng Planwirtschaft! E Plang hei, e Plang do, e Plan de développement scolaire, fir d'Qualitéit ze assuréieren. Et ass ëmmer nëmmen dat!

E Plan de développement scolaire! Firwat muss alles geplangt ginn? Firwat muss alles bürokratiséiert ginn? Firwat muss alles, wat déi Schoulen dann an enger soi-disant Autonomie plangen, och nach vun engem SCRIPT kontrolléiert ginn? Ass dat net eng Pseudoautonomie? Wéi wäit wëllt Der da goen?

Dat ass dach alles huet u sech, wat Der do sot, genausou wéi et huet ass, dass Der sot, déi nei Institutioun wier „neutre et indépendante“. Déi ass iwwerhaapt net „neutre et indépendante“! Den Domaine prioritaire, an deem se soll schaffen, gëtt vum Minister festgeluecht. D'Nominatioun vun de Membere gëtt vun der Regierung virgeholl.

Am Gesetz steet, den Observatoire steet „sous l'autorité du ministre“. Wou kommen d'Beamten hier oder déi Membere vun der Kommissioun? Majo, zum Deel aus dem Enseignement an aus der Administration générale. Déi stinn awer per se ënnert dem Pouvoir exécutif. A wa se selektionéiert ginn, ass dat jo och keen neutrale Prozess. De President vun deem Gre-

mium, dee gëtt zwar proposéiert vun de Membere vum Gremium, mä e gëtt vum Minister ernannt. Ass dat d'Definitioun vun neutral an onofhängeg?!

Wann Der déi do Kritäre géift an der Justiz oder an anere Beräicher vun der Gesellschaft applizéieren, déi Der eis hei proposéiert, da géif ech emol gär d'Reaktiounen héieren! Et ass keng Neutralitéit a keng Onofhängegkeet vun dësem Gremium garantéiert, no egal wéi enge richtige Standarden!

An dann hutt Der natierlech och eng Quoteregelung dran. D'DP, den Här Lamberty, mengen ech, hat vergiess, eis déi ze nennen, wahrenscheinlech well d'DP virun dëser Legislaturperiod nach géint d'Quote war an an dëser Legislaturperiod och fir d'Quoten ass. Och dat ass eng interessant Entwécklung.

Abee, mir als ADR, mir waren ëmmer géint Quoten a mir bleiwe géint Quoten! An och dat ass e Grond, firwat mer dëst Gesetz net wäerte matstëmmen. Et ass iwwerflësseg an et bréngt eise Schoule guer näischt.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Adam, deen direkt ugeschwat ginn ass - just eng Sekonn -, deen eng Richtegstellung wëllt maachen, huet d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Jo, Här President, ech mengen, wann den Här Kartheiser meng Ried als Bättrag, wéi wann e vun enger Oppositionspartei wier, jugéiert, dann ass dat säi gutt Recht. Ech wëll am Fong geholl just dann a mengem Numm soen, dass ech selbstverständlech mer erlaben, eng Rei Froen ze stellen, déi gären als kritesch kënnen interpretéiert ginn, dass ech allerdéngs d'Linn vun dem Minister Meisch och hei matdroen an dass ech jo duerfir och den Accord vu menger Partei ginn.

An da wëll ech nach drunhänken, dass, wann ech d'Ausféierunge vun Här Kartheiser héieren, da gesinn ech, wou wierklech ganz grouss Differenze leien, souwuel am Weltbild, am Bild vun der Schoul. An duerfir, Här Kartheiser, d'Differenzen tëschent Är Positioun a menger si sechsmol méi grouss wéi déi tëschent dem Minister Meisch an der grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Gott sei Dank!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et ass nach vill méi grouss!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. No der CSV, no der ADR an no deene Gréng wäert ech mech och kritesch ausschätzen zu dësem Projet de loi.

(Interruptions et hilarité)

Et wäert net einfach fir eis ginn.

Mir müssen dann haut iwwert dësen Observatoire de la qualité scolaire ofstëmmen, nodeems mer jo och schonn eng Agence pour le développement de la qualité scolaire hunn, e Centre de compétence de la didactique des disciplines, e Centre de compétences pour le développement curriculaire, e Centre de coordination des projets d'établissement, e Centre d'éducation à la citoyenneté, en Observatoire de matière scolaire an esou weider an esou virun. Nodeems mir all déi Saachen hunn, wäerte mer den Observatoire de la qualité scolaire haut unhuelen oder net.

Vläicht hu jo och déi eng oder déi aner Organer hir Nützlechkeet, mä vläicht och net. Ech mengen, bei dësem Gremium kann ee sech awer déi Fro definitiv stellen. An ech wollt awer och fir d'Alleréisch aus den Texter selwer zitieren, aus de Considérations générales zitiere vun den Texter, well heiansdo ass dat nach méi spannend, fir dat esou ze soen.

Ech zitieren: «De nos jours, le système éducatif n'a pas seulement pour but la transmission du savoir et des connaissances du monde, mais un établissement scolaire doit aussi former des citoyens éclairés et responsables dans une société qui devient de plus en plus complexe.» Zënter 20, 30 Joer héiert een dat och ëmmer, déi Leier vun der Gesellschaft, déi ëmmer méi, ëmmer méi komplex gëtt! A Südfrankräich nennt een esou eppes „des paroles verbales“, wësst Der. Et benotzt ee vill Wieder, mä et huet ee weénege gesot an et weess een nach ëmmer net, wou een drun ass. Op Lëtzebuerger gesch nennt een dat vläicht och „Stamm-dësch“.

Well dass d'Welt ëmmer méi komplex gëtt..., jo, vläicht, gewësse Saache gi méi komplex, aner Saache vereinfache sech. An duerno och déi Leier, fir permanent ze soen: „Et muss een

d'Leit virbereeden elo fir d'Entwécklung vum spéider, déi ee par définition net ka kennen, dat sinn u sech nëmmen einfach esou Floskelen. Mä ech mengen net, datt dat iergendepes mat Educatioun ze dinn huet. D'Schoul muss do sinn, fir Leit, Mënschen ze emanzipéieren an hinnen d'Méiglechkeeten ze ginn, fir sech ze emanzipéieren.

An dat mécht justement och déi Considération générale net. Well ech fuere weider, et ass en anere Saz, deen ass och net schlecht: «Afin que les élèves accèdent à une meilleure qualification pour un marché de travail», et ass „du travail“, mä et steet „de travail“ do, „qui est plus exigeant que jamais, il faut responsabiliser davantage les différents acteurs du système éducatif.“

Här President, an deem Saz ginn et dräi Notionnen: „meilleure qualification“, „marché du travail plus exigeant que jamais“, „responsabiliser davantage les différents acteurs“. Dat si keng Notionnen, déi neutral sinn, och wa se vläicht kéinten deen Uschäin hunn! Well mir hunn et ganz kloer mat engem Educatiounsministère ze dinn, deen, éischters, déi präkar an ongerecht Situatioun um Aarbechtsmarché a Kaf hält an akzeptéiert a se och souguer quasi wéi en Naturgesetz unerkent, deen och mengt, zweetens, et wier seng Pflicht, Schüler fir dee wëllen Aarbechtsmarché ze formatéieren, an drëtters, och nach mengt, datt et géif klappen, wat eng Illusioun ass.

An engem Saz: Den Educatiounsministère gesäit seng Pflicht doranner, entgéint alle schéine Wierder, aus de Schüler keng éclairéiert Bierger ze maachen, mä adaptabel Salaréien, déi - genau sou wéi de Ministère - weder d'Gesellschaftsuerdnung nach den Aarbechtsmarché, esou wéi en ass, unhuelen a sech fügen (veuillez lire: d'Gesellschaftsuerdnung an den Aarbechtsmarché, esou wéi en ass, unhuelen a sech fügen). E wëllt Kopfnicker a Wierklechkeet hunn!

Ech maache mer awer net ze vill Suergen, well ech weess, datt d'Schüler d'Gesellschaft mat engem méi grousser Intelligenz a mat méi kriteschem Geescht wéi den Educatiounsministère kucken, well déi Ideologie, déi am Educatiounsministère herrscht, déi ass ganz al, aus dem 19. Jorhonnt u sech.

Et kéint ee behaupten, datt deen Observatoire, deen 1,4 Milliounen Euro d'Joer kaschte wäert, nëmmen do wier, fir Leit ze beschäftegen. Ech weess net, mä et freet ee sech awer, woumader si sech beschäftege wäerten. Et soll jo dréms goen, nodeems déi sougenannten Autonomie d'Schoullandschaft opspléckt an de Wee fräi mécht fir d'Privatisierung, nodeems dat agefouert gouf, datt elo deem ganze Chaos eng Aart Kohärenz soll gi ginn.

An ech mengen, am Ministère wësse se och net méi esou richteg, wou se dru sinn. An dat erkennt een dorunner, dass se nach ëmmer ganz komesch Saache schreiwen. Ech muss erëm eng Kéier zitieren, wann ech gelift. Déi, déi eng gewësse Sensibilitéit hu fir déi franséisch Sprooch, déi e bësse frankophil oder frankophon sinn, lauscht léiwier net no, parce que les oreilles vont saigner! Do ass e Saz: «On accorde donc une autonomie accrue aux écoles, qui, par cette référence nationale, deviennent des „établissements apprenants“.» Des „établissements apprenants“, weist mir dat, wann ech gelift!

(Interruption)

Ech weess net, wat dat ass. Kann een déi heemelen? Kann een déi fidderen?

(Hilarité)

Wat fir eng Sprooch ass et? Et ass kee Franséisch?

(Hilarité et interruptions)

Ech weess net, wouhier dat kënnt. An ech mengen, dat seet schonn e bëssen... Fréier gouf et déi Ideologie „back to basics“, wou d'DP eng Kéier de Ministère hat. Elo ass et „back to nowhere“.

An ech mengen, et dierf een awer och net vergiessen, et gi Leit, déi sech wierklech engagéieren, wat d'Educatioun ugeet, an déi observéieren, déi recherchieren, doranner gëtt jo och investéiert. Déi sinn op der Uni. Dat ass scho gesot ginn. An deen Observatoire - désolé, désolé! -, deen ass superfetatoire! Gräift op déi Leit zréck vun der Uni! Dir kennt vläicht och den Héichschoulminister, ech kann lech seng E-Mail-Adress ginn. Deen ass ganz fein a ganz verstänneg, vläicht kann een do eppes maachen.

Mir wäerte selbstverständlech géint dese Projet de loi stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischte a grouse Merci un de Claude Lamberty, de Rapporteur vun dem Gesetzprojéit. D'Schafung vun engem Observatoire national de la qualité scolaire ass e wichtege, jo, e wichtege Meilesteen an der Konstruktioon hin zu enger anerer bildungspolitescher Debatt hei zu Lëtzebuerg.

Ech wëll net op all Aspekt nach eng Kéier agoen. Mä de Rapporteur huet et gesot, aner Riedner och: Wa mer de Schoulen op där enger Säit méi Autonomie ginn, méi Fräiraum ginn, sech dem Besoin vun de Schüler an hire Schoule kënnen unzepassen, brauche mer op där anerer Säit och Strukturen, déi kucken, ob de Kader agehale gëtt, déi kucken, ob dat da wierklech och herno zilféierend war, ob mer wierklech e gesamte Bildungssystem hunn, deen de Besoin vun de Schülerinnen an de Schüler gerecht gëtt.

An deen, deen dat mécht, dee muss vu bausse kucken, dee muss mat engem neutrale Bléck kucken, e muss onofhängeg sinn an e muss eng onofhängeg Struktur eben och duerstellen. An dat ass den Observatoire national de la qualité scolaire, dee mer per Gesetz hei schafen.

Wa mer gären hätten, datt e vu bausse kuckt, wa mer gären hätten, datt en dat mat engem neutrale Bléck mécht an als onofhängeg Struktur kuckt, da brauche mer e Gesetz an da kann et net sinn, datt et iergendzousch e Service vun engem vun deene besteëenden Departementer vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ass.

Den Observatoire de la qualité scolaire soll dann och d'Stëmm vun der Wëssenschaft duerstellen an der bildungspolitescher Debatt, déi daitlech méi haart, mengen ech, muss gehéiert ginn an Zukunft, well et aner Stëmmen sinn, déi och de Mëtten hei an der Debatt ugeklonge sinn, an zum Deel folkloristesesch, zum Deel populistesch ugeklonge sinn. Där brauche mer manner! Mä mir sollen der Wëssenschaft méi nolauschten, wann et ëm Bildungspolitik geet. An och dat ass eng vun den Aufgabe vum Observatoire de la qualité scolaire.

E wäert do net bei null ufänken. Natierlech gëtt et aner, déi och hei zu Lëtzebuerg iwwer Bildung fuerschen. Mir hunn e Luxembourg Centre for Educational Testing zanter enger ganzer Rei vu Joren, deen eis enorm vill Donnéeë sammelt iwwer d'Performance vun de Schüler an och d'Performance vun eise Schoulen. Et geet awer och doréms, déi esou opzebereeden, datt se kënnen genotzt ginn, gewënnbréngend genotzt ginn an der bildungspolitescher Debatt. Nëmme sammelen, sammelen a sammelen, datt hëlleft sécherlech näischt. Da muss och dat erauskondenséiert ginn, wat eis wierklech kann Orientatioun gi fir d'Weiderentwécklung vun eiser Bildungspolitik.

Duerfir ass et och esou, datt den Observatoire national de la qualité scolaire net dem Minister rapportéiert, mä virun allem der Chamber rapportéiert an domadder der breider Effentlechkeet rapportéiert. Hätt ech am Ministère een ugestallt, déi Aarbecht do ze maachen, e Service ministériel gegrënnt - dat hätt ech jo kënnen maachen -, dann hätt de Minister, deen an all déi nächst, nach all Kéiers kënnen soen: „Dat doten ass e Rapport, deen arrangéiert mech, dee gi mer eraus, an dat doten ass e Rapport, deen arrangéiert mech elo manner, deen hale mer emol fir eis.“ An dat kann et jo net sinn!

Wa mer eng onofhängeg, neutral Instanz hunn, déi d'Qualitéit vum ganze Schoulsystem, y inclus de Servicer vun Ministère, y inclus de Servicer vum Ministère de l'Éducation nationale soll observéieren, da mussen all déi dote Rapporten och an d'effentlech Debatt afléissen. An dat ass och hei virgesinn. An ech denken, datt dat e ganz, ganz grouse Schrëtt no vir ass.

Mir hunn eng ganz Rei vun Decisiounen, déi mer hei huelen, déi mer um Niveau vum Ministère respektiv der Regierung huelen, a mech interesséiert schonn, ob déi wierklech dann herno hir Friichten droen! Ech ginn emol Beispiller vu Froestellungen, deene sech den Observatoire national de la qualité scolaire kann déi nächst Zäit unhuelen.

Mir hu virun enger Rei vu Joren decidéiert, datt mer d'Schoul am Fundamental an Zyklen andeelen. Gëtt dat iwwerall gemaach? Dat ass emol eng éischt Fro. Ass et esou, datt et wierklech do gewënnbréngend ass fir d'Kanner? Dat ass eng aner Fro.

Mir decidéiere ganz oft, datt mer de Schoule Moyenen zur Verfügung stelle mat engem ganz klarem Zil. Ginn déi Moyenen herno och fir dat doten Zil no zwee Joer, no fënnf Joer, no zéng Joer nach ëmmer investéiert? Dat ass eng Fro, déi ech mer ganz oft stellen a wou ech mer géif wënschen, datt mer een hätten,

deen dat dote vu bausse kuckt an och ganz kloer schwaarz op wäiss emol heiansdo schreift.

Mir müssen also och kucken, datt deem Esprit no, wou Gesetzer gestëmmt ginn, wou aner bildungspolitesch Decisiounen geholl ginn, ob déi och tel quel ëmgesat sinn an ob se och wierklech dat bruecht hunn, wat mer eis dovunner versprach hunn.

An dann hu mer zanter ech géif bal soe Jorzéngten a gewëssener Regelméissegkeet de Constat geliwwert kritt, datt eise Schoulsystem et net fäerdegbréngt, sozial Ongläichheeten auszegläichen, datt Schüler aus ënnerschiddleche sozioekonomeschen Hannergrënn an ënnerschiddlech strukturéierte Familljen och ënnerschiddlech Chancen hunn, ze reusséieren an eise Bildungssystem. Mir kréie mat där selwechter Regelméissegkeet ëmmer nees a Rapporte geschriwwen, datt Schüler mat Migratiounshannergrond manner Chancen hunn ze reusséieren wéi Schüler, déi, soe mer emol, Stacklëtzebuerg sinn. Jo, och dat ass dann eng Opreegung, déi ganz kuerzweilg ass dee Moment, wann dat dote bericht gëtt, an da fuere mer weider. An da fuere mer weider!

Mä dann, denken ech, kënnen mer net bei deem Constat do stoe bleiwen! Well dee Constat, deen ass jo och relativ einfach ze maachen. Dee Constat géif och schonn duergoen, wa mer d'Aen opmaachen. Mä mech interesséiert: Wou muss mer da wierklech usetzen, fir datt mer déi Inegalitéiten do aus der Welt geschaaft kréien? Wat fir eng Politik wierkt da wierklech, fir datt mer Kanner aus sozioekonomesch méi schlecht gestallte Familljen, Kanner mat Migratiounshannergrond fair Bildungschancë kënnen ginn? Wat fir eng Mechanisme fonctionnéieren do? A wat fir eng Mechanisme fonctionnéiere momentan net a si responsabel fir déi dote Resultater, déi mer bei PISA all dräi Joer, beim Bildungsbericht all dräi Joer an ëmmer an ëmmer an ëmmer erëm zanter dem Enn vun de 60er Jore geliwwert kréien?

A mir hunn eigentlech eis net d'Moyene ginn, fir der Saach op de Fong ze goen. Och dat ass eng Aufgab an eng méiglech Froestellung vum Observatoire national de la qualité scolaire an e wäert sech där doter op jidde Fall mat grousser Prioritéit missen unhuelen.

An dann, denken ech, Dir Dammen an Dir Hären, brauche mer, wa mer gäre méi eng wëssenschaftlech Diskussioun hätten - a mir kommen herno jo och nach dozou am Kontext vum Conseil national des programmes -, datt mer och d'Gesellschaft iergendzousch müssen an d'bildungspolitesch Debatt eranhuelen an d'Gesellschaft kënnen formuléiere loossen, wat Schoul a wat Bildung da muss leeschten, wat d'Zil soll sinn, wat dee jonke Mënsch, deen aus der Schoul erauskent, da muss kënnen fäeg sinn ze maachen, datt mer do Strukturen schafen, déi déi bildungspolitesch Debatt scho kënnen berouegen, eng gewësse Kontinuitéit kënnen drakréien, eng sachlech Diskussioun, op d'mannst d'Basis fir eng sachlech Diskussioun kënnen leeschten.

An duerfir hunn ech, Här President, d'Propos gemaach, ob een net, opbauend op deenen heite Strukturen, déi mer haut de Mëtten hei hoffentlech schafen - en Observatoire national de la qualité scolaire, den nationale Programmrot -, awer och op eise Shouldirektiounen, der nationaler representativer Elterevertriidung, déi och an den nächste Wochen hei wäert zum Vott stoen, de Vertrieeder vun den Enseignant - an ech denken, do muss mer eis d'Fro stellen, awéiwäit mer och d'Politik do mat eranhuelen, fir eng Kontinuitéit och iwwer Legislaturperiode kënnen ze garantéieren -, op esou engem, wéi ech proposéiert hunn, nationalen „Lëtzebuerg Bildungsdësch“ déi ronderëm ka rassembleieren a kucken, ob een dann net aus all deem, wat mer wëssen, aus all deem, wat mer ëmmer erëm festgestallt hunn, aus all deem, wat d'Wëssenschaft zu Lëtzebuerg och schonn zanter Laangem op den Dësch geluecht huet, eng Rei vu Konklusiounen kann zéien, déi eis awer géifen eenegen, a kucken, datt mer dat zesumme géifen ëmsetzen.

Dës Regierung war d'accord, fir am Kontext vun der Schoulaautonomie dann och Kompetenzen un d'Schoulen ofzetrieden. De Ministère decidéiert manner, d'Schoulen decidéiere méi. Mat esou engem Prozess vun engem Lëtzebuerg Bildungsdësch géife mer nach eemol Kompetenzen oftrieden, éischter a Richtung vun der Gesellschaft, och vu gesellschaftlech relevanten Akteuren, déi mat um Dësch sollte kucken an decidéieren an diskutéieren, wat dann déi grouss Ausrichtung vun der Bildungspolitik sollt sinn.

Här President, ech wëll duerfir, fir dat doten nach eng Kéier kënnen ze verdéiwen, hei am Haus eng Demande maache fir eng Consultatiounsdebatt ronderëm eng Propos vun engem Lëtzebuerg Bildungsdësch.

(**M. Claude Meisch dépose une demande de débat de consultation.**)

(Brouhaha)

Ech muss allerdéngs soen, Här President, datt d'Bäitrag vun de Mëtten, virun allem dann op enger Säit vum Sall, mer do ganz vill Hoffnung gemaach hunn. Wa mer et net fäerdegbréngen, eis bei enger Instanz, déi sech ëm Schoulqualitéit soll këmmere an déi als Stëmm vun der Wëssenschaft, Stëmm vun der Sachlechkeet soll hëllef, e sachlechen Debat iwwer Bildungspolitik zu Lëtzebuerg kënnen ze féieren, eis do eens ze maachen, datt mer esou eppes brauchen, a wann et dann do einfach esou ass, datt d'Majoritéit Jo seet an d'Oppositioun einfach emol dat dote schlecht fénnt, dann, fannen ech awer, si mer nach e Stéck wäit vun deem ewech, wat mer zu Lëtzebuerg brauchen, fir...

(Interruptions)

Kontinuitéit...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Kommt, mir consultéieren nach eng Kéier!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Här President, dat doten, dat si kloer Aussoen! An ech géif mer wierklech wënschen, datt jiddweree sech nach eng Kéier mat der Fro géif beschäftegen. An am Kontext vun enger Consultatiounsdebatt kënnen mer dat jo hei nach eng Kéier diskutéieren.

(Brouhaha)

Ech wëll ofschléissend natierlech nach eng Kéier hei op den Här Kartheiser an den Här Wagner agoen. Deen ewerft mer Planwirtschaft vir, deen anere Privatisierung. Ech denken, si solle sech eens ginn, wat dann do elo stëmmt.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - A wa mer eis net eens ginn?...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Här Kartheiser, Dir hätt...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech sot, wann den Här Minister wëllt, wann den Här Minister d'accord ass, géif ech em nach gär eng Fro stellen.

Jo, Här President, villmools Merci. Ech waarde just, bis den Här Minister erëm um Podium ass.

Den Här Minister huet elo gefrot, fir eng Consultatiounsdebatt iwwer d'Educatiounspolitik ze féieren. Mir sinn awer bal um Enn vun deser Legislaturperiode ukomm. Eises Wëssens siegéiert des Chamber bis Enn Juli. An am Oktober si Wahlen. Wa mer elo déi Consultatiounsdebatt um Enn vun der Legislaturperiode maachen, wou d'Regierung och anerer ugekënnegt huet, dann ass meng Fro un den Här Minister: Wéi eng Konklusiounen wëllt en dann an a wéi engem Zäitraum aus där Consultatiounsdebatt ëmsetzen? Et géif eis interesséieren am Kader vun der Virbereedung vun där Debatt, fir e bëssen ze wëssen, wann d'Intentiounen vun der Regierung mat där Debatt sinn.

Villmools Merci.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ben, ech kann dorobber ganz kloer nach eng Kéier äntwerten. Ech hu keng Consultatiounsdebatt ugefrot genereller Natur iwwer d'Educatiounspolitik. Ech hunn eng ugefrot iwwer d'Arichtung vun engem Lëtzebuerg Bildungsdësch an ob mer et géife fäerdegbréngen, en Accord ze kréien, en Appui ze kréien, fir un deem Bildungsdësch och hei d'Chamber, déi politesch Parteien, d'Representant vum Vollek ze associéieren. Dat ass déi Fro, déi sollt, denken ech, do diskutéiert ginn, net méi an net manner. An ech sinn der Meinung, et ass derwäert, doriwwer ze schwätzen, haut an och ëmmer duerno.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

A mir si prett, fir ofzestëmmen iwwer den Ensembl vum Projet de loi 7075.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7075 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

31-mol Jo, 28-mol Neen. Domat ass den...

(Exclamations et brouhaha général)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir kënnen dat awer duerchaus verstoen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech ginn lech just d'Wahlresultat.

► **Une voix.** - Très juste! Très juste!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - 31 zu 28 ass eng Majoritéit an de Projet ass domat uegoholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7075 est adopté par 32 voix pour et 28 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Martine Mergen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimert;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'Dispens vum zweete Vott? Hunn ech do Jo héieren?

► **Plusieurs voix.** - Jo!

► **D'autres voix.** - Neen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay. (*Hilarité*)

Ah ben, mir kënnen awer och driwwer ofstëmmen.

(*Négation*)

► **Une voix.** - Neen, neen, dat ass an der Rei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ass dat an der Rei?

(*Assentiment*)

Merci.

Da géife mer zum nächsten a leschte Punkt vun eise Ordre du jour iwwergoen, de Projet 7076 betreffend d'Schafung vum nationale Programmrot. An de Rapporteur, den Här Claude Lamberty, ass prett.

4. 7076 - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant

1° la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

2° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; 3. l'institution d'un Conseil scientifique;

3° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Claude Lamberty (DP), rapporteur.** - Här President, ech hunn et virdu bei mengem éischte Rapport schon uklänge gelooss: Nieft dem Observatoire national de la qualité scolaire, also der Stëmm vun der Wëssenschaft, gëtt haut - ech wollt soen: „de Mëtteg“, mä et ass schonn Owend -, nach eng zweet onofhängeg Struktur geschaaft, nämlech den nationale Programmrot.

Den nationale Programmrot gëtt d'Stëmm vun der Gesellschaft...

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kolleegen, wann ech gelift, de Rapporteur huet d'Wuert!

► **M. Claude Lamberty (DP), rapporteur.** - Dat ass léif.

Den nationale Programmrot gëtt d'Stëmm vun der Gesellschaft a soll virun allem analyséieren, ob d'Matière, déi an de Schoulen enseignéiert gëtt, der Entwécklung vun eiser Gesellschaft a Beruffswelt och entsprecht.

Léif Kollegeginnen a Kolleegen, mir hunn an deene leschte Joren a Jorzéngten a ville Beräicher grouss Schrëtt no vir gemaach. Virun deene sozialen, ekonomeschen an technologeschen Fortschreitter an och Verännerungen dierf natierlech och d'Schoul keen A zoumaachen.

Mir brauchen e Bildungssystem, deen no vir gericht ass, op d'Zukunft virbereet an eise Schüler dat Wësse mat op de Wee gëtt, dat se duerno dann och brauchen, fir hiren eegene Wee an der Gesellschaft ze fannen an ze maachen. Eis Schoulprogrammer mussen dëst kloert zil iwwert déi ganz Schoulzäit erëmispigelen, an zwar vun der fréierer Spillschoul bis hin zu engem Ofschlossdiplom.

Am Ausland ginn et Länner, déi sech dofir schonn e sougenannten „cadre curriculaire“ zougeluecht hunn. Dozou gehéieren zum Beispill Länner wéi Finnland oder och Neuseeland.

De Cadre curriculaire ass am Fong d'Trampschinn, un där sech déi verschidde Schoulprogrammer an Apprentissagë sollen a mussen orientéieren. Domadder suergt ee fir eng transversal Kohärenz vun de Schoulprogrammer a vun deene Saachen a Wäerter, déi een de Schüler am Laf vun hirer Schoulcarrière wëllt vermëtelen.

Den nationale Programmrot, dee mat dësem Projet de loi also geschaaft gëtt, kritt als Mission, dem Bildungsminister a genau deene Froen zur Säit ze stoen, hien objektiv ze beroden an him och Recommandatiounen mat op de Wee kënnen ze ginn. Hie suivéiert dofir déi gesellschaftlech, technologesch, kulturell, ekologesch a politesch Evolutiounen an analyséiert, ob d'Programmer deenen neien Exigence gerecht ginn oder ob een net awer misst déi eng oder och aner Upassung virhuelen.

Fir dëst ze maachen an dann och wierklech d'Stëmm vun der Gesellschaft kënnen ze sinn, muss natierlech eng gewëssen Ouverture no bausen do sinn. Dofir kann den nationale Programmrot Administratiounen, Organisatiounen, Associatiounen oder soss Interlocuteurs aus der Zivillgesellschaft em e Feedback froen. E kann natierlech och op Experte vun enger bestëmmter Matière zrëckgräifen, falls dat als néideg empfongt gëtt.

Den Text, iwwert dee mer haut ofstëmmen, gesäit och vir, dass de Programmrot Foren organiséiert, wou verschidde Verrieder aus der Zivillgesellschaft mateneen iwwer pertinent Sujeten diskutéieren. Dëst soll den Debat férdere a virun allem d'Schoul an d'Gesellschaft méi no beieneebringen. De Programmrot kann zudeem souwuel op seng eegen Initiativ Avisen oder Recommandatiounen ausschaffe wéi och vum Minister fir bestëmmten Theme beoptragt ginn.

Nodeems ech elo erkläert hunn, wat e mécht, bleift natierlech d'Fro: Aus wem setzt sech de Programmrot zesammen? D'nämlech wéi beim Observatoire virdu besteet och de Programmrot aus acht Leit. Dës kommen aus ënnerschiddleche Beräicher, wéi zum Beispill der Économie, der Kultur, dem associative Beräich. Jee, och d'Kompositioun vum Programmrot soll an engem gewëssene Mooss d'Gesellschaft erëmispigelen. Si gi fir e Mandat vun dräi Joer genannt. Dat Mandat kann natierlech verlängert ginn.

Här President, en zweete Volet vun dësem Projet de loi betrëfft déi national Programmkommissionen. Änlech wéi de Secondaire kritt och elo de Fondamental eng gesetzlech festgeluechte Programmkommission, déi aus Enseignantent a Regionaldirektoren besteet an déi de Minister soll a verschidde Beräicher beroden oder eegen Avise schreiwen.

Dat sinn, wéi gesot, Leit vun Terrain, déi sech kënnen zu verschidde Sujeten äusseren a Propositionen maachen. Dat geet an deenen ënnerschiddlechen Domäne vum Plan d'étude iwwer didaktesch Material am Fondamental bis hin zur Formation continue.

Här President, Léif Kollegeginnen a Kolleegen, fir weider Präzisiounen zum nationale Programmrot oder der nationaler Programmkommission verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport, ginn heimmadder den Accord vun der Demokratescher Partei a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Rapporteur. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President, an och e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Lamberty. Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi ginn dräi Saache geregelt: Et gëtt e Conseil national des programmes agefouert, et gëtt eng nei Base lé-gale geschaaft fir d'Programmkommissionen am Secondaire an et gi Programmkommissionen an der Grondschoul geschaaft.

Wann de Projet de loi just dësen drëtten Punkt hätt, da kéinte mir mat Freed den Accord ginn als CSV. An, wann ech der DP elo géif wëllen eng Freed maachen, da misst ech elo ophale mat schwätzen, well elo riskéieren ech jo ze politiséieren, well ech sinn net mat allem avestanen, wat bei deenen aneren zwee Punkten ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech fänke bei der Programmkommission am Secondaire un. An do hunn ech eng Fro zur Berufsausbildung: Wou ass déi legal Basis fir d'Commissions nationales de l'enseignement général vun der Berufsausbildung? Ech erkläre mech:

An der Berufsausbildung ginn et zwou Commission-nationellen: Dat eent ass d'Commission nationale de formation - déi ass mam Gesetz vun der Berufsausbildung ofgedeckt -, an et ginn d'Commissions nationales de l'enseignement général. An dësem Projet de loi gëtt awer elo just nach vum Enseignement secondaire classique a vum Enseignement secondaire général geschwat. An an deem alen Technique hu mer bei der Reform vum Secondaire am Summer, u sech bei deem neie Général, do hu mer d'Berufsausbildung erausgeholl. Also, wou ass déi legal Basis fir dës Programmkommissionen vun der Berufsausbildung?

Ech hat dat schonn an der Kommission gefrot. Ech krut keng Äntwert. Ech hoffen dann, datt ech haut eng Äntwert kréien, well dat mécht mer definitiv suergen. Ass d'Berufsausbildung an der Reform vläicht einfach vergiess ginn? Och scho vläicht am Summer einfach vergiess ginn?

Da kommen ech bei de Conseil national des programmes. Ech hunn de Regierungsprogramm gelies. «Un Conseil national des programmes sera instauré qui devra veiller à la cohérence de enseignements depuis l'école fondamentale jusqu'à la fin de la scolarité et qui sera chargé de vérifier la cohérence entre les programmes des différentes disciplines scolaires.»

Ben, ausser datt ech net onbedéngt averstane sinn, datt ee fir dës Aufgaben erëm en neit Gremium brauch, sou fannen ech d'Aufgaben dach sennvoll. Fir d'Kohärenz vun de Programmer tëschent der Grondschoul an dem Secondaire, mä och tëschent den Disziplinen ze suergen, dat wär wichteg an noutwendeg. Mä leider ass genau déi Aufgab net am Projet de loi als Mission vum Conseil définéiert ginn. Schued!

An deem anere Punkt, deen am Regierungsprogramm steet, ass: «Il travaillera en étroite collaboration avec les commissions nationales de programmes.» Esou misst et sinn. Mä och dat ass net am Text dran. Au contraire! Mir kruten erkläert, datt keen direkte Lien vum gesellschaftleche Secteur vum Conseil national des programmes zu de Programmkommissionen soll bestoen.

An elo erënneren ech dann un dee Bildungsdësch, wou mer dann elo sollen un Enn vun der Legislaturperiode och nach consultéieren driwwer. Do soll alles un een Dësch kommen. Ben, ech wëll dem Här Minister da just soen, datt hei d'Dëscher awer nach ferm getrennt gi sinn! De Bildungsdësch, dat wäert sécher eréischt, déi Iddi wäert sécher eréischt duerno opkomm sinn.

Mir kruten awer erkläert, wéi d'Zusammenarbeit dann elo soll lafen. De Conseil national des programmes, dee mécht dem Minister seng Propos. Falls deen d'Propos zrëckbehält, da gëtt dee se un de SCRIPT; well do hu mer jo och nei Abteilunge geschaaft an do gëtt et och eng Abteilung fir den Développement curriculaire. Dee formuléiert dann doraus d'Missionen, déi ginn dann erëm bei de Minister, an da beoptragt de Minister d'Programmkommission mat der Exekutioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Stéchwuert „KISS“: „Keep it smart and simple.“ Dat schéngt op jidde Fall, ech hat dat schonn eemol hei gesot, net d'Devise ze si vum Här Minister. A wat nach zousätzlech problematesch ass, dat ass, dat d'Programmkommissionen riskéieren, an eng reng exekutiv Funk-

tioun gedrängt ze ginn. Ech bezweifelen, datt dat motivéierend fir déi betrafte Leit ass.

Saache gi séier a gutt emgesat vun de Leit, wann déi Betreffen och kënnen matdiskutéieren an -decidéieren, an net, wa se just eppes vun uewen erof zur Exekutioun matgedeelt kréien.

Firwat net déi Gremien, déi mer hunn, d'Programmkommissionen, stäerken an anescht opstellen? Hei hätt zumindest missen analyséiert ginn, ob eng Reform vun de Programmkommissionen net méi sennvoll an effizient gewiescht wier. An ee gutt Beispill, datt d'Programmkommissionen dat kënnen, krute mer souguer vum Ministère selwer gewisen, nämlech d'Informatik op der Sektioen B. Hei krute mer gesot, datt si et an engem Joer färdigbruecht hunn, dat ze maachen, wat si an zwielef Joer net gemaach hunn, an dat als Programmkommission, an dat oui Conseil national des programmes! Et geet also!

Als CSV hu mer op jidde Fall keng Loscht, ëmmer erëm nei Gremien ze schafen, oui datt kloer ass, datt iergendeppes um Terrain ukënn. Well mer awer fannen, datt d'Programmkommissionen an der Grondschoul wichteg sinn, wäerte mer net géint dese Projet de loi stëmmen, mä mir wäerten eis enthalen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Aah! Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Claude Haagen huet d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Zu der Schafung vun deem neie Programmrot an och der Iwwerschaffung vun der Base lé-gale fir d'national Kommissionen an eben de Verbindungen, déi do geschafte ginn, ginn ech mat engem Merci un de Rapporteur fir deen ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. A vun engem Claude zum anere Claude, dës kéier den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Et schéngt eis evident, datt et wichteg ass, fir e Cadre curriculaire fir eis Schoulen ze hunn, deen d'Strooss hält. Am Projet de loi gëtt den Term „curriculaire“ oft gebraucht. Ech mengen dierfen ze soen, datt mer mam Hiweis op de Cadre curriculaire fir eis Schoule wëllen zum Ausdrock bréngen, datt mer net just Programmer a verschidde Disziplinne Joer fir Joer niewenteneestellen.

Et ass wichteg an et geet drëm, datt mer an der Schoul beim Enseignéieren e globale Projet hunn, wou d'Fächer aneneegräifen a sech méiglechst kontinuéierlech ubidden. Den Enseignant selwer soll sech a sengem Programm-kader zurechtfinden a responsabel spieren. De Schüler soll kënnen op seng Erfahrungen opbauen an net duerch en ze vill abstrakten, linearen Opbau vum Unterrecht discouragéiert ginn.

Dat Gerüst, wat mer hei schafen, ass eigentlech näischt, wat mer ganz nei schafen. Mir ginn eis eng Struktur, mir ginn eis e gesetzleche Kader fir eppes, wat mer schonn haten. A mir mengen, datt mer mat der Schafung vun engem Conseil national des programmes, mat enger nationaler Programmkommission fir d'Grondschoul an enger zweeter fir de Secondaire e wichtige a richtige Schrëtt a Richtung méi Kohärenz am Enseignement an eise verschidde Schoule maachen.

Mir sinn och der Meenung, datt dese Schrëtt wichteg ass, besonnesch an Zäiten, wou mer méi Autonomie fir d'Schoule froen an och de Schoule bereet sinn ze ginn, an datt et do ëmsou méi wichteg ass, datt mer eng Struktur, e Kader hunn, deen déi Schoulprogrammer och esou ausschafft, datt se d'Strooss eben halen.

An deem Sënn bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Une voix.** - Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och ufänke mat engem härerleche Merci un den Här Lamberty fir en exzellente Rapport.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass wichteg.

An ech wollt eigentlech mech den Echo maache vun deenen Iwwerleungen, déi och schonn anerer hei gesot hunn, datt mer hei erëm eng nei Institutioun schafen, vun där alles anescht wéi sécher ass, ob mer se iwwerhaupt brauchen. Eis Konklusioun ass net nëmmen, datt mer se net brauchen, mä datt se souguer geféierlech ass! A si ass ongerecht! Si ass onge-



recht géintwuer deenen Akteuren, déi sech bis elo haaptsächlech ëm d'Ausschaffung vun de Programmger gekëmmert hunn, nämlech de Professeren.

Mir hunn an dese Jore jo ëmmer héieren, wéi wichteg d'Ausbildung vun de Professere wier. Si sinn d'Experten am Unterrichtsweisen. Et ass vill geschwat gi vu Pädagogik, vun Didaktik, déi muss ausgeschafft ginn, datt d'Didaktik méi wichteg soll ginn. An den Här Minister Meisch huet do eng ganz Rei Initiative geholl an deem Beräich.

A schlussendlech um Enn vun deser Legislaturperiod ginn d'Experte praktesch entmücht a si kréien eng Commission nationale des programmes virgesat. Dat ass net harmlos! Wéi Gespréicher waren, fir eng Commission ze schäfe fir d'Magistratur, fir der Magistratur virgesat ze ginn, hu sech zu Recht d'Magistraten dergéint gewiert. Si hunn d'Onofhängegkeet vun der Justiz a Gefor gesinn. Hei ginn d'Professeren eigentlech an hirem Domän entmücht, well, wéi d'Madamm Hansen et och scho gesot huet, wann herno eng Proposition vun där do Kommission vum Minister zrëckbehale gëtt, da kréien d'Professeren dat just nach pour exécution. Si, eigentlech déi Hauptverantwortlech am Unterrichtsweisen, ginn hei zu Sous-fiffres degradéiert.

Dat kann een an deem ganzen Newspeak an där Education nationale, wéi en an deene leschte Joren agezunn ass, an där „novlangue“, wéi et op Franséisch heescht, alles probéieren ze justifiéieren mat schreckleche Sätz! Den Här Wagner hat virdrun e schreckleche Saz zitéiert. Ech wäert lech och een zitéieren - Sätz, déi eigentlech nëmmen nach verstoppen, verniewelen a keng Ausso méi hunn, déi ee wierklech kéint direkt an iergendeng sproochlech Logik iwwersetzen: «(...) le cadre curriculaire vise à établir une cohérence verticale entre les différents niveaux conceptuels curriculaires et les enseignements pour devenir ainsi un garant de la cohérence transversale entre les différents programmes disciplinaires.»

Dat klängt franséisch, dat ass awer net méi franséisch. Dat ass iwwerhaapt näischt! Dat ass Niwwel, Niwwel, Zesummesetzung vu Wieder, fir ze soen: „Mir hätte gär eng méi kloer politesch Kontroll iwwert den Inhalt vun der Schoul. An dofir brauche mer gesellschaftlech Akteuren, déi eigentlech zesummekommen an der Schoul hir Orientéierung solle ginn.“ An dat ass déi politesch Absicht hei hannendrun, niewent villen anere Reformen, déi an deemselwechte Sënn vun deser Koalition gemaach goufen.

Et steet ëmmer erëm an den Texter, de Conseil national des programmes, deen ass do, fir «les nouvelles demandes qui émergent des mutations sociétales» ze observéieren. E soll sech un den „pays phares“ orientéieren, déi dorëmmer sinn, an e soll eigentlech dat dann alles kucken, wat d'gesellschaftlech Entwécklung sinn.

Mä wann een e Conseil national des programmes hätt wëlle kréieren, deen den Numm verdéngt, dann hätt ee solle kucken, datt e soll de Kontakt halen zu der Welt vun der Wëssenschaft zum Beispill, zu der Welt vun der Literatur an der Konscht, zu der Welt vun der Berufsausbildung, fir vläicht Impulser ze ginn, déi wierklech an e Curriculum gehéieren, fir eng Schoul ëmmer op engem héijen Niveau ze halen. Dat ass hei absolut net d'Absicht! Hei geet et just ëm gesellschaftlech Verännerungen, wat och ëmmer dat soll heeschen, déi an d'Schoul sollen erabruucht ginn.

D'Schoul ass och do, fir de Leit emol eppes bäizebréngen, fir hinnen, wéi gesot, e Wee an d'Liewen ze erméiglechen, amplat fir gesellschaftspolitesch Konzepter hei ëmzesetzen. Ech erkennen Är Partei wierklech net méi erëm do, Här Minister!

Et ass och esou: Déi „pays phares“, déi hei zitéiert ginn, wat hunn déi da selwer fir katastrophen Resultater an där Politik, déi se an deene leschte Joren applizéiert hunn? D'Reforme vum Lionel Jospin a Frankräich, déi mir hei als Delvaux-Reformen ëmgesat hu kuerz drop: Wat ass dann d'Resultat dovunner, wann net en Niveaulement vers le bas an eise Schoulen? Wat ass dann déi Diskussioun an Däitschland, déi op ville Plaze geféiert gëtt ëm d'Reduzierung vun der Zuel vun de Schouljoren, wou mer elo erëm an déi aner Richtung ginn?

U wéi enge Länner solle mer eis dann inspiréieren un hiren negativen Erfahrungen, amplat de Courage ze hunn, fir ze soen: Wat ass fir Lëtzebuerg dee richtege Wee? Wat ass fir eist Land dee richtege Wee? Wat brauche mir a wat maache mir, fir och eis Identitéit als Land an eis Konkurrenzfähigkeit als Land kënnen ze erhalen an deem Kontext, deen ech schonns skizzéiert hunn, nämlech de Kanner wierklech Bildungs- an Ausbildungschancen ze ginn?

D'Chambre des Fonctionnaires huet dee richtege Wee opgewisen. Wann et lech wierklech drëm gaange wär, fir d'Kohärenz tëschent de Programmkommissionen ze verbesseren, dat hätt ee kënnen maachen ouni en neit politesch Organ. Et hätt ee wierklech kënnen probéieren, déi Leit méi zesammenzebréngen, wann et iwwerhaapt néideg ass. Mä ech zweifelen net drun, datt déi Programmkommissionen och elo schonn ofgestëmmt hunn, wat huet missen ofgestëmmt ginn, och wann nach Verbesserungspotenzial vläicht do wär, awer mat de Professeren zesammen an am Vertrauen zu de Professeren.

Ausserdeem wëll ech och net mëssen, Här President - an ech kommen zum Schluss -, ze soen, datt och an deem Gesetz d'Demokratesch Partei eng Quoteregulung ageschriwwen huet, eppes, wat fir d'ADR net akzeptabel ass.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Leschte Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech wäert mech e bësse méi kuerzfaasse wéi virdrun. Ech kann awer och scho matdeelen, datt mer dese Gesetzesprojet och net wäerten ënnerstëtzen.

Selbstverständlech mécht et Sënn, esou eng Commission nationale des programmes op d'Been ze setzen, fir eng gewësse Kohärenz an dat Ganzt do eranzebréngen. Mä ausschlaggebend ass ëmmerhin d'Zesummesetzung vun deser Commission nationale des programmes. An do hu mer erëm eng Kéier deesewechte Problem wéi virdrun.

Amplat datt een eng demokratesch Zesummesetzung vun deser Commission nationale des programmes hätt mat Leit, déi wierklech eppes mat der Schoul direkt ze dinn hunn, oder Leit, déi sech och fir d'Schoul richtege interesséieren, datt een e Modus virgeséich, datt een e bësse méi Fantasie géif spille loosse, fir dat demokratesch zesummenzesetzen, hu mer eng autoritär, arbiträr Ernennungsprozedur, déi franchement net dem 21. Jorhonnert gewuess ass. Mä bon, datt schéngt de Problem vun der Regierung ze sinn.

Mir wëssen nach ëmmer net, wien déi Experte sinn. Ech kéint erëm op dat zrëckkommen, wat ech virdu gesot hunn, och iwwer Newspeak, Novlangue ze schwätzen. Et misst een eng Consultationsdebat doriwwer maache vläicht, dat wier och interessant.

Mä a Wierklechkeet, wie wäert do drasetzen? Leit, also ech weess net, wat d'DP sech do virstellt: ee vun der Fedil, ee vun der UEL, ee vun der ABBL, ee vun der ALFI, vläicht ee vun der Chambre des Salariés pour faire bonne figure? Ech weess dat net. Ech iwwerdreiw vläicht do e bëssen. Mä op jidde Fall si mer net ganz zefridden domadder.

An dann natierlech kann ee soen: „Oh, dann organiséiere mer Forumen!“ «Cause toujours, tu m'intéresses.»

(**Hilarité**)

Wéi soll dat da fonctionnéieren? Well iergendeng Kéier... Mir si justement derfir, datt och e Maximum vu Leit kënnen matdecidéieren. Mir sinn derfir, datt ee Budget-participatif mécht, datt een dat och kloer organiséiert, mat kloer Regeln, an datt een och kloer seet, wie wat ze decidéieren huet. Dat doten ass relativ flou.

A wa mer scho bei «Cause toujours, tu m'intéresses» sinn, just eng kleng Saach: Ech hat net d'Geleeënheet, dat ze soen, well ech woussst et net, mä franchement, eng Consultationsdebat ze organiséieren um Enn vun enger Legislaturperiod...

(**Interruption**)

...an dat einfach esou ze annoncieren! Also, mir hu schonn eng iwwert den Aménagement du territoire, mir hunn eng iwwert d'Mobilitéit, mir hunn eng iwwert de Logement. Mir sinn

um Enn vun deser Legislatur an elo gëtt d'Chamber gefrot, ginn d'Deputéiert gefrot an d'Fraktioun gefrot, fir hir Meenung ze soen! Ech soupçonéieren emol e bëssen, datt d'Regierung dat nach benotze wëllt, fir duerno um Enn vun deser Legislaturperiod ze maachen, wéi wa se immens vill gemaach hätt an esou weider.

(**Interruptions**)

Ech fannen dat net seriö!

An et ass och net ganz respektvoll vis-à-vis vun der Chamber, fir dat e puer Méint virun de Wahlen ze maachen. Et wier besser gewiescht, mir hätten dat am Ufank gemaach. Da wier vläicht d'Regierung och e bësse méi inspiréiert gewiescht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och hei nach eng Kéier e grouse Merci un de Claude Lamberty als Rapporteur, deen eis an de Sënn an an de Fonctionnement vun engem nationale Programmrot agefouert huet.

Eng Äntwert fir d'Madamm Hansen: D'Formation générale an der Berufsausbildung gëtt verankert an der Reform vun der Berufsausbildung, déi deemnächst och wäert duerch de Regierungsrot goen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dat heescht, déi huet elo keng Base légale?

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Jo, dann hat se scho länger keng! An da wäert och deementspreechend de Reglement iwwert d'Commission nationale des formations dat am Detail regelen.

Et gëtt, mengen ech, hei villes duerjerneegeheit. Et gëtt eng Kéier gesot, et géif en direkte Lien ginn tëschent dem nationale Programmrot an den nationale Programmkommissionen. Op där anerer Säit gëtt dann awer gesot, de Minister géif dann de Programmkommissionen e kloren Optrag ginn.

D'Programmkommissionen sinn op jidde Fall weider fir hir Aarbecht, wéi de Programm, de schoulesche Programm, wéi d'Didaktik, wéi d'Pädagogie, wéi déi Vernetzung an de Programmer tëschent deenen eenzelne Klassen, deenen eenzelne Regimenter, tëschent deenen eenzelnen Alterskategorien, alles dat, do sinn eenzeg an eleng d'Programmkommissionen, esou wéi se dat bis elo haut gemaach hunn, zoustänneg, well si sinn déi Eenzeg, déi do Kompetenz hunn an d'Erfahrung hunn. An et denkt keen aneren drun, hinnen do iergendwéi eppes virzeschreiw.

Ech denken awer, datt et net falsch ass, datt gesellschaftlech Akteure formuléieren, wat haut 2018 an duerno vun der Schoul erwaart gëtt, wat haut e jonke Mënsch muss kënnen, fir duerno eegestänneg kënnen duerch d'Liewen ze goen an där Welt, wéi se haut dann ass an an Zukunft ebe wäert sinn, wann dee jonke Mënsch och wëllt berufstäteg ginn, wann e seng Verantwortung als Bierger wëllt huelen, wann e wëllt e kritesche Bierger och sinn an u gesellschaftlechen Diskussiounen wëllt kënnen deelhuelen.

Alles dat, denken ech, muss och iergendzousch eng Kéier diskutéiert a formuléiert ginn. An dat ass eben och den Optrag, deen esou en nationale Programmrot huet. An ech denken, datt dat schoulesch Akteuren net eleng kënnen maachen. Jo, dat sinn d'Experten, fir ze kucken, wéi dat herno ganz konkret ëmgesat gëtt a Schoulprogrammer.

Hätte mer eppes wéi en nationale Programmrot scho gehat, denken ech, hätt et net bis d'Joer 2017 gedauert, bis mer eng Sektouren fir Informatik a Kommunikatioun am klassesche Lycée kritt hätten, hätt et net bis haut gedauert, datt mer eis op villen anere Contenuen eigentlech elo eréischt eens ginn, datt dat méi wichteg ass a méi staark muss kënnen Gewiicht kréien. An duerfir brauche mer gesellschaftlech

Akteuren an e kloer definéierte Prozess, wéi déi sech och dozou äusseren, déi net herno en Optrag formuléieren u Programmkommissionen, mä déi éischter de Minister, d'Regierung consultéieren, a wou ganz kloer dann nach ëmmer de politesche Pouvoir seet, wat dann do ëmzesetzen ass a wat do net ëmzesetzen ass. Dat ass déi Konstruktouren, déi mer hei gewielt hunn.

Op jidde Fall hunn ech bis ewell vermësst, datt d'Schoule sech do - an dee ganze Bildungssystem - genuch opgemaach huet fir d'Gesellschaft, fir d'Uspréich vun der Gesellschaft un d'Schoul. An ech fannen, datt d'Schoul an dee ganze Bildungssystem sech e Stéck wäit ze vill op sech selwer konzentréiert hunn. An dat ass eigentlech net den Optrag, dee mer engem Bildungssystem net den Optrag, dee mer engem Bildungssystem muss mat op de Wee ginn. D'Schoul schafft net fir sech selwer. D'Schoul schafft fir d'Gesellschaft a muss sech där natierlech upassen a muss duerfir och en oppent Ouer hunn, wat d'Besoine vun der Gesellschaft, vun enger sech schnell wandelnder Gesellschaft sinn.

En anere grouse Pluspunkt ass, an ech mengen, datt do d'Unanimitéit e bësse méi grouss ass heibannen, datt mer och d'Programmkommissionen am Fundamental kréien, fir virun allem och do nach eng Kéier Kohärenz kënnen sécherstellen tëschent dem Fundamental an dem Secondaire, eng Thematik, déi iwwer Joren, denken ech, diskutéiert gouf. Hei gi mer eis och dat Instrument, fir do-rober kënnen anzewierken, datt den Ennerscheid tëschent de Contenuen am Fundamental, zum Schluss vum Fundamental, an am Ufank vum Secondaire iwwerbréckt ka ginn an datt mer do méi enk dat zesummeknäppen, fir datt et méi reibungslos fir awer alleguerten eis Schüler geet, wa se vum Fundamental an de Secondaire wiesselen.

Ech wëll duerfir all deenen Deputéierten, déi un der Debatt deelgeholl hunn, besonnesch deenen, déi hei zoustëmmen, e ganz, ganz grouse Merci soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. A mir sinn elo prett, fir iwwert de Projet de loi 7076 ofzestëmmen.

(**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7076 et dispense du second vote constitutionnel**)

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

32-mol Jo, 5-mol Neen, 23 Enthaltungen: Domadder ass de Projet de loi 7076 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth (par Mme Martine Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

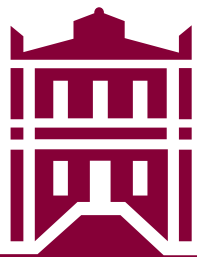
Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Ech ginn lech Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer. Merci.

(**Fin de la séance publique à 19.01 heures**)



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique**
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 2. 6982 - Projet de loi sur les marchés publics**
 - Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion)
 - Discussion générale: M. Marco Schank (dépôt d'une motion), M. Georges Engel, M. Gusty Graas (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. David Wagner (question de M. le Ministre François Bausch et intervention de M. André Bauler)
 - Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (intervention de M. Fernand Kartheiser)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - Vote sur la motion 2 (adoptée)
- 3. 7101 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques**
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox
 - Discussion générale: M. Marc Lies, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser
 - Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 4. 7111 - Projet de loi modifiant**
 - 1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés
 - 2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
 - 3° la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises
 - 4° la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires
 - 5° la loi du 5-15 septembre 1807 relative au mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police
 - Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
 - Discussion générale: M. Aly Kaes (interventions de Mme Viviane Loschetter et Mme Josée Lorsché), M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser
 - Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (intervention de M. Aly Kaes)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve: M. François Bausch.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sézung op.

Mir kënnen direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6982 iwwert déi éffentlech Ausschreiwungen. D'Wuert huet d'Rapporteur, d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.** - Très bien!

2. 6982 - Projet de loi sur les marchés publics

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Et geet scho gutt un.

Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, mat dësem laang erwaarte Projet de loi transposéiere mir en Deel vun der europäescher Direktiv iwwert d'Marchés publics an en Deel vun der europäescher Direktiv iwwert d'Marchéen an de Secteur vum Waasser, der Energie, dem Transport an de Postservice.

Déi zwou Direktive ginn zréck op d'Joer 2014 a modifizéieren eis Gesetzgebung iwwert d'Marchés publics vum 25. Juni 2009, déi aus dräi Bicher besteet. De Livre I, wéi et gesot gëtt, enthält déi allgemeng Regelen, déi fir all éffentlech Ausschreiwunge gëllen, a méi speziell de generelle Cahier des charges, dee vun all Pouvair adjudicateur muss applizéiert ginn.

De Livre II betrëfft déi europäesch Marchéen, déi definéiert Seulen iwwerschreiden an zousätzleche Regelen ënnerworf sinn. Dir wësst, datt d'Seuile vun deene Marchéen ënnerschiddlech sinn, jee no Secteur a jee no Natur vum Marché. An déi ginn och regelméisseg vun der Europäescher Kommissioun ugepasst, soudatt se net am Gesetz ageschriwwen ginn.

De Livre III bezitt sech ausschliisslech op déi international Mäert vum Waasser, der Energie, vum Transport an de Service vum der Post.

Mat dësem Projet de loi gëtt dat ganz Gesetz vum 25. Juni 2009 ofgeschaaft, mat Ausnam vum Deel, deen d'Konzessionsvertrag regelt. Amplaz kommen dräi nei Bicher. Dat heescht, un der klassischer Struktur vun der Gesetzgebung ännert sech näischt, mä just un hirem Inhalt.

Dat gesot, kommen ech zu de wichtigste Dispositiounen, déi geduecht si generell, fir déi éffentlech Mäert méi sozial, méi nohalteg a méi gerecht ze gestalten, dëst opgrond vun der ekonomescher Entwécklung, mä och opgrond vun der europäescher Sozialpolitik an der europäescher Strategie „Europa 2020“, déi den Ëmweltschutz, d'Innovatioun an de Kampf géint Interessenkonflikter, géint Favoritismus a géint Korruptioun an de Mëttelpunkt stellt.

Well dës Strategie sech souwuel op déi europäesch wéi och op déi national Marché bezitt, ginn déi allgemeng gültig Dispositiounen an Zukunft am Livre I verankert. Dëst Buch regelt an Zukunft also sämtlech Marchéen, onofhängeg vun hirem Envergnere.

Ech kommen zu de wichtige Volete vun dësem Projet de loi. Den éischte Volet betrëfft d'Verbesserung vum Präis-Leeschtungs-Verhältnis a setzt d'Qualitéit an de Mëttelpunkt. Dank enger neier Formulatioun, déi sech op den aktuellen Attributionskriter „l'offre la plus avan-

tageuse“ bezitt, gëtt et an Zukunft méiglech, de Marché op Basis vun der Qualitéit ze attribuieren an net méi systematesch nom niddregste Präis. Qualitéit heescht an deem Fall, datt dem Liewenszyklus, der Laangliewegkeet an der Ëmweltfrëndlechkeet vun de Produkter Rechnung gedroe gëtt, beispillsweis bei Baumaterialien.

An deem Kontext kréien d'Pouvoirs adjudicateurs och d'Recht, gewësse Spezifikatiounen, unerkannt Labelen an Zertifikatiounen vun den Ubidder ze verlaangen, fir sécherzestellen, datt héich Ëmwelt- a Sozialnorme respektéiert ginn.

Eng Fro, déi sech an deem Kontext an der Nohaltegeeketskommissioun gestallt huet an déi och vu verschiddenen ONGen opgeworf gëtt, dat hutt Der och elo virun der Chamber gesinn, ass déi, firwat verschidde Labelen net d'office an d'Gesetz kënnen ageschriwwen ginn. Hei geet et virun allem ëm Labelen, déi op eng nohalteg Entwécklung an op d'Solidaritéit mat den Entwécklungslänner ausgeriicht sinn.

Datt dës Labelen net an d'Gesetz ageschriwwen kënnen ginn, kënn dohier, datt esou eng Approche verfassungswiddreg wier. E Gesetz dierf näämlech keng Hiérarchie des normes opstellen an eenzel Labelen par rapport zu anere bevirdeelegen. Aus deem Grond hu mer eis zesumme mat de Fraktiounen all zesummen drop géeneegt, zwou Motiounen zu deenen Themen ze verfaassen. Mir kommen herno drop zréck, den Här Schank an ech selwer, zum Schluss vu menger Interventioun.

Dann, den zweete Volet bezitt sech op déi sozial Aspekter vun éffentlechen Ausschreiwungen. Hei ass et wichtig ze soen, datt de Sozialdumping bekämpft soll ginn, andeems d'Pouvoirs adjudicateurs e Betrib ausschléisse mussen, wa Beweiser virleien, datt dee Betrib géint d'Aarbechtsrecht an aner sozial Gesetzgebung verstouss huet.

An deem Geescht gëtt eng sougenannten „clause sociale horizontale“ an d'Gesetz ageschriwwen. Dës Clause verlaangt explizit, datt den Operateur sämtlech Regele muss respektéieren an ausgeschloss gëtt, wann dat net de Fall ass. Doriwver eraus verstärkt de Projet de loi déi besteeënd Moosname géint anormal niddreg Offeren, déi drop schléisse loosse, datt d'Aarbechtsrecht oder d'Ëmweltnormen net respektéiert ginn an datt ebe grad Sozialdumping bedriwwen gëtt.

Dat heescht, datt esou Soumissionnairen de Marché net zougedeele kréien, op Basis vun der spezifescher Dispositioun am Gesetz, an och nach kënnen ausgeschloss ginn, wa se schon amgaange sinn, de Marché ze exekutéieren.

Déi nei Regele sollen dann och zu méi Transparenz am Beräich vun der Sous-traitance féieren. An deem Kontext mussen d'Operateure scho beim Appel d'offres uginn, wéi een Deel vum Marché si net selwer ausféieren, wann d'Pouvoirs adjudicateurs déi Informatiounen vun hinne wëlle kréien.

Donieft kënnen d'Pouvoir-adjudicateure verlaangen, datt e Sous-traitant ausgeschloss gëtt, wann e sech net un d'Regele vum Cahier des charges hält. Datselwecht zielt fir d'Sous-traitants vun de Sous-traitants. Där gëtt et der och.

Dann déi drëtt grouss Neierung, déi bezitt sech op déi kleng a mëttelgrouss Entreprises, d'PMEn, déi méi en einfachen Accès zu de Marchés publics solle kréien. Bis elo haten déi kleng a mëttelgrouss Entreprises et ëmmer schwéier deelzehuelen, wat natierlech Problemer gestallt huet.

Opgrond vun der Tatsaach, datt dës Entreprises e grousst Potenzial un Aarbechtsplaze generéieren an ebe grad och zu der ekonomescher Entwécklung bäidroen an och meeschtens ganz innovativ sinn, sollen d'Marchés publics de sougenannte PMEn an Zukunft wierklech geziilt zeguttkommen.

Dat geet éischters iwwert de Wee vu vereinfachten administrative Prozeduren, op déi och zréckkommen. Zweetens kënnen d'PMEn och dovou profitéieren, datt d'Marchéen a verschidde Lousen opgedeele ginn. An ech denken, dat ass ee vun deene wichtigste Piliere vun dësem Gesetz. Domat kann d'Aarbecht op verschidde méi kleng Entreprisë verdeelt ginn, amplaz, wéi an der Vergaangenheet, just enger grousser Entreprise dee ganze Marché zouzedeele.

Wichtig ass dobäi ze soen, datt de verlangten Niveau vum Chiffre d'affaires vun engem Betrib op e vernünftegt Mooss limitéiert gëtt. Dës Li-

mitt läit an Zukunft nach just bei der duebeler Valeur vum Marché, soudatt déi kleng Betriber net méi esou séier ausgeschloss kënnen ginn opgrond vun hirem Chiffre d'affaires.

De véierte Volet betrëfft d'Innovatioun, wou éffentlech Commanden eng zentral Roll kënnen spillen, fir d'Innovatioun ze féerden. Dës Dispositioun soll d'Entreprises encouragéieren, innovativ Technologien, innovativ Methoden an innovativ Materialien anzesetzen, ënnert der Konditioun natierlech, datt se nohalteg a sozial Kritäre respektéieren.

An dësem Zesummenhang verweisen ech op d'Problematik vun de sougenannten „Konflikt-mineralien“, déi net nëmmen op EU-Niveau, mä och schonn zu Lëtzebuerg an der Lescht oft thematiséiert gi sinn.

Wat d'Innovatioun ugeet, soll e sougenannten „partenariat pour l'innovation“ geschaf ginn. Dës Partnerschaft ass geduecht, fir kompetitiv Akteuren um Niveau vun der Innovatioun als prioritär unzegesinn an zesumme mat hinne Léisungen auszuschaffen, beispillsweis am Beräich vum Bau oder am Beräich vun der Energie allgemeng.

Déi fënneft grouss Neierung betrëfft d'Prozeduren. Éischters kréien d'Pouvoirs adjudicateurs méi Méiglechkeeten, d'Konditiounen vum Marché mat den Entreprises ze verhandelen. Noverhandlungene sinn allerdéngs ausgeschloss, am Fall wou se geduecht sinn, fir de Marché ze veränneren, dat heescht, d'Natur vum Marché ze veränneren.

Zweetens gëtt den Oflaf vun de Prozeduren vereinfacht, virun allem, well d'Marchéen an digitalisierter Form kënnen oflafen, an deem nächst och mussen, mä och well d'Pouvoirs adjudicateurs d'Dossieren an där Reiefolleg kënnen präiwen, wéi si sech dat wënschen. Bis haut war dat ëmmer ganz streng geregelt.

Dat heescht, si kënnen fir d'Éischt präiwen, ob déi eenzel Offeren de Selektionskriterien entsprechen, an de Marché duerno un ee vun de Soumissionnaire verdeelen. Si kënnen sech awer och direkt fir eng Offer entscheiden an eréischt duerno präiwen, ob dës Offer keng Exklusivkriterien enthält.

Fir gewësse sozial oder kulturell Service respektiv fir Service am Beräich vun der Santé, der Justiz, der Hotellerie, der Restauratioun an de Kantine gëtt e vereinfachte Regime agefouert, dëst am Fall, wou d'Héicht vum Marché méi wéi 750.000 Euro erreecht.

Zu manner Bürokratie féiert doriwver eraus déi sougenannten „Auto-certification par le Document unique de marché européen“, ofgekierzt DUME. Dobäi handelt et sech ëm en elektronesch Instrument, wat d'Prozeduren op EU-Niveau vereinfache soll, andeems d'Soumissionnairen hir Offer méi einfach, méi séier a mat manner Annexen erareeche kënnen. Just dee Soumissionnaire, deen de Marché dann zougessprach kritt, muss déi néideg zousätzlech Dokumenter liwweren.

Eng Vereinfachung entsteet och bei der Publikatioun vun den Avis de marché, well och hei méi op elektronesch Mëttele zréckgegraff ka ginn, dëst iwwert de sougenannten „e-Certis“. Hei muss ee wëssen, datt déi elektronesch Mëttele de Benotzer schonn haut um Portail vun de Marchés publics zur Verfügung stinn an am Règlement grand-ducal vum 27. August 2013 geregelt gi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi ufanks gesot, geet et bei den neien Dispositiounen och drëms, Interessenkonflikter ze verhënnern. Dat ass de sechste grouss Volet vum Gesetz. An deem Kontext kënn et bei der Virbereedung vun engem Marché public jo ëfters vir, datt déi éffentlech Akteuren d'Entreprises am Virfeld consultéieren a Gespréicher mat hinne féieren. Dat kann natierlech als Konsequenz hunn, datt dës Entreprisë bevirdeelegt ginn an datt Konflikter duerch dës sougenannten „consultations préalables“ entstinn. Aus deem Grond gi spezifesche Dispositiounen virgesinn, fir dës Consultatiounen ze regelen.

Méi Transparenz soll am Kader vun der Gouvernance geschaf ginn, an zwar doduerch, datt de Suivi vun den Dossiere verschäerft gëtt an datt e Rapport vum Oflaf vum Marché muss opgestallt ginn. Deem géintiwver besteet awer eng streng Confidentialitéit bei sämtleche Renseignements, déi den Operateur iwwer eng entsprechend Prozedur als „confidentiel“ designéiert. Dat ass him selwer iwwerlooss. Dës Confidentialitéit ass net zäitlech limitéiert a bleift och no der Decisioun vun der Adjudicatioun erhalen, mat Ausnam vun deenen Ele-



menter, déi iwwert d'Direktiv oder dat nationaal Recht mussen oppen, transparent duer- gelauecht ginn.

De siwente Volet dann, dee betrëfft d'Kooperatioun tëschent effentlechen Instanzen a soll dozou féieren, datt déi effentlech Akeef méi einfach regruppéiert kënnen ginn. Dee Moment lafe se iwwer eng gemeinsam Akafszentral. Déi effentlech Akteure kënnen sech awer och fir verschidde Marchéen zesummendinn an op gemeinsam Prozeduren zréckgräifen.

Den aachten a leschte grouse Volet vum Gesetz bezitt sech op d'Modifikatiounen vum Kontrakt am Fall, wou dës Modifikatiounen d'Natur vum Marché respektéieren. Generell soll et deemno méiglech ginn, verschidde Modifikatiounen nom Ofschluss vum Marché virzuehuelen, wat bis elo net de Fall war.

An domat wäeren déi wichtegst Volete scho beschriwwen. Dëst Gesetz huet e laange Wee hanner sech. Et gouf den 3. Mee 2016 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch deposéiert. Iwwer ee Joer duerno, den 23. Mee 2017, huet de Statsrot säin éischten Avis dozou ofginn. Den Avis complémentaire vum Statsrot koum de 14. Juli 2017, den zweeten Avis complémentaire den 28. November 2017 an en drëtten Avis complémentaire den 19. Januar 2018.

Weider Avise koumen era vum der Chambre des Salariés an der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, vum Conseil de la concurrence a vum Ordre des architectes et ingénieurs-conseils. D'Nohaltegkeetskommissioun huet sech a ganzer zéng Sëtzunge mam Projet de loi befaasst. Virun allem goung et drëms, deene véier Avise vum Statsrot Rechnung ze droen, deen eng Rei Oppositions formelles erhuewen huet, sief et wéinst verschiddene Formulatiounen, déi juristesch d'Strooss net gehalen hunn, oder wéinst der Inkompatibilitéit vun eenzelnen Dispositiounen mat der Lëtzebuerger Gesetzgebung an äänleche Beräicher respektiv mat enger vun den Direktiven.

De Versuch, enger Rei Organisatiounen entgéintzekommen an hir Proponen an den Text afléissen ze loossen, ass gréisstendeels um negativen Avis vum Statsrot gescheitert.

Op déi eenzel Avise ginn ech net weider an a verweisen dofir op mäi schrëftleche Rapport, do si se alleguer resuméiert.

An der Sëtzung vum 1. Februar 2017 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Dobäi wëll ech de Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun an dësem Dossier e grouse Merci ausdrécken, well et war wierklech eng kniwwelleg Aarbecht, an och e Merci eiser Sekretärin Rachel Moris, grad wéi dem Här Pauly an der Madamm Wiot vun der nationaler Soumissiounskommissioun, déi eis wierklech zur Sait stoungen.

Här President, erlaabt mer, zum Schluss nach eng Motioun ze deposéieren, déi vu sämtleche Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Eng aner kennt nach no. Mir hunn eis d'Saach opgedeelt, well mer fannen, mir sollen an dëser Matière zesummeschaffen an d'Aarbecht och gerecht opdeelen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

saluant

- que le Grand-Duché de Luxembourg a entamé l'établissement d'un Plan d'action national (PAN) portant exécution des 31 «Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme» adoptés à l'unanimité le 17 juin 2011 par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies afin de concrétiser, à l'adresse des États membres de l'ONU et des entreprises privées, les orientations pour la mise en œuvre des obligations légales découlant du cadre de référence «Protéger, Respecter et Réparer» fixé en 2005;

- que le Grand-Duché de Luxembourg a établi un programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé «Transformer les vies tout en préservant la planète» et adopté par le Gouvernement en conseil en date du 12 mai 2017, visant la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au et par le Luxembourg;

- le règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'UE qui exploitent de l'étain, du tantale et du tungstène, des minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque,

considérant

- qu'en ce qui concerne l'objectif n°12 sur l'établissement des modes de consommation et de production durables, le programme de développement durable à l'horizon 2030 «Transformer les vies tout en préservant la planète» stipule qu'il faudra «promouvoir des pratiques durables dans

le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales»;

- que le Programme gouvernemental 2013-2018 stipule notamment que «le Gouvernement fera établir les appels d'offre de façon à ce qu'ils correspondent au mieux aux critères du développement durable»;

- que la stratégie de l'UE en matière de commerce et d'investissement adoptée le 27 novembre 2015 par le Conseil des ministres sous présidence luxembourgeoise retient que «l'UE aidera les pays partenaires, et notamment les pays les moins développés, à tirer parti de chaînes de valeur mondiales responsables pour favoriser une croissance inclusive et durable»;

- que les métaux concernés - tantale, étain, tungstène et or - utilisés dans un grand nombre de produits quotidiens comme les ordinateurs et smartphones - proviennent de zones politiquement instables, qu'ils sont trop souvent obtenus par le recours au travail forcé afin de financer des groupes armés, que les violations des droits humains dans ce contexte sont nombreuses (coercition, violence sexuelle, travail d'enfants, etc.) et que les bénéfices ainsi générés maintiennent en activité des conflits dévastateurs,

et vu

- la réponse de M. le Ministre des Affaires étrangères à la question parlementaire n°3368 du 19 octobre 2017,

invite le Gouvernement

- à assurer que les achats publics intègrent à l'avenir le critère d'une diligence raisonnable au niveau des métaux concernés par le règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 (tantale, étain, tungstène, or).

(s.) Josée Lorsché, Claude Adam, Georges Engel, Gusty Graas, Martine Hansen, Fernand Kartheiser, Henri Kox, Marco Schank, Laurent Zeimet.

An eiser Motioun, an där éischer Motioun geet et ëm d'Problematik vun de Konfliktmineralie wéi Zënn, Tantal, Wolfram a Gold, déi a bedroete Länner ofgebaut ginn an a westleche Geräter a Schmuck agesat ginn. Den Ofbau vun dësen Mineralien ass meeschtens illegal, erfollt ganz oft iwwer Zwangsarbeit a féiert schlëmmstefalls souguer dozou, datt d'Recetté benotzt ginn, fir bewaffnet Opstänn ze ënnerstëtzen.

Fir deem entgéintzewierken, huet d'Europaparlament d'Memberstaten 2017 an engem Règlement opgefuerdert, déi verbindlech „Sorgfaltspflicht“, wéi een dat op Däitsch seet, oder op Franséisch „diligence raisonnable“, unzeweiden an op den Asaz vu Konfliktmineralien ze verzichten, sou wäit wéi dat da méiglech ass, an eben och op de Kaf vun esou Geräter, déi domat hiergestallt sinn.

Här Minister, vu datt och de Regierungsprogramm op d'Ziler vun der Nohaltegkeet an op déi international Solidaritéit ausgerichtet ass, invitéiere mir d'Regierung mat dëser Motioun, der Problematik vun de Konfliktmineralie bei den effentlechen Ausschreiwunge Rechnung ze droen an domat als Lëtzebuerg e wichteg Zeechen ze setzen.

Dat gesot, invitéieren ech lech, dëse Projet de loi ze stëmmen, well en e grouse Fortschritt bedeit, souwuel am Beräich vun der Nohaltegkeet wéi och am Beräich vun de soziale Rechter an der internationaler Solidaritéit.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Rapportrice. D'Wuert huet elo den Här Marco Schank fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ausschaffe vun dësem Marché-publics-Gesetz war net deen einfachsten Exercice. Et huet ee laangen Otem gebraucht. Et ass en enorm technesch Dossier. Et huet missen akribesch geschafft, laang dru gefeilt ginn, well et geet ëm vill. Et geet virun allem och drëms, datt d'Ausschreiwungen an Zukunft no nohaltege Kritären, an ech mengen déi dräi Pilieren, gemaach ginn.

Dat ass sécher ee vun de Grënn, firwat et och dann e bësse méi laang gedauert huet, mat ëmmerhin dräi Avis complémentaires vum Statsrot, mat jee weils engem Avis complémentaire vun der Chambre de l'Agriculture a vun der Chambre de Commerce, bis et souwäit war.

Mä als Éischt wollt ech der Kolleege, der Madamm Lorsché, Merci soe fir déi exzellente Aarbecht, fir de mëndlechen a schrëftlechen Rapport an och fir hire laangen Otem.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marco Schank (CSV).** - Si ass als Rapportrice, mengen ech, op déi wesentlech inhaltlech Aspekter schonn agang, soudatt ech déi kann och op dëser Plaz evitéieren.

Just esou vill: datt mat deenen zwou Direktiven, déi mir mat dësem Gesetz jo ëmsetzen, d'Prozeduren an der Attributioun vun effentleche Marchéer méi transparent ginn - ech mengen, dat ass e wesentlechen Aspekt - an eben och d'Entreprise d'Méiglechkeet kréien, fir Servicer a Produiten um ganzen Territoire vun der Europäescher Unioun unzedecken.

Et ass awer och besonnesch drëm gaangen, fir d'Moyenen ze fannen, fir déi effentlech Ausgabe méi effikass ze maachen - och dat ass e wesentlechen Aspekt -, fir e bessere Rapport Qualitéit/Präis ze erlaben a besonnesch den Akzent op Ëmwelt- a sozial Consideratiounen ze setzen an eben och, dat maachen d'Direktiven och däitlech, fir datt een d'Innovatioun an de Vierdergrond stellt.

Am Kloertext heescht dat, datt en effentlechen Acheteur engem Soumissionnaire ee Marché ka refuséieren, wann e sech net un déi Obligatiounen hält am Kontext vun der Ëmwelt, am Kontext vum Sozialen, wann en dat net respektéiert, och wann et dee bëllegsten ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marco Schank (CSV).** - En aneren Aspekt, deen eis wichteg schéngt, dat ass deen, datt och an de Leitlinie vun den Direktiven insgesamt - an dat mierkt een och herno, ech kommen nach dorop zréck bei den Avise vun de Berufskummeren - ëmmer erëm iwwer Vereinfachung rieds geet an datt och eng Vereinfachung, mengen ech, hei erziilt gëtt.

A wa mir wëllen, datt och méi kleng national a regional Betriber bei Ausschreiwunge kënnen matmaachen, dierf d'Prozedur net ze komplizéiert sinn, net schwéierfällg sinn, well soss kann eng kleng Entreprise sech iwwerhaupt net erlaben, bei entsprecheender Marchéer matzemaachen.

An heizou huet och de Minister an der Kommissioun eis en Aen eng sënnavoll Initiativ proposéiert: Näämlech, wann ech richtig verstanen hunn, si seng Servicer schonn amgang, un engem Internetsite ze schaffen, fir et virun allem deene klengen Adjudicatären méi einfach ze maachen, bei Marchéer matzemaachen. Wéi gesot, dee Site soll an der Aarbecht sinn an ech wollt zwou Froen un de Minister stellen:

Éischtens: Wat gëtt eigentlech dann deenen Entreprisé gebueden, déi sech op deem Internetsite do dierfe schlaumaachen? Respektiv: Wéi wäit sinn d'Aarbechten avancéiert? A wéini gëtt de Site lancéiert?

Den effentlechen Akeefer kritt d'Méiglechkeet, d'Konditiounen vum Marché mat den Entrepreneuren ze verhandelen, och e wichtege Aspekt, wat mat sech soll bréngen, datt ee vill besser op déi jeeweileg Besoine vu Wueren, vu Servicer kann agoen. Donieft gëtt et och méi Flexibilitéit am Kader vum Oflaf vun de Prozeduren. Zum Beispill wäerten déi minimal Delaien an deem Kontext méi kuerz ginn.

Weider Aspekter, dat huet awer d'Rapportrice scho gesot, si manner Bürokratie, wéi gesot méi einfach Prozeduren an och eben déi entsprecheend elektronesch Informatiouns- a Kommunikatiounsmëttel, déi d'Vereffentlechung vun de Marchéer méi einfach maachen an Zukunft. An d'Prozeduren sollen erëm eng Kéier och do méi effikass an transparent ginn.

D'Adjudicatäre fannen also déi ganz Dokumentatioun eben dann och online, a mëttelfristeg, denken ech, wäerten iergendwann eng Kéier déi Dossierer nach just iwwert dee Wee eragereecht ginn.

All dës Vereinfachunge sinn ausdrécklech ze begrëssen, well, ech soen et nach eemol, et virun allem méi klengen Entrepriséer méi einfach gemaach gëtt, bei Marchés publics matzemaachen.

Här President, wann een déi verschidden Avise vun de Berufskummeren duerchliest, da fällt engem ëmmer eng an dëselwecht Suerg op, näämlech déi, datt d'PMEn den Zougang zu Marchés publics méi einfach solle gemaach kréien.

D'Chambre des Salariés huet an hirem Avis vum Juni 2016 nach eemol zu Recht extra op de Respekt, an dat, mengen ech, ass e ganz wichtege Beräich, op de Respekt vun den nationalen, europäeschen an internationale Regele higewisen, wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt an och wat d'Sécurité sociale ubelaangt.

D'Chambre de Commerce huet zwee Avisen ofginn, eng Kéier am Oktober 2016, eemol am August 2017. An hei gouf virun allem drop higewisen, datt et de Wëlle vun den Direktiven ass, datt d'Memberlänner d'Marchés publics als strategesch Instrument notzen, notament

am Hibleck op „Europa 2020“, fir eng intelligenter, nohalteger inklusiv Croissance. Also net nëmme just e blanne Wuesstum.

Fir drun ze erënneren: D'Strategie „Europa 2020“ déngt jo bekanntlech als Referenzkader am Kontext vu Mesur fir Beschäftegung, fir Wirtschaftsmoosnamen op EU-Niveau fir d'Länner, awer och fir d'Regiounen.

Kritesch Téin schléit d'Chambre de Commerce do un, wou se sech gewënscht hätt, datt nach méi Dispositiounen zu de Marchés de moindre envergure aus den Direktiven an den nationalen Text iwwerholl gi wieren, dëst mat der Fro, ob déi Mesuren, déi den Text elo virgesäit, sech als effikass genuch wäerten erausstellen, fir datt d'PMEn och wierklech den Accès méi einfach gemaach kréien.

An hiren Avise vum Februar an Oktober 2017 mécht d'Chambre des Métiers op d'Wichtigkeet vun der Opdeelung vun de Marchéen a Loten opmierksam, well dëst net onwesentlech ass fir e gudden Accès vun de klengen Entrepreneuren. An d'Chambre des Métiers an d'Fédération des artisans respektiv den OAL hunn och nach eng Kéier intervenéiert am Hierscht d'lescht Joer vis-à-vis vum zoustännege Minister mat enger Partie Doleancen. An een Deel vun deenen Doleancé sinn dann och am Kader vun zwou Kommissiounssëtzungen, déi mer haten, an Amendementer gemüent an hunn och hire Wee an d'Gesetz fonnt.

D'Handwierkerkummer huet och fir eng pragmatesch Approche am Beräich vu Labelen a Certificats plädéiert, huet awer och deelweis op Risiken higewisen. Si seet zum Beispill, d'Dokumenter vum Marché misste kloer an detailléiert Regele fir d'Vergi vum Marché uginn an dierfe keng subjektiv Kritäre virgesinn. Stéchwuert Transparenz a Gläichbehandlung vun alle Soumissionnairen.

A grad hei spiert een och am Avis vun der Chambre d'Agriculture vum September 2017, datt gefaart gëtt, datt et nach ëmmer schwéier gëtt, fir national Produiten ze favoriséieren. Als Éischt weist d'Landwirtschaftskummer an hirem Avis nach eemol op déi Petitioun hin, wou mer hei op dëser Plaz en Débat public haten, d'Petitioun fir Lëtzebuerg Produiten an der effentlecher Restauratioun. Dat heescht, wou et drëm geet, de Lëtzebuerg Landwirtschaftleche Produiten an lesswueren e privilegiéierten Accès an de Kantinnen ze ginn.

Eng vun de Konklusiounen vum effentlechen Débat vum 13. Januar 2017 an der Chamber war jo, datt eng Uppassung vun den Ausschreiwungsregelen néideg wier, fir eben op déi noutwendeg Outilen zréckgräifen ze kënnen, fir d'Produits du terroir zum Beispill an d'Kantinnen eranzekréien.

D'Kummer war der Meinung, datt den Artikel 36 ze vag formuléiert wier an datt si Schwierigkeeten hätt, fir eben esou Hiewelen ze identifizéieren, déi och wierklech den Accès vu lokalen a regionale Produiten am Kader vun enger effentlecher Ausschreiwung favoriséieren.

Problematesch wier hei virun allem de Volet vun de Labelen. Duerfir widderhëlt d'Landwirtschaftskummer hir Fuerderung, datt d'Regierung Viraussetzunge schafé muss, datt, äänlech wéi an aneren europäesche Länner, déi national Produzenten a Weiderveraarbechter e privilegiéierten Accès kréien an d'Kantinnen, déi vum Stat subventionéiert ginn, an dat eben och generell bei nationalen Ausschreiwungen.

Vu datt d'landwirtschaftlech Betriber héich Produktionskäschten hunn, ass dës Fuerderung an den Ae vun der Landwirtschaftskummer berechtigt.

Da weist se zum Schluss och drop hin, datt eng ganz Rei vu landwirtschaftleche Produkter momentan guer net ënner e Label falen. Dat kenne mer. An d'Landwirtschaftskummer huet an deem Kontext och op den Text vum Artikel 43 vun der Direktiv 2014/24 higewisen. Do gëtt näämlech gefrot, datt, wann net all Exigence iwwert de Label erfëllt ginn, dës Exigence vum Pouvoir adjudicateur kënnen entsprecheend ugi ginn. An zu Recht, mengen ech, gouf vun de Responsable vum der Kummer gemengt, datt dës Optioun besonnesch interessant kéint sinn am Fall vu Produktiounen, déi méi eng kleng Envergure hunn an net iwwer en nationale Label couvriert sinn.

Op eis Fro hin huet den zoustännege Minister confirméiert, datt dës Passus wuel net am Projet figuréiert, awer am Règlement grand-ducal wäert figuréieren. An ech hoffen, datt en dann do och am richtege Sënn wäert gräifen.

Et ass fir d'CSV kloer, datt mir hei e Spagat maachen tëschent den internationalen Obliga-

tionen, déi mer duerch d'Ëmsetzung vun den Direktiven nun eemol hunn, wärend mer awer gläichzäiteg och an der Pflicht sinn, fir fair, nohaltig a sozial geprägten Ausschreibungen ze erméiglechen.

Här President, an deem Kontext wollt ech den Depôt vun enger Motioun maachen, enger Motioun, déi, wéi virdru scho gesot ginn ass, eng Koproduktion ass a wou och all Fraktiounen a Sensibilitäten ënnerschriwwen hunn.

Motion 2

La Chambre des Députés,
saluant

- que le Grand-Duché de Luxembourg a établi un programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé «Transformer les vies tout en préservant la planète» et adopté par le Gouvernement en conseil en date du 12 mai 2017, visant la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au et par le Luxembourg,

considérant

- que le commerce équitable vise à atteindre plus d'équité dans le commerce international et qu'il a, en tant que stratégie de lutte contre la pauvreté, comme buts d'améliorer la situation des producteurs défavorisés dans les pays en voie de développement et de stabiliser, respectivement de renforcer l'économie nationale ainsi que les conditions économiques et sociales des producteurs dans les pays concernés;

- que tant le commerce équitable que le recours aux produits régionaux répondent aux enjeux du développement durable;

- qu'un recours accru aux produits régionaux contribue non seulement à préserver l'environnement en réduisant les distances parcourues en matière d'approvisionnement partant en réduisant la pollution, mais participe aussi au développement du secteur agricole ainsi que de l'artisanat et des entreprises de transformation nationales;

- que la société civile, et notamment le Cercle des ONG de développement, plaide pour des politiques plus cohérentes visant à un développement durable et équitable et que les achats régionaux et responsables y contribuent;

- que les citoyens exigent de plus en plus que les biens et produits achetés par les pouvoirs publics soient d'origine régionale, voire locale ou issus de conditions de travail équitables;

- que le commerce équitable et celui des produits régionaux nécessitent un soutien déterminé des pouvoirs publics;

- que le Programme gouvernemental 2013-2018 stipule notamment que «le Gouvernement fera établir les appels d'offre de façon à ce qu'ils correspondent au mieux aux critères du développement durable»;

- que la stratégie de l'UE en matière de commerce et d'investissement adoptée le 27 novembre 2015 par le Conseil des ministres sous présidence luxembourgeoise retient que «l'UE aidera les pays partenaires, et notamment les pays moins développés, à tirer parti de chaînes de valeur mondiales responsables pour favoriser une croissance inclusive et durable»;

- qu'en ce qui concerne l'objectif n°12 sur l'établissement des modes de consommation et de production durables, le programme de développement durable à l'horizon 2030 «Transformer les vies tout en préservant la planète» stipule qu'il faudra «promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales»;

- que la directive 2014/24/UE sur la passation des marchés publics qui sera transposée en droit national par le présent projet de loi, mentionne explicitement dans son considérant 97 que les «critères et conditions concernant la commercialisation et ses conditions peuvent par exemple mentionner que le produit concerné est issu du commerce équitable, y compris l'obligation de payer aux producteurs un prix minimum et une majoration de prix.»

invite le Gouvernement

- à favoriser et promouvoir une politique d'achats publics basée sur le développement durable;

- à privilégier dans la mesure du possible l'acquisition de produits issus du commerce équitable, voire l'achat de produits du terroir et de produits régionaux luxembourgeois dans les lycées, les services d'éducation et d'accueil et tout autre service et administration étatique;

- à réaliser une campagne de sensibilisation au sein des acteurs d'achats publics afin de promouvoir et d'encourager la politique d'achat susmentionnée.

(s.) Marco Schank, Claude Adam, Georges Engel, Gusty Graas, Martine Hansen, Fernand Kartheiser, Henri Kox, Josée Lorsché, David Wagner, Laurent Zeimet.

Mir wollten als Chamber kloermaachen, datt mir d'Regierung iwwert dee Wee invitéieren, alles ze maachen, fir eng Politique d'achat no nohaltege Kritären ze maachen am Kontext vun der öffentlecher Restauratioun. A konkret geet et an där Motioun ëm d'Verwendung vu Produiten, zum Beispill am Kontext vum fairen Handel, zum Beispill vu regional, lokal gezillte Produiten, zum Beispill d'Produits du terroir, alles wat enner: „Sou schmaacht Lëtzebuerg“ fällt, fir esou Produite verstärkt an den öffentleche Kantinen ermëzefannen.

Donieft froe mer och eng Sensibiliséierungscampagne, fir bei den Akteuren, déi esou Akeef tätegen, aktiv ze ginn. Dat heescht, mat dëser Motioun wëlle mir eng nohaltig Politique d'achat favorisieren an invitéieren d'Regierung, do eng Hand unzepaken.

Ech wollt, ier ech op de Schluss kommen, nach ee Wuert soen zu der Motioun vun de Konflikt-mineralien, déi mir och wäerte matstëmmen. D'Kollegin Josée Lorsché huet déi scho presentéiert. Effektiv, wann ech dat dierf soen, hat ech, wéi ech déi éischte Kéier de Begrëff vum Space Mining héieren hunn, automatesch dru geduecht: Mä mir missten et doch emol fäerdigbréngen, wa mer seltene Erden a Mineralien aus dem Buedem huelen hei op der Aerd, fir ze kucken, datt mer dat op eng Manéier maachen, déi net mënscheveruechtend ass.

An deem Kontext ass et och ze begrëissen, datt an deem europäesche Reglement fir déi Suergfaltspflicht fir d'Entreprises aus der Europäesch Union, wat d'lescht Joer am Juni a Kraaft getrueden ass an op deem och dës Motioun baséiert, zumindest elo emol véier Rohstoffe mat dra sinn, och wann et nach Schlupflächer ginn.

D'Zivillgesellschaft huet och schonn an der Tëschenzäit awer reklaméiert, datt een och do muss nobesseren, well, wéi gesot, nëmme véier Rohstoffe, den Zënn, Tantal, Wolfram a Gold hei virgesi sinn an et awer nach ganz anerer ginn. Dat heescht, d'Reglement gräift eigentlech ze kuerz. Och dahingehend, datt et eng laang Iwwergangphas gëtt, datt d'Entreprises eréischt ab dem 1.1.2021 brauchen iwwer hir Suergfaltspflicht ze rapportéieren. Nach fanne mer, datt déi Motioun berechtigt ass, an duerfir stëmme mer se och.

An zum Schluss wollt ech soen, datt mir als Fraktioun och wäerten de Projet de loi iwwert d'Marchés publics stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel fir d'LSAP.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëilt ech der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierlechen a komplette Rapport.

Mat der Ëmsetzung vun dësen EU-Direktiven iwwert d'Marchés publics komme mer enger laangjäregere Demande vun der LSAP, awer besonnenesch och vu ville Buergermeeschteren no, fir bei öffentlechen Opträg net ëmmer nëmme déi bëllegst Offer mussen unzehuelen. Vill ze laang ass de Präis als deen eenzeggen objektive novollzëibare Kriter ugesi ginn, fir ze verhënneren, dass öffentlech Sue géife verschwent ginn opgrond vu Favoritismen oder och nach Korruptioun.

An der Praxis huet dat net sielen dozou gefouert, dass eng Gemeng bei der Vergab vun Opträg a geschränkt war, fir sozialpolitesch oder ëmweltpolitesch Akzenter ze setzen. Ier d'Direktiven, déi mer haut ëmsetzen, a Kraaft waren, huet et oft geheescht, dass et och ënner der fréierer EU-Gesetzgebung méiglech wier, sozial an ökologesch Kritären an engem Cahier des charges anzeschreiwen.

Allerdéngs hunn d'Gemengen, déi oft nëmme begrenzt iwwer Fachpersonal verfügen, fir hir Cahiers des charges opzestellen, sech net wierklech getraut, esou Kritäre konsequent unzewenden. Et gouf eng gewësse Rechtsonsécherheet an de Risiko vun enger Plainte an eventuelle Verzögerunge bei der Realisatioun vun engem Projet huet ee misse matarechen. An dat war villen dann awer ze riskant an déi Rechtsonsécherheet huet do awer dann éischter a Richtung Präis gespilt.

Mir waren zu Lëtzebuerg net déi Eenzeg, déi dës Problem haten. An déi aktuell EU-Direktiven hunn hei elo méi Kloerheet geschaaft.

Dës Sujet, deen huet mech nach ëmmer speziell interesséiert. An ech wëll just un eng Question parlementaire erënneren: Ganz um Ufank, wou ech Deputéierte war - dat ass nach net esou laang hier, dat si sechs Joer hier -, den 21.

Juni 2012 hunn ech meng éischt Question parlementaire grad iwwert den Thema vun de Marché-publicke gestallt. Also ass et en Thema, wat mech wierklech vun Ufank un hei an dësem Haus interesséiert huet.

D'Gesetz ass elo ausdrécklech esou ausgerichtet, dass d'öffentlech Hand iwwert déi Aart a Weis, wéi se Opträg vergëtt, hir politesch Ziler an de Beräicher Soziales, Ëmwelt an Innovatioun ënnerstëtze kann. Dat ass immens wichteg, well déi verschidden öffentlech Akteuren zesummegeholl hunn e ganz grousst ekonomesch Gewicht. Et ass jo absurd, dass andauernd Campagnë gemaach ginn, fir de Leit dobaussen ze erklären, wéi wichteg hire Choix als Konsument ass, an den öffentlechen Institutiounen da virzeschreiwen, dass si ëmmer nëmme dee bëllegste Fournisseur dierfen huelen. An heimadder gi mer eis elo besser Moyenen an déi Rechtsonsécherheet gëtt hei zum Deel awer attenuéiert, gëtt erfogesat.

D'Qualitéit vun engem Produit oder Service moosst sech näamlech net nëmme um Endresultat, mä och um Niveau vun de Produktionsprozesser respektiv un den Aarbechtskonditiounen vun de Leit, déi e Service leeschten.

Ech hu viru Kuerzem e Reportage op der Tëlee gesinn iwwert d'T-Shirten, déi am Bangladesch produziéiert ginn ënner ganz schlëmme Konditiounen, wou Kanner vun zéng, eelef, zwielef, dräizéng Joer T-Shirte produziéieren während zwielef Stonnen am Dag, wou se net kënnen an d'Schoul goen, well d'Familien op déi Suen ugewise sinn. An deen Hongerloun, deen déi Kanner do kréien, fir dass mir hei kënnen en T-Shirt kafen, deen zwee Euro da kascht, muss eis awer alleguerten ze denke ginn. A wa mer nëmme heimadder, mat deem Gesetz, en Deel kënnen deene Leit ermëginn, déi dohannen an deenen, soe mer emol „aarme Länner“ T-Shirte produziéieren, dann, mengen ech, hu mer hei scho wéinstens nëmme e klengen Deel probéiert, dat e bësse besser ze maachen.

Doriwwer eraus gëtt et en allgemengen Interesse, och klengen a mëttleren Entreprises eng fair Chance ze ginn, grad wann et och ëm méi grous Opträg geet.

Labelen, déi dësen Typ vu Qualitätskritären zertifizéieren, kréien dobäi en neit Gewicht. Et ass zwar net méiglech, e präzise Label als Konditioun an e Cahier des charges ze schreiwen, et ass awer méiglech, Qualitätskritären dranzusetzen, wou d'Produzente mat bestëmmten Zertifizierungen e Virdeel hunn, wa se mat hirem Label kloer nowise kënnen, dass se dës Kritären och erfëllen.

An domadder wëilt ech och e klengt Wuert zu de Motiounen soen, déi mer haut hei deposéiert kruten. Ech fannen, dass dat Motiounen sinn, déi op de richtege Wee ginn, souwuel déi vun de Konfliktmineralien wéi och déi vun den nohaltege Kritären. A mir sinn hei richtig an der Coherence des politisches, wa mer dës Motiounen hei dann och stëmmen.

Den Optraggeber kritt doriwwer eraus eng besser Kontroll, ob d'Kritäre reell agehale ginn. Hëllefträich sinn hei sécher déi nei Bestëmmungen zur Sous-traitance, wou vu vir eransiichtlech ass, wéi héich den Undeel u sous-traitéierten Aarbechten ass. An déi sous-traitéiert Firmen hunn déiselwecht Oplagen ze erfëlle wéi den Haaptfournisseur. An den Optraggeber kann effektiv dann drop awierken, wat dann do net geschitt oder wat dann do awer geschitt.

Als LSAP begrëisse mir och, dass déi Echanges, déi de Minister mat der Kommissioun an och mat aneren Akteuren hat, dozou gefouert hunn, dass mir Derogatiounen am Gesetz gestrach hu vum Prinzip, dass eng Firma ausgeschloss gëtt, wa se hir Obligatiounen net all erfëllt. Do war e gewëssene Spillraum gelooss gi fir de Fall, wou eng Firma zum Beispill just mat enger gerénger Zomm am Réckstand wier mam Bezuele vun de Sozialversécherungen. Als LSAP deele mir awer d'Meenung vun der Chambre des Métiers a vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit, dass een hei keng Ausnamen zouloosse sollt. Zum enge wier et do zu engem gewëssenen Arbitraire komm an zum anere wier dat net fair vis-à-vis vun all deenen aneren Entreprises, déi hir Verflichtung eescht huelen.

Positiv fanne mir et natierlech och, dass et eng gewësse Vereinfachung vu Prozedure gëtt an dass méi Flexibilitéit besteet, fir grous Opträg a Loten opzedeelen, soudass och kleng a mëttelgrousse Firme besser Chancen hunn, fir sech un deene Marchéë kënnen ze bedeelegen.

Besonnenesch freet et eis natierlech, dass et an Zukunft kloer unerkannt ass, dass een enger Entreprise de Virzuch ka ginn, déi Leit mat engem Handicap oder déi soss defavoriséiert sinn, beschäftegt. Um lokale Plang gi jo do vill Effort gemaach, fir vu Gemengesäit aus sozial Entreprises ze fërderen, déi deene Leit eng Chance bidden a gläichzäiteg wichteg Services fir d'Bierger leeschten.

Et gëtt och méi einfach, fir lokal Initiativen a Schoulgäert, zum Beispill „urban gardening“ an esou weider, u Kantine fir Schoulkanner oder Crèchë liwweren ze loosse, wat iwwert d'Ernährung eraus e pädagogeschen Zweck dann och erfëllt.

An ech kennen déi Situatioun do ganz gutt. Niewent deene Schoulgäert hu mir an eiser Gemeng - an där Gemeng, déi ech och nach besser kennen - e Projet vun enger Epicerie lancéiert. An och wann et Problemer mat der Gouvernance vun der Epicerie gëtt, muss ee soen, dass d'Gemeng déi ëmmer ganz grouszügig ënnerstëtzt huet an och weider wäert ënnerstëtzen. An ouni déi Ënnerstëtzung vun der Gemeng kéint se och net iwwerliewen. Et muss een awer soen, dass do eng ganz Rei vun Aarbechtsplaze geschafe ginn, dass do e sozialen Encadrement geschafe gëtt, dass eng sozial Responsabilitéit do iwwerholl gëtt, déi net esou selbstverständlech ass an déi d'Gemeng Suessem hei ganz kloer iwwerholl huet.

All dës Ännerunge bedeiten net, dass de Risiko vu Vetterwirtschaft a Korruptioun bei der Vergab vun Opträg méi grous gëtt. Et gëtt kloer Spillregeln, déi sécherstellen, dass nei Kritäre bei der Auswiel net automatesch zur Willkür féieren. D'Bestëmmungen am Marché-publics-Gesetz bleiwen duerfir komplex.

Trotz de Vereinfachung wäert et an Zukunft weider esou sinn, dass kleng Gemengen, déi net iwwert dat entspreche Fachpersonal verfügen, sech zum Deel wäerte schwéier dinn, fir all Méiglechkeeten, déi d'Gesetz hinne bitt, ze notzen. Dat ass verständlech. An duerfir géife mir als LSAP et begrëissen, wann den zoustännege Ministère géif eng Berodung fir d'Gemengen ubidden a si bei der Uwendung vun deem Gesetz kéint ënnerstëtzen. Dat war zum Virdeel vu jiddwengerem. A kleng Gemenge géife sécherlech gären dovunner och profitéieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann et ee Beräich gëtt, dee soll streng reglementéiert ginn, dann ass et ouni Zweifel dee vun de Marchés publics. Hei geet et ëmmer ëm héich Zommen a schlisslech ginn och öffentlech Gelder investéiert. Duerfir ass et och richtig, datt de Legislatuer eng Rei vu Barrierë virgesäit, datt keng Abusen do gemaach ginn.

Korruptioun, Bestiechung, dat sinn Termen, déi ëmmer am Kontext mat öffentlechen Opträg matgenannt ginn. Dat ass engem Rechtsstaat ouni Zweifel net würdeg an duerfir ass et och gutt, datt mer haut eng legislativ Basis schafen, déi dat nach eng Kéier zementéiert an déi am Fong geholl och do de Spillraum vun der Bestiechung, vun der Korruptioun ganz enk mécht, an datt och de Spillraum fir Tricksereien hei agëent gëtt.

Ech mengen, och hei zu Lëtzebuerg, obwuel mer jo -, Gott sei Dank, kann ee soen - net déi Problematik kenne wéi an anere Länner, soll een awer net esou naiv sinn ze denken, datt mir, wéi gesot, hei vun deene Saache verschont bleiwen. Leider wäert et och an Zukunft esou sinn, datt et ëmmer nach Einzelner ginn, déi iwwer verschidde Weeër versichen, zu hirem Profit ze kommen. An dat dierf natierlech op kee Fall sinn.

Dat ass ee vun deene wesentlechsten Aspekter vun deem Gesetz, mä et gëtt awer och nach en anere wichtige Aspekt, an dat ass dee vun der méi onkomplizierter Ofwécklung vun den administrative Weeër. Ech mengen, mir kënnen houfreg sinn hei zu Lëtzebuerg, datt mer eng héich Diversitéit vu Betriber hunn. An dat wëllt och heeschen, datt mer als Politik mussen e Kader setzen, datt och déi Betriber, datt d'Ekonomie sech do gutt entwëckele kann. An dozou gehéiert ouni Zweifel och e Gesetz iwwert d'Marchés publics.

Dat aktuell modifizéiert Gesetz vum 25. Juni 2009 hat ouni Zweifel schonn eng Rei Verbesserungen an d'Weeër geleet. Ech erënneren drun, datt zum Beispill Marchéë vu bis zu 55.000 Euro dunn ouni Ausschreibung konnte gemaach ginn. Dat huet besonnenesch - wann ech elo soen „eis“, ass et, well jo awer eng Rei Kolleegen och heibanne sinn, déi Verantwortung an de Gemengen hunn - eis, wéi gesot, op deem Niveau ouni Zweifel viles méi einfach gemaach.

Et goufen zéng nei Kritären agefouert, ënner anerem, datt - och deemools ass dat scho gesot ginn - net nëmme soll de bëllegste Präis hei a Betruecht gezu ginn, well et muss ee jo wëssen: Déi bëllegst Offer ass mat Sécherheet net

ëmmer déi bescht. Mir waren natierlech och besonnen frou deemools als DP a sinn et och nach wie vor haut nach, datt, wann e lokalen Ubidder e Präis mécht, deen net méi wéi 5% méi héich ass wéi, wéi gesot, dee bëllegsten, datt deen och ka consideréiert ginn. Och dat ass eng ganz gutt Saach an dat gëtt jo hei nach eng Kéier ganz kloer ennerstrach.

Dat neit Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, ass natierlech an éischer Linn ganz kloer d'Transposition vum zwoou EU-Direktiven. Iwwerregens wëll ech nach eng Kéier hei drun erënnere, fir all déi, déi mengen, déi EU-Direktive géifen net séier genuch emgesat ginn: 2009 hat et fënnf Joer gedauert, bis datt déi deemoleg Direktiv emgesat gouf.

Mir liewen an enger gemeinsamer Europäescher Unioun. Mir si frou doriwwer. An datt och dat Gesetz hei de Geescht vun enger gemeinsamer Unioun reflektéiert, dat ass och eng gutt Saach, well et spiert ee jo awer ëmmer méi, datt et wichteg ass, datt och innerhalb vun der Unioun eng Rei gemeinsam Regele solle gëllen. Wat ganz positiv hei ass, ech mengen, et ass de Moment nach net hei erëmmer méi, mä datt och d'Staten zesumme kënnen am Fong geholl Soumissiounen maachen. Och dat ass en Novum, deen een hei nach eng Kéier soll ennersträchen. Dat wier ebe besonnen och fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg vu Virdeel, well doduerch och kënnen gegebenenfalls besser Präisser erzielt ginn.

D'Gesetz vun 2003 - ech sprangen nach eng Kéier kuerz méi zréck - hat och deemools schon eng Rei Defizite. An et ass kloer, datt ëmmer erëm déi Haaptakteuren, ech denken hei un déi Kleng- a Mëttelbetriber an éischer Linn, ëmmer erëm Drock gemaach hunn, datt sollte Verbesserung kommen. An dat ass dann och schlussendlech geschitt.

Wat awer positiv hei ass, och wann d'Gesetz vun 2009 elo ofgeschafft gëtt, datt mer awer déiselwecht Liestruktur bäibehalen, dat heescht déi vun deenen dräi Livren. Dat erlaabt et engem, déi Gesetze dann och haut méi einfach ze analyséieren an och ze „durchforsten“, muss ee soen, och wann et natierlech e ganz komplex Gesetz ass an eng ganz Rei nei Termen optauchen, wou ee wierklech, do muss ee ganz éierlech sinn, Problemer huet vläicht, fir heiansdo richteg derduerchgezinn.

Den Text baséiert jo op dräi Haaptprinzipien: Een dovun ass nun eben d'Flexibilitéit, wat ganz wichteg ass. Da gëtt natierlech och méi op d'Qualitéit hei gesat. An ech hunn et virdu jo schonn erwänt, datt net déi bëllegst Offer déi ass, déi a priori muss consideréiert ginn. Well wa se net zefriddestellend ass, da kann ee se hannerfroen. A wat och wesentlech ass: Et geet jo net nëmme duer, datt een eng bëlleg Offer kritt, mä et muss ee sech awer och Gedanke maachen, wéi zum Beispill de Service après-vente ass. Och dat ass eppes, wat oft ënnerschat gëtt. Wa mer e Fournisseur hunn, deen eis eng gutt Wuer liwwert an herno net à même ass, fir déi Wuer awer och an Zukunft gutt ze ennerhalen, dann hu mer och net alles gewonnen.

D'Ugebuert vu Wueren an Déngschtleeschungen ass jo, wéi gesot, nach ëmmer grous an och diversifizéiert, besonnen hei zu Lëtzebuerg. An datt do besonnen d'Gemengen net ëmmer esou den Duerchbléck hunn, dat ass och ganz normal. Duerfir ass et och gutt, datt hei eng Vereinfachung vun enger Rei vu Prozeduren kënnt. Datt zum Beispill kënnen am Virfeld Consultatiounen mat potenzielle Fournisseure gemaach ginn, ass e gudde Schrëtt no vir. Et kann ee sech dann am Virfeld als Adjudicateur méi mat deem Produit, deen ee gär eng Kéier spéider wëllt hunn, familiariséieren. Natierlech si mer do erëm ganz no och un der Grenz vun der Begënschtung vun den Abusen. Och do mussen awer kloer Grenzen dann dee Moment opgeléist ginn.

Datselwecht gëllt zum Beispill och fir den „dialogue compétitif“ - wéi gesot, dat sinn Termen, déi ee virdu net kannt huet -, wou d'Offere kënnen méi präziséiert ginn.

An da kann een natierlech bal soen, datt den Haaptakzent vun dem Gesetz hei, et ass scho virdu vun deenen eenzelne Riedner och ennerstrach ginn, de Sozialdumping oder virun allem och d'Umweltkritik sinn. Obwuel, et muss een ëmmer éierlech sinn, dat kléngt jo alles flott, wa mer déi Termen hei un eis ginn, mä nach eng Kéier: D'Geför, datt awer och d'Willkür hei eng Roll spillt, ass awer ni vun der Hand ze weisen. Duerfir ass et och elo gutt, datt eng Rei vu Labelen oder Zertifikater hei zréckbehalen ginn, déi et u sech sollen dem Adjudicateur méi einfach maache beim Choix vu sengem Produit.

Ech mengen och hei, datt de Ministère an Zukunft eng wichteg Roll ze spillen huet, datt e virun allem d'Gemengen an natierlech och de Stat a parastaatlech Institutionen, déi ennernt d'Marché-publics-Gesetz falen, awer och em-

mer betrëit an se vum leschte Stand informéiert, wat eben d'Entwécklung vun deenen eenzelne Labelen an och Zertifikater ass, fir datt keng Onsécherheete sollen opkommen.

Och ech wëll nach eng Kéier drop zréckkommen, wat am Avis vun der Landwirtschaftskummer stoung. Och dat muss een natierlech hei nach eng Kéier ennersträchen. Dat ass och nozevollzéien, datt do gewëssen, ech wëll net soen „Ängschten“ waren, awer Iwwerleunge gemaach goufen, well virun allem do läit jo awer ganz vill Potenzial och fir d'Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, mir hunn d'Chance, datt mer eng exzellente Landwirtschaft hunn, datt mer gutt Produiten hunn, déi hei bei eis produzéiert ginn.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt awer och haut scho Méiglechkeete bestinn, onofhängeg vun engem Gesetz, datt awer och kënnen verstärkt Produite vun eiser eegener Landwirtschaft consommeiert ginn. An et kann een net oft genuch drop hiweisen, datt och d'Gemengen déi Méiglechkeet hunn, och iwwert de Wee zum Beispill vu Crèchen, déi eng Asbl sinn, déi awer konventionéiert si mat enger Gemeng. Wann een an enger Gemeng och do e gewëssene finanziellen Effort mécht, da muss eng Crèche net onbedéngt an e bëllege Supermarché goen, fir do zweetrangeg Produiten ze kafen.

Also nach eng Kéier: Hei huet een haut scho Méiglechkeeten, fir déi Produite verstärkt hei zu Lëtzebuerg ze ennerstëtzen. An déi Aussoen, déi virdu hei vum Marco Schank gemaach gi sinn, kann ech och nëmme ennersträchen. Mir mussen kucken, datt mer de beschränkte Kader schafen, datt, wéi gesot, déi Produiten, déi hei zu Lëtzebuerg hiergestallt ginn, och kënnen verstärkt am öffentliche Raum benotzt ginn.

Da gëtt och ëmmer gären duergestallt, eis Gesellschaft géif nach just mat der Maxim bestoe vun der Profitmaximéierung. Mä ech mengen, grad dëst Gesetz beweist awer och zum Deel de Géigendeel, well et, wéi gesot, jo elo net méi exklusiv dee bëllegsten Ubidder ass, dee consideréiert gëtt, mä och aner Kritäre gëllen. An ech wëll och zum Beispill op de Volet vun dem Aarbechtsrecht hiweisen, wann dat violéiert gëtt, datt dat och eng Ursach ass, fir e Produit net mussen ze huelen.

An ech denken hei natierlech an éischer Linn un d'Kanneraarbecht. Wa gewosst ass, datt e Produit a Länner hiergestallt gouf, wou d'Kanneraarbecht favoriséiert gëtt, kann deen natierlech dann ausgeschloss ginn. An dat ass net méi wéi richteg. Dat ass och gutt esou. An dat beweist jo awer, datt d'Geld Gott sei Dank net ëmmer nëmme d'Haaptroll a spillt. Mir schwätzen also do vun der sougenannter „clause sociale horizontale“, enger vun deene villen Neierungen an deem Gesetz.

Och nach eppes, wat ech hei wëll besonnen ennersträchen, dat ass eben d'Méiglechkeet, Produiten ze kafen oder ze favoriséieren, déi vun Institutionen hiergestallt ginn, vu Leit, déi e gewëssenen Handicap hunn. Da schwätze mer vun engem „marché réservé“, wéi et am Artikel 15 steet.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Rei vu Strukturen, wou esou Aarbechte gemaach ginn, déi jo och dat um Marché ubidden, wat och u sech gutt ass. Natierlech muss een oppassen, datt een awer net ze vill eng gewësse Concurrence déloyale hei hierstellt. Mä eppes ass jo ganz kloer: D'Integratioun vu Mënschen, déi eng Defizienz, dem en Handicap hunn, ass mat Sécherheet dach ee vun deene schéinsten humane Schrëtt, déi ee ka maachen. An dat solle mer och an Zukunft verstärkt ennerstëtzen.

En anere Volet ass natierlech och dee vun de Sous-traitants. Endlech gëtt deen och méi genee geregelt. Dat war jo och vum Milieu - ech schwätzen hei virun allem vun de PMEen - eng Suerg, well do awer och an der Vergaangenheet Saachen iwwert d'Bün gaange sinn, déi net ëmmer esou ganz korrekt waren, datt dat awer och elo hei méi kloer zréckbehalen gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vun dem Marché-publics-Gesetz schwätzen, da si mer natierlech ganz séier bei der nationaler Economie. Da si mer och ganz séier bei de Kleng- a Mëttelbetriber. Och wann dat heiansdo e bësse wéi eng Floskel eriwuerkënt, mä et ass nun eben eng Tatsaach - et ass eng gutt Tatsaach -, datt dat awer nach ëmmer e wesentlech Réckgrad vun eiser Economie ass.

Ech wëll drun erënnere, datt mer zum Beispill Enn 2016 84.363 Leit haten, déi am Handwerk beschäftegt waren, dovun iwwerregens nëmme 12.032 Lëtzebuurger. Dat just vläicht als Erënnereung un déi Leit, déi heiansdo e bësse Problemer hunn, wa Leit bei eis an der Economie beschäftegt sinn, déi net onbedéngt d'Lëtzebuurger Nationalitéit hunn oder déi net onbedéngt Resident hei zu Lëtzebuerg sinn. Well

ouni si géif et hei an eise Land ganz anescht a mat Sécherheet net méi positiv ausgesinn.

Wat och e gudden neie Schrëtt ass, dat ass d'Opdeeling vun engem Marché a Lousen. Dat favoriséiert virun allem och déi Kleng- a Mëttelbetriber. An nach eng Kéier: Da kann de Kuch, wéi gesot, enner méi opgedeelt ginn.

Eng aner zousätzlech nei Moosnam, déi och am Interêt vun eise Betriber ass, dat ass, datt eben elo just de Chiffre d'affaires, fir kënnen un engem Marché vum Livre I deelzehuelen, op maximal zweemol déi geschätzte Valeur vum Kontrakt limitéiert ass. Dat bréngt natierlech virun allem, wéi gesot, Klengbetriber d'Méiglechkeet, och u méi Soumissiounen deelzehuelen.

Sécher gëtt et och eng Rei nei Mesuren, déi den Adjudicateur natierlech favoriséieren, wou vläicht dann de Soumissionnaire net esou ganz zefridden ass. Ech denken zum Beispill drun, datt den Adjudicateur d'Méiglechkeet kritt, sech och iwwert d'Konten vun engem Betriber ze informéieren. Dat ass natierlech deelweis en zweeschneidegt Schwäert. Dat kann een och e bëssen als Amëschung an d'Betribsinterna gesinn. Mä op där anerer Säit muss een awer och verstoen, datt een als Adjudicateur muss wëssen, mat wem een e Marché och ofschléisst, well dat awer natierlech net onwesentlech ass.

Ech mengen, den öffentliche Secteur bitt jo besonnen eng gutt Plattform, fir innovativ virzegoen. An et ass den öffentliche Secteur, deen och ka Marchéen ofschléisse fir Produiten - ech denken do virun allem un architektoneschen Produiten, ech denken u baulech Moosnamen -, déi en eenzegaartege Charakter hunn. An dann ass et och wichteg, datt een do an Zukunft méi flexibel ka virgoen. An dat geschitt jo och iwwert de Wee vun deem Gesetz. Dat heescht, den öffentliche Secteur kann hei ouni Zweifel och nei Impulser ginn.

Am digitalen Zäitalter ass et evident, datt de Wee vum Internet natierlech ëmmer méi muss mat consideréiert ginn. Elo zum Beispill, de Moment ass dat nach fakultativ, mä à terme soll jo dann och d'Areche vun de Soumissiounen iwwert den elektronische Wee geschéien. Och dat ass eng elementar Entwécklung. Och dat ass eng gutt Saach. Et gëtt net nëmme Pabeier gespuert, mä et kann een dat och vill méi um direkte Wee maachen an och vill méi séier maachen.

An deemselwechte Kader muss een och vum DUME schwätzen, dem „Document unique de marché européen“, eng Saach, déi och ouni Zweifel ze begrëissen ass.

Ech hat schonn am Ufank ëmmer erëm vun dem Volet Favoritismus/Korruptioun geschwat. Et kënnt een, wéi gesot, net derlaanscht, ëmmer erëm och dorobber nach eng Kéier hinczeweisen. Sécher wäert sech dëst Gesetz insgesamt favorabel fir eis Betriber auswierken, mä d'Dier fir de Favoritismus gëtt awer net onbedéngt méi kleng gemaach, well eben elo eng ganz Rei aner Moosnamen méiglech sinn, fir d'Marchéen am Virfeld ze negociéieren. An hei muss een och den Appell un déi Leit maachen, déi d'Responsabilitéit hunn, datt se, wéi gesot, net vun där privilegiéierter Situatioun géife profitéieren.

Eng Rei Marchéë kënnen jo, wéi gesot, iwwert de Wee vun der Procédure restreinte sans publication d'avis oder Procédure négociée ofgeschloss ginn. A grad an esou Fäll ass nun eben nach eng gewësse Begënschtung net auszuschléissen. Mä et ass awer gutt, datt den Artikel 20 ganz kloer detailléiert opléicht, wat fir eng Kritären dann awer mussen respektéiert ginn, a virun allem, wéi gesot, datt och confidentiell Informatiounen op kee Fall dierfen dem Soumissionnaire matgedeelt ginn.

Ech wëll dann awer och nach drop hiweisen, datt och méi eng breet Autonomie fir déi öffentliche Institutionen hei kann entstoen, an deem Sënn, datt och gemeinsam Akeef kënnen gemaach ginn. Ech denken, datt dat och fir d'Gemengen zum Beispill interessant ka sinn, datt méi Gemenge sech kënnen zesummeschléissen an dann gemeinsam e Marché ofschléissen, wat sech ouni Zweifel och herno wäert favorabel op de Präis auswierken.

Wat d'Exklusiv vum Betriber ubelaangt, esou muss een natierlech oppassen, datt och do net erëm ze vill subjektiv Kritären d'Ursach sinn. Mä och hei verweisen ech dann op den Artikel 29 vum Gesetz. Ëmmer erëm kënnt een awer net derlaanscht, deen Term „Subjektivitéit“ ze gebrauchen. Et ass nun eben e wesentlech Facteur. Dat beschte Gesetz léisst natierlech awer ëmmer gewëssen Interpretatiounen zou. Och do kann een eben elo hoffen, datt déi nei Parameteren - d'Qualitéit, d'Umwelt- an d'Sozialkritären, déi ouni Zweifel hei gutt sinn an déi mir och ennerstëtzen - awer net kënnen herno vun eenzelne Leit mëssbraucht ginn.

D'Érofsetze vun den Delaien, fir Soumissiounen eranzerechen: Jo, och dat ass erëm eppes, wat

vun där enger Säit positiv gesi gëtt a vun där anerer Säit negativ. Ech weess, datt besonnen am Milieu vun de Kleng- a Mëttelbetriber dat méi mat Reserve gesi ginn ass, wat een och verstoe muss:

Et soll ee sech emol an d'Haut versetze vun engem klengen Betriber. Ech nennen elo den Usträicher, ech nennen den Installateur, deen dräi, véier Leit beschäftegt an deen elo nach méi enner Drock gesat gëtt, fir ebe säi Cahier des charges eranzerechen. An dann ass dat natierlech oft mat zousätzlech administrativen Drock verbonden, wat sech net onbedéngt ka positiv auswierken, wou et och gegebenenfalls kann derzou féieren, datt, wéi gesot, vläicht Cahiers des charges, Bordereauen erakommen, déi net ganz gutt ausgeféllt sinn. Mä, wéi gesot, de klengen Patron muss kucken, datt e sech där Situatioun eben elo adaptéiert. Awer ech verstinn, datt hei déi Saach mat zwee verschiddenen Ae muss gesi ginn.

Ech wëll och un den Avis vun der Chambre des Métiers hei erënnere, déi sech natierlech géint d'Érofsetze vun dem Delai do ausgeschwat huet.

Dann awer eng Remarque zum Artikel 49. Do muss ech éierlech soen: Perséinlech sinn ech do net esou ganz zefridden. Ech hat och do eng Propos an der Kommissioun gemaach. Déi ass net zréckbehalen ginn. Bon, dat ass dann eben esou am Liewen. An do geet et em...

(Interruption)

Jo, et muss een dermat eens ginn.

(Interruption)

Jo, wat heescht hei Direktiv? Och eng Direktiv kann een nach upassen, wann...

(Interruption)

Neen, neen, dat ass keng Ursach, fir dat net hätte kënnen zréckbehalen!

Bon, et geet em d'Gemengen,...

(Interruptions)

...wou jo zréckbehalen ginn ass, datt...

(Interruption)

Neen, et geet net eleng em d'Gemeng Beetebuerg, et gëtt der nach 102 oder 101 am Land, an et geet em d'Gemengesyndikater.

Den Term „Gemengesyndikat“ ass jo am Gesetz net zréckbehalen ginn. Do schwätze mer vun „entités assimilées“. Wa mer also elo an der Situatioun sinn, datt eben eng Gemeng eng Ausschreiwung mécht an dann e lokalen Ubidder eng Offer virléit, déi dann net méi héich ass am Präis wéi 5% vun deem Bëllegsten (veuillez lire: déi dann net méi wéi 5% méi héich ass am Präis wéi déi vun deem Bëllegsten), da kann déi jo dann zréckbehalen ginn.

Elo gesi mer dann d'Situatioun oder den Zee-nario vum Gemengesyndikat an da steet am Gesetz just, datt am Fong geholl dann och nëmme därer deen zréckbehalen ginn ass enger Gemeng, wou och, wéi gesot, den Ubidder net méi deier ass wéi 5% méi. Wéi verhält et sech dann an der Situatioun vun engem Gemengesyndikat? Do hu mer, loosse mer soen, fënnf, sechs Gemengen, mir hunn awer da vläicht zwee Ubidder. Oder wéi een huele mer, aus wéi enger Gemeng? Dat geet aus dem Gesetz elo net hei ervir.

Duerfir hätt ech léiwer gehat, mir hätte geschriwwen, oder et wier also besser, wa mer zréckbehalen hätten: «résidant dans la ou les communes». Dee Moment wier dat och kloer gewiescht am Fall vun de Gemengesyndikater. Menger bescheider Interpretatioun vum Gesetz no ass dat elo net esou kloer. Ech hoffen awer, datt dat an der Praxis dann net wäert ze vill zu Problemer féieren.

Mä nach eng Kéier, et soll mer elo emol ee soen: Wann e Gemengesyndikat d'Méiglechkeet kritt, vun där Klausel, där 5%-Klausel Gebrauch ze maachen, wéi eng Gemeng, wéi ee Fournisseur gëtt dann zréckbehalen? Mä vläicht kann de Minister mer dovun dann herno nach eppes méi soen.

Dann zum Schluss awer och nach e Wuert iwwert d'Motiounen, déi jo och vun der DP matgedroe gi sinn, well se jo och vun hir ennerschriwwen gi sinn. Ech mengen, mir haten déi Diskussioun iwwert d'Konfliktmineralien. Dat ass och keng nei Diskussioun. Och déi hu mer hei scho gefouert, wéi mer iwwert d'Entwécklungspolitik, d'Kooperationspolitik vun der Regierung geschwat haten. Mir wëssen, datt dat natierlech Mineralien sinn, déi a ville Produite mat verschafft ginn, déi mir allegueren hei dagdeeglech gebrauchen, sief dat Smartphonnen, Autoen oder PCen. An duerfir



ass et och wichteg, datt mer eis doriwwer Gedanke maachen.

Mir wësse jo och, wat fir negativ Konsequenze bei der Gewinnung vun deene Mineralien entste kënnen. Ech soen d'Stéchwuert Kongo. Zum Beispill wësse mer, datt do gréisser Konflikter ausgebrach sinn, ënner anerem duerch déi dote Problematik. Duerfir fanne mer et och gutt, datt dat iwwer de Wee vun där Motioun hei nach eng Kéier thematiséiert gëtt. An och mir als Demokratesch Partei ënnerstëtze ganz kloer, fir dat op deem Gebitt dann ebe méi nach ze thematiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz ass ouni Zweifel ganz komplex, mat enger ganzer Rei vun Ausnamen, op déi een natierlech elo net hei am Detail kann agoen, well soss géife mer dee ganze Mëtten nach hei doriwwer schwätzen. Ech wëll awer och drop hiweisen, datt zum Beispill dee ganze Sécherheitsberäich net hei drënnerfällt. Och dat ass eppes ganz Wesentleches. Ech denken un den Equipement fir d'Militär an esou weider. Et ass evident, datt do net kënnen onbedéngt grouss ëffentlech Ausschreiwunge gemaach ginn.

Mir mengen allerdéngs, datt dat Gesetz hei e gudden Equiliber duerstellt zwëschen engem Minimum un administrativen Hürden an och der Verhënnung, wéi gesot, vun Abusen. Et misst och méi Sécherheet fir eis Betriber bréngen. Duerfir kënnen mir eis och ganz kloer hantert deen Text hei stellen.

Natierlech geet et net nëmmen duer, e gudd Gesetzestext ze verstärkt Kontrollen. Dat soll eent vu menge leschte Wieder sinn. Och do kréie mer aus dem Milieu ëmmer erëm gesot, datt jo awer e sougenannten Dumping social existéiert, datt eng Rei vu Betriber, déi net akkreditéiert sinn oder déi, wéi gesot, net hire Sëtz hei zu Lëtzebuerg hunn, awer hei ënner gewëssene Forme schaffen, déi net onbedéngt eiser Gesetzgebung entsprechen. Och do vläicht den Oprüff - dat ass elo net un deen heite Minister gericht, mä et ass éischter un dee Minister gericht, deen zoustänneg ass fir d'ITM -, datt och an Zukunft do méi verstärkt Kontrolle wäerte gemaach ginn.

An dann nach eng Kéier, wéi gesot: Well et eben esou e ganz komplex Gesetz ass, ass et wesentlech, ass et wichteg, datt, soubal et a Kraaft ass, eng gezillten Informationscampagne gemaach gëtt, fir datt virun allem déi Kleng- a Mëttelbetriber dermat familiariséiert ginn, well et si si awer déi Haaptakteuren, och hei. Et muss een hinnen de Wee souwäit wéi méiglech weisen, wou et higeet, well et kann ee vu kengem verlaangen - ech denke virun allem un déi kleng Betriber -, datt en esou Texter direkt aus dem Effeff kennt. An ech mengen och do, datt de Ministère sech däers bewosst ass an dann och an noer Zukunft déi Aufgab wäert iwwerhuelen.

An deem Sënn, wéi gesot, bréngen ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. An ech soen der Madamm Lorsché awer och Merci fir hire Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Dee schréfflechen an dee mëndlechen. Déi zwee.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Ech hu keng Wuertmeldung, Här Kartheiser, vun Ärer Säit. Da wär et elo um Här David Wagner.

► **Une voix.** - Wou ass hien dann?

► **Une autre voix.** - En ass eraus virun d'Dier.

► **Une troisième voix.** - E wollt eng fëmmen.

(**Brouhaha**)

► **Plusieurs voix.** - Do ass en! Do ass e jo!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, haut sinn ech e puermol a Verspéidung. Entschëllegt!

Här President, bon, et ass schonn e puermol hei gesot ginn: Deen neien europäesche Kader fir ëffentlech Ausschreiwungen, deen am Februar 2014 vun der EU ugeholl gouf, dee bréngt wesentlech Verbesserunge mat sech an enthält och vill Méiglechkeeten, fir eng sozial an ekologesch méi nohalteg Politik ze bedriewen.

Net méi eleng deen niddregste Präis soll ausschlaggebend sinn, fir datt eng Entreprise en ëffentlechen Opdrag erhält, mä och d'Consid-

rationen iwwer d'Qualitéit vun der Aarbecht, déi sozial Responsabilitéit an den ekologeschen Impakt solle bei der Entscheedung matafléissen.

Hei zu Lëtzebuerg maachen déi ëffentlech Investitiounen all Joer 3% bis 4% vum PIB aus. Dat heescht, et fléisse Milliarden Euro iwwer dee Wee an d'Wirtschaft. D'Hiewelwierkung, déi de Stat domat op d'Wirtschaft an d'Entwécklung vun der Gesellschaft huet, ass deementsprechend enorm. A grad an engem liberaliséierten an dereguléierten Wirtschaftssystem, wou d'Politik sech jo gréisstendeels selwer entmuecht huet, ass et ëmmerhi besser wéi néischt, mä net genügend, déi puer Instrumenter och ze notzen, déi hir nach zur Verfügung stinn.

Bei deenen zwou Direktiven hei gëtt den EU-Memberstaten eng relativ grouss Fräiheet gelooss, fir déi Bestëmmungen ze gestalten. Jo, d'EU-Länner gi vun dem europäesche Gesetzgeber direkt opgefuerdert an encouragéiert, och méi wäit ze goe wéi dat, wat d'Direktive vorschreiwet, an all d'Méiglechkeete wouzerhuelen, fir eng nohalteg a sozial Politik aktiv ze promovéieren. An d'Salariatskummer hat jo och schonn 2015 eng Rei Propose gemaach, déi weisen, wat alles méiglech gewiescht wier.

Aus dëser Siicht ass et natierlech och e bësse bedauerlech, datt mat dësem Projet de loi pou moins awer a minima dat ëmgesat gouf, wat vun europäescher Säit virgeschriwwen gouf. Et war och en Usaz do vun der Regierung, zum Beispill wat d'Responsabilitéit vum de Sous-traitanten ugeet, mä do hu wahrscheinlech och gewësse Secteure vun der Wirtschaft e gewëssenen Drock spille gelooss.

Et ass nach net evident anzuschätzen, inwiefern dat elo harmlos wäert sinn oder net, inwiefern do eng Gefor besteet, datt et méi oder manner sozial oder méi oder manner ekologesch wäert kënnen ëmgestalt ginn.

Här President, amplaz nach weider op déi vläicht verpasste Chance bei dësem Projet de loi anzegoen, géif ech nach gär méi strukturell Problemer uschwätzen, well déi zwou Direktiven hätte jo spéitstens am Abrëll 2016 missen ëmgesat ginn. Dëse Projet de loi gouf awer eréischt am Mee 2016 deposéiert. A mëttlerweile si mer Februar 2018, also véier Joer no deems déi Direktiven zu Bréssel ugeholl goufen. Dat ass keen Eenzelfall hei zu Lëtzebuerg. Mir sinn iwwerregens och dat eenzegt EU-Land, dat se nach net transposéiert huet.

Ben, heiansdo ass et vläicht och net ëmmer schlecht, wann eng Direktiv net direkt ëmgesat gëtt, deemno wéi vläicht och guer net ëmgesat gëtt, well et ass och net ëmmer alles roseg, wat vu Bréssel kënnt. Mä d'Konsequenz ass dann awer och, datt d'Aarbechten an der Kommission net evident sinn. A wahrscheinlech si se och net evident fir d'Beamte selwer an de Ministären, well se extrem technesch sinn, zemoools bei deem Projet de loi hei extrem juristesche sinn, a si eng Onmass vu Pabeiere mussen produzéieren, déi jo och an enger relativ schneller Zäit mussen analyséiert ginn, mat all deem Fachwëssen, dat een och net onbedéngt an där kuerzer Zäit huet.

Dat bréngt och da mat sech, datt oft aus Zäitdrock eng Minimalëmsetzung gewielt gëtt an datt esou den europäesche Minimalkonsens lues a lues zum Standard vun der Lëtzebuenger Gesetzgebung gëtt.

Ech weess net genau, wou do de Wuerm dran ass. Vlächcht hu mer och an den Administratiounen net genuch Man- oder Womanpower, mä et misste sech vlächcht emol seriö Gedanken gemaach ginn. Ech wëll kengem do eppes virwerfen, mä ech mengen, datt et heiansdo awer wierklech ustrendend ass - et huet vlächcht mat der Gréisst vum Land ze dinn, mat eiser kritescher Mass ze dinn -, fir wierklech komplizéiert Saache kënnen ëmzesetzen a kierzter Zäit.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wagner, wann Der erlaabt, den Här Minister wollt eng Präzisioun dozou ginn.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo. Okay. Pardon, ech hat lech net gesinn.

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Den Här Wagner schwätzt hei vu verpasste Chancen - e geet zwar op keen Inhalt an, dat brauch en natierlech net -, vu verpasste Chancen a vu laangen Zäiten. Also Här Wagner, wat mengt Dir, wat mer déi lescht véier Joer gemaach hunn, wéi mer dat Ganzt hei gekuckt hunn? Mengt Der net, mir hätten déi Zäit genotzt, fir ze konsultéieren an ze kucken, mat allen Akteuren ze schwätzen an esou weider an esou virun? Oder wat mengt Der, wat mer déi véier Joer gemaach hätten? Mengt Der, mir hätten den Dossier mat an d'Bett geholl a mam Kapp drop geschlof?!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Oh, ech hoffen net, well dat ass relativ onkamoud. Nee, nee. Ech maachen lech jo och net... Ech hunn lech jo och elo net frontal attackéiert oder ech hunn och net gesot, datt Der wierklech...

(**Interruption par M. François Bausch**)

Jo, eng verpasste Chance, well mer strukturell Problemer wahrscheinlech hei zu Lëtzebuerg hunn, och fir kënnen relativ schnell op esou Saachen anzegoen, déi komplex sinn, mat deene mer konfrontéiert sinn. A vlächcht kéint ee sech doriwwer Gedanke maachen. Dat huet néischt direkt mat enger Regierung ze dinn. Domadder ass all Regierung wahrscheinlech och konfrontéiert. Et ass u sech dat, wat ech domadder wollt soen.

Duerno denken ech och un d'Aarbecht vun den Deputéierte selwer. Also an der Kommission ass ganz propper geschafft ginn, dat ass net d'Fro. Mä et gëtt een...

(**Interruption**)

Nee. Nee, en plus, nee, dat... Also de Géigendeel. Ech war jo och dobäi. Nee, dat ass net d'Fro. Mä et gëtt een... Mä et hat néischt onbedéngt mat mir ze dinn,...

► **Une voix.** - Nee.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ...mä et gëtt ee relativ schnell mat enger Onmass vu Saache konfrontéiert heiansdo, zemoools wann et ëm d'Emsetzung vun Direktive geet. An et ass recht komplizéiert, fir recht schnell den Duerchbléck ze hunn an ëmmer wierklech kënnen ze wëssen, wat richtig ass oder net a wat ee kéint besser maachen. Dat ass dat, wat ech wollt grosso modo soen.

Wou war ech dann elo?

► **Une voix.** - Dat ass eng gutt Fro.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo.

(**Hilarité**)

► **Une autre voix.** - Säit 6.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Voilà. D'Säit 4.

► **M. André Bauler (DP).** - An der Chamber.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech wollt awer och nach eppes soen iwwer déi allgemeng Kohärenz. Mir hate jo och elo nach viru viru der Chamber e Piquet vun ONGen, wat de fairen Handel ugeet. Bon, ech wollt awer och e klengt Wuert iwwer déi allgemeng Kohärenz verléieren, wou och elo net direkt dëse Ministère verantwortlech ass, mä et ass eng Problematik vum Commerce international a vun de sougenannte Fräihandelsaccorden, notament mat den Entwécklungslänner. Produkter aus dem gerechten Handel si jo gutt, mä si soe jo och aus, datt et en ongerechten Handel gëtt. An deen ass bei Wäitem majoritär, fir net ze soen d'Regel! An oft ass et esou, datt dann eben dee fairen Handel als Feigenblatt dosteet. An dat spillt sech jo och op EU-Niveau of.

Ech ginn elo net weider am Detail op dës Fro an, mir hunn datt schonn oft gemaach an et ass jo och net d'Plaz hei. Mä d'État vun der EU an d'EU selwer solle sech net ëmmer bretzen, am internationalen Handel wiere se besser, zemoools net, si wiere besser wéi d'USA, well dat si se och net.

Mir wäerten awer trotzdem déi zwou Motiounen och ënnerstëtzen, déi iwwer de gerechten Handel an déi iwwer d'Konfliktmineralien. Mir hunn déi Froen och oft thematiséiert hei zu Lëtzebuerg. Déi zwou Motiounen, déi ënnerstëtze mer. Et ass zwar just eng, déi eis Ennerschrëft dréit. Dat hat domadder ze dinn, datt ech hei e bëssen ze spéit eragedrëpft komm sinn, fir déi aner ze ënnerschreiwten, mä mir ënnerstëtze se trotzdem.

A mir hoffen, datt elo, vu datt déi Gesetzgebung elo haut transposéiert gëtt a wahrscheinlech vu jidderengem ënnerstëtzt gëtt, och duerno déi ëffentlech Administratiounen, bei deenen de Ball wäert leien, och kënnen déi Saach ëmsetzen, datt mer weinstens iwwerall an de Gemengen a beim Stat, quitte datt d'Gemengen natierlech eng gewëssen Autonomie hunn, dat kënnen ëmsetzen.

Ech soen lech deementsprechend Merci a mir wäerten dat Gesetz matstëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Nohaltegeektsminister, den Här François Bausch.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'Éischt der Madamm Rapporteur Merci soe fir hire ganz gudd Rapport, dee se gemaach huet vun engem komplexen Dossier, a selbstverständlech och allen Deputéierte Merci soe fir hir Bärtrüg, an der Chamber dann donc och schonn allgemeng Merci soe fir déi breet Zoustëmmung, wann ech dat richtig verstanen

hunn. D'ADR hat néischt ze soen ze deem Gesetz hei. Ech hoffen alt, datt si och fir 60 Stëmme matstëmme an datt mer dann eng Unanimitéit hei am Haus kréien duerfir.

Ech wollt vlächcht e puer Remarken...

(**Interruption par M. Fernand Kartheiser**)

Ech weess net, Här Kartheiser, Dir hat...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Schwätzt virun, Här Minister! Wann ech lech eppes ze soen hunn, maachen ech dat.

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Neen, neen, ech wollt just froen... Ech sinn ëmmer frou, wann ech héieren, datt d'Chamber unanime stëmmt. Duerfir war ech net sécher, ob Dir géift matstëmme oder net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Provocéiert net, Här Minister!

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Dat maachen ech dach ni, Här President.

(**Hilarité et brouhaha**)

Ech freeë mech dann, wéi gesot, iwwer déi breet Zoustëmmung, déi mer hei kréie fir dat Gesetz, well et ass e wichtegt Gesetz. Ech mengen, et ass scho méi wéi eng Kéier hei ënnerstrach ginn.

Mir hunn effektiv laang dru geschafft, aus e puer Grënn: éischters, well et eng ganz komplex Matière ass. Zweetens awer och, well dat Gesetz jo net en neit war, wat mer einfach konnten ofschreiwten oder ergänzen konnten interpretéieren zu deem, wat d'europäesch Direktiv virginn huet, mä mir hu fir d'Éischt missen eng al Gesetzgebung quasi komplett ersetzen duerch eng nei, déi hei kënnt duerch déi nei Direktiv.

Dat ass natierlech elo net 100%eg nei, mä et sinn awer vill Ännerungen hei erakomm, a virun allem déi, vun deenen déi eenzel Deputéiert och hei geschwat hunn, déi ganz wichteg sinn, déi et an Zukunft ebe sollen erlaben, bei den ëffentlechen Ausschreiwungen net méi esou op de Präis fixéiert ze sinn, mä éischter op d'Froe vun Innovatioun, Qualitéit, Nohaltegeek, soziale Facteuren. Also alles dat, wat eis jo awer alleguerter wichteg ass oder hoffentlech wichteg ass, wann et drëms geet, ëffentlech Vergaben ze maachen, ëffentlech Opdrag ze verginn.

Deementsprechend ass elo duerch deen Text, dee mer hei virleien hunn, d'Palett vun de Méiglechkeeten, déi en Adjudicateur public huet an Zukunft, méi kloer an och méi grouss ginn. Et sinn och an der Vergaangenheet scho Méiglechkeete ginn, fir Nohaltegeektskritären zum Beispill anzubauen. Mä duerch dat heite Gesetz gëtt et nach méi präziséiert a gëtt et effektiv nach méi einfach méiglech gemaach. An et sinn och nei Elementer drakomm wéi zum Beispill d'Innovatioun, datt een och dat als Kritär kann notzen, wat wierklech wichteg ass bei enger ëffentlecher Ausschreiwung.

Natierlech, déi gesetzlech Basis ass ëmmer nëmmen esou gutt, wéi se herno och vun den Adjudicateure genotzt gëtt. An natierlech gëtt et och do Ennerscheeder. Natierlech ass eng kleng Gemeng, déi keng Verwaltung huet, déi kee Service d'architecte huet an esou weider, vill méi schlecht drun, wa se dat heite wëllt voll ausschöpfen am Geescht, esou wéi d'Direktiv geduecht ass, wéi elo eng grouss Gemeng wéi Esch oder d'Stad Lëtzebuerg, déi e grouse Verwaltungssystem huet, a juristesche Service hunn, deen hei kann zur Säit stoen, fir esou e Cahier des charges zum Beispill opzestellen.

A well dat och vu bal allen Deputéierte gefrot ginn ass a beschriwwen ginn ass, vëlleeg zu Recht, wëll ech och vlächcht opléischen, wat mer alles maachen, fir ze hëllefen, datt all d'Adjudicateur-publicken dat Gesetz méiglechst gutt a méiglechst maximal ausschöpfen. Dat Éischt ass déi sougenannten Internetsäit, wou den Här Schank dovun geschwat huet.

Et ass esou: Mir hu mam Ëmweltministère zesammen eng Initiativ geholl, fir alleguerter d'Akteure vun der Société civile, d'Gemengen, de Syvicol zesummenzerufen, an et ass vill diskutéiert ginn iwwer dat Gesetz, wat dann an der Auserbechtung war, a wat ee kéint maachen, fir ënnerstëtzend ze wirken. An du koud déi Iddi vun deem Internetsite. An deen Internetsite, dee soll am Fond zwou Saache maachen: Dat eent ass, esou e bësse Best Practices ze beschreiwten. An da soll en awer och esou Textbausteng liwweren, wéi een e Cahier des charges kéint opstellen.

Mir kënnen jo net präzis Saachen do drasetzen, mä et ass einfach, et kann ee just Beispiller ginn, wéi ee sech soll uleeën, jee nodeem wat ee wëllt maachen. Dat ass an der Aarbecht de Moment a bis de Summer ass dat och fäerdeg. Dat leeft elo parallel zu de Règlement-grand-ducallen, déi jo och nach net am Detail all fäer-

deg sinn. Ech mengen, d'Règlement-grand-du-calle si jo d'Exekutivbestimmungen vum deem Gesetz hei. Mä parallel soll dat alles fäerdeggestallt ginn. A bis de Summer soll och deen Internetsite stoen, wou dann am Fong d'Adjudicateur-publicke sech kënnen inspiréieren.

Ech wëll awer och direkt soen: Deen Internetsite, dee betrëfft nëmme Marché vu Fournituren. Dat heescht zum Beispill: Wat fir eng Botzmëttele - wann ech Botzmëttele wëll no ekologesche Kritären drasetzen - oder wat fir e Büromaterial, Aarbechtskleedung? Also alles, wat geliwwert gëtt, wat Fournituré sinn. An en adresséiert sech och virun allem, fir net ze soen ausschliisslech un d'Adjudicateur-publicke selwer, fir dass se sech do kënnen deement-sprechend informéieren.

Mä et gëtt jo net nëmme den Internetsite. Et gëtt doriwwer eraus och eng Rei Saachen, déi et haut scho gëtt, déi mer och wäerten à jour setze respektiv nach ausbauen. Dat eent ass den Internetportail vun de Marché-publicken. Do kennt eng Mise au point, wou déi nei Legislation natierlech dropstoe kënn, mä awer och erkläert gëtt, wat wierklech nei dorunner ass, wéi een dat kann asetzen.

Da gëtt et och d'Sekretariat vun der Commission des soumissions. Der Commission des soumissions hire Rôle gëtt jo och opgewäert duerch dat Gesetz hei. An et kann ee sech natierlech och beim Sekretariat mellen a sech do informéieren, wann een e Cahier des charges opstellt, als Gemeng zum Beispill, ob een dat kann esou oder esou maachen, ob dat richteg ass.

Dann ass de CRTI-B amgaangen, e Guide fir d'Notzung vun deem Gesetz hei haaptsächlech am Bausecteur, also Critères de sélection fir de Bausecteur, auszeschaffen. Och dat ass e wichtige Guide herno, dee ka benotzt ginn, wann een e Cahier des charges opstellt.

An ech mengen, et wär effektiv net schlecht, wa mer och géifen op de Wee goen, wann d'Gesetz elo gestëmmt a publizéiert ass, dass mer mat de Gemengen zesumme vläicht zwou, dräi Informationsversammlunge géife maache fir d'Gemengen, wou vläicht och meng Beamten zesumme mat vläicht aneren Akteuren dat kéinte kucken. Mir muss vläicht eng Kéier driwwer diskutéieren, wéi mer dat kéinten opbauen, dass mer esou wierklech eng Aart Formation maache fir d'Gemengen, wéi een heimadde kann emgoen. Also dat adresséiert sech hei och haaptsächlech u kleng Gemengen, géif ech da soen, déi eben net déi Moyenen hunn, wou ech virdru beschriwwen hunn.

Wat kann ee sech hei elo dovun erwaarden? Wat soll sech ännere vum Gesetz? Ech mengen awer, dass ee sech vill kann erwaarden. Well net nëmme ass et jo esou, dass mer en neit Gesetz heimadde stëmmen, wou mer nei Méiglechkeete kréien oder méi kloer Méiglechkeete kréien, fir zum Beispill nohalteg a sozial Kritären ze schafen, mä mir ginn ons jo och e ganzen zousätzlechen Instrumentarium ronderëm, fir ze mobiliséieren, dass och d'Adjudicateur-publicken an déi heite Richtung ginn. Well dat hei ass jo extrem wichtig.

De Stat ass effektiv e groussen Auftraggeber an dréit vill dozou bäi, dass eis Économie de Moment dréit. Wann ech eleng an der Baubranche kucken, wivill Projekte mer de Moment hunn, dat ass enorm. An donc huet de Stat och hei eng Virreiderroll ze spillen, fir dass sozial an ekologesche Kritären an der Gesellschaft op engem héije qualitativen Niveau si respektiv och respektéiert ginn.

Also de Projet de loi ass net, wéi gesot ginn ass, minimalistesch emgesat ginn. Mir hunn en esou emgesat, mat alle Méiglechkeeten dran ausgeschöpft, wéi d'Direktiv eis et erlaabt. Ech mengen, et muss een ëmmer drun erënneren: Hei ass den Hannergrond eng europäesch Direktiv, do ass een awer am Spillraum agéengt. Ech wëll awer och derbäisoen, dass dat heiten awer eng Direktiv ass... Et gëtt ëmmer vill mam Fanger op Bréissel gewisen, op d'Kommissioun, wéi wann do des Teufels Werk géif dauernd ausgeschafft ginn. Dat ass net wouer. Et komme vill Direktive vu Bréissel, déi sinn effektiv positiv an déi bréngen eis oft méi séier weider a Sozialfroen an ekologesche Froen, wéi wa mer d'Nationalstaten eleng géife gewäerde loosson.

Well ech soen lech, wann dat, wat elo hei dra-steet, an deenen einzelnen EU-Länner, mat deenen ënnerschiddleche Kulturen, déi do sinn, misst ausgeschafft ginn, da kéim net dat heite Resultat dobäi eraus! Do sinn ech awer fest dovun iwwerzeegt. An duerfir ass dat hei en Text, dee scho vun der Basis hier gutt ass. A mir hunn och versicht, wéi gesot, de Maximum draus ze maachen. An duerfir erwaarden ech mir och, dass mer duerch dat Gesetz hei d'ekologesche an d'sozial Standarde besser maachen zu Lëtzebuerg respektiv dass et och hëlleft, a

verschiddene Branchen de Sozialdumping ze bekämpfen, och wann ech awer ëmmer erëm wëll betounen, dass dat Gesetz hei net um Terrain kann d'Aarbecht maachen.

Dat war jo d'Diskussioun, déi mer ee Moment an der Kommissioun haten, och well se deelweis aus dem Secteur komm ass, wou gesot ginn ass: „Dir musst am Text nach méi Barrieren abauen géint de Sozialdumping zum Beispill.“ De Sozialdumping muss mer bekämpfen och iwwer eben aner Méiglechkeeten, déi mer hunn. An dat sinn och déi richteg Méiglechkeeten, näamlech Kontrollen um Terrain iwwert d'Inspection du travail. Dat heescht, mir hu jo och Aarbechtsgesetz, déi matspillen, d'Detachementsgesetz ass elo eréischt gestëmmt gi rezenterweis. Also alles dat si wichtig Elementer, déi heimadde zesumme selbstverständlech spillen. Mä ech mengen, et muss een alles op där Platz kucken ze regelen an ze kontrolléieren, wou et Sënn mécht.

Ech mengen, dass mer hei an deem Sënn e gudden Text gemaach hunn. Mir wäerten et awer och ganz sécher bei esou engem wichtige a komplizéierten Text wéi deem hei maache wéi ëmmer: Ech géif soen, no engem, zwee Joer maache mer eng Auswärtung dovunner. A ganz sécher wäerten iergendwann och eng Kéier hei Nobesserung gemaach ginn. Dat ass och normal. Dat ass logesch, wann ee weess, wat fir eng Envergure hei hannendrun ass. An duerfir, wéi gesot, géif ech soen, no engem, zwee Joer muss een e Bilan maachen a kucken, wéi een den Text vläicht dann nach op verschiddene Punkten, wou Schwaachstelle sech erausgestallt hunn, verbessert.

Nach eng Kéier Merci, Här President, fir déi breet Zoustëmmung.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. A mir kënnen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6982 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6982 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

A mir hunn d'Unanimitéit vun deenen 59 Deputéierten, déi um Vott deelgeholl hunn.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Mergen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Frank Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da froen ech d'Chamber nach, ob se d'accord ass, fir d'Dispens ze froen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

An da si mer mat deenen zwou Motioune saiséiert. Kann ech dovun ausgoen, dass se genügend diskutéiert sinn?

(Assentiment)

Kënnen mer dann, vu dass se aus engem Konsens eraus entstane sinn, mat Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Fir d'Éischt déi éischt Motiouen.

Vote sur la motion 1

Wien derfir ass, gëtt wann ech gelift en Handzeechen!

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Mir hunn Unanimitéit.

Dann d'Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

Wien derfir ass, gëtt och hei wann ech gelift en Handzeechen!

Wien ass dergéint?

Ginn et Enthaltungen?

Och hei hu mer Unanimitéit. Also sinn déi zwou Motiouen ugeholl.

Voilà. Wann ech gelift. A mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7111 betreffend déi fix Radaren oder vill méi hir Konsequenzen.

(Brouhaha et interruption)

Duerno? Oh, oh! Jo, déi Blieder sinn esou dënn, dass ech der zwee matenee geholl hunn. Ech entschëllege mech beim Här Rapporteur. Elo kennt de Projet de loi 7101, d'Ofännerung vun der Verkéiersreglementatioun. An den Här Henri Kox, de Rapporteur, huet d'Wuert.

3. 7101 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.**- Jo, Merci, Här President. Och dëst Gesetz ass zumindest ganz an der Aktualitéit, well et geet drëms, eis Strofen ze adaptéieren, insbeson-dere dann, wa Schmu gedriwwen gëtt.

Ëm wat geet et ganz genau hei?

Et geet drëms, eng Direktiv vun 2007 nach eng Kéier nozebesseren an d'Gesetz dozou unzepassen. Dat ass d'Gesetz vum 14. Februar 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Ëm wat geet et bei deem Gesetz?

Ma do geet et och ëm déi sougenannten Homologatioun vu Motoren, vun Autosmotoren. An, fir net den Numm ze soen vum engem bestëmmten Automotor, deen och hei a Lëtzebuerg homologéiert gëtt an och vum eisem Service zu Sandweiler homologéiert gouf an, wéi Der jo alleguerter wësst, bei deem ganz décke Schmu gedriwwen ginn ass.

Eist Gesetz selwer, well d'Direktiv dat virgesäit, soll natierlech Sanktioune virgesinn. An déi Sanktioune waren a Prozeduren iwwert déi lescht Joren awer duerch e Règlement grand-ducal ewechgefall, net méi richteg adaptéiert ginn an d'Gesetz.

Gläichzäitig ginn nach aner Upassunge gemaach, also am Ganzen dräi an deem Gesetz. Dat Éischt ass d'Sanktioune. Dat ass ganz wichtig, Sanktioune, wann ebe Schmu gedriwwen gëtt bei dem Unerkennen vum engem Motor, vum engem Technik. De Constructeur gëtt dann zur Verantwortung gezunn.

Dat Zweet: Et gëtt awer och hei profitéiert der-vun, dass alleguerter déi Leit, déi sech drëms këmmen, fir déi Homologatioun ze maachen, natierlech vereedegt mussen ginn. An et ass eng Simplification administrative u sech gemaach ginn, dass eben net ganz Sandweiler oder déi ganz administrativ Aarbechter, Beamte mat vereedegt ginn, mä just deejéinegen, dee sech ëm déi Technik do këmmert.

Gläichzäitig sinn natierlech och nach Vereinfachunge gemaach ginn, Adaptatioune, wéi zum Beispill e Motorhome, dee muss net onbedéngt all Joers dohinner kommen. Et sinn déi kleng technesch Adaptatioune.

Firwat war déi Upassung néideg?

Ma déi Upassung war effektiv néideg, well déi Sanktioune an engem Règlement grand-ducal stoungen. 2005 huet de Statsrot gemengt, dass dat natierlech net an de Règlement grand-ducal gehéiert, mä an d'Gesetz geschriwwen gehéiert. Leider war 2005 verpasst ginn, d'Gesetz deemools unzepassen, soudass mer haut gezwonge sinn, dat dann nozehuelen an entsprechecht och mat deenen néidege Sanktioune ze versinn.

Ech mengen, Dir kennt lech all erënneren, wéi déi ganz Affär un d'Rulle komm ass, du war Lëtzebuerg och e bëssen am Fokus. Ech muss awer soen, dass d'Regierung ganz séier do gehandelt huet. Ech mengen, Dir kennt dat och nach nokucken.

De 6.2.2017 gouf eng Pressekonferenz gemaach, wat alles bei där Sanktioun duerchgezu ginn ass. Et ass näamlech eng Klo gemaach gi géint Onbekannt, ebe fir déi Leit dann zur Verantwortung ze zéien um Penalen, déi derzou gefouert hunn, dass effektiv Motoren op de Marché komm sinn, déi sech eben net un déi Normen halen, déi d'Direktiv u sech virschreift; de VW-Skandal, wéi en och gemengerhand ge-

annt gëtt. An dofir ass et och wichtig, dass dee Prozess elo weidergefouert gëtt an et zu enger Sanktioun kënn.

Wat ass dann elo d'Strof, déi agefouert ginn ass?

D'Strof ass am Artikel 4 nei definéiert ginn. Dat geet vun éischtens 8 Deeg bis 3 Joer, déi ee kann an de Prisons gesat ginn, respektiv enger Strof vun 251 bis 500.000 Euro. A virdrun huet e Kolleg mech gefrot: Ass dat da fir all Auto, dee falsch ugemellt gouf, déi 500.000 Euro? Mä effektiv neen, dat ass ee Gesamt fir déi Responsabel, fir déi dann och zur Rechenschaft ze zéien.

Dat sinn déi Ännerungen, déi an deem Gesetz agefloss sinn.

Vläicht nach zu den Eckdate vum Dépôt vum Gesetz bis haut dann zur Stëmmung. Den 12. Dezember 2016, also relativ schnell nodeem et zu där Affär komm ass, huet de Minister d'Gesetz iwwerschaft an ass och den Dépôt gemaach ginn. De Statsrot huet den 28. März 2017 säin Avis ginn. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hu respektiv Avisen zum Gesetz gemaach. Ech selwer gouf den 8. Januar 2018 nominéiert, fir de Rapport ze maachen. An den 1. Februar hu mer de Rapport eestëmmt an der Kommissioun ugeholl.

Ech wëll dann ofschléissen, ouni awer ze vergiessen, Merci ze soen. Merci fir déi gutt Informatiounen, déi ech nach zousätzlech kritt hunn, fir dee Rapport mëndlech hei virzedoen. A selbstverständlech och der Kommissioun Merci fir d'Zoustëmmung. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deser Ännerung vum Gesetz.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Marc Lies.

Discussion générale

► **M. Marc Lies (CSV).**- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll och vun deser Plaz dem Henri Kox e ganz, ganz décke Merci soe fir dee komplette Rapport. En huet praktesch alles gesot zu deene ganzen Adaptatioune, déi hei gemaach gi sinn. Ben, ech mengen, Dieselgate, wéi den Henri Kox scho gesot huet, ass iwwert déi lescht Méint a Joren in aller Munde. Duerfir ass et wichtig, dass och de Legislateur do effektiv e Rigel virschilt, fir alleguerter deene Falsifikatioune a Problemer, déi doduerch opgetruede sinn, entgéintzewierken.

Wat vläicht nach ze bemerken ass, dass ass, dass och eng Dispositioun bäigesat ginn ass mat de Motorhomen oder Mobilhomen, wéi ee se och ëmmer wëll bezeichnen, ënner 3.500 Kilo, mengen ech, wat Ween sinn, déi net onbedéngt all Joers mussen dann an de Contrôle technique goen, dass déi no deeneselwechten Dispositiounen wéi d'Klass M1 an Zukunft och kënnen kontrolléiert ginn. An ech mengen, all de Rescht, dat huet den Henri Kox a sengem mëndlechen awer och schrëftleche Rapport mentionnéiert. Duerfir, an deem Sënn wëll ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann den Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Merci, Här President. Ech kann et och relativ kuerz maachen. Den Här Kox war ausféierlech, souwuel a sengem schrëftleche wéi a sengem mëndleche Rapport. An e kritt och dofir d'Zoustëmmung zu deem Gesetz vun der sozialistescher Fraktioun.

Ech wëll awer gären och vun der Geleehheet profitéieren, zwee Wuert ze soen zu dem Haaptpunkt, dee mer an deem Gesetz do ännere, näamlech zu deem sougenannten Dieselskandal.

Ech mengen, et ass scho richteg, dass mer eis Gesetzter verschärfen, wann Autosconstructeur fuddele bei den Tester respektiv bei den Homologatioune. Ob elo déi 500.000 Euro Maximalstrof d'Constructeur wäerten impressiounéieren, dat sief dann dohigestallt. Mä grondleeënd ass et awer richteg, dass mer dëst Gesetz maachen.

Et ass awer och just en Deel vun enger Äntwert op dee sougenannten Dieselskandal. Mir brauchen näamlech - an ech sinn iwwerzeegt, dass den Här Minister mer do recht gëtt - standardiséiert Tester an der EU fir d'Moosse vun den Ofgasen an Emissionen, déi engem nor-

male Fuere mam Auto méi no kommen. Mir brauchen nämlech Verbesserung vum den Emissionen op de Stroossen an net just um Pabeier.

A mir sollten eis onbedéngt iwwerleeën, Méiglechkeeten ze schafe fir d'Konsumenten, fir dass si sech besser wiere kënnen, zum Beispill iwwert de Wee vu Sammelkloen. Mir gesi jo, wéi zum Beispill an Amerika esou Sammelkloen eppes kënnen bewierken. An den USA goufen déi geschiedegt Propriétaires vum dem Constructeur finanziell entschidedegt. A bei eis, do krute se en Update vum der Software gemaach.

Mä ech mengen, am grouse Ganzen ass dat Gesetz richteg an et verdéngt alleguerten eis Zoustëmmung.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Gusty Graas kritt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, u sech kann een e bësse weiderfuere no deenen Ausféierungen, déi een am Gesetz virdu gemaach huet, wou gesot ginn ass, datt et un der Politik ass, e gudden Ramen ze setzen, datt d'Ekonomie sech kann entwéckelen.

Op där anerer Säit huet d'Ekonomie allerdéngs awer och eng Verantwortung ze iwwerhuelen, an zwar net dee Ramen ze abuséieren. An dat ass awer leider hei a verschidde Domäne geschitt, besonnesch an der Automobillindustrie. Duerfir ass et gutt, datt mer eis haut och e legislative Kader ginn, fir datt déi Leit, déi mengen, si missten nach ëmmer d'Profitmaximierung méi no uewe steieren, awer hir Grenze gesat kréien.

Duerfir ass dat hei, wéi gesot, e gudden Text, nieft deenen anere méi klengen Detailer, déi mer hei änneren, déi awer och net onwichtig sinn. An dowéinst kann ech, wéi gesot, dann och d'Zoustëmmung vum der Demokratescher Partei bréngen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. Da wär et um Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Ech mengen, och dést Gesetz wäert e Konsensus kréien. Och vun eiser Säit aus e grouse Merci un de Rapporteur. An ech mengen, et ass esou wäit alles gesot. Ech wëll et also net nach eng Keier widerhuelen. Vun eiser Säit aus also och e positiven Avis.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun an den Här Nohaltekeetsminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi gudden schréfflechen a mëndleche Rapport an allen Deputéierten a Fraktiounen fir déi breet Zoustëmmung.

Dat, wat mer haut hei ofstëmmen, mindestens e gudden Deel dovunner, dat ass een Deel vun den Äntwerten, déi mir ginn hunn am Ministère op de ganzen Dieselskandal an dat, wat alles do ronderëm hänkt. Dir kënnt lech drun erënneren, mir hu jo eng ganz Rei Saache gemaach.

Mir hunn en Audit gemaach bei der SNCH, wou Konkusiounen erauskomm sinn. Déi wichtegst war natierlech déi, datt elo zu Lëtzebuerg, par rapport zu deem, wéi d'Autoen hei homologéiert gi sinn, stroferechtlech näischt Relevantes erauskomm ass an deem Audit an datt méi gesot ginn ass, datt ee misst kucken, wéi een d'SNCH strukturell nach besser opstellt, fir datt se an Zukunft an deem dote Beräich - wéi soll ech soen? - nach méi...

Alles kritt ee jo souwisou ni duerchkuckt, wat verschidde Leit maachen, d'autant plus wa se mat esou enger krimineller Energie fuddelen, wéi hei gefuddelt ginn ass an deem ganze Skandal. Mä awer sinn do eng ganz Rei Saachen erauskomm. An déi sinn an der Ëmsetzung, déi Saachen. Mir hu strukturell scho viles verännert, wat eis wäert an Zukunft hëllefen, datt mer do nach besser opgestallt sinn.

Dann hu mer och eng Plainte gemaach, dat wësst Der och. Et ass jo net, well mer dat hei net haten, déi Strofmessuren, déi mer elo haut hei stëmmen, datt mer keng Méiglechkeete gehat hätten, fir juristesche virzegoen. Mir hunn dat gemaach. Mir hunn e ganzen Dossier ze-

summegestallt a mir hunn dee beim Parquet deposéiert. An do leeft och de Moment eng Enquête. Dat ass elo bei der Justiz. Duerfir wëll ech mech och dozou net méi äusseren. An dat soll och heibanne kee maachen. Ech mengen, d'Justiz, déi mécht do hir Aarbecht.

An da sinn eng ganz Rei méi kleng Detailsachen nach gemaach ginn an deem ganze Kontext, op déi ech awer elo hei de Moment net méi wëll agoen. Mä dat hei ass awer och ee wichtegen zousätzlechen Aspekt, och een, wou mer vu Bréssel am Kontext vun där ganzer Af-fär geschriwwen kritt haten, well mir keng spezi-fesch Sanktiounen an eiser Gesetzgebung hate bis elo. A mir sinn awer direkt, wéi dee ganze Skandal ausgebrach ass a mer dat alles gekuckt hunn a mer dat festgestallt hunn, op de Wee gaangen, fir déi Sanktiounen ze schafen iwwert dat Gesetz hei. Duerfir gëtt dat hei jo haut gestëmmt.

Ech wëll och soen, datt ee sech keng Illusiounen soll maachen, datt esou Softwareupdates a wat nach alles elo dobäi erauskomm ass bei eisen Nopeschlänner oder och bei Kloen, bei Sammelkloen, déi gemaach gi sinn op anere Plazen, datt dat elo géif viles um Fond vum Problem änneren. Well déi Softwareupdates, wann een do e bëssen d'Fachliteratur liest, stellt een awer och do fest, datt dat - wéi soll ech soen? - méi e psychologesche Effekt huet, wéi datt et reell eppes bréngt fir d'Loftqualitéit dobaussen oder par rapport zu den Emissionen vun den Autoen.

Ech bleiwe bei menger Meenung, dat ass, datt, wa mer gären hei de Problem grundsätzlech léisen, da muss mer alles drusetzen, datt mer ewechkomme vum Verbrennungsmotor. Dat ass déi eenzeg Léisung.

An egal wat léns a riets gezielt gëtt, Dir gesitt dat jo och ëmmer, wéi dee Skandal nach duerno weider geschloen huet, wann Der elo matkritt hutt, wat geschitt ass an deene leschte Wochen, wou erauskomm ass, wat fir eng Tester do gemaach gi sinn, mat wat fir enger... - loosse mer soen -, mat wat fir enger..., also, ech fanne scho bal keng Wieder fir dat, wat do gemaach ginn ass, deelweis un Déieren oder souguer u Mënschen, fir am Endeffekt esou Tester maachen ze loosse vun Instituter, déi vu sech aus selwer, datt ass jo och entre-temps erauskomm, éischter Lobbye si vu verschidde Leit. Also ech mengen, do gesäit een, wéi wäit datt dat Ganzt geet. An ech mengen, déi eenzeg richteg Solutioun ass: ewech vum Verbrennungsmotor! Ech bleiwe bei där Meenung.

Ech sinn awer natierlech och fir Sammelkloen. Dat ass zwar net meng Kompetenz, mä dat ass dem Wirtschaftsminister seng Kompetenz. Ech weess awer och, datt de Wirtschaftsminister enger Ännerung an der Gesetzgebung schafft, fir datt ee Sammelkloe ka maachen. Well ech mengen, et ass méi wichtig, fir finanziell Entschiedegungen erauszuschloen, an déi wirken och méi als Drockmittel wéi all méiglech anert technesch Gefummels, wat een nodréiglech mécht, wann en Auto op de Marché bruecht ginn ass, deen net de Standarden entsprécht, deenen e misst entsprechen.

Dann ass jo och déi nei Real-Driving-Emissions-Direktiv, déi elo a Kraaft ass. Do wäerten och eng Rei Ännerungen kommen um Niveau vun der Kategorie, an déi d'Autoen herno falen. Mir si jo amgaangen, dorun ze schaffen, wéi mer déi Transitionphas hikkéien. An dann, ab engem gewëssene Stéckdatum wäerten dann natierlech Autoen, nei Autoen, déi verkaaft ginn, eben ënnert déi Kritäre falen.

An ech mengen, wat wichtig hei ass, datt ass, datt mer näischt Réckwierkendes maachen. Mir kënnen jo net d'Consommateure strofe fir eppes, wat se net woussten, wéi se den Auto kauft hunn, a woufir se elo géife réckwierkend bestrooft ginn. Dat ass meng Suerg ëmmer. Ech fannen, dat ass e falscht Signal. Wann een eppes, eng Reglementatioun ännert a verschäerft, da soll se verschäerft gi fir d'Zukunft. Also fir dat, wat een nei kann uschaffen, datt een de Choix huet, wann een an e Geschäft geet, wann ee weess: Wann ech dat dote kafen, kascht dat mech esou vill oder huet dat déi Konsequenzen an dat doten huet vläicht aner Konsequenzen. An an deem Sënn wäerte mer och d'Reglementatioun an d'Iwwergangsbestëmmung maachen.

Fir de Rescht nach eng Keier Merci fir déi breet Zoustëmmung!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

Mir këinten dann iwwergoen zum Vott iwwert den Ensemblen vum Projet de loi 7107.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7101 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: och hei Unanimitéit. De Projet de loi 7101 ass uegholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Mergen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Kriepis, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Et bleift mer just nach d'Chamber ze froen, ob mer d'Dispens vum zweete Vott ufroen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An da komme mer zum Projet 7111. D'Rapportrice ass d'Madame Josée Lorsché. Hei geet et ëm d'Zoustellung vun deem „Billet doux“, wann ee vun de Radaren erwëscht gëtt.

4. 7111 - Projet de loi modifiant

1^o la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés

2^o la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

3^o la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises

4^o la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

5^o la loi du 5-15 septembre 1807 relative au mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deemem Projet de loi komme mer bei déi beléifte Radaren. Dozou, fir unzefänken, e puer Zuelen. Zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vum Juli 2015 sinn an Lëtzebuerg Stroosereise am Ganzen 20 fix a 6 mobil Radare a Betrib. Fir d'Joer 2018 si weider 4 fix Radare virgesinn, soudatt mir dann Enn 2018 op en Total vun 30 Radare wäerte kommen.

Ëm déi 500.000 Infraktiounen hu méttlerweil zu engem Avertissement taxé gefouert. Net grad 140.000 vun de geblätzten Autoen waren zu Lëtzebuerg immatrikuléiert an déi aner dann am Ausland. 83% vun de geblätzte Chaufferen hunn hir Amende bezuelt, während 17% vun den Amenden net bezuelt gi sinn. Zueleméisseg komme mir domat op iwwer 42.000 onbezuelte Protokollen.

Dës Tatsaach werft natierlech d'Fro op, wéi de Stat déi feelend Gelder kann andreiwen, well et net akzeptabel ass, datt déi eng hire Protokoll bezuelen, während déi aner sech aus der Verantwortung schläichen an net mam Ouer geholl ginn. D'Äntwert liwwert dese Projet de loi, deen d'Prozedur bei engem Avertissement taxé an deem Sënn modifizéiert, datt d'Luuserten net méi ongestrooft dervukommen.

An engem gëtt vun deemem Projet de loi och profitéiert, fir d'Prozeduren a gewëssene Punkten ze vereinfachen. Ech erkläre mech: Anescht

wéi bis ewell soll den éischte Bréif mam Avertissement taxé aus engem Lettre simple bestoen an net méi aus engem Lettre recommandée, wéi mer dat am Gesetz festgehalen haten. Eréischt wann d'Amende no deem éischte Bréif net bezuelt ginn ass, kënnt et zu engem Lettre recommandée.

D'Contestatioun, op déi eng Persoun sech ka berufen, falls et sech ëm en Iertum handelt, läit an deenen zwee Fäll bei engem Delai vu 45 Deeg. Dat heescht, am Ganzen huet eng Persoun 90 Deeg Zäit, fir ze reklaméieren.

Dës Contestatioun kann um elektronische Wee erfollegen. Dat heescht, et muss e sech net extra deplacéieren. Dat leeft iwwert de MyGui-chet.lu. Am Fall, wou d'Amende no deenen zwee Bréiwer mat engem Gesamtdelai vun 90 Deeg weder bezuelt nach contestéiert ass, kënnt et zu engem Amende forfaitaire, déi vun initialen 49 Euro op 98 Euro eropgesat gëtt. Dat heescht, d'Amende gëtt verduebelt a gëtt der betraffener Persoun iwwer Lettre recommandée zougestallt. Den Delai, fir ze bezuelen, läit an deem Fall bei 30 Deeg. E Recours géint dës Decisioun ass an deem Fall nach just nom Bezuele vun der Amende méiglech a leeft iwwert d'Gericht.

Sollt et sech erausstellen, datt déi betraffe Persoun onschëlleg ass, kritt se dann den integrale Montant zrëckerstatt. An deem Sënn handelt et sech bei dëser Prozedur, beim Bezuele vun der Amende forfaitaire, ëm eng Consignatioun, déi zrëckbezuelt ka ginn, souzeseen ëm en Han-nerleeë vu Geld.

Am Fall, wou d'Persoun nom Delai vun 30 Deeg weder bezuelt nach d'Decisioun contestéiert huet, kënnt den Enregistrement - mir schwätze vum Enregistrement zu Lëtzebuerg, dat ass d'Administration de l'enregistrement et des domaines -, da kënnt déi an d'Spill an zitt d'Amende a Form vun engem Recouvrement an. Dës Prozedur ënnersteet der Autorisatioun vum Procureur général d'État an ass am Code de procédure pénale definéiert.

Konkret leeft se iwwert de Centre commun de la sécurité sociale, deen dem Enregistrement déi néideg Donnéeë vun der Persoun iwwermëttelt. Dobäi ass ze soen, datt deen Transfer vun den Donnéeën ënner engem ganz securiséierter, limitéierter a kontrollierter Form erfollegt, fir ze verhënneren, datt Abus bedriwwen gëtt.

Eng weider Neierung betrëfft déi Persounen, déi eng Amende zougestallt kréien, mä net de Chauffeur waren. Am Fall, wou den Avertissement taxé net bezuelt gëtt, ginn déijéineg Persounen obligéiert, den Autoritéiten d'Identitéit vum Chauffeur matzedeelen, fir datt dann och wierklech bezuelt ka ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn a kuerze Wieder d'Haaptunkte vun deememem Projet de loi, deen den 23. Januar 2016 vum Minister François Bausch deposéiert ginn ass. Neen, 2017 ass en deposéiert ginn. Pardon!

A sengem Avis vum 27. Juni 2017 huet de Statsrot dräi Oppositionen formelles erhuewen. Déi éischt hat domat ze dinn, datt d'Amende forfaitaire net an e Règlement grand-ducal, mä an d'Gesetz muss ageschriwwen ginn. Déi zweet huet sech op den Droit de recours géint d'Amende forfaitaire bezunn. An déi drëtt Opposition op de Principe vun der Non-réactivité des peines, dee seet, datt d'Amendes forfaitaires net retroaktiv kënnen agezu ginn.

Här President, d'Nohaltekeetskommissioun huet dem Avis vum Statsrot Rechnung gedroen an den initialen Text an deem Sënn amendéiert. Weider Avise koume vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers an der nationaler Dateschutzkommissioun. D'Detailer dozou fannt Der och a mengem schréffleche Rapport. Den 1. Februar 2018 huet d'Nohaltekeetskommissioun mäi Rapport eestëm-meg uegholl.

A fir ofzeschlëssen invitéieren ech lech, dese Projet de loi ze stëmmen, well en dozou féiert, datt jiddweree bei Radarkontrolle gläichbehandelt gëtt an datt kee sech aus der Verantwortung kann zéien. Mat engem Merci un d'Madame Josiane Pauly an un den Här Guy Heintz, déi eis bei deem kniwwelege Projet gehollef hunn.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech, fir dës Woch eng leschte Keier, Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Wuert huet den Här Aly Kaes.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen de Mët-teg de Projet de loi 7111, deen de Kontrollsystem an de System vun den automatesche Sank-tiounen soll adaptéieren. Mä erlaabt mer fir d'Éischt natierlech, wéi dat sech gehéiert, der

Rapportrice, der honorabeler Madamm Josée Lorsché, villmools Merci ze soe fir hire ganz guddé méndlechen a schrëftleche Rapport.

Léif Kollegeinnen, Léif Kollegen, de virleienenden Text huet als Zil, d'Prozeduren ze vereinfachen an d'Gerichter ze entlaaschten, an d'ëscht am Kader vu Stroosseninfractionen. Jo, dat aktuell Gesetz weist gewësse Schwächen op, déi u sech solle behuewe ginn. Esou gesäit de virleienende Gesetzestext eng nei Informatiounsprozedur vir.

Anstatt direkt en ageschriwwene Bréif ze kréien, kritt de kontrolléierten Automobilist an Zukunft als Alleréischte en einfache Bréif. Et ass just, wann d'Leit net op d'esen éischte Bréif reagéieren, datt op e Recommandé zréckgegraff gëtt. Déi nei Informatiounsprozedur ass sécher am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung an ass am Interêt vun de Leit selwer, vu datt se net brauchen op d'Post ze goen. D'ëscht mécht de concernéierte Leit d'Liewe ganz sécher méi einfach.

Den Text, deen haut, zur Ofstëmmung steet, dee gesäit niewent Annerungen um Niveau vun der Informatiounsprozedur och Annerungen um Niveau vun der Contestatiounsprozedur vir. Jo, déi concernéiert Leit kënnen hire Strofziedel, esou wéi dat scho virdu gesot ginn ass, den Avertissement taxé elo iwwert de Wee vu MyGuichet.lu contestéieren, wat nees am Sënn vun enger Simplification administrative wéi och am Interêt natierlech vun de Bierger ass.

Wa weder de Strofziedel bezuelt ginn ass nach den Avertissement taxé an engem Delai vu 45 Deeg contestéiert gouf, an et ginn och fir de betreffende Verkéiersdelikt keng Punkte vum Permis fort, da gëtt eng Amende forfaitaire, einfach eng pauschal Geldstrof gesprach, déi u sech déi duebel Héicht huet vun deem, wat den Automobilist ursprénglech hätt misse bezuelen. Hien huet also all Interêt, jo, net ze waarden an direkt der Opfuerderung nozokommen. D'ëscht pauschal Geldstrof wäert derzou bäidroen, datt déi Leit, déi hir Strofen net bezuelen oder op Zäit spillen, méi staark sanktionéiert ginn.

Och wann de Gros vun de Leit, déi protokolliert goufen, hiren Avertissement taxé bezuelen, sinn awer nach ëmmer eng ganz Rei Leit, déi dat net maachen an et ganz einfach drop ukomme loosse. Sou wéi et virdu scho gesot ginn ass, no deene leschten Zuelen, sinn nach ëmmer 42.000, zirka 42.000 Avertissements taxés, déi nach net bezuelt goufen. Déi Leit sollen, an dat ass ganz kloer, net gutt ewechkommen. Dat ass géint main an och géint eist Gläichheetsempfannen. Mir begrëssen dowéinst de Prinzip - ech betounen: de Prinzip - vun esou enger Geldstrof, déi an engem Delai vun 30 Deeg bezuelt muss ginn. Wann d'esen Delai erfall ass, da kann de Stat déi Geldstrof andreiwen.

Et gëtt wuel eng Reklamatiounsméiglechkeet géint d'ëscht pauschal Geldstrof, mä fir géint déi pauschal Amende kënnen ze reklaméieren, muss een als Alleréischte d'Amende bezuelen. Jo, fir komplett ze sinn, wëll ech och hei soen, datt den initialen Text iwwerhaapt keng Reklamatiounsméiglechkeet géint d'Amende forfaitaire virgesinn hat. De Statsrot huet mat Recht eng Opposition formelle formuléiert. D'Recoursméiglechkeet géint eng Decisioun oder hei géint eng Geldstrof wéi och den Zougank zu de Gerichter si wesentlech Pfeiler vun engem Rechtsstat.

Et ass bekanntlech no enger Léisung gesicht ginn, déi engersäits d'Rechter vun de Bierger, jo, net a Fro stellt an awer op där anerer Säit eis Gerichter sollt entlaaschte beziungswies abusiv Recoursen evitéieren. An d'Léisung ass déi, déi zréckbehale gouf. An déi ass eben net honnertprozenteg zefriddestellend, och wann een u sech d'Grënn vun esou enger Léisung novollzéie kann.

Mir sinn och net, dat ass och richtig, dat eenzelt Land, wat am Kader vu Stroosseninfractionen op de Wee gaangen ass, Recoursméiglechkeeten un d'Bezuele vun enger Amende ze bannen. An och wann de Prinzip vun enger Consignatioun am Kader vun enger Amende net prinzipiell géint den Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonvention verstéisst, sou kann een trotzdeem Bedenken hunn, wat d'ëscht Léisung ugeet.

Hei gëtt ëmmerhin e Recht duerch d'Bezuele vun enger Strof konditionéiert. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob ee mat d'ëscher Léisung net awer indirekt den Exercice vum Reklamatiounsrecht beschneit. Wann een eppes muss bezuelen, ier ee sech verteidige kann, ier ee säi Recht geltend ka maachen, besteet do net d'Gefor, datt manner Leit reklaméiere wäerten, och wann d'Reklamatioun justifiéiert wier? Besteet do net de Risiko, jo, vun enger sougenannter Zwouklassegesellschaft?

Et kann ee sech froen, ob hei d'Aféierung vun der Amende forfaitaire, dat heescht deen duebele Betrag net...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Kaes, Dir misst lues zur Konklusioun kommen.

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Jo, ech sinn direkt färdig, Här President.

...net duer géif goen, fir géint abusiv Recours virzegoen an d'Gerichter ze entlaaschten. D'Recoursméiglechkeet un de Paiement vun der Amende ze bannen, ass op jidde Fall eng Evolutioun, déi e battere Bäigeschmaach huet.

Ech hoffen op jidde Fall, Dir Dammen an Dir Hären, datt, wann d'Recourse justifiéiert sinn, déi Betrag, déi bezuelt goufen, dann och ganz schnell zréckbezuelt ginn.

Här President, obschonns u sech eng Rei Froe bei der Recoursprozedur bestinn, ass d'CSV mat der genereller Zilsetzung vum Gesetzestext d'accord a wäert och duerfir d'ese Projet de loi trotzdeem stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Exzellent

(*Interruptions*)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.**- Mir ginn op Ouschteren zou.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. D'Wuert huet elo den Här Roger Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Villmools Merci, Här President, an och e grouse Merci un d'Rapportrice Josée Lorsché fir hiren exzellente schrëftlechen a méndleche Rapport.

Als LSAP begrëisse mer ausdrécklech, dass an enger éischter Phas, wann ee geblézt gëtt, een do keen ageschriwwene Bréif méi kritt. An domadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

(*Brouhaha général*)

► **M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann an deene leschte Joren immens Ustrengunge gemaach goufen, fir d'Zuel vun den Accidenter ze reduzéieren, esou hu mer leider nach ëmmer net eist ambitiëst Zil erreicht, fir datt keng Doudeger méi sollen op de Stroosse leie bleiwen. Mä trotzdeem, et muss een awer drop hiweisen, datt sech eng positiv Entwécklung gemaach huet. Ech erënneren drun, datt zum Beispill 1970 nach 132 Doudeger op eise Stroossen ze verzechnen waren. No 2016 waren et der „just“ - tëschtent Guillemeten - 32. Mä leider huet d'ëscht Joer ganz schlecht ugefaangen, an et kann een nëmme hoffen, datt déi Statistik, déi de Mount Januar opzeweisen huet, elo net weidergefouert gëtt an deenen nächste Méint.

Tatsaach ass, datt nach ëmmer ze vill Leit hiert Liewen op eise Stroosse verléieren. Et däerf en natierlech och net vergiessen, dat gëtt oft ënnerschat, d'Zuel vun deene Leit, déi schwéier verletz sinn, déi fir hiert Liewen u sech Sequellen hunn an déi doduerch enorm Problemer och hunn. Dat ass, wéi gesot, en negativen Impakt, deen oft net genuch am Fokus steet.

Eppes ass sécher, an dat soll keng generell Accusatioun sinn: Et ass mat Sécherheet keen, dee sech perfekt am Stroosseverkéier verhält, mä een, dee vill an d'Ausland mam Auto fiert, muss leider zur Konklusioun kommen, datt de Stroosseverkéier hei zu Lëtzebuerg net onbedéngt deen disziplinéiertsten ass - fir net méi ze soen.

Wéi mer decidéiert hei haten, fir déi Radaren opzestellen, ech mengen, et sinn der entretemps 26, du waren natierlech net iwwerall d'Leit begeeschtert. Och haut gëtt et nach ëmmer Leit, déi mengen, datt d'Installatioun vun deene Radaren net onbedéngt eng Moosnam wier, fir de Verkéier besser an de Grëff ze kréien. Ech mengen awer trotzdeem, datt dat net onbedéngt richtig ass.

D'ëscht Gesetz soll jo elo eng Rei Vereinfachunge mat sech bréngen. Ech gi ganz gären zou: D'DP war, ënner anerem, Demandeur, datt soll deen éischte Bréif ageschriwwene sinn. Firwat? Ma well mer deemools gemengt hunn, datt och eng sécher Preuve géif virleien, datt eben den Avertissement taxé zougestallt ginn ass. Ech ginn awer gären zou, datt an der Praxis dat net onbedéngt féerderlech ass an datt déi Prozedur, déi elo zréckbehale ginn ass, awer och eis Ennerstëtzung féint.

Firwat maache mer déi Annerungen haut? Mä eben, well mer feststellen, datt eng ganz Rei vu Leit mengen, si bräichten déi Avertissement-taxéen net ze bezuelen. An duerfir sinn ech awer elo licht verwonnert iwwert d'Positioun vun der CSV an deem Dossier hei. Ech

mengen, mir ginn deene Leit ganz vill Méiglechkeeten, am Endeffekt 90 Deeg, fir kënnen en Avertissement taxé vun 49 Euro ze bezuelen. An et huet een nun eben awer eng..., net eng Strofdot begaangen, mä et huet een nun eben eng Infraction gemaach. An dann ass dat an engem Rechtsstat esou, da soll een dat och bezuelen.

An ech mengen net, datt een onbedéngt soll hei eng gewësse Pitié fir déi Leit opbréngen, déi da laang Delaie versträiche loosse a mengen, si kéinte sech do derlaanschtzéien. Duerfir fanne mir déi Moosnam, déi hei getraff ginn ass, datt eben och elo déi Amende forfaitaire kënn, gutt. An dann huet ee jo nach ëmmer d'Méiglechkeet, e Recours dergéint anzeerechen, quité datt, wann ee recht sollt kréien,... Ech si bal iwwerzeegt, datt een an deene wéinegste Fall no esou engem laangen Delai iwwerhaapt nach recht kritt. Dowéinst, wéi gesot nach eng Kéier, ass awer déi Positioun vun der CSV do zumindest ze hannerfroen.

Et ass och nach en anerem Aspekt, deen hei och eng ganz staark repressiv Moosnam an deem Gesetz mat sech bréngt, dat heescht d'Immobilisatioun vum Auto an Zukunft. Bei deem, deen u sech dann net bezuelt huet, deen dann awer nach eng Kéier ugehale gëtt, kann et sinn, datt ebe wéi gesot dee muss säin Auto stoe loosse. Dat ass eng ganz staark, eng stramm Strof. Mä och dat soll awer en Zeeche sinn! Et kann dach awer net sinn, wann een eng, wéi gesot, Gesetziwwerschreidung mécht, dat gëllt net nëmme fir de Stroosseverkéier, datt een awer da sech d'Recht eraushält a mengt, et kéint ee sech do derlaanschtzéien. Dat geet einfach net!

An dowéinst, esou schlëmm dat och eben ass, d'Politik muss och hei eben nach e bësse méi repressiv virgoen. Dat maache mer hei. A mir gesinn dat an deem Sënn och trotzdeem da positiv.

Vläicht eng lescht Remark nach, och wat elo de Problem mat de Firmenautoen ubelaangt. Och do ass et sécher, datt een elo d'Patronen an deem Sënn responsabiliséiert, datt se muss kloer matdeelen, wien dann elo schlussendlech hannert dem Steierrad souz, wann ebe wéi gesot ee geblézt gëtt, dee mat engem Auto ënnerwee ass, wat net säin eegenen ass, mä enger Firma gehéiert. Och hei kënn da wéi gesot méi Transparenz eran.

Nach eng Kéier ofschléissend: Et ass een ni frou, wann een an der Politik muss zousätzlech Repressiounen decidéieren. Mä heiansdo muss een dann an dat däitsch Spréchwuert erënneren: „Wer nicht hören will, muss fühlen.“ An an deem Sënn, wéi gesot, gi mer dann och eis Zoustëmmung zu d'ësem Gesetz.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus e grouse Merci un d'Madamm Lorsché. Si huet hei dee Projet, mengen ech, ganz gutt erklärt. An ech kann och am Numm vun der ADR eis Zoustëmmung ginn.

Ech wëll awer soen, datt eis Léift zu de Radaren net onkonditionéiert ass. Déi Radare sinn do, fir de Verkéier ze berouegen. Si sinn net do, fir fir de Stat eng zousätzlech Akommesquell duerzestellen. A wann een dat seet, da muss een och kloer wëssen, datt d'Opstelle vun de Radare muss u Konditiounen gebonne sinn.

Éischtens mussen d'Plaze gutt gewielt sinn. Mir hunn net den Androck, datt d'Plaze fir déi Radare, esou wéi mer se am Abléck kenne fir déi fix Radare, ëmmer optimal ausgewielt sinn am Hibleck op eng Berouegung vum Verkéier.

Déi zweet Bemierkung ass, datt mir eis géife méi eng grouss Proportionalitéit wënschen tëschtent der Héicht vun der Strof an där Vitesse, déi ee fiert. Wann een een oder zwee Kilometer iwwer eng Vitesse läit, nom Ajustement, da soll dat an eisen Ae manner héich bestrooft ginn, wéi wann een däitlech méi séier gefuer ass, fir do eng gewësse Proportionalitéit a méi Gerechtheek an de System eranzebréngen.

An dat Drëtt ass, nach eng Kéier, mir denken, datt d'Radare do sinn, fir de Verkéier ze berouegen. An dofir géife mir och nach eng Kéier insistéieren, datt d'Radare däitlech ugekënnegt sinn, a wa méiglech och mat dem Rappel vun där Vitesse, déi op där Plaz muss gefuer ginn, maximal. Mir hu vill Plazen, wou ee sech freet, wann e Radar kënn: Ass et dann elo hei 90, 80, 70? Wat ass dann elo hei genau d'Vitesse? A wann d'Zil eben ass, fir d'Leit derzou ze bréngen, méi lues, méi verantwortlech, méi sécher ze fueren, da soll dat awer op deene Plazen nach eng Kéier ganz kloer gemaach ginn: Hei ass e Radar, an dat do ass déi maxi-

mal Vitesse, déi op d'ëscher Plaz däerf gefuer ginn.

Wann déi Konditiounen erfëllt sinn, mengen ech, dann ass d'Zilsetzung vun de Radaren och méi däitlech ënnertrach an domadder och gläichzäitig d'Akzeptanz bei de Leit. Dat gesot, géife mer awer gären den Accord gi fir d'ëscht Léisung, well se eng administrativ Vereinfachung fir vill vun eise Matbierger duerstellt.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci un d'Rapportrice fir de méndlechen a schrëftleche Rapport an och alle Riedner fir hir Bäitrag a fir déi breet Zoustëmmung.

Ech hunn de Mëtteg d'Chance, datt ech hei dräimol mat 60 Stëmmen ewechkommen.

(*Hilarité*)

Do ass een natierlech frou driwwer.

(*Interruptions*)

Also wann esou wichteg Projekte wéi déi, déi mer de Mëtteg gestëmmt hunn, vun der Chamber unanime gestëmmt ginn, dann ass dat e ganz gutt Zeeche fir d'Emsetzung vun deene Projeten, well mir maachen d'Gesetz jo net, well mer hei eis wëllen ameséieren, mä well mer gären dobaussen an der Gesellschaft Verännerungen hätten. An ech mengen, dat ass e gutt Zeechen, wann d'Chamber unanime hanner esou Gesetze steet.

Zwee Objektiv huet dat Gesetz hei: Dat éischt ass eng Entlaaschtung vun de Gerichter an dat zweet ass Gerechtheek a Gläichbehandlung. Wann 83% vun de Bierger dobaussen sech korrekt verhalen, sech verhalen, wéi et normal an eiser Gesellschaft üüblech ass, mat deem gewëssenen zivilrechtliche Verständnis, dann ass dat eigentlech eng ganz gutt Nott fir Lëtzebuerg, dat heescht, wéi 83%, dat ass jo eng ecrasant gross Majoritéit, déi sech total korrekt verhält.

An dann ass et desto méi wichteg, datt de Legislateur derfir suergt, datt déi 17%, wat eng krass Minoritéit ass, déi mengen, d'Gesetz wäert fir si net do, datt déi zur Rechenschaft gezu ginn a se gesot kréien: „Dat kann net sinn.“ Déi 17% do mussen net mengen, si kéinten derlaanschtkommen, wann de Rescht sech normal verhält. Well déi Mesuren, déi mer ergräifen, maache mer jo net, well mer d'Leit wëlle péngenen oder well mer gären hätten, datt d'Leit d'Freed geholl kréien um Fueren oder um Liewen, wat weess ech, mä et geet hei ëm Stroossesécherheet.

A wann ee sech d'Fro stellt, elo grad ass se erëm gestallt ginn, wat et bréngt an net kéint bréngen, ob se richtig oder falsch géife stoen; wann ee sech d'Fro stellt, ob se eppes bréngen, an effektiv ass dat jo vill diskutéiert ginn an erëm hei ronderëm, dann ass et am beschten, et hëlt een d'Zuelen, fir ze kucken, ob et eppes bruecht huet oder net.

Tëschtent 2014 an 2017 sinn d'Verkéiserdoudeger - ech hunn elo déi lescht Zuel fir 2017 definitiv arretéiert, datt sinn déi definitiv Zifferen vun de Verkéiserdoudeger, dat heescht, datt sinn nëmme d'Verkéiserdoudeger - erofgaange vu 45 Doudeger op elo 25. Dat ass 40% manner. 40% manner! 40% Liewen hu mer gerett duerch déi Mesuren, duerch deen Aktiounsprogramm, dee mer gemaach hunn. An duerfir, fir mech schwätzen déi Zuele fir sech a beleeden, datt déi Mesuren, déi mer ergraff hunn - dat hei ass eng dovunner an awer net déi onwichtigst, géif ech soen -, datt déi eppes bruecht hunn.

An et ass och net esou, oder et geet jo hei net nëmme ëm déi fix, mä et geet och ëm déi mobil Radare, Här Kartheiser. D'Police huet jo och sechs mobil Radare kritt. Déi ginn net ugekënnegt, souwisou net. An déi wandere jo lénks a riets. An dat soll jo och d'Zil sinn dovunner: Datt mer net nëmme déi Plazen ofsécheren, wou mer stroossebautechnesch näischt anescht könne maachen an duerfir fixer hisetzen, déi souwisou och gutt gezeecht sinn, an dann duerfir gären hätten, datt d'Leit do besonnesch oppassen. Mä et geet drëms, datt déi mobil Radare zu engem Gesamtverhalte bäidroen, datt mir alleguerten, wéi mer heibanne setzen an dobaussen setzen a fueren, eis un déi virgeschriwwene Vitesse sollen halen.

Well ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: Wann op engem Panneau d'Maximalgeschwin-



degkeet 70 oder 90 steet, dann ass dat net eppes, wat mer dohinner schreiwen, well eis soss näischt Besseres afält, mä dat ass e Gesetz. Dat steet am Code de la route. A wann ee sech net dorunner hält, ass dat e gesetzleche Verstouss. A mir setzen déi Geschwindegkeetsbegrenzung fest, well mer gär hätten, datt mer all zesammen eis kënnen a Sécherheet op der Strooss bewegen, datt dee Misär vu schwéier Blesséierter an Doudeger op de Stroossen eng Kéier en Enn kritt.

D'lescht Joer hu bal 26.000 Leit an Europa, eleng an der Europäescher Unioun, hiert Liewe verluer op der Strooss. Dat ass eng eenzeg Katastroph, an dat kënne mer net hinhuelen! Bei all aner Krankheet, déi sech géif ukënnegen, wou mer prognostizéiert géife kréien, datt an engem Joer esou vill Doudeger kéinten ustoen, da géif d'Welt um Kapp stoen. An hei huele mer dat einfach un! Mir huelen dat als eng Selbstverständlechkeet un. An et ass just nëmmen een eenzege Misär.

Dat hei ass ee Volet, deen derzou bäidréit, niewent villen aneren, datt et besser gétt. D'Zuele sinn nach ëmmer net, wéi se solle sinn, mä mir sinn awer mindestens um gudden Wee. Si si besser ginn, wéi se waren. An duerfir encouragéiert dat mech, an deem Sënn weiderzefueren.

Just nach zwee Sätz zu där Fro vum Här Kaes, ob dat gerecht ass, wann ee bei dem drëtten Rappell da muss bezuelen, ier een de Recours ka maachen, oder net. Éischtens ass et net richtig, Här Kaes, datt mir dat eenzeg Land sinn, wat dat huet.

► **M. Aly Kaes (CSV)**.- Ech hunn dat jo gesot.

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures**.- Neen, Dir hutt gesot, mir wäeren dat eenzeg, wat et hätt.

► **M. Aly Kaes (CSV)**.- Net!

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures**.- Aah! Well a Frankräich, wësst Der, wéi et do ass? Do musst Der direkt bezuelen. Do musst Der scho beim éischte Rappell direkt bezuelen, och wann Der wëllt e Recours maachen. Do musst Der d'office bezuelen, egal ob et beim éischten ass oder beim zweeten.

Hei hu mir dräi Phasen agebaut. Déi éischt mat 45 Deeg, wou Der normal avertéiert gitt, also ouni Recommandé. Da kritt Der deen éischte Recommandé geschéckt. Dat ass dann deen zweeten Ziedel, deen Der heemkritt, dat ass dann e Recommandé. Da kritt Der nach eng Kéier 45 Deeg, wou Der kënnt e Recours maachen, ouni datt Der muss bezuelen. Dat heescht, 90 Deeg hutt Der schonns Zäit, wou Der kënnt e Recours maachen, ouni datt Der muss ee Centime bezuelen.

An da kënnt deen drëtten Recommandé. An Dir musst lech scho virstellen, wat dat alles bedeit vun administrativem Opwand. Well och wa mer dat elo vun de Gerichter ewechhuelen - wat jo eng gutt Saach ass -, da bleift jo nach ëmmer den Enregistrement, deen d'Aarbecht behält herno. An do ass jo e Käschtepunkt dermat verbonnen, wa mer mussen andauernd Rappeller schécken, Beamte beschäftegen, fir esou eppes ze maachen. Da fannen ech et awer wierklech absolut normal - wann ee sech 90 Deeg Zäit geholl huet, fir dat ze maachen -, datt mer dann dee Wee ginn, fir ze soen, datt en dann och direkt muss bezuelen, ier e säi Recours mécht.

Well ech sinn der Meenung wéi den Här Graas: Een, deen esou laang waart, deen huet e ganz schlecht Gewëssen. An deem geet et net drëms, datt e fënnt, datt en ongerecht behandelt gouf, mä deem geet et drëms, fir ze soen:

„Dir kënnt mech emol. Ech bezuelen einfach net!“ Wann een 90 Deeg Zäit huet! Op alle Fall, wann ech géif e Protokoll kréien an ech wär pertinemment der Iwwerzeegung, datt ech deen zu Onrecht kritt hätt, well ech géif fannen, aus iergendengem Grond, ech wär net ze séier gefuer, et wär falsch gemooss ginn - wat weess ech? - iergendeppes, ech mengen, da maachen ech dat souwisou direkt, da waarden ech net 90 Deeg, ier ech dat maachen. An duerfir, wéi gesot, hei hunn ech déi 90 Deeg. An et ass absolutt berechtigt. Well et geet hei drëms, datt mer net kënnen toleréieren, datt eng extrem Minoritéit vu Leit de Geck mat der Allgemengheet an och mam Stat mécht.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci.

Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7111 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7111 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung huet ugefaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng)**.- Här President, et geet net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Jo, mir berichtegeen dat dann. Dat ass kee Problem.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer: Och hei hu mer mat 59 Jo-Stëmmen eng Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch

(par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Laurent Mosar), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweeten Vote constitutionnel?

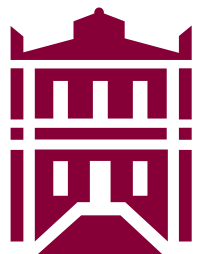
(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst öffentlech Sëtzung sinn an der Woch vum 27. Februar. En attendant ginn d'Aarbechten an de Kommissiounen monter weider.

Ech soen lech Merci. An d'Sëtzung ass elo ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 16.19 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Hommage à la mémoire de M. Carlo Meintz, Député honoraire

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. 7247 - Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la sécurité sociale

- Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président

5. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

6. Heure de questions au Gouvernement

Question n°299 du 26 février 2018 de M. Gilles Baum relative à la construction d'un nouveau hall sportif pour le Lycée classique d'Echternach (LCE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Gilles Baum - M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Question n°300 du 27 février 2018 de M. Marc Spautz relative à la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

Question n°301 du 26 février 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la mise en œuvre de la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. Marc Spautz - Mme Taina Bofferding - M. Romain Schneider, Ministère de la Sécurité sociale

Question n°302 du 27 février 2018 de Mme Cécile Hemmen relative à la pose de la fibre optique sur le territoire national, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- Mme Cécile Hemmen - M. Etienne Schneider, Ministère de l'Économie

Question n°303 du 27 février 2018 de M. Gast Gibéryen relative à la réaction de la société lux-Airport suite à la récente annonce de Ryanair, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Gast Gibéryen - M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Question n°304 du 27 février 2018 de M. Henri Kox relative au rapport biannuel de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) sur le système d'étiquetage de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. Henri Kox - M. Etienne Schneider, Ministère de l'Économie (interventions de M. Henri Kox et M. Roberto Traversini)

Question n°305 du 27 février 2018 de Mme Martine Hansen relative aux nouvelles procédures de recrutement de nouveau personnel, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°306 du 26 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'impact du Brexit sur l'industrie manufacturière luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. André Bauler - M. Etienne Schneider, Ministère de l'Économie (intervention de M. Alex Bodry)

Question n°307 du 27 février 2018 de M. Marco Schank relative aux agressions contre les agents des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Question n°308 du 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la réalisation éventuelle d'un projet immobilier sur le site actuel de la halle des soufflantes à Esch-Belval, adressée à M. le Ministre du Logement

- Mme Taina Bofferding - M. Marc Hansen, Ministère du Logement

Question n°309 du 26 février 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative au détachement des travailleurs, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale

- Mme Joëlle Elvinger - M. Nicolas Schmit, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

7. Ordre du jour (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

8. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État

- M. Mars Di Bartolomeo, Président - M. Alex Bodry

- Vote pour le poste d'un conseiller d'État

- La séance publique est suspendue de 15.57 à 16.01 heures.

9. 7129 - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel

- Discussion générale: M. Aly Kaes, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (dépôt d'une motion)

- Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: M. Nicolas Schmit, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Marc Baum, M. Georges Engel (renvoi de la motion en commission)

10. Interpellation de M. Claude Lamberty sur les défis du sport fédéré luxembourgeois

- Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry
- Exposé: M. Claude Lamberty (dépôt d'une motion)
- Débat: Mme Nancy Arendt (question de M. le Ministre Romain Schneider), Mme Cécile Hemmen, Mme Josée Lorsché, M. Roy Reding
- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre des Sports (question de Mme

Nancy Arendt)

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat eis Sëtzung op.

Ech froen direkt d'Regierung, ob se eng Matdeelung ze maachen huet.

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

► **M. Marc Hansen**, Ministre du Logement.- Dat ass net de Fall, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Da soen ech lech Merci.

2. Hommage à la mémoire de M. Carlo Meintz, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut virun enger Woch hu mir Ofschid geholl vum Eierendeputéierten, laangjäregen Deputéierten a Vizepräsident vun der Chamber, fréiere Buergermeeschter an Eierebuergermeeschter vu Walfer, dem Kolleeg Carlo Meintz. Hien ass de 15. Februar am Alter vu 84 Joer gestuerwen.

De Carlo Meintz war e ganz beléiften, fläissegen an e faire Kolleeg. De Carlo war zu Lëntgen gebuer, huet seng Kandheet zu Ettelbréck verbruecht a war am Dikrecher Kolléisch. Duerno huet hien de Cours supérieur suivéiert an ass dunn op Paräis a München gaangen, wou hie Sproochen, Philosophie a Psychologie studéiert huet, fir duerno Professer ze gi respektiv am Educatiounsministère de Service d'orientation scolaire an de Service national de la jeunesse opzebauen.

Dem Carlo Meintz seng politesch Carrière war am Fong geholl net geplangt. Zwee Joer, no deem hien op Walfer geplënnert war, ass hien 1967 mat an d'Gemengewahle gaangen an ass op de Buergermeeschterstull gewielt ginn, deemools mat 34 Joer als jéngste Buergermeeschter vum Land.

35 Joer laang war hien am Walfer Gemengerot, dovun 22 Joer als Buergermeeschter. An där Zäit huet hie wicteg Akzenter fir d'Entwécklung vun dëser Gemeng gesat. Et si Projete wéi de Kulturzenter, den Ausbau vun der Gemeng, d'Schwämm an d'Sportshal realiséiert ginn.

Am Juni 1974 ass de Carlo Meintz fir d'DP an d'Chamber komm, parallél war hien och vun 1974 bis 1979 am Europaparlament, wou hien zwee Joer laang Vizepräsident war. Déi Zäit ass de Carlo Meintz tëschent Chamber, Walfer Gemeng an Europaparlament hin- an hiergependelt, wat sécher net einfach war a wat haut och net méi méiglech war.

An d'Chamber ass de Carlo Meintz am Ganze fënnemol gewielt ginn. Hie war bal 24 Joer am Parlament vun 1974 bis 1998. Vun 1984 bis 1998 war de Carlo Meintz Vizepräsident vun der Chamber. Hien huet senger politescher Carrière an der Chamber en Ënn gesat, wéi hien am Februar 1998 an de Statsrot genannt gouf.

An der laanger Zäit, wou de Carlo Meintz an der Chamber war, huet hien de Lëtzebuurger Parlamentarismus matgepräagt an a ville Beräicher eng wicteg Roll gespillt. Duerch säi Beruff war de Carlo Meintz e Mënsch, deen duerch säi Wëssen a seng Grëndlechkeet iwwerzeugt huet. Et konnt ee sech op hie verlossen. Wann hien als Vizepräsident op dëser Plaz souz, war hie streng, mä gerecht an ëmmer frëndlech. Als Member vun dësem Haus waren d'Ausepolitik, d'Education, d'Gemengen, d'Kultur an de Sport him un d'Häerz gewuess.

Mä virun allem déi franséisch Sprooch huet hie passionéiert. 30 Joer laang war hien an der Lëtzebuurger Delegatioun vun der Assemblée internationale des parlementaires de langue française, déi haiteg APF.

Privat war de Carlo Meintz a ville Veräiner aktiv. Zum Beispill huet hien d'Lëtzebuurger Basketfederatioun oder de Basketball Club Résidence Walfer presidéiert. Mä de Carlo Meintz war och e Familljemënsch a senge Kanner an Enkelen e Virbild. Dat war hien och fir vill vun eis.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken an hir ga-

rantiéieren, dass mir eisen Deputéiertekolleeg net wäerte vergiessen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif lech bieden, lech ze erhiewen, fir engem léiwe Kolleeg ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

3. Communications

Ech hunn lech da folgend Kommunikatiounen ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an eiser Administratioun agaange sinn, an d'Lëscht vun de Projeten, déi säitdeem vum Rôle zréckgezu goufen, sinn un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn, grad wéi d'Lëscht mat de Petitiounen, déi mer zënter der leschter Sëtzung guttgeheescht hunn.

Communications du Président - Séance publique du 27 février 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7243 - Projet de loi

a) fixant les prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure; et

b) modifiant la loi du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.02.2018

7244 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2018

7245 - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 12.02.2018

7246 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 14.02.2018

7247 - Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la sécurité sociale

Dépôt: M. Fernand Kartheiser, Député, le 20.02.2018

7248 - Projet de loi relative au financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois et portant modification de la loi du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 23.02.2018

7249 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article premier de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 23.02.2018

7250 - Projet de loi portant exécution, en matière fiscale, des dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des per-

sonnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE et portant modification:

1) de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

2) de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal;

3) de la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD);

4) de la loi du 24 juillet 2015 relative à FATCA

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 23.02.2018

7251 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Dépôt: M. Fernand Eten, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 26.02.2018

7252 - Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 26.02.2018

7253 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 26.02.2018

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires:

6573 - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 14.05.2013

Retrait du rôle des affaires le 09.02.2018

4) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

963 - Demande de pétition publique: Pétition pour un encadrement légal des jeux de hasard dans les établissements de l'Horesca

Dépôt: M. Vitor Diogo Da Silva Faria, le 06.02.2018

964 - Demande de pétition publique: Adaptation des toilettes publiques aux besoins des personnes portant des couches

Dépôt: M. Fernand Boria, le 08.02.2018

965 - Demande de pétition publique: Conservation de l'heure d'été au Luxembourg

Dépôt: M. Pierre Bodak, le 09.02.2018

966 - Demande de pétition publique: Abolition de la liste des chiens dits susceptibles d'être dangereux dans la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens.

Dépôt: Mme Fabienne Matagne, le 10.02.2018

967 - Demande de pétition publique: Mettre un terme au changement d'heure deux fois par an, sous condition de garder l'heure d'été tout au long de l'année!

Dépôt: M. Chris Antony, le 13.02.2018

968 - Demande de pétition publique: Fir den Erhalt vun den Beem an der Neier Avenue

Dépôt: Mme Myriam Olinger, le 14.02.2018

969 - Demande de pétition publique: Contre l'abattage des arbres de l'avenue de la Liberté - Nei Avenue

Dépôt: M. Steven Curfs, le 14.02.2018

970 - Demande de pétition publique: Gratuité du transport public au Luxembourg

Dépôt: M. Pasquale Volz, le 02.02.2018

971 - Demande de pétition publique: Sauvegarde des arbres de l'Avenue de la Liberté

Dépôt: M. Nico Konsbruck, le 15.02.2018

972 - Demande de pétition publique: Eintragsgebühr unverändert seit 2002

Dépôt: M. Daniel Schummer, le 16.02.2018

973 - Demande de pétition publique: Pour que les ventes de terrains constructibles soient mieux régulées

Dépôt: M. Vincenzo Cirilli, le 22.02.2018

974 - Demande de pétition publique: Interdiction de tout site gratuit à caractère pornographique!

Dépôt: M. Jean Pierre Vecchiola, le 26.02.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. 7247 - Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la sécurité sociale**Déclaration de recevabilité**

Da wollt ech d'Chamber informéieren, dass an hirer Reunion vum 22. Februar d'Présidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat huet. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7247, eng Ofännerung vum Code de la sécurité sociale, déi den 20. Februar vum Här Fernand Kartheiser deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentekonferenz, wat d'Recevabilitéit ugeet, un?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

(La proposition de loi est renvoyée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.)

5. Ordre du jour

Ech ginn dovunner aus, dass jiddwereen de laangen Ordre du jour vun dëser Woch zougestallt krut.

Ech wollt d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour, wéi d'Présidentekonferenz e virgeschloen huet, d'accord ass.

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

6. Heure de questions au Gouvernement

Mir géifen dann eis Sëtzung mat enger Froestonn ufänken. Vu dass mer eelf Froen um Programm hunn, géif ech d'Kolleegen alleguer invitéieren, sech un d'Riedezäit vun zwou Minutten ze halen, an och d'Regierung invitéieren, hir Riedezäit vu véier Minutten anzehalen.

Ech wollt awer nach eng Kéier drop insistéieren, dass, wann an enger mëndlecher Fro fënnel, zéng oder méi Froe gestallt ginn, et dann der Regierung och ganz schwéier ass, fir an där Zäit, déi se huet, dorop ze äntwerten. Ech géif mengen, dass een dann och an deene mëndleche Froen de Sujet soll esou cernéieren, dass een och an där gesatener Zäit kann drop äntwerte respektiv se och esou ka presentéieren.

Dat gesot, géif ech zu der éischter Fro iwwergeen. Se kënn vum Här Gilles Baum a betrëfft d'Konstruktioun vun enger Sportshal bei dem Lycée classique vun lechternach. Den Här Baum huet d'Wuert.

- **Question n°299 du 26 février 2018 de M. Gilles Baum relative à la construction d'un nouveau hall sportif pour le Lycée classique d'Echternach (LCE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Gilles Baum (DP)**.- Merci, Här President. Gudd Mëtteg, Kolleeginnen a Kolleegen! Dass Sport a Bewegung wicteg sinn, dat ass eis alleguer kloer, an dat an all Alter. Ech sinn immens frou, dass den Här Sportsminister Romain Schneider eis virun enger Woch och an der Sportskommissioun presentéiert huet, dass d'Salles de motricité elo wäerten, wa se an de Schoulen an an de Maison-relais gebaut ginn, finanziell ënnerstëtzt ginn.



Wa mer nei Lycéeën bauen, da kucke mer natierlech och ëmmer, dass déi sportlech Infrastrukturen um Topniveau sinn. Ech denken un d'Lyceeën zu Clief, zu Réiden, zu Jonglënster, déi niewent enger Sportshal och eng Piscine hunn.

Ee Lycée, dat ass en Dauerbrenner awer an de leschte Jore gewiescht, dee verfüügt nach ëmmer net iwwer seng eege Sportshal, an och d'Piscine ass an engem net ganz gudden Zoustand, an dat, obschonns scho säit Joren aacht Milliounen am Statsbudget virgesi sinn, fir eng Sportshal fir den lechternacher Lycée ze bauen.

Dofir géif ech gär dem Här Minister folgend Froe stellen:

Si mer eis elo eens mat der lechternacher Gemeng an och mam Lycée iwwer en definitive Site, wou déi Sportshal soll hikommen? Dee leschte Site, deen an d'A gefaasst gi war, dat war de Site op der Gare. Mir ass awer elo zu Ouere komm, dass och de Site „Op Kack“, wou de grouse Parking drop ass, elo erëm en Thema wär, fir déi Sportshal ze bauen.

Wat gétt dat fir eng Sportshal? Gétt dat eng Sportshal mat engem Sall? Mat zwee Säll? Kënn do eventuell och eng Piscine eran?

An dann, vu wat fir engem Zäitplang musse mer dann elo awer schwätzen, fir dass mer mat deem Projet vun enger Sportshal vum lechternacher Lycée wierklech kënnen ufänken?

An déi lescht Fro, Här Minister, déi ech lech weilt an deem Kontext och stellen: Déi aktuell Sportshal vun der Gemeng lechternach mat der Piscine ass an engem Zoustand, dee wierklech net méi ganz, ganz gutt ass. Ech géif souguer soen, „vétuste“ wier dat richteg Wuert, fir ze benotzen. Wann den Här Minister mer och weilt drop äntwerten, ob eppes virgesinn ass, fir do entweder déi Sportshal an d'Rei ze setzen oder eng nei Sportshal op där doter Plaz ze bauen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci dem Här Baum fir seng Froen. En huet recht, et ass eng leideg Geschicht, fir déi nei Sportshal do ze baue mat der Schwämm. Ech muss awer soen: Datt se nach net gebaut ass oder nach net am Bau ass, huet näischt mat der Regierung ze dinn. Mä dat huet domat ze dinn, datt all Propositionen, déi ëmmer erëm eng Kéier um Dësch waren, a wou a mengem Service ugefaange ginn ass, drun ze plangen, ëmmer erëm op en Neits a Fro gestallt gi sinn, an zwar vun deene verschiddene Gemengeresponsabelen.

Ënner anerem - mä net nëmmen - war et eng Rei Schwierigkeete ginn, well mer an engem sensibelen Deel sinn, wou Sites et monuments natierlech berechteterweis matzeschwätzen huet. Mä de Site ass awer elo definitiv festgehalten. Et ass den Emplacement hannert der „Orangerie“, niewent der aktueller Gemengeschool vun der Gemeng lechternach, der Fondamentalsschool.

An et gétt eng nei Sportshal mat enger Schwämm gebaut, natierlech mat Vestiairen, mat allem, wat derzou gehéiert. An den Accord ass och do vu Sites et monuments, also vun der Kommissioun vum Service des sites et monuments, fir do kënnen ze bauen. An d'Gemeng lechternach huet och erkläert, d'accord domadder ze sinn. A si huet och dat Ganzt ageplangt an hirem „Masterplang Gare“, wéi en esou schéin heescht, fir datt dat do geschitt.

De Reklassemment vun den Terrainen ass amgaangen. Et muss eng Modifikatioun gemaach gi vum PAG. D'Gemeng ass amgaangen, dat ze maachen. Dat wäert elo och relativ séier an der nächster Zäit an de Gemengerot bruecht gi vun dem Schäfferot.

Da muss nach en Échange de terrains gemaach ginn. De 16. Februar 2016 hat meng Verwaltung schonn ugefrot duerfir. Dat ass awer och elo am Lafen, d'Prozeduren, fir datt deen Échange tëscht dem Stat an der lechternacher Gemeng ka gemaach ginn.

Dann ass et esou, datt mer um Avant-projet définitif schaffen. Wann alles normal klappt, da misst deen am Mee d'Joer fäerdeg sinn. Mir mussen nach just eng Autorisatioun kréie vun der Waasserverwaltung, also dem Waasserwirtschaftsamt. Mä dat misst awer och klappen, soudatt mer de Mee dann awer de Projet définitif fäerdeg hunn.

Da kënn natierlech an där Hypothees de Projet d'exécution. Deen ass virgesi fir den Hierscht

d'Joer. An dann, wann alles normal klappt, da kënnen d'Aarbechten am Fréijoer 2019 ugoen. Et sinn 18 bis 20 Méint Bauzäit virgesinn, dat heescht - wann ech da rechnen -, loosse mer soen, vum Fréijoer 2019 u bis Enn 2020, Ufank 2021. Dorëmmer misst dat Ganzt da fäerdeg sinn.

Et läit och schonn en Devis estimatif vir - dat ass awer nach eng Schätzung, et ass nach keen APD -, dee läit bei 7,5 Milliounen Euro an dee gétt iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires financéiert.

An zu Ärer Fro mat där aler Sportshal respektiv Schwämm, déi dosteet: Mir krute vun der ITM d'Autorisatioun, fir déi iergendwéi an der Rei ze halen, datt se nach kann esou laang funktionéieren, bis déi nei gebaut ass. A selbstverständlech, déi ass komplett „vétuste“. Duerno musse mer da kucken, ob se an d'Rei gesat gétt oder ob eppes aneres do gemaach gétt. Ech mengen, dat gétt festgeluecht, soubal et esou wäit ass.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

Mir kommen dann zu de Froen 300 an 301 vun dem Här Spautz an der Madamm Bofferding un den Här Sozialminister betreffend d'Reform vun der Assurance dépendance. Mir huelen d'Reiefolleg, wéi d'Froen eragaange sinn. Den Här Spautz huet d'Wuert.

- **Question n°300 du 27 février 2018 de M. Marc Spautz relative à la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

- **Question n°301 du 26 février 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la mise en œuvre de la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Mir haten d'lescht Woch an Ärer Präsenz eng Sozialkommissioun, wou mer och scho mam Sécurité-sociales-Minister iwwert d'Fleegeversécherung geschwat hunn, wou mer notament iwwer zwee Punkte geschwat hunn: Dat war de Statut vun der Infirmière indépendante, deen awer onofhängeg ass vun der Fleegeversécherung, well dat op eng aner Dispositioun zrëckgeet, mä och iwwert de Problem vun der Course sortie, wou och d'Kollege vun der ADR eng Proposition gemaach hunn, a wou mir och der Meinung sinn, dass et gutt wier, wann dat endlech géif gekläert ginn, déi verschidden Interpretatiounsméiglechkeeten. Ech weess, de Minister seet, fir hie géif et keng Interpretatiounsschwierigkeeten. Mä mir wëssen awer, dass et do um Terrain ganz vill Problemer ginn.

Ech wëll awer doriwwer erausgoen, dass et am Kader vun der Fleegeversécherung nach aner Problemer gétt, déi och de leschte Freideg vun der COPAS nach eng Kéier ervirgehuewe gi sinn. Do ass et virun allem drëms gaangen, dass elo an de Maisons de soins an der Moyenne 30% vun de verschiddenen Aktivitéiten net méi kéinten esou gemaach ginn, wéi dat virun de Fall war. Deeselwechte Problem géif sech stellen am Secteur Handicap. A wann dat alles géif esou emgesat ginn, wéi et de Moment soll sinn, dat och derzou kéint féieren, dass dann souguer e Personalwvorschoss bei deene jeeeweilege stationäre Bedreiwier wier.

Dofir meng Fro un de Minister: Ass dat mat him esou diskutéiert ginn? Ass dee Problem bekannt? Wuel wëssend, dass bei engem Gesetz ëmmer, wann Adaptatiounen kommen, an déi eng Richtung Verbesserungen - et sinn och Verbesserungen, déi de Projet vun der Fleegeversécherung mat sech bruecht huet -, mä an deem konkrete Fall, bei deene Beispiller, déi ech elo opgezielt hunn, Verschlechterungen dra sinn.

An da wollt ech och d'Fro stellen, Här Minister, wéi dat weidergeet mat der Evaluatioun an der Reevaluatioun vun deene jeeeweilege Leit, déi elo an der Fleegeversécherung sinn, an ob do scho Chiffere bekannt sinn, wat dat nach doriwwer eraus géif bedeuten, dass verschidde Leit aneschtens behandelt ginn, wéi dat bis elo de Fall war.

An e leschte Punkt ass deen: Et ass eng Konfusioun tëscht 20 Milliounen an 30 Milliounen mam Crédit tampon. Beim Crédit tampon hu mer ëmmer geschwat vun 30 Milliounen, et ass de leschte Freideg gesot ginn 20 Milliounen. Si schonn 10 Milliounen ausbezuelt, an dofir bleiwen der 20 iwwreg? Oder kommen der nach eng Kéier 20 derbäi?

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An dann huet d'Madamm Taina Bofferding d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Merci, Här President. Och ech hunn de Communiqué

vun der COPAS gelies a war erstaunt, dass dann anscheinend déi nei Reform de Leit maner Leeschtunge géif bréngen, notament de Beneficiairen an deene jeeeweilege Fleegeheemer an Altersheemer.

D'OPAS schwätzt vu massiven Abousse bei den Activités de soutien. Duerfir och meng Fro un de Sozialminister, ob Dir doriwwer Kenntnis hutt. Bei der Bearbechtung vun der Reform war jo ëmmer gesot ginn, a mir hunn eis ëmmer dorëm beméit, dass mer eben am Endeffekt eng besser Fleegeversécherung krite, d'ouni Abousse bei de Leeschtungen an och ouni Personalofbau. Emsou méi erstaunt war ech ze héieren, dass awer elo wéinst der Reform Personal soll entlooss ginn. Konkret gouf e Fall u mech erugedroe vun enger jonker Fra, déi an engem Fleegeheem am Süde geschafft huet, déi elo wéinst wirtschaftleche Grënn, opgrond ebe vun der Reform, entlooss ginn ass. Anscheinend soll si och net déi Eenzeg sinn.

Duerfir hei meng zweet Fro un de Sozialminister: Wéist Dir vläicht och heiriwwer Bescheid? Virun allem, wéi kann dat iwwerhaupt sinn? Well de Memberen an der zoustänneger Kommissioun huet ëmmer ganz vill dru geleéen, dass et eben net zu Personalofbau sollt kommen. Duerfir hat jo och de Minister Gesprecher gefouert, fir d'Personal herno kënnen ze reaffectéieren, sief et hinne Formatiounen ze ginn oder sief et si am Kader zum Beispill vun der Aféierung vun der Garde de nuit weider kënnen ze beschäftegen.

Hei stellt sech awer och nach d'Fro, firwat et eigentlech net zu enger Garantie d'emploi komm ass. Firwat konnte sech hei zum Beispill d'Sozialpartner net drop eenegen, fir esou eng Beschäftigungsgarantie ze ginn?

Net frou, an dat ass dee leschte Punkt, war ech och, wéi ech héieren hunn, dass fleegebedierfteg Leit net ëmmer déi Prestatiounen kréien, déi hinnen am Endeffekt laut hirem Fleegeplang zoustinn. Konkret schwätzen ech hei vun de Course-sortien. Do ass et elo esou, wéi ech vun engem Fall gezielt kritt hunn, dass e Réseau verlaangt, bei enger Persoun carrement fir d'Beschaffung vun engem Pond Botter 30 Euro ze froen, an dass déi Persoun déi selwer muss aus hirem Täscht bezuelen, obwuel se eigentlech déi Course-sortien zegutt hätt.

Duerfir och hei da meng lescht Fro un de Sozialminister: Kënn Dir wann ech gelift nach eng Kéier bestätegen, dass déi Stonne fir akafen ze goen, déi d'Leit zegutt hunn, och mat der nei Reform hinne weiderhi garantiert sinn? A wa sech effektiv e konkrete Fall stellt, wou se déi net kréien, wéi kënnen déi concernéiert Leit sech wiere respektiv wou kënnen se sech mellen?

Merci. Entschëllegt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegung ugeholl.

(Hilarité)

Den Här Schneider, de Sozialminister huet d'Wuert. Ech wëll awer nach eng Kéier insistéieren, dass Entschëllegung net heescht, dass een...

(Interruption)

Voilà! Ech hunn dat schonn héieren, also vergiesst dat! Et geet eng Kéier.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Bei jiddwerengem?

(Brouhaha et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, ech mengen, et huet scho bal jiddwereen dervu profitéiert. Also de Compteur gétt op null gestallt an de Sozialminister huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Eier de Compteur op null gesat gétt, wollt ech froen: Hunn ech elo eemol véier Minutten oder zweemol véier Minutten, fir ze äntwerten? Ech ginn dervun aus, eemol véier Minutten. Ass dat esou, Här President?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also ech ginn emol dervun aus, dass, wann Dir wëllt op déi sämtlech Froen äntwerten, mer lech déi néideg Zäit ginn, fir dorop ze äntwerten.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Très bien! Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, fir op d'Froen anzego vum Här Spautz a vum Taina Bofferding: Ech mengen, dat ass hei eigentlech eng Suite - an den Här Spautz huet et gesot - vun der Reunoun, déi mer an der Kommissioun vun der Sécurité sociale haten, a wou ech op eng Rei Froe geäntwert hunn. Ech mengen, et ass gutt, vläicht nach eng Kéier méi kloer ze soen, wat domadder gemengt ass.

Ech hat am Virfeld - well ech jo beim Ausschaffe vun der Fleegeform vill Wäert drop geluecht hunn, mat alle Partner zesummen des

Fleegeform ze maachen a souwuel mat der Chamber wéi mat alle Partner, der COPAS an de Gewerkschaften, dacks zesummesou -, éier des Reform den 1. Januar a Kraaft getrueden ass, am Dezember eng Reunoun mat hinne gehat, fir effektiv genau dat doten auszemaachen: datt mer géifen no enger gewëssener Zäit e Bilan maachen, fir ze kucken, wat gutt leeft a wat net gutt leeft. An ech hat mech och bereit erkläert, datt mer géifen déi Ännerunge maachen, déi ze maache wäeren, respektiv déi Informatiounen op deenen eenzelne Punkten ze maachen, déi gefrot wäeren.

Et ass do leider net zu engem Accord komm, well mer eis ebe just gestouss hunn un där Garantie d'emploi, déi säitens de Verrieder vun dem Daachverband vun de Prestatairen net konnt matgedroe ginn. Dat ass schued, dat ass net gutt esou. Mä nichtsdestotrotz ass et awer an deem Sënn vum Zesummeschaffen, wou ech mä Wuert halen an alle Bedeelegten an och de Prestatairen an de Gewerkschaften ugebueden hunn, datt mer awer géifen eng Analys vun dem Impakt vun der nei Fleegeversécherung maachen, an dat kuerz virun oder no Ouschteren, wou mer effektiv fiabel Zuelen hunn an mer net op Moyennen oder Estimatiounen hi schaffen.

Ech ginn elo net op de Communiqué vun der COPAS an, well do effektiv och heiansdo Appel mat Bire vermëscht ginn. Mä ech ka just nach eng Kéier hei bestätegen, datt d'Reform selbstverständlech eng Rei Emschichtunge vun de Leeschtunge mat sech bréngt an datt drop opgepasst gétt, scho während der Ausschaffung vun der Reform, datt et keng negativ Impakter huet.

Eppes ass awer och kloer: datt nach ëmmer garantiert ass, datt all d'Aarbechtsplazen an den Altersheemer an an de Fleegeheemer garantiert sinn a finanziell ofgeséichert sinn. D'ëst géllt grad esou fir d'Leeschtungen, déi accordéiert goufen.

An dat, wat Dir ugeschwat hutt vun deem Crédit tampon, dee sech op 30 Milliounen belaf hat, deen hate mer effektiv am Ufank agesat am Kader vun enger Rei vu Moosnamen, déi am Zukunftspak waren, fir déi opzefänken. An do hu mer effektiv 10 Milliounen gebraucht, fir eppes auszuschaffe mat den Etablissementen, wou effektiv negativ Zuele waren, déi eben ze dinn hate mam Personal, a wat konnt vermidde ginn opgrond vun deenen 10 Milliounen, déi vun der CNS agesat gi sinn. Déi 20 Milliounen, déi bleiwen, sinn der, déi elo nach kënnen benotzt ginn.

Firwat ass dat esou, datt ech éischtens soen, d'Leeschtunge bleiwen, an zweetens, all Aarbechtsplaz ass och an Zukunft garantiert?

Ech hu gesot, iwwert déi nächst dräi Joer kënnen mer dat direkt maachen. Et ass ganz kloer, datt et zu Verschibunge gefouert huet bei net direkt un déi néideg Fleegeugebonne Prestatiounen. Do sinn d'AlVen, d'Essentiels de vie op där enger Säit, op där anerer Säit sinn d'Activités d'appui à l'indépendance. An datt effektiv fir déi Prestatiounen, déi sougenannt AEn, also d'Activités d'accompagnement en établissement, datt hei d'Haiser eigentlech eng Zort vu Flexibilitéit kruten, mat och engem Montant drop, soudatt do all Aktivitéite kënnen gemaach ginn, déi virun a verschiddenen anere Gruppe gemaach goufen. Déi goufen an eng regruppéiert, soudatt och do all déi Leeschtunge kënnen virun erfëllt ginn, wéi et virun de Fall war.

Am Beräich vum Handicap ass et effektiv esou, datt do net alles der Fleegeversécherung ënnerläit. Och do sinn aner Leeschtungen, déi net ofgedeckt gi vun der Fleegeversécherung. Do ass et kloer, datt och nach muss zesumme gekuckt ginn, fir do an Zukunft d'Leeschtungen unzepassen un déi nei Fleegeversécherung.

Wat dann awer d'Course sortie betrëfft, ass et kloer, an ech hunn et relativ kloer gesot: An der Kommissioun vun der Sécurité sociale ass et esou, datt och an Zukunft d'Courses sortie, wéi mer se nennen - obwuel et dee falschen Ausdruck ass, well et drëm geet, datt d'Leit individuell kënnen akafe goen, an d'Apdikt, op de Kierfecht, op de Bëschkierfecht oder op d'Bank goen -, kënnen realiséiert ginn. An an deem Kontext wäert d'CNS an deenen nächsten Deeg un d'OPAS eng Nott maachen - déi et da soll viruginn un hir Prestatairen -, wéi an Zukunft d'Rekonversioune ze gesinn ass, des Règle de substitution, déi virun och bestanen huet, déi ugewannt gouf vun de Prestatairen an déi elo op eemol net méi ugewannt gétt. Déi ass an Zukunft et esou unzewenden, soudatt mer vun deene 40 Stonne pro Woch en groupe kënnen „ëmswitchen“ op individuell Stonnen, wat e Maximum vun zéng individuelle Stonnen ass.

Dat wäert an deenen nächsten Deeg kloergerstellt gi säitens der CNS direkt un d'OPAS. An ech mengen, dann ass deen dote Problem fir mech kloer. Dann ass et fir mech och kloer,

datt mer eis awer wäerte gesinn a kucken, wou mer bei der Fleegeversécherung dann eventuell net richtig louchen oder vläicht och Saache falsch berechent - oder zu deem Moment falsch berechent - goufen. Zum Beispill denken ech do un déi AEen an Etablissements, wou mer eis baséiert hunn op Bilane vun 2015 an dorop eng Valeur gesat hunn. Déi muss ee selbstverständlech elo adaptéieren op 2016, op 2017. A wann déi mussen ugepasst ginn, da gi se ugepasst.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier soen, an d'Taina Bofferding huet et och gesot, datt der Kommissioun an dem Parlament ganz vill dru louch, datt mer och an Zukunft déi beschte Fleegeversécherung op der Welt hunn, déi, déi den héchste Standard un Ofsecherung vu Leeschtunge fir d'Leit bréngt. Hei huet och an där neier Fleegeversécherung näischt geännert. Dës Fleegeversécherung ass kee Spuerpak, et si keng Verschlechterungen an de Leeschtungen an et ass och kee Personalofbau.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënn vum der Madamm Cécile Hemmen, riicht sech un de Wirtschaftsminister an dréit em d'Veleer vu Fibres optiques zu Lëtzebuerg.

- Question n°302 du 27 février 2018 de Mme Cécile Hemmen relative à la pose de la fibre optique sur le territoire national, adressée à M. le Ministre de l'Économie

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Här Minister, POST Technologies informéiert d'Bierger iwwer hiren Internetsite vun de Virdeeler vu Glasfaser. Heirobber kommen ech och op dës Plaz net zrëck, déi si bekannt. An am digitalen Zäitalter kann een och mat Recht ongedëlleg sinn, fir heivunner ze profitieren.

Et ass och esou ugeduecht, dass de Glasfaserkabel am ganze Land soll verluecht ginn, a wéi et an der Publicitéit esou schéin annoncéiert ass, och a menger Strooss. Da liesen ech weider, dass POST Technologies d'Käschte vum Verleeë vun der Glasfaser a menger Strooss iwwerhëlt an dass dës Aarbechte mech näischt kaschten.

Dass dat Ganz etappeweis soll geschéien, ass verständlech, well ech jo och dervun ausginn, dass hei jeeeweils gréisser Chantieren ufalen. An dach, Dir erlaabt, dass ech Spriecherin si vu ganz ville Bierger, an dat net nëmmen aus menger Gemeng, déi mat Ongedold drop waarden, dass sech méi séier eppes deet.

Dofir meng Froen: Ginn et Kritären, wou d'Gemengen oder d'Dierfer méi oder manner prioritär un d'Rei kommen?

D'Installatioun vu Glasfaserkabel hätt mengen Informatiounen no e gewëssene Couët och fir d'Gemengen, also géif jo awer net alles vu POST Technologies iwwerholl ginn. Dofir och Merci fir dës Präzisioun, Här Minister.

A schlussendlech, wat ass den Delai, deen Der lech ginn hutt, bis - wéi et an der Publicitéit heescht - d'ganz Land un de Glasfaser ugeschloss ass, a meng Strooss och?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Hemmen. An de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider, huet d'Wuert.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Voilà! Här President, ech soen der Madamm Hemmen Merci fir déi Fro. Vlächcht als alleréischte Äntwert déi, dass mer op den Datum vun haut ronn zwee Drëttel vun alle Stéit hei zu Lëtzebuerg um Glasfasernetz hänken hunn. Domat ass Lëtzebuerg ee vun de Virreider an der Europäescher Unioun: zwee Drëttel vun de Leit, déi Accès un d'Glasfasernetz hunn!

An der EU hu mer en Taux vu ronn 25% vu Stéit, déi ugebonne sinn. A wann ech e bësse méi no kucken, näamlech eis Nopeschlänner, da sinn et a Frankräich eppes méi wéi 20%, an Däitschland manner wéi 10% an an der Belsch nach e gudder Krack manner wéi dat.

Dat heescht, mat engem Taux vun zwee Drëttel Ueschlëss un d'Glasfasernetz si mer zu Lëtzebuerg ganz gutt opgestallt, wat awer net heescht, dass mer net weiderfuere. Well fir direkt op eng vun Äre Froen nach ze äntwerthen: Natierlech ass et esou, dass d'Lëtzebuurger Post den Optrag huet, fir all Stéit hei am Land un dat schnellst Netz unzuschlëssen.

Dir hutt mech gefrot, wivill Gemengen 100% Couverture hunn. Dat ass relativ schwierig, well et eben och Gemenge gëtt, déi duerch Morcellementer - duerch kleng isoléiert Haiser, déi nach riets oder lénks an der Gewan stinn -

net direkt ugeschloss ginn. Well mer probéieren emol fir d'Éischt do, wou vill Leit wunnen a wou et wirtschaftlech och machbar ass, déi fir d'Éischt unzuschlëssen. Et ass esou, dass vun alle 544 Uertschaften, déi mer am Land hunn, ronn ee Véierel dovun eng Couverture hu vun 90 bis 100%, mä wéi gesot, et ass schwéier ze soen, wivill Gemengen. Dat wäeren insgesamt aacht Gemengen, wou den Taux duerch d'Bank tëschent 80 an 90% läit. Mä wéi ech lech den Taux virdru gesot hunn - zwee Drëttel vun de Leit, vun de Stéit, hunn den Ueschloss -, domat leie mer ganz, ganz gutt.

Firwat huet dat Constrainten? Firwat sinn Constrainten bei deem Ausbau? Mä ganz einfach, well deen deiersten Invest vun deem Ausbau ass dee vun Grief maachen. Well fir déi Leitung mussen jo d'Stroossen opgerappt ginn, d'Trottoiren opgerappt ginn a Grief gemaach ginn. Dat mécht zwee Drëttel vum Couët aus, fir dat Glasfasernetz ze deployéieren. An dofir probéiert d'Post ebe ganz oft, zesumme mat anere Reseauoperateuren - wéi de Gas, d'Elektresch, d'Gemengen - do Glasfaser ze leeën, wou souwisou d'Infrastrukture mussen erneiert ginn, wat dann natierlech de Käschtepunkt erofsetzt.

Et ass och, fir op eng aner vun Äre Froen ze äntwerthen, esou, dass d'Post deen Invest selwer iwwerhëlt. Dat heescht, dass de Privatclient dat net muss bezuelen. Da vlächcht nach eng awer wichteg Informatioun: Dee Reseau, dee vun der Post verluecht gëtt, deen ass och op fir all aneren Akteure, fir all aneren Operateuren. Et ass net nëmme e Reseau, deen herno der Post zur Verfügung steet, mä och allen aneren Operateuren, déi dat wëllen, an dat och diskriminierungsfräi. De Moment ginn et aacht verschidden Operateuren hei zu Lëtzebuerg, déi Accès op dee Reseau hunn.

Ech wëll an deem Kontext och just kuerz drun erënneren, dass d'Lëtzebuurger Post sech jo och engagéiert huet, fir de 5G esou schnell ewéi méiglech auszubauen hei zu Lëtzebuerg. Mir wëllen och do als Lëtzebuurger Land, als Lëtzebuurger Economie ee vun de Virreider sinn, fir de 5G ze deployéieren hei zu Lëtzebuerg. Éischt Tester wäerte schonn dës Joer ufalen an den Deployment wäert am Joer 2020 ufänken, wat da bedeit, dass an deem Reseau de Client en Accès huet op ee Gigabit pro Sekonn, wat enorm ass. Mä en attendant ass et awer och esou, dass mer schonn de 4G+ op verschiddene Plazen ubidden. An deen huet haut schonn eng Performance vun 300 Megabit pro Sekonn.

Wéi gesot, och do schaffe mer massiv drun, fir dee Reseau esou schnell wéi méiglech hei zu Lëtzebuerg ze installéieren.

An da vlächcht en allerlescht Wuert: Dir wësst, dass mer viru Kuerzem och vun der Europäescher Kommissioun den Zouschlag kritt hunn, fir de Lead ze hunn an deem groussen europäeschen „high performance computing“, wou Milliardenzomme wäerten europawäit investéiert ginn, fir eis där Supercomputeren ze ginn, déi Infrastruktur ze ginn. Och do ass Lëtzebuerg Virreider a wäert de Lead hunn, fir dat ze developpéieren, wat natierlech extrem wichtig ass, och am Kader vun der Industrie 4.0 vun der Etüd Rifkin, wou mer eis Economie wëllen am Beräich vun de moderne Kommunikatiounsmëttele weider ausbauen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

An déi nächst Fro kënn vum Här Gast Gibéryen an dréit ronderem d'Aktivitéit vu Ryanair um Findel.

- Question n°303 du 27 février 2018 de M. Gast Gibéryen relative à la réaction de la société lux-Airport suite à la récente annonce de Ryanair, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Nodeems d'Fluchgesellschaft Ryanair zwee nei Vollen um Findel ugekënnegt huet - vum 2. Juni un op Palma a vum 28. Oktober un op Dublin -, huet sech d'Bedreiwergesellschaft vum Findel, d'lux-Airport éffentlech driwwer gewonnert, datt si näischt vun deene Pläng do matkritt hunn.

Duerfir meng Froen, déi ech un den Här Minister hunn, datt ass am Fong: Wat fir eng Prozedur ass déi offiziell Prozedur, wann e Bedreiwergesellschaft wëllt nei Linnen um Findel ufleien?

An déi zweet Fro, déi ech wëll stellen, dat ass, wann dat eventuell international Konventiounen sinn oder Méiglechkeete sinn, fir sech anzuschreien, wéi dann eben d'Bedreiwergesellschaft vun engem Fluchhafen, an deem Fall d'lux-Airport, missten informéiert ginn, datt se wësst, wéi an Zukunft de Findel ugeflü gëtt respektiv fortgeflü gëtt, ob do misst am Virfeld gefrot ginn oder ob do misst eng automatesch

Informatioun an enger zweeter Phas hannendrugehaange ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech wëll dem Här Gibéryen Merci soe fir déi Fro, well dat erlaabt mer et vlächcht och, e puer Saache richtegstellen, déi verschidde Medie rapportéiert hunn, déi sech gewonnert hunn iwwert den Tweet, dee lux-Airport gemaach huet, datt se bis elo nach näischt wësstend dovunner, datt Ryanair wëlles hätt, am Summer respektiv am Hierscht hiert Angebot ze erweideren.

Dat ass u sech näischt Aussergewöhnlech. Mir sinn an Europa an engem Kontext vun engem „open sky“. Dat heescht, et ass e ganz liberaliséiert Marché op de Fluchhäfen. An all d'Fluchhäfen an Europa mussen och publizéieren, wat fir eng Slotte se fräi hunn, wou d'Fluchgesellschaften kënnen starten a landen.

Wat heescht dat, „Slotten“? Ma dat heescht am Fong näischt aneschtens wéi en „créneau horaire“, dat heescht eng gewëssen Zäit, wou nach fräi ass. Bon, elo gëtt et, dat wësst Der, an Europa Fluchhäfen, ech soen elo emol Frankfurt oder esou, do kritt Der ganz schwéier nach e Slot, oder zum Beispill wann Der zu London-Heathrow wëllt e Slot kréien, dat ass relativ komplizéiert, well déi esou iwwerlaascht sinn, datt do näischt méi fräi ass. Mä de Lëtzebuurger Fluchhafen huet nach vill fräi. D'Spëtzezon ginn zwar ëmmer méi besat an do ass och schonn net méi vill Sputt dran, mä am Laf vum Dag ass awer nach vill fräi.

An d'Ryanair, wann Der emol kuckt, wat fir eng Fluchzäiten datt déi meeschtens fléien, dat sinn der meeschtens net an de Spëtzezonnen. An duerfir, déi kucke sech dat un op de Fluchhäfen, zum Beispill dann och zu Lëtzebuerg: Aha, gesi se, do ass nach fräi, an da soe se: Ma mir peilen un, do e Vol ze placéieren, zum Beispill da Lëtzebuerg-Palma wéi deen, deen elo ugekënnegt ginn ass, ech mengen zweemol d'Woch an der Summersaison.

Dann huet de Fluchhafen awer och guer keng Chance. Dat heescht, wann do wierklech fräi ass. Déi mussen dat natierlech zu engem gewëssene Moment ufroen, fir en och da wierklech ze besetzen. Si hunn och eng Verpflichtung, fir dat, wat se ugin, wou se en ugefrot hunn - hei ass elo nëmme an der Summerzäit, also zweemol d'Woch -, musse se herno och nowiesen, datt se iwwer 80%, ech mengen, et si 85%, während där Zäit och wierklech geflü sinn, soss kënnen se en och erëm ewechgeholl kréien. Mä wa se dee bis eng Kéier hunn, dann hu se en.

An et gëtt an Europa esouguer e Marché fir d'Verkaf vu Slotten, Horairen. Ech wëll lech just e Beispill ginn: D'Luxair selwer hat fréier zu Heathrow Slotten, fir ze landen. Dat war awer fir d'Luxair net méi interessant, well d'Luxair natierlech am internationale Konnexionsverkéier op London guer näischt huet, well se keng Alliance hu mat iergendenger British Airways oder eppes. Dat heescht, datt se éischter „point to point“ fléien. Du si se eriwergeswitched op de London-City, wat fir d'Luxair ganz interessant natierlech ass. Dat ass och eng Destinatioun, déi ganz gutt geet. Dann hu se déi Slotten zu Heathrow verkaaft, fir relativ vill Geld.

Do gëtt et e richtige Marché. Dat ass och erlaabt, dat ass legal. Dat ass elo näischt Verbuedenes. Dat war eng Zäit eng déck Diskussioun an Europa, ob een dat misst ënnerbannen oder net, mä et ass awer decidéiert ginn an der Kommissioun, ech mengen 2012 war et, datt dat awer legal wier.

Also an deem heite Fall sinn dat jo elo Destinatiounen, déi si jo net fir muer, dat ass eréischt fir de Summer an den Hierscht. Déi gesinn, déi wëssen, datt do fräi ass. Déi kënnen dat un. Da maache se hiren Ticketverfak scho gär relativ fräi. Dat ass jo och d'Strategie vun der Ryanair, fir mat Iwwerraschungscoupen ze fuere. An da lancéiere se d'Vente dovunner, a selbstverständlech parallel, wa se dat bis lancéiert hunn, komme se da bei de Fluchhafen a soen: Voilà, mir hu wëlles, do déi an déi Slotten ze besetzen. A wa se da fräi sinn, musse se se och kréien.

Duerfir, do huet de Fluchhafen wéineg Handhab. Et gëtt ëmmer gefrot: Kënn Dir net engem verbidden, hei ze starten oder ze landen? Dat geet net am Kader vum „open sky“. Wann de Slot fräi ass, musse mer dat autoriséieren. Duerfir bezuele se natierlech herno och hir Taxen, déi se mussen bezuelen, d'Passagéiertax an esou weider, wéi dat sech gehéiert.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

An déi nächst Fro kënn vum Här Henri Kox a riicht sech un de Wirtschaftsminister. An en ass schonn hei, also brauch ech net méi ze soen.

- Question n°304 du 27 février 2018 de M. Henri Kox relative au rapport biennuel de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) sur le système d'étiquetage de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Wéi all zwee Joer presentéiert den ILR, also den Institut luxembourgeois de régulation, e Bericht iwwert de Stroummix hei am Land. Dat ass u sech d'Zesummensetzung vum Stroumverbrauch, wivill eenzel Stéit an zu wéi enger Quantitéit verbraucht hunn. De Mix national gesäit esou aus, dass mer 2016 nach 10,5% Atomstrom och hei zu Lëtzebuerg verbraucht hunn. Et muss ee soen, dass mer deen Undeel an de leschte Joren erofkritt hunn. Ech mengen, 2011 hate mer 24,4%. Dat heescht, hei zu Lëtzebuerg gëtt ëmmer manner Atomstrom verbraucht.

De gréisste Fournisseur ass d'Enovos, wou de Lëtzebuurger Stat jo och deels mat bedeelegt ass, deen huet nach en Undeel; 2015 waren et 10,1% an 2016 8,3%. Vlächcht ee vun deene gréissten Industrieproduzenten oder Industrielien erausgezunn, dat ass d'ArcelorMittal, déi sinn nach bei 37% Atomstrom a leider nach ëmmer bei kengem Verbrauch vun erneierbaren Energien. Wëssend, dat ass Liberaliséierung, dat daerf e Betrib maachen, wéi e wëllt. Vlächcht nach eng Zuel zu Electrabel, dat ass jo och e Fournisseur vu Lëtzebuerg. Deen huet 66% Atomstrom respektiv awer 15% erneierbaren Energien.

Zu menger Fro: Dir wësst, dass eng Statsvisitt a Frankräich uläit, déi an zwou Wochen ass, mengen ech, den 19., 20. an 21. Mäerz. Do wäert sécherlech d'Atomenergie och erëm zur Sprooch kommen. Sécherlech wäert och do d'Lëtzebuurger Delegatioun déi eng oder déi aner Fro dozou stellen.

Meng Fro un de Wirtschaftsminister ass et, wëssend, dass Enovos jo e Betrib ass fir sech selwer, deen an engem liberaliséiert Marché awer och funktionéiert, se awer vlächcht unzehalen, d'Politik mat ze beaflossen, fir ëmmer méi a Richtung vun erneierbaren Energien ze goen, och aus deem Grund, dass d'Wirtschaftlechkeet vu groussen Fotovoltaikanlagen, zum Beispill esou wéi bei der Ausschreiwung des Lescht an Däitschland, méttlerweil bei Kilowattstonnepräisser vu 4 Cent pro Kilowatt d'Stonn kommen, soudass mer dat dann do kënnen beaflossen.

Ech hunn e bëssen iwwerzunn, soen awer Merci un de Wirtschaftsminister.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Dir hutt Ären Joker elo gezunn.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo den Här Wirtschaftsminister, deen och Energieminister ass.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Mä ech hunn en technesche Problem, Här Kox, ech hu keng Fro héiere vun lech! Dir hutt villes erkläert...

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah neen, Der hutt Ären Joker scho gebraucht.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dir hutt lech eigentlech selwer Äre Äntwert ginn.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Däerf ech, Här President?

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Elo hunn ech e Problem, lech ze äntwerthen.

(Brouhaha)

Also ech kann lech awer trotzdem...

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - ...eng Äntwert ginn.

(Hilarité)

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - D'Politik beaflossen, d'Politik vun Enovos beaflossen!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Jo, okay. Also wéi gesot, hei zu Lëtzebuerg ass et kloer esou, dass all Client fräi ass, sech säi Stroumfournisseur ze sichen, an och natierlech fräi ass, sech dee Produit ze sichen, deen e gären hätt.

Et ass awer och esou, an dorop huet d'Lëtzebuerger Regierung ëmmer ganz staark gedréckt, dass entre-temps zu Lëtzebuerg all Haushalt zu 100% mat gréngem Stroum versuergt gëtt. Ob en et wëllt oder net, jiddwereen hei zu Lëtzebuerg kritt a sai Stot 100% gréng Energie geliwert.

De Stroummix, wéi en nach zu Lëtzebuerg ausgesäit, hutt Der virdu genant. Mir si schön op engem ganz héijen Undeel vu Renouvelabelen; ronn 55% vun dem ganze Stroum, deen hei verkaaft gëtt, ass schonn aus erneierbaren Energien. D'Nonrenouvelable maachen nach 34% aus an den Nukleär mécht ronn 10% aus, esou wéi Der dat richtig gesot hutt. A mir hunn, an ech mengen, dat ass dee wichtege Deel: Ech mengen, mir sinn eis allegeren eens, dass mer den Nukleär wëllen erofdrécke respektiv komplett lassginn. Mä nach eng Kéier: All Client ass fräi, dat ze kafen, wat e wëllt.

D'Privatclients, déi kafen deen net, well se kréien dee guet net. Mä et ass esou, dass industriell Clientë sech natierlech kënnen iwwert d'Grenzen eraus dee Stroum do kafen, wou se e gären hätten. A meeschtens maache se dat dann och do, wou en am bëllegsten ass. Dat féiert dozou, dass mer nach ëmmer 10% Nukleär hunn. Mä wann een awer kuckt, vu wou mer kommen: 2011 hate mer nach ee Véierel vun eisem gesamte Stroumverbrauch, deen nukleär war! Mir hunn dat also schonn dramatesch erofgedréckt kritt. A mir wäerten och weider an déi dote Richtung goen.

An och wat déi Firma ugeet, an där de Lëtzebuerger Stat jo awer elo entre-temps dräi Véierel vun de Parten direkt an indirekt hält, näamlech Enovos-Creos, wat dann d'Mammengesellschaft Encevo ass, do huele mir natierlech all deen Afloss, dee mer hunn, fir ebe just den Ausbau vun den erneierbaren Energie weiderzedreiwen. An dofir ass och viru Kuerzem eben déi Kooperatioun entstanden tëschent der Enovos an der SEO, der Société électrique de l'Our, fir eng ganz Rei Projeten am Beräich vun dem Ausbau vun den erneierbaren Energien zesummen ze maachen, fir méi schnell virunzkommen a fir och eis Ziler, déi mer hu fir 2020 vun den erneierbaren Energien, kënnen ze erreechen. An och vläicht do dann, ouni dass Der mech et gefrot hutt, als Äntwert sinn ech iwwerzeugt, dass mer och dat Zil wäerten erreechen.

Ech soen lech Merci, Här Kox.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Service!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci gesot.

An déi nächst Fro kënnst vum der Madamm Martine Hansen, riicht sech un den Educatiounsminister an dréit em déi nei Rekrutierungsprozedur fir d'Personal am Fondament.

- **Question n°305 du 27 février 2018 de Mme Martine Hansen relative aux nouvelles procédures de recrutement de nouveau personnel, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här President. De Minister vun der Educatioun huet annoncéiert, fir d'Konditioun vum Rekrutement bei den Enseignantë vun der Grondschoul méi labber ze maachen. Énner anerem huet hien annoncéiert, dass d'Studente vun der Uni.lu, déi jo véier Joer Studium hunn, de Stage em ee Joer gekierzt kréien. Dëst applizéiert sech och op déi Enseignantë, déi am zweete Joer an domadder neiérdéngs am leschte Joer Stage sinn.

Ech kommen dann zu menger éischer Fro. Wann ech dovunner ausginn, dass net nëmmen d'Dauer vum Stage wichteg ass, mä och dat, wat do geléiert gëtt, wollt ech gär vum Här Minister wëssen: Wéi eng konkret Programmpunkte gi gekierzt respektiv ewechge-looss? Oder mussen d'Studenten dat, wat si bis elo an dräi Joer gemaach hunn, elo ganz einfach an zwee Joer maachen?

De Minister wëllt och dann de Stage opmaache fir déi Leit, déi e Bachelor am Zesummenhang mam Schoulhalen oder mat engem Fach aus der Grondschoul hunn. Déi kréien dann en CDI vun engem Joer an 240 Stonne Formation a ginn dann zum Concours zougelooss. (veuillez lire: Déi kréien dann en CDI, maachen an hirem éische Joer eng Formation vun 240 Stonnen a ginn duerno zum Concours zougelooss.)

Meng zweet Fro an deem Zesummenhang: Am Zesummenhang mam Ofschafe vum Reliouns-

unterrecht - dat ass jo nach net esou laang hier - hat de Minister d'Uni beoptragt, fir e Bachelor sciences de l'éducation, dee sougenannten Track 2, ze organiséieren, een zwee Joer On-the-Job-Studium. Dës Formation maachen och Leit, déi schonns ee Bachelor hunn.

Meng zweet Fro also: Ginn dës Leit mat Bachelor elo och zur vereinfachter, neier Prozedur vum Minister zougelooss? Wa jo, ënner wéi enge Konditiounen? A wann neen, firwat net?

Eng drëtt a lescht Fro: D'Studente mat dräi Joer Studium, notament aus der Belsch, kënnen och an de Concours kommen. Déi kommen also direkt an de bezuelte Stage. Eis Studente vun der Uni.lu hu véier Joer net bezuelte Studium, duerno - zwar - just nach zwee Joer Stage. Dat mécht awer ee Joer Pai manner an dat zielt an deem Alter.

Duerfir meng Fro un de Minister: Riskéiert dës Decisioun net, een negativen Effekt op d'Attraktivitéit vun eiser Ausbildung hei zu Lëtzebuerg ze hunn, wou mer jo awer dovunner ausginn, dass se gutt ass?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. Just drop higewisen, dass zu engem äänleche Sujet eng Demande d'interpellation vun dem Kolleeg Claude Adam virläit. Mä esou lwwerschneidung si leider an eisem Reglement net virgesinn. An duerfir ginn ech direkt dem Educatiounsminister d'Wuert.

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou, dass de Stage sech jo esou opbaut, dass virun allem am éische Joer eng Rei vun theoretische Formationen gemaach ginn, déi och duerno mat enger Evaluatioun op en Enn kommen. Am zweete Joer ass et virun allem ee Memoire an am drëtte Joer ass et nach eng Kéier eng praktesch Stonn.

Elo ass et esou virgesinn, dass fir déi Kandidatinnen a Kandidaten, déi Stagiairinnen a Stagiairen, déi am zweete Joer sinn, déi praktesch Stonn virgezu gëtt. Dat stellt eigentlech kee gréisser Problem. An déi concernéiert Leit sinn och schonn alleguerter vum IFEN doriwwer informéiert ginn, fir dass dat doten esou gemaach gëtt tëschent deem Moment, wou hei d'Gesetz an der Chamber hoffentlech da gestëmmt gëtt an d'Rekrutierungsprozedur fir dat nächst Schouljoer uleeft, fir dass och déi dote scho kënnen op deene jeeeweilege Lëscht fir d'Schouljoer 2018-2019 rekrutéiert ginn.

Bei der zweeter Fro muss ech soen, dass ech se net ganz verstanen hunn. Well selbstverständlech, wa Kandidaten do sinn, déi elo Chargé-de-coursé sinn, déi am Track 2 an der Formation op der Uni sinn, déi e Bachelor hunn - net jiddwereen, deen am Track 2 op der Uni ass, muss e Bachelor hunn, mä et gëtt där -, dann hunn déi natierlech e Bachelor a kënnen natierlech och eng Kandidatur stellen, am Fall wou mer iwwert deen dote Wee och géife fir d'nächst Joer Leit rekrutéieren.

Dir wësst awer och, dass et do keen Automatismus gëtt. Et gëtt fir d'Alleréisch gekuckt, dass mer déi mam Bachelor en sciences de l'éducation rekrutéieren. Wann do eng Differenz bleift zu deene Posten, déi mer musse besetzen, dann huele mer der eréischt mat engem anere Bachelor an e CDI eran a se maachen déi zousätzlech Formation do.

Déi 240 Stonne Formation, déi do virgesi sinn, dat entsprécht ongeféier där pädagogescher Formation, déi och en Enseignant am Secondaire am Laf vu sengem Stage mécht. Dat ass dat Duebelt vu pädagogescher Formation, déi bei enger äänlecher Mesure eng Kéier am Laf vun den 90er Joren och geholl gouf. Also denken ech schonn, dass mer hei eppes maachen, wat wierklech d'Qualitéit och an Zukunft garantéiert vun der Prise en charge vun de Kanner am Fondamental. Mä et ass hei esou, dass déi jo fräi sinn, sech do ze mellen oder och iwwert dee Wee weiderzefueren, dee se do maachen.

Dann déi Fro, firwat mer opgemaach hunn an ob dat richtig war, fir erëm zréckzegoen, dass een net dat véiert Joer muss gemaach hunn op der Héichschoul an der Belsch, fir sech iwwerhaupt kënnen dem Concours ze stellen. Et ass esou, d'Héichschoulen an der Belsch bidde momentan nach eng Formation un, déi entweder exklusiv op de Cycle 1 preparéiert oder op de Cycle 2 bis 4. A wann een déi véier Cycle wëllt kënnen enseignéieren, muss een e véiert Joer dann och maachen.

Mir hu bis elo als Konditioun gestallt, dass véiert Joer mussen ze hunn, fir iwwerhaupt zum Concours kënnen zougelooss ze ginn, ob-schon ee vläicht awer nëmmen an en C1 wëllt oder nëmmen an den C2 bis C4 wëllt. Dat huet dozou gefouert, dass awer ee ganze Joer-gang eigentlech, dee mer aus der Belsch hätte kënnen rekrutéieren, do net konnt rekrutéiert

ginn. An dat ass och eng vun den Ursaache vun där Penurie, déi mer um Terrain momentan spieren. An duerfir hu mer gesot: Dat dote mécht wéineg Sënn. A mir loossen och déi elo erëm mat enger dräijäregger Formation aus der Belsch zou zum Concours a bidden herno awer och en cours d'emploi eng Passerelle un. Wann een emol eng Kéier de Cycle wëllt wiesselen, da kann een dat en cours de route nach ëmmer maachen.

D'Iddi do derbäi ass, dass d'Basisausbildung an de Stage zesummen herno net méi awer och net manner ewéi sechs Joer sollen hunn. Mir gi jo hin a mir soen, dass déi, déi véier Joer op der Uni Lëtzebuerg oder enzwousch anescht studéiert hunn an deementspriedend vill evaluéiert a begleet Stagen och derbäi hunn, eng Reduktioun vun engem Joer, vun dräi op zwee Joer, vum Stage kënnen kréien. Dann hu se véier Joer studéiert plus zwee Joer Stage. Wann ech dräi Joer an der Belsch war, da bleift et bei dräi Joer Stage, soudatt ech eréischt no sechs Joer gradesou wéi déi vun der Uni.lu och fest am Beruf als Fonctionnaire ukomm sinn.

Villmoos Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnst vum Här André Bauler, riicht sech un de Wirtschaftsminister a betrëfft d'Konsequenze vum Brexit fir eis Industrie. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°306 du 26 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'impact du Brexit sur l'industrie manufacturière luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

► **M. André Bauler** (DP).- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un den Här Wirtschaftsminister stellen. De Brexit wäert d'Handelsbeziunge mat Groussbritannien ouni Weideres beaflossen. Elo scho suert dat bëllegt Pond derfir, dass déi brittesch Exportindustrie relancéiert gëtt. Hir Opträg huelen effektiv daitlech zou, zumindest à court terme. En revanche gi fir d'Britten d'Importer aus den Euro-landstate méi deier. Eenzel brittesch Betriber mussen hir Präisser an d'Luucht setzen, well fir si d'Matière-premières-Präisser, déi weltwäit klammen, duerch den niddrege Kurs vum Pond nach e Krack méi deier ginn.

Duerfir wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Kann den Här Minister mer Genees iwwer eis Handelsbeziunge mat Groussbritannien am industrielle Beräich soen? Wéi huet sech eis Balance commerciale mat Groussbritannien an deem Kontext an de leschte Joren entwéckelt? A wat kënn mer fir déi no Zukunft schlussfolgeren?

Wat fir Lëtzebuerger Industriebetriber riskéieren, an de kommende Jore manner a Groussbritannien ze exportéieren? Gëtt et do schonn e méi präzise Feedback vun eiser Industrie? A fir wat fir eng Betriber wäert de Schued sech éischer a Grenzen halen, well si ebe Produkter herstellen, déi sech net einfach duerch anerer ersetze loossen? Kéint Der do vläicht e puer Beispiller nennen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An den Här Wirtschaftsminister muss an déi nächst Ronn. Här Etienne Schneider!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Fir d'Alleréisch géif ech soen, dass et relativ schwéier ass, eng kloer Äntwert op déi Fro vum Här Bauler ze ginn, aus deem einfache Grond, well mer nach net am Detail...

(**Interruption**)

Gelift?

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Dir sidd awer ni zefridde mat eis!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Neen, neen, déi Kéier huet et näischt mam Frosteller ze dinn! Déi Kéier huet et näischt mam Frosteller ze dinn, mä domadder, dass mer jo nach net wëssen, wéi de Brexit dann definitiv ausgesäit, falls et en da sollt ginn, wou ech - Klammer op - nach ëmmer meng Zweifel hunn, dass et jee wäert dozou kommen. Mä vu dass mer jo nach net wëssen, wéi herno den Accès vu Groussbritannien zum Marché unique geregelt gëtt, ass et ebe schwéier ze soen, wat d'Auswierkung wäert sinn.

Wat ech lech awer ka soen, dat ass, dass eis wirtschaftlech Kooperatioun mat England, oder mat Groussbritannien sech eben haaptsächlech op de Beräich vun de Servicer am Kader vun eiser Finanzplaz konzentréiert. London ass deen Haaptpartner vun der Lëtzebuerg Finanzplaz.

Wat awer elo d'Industrieaktivitéiten ugeet, déi mer mat Groussbritannien hunn, do ass et esou, dass déi relativ, neen, dass se souguer ganz staark limitéiert sinn. Esou ginn zum Bei-

spill nëmme 4% vun eisen Industrieexporter a Richtung Groussbritannien an nëmmen 1,5% vun eisen Industrieimporter kommen aus Groussbritannien. Dat si 65 Millioune respektiv 213 Millioune, wann ech vun den Exporter schwätzen.

Ergo gesäit et vun den Zuelen hier esou aus, wéi wann de Brexit kee groussen Drama wäert gi fir eis Industrie a fir Lëtzebuerg als Industrie-standuert. A wann Der mech gefrot hätt, Här Bauler, dann hätt ech lech éischer gesot, dass den aktuelle Wahlkampf mer méi Suerge mécht an all déi Aussoen zur Industriepolitik an zur Industrie zu Lëtzebuerg, dass déi mer méi Suerge géife maachen ewéi elo de Brexit. Mä och do...

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Mä och do... Ech hu jo net gesot...

(**Brouhaha**)

Ech hu jo net gesot, wien...

(**Hilarité et interruptions**)

Ech soen lech just viraus, wéini dat erëm eriwwer ass, dee Spuk, näamlech nom 14. Oktober.

Ech soen lech Merci.

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Déi nächst Fro kënnst vum Här Marco Schank, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister a geet em d'Aggressioun géint d'CFL-Mataarbechter.

- **Question n°307 du 27 février 2018 de M. Marco Schank relative aux agressions contre les agents des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Marco Schank** (CSV).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch si mer iwwert d'Medie gewuer ginn, dass d'Aggressioun géint d'CFL-Mataarbechterinnen a -Mataarbechter 2017 zougeholl hätte par rapport zu deem Joer virun, mat net manner wéi 222 Aggressiounen, dat wieren dann 39% weider wéi 2016. Dovunner ënner anerem 87 verbal Menacen a bal 50 physesche Aggressiounen.

Net méi spéit wéi leschte Samschdeg gouf et iwwregens och erëm een Incident op der Beetebuenger Gare, wou ee Sécherheetsbeamte mat der Fauscht an d'Gesicht geschloe gouf. Vun der Eisbunnengewerkschaft Syprolux hunn ech mer soe gelooss, dass de Comité de pilotage vun der Sécurité dans les transports publics zënter Januar 2017 net méi beienee gewiescht wier. Syprolux seet iwwregens och, dass si déi Zuelen iwwert d'Aggressiounen, grad wéi mir och, iwwert d'Zeitung gewuer gi sinn an net vun der CFL. Zum Beispill wier de Comité mixte jo eng gutt Plaz gewiescht, fir dat ze maachen.

Eng éischt Fro un den Här Minister: Wat sinn déi exakt Zuele fir 2017 par rapport zu deem Joer virun? Respektiv wéi reagéieren déi Responsabel vun den CFL dorobber? Wat hu se wëlles ze maachen, fir d'Sécherheet vun hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter ze verbesseren?

An eng lescht Fro, Här Minister: Wäert et net Är Meenung no awer sennvoll a wichteg, d'Schafe vun enger Police fir den éffentlechen Transport um Beispill vun der Belsch ze maachen? Wéi ech dës Fro virun zwee Joer gestallt hunn op dëser Plaz, huet den zoustännege Minister - e sëtzt nach hei -, den Etienne Schneider gesot, et kéint een net mat all Bus ee Polizist fuere loossen. Dat, mengen ech, ass och net de Sujet. De Sujet ass, dass een d'Sécherheetsgefill vun de Leit, déi mam Zuch fueren, géif méi grous maachen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci dem Här Schank och fir déi Froen.

D'Sécherheet am éffentlechen Transport huele mer ganz eescht a virun allem bei der CFL ass an deene leschte Jore ganz vill gemaach ginn, fir d'Sécherheet ze verbesseren. An et ass och esou, dass mer, wa mer eis vergläiche mat Nopescheseauen, zu Lëtzebuerg awer - ech wëll net soen, dass mer elo näischt hunn, ech wäert lech och duerno eppes deposéieren, eng ganz Statistik - relativ gutt dostinn. Also et soll een net d'Gefill vermëttelen, wéi wa bei eis am Zuch - wéi soll ech soen? - quasi Zoustänn wäert wéi iergendwou an enger Banlieue. Ech wëll elo keng nennen, fir kengem ze no ze trieden, mä Dir wësst, vu wat ech schwätzen.

Mir hunn natierlech och Problemer, mä déi hale sech awer a Grenzen. Mä nach bleift, dass et fir d'Beamten, wa se an esou enger Situation sinn, penibel ass, wa se aggresséiert ginn, an dass dat natierlech net flott ass.

Wat geschitt, wat ass am Lafen? Mä et ass villes scho geschitt an et ass villes nach am Lafen. Dir wësst, datt mer an den Zich Kameraen installéiert hunn. D'Garé ginn no an no och, ech weess net, op wivill Prozent mer entre-temps sinn, mä mir hu gläich um ganze Reseau Kameraiwwerwaachung an de Garen. Also et gëtt ganz, ganz vill gemaach, och um Niveau Präventioun, Betreierung, Ausbildung an esou weider an esou fort.

An et ass natierlech esou, datt mer och eng Kéier mussen driwwer diskutéieren, och wéinst dem internationale Kontext a wéinst Risike vun -loosse mer soen - méi schlëmmen Aggressiounen - loosse mer et emol esou ausdrécken -, datt mer am internationale Kontext och eng Kéier gefuerdert sinn, fir vläicht an d'Richtung ze goen, fir méi eng grouss Präsenz ze hu vun de Forces de l'ordre an dem öffentlechen Transport. Net an all Bus oder an all Zuch e Polizist, ech mengen, dat packe mer net. Do ginn ech dem Minister vun der Sécurité intérieure och recht. An dat wär jo och net sënnvoll. Mä iergendwéi ze kucken, wéi mer dat hikeréien, datt mer an den Zich awer eng Präsenz kréien.

Bon, mir wëssen awer och all: Dat häntk mat den Effektivitéit zesumme bei der Police. Mir hu Schwierigkeeten, Leit ze rekrutéieren. Et ass net, datt kee Wellen do ass, ze rekrutéieren, mä fir se ze fannen, dat ass d'Schwierigkeet.

Här President, well ech éischtens net d'Zäit dozou hunn, mä ech lech awer elo och net wëll bombardéieren mat Zuelen, duerfir hunn ech lech hei d'Statistiken zesummestelle gelooss an ech iwwerreechen lech se heimadder, da kann all Deputéierte se kréien.

(M. François Bausch dépose une documentation.)

Do hutt Der alles dran, sougutt vum Joer 2017 wéi och vun deene Jore virdrun. An do gesitt Der och, datt e ganz genaue Monitoring gemaach gëtt bei den CFL, wat déi ganz Incidents ubelaangt.

Ech muss och soen, deen Incident, deen elo kierzlech war, datt war ee vun der Kategorie: „Verréckener gëtt et iwwerall.“ Ech mengen, Dir wësst jo, wat do ofgelaf ass. Ech brauch et jo net nach eng Kéier hei ze widerhuelen. Dat kréiche mer och net an de Grëff, wa mer souguer eng Police hätten am Zuch, well där dote Verréckener, där begéint een eben ëmmer an eiser Gesellschaft heiansdo erëm. Et muss ee kucken, datt ee mat deenen eens gëtt.

Mä, wéi gesot, et leeft ganz vill. An Dir wäert och un der Statistik gesinn, op wat mer eis muss konzentrieren an der Zukunft. An ech hunn och elo veranlasst, datt dee Comité vun der Sécurité eng Kéier erëm zesummegeruff gëtt, fir iwwert déi Statistiken och ze diskutéieren. Wann deen nach net zesumme war, wëllt dat awer net heeschen, datt um Terrain an am Betrib näischt leeft. Au contraire, do gëtt vun deem Mesurékatalog, deen och festgehalten ass, e permanente Suivi gemaach an och gekuckt, ob deen ëmgesat gëtt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Déi nächst Fro kennt vun der Madamm Taina Bofferding un de Logementsminister an dréit em en eventuelle Bauprojet um Site vun der Halle des soufflantes zu Belval.

- **Question n°308 du 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la réalisation éventuelle d'un projet immobilier sur le site actuel de la halle des soufflantes à Esch-Belval, adressée à M. le Ministre du Logement**

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Här President, d'Halle des soufflantes um Belval, dëst historescht Industriebauwierk, suergt ëmmer erëm fir vill Diskussiounen, well eben nach net ganz kloer ass, wat domadder soll geschéien. 1911 gebaut, ass d'Gebléishal säit 2008 amgaangen ze vergammelen. Dobäi handelt et sech ëm eenzegaarteg Fachwierkarchitektur, wéi ee keng aner am Émkrees vun 100 km, emol net zu Völklingen, féinnt. An ech mengen, och genau dowéinst engagéiere sech ganz vill Bierger a Veräiner, fir eben dëst Bauwierk ze erhalen.

Preetuden, Pläng vun engem Architektbüro ware schonn ugeduecht ginn, vereenzelt Projeten, net zulescht och elo am Kader vun Esch 2022. Ech hat och nach mam Kolleeg Franz Fayot eng Question parlementaire gestallt, wou mer och ënner anerem dozou eng Fro gestallt haten.

Elo kennt awer nees en neit Element mat an d'Diskussioun, well an engem Zeitungsartikel am „Tageblatt“ vu leschter Woch war eben ze liesen, dass anscheinend de Logementsminister beim neien Escher Schäfferot kierzlech e Projet presentéiert hätt.

Et ass och gewosst, dass scho beim viregte Schäfferot esou e Logementsprojet an der Diskussioun war, deen deemools, mengen ech, net ganz favorabel war. Sou schéngt awer vu staatlecher Säit en Interessi do ze sinn, fir un deem Projet festzehalen.

Dofir wenden ech mech hei un de Logementsminister, fir eben ze wëssen: Em wéi ee Projet handelt et sech hei eigentlech ganz genau? Firwat kënt dee Projet ëmmer erëm an der Diskussioun op? Ass et iwwerhaupt deeswechete Projet?

Geet et hei eleng ëm Logementer? Wa jo, ass geduecht, fir mat engem staatleche Bauträger ze schaffen oder soll dat herno un e Privatpromoteur iwwergoen? A firwat am grad op dëser Plaz, wou jo d'Gebléishal am Moment nach steet an och d'Dynamozentral?

Natierlech wësse mer, dass mer bezuelbare Wunnraum brauchen. Mä firwat grad op dëser Plaz, wou jo awer esou vill Leit sech engagéieren, fir dës historesch Zäitzeien ze erhalen?

Ech soen lech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

An ech huele meng Excuse zréck, well ech war elo ganz kloer an hu meng Zäit kompenséiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat geet net. Net ugeholl!

(Hilarité)

An de Wunnungsbauminister huet elo d'Wuert.

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.** - Här President, ech géif der Madamm Deputéiert Merci soe fir déi dote Fro, fir eng Kéier lech e puer Informatiounen ze ginn, wat an deem Kontext dann elo geschitt ass a wat net.

Den Ufank Februar 2017, also scho viru méi wéi engem Joer, waren deemools de Kulturminister, de Kulturstatsekretär an ech selwer bei den deemolege Schäfferot vun der LSAP an déi gréng, fir iwwert d'Entwécklung Belval ënner anerem ze schwätzen.

Wat d'Gebléishal oder déi All-we-need-Hal, mengen ech, ugeet, well och vill Leit et ënner deem dote Begrëff kennen dobaussen, ass just gesot ginn an deem Kontext, dass, wann eng Kéier d'Hypothesen oder d'Decisioun géif falen, fir eppes ofzerappen, een dann eventuell och kéint iwwer e Logementsprojet diskutéieren, deen een dann hannendru géif maachen.

Dat heescht, deen zoustännege Responsabellen, wat den Ofress ugeet, dat ass jo net de Logementsminister. Dir wësst, ech si just ëmmer Äbnehmer dorëmmer vun Terrainen, an ech mengen, mir mussen natierlech och kucken, fir eventuell Plaz ze fannen, fir ze bauen.

An där Diskussioun, an där Reunion war dann och e Vertrieeder mat derbäi vu Sites et monuments, dee seng Bedenke geäussert huet iwwert de schlechten Zoustand vun der Hal. Et gouf dee Moment mam Schäfferot geschwat, fir ebe bei der Hypothesen an engem eventuelle Projet hannendru dee Moment ze gesinn, wéi dat dann och d'Gemeng géif gesinn.

Well, ech géif op dëser Plaz drun erënneren, dass et an der Partie écrite vun dem Règlement spécial Belval-Ouest iwwert déi doten Zon d'Ausso gëtt, dass den Habitat do iwwerhaupt net erlaabt wier. Dir wësst, niewendru gëtt et nach Industrie, déi funktionéiert, an dass et natierlech wéinst den Emissions vun der Industrie lourde net méiglech ass souwisou, am Moment Habitat ze entwéckelen.

Dee Moment gouf just oppen diskutéiert an et gouf en Dokument op den Dësch geluecht, wat kee Projet, kee fäerdege Projet ass, mä dat ass en Dokument vun e puer Säiten, wat e Mat-aarbechter aus dem Logementsministère zesummegestallt huet mat der aktueller Situatioun, wéi d'Zone sinn, mat e puer Croquisen, mat faarwege Biller, déi en dorobber gemaach huet, fir ze weisen, wat eventuell kéint geschéien.

An déi Iwwerleeung, déi do dra war, dat war, fir e Projet ze maachen, wou Logement dra wär, haaptsächlech och Logements étudiants, Logements fir eeler Leit, Logementer fir Chercheuren a Proffen, an natierlech och, well ech déi Kap hu vun dem Héichschoulministère, fir eben ze kucken, och an deem dote Kontext, wann do nach Besoine wäeren, fir eben nach déi eng oder déi aner Infrastruktur, wat fir d'Recherche an den Enseignement supérieur wär, och op där Plaz kënnen doranner ze integréieren.

Dat war en Dokument, wat mer do haten, a mir haten e ganz gutt Gespréich deemools mat der Gemeng, wou mer gesot hunn, dass dat elo keen „Forcing“ wär oder mir d'office schonn eng Decisioun geholl hätten, mä wann esou eng Decisioun eng Kéier géif falen, wat hannendru kéint eng Hypothesen sinn. Well ech mengen, wa jo iwwert d'Ofzerappen oder d'Net-ofrappe geschwat gëtt, ass et jo awer och net schlecht, fir ze soen, wann et géif geschéien, wat dann eng Hypothesen kéint sinn.

An ech mengen, et ass dat Allernormalst vun der Welt, dass eng Regierung dee Moment bei d'Gemeng geet, fir mat deenen iwwer esou Saachen ze schwätzen, fir ze kucken, wat méiglech ass a wat net méiglech ass, an och wat der Gemeng hir Iwwerleeung dozou ass. Dat hu mer gemaach.

Et gouf dee Moment net direkt eng Äntwert vum Schäfferot. Mir hunn nach deen een oder anere Schäfte begéint och duerno, wou et ni eng kloer Ausso dozou gouf. A genee dat Gespréich, dat ass schonn iwwer ee Joer hier, dat doten, just fir ze soen, dass do einfach iwwer Aarbechtsiwwerleeunge geschwat ginn ass.

De Januar vun dësem Joer hu mer déiselwech Entrevue gehat, praktesch déiselwech mat dem neie Schäfferot, wou mer datselwech Dokument op den Dësch geluecht hunn, wat schonn iwwer ee Joer an der Gemeng war, wou konnt driwwer gekuckt ginn. Mir hunn deem neie Schäfferot eng Kéier eis Iwwerleeunge matgedeelt, an dee Moment hu mer hinnen d'Fro gestallt, wat dann hir Meinung doriwwer wär a wéi si dat géife gesinn.

Ech hu bis haut nach vun der Gemeng keng offiziell Äntwert, ob dat, wat mer do gefrot hunn, ... Et war och keen offiziell Projekt, dee mer eraginn hunn.

Ech hunn déi éischt Äntwert vun der Gemeng gelies an dem „Tageblatt“-Interview, deen Der elo ugeschwat hutt, wou mer awer nach ni en direkten Exchange haten, wat dann hir Positioun wär. Dat ass kee fäerdegen Immobilieprojet. An dat ass scho guer kee Projet, fir domadder Suen ze verdéngen. Dat ass e Projet, deen am Logementsministère ausgeschafft ginn ass, fir och duerno déi öffentlech Akteuren dropzesetzen, fir do ze bauen, fir do Logement ze schafen. Mir hunn an e puer Deeg hei d'Diskussioun ronderëm de Wunnraum, an et ass meng Pflicht, fir ze kucken, wou mer kënnen eventuell Plazen entdecken, fir eppes ze bauen, an ech mengen, och der Regierung hir Pflicht, fir ze kucken, wat eventuell dorëmmer geet oder net geet.

Mä dat doten ass den aktuelle Stand, an och, wat deen Immobilieprojet ugeet, dat ass keng fäerdege Etüd. Et ass e Projet, dee bei mir am Haus gemoolt ginn ass mat Croquisen an e puer Iwwerleeungen a Pisten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. An och do den Hiweis, dass véier Minutte keng fënnf Minutte sinn.

Déi lescht Fro kennt vun der Madamm Joëlle Elvinger a richt sech un den Aarbechtsminister. An Dir sot et selwer, em wat se dréit.

- **Question n°309 du 26 février 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative au détachement des travailleurs, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale**

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Iwwert den Detachement.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Bon, Merci, Här President. Effektiv, ech géif dem Aarbechtsminister gären eng Fro zum Detachement stellen. Ech wëll awer direkt am Ufank hei schonn nach eng Kéier betounen, dass mir als DP fir eng gutt funktionéierend Reglementatioun a streng Kontrollen am Detachement sinn, well souwuel eis Betriber wéi och d'Salariéien ënner den Abusen an dem Dumping social leiden, wann Aarbechter sozial ausgebeut ginn. Dat wëlle mir hei net. An dogéint soll ee mat aller Kraaft virgoen.

Ech begrëissen et dofir och, dass d'ITM vu Regierungssäit zousätzlech ënnerstëtzt gëtt, wéi dat jo ganz rezent ugekënnzt ginn ass.

Elo zu menger Fro: Et ass mer zu Ouere komm, dass eng Partie Betriber Problemer mat der aktueller Gesetzgebung am Detachement hunn, zum Beispill a Fäll, wou si Maschinnen aus dem Ausland geliiwwert kréien. Si mussen näamlech ganz oft extern Experten aus dem Ausland op Lëtzebuerg ruffen, fir dës Maschinnen ze installéieren, ze reparéieren oder Formatiounen zu dëse Maschinnen unzebidden, soudass d'Personnel zu Lëtzebuerg dës Maschinnen bedénge kann. Datselwech gëllt fir aner Servicier, fir déi eis Betriber sech mussen un auslännesch Spezialiste wenden, well dës Servicier zu Lëtzebuerg net ugebuede ginn.

Et schéngt elo esou ze sinn, dass d'Käschte fir dës Experten onverhältnisméisseg héich sinn, well d'Prozeduren einfach extrem laangwierig wieren, obwuel dës Leit just fir e puer Deeg oder heiansdo souguer just fir e puer Stonnen op Lëtzebuerg kommen. D'Zäit, déi duerch dës Prozeduren verluer geet, gëtt natierlech integral de Lëtzebuerg Betriber herno verrechent, oder dës Experte refuséiere souguer einfach, fir fir Lëtzebuerg Betriber schaffen ze kommen. Derbäi kennt bei dréngende Reparaturaarbech-

ten de Risiko vu Produktionsausfäll, bis déi laangwierig Prozeduren erfüllt sinn.

Dofir wollt ech de Minister froen, ob him esou Fäll bekannt sinn an ob hien et fir méiglech hält, hei Vereinfachungen an der Reglementatioun virzehuelen, besonnesch well déi Experten hei jo elo net zu deene Persoune gehéieren, déi risquéieren, am Kader vum Detachement ausgebeut ze ginn?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, ech begrëisse fir d'Éischt emol, datt effektiv kloergestallt ginn ass, datt all Abus am Beräich vum Detachement muss eneresch bekämpft ginn.

Fir just ganz kuerz e puer Zuelen ze nennen: Mir haten 2017 43.257 Detachementen, an et ware bal 120.000 Leit, déi dovu concernéiert waren. Dat waren 82% méi wéi zwee Joer virdrun, 2015. Den Detachement ass also eppes, wat sech extrem developpéiert.

Dat concernéiert haaptsächlech natierlech d'Konstruktioun. An duerfir si mer natierlech och besonnesch achséiert, fir an deem Secteur Kontrollen duerchzuführen. 2017 huet d'ITM 1.689 Kontrolle gemaach. Wann een dee ganzen Detachement kuckt, da sinn dat nëmme 4%. An ech ginn lech recht, do musse mer nach d'ITM verstärken, och wann dat net esou einfach ass, fir méi Kontrollen ze maachen. Mä eleng déi Kontrollen hunn ons erlaabt, 1,7 Milliounen (veuillez lire: fir 1,7 Milliounen Euro) Amendes auszeschwätzen, wat jo och net negligabel ass.

Nu muss ech och derbäisoen, datt mer de System an d'Prozedure vum Detachement simplifiéiert hunn iwwert den e-Detachement, dat heescht, et kann een dat alles, déi Prozeduren elektronesch iwwer eng elektronesch Plattform vollzéien. Mä et ass scho richtig, datt a verschiddene Fäll déi Prozeduren net effektiv korrespondéieren mat där Zäit, déi eng Persoun op enger gewëssener Aktivitéit verbréngt.

An duerfir, no enger Reunion, déi ech mat der Fedil virun e puer Méint hat, hu mer decidéiert, fir a gewëssene Fäll, déi Dir jo elo ugeschwat hutt, vu qualifizéierte Salariéien, vu spezialiséierte Salariéien, déi haaptsächlech domat beschäftegt sinn, Maschinnen ze installéieren, ze reparéieren, den Entretien dervun ze maachen, d'Maintenance dovun ze maachen, wann déi net méi laang wéi fënnf Deeg an engem Mount op enger Plaz verbréngen, an enger anerer Firma verbréngen, se dann eng Dispens hunn, fir eng Deklaratioun ze maachen. Ech mengen, dat géif jo da largement där Demande do Rechnung droen.

Mir hu just och do ee Secteur erausgeholl, an dat ass dee vun der Konstruktioun, well besonnesch d'Konstruktioun ëmmer am meeschten affektiert ass, och vun den Abusen. Och all Entrepreneuren, déi Leit invitéieren a Reunionen, Formatiounen oder Seminaren, brauchen, wann et sech net ëm eng richtig Prestation de service handelt, keng Deklaratioun méi ze maachen.

Ech mengen, dat musse mer elo an e Gesetz, en Amendement an engem Gesetz maachen, deen hoffentlech nach kann an dëser Legislatur gestëmmt ginn. Da komme mer also den Entrepreneuren do entgéint.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

7. Ordre du jour (suite)

Mir géifen dann nom Enn vun eiser Froestonn zur Designatioun vun engem zukünftege Conseiller d'État iwwergoen. Sou wéi d'Gesetz vum 16. Juni 2017...

Entschëllegt, ech wollt lech just nach matdeelen, dass, an Iwwereneestëmmung vun de verschiddene Fraktiounen, mer eng kleng Ännerung am Ordre du jour maachen. Ech hätt dat elo bal vergiess.

Mir zéien dee kleng Projete 7129 - Basismodell - vir an diskutéieren virun der Interpellatioun iwwert de Sport doriwwer, wann d'Chamber do dermat d'accord ass. Dat geschitt an Ofspreech mat de Fraktiounspräsidenten.

Ass dat am Sënn vun der Chamber?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou.

8. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État

Mir géifen elo zur Designatioun vun engem Conseiller d'État iwwerzouen. Sou wéi d'Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot an d'Artikelen 115 bis 125 vum Chambersreglement et virgesinn, designéiere mer haut e Kandidat fir dee fräie Poste vum Conseiller d'État beim Statsrot.

No den Dispositiounen vum den Artikelen 118 an 119 vum eise Reglement huet d'Présidente-konferenz an hirer Reunioun vum 22. Februar eng Kandidatur validéiert. Et ass déi vun der Madamm Véronique Stoffel. Si ass Affekot an entsprécht den Ausschreibungskonditiounen.

Well mer mat enger Kandidatur fir ee Poste konfrontéiert sinn, gëtt den Artikel 123 vum eise Reglement ugewannt. Deemno kënnen mer den Artikel 4(5) uwenden, wa kee Vott gefrot gëtt. Wann e Vott gefrot gëtt vun engem Deputéierten oder enger Fraktioun, muss mer zu enger geheimer Ofstëmmung iwwerzouen.

Gëtt et dozou Wuertmeldungen? Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, opgrond vum Artikel 123 éischten Alinea vum eise Reglement froen ech hei de Vote secret.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Vu dass de Vote secret gefrot ginn ass, gi mer zum Vote secret iwwer.

D'Chambersreglement gesäit vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et dierf also net par procuratioun ofgestëmmt ginn. Nëmme d'Votten iwwert déi offiziell depouéiert Kandidatur si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongëlteg Wahlziedelen net consideréiert ginn.

Ech géif dann eis Mataarbechter bidden, d'Stëmmziedelen auszedeelen, a géif duerno den Appel nominal maache fir d'Asammele vum de Wahlziedelen.

Vote pour le poste d'un conseiller d'État

Hu mer alleguer ofgestëmmt? Wien huet nach net ofgestëmmt? Da kënnen mer d'Wahlziedelen asammelen nom Appel nominal.

Appel nominal

Merci. Domat hu mer d'Wahlziedelen alleguer agesammelt. Ech géif d'Setzung kuerz ënnerbréche fir d'Auszielung vum de Wahlziedelen.

(La séance publique est suspendue à 15.57 heures.)

(La séance publique est reprise à 16.01 heures.)

Ech géif d'Setzung erëm opmaachen.

Déi geheim Ofstëmmung huet folgend Resultat ginn: Mir hate 54 Kollegen, déi sech un der Ofstëmmung bedeelegt hunn. Déi absolut Majoritéit war 27 gewiescht. Mir hate 53 gëlteg Wahlziedelen an ee Blanc. D'Resultat ass 39-mol Jo, 6-mol Neen an 8 Abstentiounen.

Domat ass déi noutwendeg Majoritéit däitlech erreicht an d'Madamm Véronique Stoffel géif dee Moment als nei Statsrätin proposéiert ginn.

Gesinn ech dat richteg? Dann ass dat esou decidéiert.

Da géife mer, wéi mer dat virdrun ofgemaach hunn, zu dem Projet de loi 7129 iwwerzouen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Georges Engel!

► **Une voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir waart esou vertieft, Här Rapporteur.

9. 7129 - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - 7129?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - 7129, jo, et ass dee richteg Rapporteur an et ass dee richteg Projet.

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Objet vun deemem Projet de loi ass d'Konvention vum der Organisation internationale du travail. Et geet iwwert d'Peuples indigènes et tribaux. Déi Konvention ass vum 27. Juni 1989 an déi gouf zu Genève dee Moment ënnerschriwwen. An et geet heibäi ëm de Schutz vun den ekonomeschen, sozialen a kulturelle Rechter vun dese Peoples indigènes. A betraff sinn, laut der UNO, awer ëmmerhin 370 Milliounen Menschen a méi wéi 70 Länner. An et ass net oft, wou mer hei an deemem Haus Gesetzer maachen, déi méi Leit betreffen.

Oft gi si ausgebeut oder diskriminéiert. Hir Liewensgrondlag ass a Gefor duerch den Ofbau vu Matières premières, duerch Ofholzung oder duerch d'Erriichte vu Staudämm. Déi 44 Artikel vum deser Konvention sollen dat verhënnern, andeems des Populatiounen an hir Rechter geschützt ginn. Bis ewell hunn, no Informatiounen um Internetsite vum der OIT, 22 Staaten d'Konvention ratifizéiert, an an Europa sinn et der just e puer, nämlech Holland, Spuenien, Dänemark an Norwegen. An ech hoffen, dass dann haut ee Land derbäikëent.

Effektiv ass et jo esou, dass Europa jo eigentlech net vun deser Problematik direkt betraff ass. D'Konvention ass an deem Sënn e symbolesche Geste. Mat der Ratifizierung vun der Konvention 169 hëlt Lëtzebuerg offiziell Stellung fir de konsequente Schutz vun de Peoples indigènes et tribaux.

Dese Projet de loi gouf deposéiert vum Aarbechts-, Emplois- an Economie-solidaires-Minister den 3. Mee 2017. Den Avis vum der CSL ass de 16. Mee erakomm. Et war eng eenzeg Remark dran, déi d'CSL gemaach huet, an déi huet gesot, dass et dann eng Rei vun anere wichtige Konventionen am Aarbechtsrecht ze ratifizéieren ginn an déi sollte mer dann och ratifizéieren. Keng Observatioun gouf et vun der Chambre de Commerce an och vun dem Statsrot. An de Rapport ass den 21. Februar à l'unanimité ugeholl ginn. An ech géif dann och hoffen, dass dat haut de Fall wäert sinn.

Ech ginn heimadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Erlaabt mer, dem Rapporteur villmools Merci ze soe fir dee komplette Rapport! Ech mengen, mir hate an der Kommissioun, esou wéi et gesot ginn ass, keng Diskussiounen. Mir wëssen all ëm d'Wichtigkeet vun deem Projet. Et ass virun allem och eng Solidaritéit, hien huet et gesot, et ass eng Solidaritéit, déi mir natierlech als CSV-Fraktioun ganz gären ënnerstëtzen.

Duerfir géif ech och den Accord vu menger Fraktioun fir dese Projet de loi ginn. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här André Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Ënnerschrëft ënner enger Konvention ass ëmmer nëmme esou vill wäert wéi de Wëllen, déi Konvention och ze ratifizéieren an hiren Inhalt an nationaal Recht ze transposéieren.

D'Konvention Nummer 169 vun der Internationaler Organisation vun der Aarbecht iwwert déi indigène Vëlker ass heifir e gutt Beispill. Obwuel des Konvention schon 1989 adoptéiert an 1991 a Kraaft getrueden ass, ass Lëtzebuerg mam Dag vun haut eréischt dat 23. Land, dat d'Konvention ratifizéiert. Ronn 5.000 indigène Vëlker verdeele sech op 90 Staaten a mache 5% vun eiser Weltbevölkerung aus. Et handelt sech hei ëm eng absolut Minoritéit, déi leider och allze dacks als dat behandelt gëtt.

Quasi all Member vun engem indigène Vollek leeft an Aarmut. Obwuel si wéi gesot just ronn 5% vun der Weltbevölkerung ausmaachen, stelle si awer 15% vun de Menschen duer, déi wäit ënnert der Aarmutsgrenz liewen. Des Aarmut ass net nëmme op hire gewielte Liewensstil zréckzuführen, mä virun allem och op hir wirtschaftlech Ausbeutung duerch grouss Organisationsen an de Länner, an deene si wunnen.

D'Menschen, vun deene mer haut schwätzen, identifizéieren sech virun allem duerch hir enk Beziung zur Natur. Si liewen an, mat a vun deem, wat d'Natur hinne bitt. Genau déi Natur kréie si awer futti gemaach vun deenen, déi just gedriwwen si vum pure Profitdenken, ouni Rücksicht op Verloschter a virun allem ouni Rücksicht op déi einheimesch Vëlker.

Et ass dëst ee vun de wichtigste Punkte vun der Konvention, déi mer haut ratifizéieren. Et

geet drëm, dat Land ze schützen, an deem einheimesch Vëlker liewen, op d'Juedg ginn an uplanzen, andeems si Proprietätsrechter zouggesprach kréien. Et geet och drëm, d'Biodiversitéit ze erhalen, fir dass d'Déieren an d'Planzen an de Gebidder, wou einheimesch Vëlker wunnen, iwwerliewen.

Här President, Lëtzebuerg wäert natierlech keng Virdeeler aus deser Ratifizierung zéien. Et dierf och bezweifelt ginn, dass Lëtzebuerg eleng de Problem vun der Diskriminierung vun den indigène Vëlker léise wäert. An awer fannen ech et méi wéi bemierkenswäert, dass mir als eent vun den éischte Länner virun allem aus der Europäescher Union eis Verantwortung hei op deemem Feld iwwerhuelen. Dat steet eis gutt zu Gesiicht.

Dat gesot, soen ech dem Rapporteur Merci fir säi gudd schrëftlechen a mëndlechen Rapport. Zum Schluss ginn ech natierlech och den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Wuert huet den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Konvention 169 vun der Organisation internationale du travail - Ofkierzung: OIT; ech wäert zwar mat der Lëtzebuenger Aussprooch déi englesch Ofkierzung weider benotzen: d'ILO - betrëfft Lëtzebuerg eigentlech net direkt.

Mat deser Konvention ginn d'Grondrechter vun de sougenannte Peoples indigènes geschützt, also den Urawunner, deene Menschen, déi an engem Land, an enger Géigend gewunnt hunn, ier Leit aus enger anerer Géigend, engem anere Kontinent komm sinn an des Urawunner a Minoritéit gesat hunn. An och wa Lëtzebuerg net direkt betraff ass, dann ass et an eisen Aen awer wichteg a richteg, dass mer des ILO-Konvention elo ratifizéieren.

De Rapporteur, deem ech wëll Merci soe fir seng ausféierlech mëndlechen schrëftlechen Rapport, huet och gesot oder am Schrëftlechen ugedeit, dass zu Lëtzebuerg och vill ONGe sech agesat hunn, fir des Konvention ëmzesetzen. De Schutz vun den indigène Vëlker geet Hand an Hand mat dem Klimaschutz. An esou ass des ILO-Konvention net nëmme wichteg fir d'Action Solidarité Tiers Monde, „Bridderlech deelen“ an d'Caritas, mä och fir all déi Gemengen, déi am Klimabündnis dra sinn. Dat sinn der jo zurzäit 37.

Weltwäit sinn, dat huet de Rapporteur och gesot, eng ronn 350 Milliounen Menschen an d'Entwécklungs- an a Schwellelänner vun der ILO-Konvention betraff. A wa mir als Land des Konvention ratifizéieren, da stärke mer domat des Konvention als Rechtsinstrument.

Dat ass och vläicht d'Hauptursach, firwat dass bis haut nach nëmme insgesamt 22 Länner d'Konvention ratifizéiert hunn. Och europäesch Länner doe sech schwéier mat enger Ratifizierung. No Dänemark, Holland an Norwegen huet 2007 Spuenien als lescht EU-Land des Konvention ratifizéiert. An elo, eef Joer duerno, kënn da Lëtzebuerg als fënneft EU-Land derbäi.

Och bei eisen däitschen Nopere stoung dese Sujet scho méi wéi eng Keier um Ordre du jour vun hirem Parlament, vun hirem Bundestag; menges Wëssens eng leschte Keier am Joer 2012. Dunn hate déi zwou Regierungsparteien FDP an CDU/CSU eng Ufro vun der Opposition ofgeleent.

Interessant war virun allem d'Argumentation vun de Konservativen. Si hunn d'Konvention ofgeleent, well domat méiglecherweis däitsch Entrepreneuren engem méiglechen Haftungs- oder Prozessrisiko ausgesat wieren. An dat kéint sech negativ op d'Investitiounen an Entwécklungs-länner auswirken. Fir d'Anhale vun de Rechter vun den indigène Vëlker, esou war d'Argumentation, wiere jo schliisslech net d'Investoren, mä un éischer Stell hir State selwer verantwortlech.

Mir Gréng gesinn dat anescht. An ech si frou, dass och all meng Virriedner dat bis elo anescht gesinn hunn. D'Veantwortung vun den Investoren an Entwécklungs-länner kann net einfach op eventuell och nach korrupt oder intransparent Regierungen an Entwécklungs-länner ofgeluecht ginn! A mir fillen eis an eiser Vue bestärkt; ënner anerem duerch d'Festhale vun den nohaltegen Entwécklungsziler, déi 2015 um UN-Sommet festgehale gi sinn, an och duerch d'Ziler vun der COP21.

An duerfir, Här President, soen ech allen involvéierte Parteien Merci, dass mer d'ILO-Konvention 169 haut kënnen ratifizéieren. Mir encouragéieren eise Minister och, international Reklam ze maache fir eise Vott vun haut, mat deem mer e wichteg Zeeche géint eng Entsolidarisierung an eng Derresponsabilitéit vun der Politik setzen.

An natierlech bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Georges Engel, deen eis dee Projet hei gutt presentéiert huet.

Et ass keen einfache Projet. Et ass och net direkt anzeséinn, wéi mir concernéiert sinn. D'Virriedner hunn dat och gesot. Et ass e bëssen e Projet, dee symptomatesch ass fir dat schlecht Gewesse vum wäisse Mann, deen hei ewell vläicht e puer Saache wëllt korrigéieren, wat an der Vergaangenheet net gutt gelaf ass.

Mä et ass keen einfache Projet aus enger ganzer Rei vun Ursachen.

Déi éischt ass: Et schéngt och esou ze sinn, dass bannent der Lëtzebuenger Verwaltung zwee Joer laang intensiv huet missen a verschidde Administationen driwwer geschwat ginn, wat dann d'Konsequenze sinn: an der Baussepolitik an dem Ëmweltschutz, vläicht och nach an anere Beräicher, fir wierklech feststellen, awéiwäit eis Interessen do kéinten tangéiert sinn.

Et sinn och Prinzipiefroe betraff. Déi Konvention ass net direkt am Aklang mat eise klassische Mënscherechtsverständnis. Hei gi kollektiv Rechter iwwer individuell Rechter gestallt. Mir hunn normalerweis an eise Land, an der ganzer westlecher Kultur d'Prädominanz vun individuell verstanene Mënscherecht, woubäi kollektiv Rechter, notamment am Aarbechtsrecht an esou weider, och bestinn; Sozialrechter, UN-Konvention iwwer sozial Rechter.

Awer hei hu mer eng Prädominanz vu kollektive Rechter iwwer individuelle Rechter, wat och a Frankräich ënner anerem derzou gefouert huet, dass Frankräich déi heite Konvention ganz laang net ratifizéiert huet, aus verfassungsréchtlichen Ursachen eben, déi genau dorobber baséieren. Et ass also och rechtlich net onbedéngt einfach, elo ze soen, dass do war e ganz gutt oder e ganz einfacht Instrument.

Och ass net kloer, wéi d'Konsequenzen op eis Entreprisë sinn. Eben e Virriedner hat gesot „Haftungsgrënn“. Dat ass eng Consideratioun. Et kann een natierlech och soen: D'Entrepreneuren, duerch hir Responsabilité sociale, wäeren do elo an enger besonnescher Verantwortung. Da bleift nach feststellen: awéiwäit? Ass dat aklobar? Alles dat si Froen, déi hei duerch des Konvention opgeworf sinn a wou et interessant war, vun der Regierung gewuer ze ginn, ob dorobber Äntwerten existéieren, ob do eng Linn definéiert ginn ass, ier mer dat heiten elo ratifizéieren.

Och ass et u sech interessant, fir ze gesinn, dass mer an deser Konvention ouni Problemer - och d'Gambia-Parteien, d'Regierungsparteien - hei zougestinn, dass déi Länner, déi Vëlker, déi hei concernéiert sinn, e Recht hunn op hir eegen Identitéit a Sprooch a Relioun. Eppes, wat hei am Land ganz anescht diskutéiert gëtt, wa mer hei am Land iwwert déi Saache schwätzen, wou mer bei Sprooch, Identitéit a Kultur awer a Spannungsverhältnissen an an e Genre Diskussiounen erageroden, dee mer hei selbstverständlech anescht uginn. Ech wëll et just ënnersträichen.

Da muss mer och gesinn oder eis op jidde Fall d'Fro stellen, wéi dann d'Konsequenze vun esou enger Konvention op d'Entwécklungshëllef sinn, well d'Konvention bréngt eis eng Obligatioun mat, fir verschidde Konsequenze vun der Entwécklungshëllef ze examinéieren, ze analyséieren, ier mer Aktiounen definéieren. Dat heescht, et gëtt u sech eng nei bürokratesch Tëschenapp agefouert.

Elo si mir och do manner betraff wéi aner Länner, well eis Entwécklungshëllef normalerweis heivunnet net direkt betraff ass. Eis Zillänner sinn net déi, eis Zilgruppe sinn net déi, déi hei betraff sinn. Et wëllt awer net ausschléissen... Mir sinn och a State wéi dem Nicaragua aktiv, am El Salvador, am Ecuador, wou sech eventuell esou Situatiounen kéinte stellen.

Dofir ass d'Fro och, an dat steet elo net am Rapport: Awéiwäit ass déi Lëtzebuenger Kooperatioun eventuell betraff vun deenen zousätzleche bürokratesche Mesuren, déi mer müssen aféieren, fir kënnen dann d'Entwécklungshëllef an deene Regiounen korrekt ofzewéckelen?

Dat alles, wéi gesot, fir ze ënnersträichen, dass weder juristesche, weinst dem Mënscherechtsbegrëff, nach ekonomesch, nach op anere Pläng, dat heiten en einfachen, anodine Projet ass, deen een einfach esou kann akzeptéieren. Mir kënnen dermat liewen, mir stëmmen et



och mat, mä et ass awer wierklech e Projet, deen eis vläicht an der Zukunft nach mat Froe konfrontéiert, déi mer vläicht elo net genuch explizéiert kruten oder ofgekläert hunn, ier mer zu dësem Schrëtt vun der Ratifikatioun geschratt sinn.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. D'ILO-Konventioun 169 ass eng ganz erfollegräich Initiativ, déi zemoos am latäin-amerikanesche Raum ganz wichteg Repercussiounen huet. De Bäitrag, dee se do fir d'Unerkennung a fir de Schutz vun indigènë Communautéite gelescht huet, kann een net genuch ervirsträchen. Virun allem d'Consultation préalable, déi an der ILO-Konventioun virgesinn ass, ass méttlerweile zu engem zentralen Instrument gi fir d'Emanzipatioun vun deene Communautéiten a fir de Schutz viru Staaten, awer och virun allem viru multinationalen Entrepreneuren.

Dat heescht awer natierlech net, datt an där Hisiicht all Problem geléist ass. Och an deene Länner, déi d'ILO-Konventioun 169 bis elo ratifizéiert hunn - a mir hunn héieren, et sinn der nach net allze vill - a wou déi Konventioun an der nationaler Legislatioun verankert ass, gëtt et nach ëmmer ganz vill Mëssstänn. A virun allem awer kennt se an net genuch Länner zur Uwendung. Zum Beispill wier et wichteg, datt se och an Asien oder an Afrika méi Gewicht géif kréien an net nëmme wéi am Moment virun allem a Latäinamerika.

Aus deem Grond ass et dann och wichteg, datt Lëtzebuerg dës Konventioun bäitritt. All Land, wat derbäikënn, mécht d'Konventioun méi staark an hëlleft derbäi, hir Prinzipien zu engem globale Standard ze maachen.

Här President, ronn 350 Milliounen Mënsche weltwäit, esou gëtt geschat, falen ënnert d'Definitioun vun indigènë Communautéiten. Si liewe gréisstendeels am Aklang mat hirer Ëmwelt a bilden domadder e flagrante Géigenentwurf zum westleche Kapitalismus, dee jo op hemmungslos Ausbeutung vu Mënsch a vun Natur opbaut. Dat gëtt hinnen dann och ganz oft zum Verhängnis, wa sech op hirem Land bestëmmte Ressourcë befannen, déi vun Entrepreneuren convoitéiert ginn.

Genau duerfir muss mir déi Problematik och hei an Europa an zu Lëtzebuerg eescht huelen, well et si meeschtens nordamerikanesch an europäesch Multinationallen, déi Indigeneren vun hirem Land verdreiwelen, fir kënnen Ressourcen ausbeuten, déi dann och vun eis hei zum Deel verbraucht ginn.

Dës Ratifikatioun däerf duerfir och net einfach just e symboleschen Akt bleiwen. Se muss eis engersäits zum Nodenke bréngen iwwert den Impakt, dee mir op déi Communautéiten hunn, an anerersäits och op déi konkret Auswirkungen op eis ege Politik. Dat betrëfft natierlech an eischer Linn d'Aussen- an d'Kooperationspolitik, awer natierlech och eis Wirtschaftspolitik. Ech denken do zum Beispill un de Fonds de compensation, dee keng Firmen däerf ënnerstëtzen, déi d'Rechter vun indigènë Bevëlkerunge mat Féiss trëppelen, soubal dës Konventioun dann hei, esou wéi sech dat jo unhéiert, unanime ugeholl gëtt.

An et ass net esou, wéi mäi Virriedner gesot huet, datt et d'schlecht Gewësse wou wäisse Mann fir d'Feeler vun der Vergaangenheet ass. Et ass dat, wat haut an der Aktualitéit geschitt, wat duerch dës Konventioun soll verännert oder verbessert ginn.

E puer ONGen hunn am Mäerz 2017 dës Broschür publizéiert: „Swept away“ (veuillez lire: „Swept aside“) heescht se. An do geet et ëm eng Communautéit: déi vun de Quilombola a Brasilien. An dee Bericht beschreift Mënscherechtsverletzungen vun enger kanadescher Biergbaufirma. Kinross heescht se.

A wann een da kuckt, da stellt een am Rapport annuel vum Fonds de compensation fest, datt mir méi wéi eng hallef Millioun an dës kanadesch Biergbaufirma investéiert hunn! Mam Unhuele vun dëser ILO-Konventioun wäert dat hoffentlech net méi méiglech sinn. An domadder hu mer eppes fir d'Géigewaart gemaach, an net fir d'Vergaangenheet.

Datt mer haut iwwerhaapt iwwert dës Konventioun ofstëmme - an dat ass virdrun och schonn e puermol gesot ginn -, dat ass virun allem de Verdéngscht vun eiser Zivillgesellschaft, déi während ganz ville Joren an och deelweis géint vill Widerstänn op dës Zil higeschafft huet. Ervirhiewe soll een hei d'ASTM, awer och d'Klimabündnis an aner ONGe wéi zum Beispill „Bridderlech deelen“ oder d'Caritas.

Ech wëll awer an deem Zesammenhang och drun erënneren, esou wéi dat och d'Salariatskummer an hirem Avis gemaach huet, datt mer

ganz vill aner ILO-Konventiounen nach ëmmer net ratifizéiert hunn. Dorunner virun allem d'Konventioun 122 an 144, déi Konventiounen „de gouvernance“ sinn, dat heescht, déi e ganz héije Stellenwert hunn. Mir sinn domadder an Europa quasi déi Eenzeg, déi déi nach net ratifizéiert hunn. A mer gesinn dës Vott och als Opfuerderung un d'Regierung, fir dës schnellstméiglech nozehuelen.

An deem Sënn deposéiere mer eng Motioun, déi ech dem Här President dann elo iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg considérant

- que le Luxembourg est membre de l'Organisation internationale du travail (OIT) depuis 1920;

- que l'OIT joue un rôle primordial sur le plan mondial pour promouvoir les droits au travail, encourager la création d'emplois décents, développer la protection sociale et renforcer le dialogue social dans le domaine du travail;

- que le Luxembourg a adopté les huit conventions fondamentales de l'OIT ainsi qu'un nombre important de conventions techniques;

- que le Luxembourg n'a cependant toujours pas adopté la convention C122 de 1964 sur la politique de l'emploi, ainsi que la convention C144 de 1976 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail;

- que les conventions C122 et C144 font partie des quatre conventions de gouvernance, qualifiées prioritaires en raison de leur importance pour le fonctionnement du système de normes internationales du travail;

- qu'une majorité écrasante des pays qui composent la Région Europe et Asie Centrale de l'OIT ont déjà adopté les conventions C122 et C144;

invite le Gouvernement

- à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'adoption dans les meilleurs délais des conventions C122 et C144 de l'OIT par le Luxembourg.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Dës huet zum Inhalt, fir d'Regierung eben opzuerderer, an deene schnellstméiglechen Delaien ze kucken, fir d'ratifizéierung vun deene Konventiounen och virzehuelen, datt mer net an Europa eent vun deene ganz weinege Länner sinn, wat dat bis elo nach net gemaach huet.

Ech soen Iech Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, ech wëll emol fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. An ech wëll och enger Rei vu Sprécher hei Merci soe fir hir Commentairen an hir Ennerstëtzung.

Et ass richtig, datt et iwwert déi Konventioun e gewëssenen Hin an Hier ginn ass, éischstens, wat d'Kompetenz ubelaangt tëschent den Affaires étrangères an och dem Travail, vu datt den Travail zoustänneg ass fir d'OIT. An ech muss soen, nodeem ech eng Rei kéiere mat ONGen diskutéiert hat, déi mer och ëmmer erëm nogeluecht hunn, wéi wichteg et wier fir Lëtzebuerg, déi heite Konventioun ze ratifizéieren, hunn ech decidéiert, datt fir mech d'Kompetenzfro déi onwichtigst wier an datt et am wichtegste wier, effektiv vu Lëtzebuerg Säit hei e klaren Akt ze setzen an déi Konventioun ze ratifizéieren.

Ech hat d'Geleehheet, mat engem Représentant vun engem vun deene bedroete Vëlker - aus Brasilien, wann ech mech gutt erënneren kann - zesummengekomm, iwwer eng ONG, déi bei mir virstelleg ginn ass, fir mat deem Här ze diskutéieren, wat d'Realitéit um Terrain ass. An déi Réalitéit ass erschreckend! Bleift erschreckend! An duerfir ass dat heiten natierlech emol fir d'Éischt e politesch Signal vun engem Land, wat a priori näischt direkt domat ze dinn huet, mä op där anerer Säit e Signal un d'international Communautéit, datt dat heiten och e reelle Problem an eng reell Aggressioun géint d'Mënscherechter ass, wann d'Rechter vun deene Vëlker bedrot sinn.

Et ass virdrun gesot ginn: „Jo, d'Wirtschaftsinteresse gi ganz oft virun allen anere Consideratiounen.“ An et muss ee sech also virstellen, a wat fir enge Situatiounen déi Leit sinn, déi Mënschen, déi eigentlech en Deel vun eisem Mënschlechen, vun der Humanitéit, vun der Mënschheet, vun dem Patrimoine vun der

Mënschheet sinn, wéi déi menacéiert ginn, mä net nëmme menacéiert ginn, och massakréiert ginn, wéi dat virun e puer Joer a Brasilien war, wou e ganz Vollek eigentlech eliminéiert ginn ass, just aus engem Interêt, fir do Mais oder - ech weess net - Soja unzebauen! An dat ass eigentlech de Message, deen éischte Message, dee mer heimadder ginn.

Sécher ass och, datt, andeem mer déi Rechter vun deene Leit verteidegen, mer och ons ege Liewensgrundlag verteidegen, well ons ege Liewensgrundlag, déi besteet dodran, datt mer net den Amazonas an aner Bëscher total raséieren, well da geet et nach méi schnell mam Klimawandel a mam CO₂.

An dat ass also och e Message. Mir sinn „One world“, wéi dat emol an engem schéine Rapport vun den Nations Unies geheescht huet. Eng Welt! An och deen, deen iergendwou an dem Amazonas leeft, huet eppes gemeinsam mat eis. A seng Interête si gemeinsam mat eis.

Elo fannen ech et net d'un très bon goût, wann een hei déi Vëlker, ob se elo an Asien sinn, am Amazonas a Latäinamerika sinn, op eemol gebraucht, mëssbraucht, fir hei zu Lëtzebuerg ganz, ganz bëlle Polemik ze maachen! Just entre parenthèses. Méi soen ech net dozou.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Wichteg ass effektiv, datt mer musse wëssen, zu wat mer ons hei engagéieren. Et ass net nëmme Symbolik. Richtig!

Ech wëll keng Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik - a mäi Kolleg, de Kooperatiounsminister, ass doudsécher do mat mer d'accord -, déi ënner anerem d'Rechter vun deenen dote Mënschen iergendwéi beanträgt! An dat ass net eng bürokratesch, administrativ supplementär Aarbecht fir d'Kooperatioun! Et ass eng Evidenz, datt dat, wat mer an der Kooperatioun maachen, net kann op d'Käschte vun deenen Allerschwächste vun de Leit an deene Länner goen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Firwat also do e Problem sichen, wou kee Problem dierft sinn?

Wat déi rechtlech Froen ubelaangt, sinn ech och ganz kloer: Natierlech huet dat heiten am Extremfall och rechtlech Konsequenzen. An déi muss mer a wëlle mer assuméieren. Ech wëll net, datt vu Lëtzebuerg eng Lëtzebuurger Entreprise un Zorte vun Aktiounen vun ekonomeschen Operatiounen deelhëlt, déi ganz no beim Crime contre l'humanité sinn. Dat ass net akzeptabel! A wann dat de Fall wier, da mussen och rechtlech Schrëtt méiglech sinn, fir géint esou eng Entreprise hei zu Lëtzebuerg virzegoen. Dat gehéiert och zum Ruff vu Lëtzebuerg an zu enger Politik, déi mer wëlle konsequent vertrieden.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien! Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister.

A mir kéinten dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7129 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7129 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung...

(Interruption)

Ech waarden nach e puer Sekonnen. Mir korrigéieren dat selbstverständlech, wann d'Votten net geklappt hunn.

Voilà! Ech mengen, elo si mer um Enn vun der Ofstëmmung ukomm: 58-mol Jo, keng Enthaltungen a keng Géigestëmme. Ech géif da bal dervun ausgoen, dass mer bei Unanimitéit och vun de 60 Stëmme wäerte landen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7129 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Dann hu mer eng Motioun virleien. Gëtt et dozou Wuertmeldungen?

(Interruption)

Jo, vum Minister.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Kann ech dozou eppes soen? Also, ech hunn absolutt kee Problem am Prinzip, fir och souguer déi Motioun do unzehuele fir déi Konventiounen, déi Lëtzebuerg effektiv net ratifizéiert huet.

Et muss ee just wëssen, datt déi Konventioun 122 vun 1964 ass. An dat, wat an där Konventioun do drasteet, muss ech éierlech soen, ass vu kenger Bedeutung méi fir d'haiteg Zäit, wat Emploispolitik ubelaangt. Elo kënnen mer symbolesch soen: Okay... Wie war deemools 1964 Aarbechtsminister? Dat kann den Här Biever gewiescht sinn, deen huet dat verpasst; an duerno den Här Krier a wien nach do als Aarbechtsminister oder Ausseminister, well dat jo net ëmmer sécher ass, komm ass. Ech gesinn et awer net als primordial Wichtigkeet, fir elo déi Konventiounen ze ratifizéieren.

Et gëtt awer en revanche nach e puer anerer, déi méi spët komm sinn. An do engagéieren ech mech absolutt, datt mer déi esou schnell wéi méiglech kënnen ratifizéieren. Hei ass d'politesch Utilitéit oder déi reell Utilitéit fir Lëtzebuerg oder d'Sozialpolitik nach ginn.

Dat nämlech gëllt fir déi Konventioun 144 iwwert den tripartiten Dialog. Ech mengen, deen hate mer, ouni déi Konventioun ratifizéiert ze hunn. Mä sécher ass, datt mer vläicht net méi 30 Joer oder 40 oder 50 Joer waarden, ier mer esou eng Konventioun ratifizéieren. Dat dierf ons an der Zukunft net méi geschéien.

Ech gesinn also net elo onbedéngt den Interêt vun där Motioun hei un.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Baum, den Auteur vun der Motioun, huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo. Merci, Här President. Den Här Minister huet recht, wann e seet, et sinn zwou Konventiounen, déi eist Land relativ weineg kaschte géifen, fir se ze ratifizéieren, well ganz vill vun deem scho laang an der nationaler Gesetzgebung emgesat ass.

Wat awer d'Wichtigkeet, mengen ech, duerch aus géif ausmaachen, dat ass: Et gëtt am Moment... Et gëtt net am Moment, et gëtt aacht fundamental OIT-Konventiounen. An et gëtt dorënner, den Niveau drënner, véier Konventiounen, „de gouvernance“ heeschen déi, déi och vun der ILO als symbolesch, certes, mä vun enger ganz grousser Wichtigkeet unerkannt ginn.

A virun allem: Lëtzebuerg ass eent vun deene weinege Länner, déi déi nach net ratifizéiert hunn. Soudatt ech mengen, datt et der Chamber an eisem Land gutt géif zu Gesiicht stoen, wa mer do net méi e wäisse Fleck op der Landkaart wieren, an och an Europa, mä wa mer déi Konventiounen géifen unhuelen. An ech mengen, wéi gesot, d'Repercussiounen op d'Nationalpolitik si kleng, mä déi symbolesch Politik, och an der Duerstellung no baussen, ass, mengen ech, grouss. An et ass och eng Demande vun der Salariaatskummer. Ech mengen, datt et e sënnvolle Wee wier, fir dat heiten unzehuelen.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Se geet dann an d'Kommissioun. A mir kucken effektiv, fir et eventuell nozehuelen.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - An der Rei.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - 50 Joer oder 60 Joer duerno.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- De Rapporteur a Kommissiounspräsident huet d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.**- Jo, Merci, Här President. Ech wollt och elo proposéieren, dass mer déi zwou Konventiounen dann an der Kommissioun eng Kéier géife beschwätzen.

Ech weess elo net, ob heibanne jiddwereen a Kenntnis ass, wat an de Konventiounen 144 an 122 steet. Ech weess et net am Detail. Vlächtt weess heibannen awer jiddwereen...

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Da kann ech ganz gär beléiert ginn. Mä op alle Fall wär ech frou, wa mer dat da géifen an der Kommissioun eng Kéier méi genau kucken an dann duerno déi néideg Decisiounen huelen. Jo?

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sidd Der alleguer d'accord, fir dat esou ze maachen?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou. Merci.

(La motion 1 de M. Marc Baum est renvoyée en Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.)

Da géife mer zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, d'Interpellatioun vum Kollege Claude Lamberty iwwert d'Erausfuereung vum federéierte Sport. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An den Här Claude Lamberty huet d'Wuert. Här Lamberty!

10. Interpellation de M. Claude Lamberty sur les défis du sport fédéré luxembourgeois

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- D'CSV ass net fir de Sport, Här President. Si gi fort.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Si maache Sport.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et sinn der awer nach ëmmer vill hei.

Exposé

► **M. Claude Lamberty (DP), interpellateur.**- Jo. Mir maachen dat elo ganz sportlech hei.

► **Une voix.**- Si sinn zu vill.

(Hilarité)

► **Une autre voix.**- Vill ze vill!

► **M. Claude Lamberty (DP), interpellateur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären...

(Brouhaha)

Also, d'Euphorie op de Gradinen ass jo op jidde Fall schon emol do. Dat héieren ech. Dat ass gutt. Op de Gradinen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gilles Müller spillt zu Wimbledon géint de Rafael Nadal an d'ganz Land ass am Sportféier. Et erlieft een eng Natioun, déi sech nomëttes op Public-viewinge queesch duerch d'Land treëft an dem roude Léiw op der Televisioun d'Daumen dréckt.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Claude Lamberty (DP), interpellateur.**- Ah jo, esou war dat.

Änlech Begeeschterung, wann ech d'lescht Joer eng Cyclo-cross-WM zu Bieles als Beispill huelen,...

► **Une voix.**- Bravo! Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP), interpellateur.**- ...wou e ganz Land hannert dem Christine Majerus stoung, oder wann ech kucken, wéi euphoresch mer sinn, wann eis rout Léiw am Fußball enger Sportsnatioun wéi de Fransousen zum Beispill en 0:0 ofknäppen.

► **Une voix.**- Aah!

► **M. Claude Lamberty (DP), interpellateur.**- Mir sinn eis eens: Déi Sportshighlights maachen eis ëmmer nees frou an houfreg, egal wéi eng Sportart oder wéi een Athlet et ass. Mir stinn als Land hannert eise rout-wäiss-bloen Athleten a genéissen déi Euphorie an déi Emotiounen, déi de Sport wéi kaum soss eppes op der Welt och zu Lëtzebuerg ënnert de Leit ausléist a se matenee verbënnt.

Net zulescht huet d'Regierung mam Nation Branding a mam „Let's make it happen“ déi emotional Komponent, déi de Sport als positiven Ambassadeur fir eist Land no baussen

dréit, jo och kloer erkannt a promovéiert se offensiv am Inland an am Ausland. Duerch déi sëllech Kompetitiounen an d'Participatioun vum eisen Team-Lëtzebuerg-Athleten heiheim oder iwwert déi fënnf Kontinenter verdeelt, ass de Sport ee Schlësselement vun der Campagne „Let's make it happen“.

Här President, et gëtt awer net just e Gilles Müller, e Christine Majerus, e Raphaël Stacchiotti oder e Jenny Warling, fir elo emol véier COSL-Elitthenathlete vum deenen insgesamt 37, déi am Kader sinn, stellvertretend hei fir all déi Spëtzenathleten ze nennen.

De Weekend hunn näamlech och d'Marie géint d'Emma gespilt. Allen zwee si se zéng Joer al a si hunn eng immens Freed um Dëschtentnis. De Misch an de Charel hunn am Basket mat hire Kollegen aus de Reservenequippe vu Bartreng géint Hesper gespilt. An d'Lea an d'Lori si mat hire Volleyballsequipp vun de Miniminen op en Tournoi op Tréier gefuer. Um Tennistournoi am Süde vum Land huet den eelefjäregen Tim gespilt an e wëllt onbedéngt eppes ginn, an zwar dat näamlech wéi säi Virbild, de Gilles Müller: Tennisprofi.

Fir d'Marie, d'Emma, d'Lori, d'Lea, den Tim, de Misch an de Charel war de Weekend einfach just eppes: E war immens flott. Fir eis Nowuess-talenter an eis aktiv Memberen am Breedessport war den „Let's make it happen“ dese Weekend d'Freed, d'Freed um hirem Sport, d'Begéine vu Kollegen a Frënn, d'Erfahrungen um an nieft dem Terrain. Et kann ee soen: Spaass ze hu mat hire Kollegen an d'Freed um der Bewegung u sech. An och grad deen Deel vum „Let's make it happen“ ass e wichtige Deel, immens breet opgestallt a queesch duerch déi verschiden Alterskategorien a Sportarten am Land verdeelt.

De Breedessport ass d'Basis, d'Fundament vun all Sportart. Aus deem Fundament entweckele sech Talenter: Se gi gefuerdert, se spille Kompetitiounen, bis hin zu Optrëtter an eiser Nationalsequipp, wou se d'Faarwe vun eise Land kënne vertrieben.

Dat dierf een net vergiessen, wa mer vum Sport am Land schwätzen. Ouni eng breet Basis feelt et all Sportart an Nowuess, un Unerkennung, u Méiglechkeeten, fir sech un der Spëtzt herno beschtméiglech kënne ze developéieren. De Wee un d'Spëtzt vun all Sportart ass laang. An et kritt een nâischt geschenkt, wann ee sech muss national géint Konkurrenten duerchsetzen an da bei internationalen Optrëtter säi Mann oder seng Fra stoen.

Mir hunn aktuell 37 Spëtzenathleten am COSL-Elittekader a weider 42 am Promotiounskader vum olympesche Comité. Dat sinn déi, déi bereet sinn, de Wee ze goen an de Sport als méi wéi just eng flott a gesond Fräizäitbeschäftigung unzegesinn: eben eis Topathleten an den individuelle Sportarten, déi eis Faarwen um héchsten Niveau, och international, vertrieben kënne.

De Sprong an de professionelle Beräich ass e Wee mat villen Inconnuen. En ass gezeecht vum ville Froen, wann net souguer heiansdo vum Zweifel, engem gudden Encadrement, vill Fläiss, vill Aarbecht an engem Kierper, dee muss matspillen. Ech soen do d'Stéchwuert Gesondheet an déi richteg medezinnesch Betriegung.

Et sinn awer och grad déi Froen, déi e jonken Athlet sech muss stellen: Wat a wou maachen ech elo? Mäin Training? Meng Studien? Meng Schoul? Meng Ausbildung? Woen ech de Sprong elo direkt an de Profisport, ouni ze wessen, ouni d'Garantie ze hunn, dass dat eppes gëtt? Wéi kréien ech eng sozial Ofsécherung? Oder kréien ech vlächtt eng Struktur gebueden, wou ech béides ka kombinéieren, en optimalen Training inklusiv vun enger Ausbildung?

Déi Froe vun deene jonken Talenter si reell. A mat der „dual career in sports“-Struktur si mer, mengen ech, do jo och um richtige Wee. De Laurent Carnol als ehemolege Spëtzenathlet ass do dee richtige Mann, fir jonken Talenter en adequaten Usprichpartner ze sinn an hinne dann och berodend zur Säit ze stoen.

Wëlle mir, dass méi Talenter dee Wee ginn, da muss mir weider investéieren an d'Oplklärung, d'Berodung a konkret Hëlfe, fir all Sport-talenter seng Perspektive kënne opzeweisen.

Als Land - a wa mer gär eng Sportsnatioun sinn - profitéiere mir dovun, wa vill Talenter de Wee ginn, Sport op héijem Niveau auszeüben an de rout-wäiss-bloen Fändel dann och duerch d'Welt ze droen. Nation Branding par excellence, esou wéi mir et eigentlech wëllen.

Ergo ass et awer och um Land, fir seng Verantwortung ze iwwerhuelen an déi Talenter op hirem Wee zum professionelle Sportler ze ënnerstëtzen an ze férdere, andeems déi Struktur ausgebaut ka ginn. D'Zil soll a muss et sinn,

dass kee Leeschtungssportler no senger aktiver Carrière ouni Ofschloss an ouni Ausbildung do-steet an dann net weess, wéi et weidergoe kann.

Et dierf een näamlech net aus den Ae verléieren, dass déi weinegst Sportler - an dat net just zu Lëtzebuerg -, déi eng professionell Carrière hannert sech hunn, a souguer wa se eng Zäit laang an de Medie präsent waren an op Podiume vu Kompetitiounen erëmzefanne waren, no hirem Carrière och ausgesuergt hunn. Dofir gëllt et, fréizäiteg déi néideg Weichen ze stellen, déi richteg Antworten ze fannen op e Liewen no enger professioneller Carrière.

Ech denken op deser Plaz, dass och de Wee via d'Elitesektioun vun der Arméi ëmmer nees e Wee ass, dee fir verschiden Athleten een absolut richtegen a wichtigen a positive Wee duerstellt, fir kënne de Sport an de Mëttelpunkt vun den dagdeeglechen Aktivitéite vun deem jeeweilige Sportler ze stellen.

Et kann ee sech awer och d'Fro stellen, ob een net kéint méi flexibel Carrièren oder Kritäre via de Wee Härebiere opmaachen. Ech denken, do ass nach vill Potenzial, wat ee kéint aktivéieren. An et sollt een eng Kéier eng Debatt iwwert d'Ausrichtung an och eng méiglech Reform fir déi optimal Férdere vum eise Sportler via d'Arméi heibanne féieren.

Här President, mir hunn nieft eise ronn 100 Spëtzesportler insgesamt nach e bësse méi wéi 120.000 Sportler, dovu knapp 90.000 sougenannte Competiteuren a ronn 30.000 Loisirs-lizenzen an eise Breedessport. 120.000 Leit, déi also regelméisseg Sport maachen, hire Sport, hir Passioun, hir Loscht u Bewegung mat Kollegen a Frënn deelen. Dat geet vu ganz kleng bis hin an den héijen Alter.

Déi Zuel muss ee sech eng Kéier ganz genau op der Zong zergoe loosson: 120.000 Leit hei am Land sinn aktiv an enger oder méi Sportarten, opgedeelt op ronn 1.400 Veräiner! Dat eleng beweist d'Verwuerzelung, déi de Sport an eiser Gesellschaft hei am Land huet. Elo muss mir eis natierlech d'Fro stellen, wat mir mam Potenzial vun deenen 120.000 Sportler vun allem Alter am Land maache wëllen, maache kënne a wéi mir garantéieren, dass déi Zuel, dass déi Sportler och an Zukunft hire Sport kënne ausüben.

Huele mer e Bild: Beim Héichsprong kënt et net nëmme drop un, ob d'Lat leie bleift oder net, mä natierlech och, wéi héich ee sech déi Lat iwwerhaapt leet. Wat d'Lat méi niddreg läit, wat ee manner Schwieregkeeten huet, fir driwwer ze kommen. Et ass also net nëmme eng Fro vum Resultat, mä eben och vun den Erwaardungen, jo, vun der Ambitioun!

Haut wëll ech a menger Interpellatioun op e puer Punkten agoen, fir ze hannerrfroen, op wéi enger Héicht dann déi Lëtzebuurger Lat läit, wann et em de Sport hei bei eis am Land geet. Erfülle mer schon eis Erwaardungen oder wëlle mer och vlächtt eventuell méi héich sprangen? A wa jo, wéi stelle mer eis op, fir dann och kënne méi héich ze sprangen? Ech si jiddefalls frou, dass mir säit langer Zäit emol erëm eng Kéier hei am Haus intensiv iwwert de Sport zu Lëtzebuerg debattéieren, iwwer säi Stellwäert, iwwer seng Zukunft. Dës zesumme mam Här Sportsminister Romain Schneider, deem ech op deser Plaz e grouse Merci wollt soen, dass déi Debatt de Mëtte ka stattfannen.

Am Virfeld vun deser Interpellatioun hunn ech en Tour duerch d'Lëtzebuurger Sportswelt gedréit. Ech war bei méi groussen a och bei méi klengen Federatiounen op Besuch. Ech hu mech mat Vertrieeder vum COSL iwwert de Leeschtungssport ënnerhalen, ech hu mat Sportsdokteren d'Situatioun op Häerz an Niere gepréift, ech war mer d'Coque als eng vun deene gréisste Sportsinfrastrukturen ukucken an hu mech mat ville Benevollen ënnerhalen, déi mat Häerz a Seil hannert hirem Veräin stinn a sech an deem engagéieren. An deene Gespréicher hu sech dann och eenzel Themen erauskristalliséiert, déi ech dann de Mëtte wëllt thematiséieren.

Et sinn dës d'Professionaliséierung vun de Sportsfederatiounen, d'Benevolat, d'Férdere vum Héichleeschtungssport zu Lëtzebuerg, de Schoulsport an d'Bewegungserzéiung an de Stellwäert insgesamt vum Sport an eiser Gesellschaft.

Fänke mer vlächtt vir un: de Schoulsport an d'Bewegungserzéiung. De Sport als kierperlech Aktivitéit ass e wichtige Deel vun enger equilibriierter Erzéiung. Mir wëssen alleguer aus eegener Erfahrung aus der Schoul, dass de Sport d'Perséinlechkeet, d'Responsabilitéit an den Teamgeescht férdert. Zesumme mat de Kulturfächer ass de Sport och fir d'Kreativitéit, d'Selbstvertrauen an déi sozial Bindung fir d'Kanner vun immens grousser Bedeitung.

Net ze schwätze vun de positiven Auswierkungen op d'Gesondheet. D'Problematik vum

Iwwergewicht ass an onser Gesellschaft duerchaus reell, erschreckenderweis och bei Kanner a Jugendlechen. Dës stellt de Schoulsport virun eng grouss Responsabilitéit. Woubäi mir muss froen, wéi mir et fäerdegbréngen, déi beschtméiglech Bewegungserzéiung fir eis Kanner ze garantéieren, an der Schoul an och an de Strukturen, déi nieft der Schoul ugebuede ginn.

D'Zesummeschaffe vu Maison-relaisen, Schoulen a Veräiner an de Gemengen ass menger Meenung no eng ideal Plattform, wou all Akteuren dovu profitéieren kënne: d'Kanner, well se a flotte Projeten encadréiert ginn, déi lokal Veräiner, well se dovu profitéieren, hire Sport am Duerf kënne virstellen, an d'Strukturen, well se a Kombinatioun mat de Klubb ofwiesslungsräich an op d'Interesse vum Kand ofgestëmte Projete presentéieren kënne. Ech ginn do d'Beispill, well ech dat och am beschte kennen, vun „Hesper beweegt sech“ an ech mengen, wann ech do den Hesper Buergermeeschter kucken, dee ka mer do nëmme zoustëmme.

Da wëll ech awer och drop agoen, dass et säit 2016 e Gesetz gëtt, wat e Bildungsrahmenplan ass, wou sech d'Crëchen zum Beispill mussen ganz kloer Kritäre ginn, wéi se wëllen d'Motorik férdere, eppes, wat enorm wichteg fir d'Entwécklung vun de Kanner ass. Ech wëll och drop agoen, dass et bei der Ausbildung duerchaus eng Fro ass: Wéi ee Personal mat wéi enger Qualifikatioun hunn ech a menge Strukture schaffen, a menge Maison-relaisen zum Beispill schaffen, fir d'Qualitéit insgesamt ze erhéien a fir d'Motorik vun de Kanner ze schäerfen? D'Zesummeschaffe vun ausgebildeten Trainer, vu gutt forméiertem Personal mat Erfahrung am Sportsberäich an de Maison-relaisen an dem Léierpersonal bréngt déi richteg Mëschung, fir dem Sport dee richtige Stellwäert ze ginn.

Déi Iddi vun der „bewegte Schule“, also d'Abaue vu méiglech vill Bewegung an den normale Schoulprogramm, mä eben net exklusiv an der Sportsstonn, ass e weidere flotte Projet, deen ee menger Meenung no verdeiwen an ausbaue muss.

Och hei e Stéchwuert: „clever move“. Säit leschem Summer gëtt dee Label verdeelt. Dat ass fir d'Schoulen an d'Maison-relaisen, déi sech kloer Kritäre mussen stellen, déi sech bewusst sinn, dass d'Bewegung enorm wichtig ass, an déi dann dee Label och kréien, wa se déi Kritären erfüllen. Dat sinn zum Beispill an der Schoul mindestens 20 Minutte Sport oder Bewegung all Dag respektiv an de Maison-relaisen, wann ee do muss Aktivitéite maachen, dass mindestens een Drëttel vun den Aktivitéite mussen aus der Bewegungserzéiung kommen.

D'Zil ass et insgesamt, Raim ze schafen, wou sech d'Kanner beschtméiglech a méiglechst oft beweegen kënne - emol fir e puer Minuten, emol e bësse méi laang -, mä haaptsächlech esou oft wéi méiglech. D'Virdeeler vu méiglech vill Bewegung si bekannt a mussen och konsequent weiterentwéckelt ginn, zesumme mat den Akteuren um Terrain.

Wann ech u meng Zäit an der Formatioun als Schouleschlechter zréckdenken, war d'Bewegungserzéiung een immens wichtiger Element an der Ausbildung um ehemolegen ISERP. Ech denken, dass et wichtig ass, den Accent och an Zukunft verstärkt op d'Informatioun, d'Oplklärung an d'Promotioun vum Sech-vill-Bewegen am Raum vun der Schoul ze leeën: zum Wuel vun eise Kanner an der Gesellschaft insgesamt.

D'Ausbildung an d>Weiderbildung vun den Akteuren, déi mat - besonnesch klengen - Kanner schaffen, mussen ëmmer nees iwwerschaaft ginn, fir eis Kanner an der haiteger Gesellschaft fit ze halen: fit net an enger bestëmmter Sportart, mä fit an der algemenger Bewegungserzéiung. Dat kléngt elo vlächtt komesch, mä et geet u mat engem richtige Kopplabunz, mat sprangen, mat klammen oder mat ofrullen. Et ass e bëssen eppes wéi d'ABC vun der Sportswelt.

Ze begrëssen ass an deem Kontext, dass via deen neie Fënnforesplang finanziell Moyene virgesi sinn, fir sougenannten „Zones de motricité“ ze férdere. Dat heescht, dass investéiert gëtt an déi richteg Bewegungsausbildung vun eise Kanner, dass regelrecht Bewegungsraum kreéiert kënne ginn, wou déi Kleng eben deesen ABC vun der Bewegungserzéiung kënne kandgerecht an op eng flott Aart a Weis erliewen.

Ech hunn am Ofank vun der Basis geschwat, déi de Sport leet fir d'Gesondheet vun der Gesellschaft. Et gëtt kloer Erkenntnisser, dass sportlech Aktivitéiten déi mental a kierperlech Santé ënnerstëtzen a präventiv géint wäitverbreete Krankheeten am Beräich vun Häerz-kreeslaf, vun der Zockerkrankheet, vun Diabetes oder souguer och Kriibs hëlfe. International Etüde schwätze jee nodeem vu Käschterreduktiounen an der Santé duerch de Sport vu bis zu 16%.

Gëtt Sport also scho vu Klengem un als eppes Positives vermëttelt, de Kanner d'Freed un der Bewegung méi no bruecht, da profitéiert d'Gesellschaft insgesamt laangfristeg ganz kloer dovun. All Euro, deen an de Sport investéiert gëtt, dréit zur Gesondheet vun der Gesamtpopulation an der Gesamtgesellschaft bäi.

Här President, komme mer zrëck bei d'Organisation vum Sport! Et gëtt an der Lescht vill hei am Land iwwert Tandeme geschwat. Ech muss lech éierlech soen, dass fir mech d'Zesummespill vun de Federatiounen an de Veräiner e richtig gudden Tandem ass.

Mir hu Federatiounen vun alle Gréissten hei am Land, vu ganz kleng bis hin zu ganz groussen. D'Erausforderunge si fir se alleguer relativ héich: Wéi kréien ech meng Sportaart esou organiséiert, dass vu mengem klengsten Talent bis zu menger eelster Seniorsequipp och eng Kompetitioun ka stattfannen?

D'Gestioun vum nationale Sport, d'Organisation vun den Nationalequppen, d'Erfülle vun immens héijen internationalen Normen, wann Optrëttter hei am Land stattfannen, kombinéiert mat ëmmer méi Problemer, fir Benevoller ze fannen, d'Vermaarte vun der Sportaart a Medien a bei Sponsoren an nach viles méi: Dat ass den Alldag vun eise Verbänn! Dat ass den Alldag vu motivéierten, ganz oft klengen Equippen an de Federatiounen, déi grëssendeels am totale Benevolat, also onni professionell Struktur ronderëm si mussen auskommen.

Wat um Terrain an an der Kompetitioun oft net virstellbar ass, näämlech, dass een niewent där ganz normaler 40-Stonnen-Aarbechtswoch, déi een huet, beschmëiglech muss fonctionnéieren, also quasi no sechs Auer owes eng optimal Virbereedung op e Wettkampf muss maachen, ass an der Organisation vun de Verbänn, also an der Administratioun, quasi normal. Do gëtt et, bis op Ausnamen, näämlech just dat doten: niewebäi alles geréieren.

Den Haaptech, deen een héiert, wann ee mat de Leit um Terrain schwätzt, ass da besonnesch dat, wat vun internationale Verbänn verlaangt gëtt, wa Lëtzebuerger Nationalequppen zum Beispill un de Kompetitiounen deelhuefen; deen Echo, deen een also vun de Verbänn kritt, ass, dass déi national administrativ Strukturen ganz oft am Benevolatsberäich hänke bleiwen an et dofir ëmmer méi schwéier gëtt, alles ze meescheren an alles ënner een Hut ze kréien.

Et muss ee sech ëmmer virun Aen halen, dass déi meescht Verbänn hei am Land eben ofhängeg si vu Leit, déi nieft hirer ganz normaler Aarbecht och nach d'Gestioun vun der Sportaart assureieren. Wann ech duerch de Sall hei kucken, ech mengen, et gëtt jo ganz vill ehemoeg an och aktuell Leit, CAe respektiv Presidente vu CAen, déi an de Sportsverbänn tätég sinn, déi dat ganz sécher och kënnen bestätegen.

Et ass op jidde Fall eng formidabel Leeschtung! A vun dëser Plaz e grouse Merci un déi vill Fräiwëlleg an de Federatiounen an natierlech och an de Veräiner, ouni déi et haut schonn absolut net géif goen. An trotzdem muss mir eis d'Fro heibanne stellen: Musse mir als Politik net e Schrott méi wäit goen an eis Verantwortung iwwerhuelen, fir ze garantéieren, dass d'Struktur vun all Sportaart am Land net exklusiv um Benevolat kann hänken? Ech soen: Dach, dat muss mer!

Wa mir als Land also op sportlech Plang eppes fäerdegbréngen, näämlech dass via de Stat, via d'Subventiounen, d'Federatiounen gutt ausgebildeten Trainer kënnen astellen, muss mir dat och onbedéngt um administrative Plang esou hëkréien. D'Professionaliséierung vu jiddwer eenzelner Struktur am administrative Beräich assureiert am Endeffekt, ob eng Sportaart eng Zukunft kann hunn oder net. Fir et méi kloer ze soen: Wann et kee méi gëtt an den CAen, deen e Spillplang ausschafft, da wäert et och kee Junior- a kee Seniorsmatch méi egal a wéi engem Championnat ginn. An egal wéi eng Sportaart ass dovun betrëff.

Fir genau dat ze verhënnern, dass dat ni wäert anrieden, muss all Verband mëttelfristeg vum Stat eng Subventioun kréien, fir, ech nennen et elo emol en „Manager“, en „Gestionnaire“, also e Kapp, deen d'Sportaart administrativ a strukturell opstelle kann, anzustellen. Dat ass fir mech e Punkt, wou ech soen: Do muss de Stat seng Verantwortung iwwerhuelen, fir am Endeffekt deenen 120.000 Sportler hir Sportaart an d'Zukunft vun der Sportaart ze garantéieren.

Wichtig Partner beim Sujet Benevolat sinn natierlech och d'Gemengen. Zesumme mat de lokale Veräiner muss gekuckt ginn, wéi de Benevolat ka lokal gefërdert ginn. Ouni Benevolle gëtt weekends net een Terrain geecheent, net ee Match ugepaff an net eng Buvette opgespaart. Da schwätzen ech nach guer net vun den Trainings, der Jugendarbecht, der Betreuung vun de Kanner a Jugendlechen, vum Transport op d'Matcher an esou weider.

Ech wëll sécherlech hei net den Däiwel un d'Mauer molen an awer sinn ech mer sécher, dass mer mussen hei an Zukunft méi Akzente setzen. Fräiwëlleg Aarbecht, sech an den Déngscht vun anere stellen, muss och um Niveau Sport méi Unerkennung kréien. Hei gëtt et a mengen Ae keng Zauberformel, mat där ee vun haut op muer alles kéint zum Gudden dréien. Et wäert wuel e laange Prozess ginn, en Zesummespill vun eenzelnen Akteuren, mat ville Puzlestécker, fir deen Trend dann och ëmzedréien.

Een Usazpunkt ass sécherlech d'Ukënnegung, dass am ëffentlechen Transport wäerten Upassung kommen, fir de Benevollen hiert Engagement ze honoréieren.

Sécherlech och immens gutt an immens positiv war d'Afëiere vum „Qualité+“. Dat hëlleft de Veräiner, an hirem Alldag besonnesch och finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen a ganz besonnesch an der Kombinatioun vun dem Invest an d'Qualitéit am Veräin. Et ass en éischte Schrëtt, op deen ee muss opbauen, mä et muss weider - an ech mengen, dat ass dat Entscheidend - vill kleng Schrëtt kommen, dass een aus där Problematik do eraus ka kommen an dass d'Veräiner, d'Verbänn, d'Sportler alleguer dovun kënnen profitéieren.

Den Ament hu mer zu Lëtzebuerg e Congé sportif fir Sportler, Dirigenten an och fir Arbitteuren. Ech denken, dass dee Congé sportif eng ganz wichteg Komponent ass, och fir de Stelleväert vum Sport ze festegen. Ech denken awer och, dass een als Gesellschaft an als Politik muss bereet sinn, op dee Congé sportif anzegoen, en ze reforméieren an en auszedeenen. De Congé sportif näämlech, deen hëlleft dem Athlet, mä och ville Leit ronderëm déi jeeweileg Sportaart, fir kënnen sportlech Aktivitéiten am Land oder och am Ausland ze organiséieren oder Lëtzebuerg zum Beispill op internationalem Parquet als Arbitteuren ze verrieden.

Am Joer 2016 huet de Sportsministère a sengem Aktivitéitsrapport festgehalen, dass 852 Deeg vun esou engem Congé sportif u Kollektivsportaarte gaange sinn an 1.210 Deeg un Einzelsportler. Och do, denken ech, misst een eng Kéier zesumme mat de Verbänn diskutéieren an definéieren, wéi een dee Congé sportif kéint intelligent am Sënn vum Sport weider ausbauen.

Et ass op alle Fall evident, dass de Sport zu Lëtzebuerg zesumme géif brieden, wa mer net méi kéinten op de Benevolat zrëckgräifen. Et muss ee sech jo emol bewosst sinn, wat all Dag am Sport hei am Land Organisatoresches gelescht gëtt, obwohl souzesoen, wéi mer et virdrun och gesot hunn, alles am fräiwëllegen Nieweberuff gemaach gëtt.

Här President, nodeems ech iwwert d'Bewegungserzéiung geschwat hunn, iwwert den organiséierte Sport, d'Opstelle fir d'Zukunft vun de Federatiounen, d'Problematik vum Benevolat ëmress hunn, loosse mer nach insgesamt zum Schluss op de Stelleväert vum Sport kommen!

Ganz am Ufank hunn ech haut vum Gilles Müller sengem Match géint de Rafael Nadal d'lescht Joer geschwat a wéi frou mir all sinn, wa Lëtzebuerger eist Land op der sportlecher Weltbühn esou exzellent verrieden, ob dat fréier e Charly Gaul war, d'Gebrieder Schleck, elo e Gilles Müller oder soss iergende rout-wäissbloen Topathlet.

Mir mussen als Gesellschaft bereet sinn, fir ze wëllen, dass d'Chance op esou Ausnameathleten och méi grouss gëtt. Den „Let's make it happen“ ass net eng Einbanstrooss, wou mir just frou sinn, wann den Topsportler bis um Podium steet. Fir mech heescht dat näischt anescht, wéi d'Strukture weider ze professionaliséieren an auszubauen, och am Spëtzesport, fir méiglechst vill Topathlete ganz no uewen ze kréien.

Lëtzebuerg ass eng Sportsnatioun. Ech widderhuelen: 120.000 Leit maachen aktiv Sport! Dat ass fir mech eng Sportsnatioun. Loosse mer also dee Wee weidergoen an investéieren och an de Sport! Den „Luxembourg Institute for High Performance in Sports“, also de Projet vum Héichleeschtungs-Trainingszentrum mat Schwéierpunkt Spëtzesport, ass do.

Déi Fro, déi sech am Kader vum Olympiastützpunkt mëttelfristeg stellt: D'Struktur „Sportslycée“ ass eng immens richteg a wichteg Struktur, wou talentéiert Nowuesssportler kënnen geziilt a systematesch gefërdert ginn a wou gläichzäitig dat schoulescht Element net aus den Ae verluer gëtt. Ass de Sportslycée awer grouss genuch fir d'Zukunft? Dat ass déi entscheidend Fro. Eischer net!

Zweet Fro: Wéi kritt een et hin, dat berüümt Internat ze integréieren? En Internat, wat mer brauchen, wa mer och do an der Qualitéit vun der Ausbildung am Sport wëlle weiderkommen. Muss een net, op déi nächst Jore gekuckt, probéieren - an ech maachen elo eng laangfristeg

teg Vue -, eng Plaz ze fannen, wou een d'Federatiounen, de COSL, de Sportslycée an en Internat zesummeleert op eng Plaz, déi optimal un den ëffentlechen Transport uegebonden ass an iwwer eng grouss Sportsinfrastruktur verfüügt?

Ech weess, dat ass elo ambitiéis, mä wär d'Plaz ronderëm d'Coque net optimal, laangfristeg gekuckt, fir dat doten op där Plaz kënnen ze regruppéieren? Ech denken, et misst een op d'mannst eng Kéier driwwer diskutéieren.

Här President, fir de Stelleväert vum Sport an der Gesellschaft weider ze férdere, fir d'Ëmsetzung vu professionaliséierte Strukturen ëmzesetzen, muss een als Gesellschaft dann och bereet sinn, de Budget am Sport, dat Stéck Kuch vum Statsbudget, an den nächste Jore schrëttweis ze erhéien. A firwat net dat Zil vun 1 Prozent vum Statsbudget am Beräich Sport ustriewen? De COSL, d'Verbänn, am Endeffekt d'Veräiner an d'Sportler alleguer sollten eis dat wäert sinn. Fir mech ass dat op alle Fall net ze vill ambitiéis.

120.000 Leit am Land, déi Sport maachen, all eis Kanner, déi vun enger gudder Bewegungserzéiung bis spéit an hirem Liewe profitéieren, déi Zéngtausende Leit, déi Woch fir Woch hire Sport wëllen assureiert hunn, an am Endeffekt d'Chance als klengt Land, och weider op internationalem Plang kënnen matzehalen, Lëtzebuerg als kleng Sportsnatioun ze promovéieren, wou mir allegueren houfreg drop sinn: Fir mech ass dat en Zil, wat mir als Gesellschaft verdéngt hunn a wat eis d'Gesondheet vun de Leit och soll wäert sinn. Ech widerhuelen et gär: All Euro, deen mir an de Sport steechen, investéiere mer an d'Gesondheet vun eiser Gesellschaft.

Här President, wéinst all deenen Ursachen, dem Stelleväert vum Sport an der Gesellschaft, den Erausforderunge vun de Federatiounen op sportlechchem an administrativem Plang, wéilt ech gäre vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Motioun hei am Haus ze deposéieren. Wann ech gelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les bienfaits du sport sur la santé physique et mentale;

- considérant que le sport véhicule des valeurs éducatives et sociales qui favorisent le vivre ensemble, l'intégration et la cohésion sociale;

- saluant les initiatives du Gouvernement et du Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL) qui visent à favoriser une participation maximale de la population de tout âge à des activités sportives;

- considérant que les fédérations sportives organisent hebdomadairement plusieurs centaines de compétitions dans les disciplines les plus diverses et qu'elles contribuent ainsi de manière exemplaire au développement du mouvement sportif luxembourgeois;

- considérant que les fédérations sportives sont contraintes de recourir de plus en plus à du personnel administratif qualifié pour répondre aux exigences et défis au niveau administratif et organisationnel;

- notant qu'en 2017 le Ministère des Sports a subventionné l'équivalent de 5,35 tâches de gestionnaires et 8,75 tâches de directeurs techniques nationaux;

- notant que l'enveloppe budgétaire 2018 du Ministère des Sports s'élève à 0,1% du PIB, respectivement à 0,39% du budget de l'État;

invite le Gouvernement

- à valoriser davantage l'importance du sport dans la société;

- à soutenir le processus de professionnalisation des structures fédérales;

- à augmenter de manière conséquente les crédits alloués aux fédérations sportives dans les domaines administratif et sportif;

- à poursuivre la mise en œuvre du «Concept intégré pour le sport au Grand-Duché de Luxembourg».

(s.) Claude Lamberty, Nancy Arendt, Marc Baum, Eugène Berger, Cécile Hemmen, Roy Reding.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Claude Lamberty (DP), interpellateur.** - Et geet drëms, déi ugesprache Lat vum Lëtzebuerger Sport en Tick méi héich ze leeën an de Stelleväert vum Sport an der Gesellschaft am Land ze erhéien. Dat geet a mengen Aen awer nëmme, wann een an Zukunft och gewëllt ass, méi Suen an de Sport ze investéieren.

Ech hunn och d'Defie vun de Federatiounen op sportlechchem Plang an op administrativem Plang beliicht. Och dat fént sécher an der Motioun jiddwereen erëm.

Zum Schluss wëll ech awer nach soen, dass ech immens frou sinn, dass mer hei bei där Motioun e parteiwwergräifende Konsens hunn, dass all Fraktioun, all Partei, déi am Parlament vertrueden ass, déi Motioun ënnerschriwwen huet. Ech mengen, et ass e wichteg Signal, dass mer de Sport eescht huelen, dass mer d'Entwécklung vun der Bewegungserzéiung, vum Spëtzesport, vum Breedessport, vum Schoulsport eescht huelen an dass mer gewëllt sinn, zesumme als Gesellschaft am Sport virunzecommen.

Ech soen lech alleguer Merci fir d'Nolauschteren. Ech freeë mech op Är Interventiounen. An zum Schluss: Let's make it happen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Interpellateur. An déi éischt Riednerin ass d'Madam Nancy Arendt fir d'CSV.

Débat

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Lamberty villmoos Merci fir seng Interpellatioun. Dir wësst, wivill mir de Sport um Häerz läit. An ech sinn ëmmer frou, wann ech d'Iddie vun der CSV, wat de Sport ubelaangt, kann hei an der Chamber mat abréngen.

Ech erlabe mer just ze soen, dass et awer wierklech enttäuschend fonnt hunn, wéi laang et gedauert huet, bis dass mer dës Interpellatioun op den Ordre du jour geholl hunn. Ech mengen, si ass den 22. März 2017 agereecht ginn. Mir waarden also bal e Joer dorobber.

Virun allem, well mer schonn eng Heure d'actualité iwwert de Sport am Januar 2015 hei an der Chamber haten, déi d'CSV ugefrot hat, well eis d'Noutwendegkeet vun esou enger Gesamtdébat iwwert de Sport mat all senger Facettéi bewosst ginn ass, virun allem vum Sport am Kontext vun der präventiver Medezinn an dem Schoulsport.

Mir sinn do an der Kommissioun vum Minister a sengem éischte Conseiller op de Januar 2016 verträicht ginn, fir dann elo nach ëmmer net esou eng Gesamtdébat ze hunn. Mä wéinstens hu mer eng iwwert de Sport fédéré. An ech mengen, hei ass awer och vum Här Lamberty e bëssen dat anert mat eragefloss, well et einfach e Gesamtkonzept ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Här President, mir bréngen et jo och fäerdeg, eemol am Joer eng Debatt iwwert d'Entwécklungspolitik ze féieren an de Minister heibannen ze hunn, fir ze wëssen, wéi eis Politik sech an deem Beräich entwéckelt a wat nach ze verbesseren ass an ob se kohärent ass mat deenen anere Ministären, ob se zesummeschafft mat deenen anere Ministären. Firwat also bréngen mer dat net fir de Sport fäerdeg?

Et sinn ëmmerhin - den Här Lamberty huet et scho gesot - 130.000 Leit hei am Land fir de Sport engagéiert. A wann een dem Sport déi néideg Wichtigkeet wëllt zougestoen, dann, denke mer, misst de Mentalitéitswëssel heibanen an der Chamber ufänken, ier mer e vun de Leit dobausse verlaangen.

Mir verstinn och ganz gutt, firwat den Här Lamberty just de Volet vum Sport fédéré erausgepickt huet, well et deen ass, deen an eisen Aen hei am Land am beschte fonctionnéiert. Mir ginn op alle Fall net midd, den Här Minister ze froen, wat fir eng nei Initiative e wëlles huet ze lancéieren, déi dach de bedenlechen Entwécklung geife Rechnung droe vun eisen iwwergewichtege Kanner an ëmmer méi Erwuessenen, wou mer hei am Land zu Lëtzebuerg am Spëtzeplaton leien, grad wéi am stonnelaange Sätzen.

Et geet net duer, ze probéieren, eis ze iwwerzeege mat enger Etüd, och wa se vum Luxembourg Institute of Health gemaach ginn ass, déi nëmme an engem eenzege Lycée duerchgefouert ginn ass, also net representativ war, mat Resultater, déi keng Gesamtspigelung vun eiser Gesellschaft erëmginn hunn an déi der Realität um Terrain net entsprechen, amplaz eis zu enger aktiver a fitter Gesellschaft ze entwéckelen, mat Gesamtkonzepter an Iddien, fir d'Kanner an d'Leit ze motivéieren, de Recommendation vum der WHO nozekommen, jo, a se ze iwwerzeege, firwat et esou wichteg war, sech zu enger méi dynamescher, sportlecher a gesonder Gesellschaft ze entwéckelen, mat enger Zukunftsvision vun enger Gesondheitspolitik, déi präventiv an nohalteg sollt gestalt ginn, an net eréischt reagiert, wann et ze spéit ass an d'Leit bis krank sinn.

Déi zënter zéng Joer laang Campagne, fir méi gesond z'essen a sech méi ze bewegen, ass

méi wéi ausgelastscht an huet - dat muss een dach awer einfach zouginn - net de gewünschte Mentalitéitswiesel mat sech bruecht. Et feelt eis enger transversaler Gesamtstrategie tëschent de Ministèren, wou Lëtzeburger beegschtert ginn, fir de Sport am alldiegleche Liewe matanzebannen, a firwat et net nëmme just zu hirem eegene Benefiss ass, mä och deem vun de Patronen, dem Stat an eiser gesamer Gesellschaft am Allgemengen déngt, wa mer regelméisseg sportlech Aktivitéiten ënnerstëtzen, wa mer wierklech gär e gesonde Mentalitéitswiesel an eisem Land hätten.

De Sport muss a kann nëmme als Gesamtprojet ugepaakt ginn, esou wéi en am Dokument vum Sport intégré vum Comité olympique schonn 2013 ausgeschafft gouf, wou d'Fanger op ville Plazen an d'Wonn geluecht goufen. Fréier hunn d'Kanner all permanent dobausse fräi an der Natur oder an der Strooss gespillt, sinn am Bësch an am Bulli ronderëmgekneschelt, ob waarm oder kal, an dobaussen ofgehärt ginn. Mä elo, an eiser ëmmer méi digitaliséierter Welt, gëtt ee vu klengstem Alter u verfoert mat ëmmer manner physescher Aktivitéit, mat fatale Konsequenzen, déi eise Gesondheetssystem nach laang wäerte belastschen.

Wa soss all Kand nach de Kopplabunz konnt, wann et fënnef Joer al war, muss haut an de Veräiner vill méi oft mat Basics ugefaang ginn, well och elo scho kleng Kanner sech vill manieren bewegen, wéi dat soss de Fall war. Aus de Lycéee kritt een Hiobsbotschafte vun de Sportsproffen, wat déi kierperlech a motoresch Qualitéite vun de Septimane ugeet. Vill kënnen der net schwammen, kee Ball opfänken, am Seel sprange respektiv nach um Vëlo fueren. Dat ass d'Konsequenz vun engem Gesellschaftswandel, wou eis Regierung muss Initiativen ergräifen tëscht deene verschiddene Ministèren, fir deem entgéintzewierken.

Mir liewen an enger ëmmer méi promovéierter digitaliséierter Welt, déi vill op där enger Säit vereinfacht an eis global connectéiert, déi awer och gesondheetlech Nofolgen op där anerer Säit mat sech bréngt, virun allem déi vun der Sedentaritéit. Eng Situatioun, déi bis haut nach net eng kéier vun eiser Regierung ernimmt ginn ass, woubäi awer all d'Schinne schonn a Richtung digital Revolutioun geluecht gi sinn, ouni mat der gerengster Wäitsicht, op déi enorm Folgekäschte fir eise Gesondheetssystem hinzewiesen, déi dëst ganz sécherlech wäert mat sech bréngen.

Här President, d'Erausforderungen an d'Perspektive vum Sport fédéréit hei zu Lëtzebuerg: Et ass evident, datt dat sech net just op d'Federatioun bezitt, mä erof deklinéiert och op eis Veräiner. Et gëtt eng Rei vun Defien, déi de Sportsministère muss léisen, fir datt ebe grad de Veräiner, de Federatiounen an domadder schlussendlech de Sportler kënnen gutt Perspektiven an Aussicht gestallt ginn.

Hei si selbstverständlech gutt funktionéierend Infrastrukturen indispensable, mä Infrastrukture sinn net alles. Awer Dossieren, wéi d'Chèques-services, d'Benevolat, de Sportslycée, d'Formatioun vun den Trainer, d'Sportsinternat, den neien Olympiastützpunkt, d'Förderung vun der „dual career“, eng besser Ofsecherung vum Athlet, si gradesou wichteg an hu vill méi ee groussen Afloss op den Alldag vum Sportler.

Fir d'CSV ass et wichteg, datt bei den Infrastrukturen op d'Funktionalitéit opgepasst gëtt, well déi schéinsten Hal notzt näischt, wann ee se net gutt kann ënnerdeelen, fir Trainingsen ze halen oder, wéi dat jo am Passé virkomm ass um INS an enger Hal, wann d'Moossen net stëmmen.

Eng Measure, déi mir als CSV begrëssen, an déi sënnavoll ass, ass, datt mer am zéngte Fënnfjoresplang festgehale hunn, fir eng Base de données ze schaffen, wou mer all Infrastrukturen oplëschen, wat mer nach an Zukunft brauchen.

Mir brauchen awer och e Gesamtkonzept fir eis bescht Sportler a méiglechst no beieneen, ouni dass se duerch laang Weeër am Trafic wäertvoll Zäit verléieren, déi se bräichten, fir ze trainéieren, z'essen, ze recuperéieren oder och ze léieren.

Mir hunn eng Sportsschoul, wou d'Entwicklungspotenzial duerch de Site einfach immens limitéiert ass. Mir plangen e Velodrom op Munnerf. Eis Fussballschoul, déi ass zu Monnerf. An en Deel vum Olympiastützpunkt mat Trainingsfacilitéiten am mam Health Spa a Recovery Center ass an der Coque. An deen aneren Deel, d'Recherche, déi soll zu Déiferdeng sinn.

Mir wënschen eisen Athleten an hiren Eltere vill Geduld a Rou, fir am Auto tëschent deene verschiddenen Infrastrukturen hin- an hierzependelen. Ech hat eng kéier en Trainer, dee mer gesot huet, wann den Training bis fäerdeg war: „In der Ruhe liegt die Kraft.“ Ech fäerten, datt hei éischer deem engen oder anere Sportler oder Elterendeel, dem Papp oder der Mamm, de Kolli platzt, fir datt en no deem ganzen Hin an Hier tëschent dem Heem, der Schoul, der Trainingsplaz an allem aneren, wat do nach soll drugehaange ginn, ouni Stress erëm heemkënn, fir prett ze sinn, fir deen nächsten Dag erëm ze attackéieren.

Mir vermessen einfach hei eng Gesamtapproche, déi bis zum Schluss och an der Praxis duerchduecht ass, fir esou vill wéi méiglech no beieneen ze leeën an ze zentraliséieren, fir kuerz Weeër ze hunn an d'Kaderathleten an d'Elteren zumindest displacementsméisseg ze entlaaschten.

Här President, et muss een, wann een dës Debatt iwwert de Sport hei féiert, einfach emol feststellen, datt doduerch, datt eis Gesellschaft sech diermoossen an deene leschte Jore geännert huet, och d'Erausforderunge sech fir de Sport, fir d'Klibb an haaptsächlech fir d'Eltere geännert hunn, an datt et bei villem net méi einfach ginn ass, wann ee gär senge Kanner d'Perspektiv vum Sportler, jo, vläicht souguer vum Héichleeschtungsportler wëllt ginn.

Wann zu menger Zäit nach ganz oft eng Mamm doheem war, fir d'Kanner riets a léns op den Training ze féieren, hu mer elo eng Zäit, wou d'Koppele meeschtens zu zwee schaffe ginn, ob Kanner do sinn oder net. An am nämlechten Otemzuch fanne mer et flott, mat anere Länner am Sport matzehalen, wou se awer op komplett nei Weeër, aner Weeër wéi mir ageschloen hunn, déi mir elo zënter 25 Joer hei hunn.

Et kënn näischt vun näischt, a scho guer net am Sport! A wat et fir d'Eltere bedeit, wann een en Héichleeschtungsportler doheem am Haus huet, wësse meeschtens just déi, déi selwer implizéiert sinn. Et geet net duer, just de Weekend op der Tribün ze setzen, nozekucken an unzeféieren.

An da kuckt een natierlech an d'Ausland. An da gesäit een déi féierend Natiounen am Sport, déi, déi am Medailespigel op der Olympiad vir sinn: an Europa ganz oft Groussbritannien, méi wäit natierlech d'Amikaner un éischer Plaz, asiatesch Länner, dicht hannendrun Australien mat just 20 Milliounen Awunner. Ech mengen, dat ass wéi Holland ganz mat virop.

Alles Länner, déi sech op en angelsächsege System baséieren a wou d'Konzept vu Sport a Schoul integréiert ass. Eng Gesamtschoul, wou och de Volet vum Veräinssport mat ofgedeckt gëtt, wou d'Trainer an d'Schoule kommen, fir do op der Plaz no oder virun de Schoulstonnen ze trainéieren. Schoulen, déi komplett anescht opgebaut gi si wéi bei eis, wou vill Plaz a Sportsterraine ronderëm leien a wou professionell Trainer an enker Zesummenaarbecht mat de Proffen, mat den Direktere Schoul a Sport ofstëmmen, a wou de Sport an der Schoul virun allem en anere Stellwäert huet wéi bei eis.

Vill Famillje sinn der Belaaschtung vum Schaffen an der Kannerbetreuung an der Erziéung net méi gewuesen. An eis Strukturen, déi si wäit ewech, fir dës Erausforderungen unzehuelen, oder iwwerhaupt emol net richteg opgestallt, fir dës Defien ze meeschteren.

Ech woen, heibannen ze behaupten, datt de Succès vun engem Athlet hautdesdaags vun dräi Saachen ofhänkt: selbstständlech dem Sportler selwer, dee sech all Dag net dierf ginn, seng Leeschtung all Sekonn ze bréngen; zweetens, der Präsenz vun engem gudden Trainer, deen u säi Sportler gleef an deen et fäerdegbréngt, de Maximum aus em erauszquetschen; an drëtens, vun omniprésenten an disponibelen Elteren, déi zesumme just am Interêt vun dësem sougenannten talentéierte Kand schaffen an déi dat Ganzt ronderëm garantéieren. An dëst huet sech an deene leschten 20 Joer net geännert, ausser datt d'Deplacementer méi komplizéiert a méi laang gi sinn.

Mir hu säit Joren eng Sportpolitik, déi keen daitlecht Zeeche setzt, déi zwar schéi Gebaier aweit, Héichleeschtungszentre mat fantasteschen engleschen Nimm, wou all Konzept nach feelt, ouni Erfahrungswäerter. Jo, mir bréngen et och fäerdeg, grouss international Evenementer an d'Land ze bréngen, wat och ënnerhalsam ass - dat wëll ech net ofstreiden -, mä wou awer näischt un der Basis geschitt, fir dem eigentleche Problem hei am Land am Sportmilieu en Drift ze ginn, nämlech dem Sport an der Schoul en anere Stellwäert ze ginn.

Virun allem bréngt mer et net fäerdeg, d'Bewegung do ze promovéieren, an deene Joren, wou et fir d'Kanner esou schrecklech

wichtig ass, nämlech ier se an de Secondaire ginn, wann d'Kanner doheem an dann ëmmer méi elo an de Crèche oder an der Maison relais sinn a wou eng dréngend Noutwendegkeet besteet, fir sportlech Aktivitéite vu klengstem Alter un unzëben, virun allem zënterdeem mer wëssen, wéi enorm wichteg et fir d'motoresch an d'kognitiv Entwécklungen ass, wa se virun sechste Liewensjoer geförder ginn.

Da geet et net duer, fir ze hoffen, datt elo déi staatlech Betreuungsinfrastrukture Bewegungszone sollen aféieren, déi elo op eis Interventioun hin zumindest zu 35% subventionéiert solle ginn, a se als déi Léisung duerstellen, wéi wann dëst de richtige Wëlle géif determinéieren, d'Wichtigkeet vun der Bewegung am alldieglechen Oflaf vun de klengen Kanner ze promovéieren. Dat ass e ganz klengt Puzzlestück, wou den Usaz elo emol realiséiert gëtt, mä et geet bei Wäitem net duer.

De Stat huet d'Kannererziéung jo regelrecht u sech gerappt a gëtt awer deenen enormen Erausforderungen net gerecht, dat Spillerescht an Erfinderescht dobaussen ze ënnerstëtzen. All Papp, all Mamm, Bomi a Bopi, Pätter a Giedel, all Gemeng, all Betreuungsinfrastruktur, all Schoul a virun allem all Politiker ass gefuerdert, fir datt eis Kanner Sport dierfe maachen a sech dobaussen an der Natur dierfe fräi entfalten. Mir sinn hinne an schëlleg fir hir ganz Entwécklung duerno.

An enger rezenter Etüd, déi am Rame vun der Unicef-Tagung am Weiterbildungszentrum vun der Universität St. Gallen thematiséiert gouf, huet de renoméierte Gehirnfuerscher an Direkter vun der psychiatrescher Universitätsklinik vun Ulm, de Manfred Spitzer, behaupt, de Sport an d'Konscht wäeren déi wichtegst Fächer an der Schoul. An net déi onwichtigst wéi bei eis. „Willenskraft und Selbstkontrolle sind lernbar und das Wichtigste im Leben“, seet de weltbekannte Gehirnfuerscher.

An engem Artikel erkläert hien, firwat et esou wichtig ass, datt grad déi klengste Kanner de Fräiraum onbedéngt brauchen, fir sech sportlech ze bewegen an ze spillen, fir e gesonden Erwuesenen ze ginn. Den Här Spitzer huet eng Etüd gemaach, an där e beluecht huet: „Je grüner gestaltet eine Wohnumgebung ist, desto weniger Kinder leiden dort unter Aufmerksamkeitsstörungen ADHS, der Blutdruck der Kinder ist tiefer wie auch der Cortisolspiegel im Blut. Kinder müssen sich draussen bewegen. Viele unterschätzen die positive Wirkung der Naturberührung. Im Freien, nicht digital.“

Hei ass et wichteg ze bemierken, datt een och d'Kanner net ze vill fréi just an eng Sportart orientéieren a spezialiséieren soll. D'Kanner an deem Alter mussen e villsäitegen Input vu Bewegungsoflee kréien an net schonn ze vill fréi an eng Sportart gedreckt ginn, fir meilleur Performancen ze knacke mat eelef, zwielef, dräizéng Joer, fir heiansdo egozentreschen Traineren oder och Eltere Satisfaktioun ze ginn. Hei ass d'Formatioun vun den Trainer, dem Schoulpersonal, dem Betreuungscadrement vun de Kanner am Grondschulalter extrem wichteg.

Et soll een net mengen, datt, wann ee gären zum Beispill - ech huelen dat elo aus menger Praxis - e gudd Schwëmmer kritt, et just d'Längten am Baseng sinn, déi zielen, mä och sprangen, lafen, Ball spillen, Vëlo fueren an Turne bréngen positiv Entwécklung mat sech. Et sinn dës villsäiteg Erausforderungen, déi déi beschte Viraussetzung bréngen fir d'Gesamtentwécklung vun Kand.

Wa mer et net fäerdegbréngen, besser a méi Sport an de Schoulen ze erméiglechen, mussen mer eng besser Koordinatioun mat de Sportsveräiner aus de jeeeweilege Gemenge garantéieren, fir sécherzustellen, wéi d'Kanner sech austobe kënnen an op hir Aktivitéite kommen. Hei wär et wënschenswäert, datt d'Gemenge an d'Sportsveräiner eng Zesummenaarbecht fannen, fir den Transport ze erméiglechen, wann d'Sportsinfrastrukture ieren net no un de Betreuungsinfrastrukturen oder de Schoule leien.

Madamm Presidentin, d'Richtung vum Subside qualitë+ ass selbstverständlech och an den CSV-Aen e ganz gutt Instrument, fir d'Veräiner dozou ze kréien, gutt a virun allem qualifizéiert Trainer ze engagéieren, fir d'Kanner ze beegeschteren. Mä et ass e Faass ouni Buedem. Dat hunn déi lescht Zuele jo ganz daitlech bewisen, wou de virgesinnene Budget vum Minister sech verzéngfacht huet.

Wär et net awer ubruecht, en onugemellte Kontrollsystem anzusetzen, fir datt et net zu Abuse kënn, ouni awer déi Veräiner, déi alles a bonne et due forme maachen, ze schikanéieren? Et muss garantéiert sinn, datt och qualifizéiert Trainer do sinn an datt och déi Unzuel vu Kanner do ass, wéi de Veräin se ugëtt.

Dofir meng Fro un de Minister, ob esou e Kontrollsystem, deen onugemell ass, an de Klibb gemaach gëtt, wou och d'Präsenzlescht vun den Trainer an de Kanner ofgeglach gëtt

mat deem, wat herno opgeschriwwen gëtt. Oder ginn déi Suen och einfach ausgeschott?

Här Minister?

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*.- Dierf ech der Riednerin eng Fro stellen?

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Jo, Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*.- Wann Der erlaabt? Entschëllegt, wann ech lech ënnerbriechen. Schwätzt Der elo vun de Chèques-services oder schwätzt Der vun dem Subside qualitë+?

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Subside qualitë+.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*.- Voilà. Da kënn Der also net vergläichen 300.000 mat 3 Milliounen.

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Jo. Ben, et ass e Gesamtpak. An ech wollt dee vun... Jo, Dir hutt recht, Här Minister. Bei de Chèques-services. Ech hat och d'Chèques-services am Ufank gesot.

Op alle Fall vun 300.000 op 3 Milliounen, dat ass verzéngfacht.

Madamm Presidentin, ech kommen zum nächsten Challenge, deem vum Benevolat am Sport. Et ass gewosst, datt et d'Réckemuerch vum Sport, vun der Base ass, datt d'Kanner Sport kënnen maachen. Vill vun eis heibanne wëssen, wat et heescht, Responsabilitéit an engem Veräin oder an enger Federatioun ze iwwerhuelen, an engem Comité matzeschaffen, Offiziellen ze sinn, Juge, a meeschtendeels fënnt een nach um Terrain déi Leit erëm, déi scho viru 40 Joer do stoungen oder et sinn déi engagéiert Elteren, wou d'Kanner selwer Sport maachen a wou et ëmmer méi schwéier gëtt, Leit ze fannen, déi nach bereit sinn, dës benevoll Aarbechten ze maachen.

Wann ee bedenkt, wivill déi Leit aus Idealismus an de Veräinsverbänn schaffe fir de sozialen Zesammenhalt, d'Gesondheet, d'Integratioun an domadder e risegen Déngscht maache fir d'Gesellschaft, ass et einfach net méi normal, wéi wéineg dëst unerkannt gëtt. A mir mengen och, datt d'Ernennung vum Benevoll vum Joer dem droenden Zesummeffall net entgéintwierkt, och wann et eng flott Iddi ass.

Dëst ass an den Ae vun der CSV ee vun deene gréissten Defie fir d'Zukunft vun de Sportsveräiner. D'Politik muss hei Virschléi maachen, wéi de Benevolat ka gezielt gestärkt ginn, datt mir erëm Leit hei fannen, déi bereit sinn, sech an hirer Fräizäit an den Déngscht vun engem Veräin oder der Federatioun ze stellen.

Et ass jo ganz kloer eng positiv Entwécklung, wat déi finanziell Ennerstëtzung ugeet fir déi administrativ Aarbechten an deene verschiddene Federatiounen. Ech mengen, et sinn der 26, déi Subside kréien, fir Sekretärs- oder Gestionnairesposten ze garantéieren. Mä dat léist awer nach ëmmer net de Problem an der Base bei de Veräiner bei stänneg wuessenden administrativen Chargen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- De Subside qualitë+ ass eng gutt Saach. Elo sinn ech beim Subside qualitë+. Ech hat mech virdrun effektiv... Jo.

De Subside qualitë+ ass eng gutt Saach. Awer fir d'Veräiner ass et och e Plus un Aarbecht, wou Leit sech an hirer Fräizäit mussen eraschaffen, den Elteren nolafen, fir Pabeieren ausgefëllt ze kréien. Hei mussen definitiv aner Léisungen op den Dësch. An et muss ee kucken, wat fir ee staatlechen Incentive ee kann aféieren, fir dës weiderzeféieren.

Léif Kollegene a Kolleeginnen, ech kommen elo bei en aneren Deel vum Verbandssport, mä een, dee mir ganz besonnesch um Häerz läit. Och wann et nëmme e klengen Deel vun eiser Populatioun dobausse betrëfft, ass et awer deen, deen am meeschten diskutéiert gëtt: nämlech den Héichleeschtungsport.

Wann aus jonken Talenter dann eventuell richteg gutt Athlete solle ginn, dann ass et wichteg, datt mir hinne déi néideg Perspektiv bidden an datt se net aus Grënn vu finanzieller Onsicherheit hir Sportskarrière afferen oder awer hir komplett educativ Ofsecherung an domadder hir Zukunft a Fro stellen, just well se vläicht immens talentéiert am Sport sinn.

Aus dësem Grond hunn ech d'lescht Joer am Juli hei an der Chamber eng Proposition de loi sportive d'élite deposéiert. Hei just zwou Iddien, déi ech erausgepickt hunn, déi d'„dual career“ betreffen. Och wann d'Elitesektioun vun der Arméi fir verschidde Sportler e grouse Plus a puncto Ofsecherung bedeit, dann ass et awer nach laang net ëmmer déi eenzeg richteg Léisung. Virun allem wann et Athlete sinn, déi och studéieren wëllen an och kënnen.

An dowéinst proposéiere mir aner Pistten an der Proposition:



- d'Méiglechkeet, eng Konventioun mam Comité olympique ze maachen iwwer maximal véier Joer fir Sportler vu Weltniveau, déi e Revenu garantéiert, och wann ee studéiert, fir datt se eben net grad hir educativ Carrière opginn, fir an d'Elittesektioun ze kommen, well se do verdéngen an doduerch de Choix vun hirer Zukunft immens limitéieren

- d'Schafe vun engem Service de guidance fir jonk Sportler, fir se administrativ ze ënnerstëtzen beim Choix vun de Schoulen a vun der Unerkennung vun den Diplomen.

An hei hoffe mer, datt de Responsabele vun der „dual career“ sech mat dëser Thematik befaasst an deenen Athleten, eisen olympeschen Hoffnungsträger vun eisem Land, wéinstens dës Garantie an der Zukunft ka ginn, wa se déi bescht op der Welt opsichen, fir eist Land op internationalem Niveau ze verrieden, an net mat eidelen Hänn dostinn, wa se erëm heemkommen. Well soss wonnert et mech guer net, firwat all Sportler a virun allem seng Eltere sech honnertmol iwwerleeën, dës Risiko anzegoen, deen eben oft muss geholl ginn am Sport, fir weiderzeker kommen.

Dir sidd zwar der Iddi nokomm, fir esou e Posten ze schafen, mä bis elo hu mer weder héieren nach gesinn, wat fir eng Kritären en Athlet muss erfëllen, fir dës Service an Usproch ze huelen. Et muss jo sécherlech awer esou sinn, datt hei eng sportlech Héichleeschtungspektiv hannendrustéicht an net just wann ee Loscht huet, e bësse Sport mat Schoul ze kombinéieren.

An ech wéisst och gäre vum Här Minister, wivill vun eise villversprechenden Athleten an deem Service da betritt ginn, wou se hinorientéiert ginn a wie se sinn.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt mer do dee richtige Mann op der Plaz hunn. Mä wéi erweidert dee seng Experienz mat den auslänneschen Unien a Schoule fir déi verschidde Sportarten ausser senger perséinlecher Erfahrung? Well mir wësse jo all, datt een an deem Milieu d'Athlete just op déi wierklech gutt Plazen ënnerdaach kritt, wann ee Relatiounen huet.

Ass den Här Carnol schonn op déi verschidden Unien, Trainingszentre kucke gaangen, déi eventuell fir eis Athleten a Fro kommen, fir sech Erfahrungswäerter a Relatiounen opzebauen? Wat gedenkt de Minister mat menger Proposition de loi ze maachen?

Mir kréie jo ëmmer virgehait, mir hätte keng Iddien an der CSV. Mä hei hu mer konkret Propositione virgedroen a bis haut nach net déi geréngste Reaktioun.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, elo huet d'Regierung jo d'Schafe vun engem neien Olympiastützpunkt mat groussen Tamtam, dem LIHPS an dem High Performance Training & Recovery Center, ugekënnegt. Ech wéilt hei gären an deem Kontext vum Sportsminister wëssen, wéi dat doten an der Praxis soll ausgesinn.

Wat bréngt dës Stützpunkt méi fir de Lëtzebuerger Héichleeschtungssportler wéi dat, wat mer scho bis elo hunn a wat fonctionnéiert? Wat sinn déi nei Elementer ganz genau? Well ech weess vum Schwammen hier, datt elo net vill Neits derbäikomm ass. An dat ass jo eng vun deenen zwou zentrale Sportarten, déi hei viséiert sinn an déi dovunner profitéiere sollen.

D'Kameraiwwerwaachung ënner Waasser ass et schonn ginn. Genausou wéi d'Recuperatiounsmoosnamen. An et wäert jo elo awer net esou sinn, datt mer all déi Nimn hu missen erfannen, fir datt d'Coque en Aisbad kritt an eng Géigestroumanlag an eis Athleten elo mat Muskel recuperéiere kënnen.

Mir hänkt Der jo net op, datt eis Schwëmmer elo op emol emol an der Woch eng Technik analys muss maachen. Wat bréngt esou eng deier Anlag vu Plus-value, wann eis Athlete bis elo zu Hamburg déi Analyse konnte maachen? An ech kennen der vill, déi eng Medail op der Olympiad mat heembrecht hunn an deem dote Beräich, déi nach ni esou eng Anlag gesinn hunn.

Ouni elo emol d'Personal, d'Technik an alleguer déi Folgekäschten ze erwänen amplaz Synergie mam erfuerenen Ausland ze maachen, wéi dat bis elo de Fall war. Wéinstens wësse mer bei der Coque nach eenegermoossen, wat geplangt ass. Och wann dat fir eis wierklech en „nice to have“ ass an net onbedéngt en „must“.

Mä wat de LIHPS ubelaangt an d'Recherche ubelaangt, Här Minister, do waart, mengen ech, awer wierklech eng Virwärtz op eis. Wéi soll déi Struktur do fonctionnéieren op dräi verschidde Plazen, wou aner Länner dat Ganz éischter op enger Plaz konzentréiere wéi den INSEP zu Paräis oder de Leistungszentrum zu Magglingen an der Schwäiz. Ass d'Gefor net immens grouss, datt dës Struktur aus dräi Dealer eis vill kascht, Poste vu Koordinateuren an

Direkteren erschaaft an awer e grouss Frazeiche mat sech bréngt a kee konkret Konzept hannendrustéicht?

Et kléngt op alle Fall emol super professionell mat deenen engleschen Nimm. Mä an der Recherche, do hunn, wa meng Informatiounen richteg sinn, mer nach ëmmer kee Partner an och net vill Erfahrung op deem dote Gebitt. Do muss ee jo wëssen, datt virun allem an der Biomechanik d'Recherchen u Kadavere gemaach ginn. Dat ass jo awer eng Méiglechkeet, déi mir net hei zu Lëtzebuerg hunn. Misste mer do net mat enger Faculté de médecine zesummeschaffen?

Wéi ass et ze erklären, datt d'Personal, dat um Ufank vun deem Projet stoung, wat de Forschungszentrum ubelaangt, scho ganz demissionéiert huet a sech zréckgezunn huet? Ech mengen, et ass verréckt, fir an engem klengen Land fir déi puer „few“, déi wierklech gutt sinn, esou eppes Sophistiquéiertes eréischt opzebauen a mat deem Opwand ze bedriewen, wou mer eis all froen: Wou huele mer déi Wessenschaftler hier aus deene spezifesche Beräicher, ouni déi néideg Masse critique vun Athleten ze hunn?

Wéi wäit déi schonn am Ausland sinn an op welch jorelaang Erfahrung déi scho kënnen zréckkucken! Et dauert mindestens 20 Joer, bis mir do kënnen mathalen. An da sinn déi och schonn erëm méi wäit. Si mer do net amgaangen, vill wäertvoll Suen ze verpolveren, wou ee besser hätt, sech amplaz op d'Resultater am Ausland ze beruffen a méi a konkret Projekte fir d'Jugend hei am Land ze investéieren?

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Ech mengen, datt eng Rei Saachen nach kënnen virun allem an der Coque oder am Sportslycée ausgebaut gi wéi Ernährungshëllef, mentalen Training, Rascht- oder Schlofplazen, fir tëschent den Trainings ze recuperéieren. Mä ech froe mech, ob d'Coque awer net besser hätt, sech erëm op dat ze konzentréieren, firwat se eigentlech gebaut ginn ass, näamlech en Trainingszentrum fir d'Athleten, d'Méiglechkeet, fir datt se dat ganz Joer banne kënnen trainéieren, an net, fir Concerten, Galaen oder Wäinausstellungen ze organiséieren, fir sech ze rentabiliséieren, an datt d'Arena grad am Wanter beispillsweis fir d'Liichtathleten an anere Sportler besat ass, ouni - an ech kommen awer nach eng Kéier drop zréck - d'Parkgebühren nach eng Kéier am Detail unzeschwätzen, déi ee muss bezuelen, wann ee säi Kand gär dohinnerféiert, fir datt et Sport ka maachen.

Madamm Presidentin, eppes wäert hei am Land ëmmer feelen, an dat ass déi néideg Konkurrenz an aldeeglechen Training, wann eis Athlete bis wierklech gutt sinn. Ech bleiwen der Meenung, datt d'sportlech Leeschtungen am aldeeglechen Training um Terrain virbereet ginn an net am Labo, och wann et emol kann hëllefbräich sinn, fir den Training ze orientéieren.

Wéi soll de Sportler da méi wäit a seng Péngzon kënnen goen, wann e selwer ëmmer dee Beschten ass an net de Konkurrent niewent sech huet, deen een um Weltniveau schloe soll? „Nur die Harten kommen in den Garten.“ Esou ass d'Devis bei deenen, déi d'Medaile vun den olympesche Spiller ëmhänken hunn. An déi, déi all Dag de Schwëss op der Stir stoen hunn, an net déi, déi aus dem Wohlfühlbereich an dem Sang- a Klangbad kommen.

Mir mussen versichen, eis Spëtzesportler bei déi beschtméiglech Konkurrenz ze kréien - an dat ass noutgedrongen am Ausland, mat Kontakter, déi verlässlech sinn - a se erëm opzefänken, wa se heemkommen. Am Jugendberäich, mengen ech, kréie mer dat nach eenegermoossen hi mat der Konkurrenzféigkeet. Mä um Topniveau gëtt dat hei am Land mat Sécherheet ganz schwéier.

Kuckt emol kleng Länner, déi äänlech Awunnerzuelen hu wéi hei Lëtzebuerg! Island huet sech mat als Gruppenéischten am Fussball fir d'WM 2018 qualifizéiert mat 22 Punkten an zéng Matcher. Déi allermeescht Spiller sinn net am islännesche Championnat. Slowenien ass dës Joer Europameeschter ginn am Basket. Dat ass och e klengt Land. Wou spillt hiren Haaptmann, de Goran Dragić? Fir d'Éischt a Slowenien als Profi, duerno mat 20 Joer a Spuenien a mat 22 Joer ass en an d'NBA gedrafft ginn.

Här President, ech kommen op e weidere Punkt, deen een oft aus de Sportskreesser héiert an deen d'Relatioun tëschent de Veräiner an de Federatiounen beréiert, déi, ech mengen, net ëmmer optimal ass. Oft schéngt et hei Rivalitéiten tëschent de Federatiounen a Veräinstainer ze ginn. Hei ass et wichteg, datt e Mateneen am Interessi vun alle Kanner a Jugendliche stattfënn.

Et héiert ee vu Kanner, déi gemobbt gi vun de Klubtraineren, wa se wëllen an de Sportslycée goen an do d'Chance kréien, mat den nationalen Trainer ze trainéieren. Et ass e Skandal, wat

do ofleeft. An datt d'Kanner, déi all Energie brauchen, fir Schoul an Héichleeschtungssport ze kombinéieren, elo nach tëschent zwee Still permanent gesat ginn, falls se et iere woen, op de Federatiounstraining ze goen an net bei hiren eegene Klub, mat der Konsequenz souguer, vu Kompetitiounen oder Trainingslager gestrach ze ginn. Esou eppes kann net sinn.

Et gëtt een einfach d'Impressioun net lass, datt Dir, Här Minister, lech do gären hannert dem Argument verstoppt, datt de Sport Privatsaach war an dat misst een awer selwer regelen. A mir mengen awer, wann et ëm den Interêt vun de Sportler geet an engem nationale Projet, datt de Minister muss kënnen agräifen, well et flësse jo awer trotzdeem vill Steiersuen an dese Modell, deen de Sportsminister mam Comité olympique, mat de Federatiounen an dem Sportslycée opgebaut huet an deen immens un Effikasitéit verléiere kann duerch egozentresch Iwwerleuegen.

Alles bleift oft hei um Federatiounspräsident a senger Equipp hänken. A wann déi dann um nationale Modell festhalen an duerchgräifen, da lafe se de Risiko, datt se vun de Klipp net méi erëmgewielt ginn an d'Hänn sinn hinne gebonnen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng Rei vu Problemer hei opgezéit, déi eise Veräins- a Federatiounssport säit Joren, wann net Jorzéngten, ploen. Et geet net duer, nei Stadionen anzeweien a grouss Coursen an d'Land ze huelen, déi vill kaschten an déi vill Energie ewechhuele vun de Benevollen, déi se da vläicht manner hu fir den dagdeegleche sportlechen Encadrement fir eis Kanner an de Lëtzebuerger Veräiner.

Et gëtt Zäit, eng verantwortungsvoll Sportpolitik ze maachen, wou een zesumme mam Familien-, Gesondheets- an Educatiounsministere eng Strategie entwéckelt, fir e gesunde Mënsch, Kierper a Geescht ze promovéieren. An dat geet nëmme, wann een dem Sport e bessere Stellenwert an eiser Gesellschaft gëtt. Eng Unerkennung, wéi mir fannen, déi en eigentlech scho laang verdéngt hätt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Arendt. Als nächst Riednerin...

(**Brouhaha**)

...hunn ech d'Madamm Cécile Hemmen ageschriwwen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Eng Interpellatioun iwwert d'Erausforderungen an d'Perspektiven am Sportsberäich ass och eng gutt Geleeënheet, fir emol e Réckbléck ze maachen, en État des lieux, wéi et eigentlech haut ausgesäit.

Am Regierungsprogramm huet de Sport seng fest Plaz. An ech wéilt do just e puer Punkten ervirhiewen. Et geet vum Kompetitiounssport mat der Kreatioun an der Ausaarbechtung vun engem Olympiastützpunkt iwwert de Fräizäit-sport, mat ënner anerem dem nationale Plang „Gesond iessen - méi bewegen“. Etude waren ugeduecht ginn, fir erauszefannen, firwat déi Jonk net méi Sport maachen, d'Formatioun vun de professionellen an den ausserschoulesche Strukturen. Den Akzent ass och op d'Auswärtung vun de Pilotprojete geluecht gi bei de sougenannten Activités motrices op lokalem Niveau fir all Alter an all Niveau.

De Sport an der Schoul hat och seng fest Plaz am Regierungsprogramm. De Stonneplang sollt am Sënn vu méi regulärem Sport verbessert ginn. De Sportslycée sollt besser équipéiert ginn. An och den Term vun „dual career“, vun där mer jo de Mëtteg schonn héieren hunn, gouf gebraucht, fir dem Spëtzesportler eng Hëllefstellung ze bidden, fir d'Studien an och de Beruff mam Sport ze verbannen. Do dernieft Sport a Gesondheet, Sport an Handicap, déi sportlech Infrastrukturen, de Rôle vun der Coque an an an.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, trotz munneche Kriticken, déi mer jo schonn de Mëtteg héieren hunn, an och Fuerderungen, muss een awer éierlech genuch sinn a sech astoen, dass de Sport bäi Wäitem kee Stéifkand ass an der politescher Landschaft zu Lëtzebuerg.

An et ass och méi wéi berechtigt, dass och fir d'Zukunft en autonome Sportsministère déi vill Aufgaben ënner engem Daach geréiere muss. A wéi gutt eisen LSAP-Sportsminister dat mécht, weisen net zulescht déi Auszechnungen, déi de Romain Schneider kritt huet, iwwregens och elo kierzlech schonn déi zweete Kéier, als déi Perséinlechkeet, déi dee gréissten Afloss op de Sport huet. Felicitatiounen derfir, Här Minister!

Mä e Regierungsprogramm ass jo och net alles. Et geet drëms, wat ëmgesat gëtt a wéi flexibel och d'Politik ass, fir den Ufuerderungen nozekommen, déi sech am Laf vun der Zäit stellen.

Wou sti mer haut? Ganz geschwé wäert ech d'Éier hunn, fir op dëser Plaz den eelefte Fënnfjoresplang ze presentéieren, wou ech dann och am Detail op eng nei Infrastruktur wäert ze schwätze kommen. Vläch mécht de Minister dat och schonn am Virfeld haut de Mëtteg: déi nei Infrastruktur, déi fir d'Kanner geduecht ass an dorop ziilt, fir iwwer sougenannte Salles de motricité d'Bewegung an all méiglech Aktivitéiten ze férdere vu Klengem un.

A genee do läit de Punkt! Sport kann eng Passioun ginn, wann ee richteg op de Goût kënnt. An där Optik mécht d'LASEP eng exzellente Aarbecht. An ech erlabe mer hei, déi Responsabele vun der LASEP fir hiren onermiddlechen Asatz ze felicitéieren. Fir ganz vill Kanner, déi d'Chance hunn, an hire Gemengen u LASEP-Aktivitéiten deelzuelen, ass dat en éischte Kontakt mat Sportarten, wou si ganz villes kënnen probéieren a wou si sech dann och kënnen wuelfüllen an hir Kompetenze kënnen asetzen.

Duerno féiert dann de Wee bei de Sportsklub, wou d'Loscht um sportlechen Engagement soll weidergoen, wat desto méi einfach ass, wann den Encadrement och stëmmt. Hei kommen awer nach ganz vill aner Elementer derbäi: Contrainten, Reglementer, Pénktlechkeet, Teamgeescht. Et heescht, sech an e System vu Rechter a Flichten anzereien, ouni awer de Spaas un der Freed um Sport ze vergiessen.

E Sportsklub ass och hierarchiséiert, wat heescht, dass an der Praxis déi demokratesch Regeln ze respektéiere sinn. Alles an allem kann ee vun engem Integratiounsswee schwätze vum Einzelnen an e sozialpolitesche System.

Dese klengen Exkurs, dee war elo geduecht, fir drop hinzewiesen, dass grad déi Leit, déi den Encadrement assuréieren, eng ganz grouss Responsabilitéit hunn. Zum enge wat sech op administrativem Plang deet - do muss jo schliisslech och alles seng Richtigkeet hunn -, mä dorivwer eraus geet et drëms, fir moralesch Wäerter ze vermëttelen: Dat ass Respekt, dat ass Fairplay, Teamgeescht, „self control“ an esou weider, je, fir dës Schoul um Liewe beschtméiglech ze leeden.

An dëser Schoul ginn d'Weihe gestallt fir d'Suite vum sportleche Parcours. A wa mer vu Sportsklub schwätzen, dann ass de Benevolat do enk dermat verbonnen. Och wann d'Professionaliséierung vun de Féierungskräften net nëmme ugestriift gëtt, well méi a méi Qualifikatiounen erfuerdert sinn, déi sech un d'Be-soine vun der Zäit upasse mussen.

Wat elo d'Ënnerstëtzung vum Benevolat ugeet, esou wéilt ech op dëser Plaz un dat Reglement erënneren, wat zanter engem Joer a Kraaft ass, wat déi Subside betrëfft, fir d'Sportsklub an hirer gudder Aarbecht ze ënnerstëtzen. Zum enge de Subside de base, an dann awer och - wat mer och schonn de Mëtteg héieren hunn - de Subside qualité+, deen nach méi drop beduecht ass, fir den Encadrement vun de jonken, lizenzierte Sportler bis 15 Joer ze promovéieren.

Dës ass nëmme ee vun deene grouse Punkten, déi kierzlech ëmgesat goufen. Eng aner politesche Prioritéit war d'Ëmsetzung vum mëttlerweile sougenannten LIHPS, dem Luxembourg Institute for High Performance in Sports. En ass mëttlerweile op de Schinnen, dee Projet, deen an enker Zesummenaarbecht mam Sportsministère, mam COSL an der SLMS funktionéiert, an dann natierlech och als eminenten a ganz wichtege Partner d'Coque.

Et ass eng autonom Struktur, déi d'Elittesportler encadréiert an hinnen déi bescht Konditiounen soll offréieren, souwuel an der Sportsmedezinn, der Physiotherapie, der Wëssenschaft, bei den Trainingsméiglechkeeten, der Psychologie, der Ernährung an der professioneller Orientatioun. Et ass ganz kloer e Projet, wou de Spëtzesport net nëmme haut, mä och muer eppes dervun huet.

Elo, Enn 2018, misst et esou wäit sinn, dass eis Spëtzesportler optimal an op eng professionell a modern Aart a Weis encadréiert ginn, fir a puncto Leeschtungsverbesserung ze schaffen, wou d'Leeschtungsdiagnostik zum Beispill iwwer Videoanalys an och soss méiglech ass. De medezinesche Volet ass scho méi laang prett an huet seng Preuvé gemaach. An och de Coordinateur vum Projet, an der Persoun vum Laurent Carnol, huet säi Poste schonn ugeholl.

Den LIHPS ass jo drop beduecht, fir de Leeschtungs-niveau méi a méi un dee vun der

weltwäiter Weltspëtzt erunzeféieren, a mat enger Infrastruktur wéi déi vun der Coque sinn eigentlech schonn déi ideal Konditiounen fir d'Trainingsaarbechte geschaaft. Hei spillt sech a mengen Aen och mat dee wichtigste Deel vum ganzen Encadrementprozess of. Eng Plaz, déi eisen nationale Sportler jo als Lëtzebuerger Sportstempel net onbekannt ass, well d'Missioune vun der Coque, déi gi jo och an den Domän vum Federal- an och vum Schoul-sport.

Eng komplett Offer a puncto Training a Re-generation gëtt hei ugebueden, déi den héchste Qualitätsufoerderung gerecht gëtt an zu-gläich och op den neisten Entwécklung vum de Sportswissenschaften soll baséieren.

D'Trainingsdiagnostik mat Labotester an och Videoanalyse liwweren iwwerregens wichteg Informatiounen iwwer d'Potenzial vum Sportler am Hibleck op nach méi grouss Fortschritt an der Leeschtung. Am Domän vun der Entspannung an der Regeneratioun kann een zum Beispill de Kryotherapieaum ervirhiewen an och d'Ausweitung vun der Offer un de Sportsmassagen. Onnëtz ervirzehiewen ass, dass dat professionell Team vun der Coque nach mat spezialisierte Fachkräften aus dem Sportsberäich grad wéi mat spezialisierte Therapeute muss verstärkt ginn.

Am Hibleck op déi olympesch Spiller zu Tokio 2020 kënnen eis Sportler op optimal Virbereidungsméiglechkeeten zrëckgräifen an et steet och ausser Zweifel, dass dësse Projet de Spëtze-sport zu Lëtzebuerg nei beliewe wäert an dass ee sech bedeutend Auswierkungen op de Lëtze-buerger Sport am Allgemengen erwaarde kann.

Wat de finanzielle Volet ugeet, esou wëllt ech awer och gäre vum Minister wëssen, wéi eigentlech de Pluriannuel vun dësem Projet ausgesäit. D'Coque huet wuel eng éischt Finanzsprëtzt kritt, soll awer och op eege Mëttel zrëckgräifen. Ass och viruszugesinn, wat nach un Depensen erwaart gëtt, och am Domän vun der Recherche, déi jo eigentlech érischt ulafe kann, wann éischt Resultater virleie vun den Trainingsdiagnostiken? De Laurent Carnol wäert jo bestëmmt an Zukunft och op e Staff müssen zrëckgräifen; ass do scho gewosst, a wéi eng Richtung dass dat personalméisseg kéint goen?

Alles an allem kann ee soen, dass de Bilan vun den Aarbechten am Sportsberäich sech weise loosse kann. Ech sinn hei net op déi grouss In-frastrukturprojeten agaangen, spréich den nationale Fussballs- a Rugbysterrain oder de Velodrom, dee jo elo lues awer sécher an d'Planung kennt an zukünftege Lycée vu Mondorf. Ronn 5,5 Milliounen Euro, dat ass de globale Montant, deen als finanziell Hëllef a Subside fir d'Federatiounen a soss Sportsklubb 2017 ausgi gouf. De Minister huet heizou Detailler ginn am Kader vu senger Äntwert op eng spezifesch Question parlementaire.

Iwwer 5 Milliounen: Dat ass vill fir déi eng, mä natierlech nach laang net genuch fir déi aner. Wichtig ass allemol, dass mer an déi richteg Richtung denken. Jiddweree soll d'Méiglechkeet kréien, eng sportlech Aktivitéit auszeüben. Déi lokal a regional Infrastrukture ginn an dësem Sënn och subventionéiert.

Soll een elo méi spezialiséiert regionaliséieren? Jo, dat kann eng interessanter Fro sinn. Da spillen natierlech d'Facteur Mobilitéit, Zäit, Responsabilitéit vun den Encadranten, déi bei den Displacements sollen derbäi sinn, awer och an deem Fall eng Roll.

D'Loscht um Sport kritt ee vu gudde Virbillen. Hinne gëllt deemno d'Opmierksamkeit am In-land awer och am Ausland, den Hären, mä awer gradesou den Dammen. Et mussen Efforte gemaach ginn, fir de Fraen deeselwechte Stellwäert am Sport ze gi wéi hire männleche Kolleegen, Visibilitéit an Unerkennung vun hire Leeschtungen. Dëst wier heimat ee ganz waarmen Appell un d'Sponsoren an duerno awer och direkt un d'Medien, déi hei e wichtige Part kéinten derzou bäidroen.

Gutt a performant Sportler kritt een iwwer e professionellen Encadrement op all Niveau. Duerfir gehéieren op d'Dirigeantsposten ëmmer méi Leit, déi de Metier och gutt kennen. Deemno déi Leit, déi vläicht selwer aus dem Sportsberäich kommen, Männer a Fraen.

Erlaabt mer awer elo vläicht ganz zum Schluss an och just um Rand vum Sujet vun haut, eis alleguerten heibannen e bëssen an d'Gewëssen ze rieden!

D'Weltgesundheitsorganisatioun recomman-déiert den Erwuessene vun 18 bis 65 Joer, op d'mannst 30 Minutte pro Dag enger modera-

ter sportlecher Aktivitéit nozuegoen, an dat fën-nemol pro Woch, an dräimol d'Woch méi in-tensiv Sport ze maache während just nëmme 20 Minutten. An dat natierlech fir de ge-sondheetleche Benefiss. A bon entendeur, sa-lut!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci, Madamm Hemmen. Dir moti-véiert eis all maximal fir déi nächst Deeg.

Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Ma-damm Lorsché. Et ass Dammentour de Mëtten; no dem Här Lamberty. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*). - Villmools Merci, Madamm Presidentin.

(*Interruption*)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Ah, den Här Reding kennt nach. Et gëtt erëm Equiliber.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*). - Léif Kol-leeginnen a Kolleegen, och mir Gréng sinn natierlech frou, dass den Thema Sport de Wee an d'Chamber fonnt huet. An duerfir och e grouse Merci un de Claude Lamberty, deen d'Interpellatioun ugefrot huet, mam Bléck op de federéierte Sport, dee jo e ganz wichtige Pi-lier vun der Lëtzebuerger Sportswelt duerstellt.

De Kapp vun federéierte Sport sinn natierlech d'Federatiounen, déi zu engem gudden Deel vum Stat subventionéiert ginn. Am Joer 2017 sinn eleng 2,9 Milliounen Euro aus dem Statsbudget fir d'Personal an d'Trainer vun de Federatiounen investéiert ginn. A fir d'Joer 2018 sinn et nach 150.000 Euro méi. Dat ass jo emol schonn net esou schlecht.

De Gesamtbudget, deen un d'Federatiounen mat all hiren Aktivitéite fléisst, läit dëst Joer bei 5,5 Milliounen Euro. Derbäi kommen nach héich Zommen, déi fir aner Sportsberäicher destinéiert sinn, mat engem Gesamtchiffer vun net grad 58 Milliounen Euro. Ech géif mengen, dat si keng Grimmelen, mä Chifferen, vun deenen déi afrikanesch Weltklasseleifer nëmme kënnen dreemen. An net nëmme si!

Natierlech ass et wichtig a luewenswäert, dass d'Cause vum Sport verdeedegt gëtt an dass vum Stat gefuerdert gëtt, eng Rei vu Verbands-direkteren zu Gestionszwecker ze finanzéieren. Dat ass legitim. An et ass och wichtig, dass generell vill Geld fir de Sport zur Verfü-gung gestallt gëtt, fir déi 120.000 Sportler, déi mer am Land hunn, konsequent ze ënnerstëtzen. Se sinn eis et wäert.

Op d'mannst esou wichtig, Här Minister, ass et, awer och ze iwwerleeën, op wéi eng Ma-néier d'Veräiner sech finanziell iwwer Waasser kënnen halen, dann awer och, wéi hire Fon-ctionnement kann optimiséiert ginn a wéi eng Pisten et gëtt, fir déi wichtig Missioune vun de Veräiner an eiser Gesellschaft opzewäerten. Em-merhi stellen déi 1.400 Veräiner d'Basis vum fe-deréierte Sport duer. Se kënnen awer just am Kanner- a Jugendberäich vu staatleche Recette profitéieren. Mä ëmmerhin: An där Hisiicht ass scho vill geschitt. Ech wëll dat elo net kleng-rieden.

Trotzdem muss een awer wëssen, dass dës Re-cetten, zesumme mat deene vun de Cotisatioun-en, den Entréesbilljeeë bei Evenementer an och emol duerch Spenden, meeschtens net duerginn, fir d'Veräiner finanziell ofzesécheren, wa se wierklech Qualitéit wëlle bidden. Emsou méi schwierig ass dës Situatioun natierlech, déi ass bekannt, well d'Veräiner ënner dem Réck-gang vu Benevoller leiden. Wou ech awer net wëll soen, dass et keng Benevoller gëtt. Si sinn nach ëmmer ganz aktiv a se hunn och wierk-lech Respekt verdéngt.

Mir mengen, dass et interessant wär, eng Kéier d'Thema Benevolat an dëser Chamber ze dis-kutéieren an net op Nieweschauplätz, well et ass et wäert. Duerch de Mangel un Benevolle si vill Veräiner forcéiert, Trainer, Trainingsstonden, och eenzel, an Déngschtleeschunge souze-soen ze kafen, fir dass de Veräin optimal funk-tionéiere kann. Dowéinst féiert eiser Meenung no kee Wee laansch nei Finanzierungsquel-len, fir dass d'Veräiner souwuel am Breeddesport wéi och am Kompetitiounssport aktiv an attrak-tiv bleiwen.

Dir wësst, wat aktiv sinn als Sportsveräin heescht. Et heescht, Talenter rekrutéieren a jore-laang forméieren, ier iwwerhaapt emol vum Wee an en National- oder Elittekader ka ge-schwat ginn. Et heescht och, Honnerte vu Memberen am Breeddesport zesammenzebréngen an hiren Interesse gerecht ze ginn. An et heescht, sech ëm d'Organisatioun an ëm de rei-bungslosen Oflaf vu Kompetitiounen ze bekém-meren, och wann déi jeeweileg Federatioun do-bäi e Wiertche matzeshwätzen huet a vun Zäit zu Zäit och emol eng Hand matupeekt.

Här Minister, eng interessant Pist, fir nei Finan-zierungsquellen zu all deenen Zwecker ze mo-

biliséieren, gesi mir am sougenannte Crowd-funding. E Modell, deen am Ausland scho Schoul gemaach huet. De Prinzip ass einfach: Am Géigesaz zu wéineg Sponsoren, déi grouss Zommen un d'Veräiner bezuelen, geet et beim Crowdfunding drëms, vill kleng Ennerstëtzer ze fannen, déi alleguer bescheiden Zommen zur Verfügung stellen an eng grouss Zomm zesum-mebréngen. Duerfir kréie se dann eng Géige-leeschung oder eng Unerkennung vum Veräin.

Dee Modell huet sech am Ausland bewäert. A mir géife mengen, dass en net nëmme an der Kultur, an der Konscht an an der Wirtschaft Sënn mécht, mä ebe grad am Sport. Nach méi effikass gëtt dee Modell, wann en iwwer e ge-meinsame Portal organiséiert gëtt, fir deene klengste Veräiner och d'Méiglechkeet ze schafen, drun ze participéieren, ouni dass se e groussen Opwand derfir musse bedriewen.

Duerfir wollt mer lech froen, Här Minister, ob Der net drun denkt, d'Veräiner an deem Beräich ze sensibiliséieren a se bei der Ent-wécklung vun esou Projeten ze ënnerstëtzen.

Datselwecht zielt och fir d'Promotioun vun de Veräiner no baussen an hire Gemengen an an hire Regionnen. Esou keck wéi de Slogan „Let's make it happen“, dee jo scho genannt ginn ass, am Kader vum Nation Branding och ass, fir de sportlechen, kulturellen an den touris-teschen Image vu Lëtzebuerg am Ausland opzopoléieren, esou wichtig wier et och, den Image vun de Sportsveräiner, och deene klen-gen, mat originelle Methoden an eisem Land opzewäerten.

Eng positiv Initiativ ass an deem Kontext bei-spillsweis d'Nuit du sport, déi vu ville Gemenge mat der Ennerstëtzung vum Stat, vum Minis-tère, organiséiert gëtt an de Veräiner vill Op-portunitéite bitt, fir sech bekannt ze maachen a Memberen ze rekrutéieren. Mir mengen, dass esou Initiativen ausgebaut solle ginn an och di-versifizéiert solle ginn, fir dass méi Leit de Wee um Terrain zum Sport fannen. Dat muss net ëmmer Leeschtungssport sinn.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*). - Léif Kol-leeginnen a Kolleegen, Geld ass, wéi gesot, vill am Sport, mä Geld ass nach laang net alles; och an zemools net am Sport, well soss hätt de Josy Barthel 1952 zu Helsinki keng olympesch Goldmedail gewonnen. Säin eenzeges Trai-ningsstudio war e Bësch mat ville Penten, déi näischt kascht hunn.

Quitte dass d'Trainingsmethoden evoluéiert hunn an haut mat méi groussen Investissemen-ter musse liewen, esou sinn d'Erausforderun-gen am federéierte Sport awer net just finan-zieller Natur. Se betreffen och de Fonctionne-ment an d'Organisatioun vun de Veräiner an de Federatiounen, déi e gewëssent Verbesse-rungspotenzial hunn. Global Léisunge gëtt et eiser Meenung no net, well et keng Erfol-legsrezepter fir d'Veräiner gëtt. D'Situatioun ass jo jee no Sportart, Region, Veräinsgréisst an och jee no Zuel vu Benevoller, déi am Veräin eng Hand upaken, ganz ënnerschiddlech, sou-datt déi Analys ganz differenziert muss ge-maach ginn.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la prési-dence.**)

Fir deem Rechnung ze droen, kéinte mer bei-spillsweis op en äänleche Wee goe wéi d'Schwäiz, wou e Monitoring vun de Veräiner op fräiwëlleger Basis duerghefouert ginn ass. D'Zil war et, d'Veräiner op hir Stärkten a Schwächen hin ze analyséieren an déi néideg Moosnamen doraus ofzeleeden, mat engem ganze Moosnameprogramm. Esou en Exercice ass natierlech opwendeg, Här Minister, mä d'Resultat wier den Opwand bestëmmt wäert, net nëmme an der Schwäiz, mä och zu Lëtze-buerg, a géif sech ganz bestëmmt och fir d'Fe-deratiounen lounen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng weider Erausforderung gesi mer am Rekrutement vun neie Memberen, déi ëmmerhin d'Basis vum fe-deréierte Sport duerstellen. Ouni Membere gëtt et kee Veräin an et gëtt och keng Federa-tioun. Ugefaange bei de Kanner, wou trotz der Konkurrenz vum kommerzialiséierte Sport a vil-len anere Fräizäitofferer an trotz der rasanter Entwécklung vun de Betreuungsstrukturen, wou d'Kanner vill Zäit verbréngen, traditionell Verä-ner wéi Fussball-, Turn-, Leichtathletik-, Basket-an Handballklubb nach oft vum Nowuess iwwerrannt ginn. Dat ass e gutt Zeechen.

Laut der Längsschnëtt-Etüd vun 2011 si gutt d'Halschent vun de Schoulkanner ëmmerhin an engem Sportsveräin aktiv. Natierlech kéinten et der méi sinn, an dat wär och eise Wunsch.

Den Hoke bei der Saach ass awer deen, dass vill Kanner de Veräin nees séier verloossen, entwe-der fir engem anere Veräin bäizetrieden an eng aner Sportart auszuprobéieren oder dem Sport leider de Réck ze dréien. Dat féiert der-

zou, dass d'Veräiner direkt mat zwee Defie konfrontéiert sinn: Engersäits stellt sech de Pro-blem vum Trainermangel, wann den Nowuess boomt, anerersäits mussen d'Veräiner dermat eens ginn, dass vill Kanner net laang bleiwen.

Fir eis als Gréng ass dësen Trend net negativ, soulaang wéi d'Kanner sech an engem anere Sport wuellfillen. D'Madamm Arendt huet et och gesot: Et soll een d'Kanner net ze fréi op ee Sport trimmen, well dat éischter schiedlech ass fir hir Entwécklung wéi nützlich. Aus deem Grund ass et eben duerchau sënnavoll, d'Kan-ner souzesoe polyporthlech ze féerden an net ze fréi op Leeschtung ze trimmen.

Fir dass deen Trend awer net zum Nodeel vun de Veräiner gëtt, wieren d'Veräiner gutt bero-den, konsequent zesammenzeschaffen a méi Synergien ënnereneen opzebauen, dëst bei-spillsweis iwwer de Wee vu kooperativen Netz-wierker, an deenen d'Veräiner sech kéinten ze-sammeschléissen an eng breit gefächert Sportsoffer fir d'Kanner ubidden.

Mir mengen, dass d'LASEP hei eng flott a kon-struktiv Roll kéint spillen, well: wat d'Kanner méi erreicht ginn, wat se méi Veräiner kenne-léieren, wat d'Chance méi grouss gëtt, dass se sech zu Sportler entwéckelen a bei enger Sportart am Erwuessenenalter bleiwen.

En anere wichtige Pilier ass natierlech dee vun der Zesummenaarbecht tëschent Schoulen a Sportsveräiner, och de Betreuungsstrukturen - dovun ass scho vill geschwat ginn -, wou ech nëmme ka soen, aus menger Erfahrung als Schoulschaffin, mä och Presidentin vun engem Liichtathletikkлуб, dass déi Zesummenaarbecht fir béid Säite ganz gewënnbréngend ass an dass se sech och positiv op de Rekrutement auswierkt.

Gewënnbréngend ass dës Zesummenaarbecht och an deem Sënn, dass d'Veräiner an de Schoul- a Betreuungsstrukturen op Zilgruppen treffen, déi se ausserhalb vum Schoulsystem net esou einfach errechen; zum Beispill Kanner vu Migrantinnen, déi et besonnesch am Ufank vun hirer Aschoulung méi schwéier hunn, den Hirschloss un d'Sportsliewen an der Gemeng ze fannen.

E flotte Projet, deen am Kontext vun där Ze-summenaarbecht tëschent Schoulen a Veräiner an Däitschland realiséiert gouf, wëllt ech nach kuerz nennen. En ass aus der Perspektiv vun der Genderpolitik ze betrueten an nennt sech „Kicking Girls“. Hei goug et drëms, de Meedercher an Abléck a Fussballsveräiner ze verschafen, och am Kontext vun der Schoul a vun der Betreuer, an déi klassesch Jonge-veräiner op déi Manéier attraktiv ze maachen an engem Milieu, wou d'Kanner sech souwisou befannen, an dat mat engem erstaunleche Suc-cès.

Ech kommen zum Schluss nach kuerz bei de Leeschtungssport, wou natierlech aner Regele gëllen. Mä och an dësem Domän mussen d'Sportler vun de Veräiner fideliséiert ginn, eier se iwwerhaapt emol un Niveau vum Elitesport ukomme kënnen an aner Konditiounen, mä och aner Méiglechkeete gebuede kréien.

D'Viraussetzung derfir ass déi, dass d'Sportler och schonn an de Veräiner adequat Infrastruk-turen zur Verfügung hunn a kontinuéierlech vu kompetenten Traineren encadréiert ginn. Wann all Veräin an deem Domän seng eegen Zopp kacht, da brécht dës System séier zesummen. Et feelt ganz einfach un den néidege Ressour-cen.

Mir géifen et als besser ugesinn, wann d'Verä-ner do hir Kompetenze bündelen an zesumme-schaffen. Dat heescht net, dass d'Veräiner mas-sewies solle fusionéieren, wa se dat net wëllen. Et heescht awer, dass souwuel d'Veräinsféie-runge wéi och d'Sportler an d'Trainer vum Silo-denke musse lasskommen an déi sportlech Soli-daritéit amplaz solle setze vun der Konkurrenz.

An deem Kontext wier et och net vu Muttwëll ze analyséieren, ob d'Investissementer a gutt bezuelten Nationaltrainer ëmmer a Relatioun sti mat der Zuel vu Sportler, déi dës Trainer be-treien, respektiv mat de Resultater, déi se er-rechen. Ech stellen domat kengem Trainer säi Meritt a Fro, wëll awer trotzdem drop hiwei-sen, dass d'Gelder am Sport wéi an alle Be-räicher sollen effikass agesat ginn.

E weideren Defi, léif Kolleeginnen a Kolleegen, deen ech am Numm vun der grénger Fraktioun ganz gär wëll opwerfen, betrëfft déi sozial an integrativ Funktioun vum federéierte Sport. D'Sportsveräiner sinn haut vill méi wéi en Ze-summeschluss vu Mënschen, déi an engem Veräin trainéieren, déi wëlle fit bleiwen an déi hir Talenter wëllen entwéckelen. A se sinn och vill méi wéi d'Aushängeschild vum héich ge-schätzte gesellschaftlechen a sportlechen Enga-gement.

Gemeinsam Sport driewen, heescht och, sozial Kontakter hierstellen. Net nëmme am sport-leche Sënn, mä och am gesellschaftspolitesche

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Sënn leeschte Sportsveräiner ganz vill. Se sti fir Respekt, Toleranz, Fairness, Teamgeesch a Solidaritéit. All des Wäerter kann e Sportsveräin vermëttelen an e suergt domat fir de sozialen Zesammenhalt an eiser Gesellschaft.

Här Minister, datt d'Sportsveräiner an domat och d'Sportsfederatiounen zu Lëtzebuerg keen Auslafmodell sinn, dat freet eis. Se si mat verschiddene Problemer konfrontéiert, mä bis haut hu se se nach ëmmer gemeeschtert, an dat schonn 10 bis 20 Joer. Dat ass e gutt Zeechen an et weist hir Motivatioun.

Dat verdéngt natierlech Ënnerstëtzung, an duerfir ënnerstëtze mir och d'Motioun vum Här Lamberty. Den nächste Fënnfjoresplang steet virun der Dier a bitt eis d'Geleeënheet natierlech, nach eng Kéier op d'Thema Sport zrëckzekommen, op eng Thematik, déi ganz wichteg a villfälteg ass. An duerfir soe mer lech elo scho Merci, datt och dee Fënnfjoresplang positiv Zeeche setzt.

An domat soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Lorsché. An den nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Ech wollt dem Interpellant vu ganzem Häerze Merci soen, datt en esou e wichtige Sujet hei op d'Dagesuerdnung bruecht huet, an och all menge Virriedner.

Dat Positiv un esou senger Interpellatioun ass jo, datt een och Medieninterêt kritt. Mir hunn d'Chance, haut am „Tageblatt“ eng ganz Säit ze hunn iwwert déi Interpellatioun. An et ass immens flott, datt och dobaussen dann iwwert des Themen diskutéiert gëtt.

Jo, mir stoussen, wéi et och am „Tageblatt“ richtig heescht, un d'Grenze vum Benevolat. Dat ass eng Realitéit, net nëmme fir Sportsveräiner, och fir aner Veräiner: fir Kulturveräiner, fir Museken an esou weider. An do musse mer eppes maachen.

Mir brauchen, wéi de Kolleg Lamberty ganz richtig gesot huet, haaptbeamtlech Mataar-bechter an de Federatiounen. Mir brauchen der awer och an de Veräiner. Et gëtt Veräiner hei am Land, déi méi grouss si wéi verschidde Federatiounen. A jiddwereen, deen emol eng Kéier ze dinn hat mat deem ganzen administrativen Opwand vu Lizenzen an esou weider, vu sportsmedezinneschen Untersuchungen, vu Rendez-vousen, déi musse gemaach ginn, vun der Gestiou vum Trainingen, vun der Gestiou vum der Penurie vun Terrainen, weess, wéi schweier datt dat ass. Do brauche mer eng Professionaliséierung.

Et ass vun der Kollegin Lorsché ganz richtig gesot ginn: Mir hunn en Trainermangel a mir hunn en Nowuessboom. Och dat ass e Problem. An deen dierf een net blauäugeg ugoen. Ech mengen, de Sport berout op Kompetitioun, net op Kooperatioun tëschent Veräiner. Veräiner sinn an enger Kompetitioun, an enger Konkurrenz. Dat ass d'Quintessenz vum Sport.

An do muss natierlech derfir gesuergt ginn, datt an de Sportsveräiner genuch an eduquéiert Traineren zur Verfügung stinn, déi natierlech hautdesdaags och alleguerte wëlle bezuelt ginn a sief et och nëmme fir hir Onkäschte remuneréiert ginn. Dat ass eng Realitéit. Där musse mer entgéintkucken.

Sport ass wichteg, well Sport ass vill méi wéi nëmme Bewegung a Gesondheet. Sport ass, an et gouf scho gesot, och Erziehung, Teamgeesch, Kollegialitéit, Fairplay, Disziplin léieren, Pünktlechkeet, schaffe fir den Erfolleg, jee dat, wat d'Kollegin Cécile Hemmen d'„Schoul

vum Liewen“ genannt huet. Déi Schoul, déi haut ganz oft eise Jonke feelt.

A grad do - et deet mer leed, mä ech muss dat emol eng Kéier ganz kloer konstatéieren! - versee eis Politik am Alldag. Et feelen Infrastrukturen a ville Gemengen. Wivill Halen hunn net déi richtig Moossen, fir kënnen Kompetitiounen ofzhalen? Wivill Hale musse gedeelt ginn tëschent verschiddene Veräiner, souguer aus verschiddenen Dierfer oder verschiddene Gemengen, vun deene verschidde Sportarten? An et kënn een net méi no. Eis Bevëlkerung huet esou staark zougeholl, datt et un Infrastrukture vir an hanne feelt.

Et geet esou wäit, datt d'Hale ganz einfach inexistent sinn. Virun annerhallwem Joer war et nach eng Fro, ob zum Beispill de Futsal hei an der Stad kéint eng Hal kréien. Haut ass déi Equipp - déi da Gott sei Dank konnt in extremis, 24 Stonnen éier den Ultimatum vun der Federatioun ofgelaf ass, eng Hal kréien - an der Coupe-Finall an Uwäerter op de Champions-titel. Mä dat war a Fro gestallt duerch e Mangel un Infrastrukturen, an dat dierf net sinn.

Mir geréieren eng Penurie, well net genuch virausgesi ginn ass an deenen eenzelne Gemengen. Ech wëll elo guer net eng eenzel Gemeng ervirsträchen, oder wivill Leit bäikommen a wivill Infrastrukture benotzt ginn. Do ass e groussen, e ganz groussen Effort néideg.

Ech hunn dann haut am „Tageblatt“ gelies, datt mer als Stat 58 Milliounen am Joer ausgi fir de Sport. Ech wollt dat einfach emol an d'Relatioun setze mat deenen 52,5 Milliounen, déi mer den nächsten Donneschdeg hei stëmmen, fir statistesch Klimaziler ze errechen, en Transfer, dee mer maachen an d'baltesch Staten. Ech denken, do wier nach Sputt, fir ganz seriö eppes ze ënnerhuelen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - An deemselwechten „Tageblatt“-Artikel geet dann och riedt iwwert déi ganz luewenswäert Initiativ vun deem fréieren LSAP-Gemengeconseiller Armand Drews, deen an der Stad Lëtzebuerg derfir gesuergt huet, datt eng Aarbechtsgrupp agesat gouf, „um ein Konzept auszuarbeiten, wie man Vereine in Zukunft entlasten kann“. Dat ass ganz luewenswäert, dat ass ganz gutt. Ech si frou, datt et déi Aarbechtsgrupp gëtt. Mä eng Aarbechtsgrupp ass keng Aktioun. A virun allem geet et hei jo ëm déi betraffe Leit. An do ass e Mëssverständnis. Ech hu virun zwee Joer eng Aktioun gestart, fir ze hëllefen, datt sozial schwach Leit ënnert d'Aerm gegräff kréien, zum Beispill hir Equipementer bezuelt kréien, emol net vun der Stad Lëtzebuerg, mä vun enger ONG, déi sech géif derfir setzen.

Wa mer wëssen - ech schwätzen elo vun enger Sportart, wou ech mech e bësse méi auskennen -, datt e Sportsequipement tëschent 180 an 250 Euro kascht, dann ass dat vill Geld fir eng sozial schwach Famill. An et kann dach net sinn, datt mer hei an engem Land liewen, wou d'Leit hirem Sport net kënnen noegen, wou d'Veräiner déi Leit net kënnen vun der Strooss huelen, well hinnen 150, 180, 200 oder 250 Euro feelen! An et ass kee Mënsch, deen do eppes ënnerhëlt. A wann d'Gemeng et net kann oder net wëllt maachen, datt da keng ONG kann opgedriwwe ginn, déi do aktiv gëtt. An ech mengen, dat ass dat, wat hei d'Quintessenz ass.

Wat mir brauchen, si konkret Aktiounen. Konkret Aktiounen, wéi mer déi Trainere kënnen ausbilden, wéi mer déi kënnen remuneréieren, wéi mer kënnen hallefamtlech oder haaptamtlech Leit an de Veräiner an an de Federatiounen bezuelen. Et ass dorobber, wou et ukënn, an net op Gespräicher an Diskussiounen, mä ganz

konkret an direkt, well déi nächst Saison fänkt elo un, an elo si Leit, déi wëlle Sport maachen.

An nach eng Kéier: Kee Sport kënnen ze maache weinst menger sozialer Stellung an der Gesellschaft, dat ass fir d'ADR definitiv keng Alternativ!

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat wäre mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet de Sportsminister, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider, Ministre des Sports.** - Merci, Här President. Ech hat mech a mengem Timing verrechent, well ech gemengt hat, et wier nach eng Fraktioun, déi géif eppes zum Volet soen. Mä ech mengen, déi Meenung kréie mer och all Kéiers an der zoustänneger Kommissioun matgedeelt, an do matschaf-fen ass och ganz effizient.

Bon, fir d'Éischt emol wëll ech drop agoen, datt ech selwer frou sinn, datt mer haut d'Méiglechkeet hunn, an enger Interpellatioun iwwert den Thema Sport hei an deemem Gremium ze diskutéieren. Et ass dat, wat zënter enger Zäit gefrot gëtt, wat mer haut maachen. An et ass eigentlech haut richtegerweis bei alle Riedner méi wäit gaange wéi dat, datt mer nëmmen iwwert de Sport fédéré schwätzen, mä méi generell - an dat fannen ech eigentlech gutt - iwwert dee ganze Volet. Dofir wäert meng Ausféierung och éischer dohogoen: Wat sinn dann déi strategesch Orientatiounen? Wat ass den Encadrement vun de Sportler à haut niveau? Wat ass d'Profilisatioun vun de Federatiounen? Awer och, wéi gesäit et dann aus mam Soutien vum Benevolat?, wat jo och hei ugeschwat ginn ass.

Ech wëll awer soen: Jiddwereen, dee wëllt d'Wuert ergräifen iwwert de Sport, huet eigentlech zwou grouss Geleeënheeten, dat ze maachen, an de Minister ass all Kéiers präsent, wann des Exercicen duerchgefouert ginn. Dat ass all Joer beim Débat sur l'état de la nation, do ass all Kéiers d'Méiglechkeet, datt een zu all Thema kann d'Wuert ergräifen a sech selbstverständlech och iwwert de Sport ausdrécken. De Statsminister huet och des Kéier e ganz groussen Artikel, Passage dra gehat iwwert de Sport, wéi och déi Jore virun. Dat huet e bësse geännert, dat stëmmt. Mä et ass awer elo all Kéiers en Impakt dran, soudatt ee ka seng Meenung soen zur Ausriichtung vum Sport an dem Etat vun der Natioun, zum Beräich Sport souwéi och zu anere Beräicher wéi der Kultur.

An dann eben och am Budget, grad am Budget. De Budget ass eng Plattform, wou een zu all Volet kann eppes soen. Ech sinn all Kéiers präsent, souwuel am Etat de la nation wéi och beim Budget, fir engersäits op Froen an Antworten anzegoen an niewendrun och den Débat matzeféieren.

Ech mengen, d'Madamm Arendt huet eng Fro u mech, déi ech selbstverständlech gär entgéintuelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, dass Dir direkt dorop reagéiert.

► **M. Romain Schneider, Ministre des Sports.** - Pardon, Här President. Pardon!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, neen, dat ass ganz gutt.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Ech wollt just soen: No där Heure d'actualité hate mer an der Kommissioun eng Diskussioun dodriwwer, wou Dir selwer agesinn hutt, Dir an Aren éische Conseiller, datt eng schrecklech Noutwendegkeet géif bestoen, fir esou eng Gesamtdebatt iwwert de Sport ze féieren.

D'Madamm Lorsché huet och nach intervenéiert, datt mer dat sollte maachen. Do ass eis gesot ginn: „Frot se wann ech gelift net elo un, well mir wëllen 2016 am Januar bei lech kommen.“ An et huet esou geklungen, wéi wann Der extrem wichtig Norichten do ze vermëttelen hätt. An doduerch huet eigentlech kee vun eiser Säit nach eng Kéier op de Wäert an op d'Noutwendegkeet vun esou enger Gesamtdebatt gepocht, well mer der Meenung waren, Dir géift eis en Zeeche ginn, wat vun Ukënnegunge sollte kommen. Ech waarden nach haut drop!

An dofir hunn ech och d'Bemierkung gemaach, datt mer haut frou sinn, datt mer elo weinstens d'Interpellatioun um Ordre du jour hunn, well mir hätte jo och genuch Deeg an der Chamber gehat, déi mer ofgesot hunn, well mer näischt um Ordre du jour haten a wou een déi dote Sportsdebatt längst hätt kënnen op den Ordre du jour huelen.

► **M. Romain Schneider, Ministre des Sports.** - Also et ass esou, datt ech jo regelméis-

seg, wann Dir rufft, wann d'Chamberskommissioun rufft, an d'Chamber kommen, fir zu all Moment eng Debatt iwwert de Sport ze féieren. Ech muss iwwregens soen, datt an där Sportskommissioun mer ëmmer ganz flott Diskussiounen hunn an eigentlech eis Decisiounen bal ëmmer unanime sinn.

An ech sinn eigentlech de Mëtteg e bëssen iwwerrascht. Ech soen éischten emol Merci fir déi positiv Reaktiounen, déi ech vun enger Rei Fraktiounen hei kritt hunn. Ech sinn iwwerrascht, wéi hei eigentlech op eemol d'Positioun vun enger Fraktioun eriwuerkënt, déi ech eigentlech ëmmer nëmmen am Positive gesinn, dann, wa mer an der Chamberskommissioun sinn. Ass dat vläicht d'Visibilitéit, Här President, vun deemem Gremium, vun der Plenièr? Ech weess et net.

(Brouhaha)

Op jidde Fall hunn ech de Mëtteg eng gewëssen Onzefriddenheet, jo souguer Uklo gespuert, där ech awer gär ganz roueg entgéintkommen. An ech komme bei deenen eenzelne Punkte vläicht och dorop, sinn awer selbstverständlech wéi ëmmer ganz diplomatesch an deenen Aussoen, déi ech maachen.

Bon, fir d'Éischt also nach eng Kéier Merci, datt mer kënnen de Sport hei debattéieren. Et ass wichtig an et ass och parteiwwergräifend. An ech mengen, do wäre mer eis eigentlech eens, datt de Sport wichteg ass fir jiddwereen. An hei geet et net nëmme ëm d'Resultater vun eisen Elittesportler. Hei geet et ganz einfach ëm d'Gesellschaft. Hei geet et effektiv dorëm, vun ennen erop eng Promotioun vum Sport ze maachen, net nëmme fir d'Gesondheet, ee wichtige Facteur selbstverständlech, mä der-niewent och all déi Wäerter, déi um Sport hänken, wéi déi: kënnen ze gewannen, kënnen ze verléieren, Hygien, Fairplay, Disziplin. Alles dat si Wäerter, déi een am Sport kritt, déi een am Privatlewen an och am Berufsliewe brauch.

An ech hunn eigentlech d'Chance gehat, datt ech a mengem Liewen - ech war zwar keen esou een Héichleeschtungsportler wéi anerer, wéi Dir ënner anerem, Madamm Arendt, an och anerer mat sécher enger Rei vu ganz héije Leeschungen - ëmmer probéiert hunn, op engem gewëssenen Niveau Sport ze maachen. Ech war awer net nëmme Sportler, mä ech hat och d'Chance, datt ech Jugendtrainer war, President vun enger Jugendkommissioun, Trainer vun enger Senioresequip a President vun engem Veräin. Ech hunn also all déi Problemer, déi de Mëtteg hei genannt goufen, an der Praxis erlieft, och selwer eng Hand mat ugepaakt. An ech weess och, do huet Der recht, wéi schweier et ass, grad an eiser Gesellschaft, déi sech entwéckelt huet, des Defier unzegoen. An do musse mer reagéieren. Do ginn ech lech alleguerte recht, datt mer am Kader vun dem Benevolat schaffen.

Ech kommen dofir op eng Rei Zuelen, déi ech hei ka gesinn a wou een d'Entwécklung gesäit an deene leschte 15 Joer. Et gouf hei zu Recht gesot vun deenen Dausenden, Zigtausende Lizenzen, déi mer hunn. Mir hunn effektiv an der Tëschenzäit, an deene leschte 15 Joer, 15.000 Lizenze méi am Kompetitiounssport. Mir hunn 12.500 Lizenzen am Sport loisir. Mir hu 5.000 Jugendlizenze méi wéi viru 15 Joer. Mä mir hu par contre awer och 2.400 Dirigeantë manner. Mir hu 400 Jugë manner a mir hunn 150 Trainere manner. An et ass an deenen do dräi Beräicher, wou mer mussen aktiv ginn, fir d'Struktur vun dem Fonctionnement vum Sport, vun de Sportsveräiner, awer och vun de Federatiounen ze garantéieren.

Wann ech eng Kéier kuerz derduerch ginn, et gouf scho vill hei diskutéiert iwwert d'Orientatioun vum Sport an deene leschte Joren. Ech hunn d'Chance, zënter 2009 Sportsminister ze sinn. Ech hunn do eigentlech ëmmer en exzellente Kontakt, net nëmme mat dem COSL, mä och mat deenen eenzelne Federatiounen, well ech se selwer empfanke, well ech selwer op Evenementer ginn - an dat sinn net ëmmer Top-Evenementer, dat sinn och klenger -, fir mat hinnen ze schwätzen iwwer Problemer, déi se hunn. An ech mengen, mir fannen och ëmmer en Drot a mir kucken ëmmer, Léisungen ze fannen, Léisungen, déi net spezifesch fir eng Federatioun, mä generell fir dee ganze Sport sinn. Sécher gëtt et Saachen ze verbesseren. Mir sinn ëmmer an engem Zyklus, wou mer Verbesserungë kënnen maachen. Mä ech mengen, datt zënter 2009 an deemem Beräich ganz vill geschitt ass.

A virun allem de Stellwäert vum Sport: De Sport huet eleng an deser Regierung am Wahlprogramm, awer och am Fonctionnement do-

vun, e wierkleche Stellewäert krit, e Sprong no uewe gemaach, andeem e selwer e Ministère ginn ass.

Dat gesäit op den éischte Bléck vläicht esou aus, wéi wann dat kee groussen Ennerscheid wär, mä et ass e risegroussen Ennerscheid, ob een e Ministère oder en Departement dovun ass, well dann ass een ëmmer ofhängeg vun engem Ministère. D'Informatiounen an d'Visibilitéit sinn direkt do, d'Präsenz am Préconseil ass et virdrun net ginn an de Kontakt zu anere Ministären ass och ee ganz aneren. Dat war ee Meilesprong, deen hei realiséiert gouf. An ech si frou, datt dee Ministère do ass. An ech géif där nächster Regierung och proposéieren, wa se d'Ministère festleest a wa se se verdeelt, datt dee Ministère des Sports bleift. Et ass eng immens Wichtigkeet, datt de Sport wierklech seng Sprooch huet, seng Plattform huet, fir kënnen ze reagieren an zesummen ze schaffen.

► **M. Roy Reding** (ADR). - Très bien!

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*. - D'Entwécklung, déi hei vill ugeschwat gouf, ass déi am Beräich vum Sport de compétition, ee Volet, dee mir probéiert hunn ze pushen.

An ech mengen, et wier vläicht wichteg, op dës Plaz eng Kéier ze erklären, wat den LIHPS dann elo ass. Den Numm hätt fir mech och kënnen en anere sinn, mä hätt och net „Olympiastützpunkt“ kënnen sinn, well ech deen och net gott fannen. Et hätt vläicht iergendeen anere Lëtzebuerger Numm kënnen sinn. Mä de Luxembourg Institute for High Performance in Sports ass eng Asbl, déi do ass, fir Synergien ze siche mat verschiddene Partner, déi mer hunn.

Den LIHPS gouf gegrënnt als Asbl tëschent dem COSL, dem Sportministère an der Federatioun vun den Dokteren. Dat ass d'Basis dovunner, an déi sinn do, fir d'Missiounen ze definieren, wat déi eenzel Akteure vum LIHPS maachen. D'Akteuren, déi si selwer. An där Struktur LIHPS gëtt zum Beispill eng Koordinatorin ugesidelt - dee gesicht gëtt -, deen dat Ganzt koordinéiert, déi eenzel Aktiounen. Do ass de Moment „dual career“ mat dem Laurent Carnol ugesidelt, dee virdrun als Independent geschaff huet bei eis am Ministère, deen also iwwer ee Joer dës Aarbecht fir „dual career“ gemaach huet an elo wierklech konkret fir den LIHPS schafft. Do dernieft sinn awer och all déi aner Saachen, déi mussen ofgedeckt ginn: d'Koordinatioun tëschent de Federatiounen, d'Koordinatioun och tëschent den Traineren an den Athleten. Dat ass e wichtige Gremium, fir do eben eng Verbindung ze maachen.

Derniewent hu mer awer och an deem dote Kader déi zwee aner Playeren. Dat ass enger Säits d'Coque mam High Performance Center, deen eng Rei technesch Instrumenter wäert duerstellen, an op där anerer Säit dann de Volet vun der Recherche, de Rechercheberäich, deen zu Déifferendeng wäert entsto. Mir hu Synergie gesicht, fir einfach Geld ze spueren a fir ze kucken, wéi ee kéint déi Suen optimal, effektiv investéieren, déi mer hei virgesinn hunn.

A wat de Projet betrëfft vum High Performance Center: Hei war eng Fro gewiescht, wéi dee Pluriannuel virgesinn ass finanziert ze ginn. Ech mengen, do ass et esou, datt mer e Businessplang hunn, fir ze kucken, wéi dat heite ka gemaach ginn. An do ass et esou, datt an deem Businessplang virgesinn ass, datt de Stat duerch deen Invest, dee mer maachen, 70% vun de Capacitéiten akeeft. Déi aner 30% gi benotzt, fir datt effektiv och aner Leit a Federatiounen kënnen erakommen, fir dee Modell ze stäipen an och fir eben dës Infrastrukturen net eidel stoen ze loossen, mä optimal ze notzen. Mä Prioritéit hunn eis Héichleistungssportler, eis Sportler aus de Förderungsprogrammen, aus de Promotiounskadere vum COSL. A wien doranner kënn, gëtt definéiert vun der Asbl LIHPS, déi selwer déi Organer huet, an Zesummenaarbecht mam Koordinator, deen do funktionnéiert.

Dat hei ass also ganz kloer ee grouse Schrétt no vir, fir den Elitesport ze ënnerstetzen. Virun allem de Volet vun der „dual career“, deen hei ugeschwat gouf, ass fir mech een immens wichtige. An Dir hutt recht, wann Der d'Fro stellt, och wann et vläicht dee beschte Mann op der „dual career“ ass, dat muss sech weisen, et ass eng exzellente Aarbecht, déi bis elo realiséiert gouf: Hie kann dat net eleng maachen. Hie muss selbstverständlech vernetzt sinn. An dofir ass de Laurent Carnol EU-wäit vernetzt un all déi aner Akteuren, déi am Beräich „dual career“ europawäit schaffen. An dat ass dat éischt Sprangbriet.

Eent vun den éischte konkrete Beispiller vun enger Success Story „dual career“ ass de Matthieu Osch. Hie konnt op d'Olympiad goen, andeem näamlech eng Plaz gesicht gouf, an Schladming, wou hie konnt d'Studie verbanne mat sengem Sport. Doduerch huet hien e Sprong no uewe gemaach, fir déi néideg FIS-Punkten ze kréien an eist Land op der Olympiad ze verrieden.

An der Tëschenzäit huet de Laurent Carnol, wéi ech auswenneg weess, eng 23 Sportlerinnen a Sportler beroden an deenen eenzelne Beräicher, fir ze kucken: Wou kann ee Studie verbanne mat Sport? Wou kann een awer och kucken, aner Méiglechkeeten ze ginn? An hei ass wierklech e flotten Elan komm, dee mer och mussen an Zukunft viru pousséieren. Et ass ee wichtige Facteur, well dorunner hänke jo och eng ganz Rei vun anere Saachen.

Et gouf hei och dee ganze Volet vun der Bewegung ugeschwat, eigentlech d'Bewegung vun der Gesellschaft. An déi geet fir mech ganz kloer ennen un. Déi geet bei null Joer un. An do muss ech soen, datt mer an deene leschte Joren eng ganz exzellente Kollaboratioun mam Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse gemaach hunn, wou mer wierklech konkret Aktiounen gemaach hunn. A mir wäerten Enn Mäerz zesummen déi ganz Palett vu Mesuren, déi geholl goufen, eng Kéier presentéieren, fir ze weisen, wéi mer do Hand an Hand geschafft hunn.

A grad wärend eiser Presidence hate mir als Thema den Haaptfokus geluecht op d'„early childhood“. Genau dat ass et. Wéi kréie mer d'Kanner vun ennen erop zu méi Bewegung verleeft? Wéi kënnen mer fir déi elementar Saachen, déi soss och esou gemaach goufen, d'Méiglechkeet ginn, Raim ginn, mä och qualifizéiert Personal ginn, fir datt se vu Klengem un déi richteg Saache léieren? Et goufen hei eng Rei Prinzipie festgehalen, et goufe Bewegungsthemer festgehalen ewéi balancéieren, klöteren, schaukeln, sprangen, rutschen, eppes, wat generell iwwerall ka genotzt ginn. A mir haten et an där leschter Kommissiounssitzung - wou Dir leider verhënnert waart - presentéiert, dee ganze Katalog, dee mer do wëlle bréngen, virun allem grad déi ugeschwate Salles de motricité, déi mer elo matfinanzéieren.

Doriwwer eraus ass et och wichteg ze soen, datt zënter 2016 scho säitens dem Educatiounsministère am non-formale Beräich, dat heescht Crèche a Maison-relais, duerch de Cadre national de référence d'Bewegung geziilt geförderd a kontrolléiert gëtt. An déi muss mer eben elo zesummebréngen mat deenen Aktiounspläng, déi mir maachen. Dat si mer amgaangen ze maachen an Echanges an Aarbechtsgruppen. An hei wäerte mer lech och an den nächste Woche konkret soen, wéi dat leeft a wéi dat da stattfënnt.

Mä wichteg dobäi ass och, datt mer am eelefte Fënnfjoresplang déi Salles de motricité do fördern. Ech si frou, datt all d'Fraktiounen op dee Wee gaange sinn, fir dat positiv ze begleeden.

D'Infrastrukturen u sech, do sinn ech 100% dermat d'accord, Infrastrukture mussen funktionnell sinn. Zënter 2009, wéi ech ugefaangen hunn, hunn ech, och zesumme mam Kommissär a mat all deenen, déi an de Beräicher Infrastrukture schaffen, drop gehalen, datt an de Sportinfrastrukture virun allem Wäert geluecht gëtt op alles, wat d'Sportsfläche betrëfft, an datt een alles ronderëm soll elementar maachen, datt et de Sécherheetsbestimmungen entsprécht, mä datt mer virun allem fördern, datt d'Sportsfläch optimal gemaach gëtt.

An dat maache mer op jidde Fall och an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, wou ech nach eng Kéier e grouse Merci muss soen un déi Partner, well wa mer déi Partner net hätten an den Infrastrukturen, da kéinte mer all déi Suen, déi mir iwwert d'Fënnfjoresplang lancéieren, net héichrechnen. Ech huelen hei d'Beispill vun deenen 120 Milliounen, déi mer um eelefte Fënnfjoresplang hunn, dat wäerten herno ongeféier eng 700 bis 800 Milliounen sinn, déi investéiert ginn an d'Sportinfrastrukturen hei zu Lëtzebuerg.

Ee Problem awer bleift, an dee muss mer nach léisen. Do si mer amgaangen drun ze schaffen. Dat ass d'Accessibilitéit op déi Infrastrukturen, virun allem déi Indoor, an do sti verschidden Halen, verschidden Infrastrukturen zu munchen Zäiten eidel. Dat kann et net sinn! Si mussen optimal genotzt ginn: Si mussen kënnen genotzt gi vu Sportsveräiner, si mussen kënnen genotzt gi vum Public, si mussen kënnen vu jiddwerengem benotzt ginn. An do muss mer virun allem Weeër sichen, an ech sinn do zesumme mam Aarbechtsminister amgaangen, fir och eng Léisung ze fannen, wéi mer effektiv kënnen de Volet vum Personal erhéien, fir datt effektiv och déi Infrastrukturen kënnen ofgedeckt ginn a méi op sinn.

Wat de Volet vun der Formatioun vun den Trainere betrëfft, wat ganz vill hei zitéiert gouf, do hu mer - an Dir gesitt, datt mer manner Trainere hunn an deene leschte 15 Joer - grad iwwert de Subside qualité+, dee jo de Chèque-service ersetzt, effektiv eng mierklech Hausse fir d'Sportsveräiner.

Dee kënt vun de Chèques-services, wou mer dunn erofgaange ware bis op 300.000 Euro, well do jo d'Paie gekuckt goufe vun den Elteren. A grad dofir ass d'Qualité+ och e soziale Volet, deen ebe just fir déi Kanner spillt, déi aus sozial schwache Famillje kommen, mä net nëmmen déi. Si ass eng Gläichstellung eigentlech tëschent jiddwerengem a wou déi Suen un d'Veräiner ginn, déi qualifizéiert Personal astellen an deenen eenzelne Beräicher.

An hei spillt an Zukunft natierlech och d'ENEPS eng ganz wichteg Roll. A mir sinn och amgaangen, d'ENEPS ze reforméieren, der ENEPS nei Missiounen ze ginn. An ech gesinn éischter, datt d'ENEPS och an deenen nächste Joren en Institut gëtt, fir d'Formatioun ze maachen, net nëmmen am Beräich Sport direkt, mä och am Beräich Schoulsport, wou effektiv zesummen iwwert den IFEN kann eng Kollaboratioun kommen als Serviceprovider, wou eben och Leit kënnen ausgebild ginn, fir mat de Kanner ze schaffen, virun allem am klengen Beräich an doriwwer eraus dann a Qualifikatiounen.

Net ze vergiessen, datt d'ENEPS och an deenen nächste Joren de Beräich vun de Métiers du sport muss regelen, well och dat ass ee wichtige Facteur. Och do kann ech net einfach e Sport maachen, an e Fitnesscenter goen an einfach esou mäi Sport maachen. Ech muss ugeleiert ginn, fir dat ze maachen. An hei solle mer och wierklech schaffen, datt mer e Label entwéckelen, datt mer och wierklech gesinn: Do si Pisten, déi ee kann eriwuerhuelen.

D'ENEPS ass also ee wichtige Akteur an deenen nächste Joren, fir zesummen am Beräich vun der Qualitéit virunzekerommen. Dann ass sécher eng wichteg Basis kreéiert gi vum COSL iwwert d'Concept intégré pour le sport, wou mer och probéiert hunn, eng Rei Aktiounen elo schonn ze maachen.

Ech widderhuele se net all, well et ass d'Concept intégré, dat jo och eng Kéier an der Chamberskommissioun vum COSL presentéiert gouf an deemools ganz positiv aviséiert gouf vun dëser Kommissioun. Ech war net derbäi, mä wou e flott Gespräch war, wou et iwwert d'Infrastrukture gong, wou et virun allem awer och iwwert déi eenzel Rolle vun enger Stärkung vun de Sportsmouvementer gong, dat, wat mer de Mëtteg zum Deel hei ugeschwat hunn, wou et iwwer qualifizéiert Trainere gong, also de Subside qualité+, wou et em den Encadrement gong vun de Sportifs de haut niveau, wou de Benevolat ugeschwat gouf. Ech kommen herno nach eng Kéier op de Benevolat zrëck. An all déi Ressourcen, all déi Punkten aus dem Concept intégré muss mer no an no opschaffen, verschaffen. Mä ech mengen, et ass eng gutt Basis, fir komplementär zu der Sportsolitik, déi besteet, dat och eben ze maachen.

Da gouf ugeschwat, datt ee vun de wichtegsten Toolen, dee mer hunn an der Fërderung

vum Elitesport an Talenterfërderung, de Sportlycée ass. Dat ass och esou, dat ass richtig esou. Mir gesinn, datt effektiv do och wierklech flott Talenter erauskommen, eng gutt Aarbecht gemaach gëtt, och all Kéiers mat enger gudder Begleedung. Mir gesinn och - an dat hunn ech och gesot op Plazen -, datt de Moment de Sportlycée u seng Grenze stéisst, souwuel de schouleschen, sportlechen Infrastrukturen an Internatberäich betrëfft.

Ech hunn awer gemengt, datt, bis mer eng nei Léisung hunn, mer solle kucken, dat Optimaalt erauszeklappen. Datt mer dofir verschidden Infrastrukturen do maachen, datt mer Zwëscheleisunge fonnt hu bei eis am INS selwer, datt mer amgaange sinn ze kucken, vläicht och nach eng Zwëscheleisung am Beräich vum INS ze fannen, mä datt mëttelfristeg - an et gouf hei eng Kéier gesot, ech mengen, et war vum Claude Lamberty oder vun lech, ech weess et net méi, mä et gouf vun engem heibanne gesot -, datt et effektiv mëttelfristeg - en huet vu laangfristeg geschwat, ech gesinn et emol mëttelfristeg - natierlech muss eng Kéier sinn, datt de Sportlycée en neie Site kritt mat neien Infrastrukturen, déi derbäi sinn, mat engem Internat, deen adaptéiert ass. Wou dat elo ass, ob dat elo op der Coque ass, dat bezweifelen ech weinst den Terrainen, déi disponibel si vläicht. Mä dat muss ee kucken.

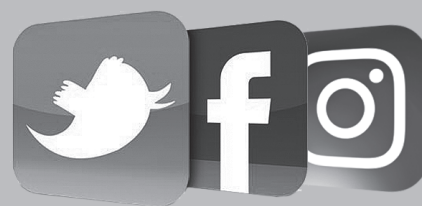
Ech sinn op jidde Fall en faveur dovunner, datt een esou ee Wee geet an datt ee mëttelfristeg - kuerzfristeg kréie mer dat net realiséiert - och wierklech op deen dote Wee geet, fir och wierklech nach dësem Tool, dee mer hei hunn, viru kënnen ze elaboréieren.

Mir schwätzen an deem ganze Beräich och, se gouf ugeschwat, vun Ärer wohlwollender Initiative vun der Proposition de loi. D'Proposition de loi, déi am Oktober 2016 gemaach gouf. Bon ech muss soen, datt mir net bis 2016 gewaart hunn an och net bis haut, fir eng Rei Mesuren aus där Proposition de loi schonn ëmzesetzen, dee ganze Volet vun der Sécurité sociale. Ech denken hei un Athleten, déi mer ofgedeckt hunn, wéi de Romain Fiegen (veuillez lire: den David Fiegen), wéi d'Liz May, wéi d'Fleur Maxwell, dat waren der nëmmen e puer, fir se ze zitieren, déi goufe sozial ofgeséiert iwwert deen Tool, dee mer eis ginn haten.

Mir hunn derniewent och gekuckt, eben eenzel Mesuren un d'Luucht ze bréngen, iwwert den LIHPS, iwwert de Sportlycée sinn eng Rei Saachen, déi een do konnt erëmfannen, respektiv aner Saachen iwwert d'Concept intégré.

Mä aner Saachen hat Der mech gefrot: Wat maache mer elo mat der Proposition de loi? Déi Fro hunn ech mer och gestallt, nodeem ech näamlech den Avis vum Conseil d'État gelies hunn. Ech huelen un, Dir hutt deen och gesinn. Wann net, zitieren ech zwee Passagen dorauer. Iwwregens, d'Proposition de loi ass bei eis duerch de Conseil supérieur des sports gaange mat och engem relativ, plus ou moins, negativen Avis. Mä virun allem den Avis vum Statsrot bréngt mir awer d'Fro, ob mer hei richtig leien derbäi.

De Statsrot seet op der Säit 2, an ech hunn et net geschriwwen, et steet hei: «Le texte sous



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram





avis s'apparente dès lors, dans une large mesure, plutôt à une proposition de modification des statuts du COSL qu'à une véritable proposition de loi.» An ënnendrenner steet hei: «(...) la proposition de loi est largement insuffisante et devra être révisée en profondeur. Ce n'est que sur l'arrière-fond de ces considérations (...)», datt de Conseil d'État iwverhaapt Remarken heizou mécht.

Ech géif proposéieren: Kommt, mir sätzen eis zesammen! Ech mengen, ech erkennen lech un, datt eng Proposition de loi gemaach gouf. Kommt, mir kucken, déi Elementer, déi elo nach dra sinn, déi Iddien, déi mir net elo scho verschafft hunn, an Zukunft nach eng Kéier mat ze verschaffen! An da kucke mer, wéi mer aktuell an der Praxis kënnen virgoen. Mä ech mengen, soss ass mat där Proposition de loi net ganz vill ze maachen, wann ech effektiv den Avis vum Statsrot, deen eigentlech nidderschmettern ass, esou liesen.

Doriwwer eraus mengen ech, ass et awer och wichteg ze soen, datt grad jo ee vun den Themen de Mëtteg de federale Sport war. De federale Sport, deen eis jo seet, datt mer méi Gelder sollen an de Sport erakréien, an d'Federatiounen, an déi eenzel Beräicher, souwuel an d'Trainere wéi an den administrative Beräich. An ech mengen, hei gouf en éischten Effort gemaach, dee luewenswäert ass, wou effektiv méi Gelder 2018 konnten erakommen a wou mer effektiv eng mierklech Hausse haten, souwuel am Beräich vun de Federatiounen wéi och am Encadrement vum COSL.

Dat ass evident, datt dat och an deenen nächste Jore muss virgoen. A grad d'Motioun, déi, wéi ech héieren hunn, vu sämtleche Parteien hei gedroe gëtt, kann ech als Sportsminister natierlech nëmme begrëssen. Déi ass jo och, ginn ech dovun aus, vum Finanzminister ofgeseent. Dat waren op jidde Fall meng Gespärcher, déi ech mat him gefouert hu während de Budgetsdebatten, wou mer eis festgeluecht hunn, datt 2018 en éischte Volet wier. Mä och fir 2019 an 2020 missten Haussé virgesi sinn, fir deem entgéintzkommen, wat de Claude Lamberty zu Recht gesot huet, wat d'Federatiounen eis soen, wa mer se gesinn.

An Dir hutt och ganz recht, et geet net einfach drëm, Gelder ze verdeelen u Federatiounen. Mir mussen kucken, wou se ukommen an datt se och richteg affektéiert sinn. Et geet net drëm, enger Federatioun zwee Traineren ze ginn oder dräi Sekretären, wa se effektiv nëmmen zwee Sportler huet; ech iwverdreien elo. Mir mussen geziilt kucken, datt mer grad och iwwert d'Konzepter, déi jo analyséiert gi vum Conseil supérieur, kucken, wou déi néideg Leit gebraucht ginn, fir dann och kënnen ze investéieren. Ech mengen, hei si mer op deem richtige Wee.

Dann zum Schluss vläicht, oder net ganz zum Schluss, mä ee vun deene wictege Facteuren, dee mir och um Häerz läit, ass dee vum Benevolat. De Benevolat, wat een Term ass, deen och ëmmer esou e bëssen negativ klängt. Ech war déi leschte Kéier bei enger Associatioun gewiescht, déi sech am Beräich vu schwéier kranke Kanner benevoll engagéiert - ech nennen d'Wuert selwer -, mä déi e ganz flott Wuert fonnt hunn, d'Wuert vum „Zeitschenker“. Jo, et ass effektiv d'Zäit, déi mir an eiser hektischer Welt, an eiser hektischer Gesellschaft ginn, fir ze hëllefen, fir datt mer verschidden Aktivitéiten an de Sportsveräiner, an de Federatiounen kënnen realiséieren.

An ech fannen, datt dat ee ganz nobelen, datt dat ee ganz wictege Facteur ass, dee mer all solle maachen. Ech hat d'Chance, et kënnen ze maachen. Ech sinn och frou, datt eng Rei fréier Sportlerinnen a Sportler et och maachen. Mä et wieren eigentlech och déi, un déi den Appell geet - dat maachen ech ganz dacks -, och benevoll ze ginn, well se dat, wat se erlieft hunn, wat se geschenkt krute vun engem aneren, eigentlech selwer sollten erëmginn. Dat ass emol deen éischte Message.

An ech fannen och, datt, wa mer vu benevoll schwätzen, wa mer vun „Zeitschenker“ schwätzen, da fillt en „Zeitschenker“ sech natierlech och dann am wuelsten, wann en net nëmme gesot kritt: „Du muss um néng Auer do sinn! Du muss um dräi Auer déi doten aféieren! Du muss dat an dat maachen!“, mä wann iergendwann och eng Kéier als Famill fonctionnéiert gëtt a wann ee sech emol eng Kéier zesammen trëfft, fir an deem Moment eng Grillade ze organiséieren, zesammen eppes ze ënnerhuelen. Dat ass de Fonctionnement vun de Veräiner, dee mer müssen erëmfannen. An esou fanne mer och déi Leit, déi „Zeitschenker“ sinn, déi sech wuelfillen dodran.

Mir kënnen awer net dobäi stoe bleiwen, bei deene Wieder. Mir mussen och konkret Aktiounen hannendru maachen. Mir hunn eng Rei, soen ech éierlech, méi symbolescher gemaach: De Bénévole de l'année ass eng Saach, déi ech

ëmmer als ganz symbolesch gesinn, mä déi awer wierklech unerkenntend vun alle Federatiounen a virun allem och deene Leit, déi geéiert ginn, gesi gëtt, wou ech all Kéiers eng ganz positiv Réckmeldung kréien. Dat ass e flotten Tool, dee mer och wäerte viruféieren.

Mir hunn d'Couverture vun de Casco-Assurancé gemaach fir d'Federatiounen. Dat ass e wictege Facteur. Well och wann ech ëmmer soen, „Zeitschenker“ ass gutt, mä du dierfs awer net benodelegt ginn zu deem, deen et net mécht. Wéinstens eng Egalitéit muss do sinn. Dofir ass déi ganz Casco-Versécherung ee wictege Facteur, dee vun eis aus un d'Federatiounen virugeet, soudatt och dat ka fir hir Dirigeanté gemaach ginn.

An de Subsidien hu mer probéiert, duerch de Subside qualité+ virun allem Gelder ze ginn, datt d'Veräiner eben engersäits qualifizéiert Traineren, mä virun allem och Suen an de Keesen hunn, fir dat doten ze maachen, an derneiewent vläicht net mussen 3.000 bis 4.000 oder 5.000 Mettwurschte grillen, fir déi Suen eranzekréien, mä sech op aner Saache kënnen konzentréieren. An déi 300.000 ze erhéien op 2,3, op 2,5 Milliounen, ass ee richteg Wee, fir och grad hei de Benevolat mat ze ënnerstëtzen, esou wéi mer iwwegens och de Subside ordinaire an d'Luucht gesat hunn a grad och hei Wäert op de Benevolat an op d'Jugend geluecht hunn, fir deen ze verdeelen.

Et bleift awer och déi Fro, déi richtegerweis gestallt gëtt, mam Congé sportif. De Congé sportif gesinn ech och, an ech soen d'Zuelen eng Kéier hei: Mir hunn an deem leschte Joer 2.400 bis 2.800 Deeg u Congé sportif verdeelt. Dat ass gutt, dat ass vill. Mä wann een do eng Kéier kuckt, wéi vill Prozent op Dirigeanten an Arbitere falen, dat sinn 1,2%. Kommt, mir deelen et duerch 2, dat si 6%. Et ass evident, datt mer och an deem dote Beräich mussen een Effort maachen, fir och grad hei vläicht méi Congé sportif de Benevollen, den Dirigeanten an den Arbiteren zur Verfügung ze stellen. An hei kéint een effektiv och op eng Regelung am Règlement kucken.

Do, mengen ech, ass ee Wee, deen ech ganz gäre matginn, fir och dat ze erweideren. Ech hunn dat eng Kéier ausgerechent: Wann een dat kuckt, wéi dat och beim Congé sportif ass, esou géif dat, wann een eng Kéier queesch derduerchrechent, ee Coût vu plus ou moins 350.000 Euro pro Joer awer bedéien.

Mä ech mengen, dat wier derwäert, fir och do nach eng Kéier den Dirigeanten a virun allem den Arbiteren entgéintzkommen an hei nach eng Kéier ee positivt Zeechen no baussen ze setzen, mä net nëmmen no baussen, virun allem och fir d'Stärkung vum Benevolat ze setzen.

Voilà! Ech mengen, mir hätten esou wäit den Tour gemaach och iwwert d'Froen, déi hei gestallt gi sinn. Ech soe vun deser Plaz aus Merci fir all déi Iddien, all déi Apporten, déi koumen. Merci och un d'Ënnerstëtzen a verschiddene Beräicher, déi ech kritt hunn. Op där anerer Säit, mengen ech, sinn Ouvertüre gemaach ginn, datt mer och an Zukunft de Sport sollen als ee wictegen Deel vun eiser Gesellschaft gesinn, als Nation Branding selbstverständlech, mä virun allem awer och fir eis Gesellschaft no vir ze bréngen, fir datt effektiv deen een Euro, deen an de Sport investéiert gëtt, och ukéint. Deen ass fir eis Gesondheet, ass awer net nëmme fir eis Gesondheet, ass och fir de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft a virun allem vu jiddwengem gutt ugeluecht.

An an deem Sënn mengen ech, géif ech ofschléissen, andeems ech géif soen: Kommt, mir gi virun! Kommt, mir ënnerstëtzen de Sport hei zu Lëtzebuerg an am Héichleistungssport virun allem d'Team Lëtzebuerg, déi an deene leschte Joren exzellent Resultater realiséiert hunn!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Interpellatioun ukomm.

Motion 1

Et bleift eng Motioun, déi vun alle Fraktiounen a Sensibilitäten an der Chamber gedeelt ass, soudass ech kann dovun ausgoen, dass mer heiriwwer kënnen mat Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie fir d'Motioun ass, ass gebieden, en Zeechen ze maachen.

Wien ass dergéint?

Ginn et Enthalungen?

D'Motioun 1 ass unanime ugeholl.

Sommaire des séances publiques nos 18, 19 et 20

18^e séance

Ouverture de la séance publique p. 231
7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification: 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales; 4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation»; 5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»; 6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 231-242

7075 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire p. 242-246

7076 - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant

1^o la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

2^o la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; 3. l'institution d'un Conseil scientifique;

3^o la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental p. 246-247

19^e séance

Ouverture de la séance publique p. 248

6982 - Projet de loi sur les marchés publics p. 248-253

7101 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 253-254

7111 - Projet de loi modifiant

1^o la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés

2^o la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

3^o la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises

4^o la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

5^o la loi du 5-15 septembre 1807 relative au mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police p. 254-256

20^e séance

Ouverture de la séance publique p. 257

Hommage à la mémoire de M. Carlo Meintz, Député honoraire p. 257

Communications p. 257

7247 - Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la sécurité sociale p. 257

Ordre du jour p. 257

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°299 du 26 février 2018 de M. Gilles Baum relative à la construction d'un nouveau hall sportif pour le Lycée classique d'Echternach (LCE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 257-258

- Question n°300 du 27 février 2018 de M. Marc Spautz relative à la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

- Question n°301 du 26 février 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la mise en œuvre de la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 258-259

- Question n°302 du 27 février 2018 de Mme Cécile Hemmen relative à la pose de la fibre optique sur le territoire national, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 259

- Question n°303 du 27 février 2018 de M. Gast Gibéryen relative à la réaction de la société lux-Airport suite à la récente annonce de Ryanair, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 259

- Question n°304 du 27 février 2018 de M. Henri Kox relative au rapport biennuel de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) sur le système d'étiquetage de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 259-260

- Question n°305 du 27 février 2018 de Mme Martine Hansen relative aux nouvelles procédures de recrutement de nouveau personnel, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 260

- Question n°306 du 26 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'impact du Brexit sur l'industrie manufacturière luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 260

- Question n°307 du 27 février 2018 de M. Marco Schank relative aux agressions contre les agents des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 260-261

- Question n°308 du 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la réalisation éventuelle d'un projet immobilier sur le site actuel de la halle des soufflantes à Esch-Belval, adressée à M. le Ministre du Logement p. 261

- Question n°309 du 26 février 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative au détachement des travailleurs, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale p. 261

Ordre du jour (suite) p. 261

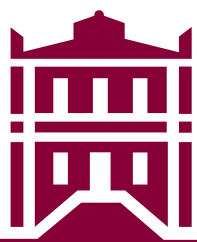
Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État p. 262

7129 - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux p. 262-264

Interpellation de M. Claude Lamberty sur les défis du sport fédéré luxembourgeois p. 264-271

Merci. Méi schéi kann eng Sëtzung net zu Enn goen. Domat si mer um Schluss vun der Sëtzung ukomm. A Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 18.47 heures)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017		
3174	Gast Gibéryen	Conséquences d'une éventuelle implantation de Google au Luxembourg
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018		
3517	Fernand Kartheiser	«International school»
3527	Marcel Oberweis	Viabilité du marché financier
3536	Cécile Hemmen	Accidents de la route impliquant des piétons
3548	Claude Adam	Recrutement de nouveau personnel par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
3549	Yves Cruchten	Égalité salariale
3550	Fernand Kartheiser	Stationnement gênant d'autobus
3551	Fernand Kartheiser	Réforme de l'assurance dépendance
3553	Max Hahn, Claude Lamberty	Sacs verts Valorlux
3554	Claude Lamberty, Max Hahn	Caméras dans les forêts
3555	Gusty Graas, Alexander Krieps, Edy Mertens	PET-scan
3557	Marc Lies	Futur rond-point à Roost
3558	Gusty Graas	Pollution lumineuse
3559	Léon Gloden, Laurent Mosar	Voitures électriques pour la Police grand-ducale
3562	Lex Delles	Parc thermal de Mondorf-les-Bains
3563	Martine Hansen	Mesures agri-environnementales
3565	Martine Hansen	Classement de constructions se trouvant en zone verte
3566	Gusty Graas, Edy Mertens, Alexander Krieps	Rupture de stock de certains médicaments
3567	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Position luxembourgeoise relative à la reconnaissance d'un État palestinien souverain
3568	Max Hahn, Claude Lamberty	Accès à des connexions de très haut débit fixe et ultra-haut débit mobile
3569	Gilles Baum	Supplément accordé aux jeunes agriculteurs
3570	Claude Adam	Centralisation des offres d'emplois étatiques sur un seul site Internet
3571	Laurent Mosar	Entrée de la Bulgarie dans la zone euro et Schengen
3572	Laurent Mosar	Monnaies virtuelles
3573	Martine Hansen	Personnel enseignant à l'enseignement fondamental
3574	Max Hahn, Claude Lamberty	Gestion des déchets
3575	Claude Lamberty, Max Hahn	Subsides pour l'occupation du personnel technique et administratif des fédérations
3576	André Bauler	Évolution de la population scolaire
3577	Laurent Mosar	Offensive de la Turquie en Syrie
3578	Aly Kaes	Budget agricole de l'Union européenne
3581	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme des congés
3582	Diane Adehm, Gilles Roth	Titres de transport gratuits
3583	Laurent Mosar	Siège du EuroHPC au Luxembourg
3585	André Bauler	Lac de la Haute-Sûre
3586	Diane Adehm, Gilles Roth	Amendes prononcées par la CSSF
3587	Marc Angel, Franz Fayot	Vols de nuit
3589	André Bauler	Problèmes d'embouteillage aux heures de pointe à Ettelbruck
3590	Marcel Oberweis	Optimisation des transports des jeunes dans l'Union Benelux
3592	Diane Adehm, Gilles Roth	Participations financières de POST Luxembourg dans d'autres sociétés
3593	Claude Adam, Josée Lorsché	Concours «Déi beschte Schouklass 2018»
3594	David Wagner, Marc Baum	Intervention militaire turque en Syrie
3595	Diane Adehm, Gilles Roth	Comptes annuels de POST Luxembourg
3596	Marc Lies	Fonds du logement
3598	Octavie Modert	Relogement des réfugiés du Centre Héliar
3599	Max Hahn, Claude Lamberty	Assainissement énergétique
3601	Marc Baum	Commande d'un satellite militaire et de communication par la société LuxGovSat auprès du constructeur américain Orbital ATK
3602	Gast Gibéryen	Hausse des prix des parkings des hôpitaux
3603	Sylvie Andrich-Duval	Terminal CFL intermodal Bettembourg-Dudelange
3604	Laurent Mosar	«Groupement autonome de personnes»
3605	Franz Fayot	«Fonds vautours»
3611	Laurent Mosar	Arrestation du secrétaire général de la Fédération autrichienne des Alévis à Istanbul
3612	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Politique industrielle du pays
3618	Laurent Mosar, Gilles Roth	Construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Rumelange et d'une maison de soins à Differdange
3685 urgente	Octavie Modert	Répercussions pour le Luxembourg de la fermeture d'un abattoir à Bastogne
3699 urgente	Fernand Kartheiser	Scandale dans un abattoir à Bastogne
3705 urgente	Martine Hansen, Octavie Modert	Abattage à l'étranger d'animaux d'origine luxembourgeoise bénéficiant du label «Naturschutz Fleisch»

Question 3174 (28.07.2017) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les conséquences d'une éventuelle implantation de Google au Luxembourg:

Am Kader vun den Diskussiounen ëm d'Zukunft vu Lëtzebuerg an de stramme Wuesstum wëllt Lëtzebuerg op de qualitative Wuesstum opbauen. An deem Zesammenhang huet den Här Wirtschaftsminister an der Chamber gesot, datt am Virfeld vu gréisseren Projeten an Investitiounen an Zukunft ëmmer eng Impaktstudie gemaach géif ginn.

Aktuell gi Verhandlung gefouert, fir datt déi amerikanesch Firma Google zu Lëtzebuerg ee gréisseren Datenzentrum ka bauen.

Dowéinst wëllt ech der Regierung dës Fro stellen:

1) Ass eng Impaktstudie gemaach ginn oder gëtt se am Abléck duerchgefouert?

2) Wéi en Impakt hätt d'Implantatioun vun esou engem groussen Datenzentrum op d'Ëmwelt, op de Landverbrauch, op den Energieverbrauch, op de Waasserverbrauch, op de Verkéier an op de Wunnensmaart vun der Géigend, wou dës Datenzentrum soll gebaut ginn?

3) Wéi eng finanziell Hëllef si vun ëffentlecher Hand geplangt (Stat, Gemeng), z. B. bei den Infrastrukturen oder fir de Kaf vum Terrain, a wat ass hei de Käschtpunkt?

4) Wéi wäit bedeelegt Google sech bei de Käschte fir d'Infrastrukturen an den Terrain?

5) Wéi en Impakt hätt dës Implantatioun op d'Steierrecetten (Kierperschaftssteuer, Vermögenssteuer an TVA)?

6) Ass an de Verhandlung Google e Steieruling proposéiert ginn?

Réponse complémentaire (26.02.2018) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

ad 1) De potenzielle Standuert fir Google ass haut nach als „zone verte“ klasséiert a muss, wéi all aneren Industriestanduert och, als Industriestanduert ëmklasséiert ginn. An deem Kontext gëtt och eng Impaktstudie gemaach, fir esou d'Auswierkung vun esou engem Reklassement op d'Flora an d'Fauna ze analyséieren. Déi Impaktstudie ass amgaang, ausgeschafft ze ginn.

ad 2) Stand haut ass, datt Google d'Terrainen zu Biissen kaaft huet, mä awer nach keng Decisioun iwwer e konkreten Investissementsprojet geholl huet. An deem Sënn ass et dofir och net méiglech, fir Informatiounen iwwer den Impakt vum Bau vun engem Datenzenter ze ginn.

ad 3) Et ass keng finanziell Hëllef vun der ëffentlecher Hand ugeduecht.

ad 4) Google ass de Besëtzer vun den Terrainen. Am Fall wou an en Datenzenter investéiert géif ginn, muss de Bauhär d'Infrastrukturkäschten, déi op sengen Terrainen erstinn, selwer droen.

ad 5) Zu dësem Zäitpunkt ass et net méiglech, fir eng Ausso iwwer Steierrecetten ze maachen.

ad 6) Dëst ass net de Fall.

Question 3517 (11.12.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'«International school»:

Den Educationnsministère ass op de Wee gaangen, fir an ëffentleche Schoulen de Coursus vum „baccalauréat européen“ anzeféieren. Nieft der neier „École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette“ huet de besteende Lycée Michel Lucius dës System agefouert, mam Resultat, datt den anglofonen Unterrecht haut een Drëttel vun de Klassen duerstellt. Zanter der Rentrée bitt dës Lycée och Klassen an der Grondschoul un.

Zu dëser Offer kann een och, ëmmer nach am Beräich ëffentlecher Schoul, de „baccalauréat international“ op Franséisch an Englesch am Lycée technique du Centre an am Atheneum opzielen.

Den Här Minister huet ugekënnegt, datt d'Offer elo weider ausgedeeent gëtt op de Lënster Lycée zu Jonglënster, de Lycée Edward Steichen zu Clief an den zukünftege Lycée vu Munne-ref.

Dowéinst wëllt ech dem Här Educationnsminister dës Fro stellen:

1) Wéi vill Schüler a Studente pro Niveau (Cycle vun der Grondschoul, 7^e bis 1^{re}...) sinn op den 1. Dezember 2018 an de Coursë fir de Baccalauréat international respektiv de Baccalauréat européen ageschriwwen?

2) Zanter der Aféierung vun dësen Coursen, wéi vill vun dësen Schüler hu vun enger classescher Lëtzebuurger Schoul an déi „international“ ëffentlecher Schoule gewiesselt?

3) Gëtt et eng Etüd iwwer d'Ursaachen, déi dës Schüler respektiv hir Eltere beweegt hunn, dës Wiessel virzehuelen? Wa jo, wat sinn d'Erkenntnesser aus dëser Etüd?

4) Op wéi enge Klassen an dësen Schoulen a Lycéeën gëtt Lëtzebuergesch enseignéiert? Wéi vill Stonne pro Woch a pro Klass? Wat ass als Pro-



gramm respektiv als Léierzil virgesinn? Kann den Här Minister der Chamber déi entspreichend Dokumenter zoustellen, wou dës Programmer an Ziler definéiert an opgeléicht sinn?

5) Gëtt, esouwuel an de Klassen aus der Grondschoul wéi am Secondaire, och Wäert op d'Lëtzebuurger Geschicht, Geografie, Literatur a Kultur geluecht? Si fir dës Coursé Programmer a Léierziler festgeluecht ginn? Wa jo, kann den Här Minister der Chamber dës entspreichend Dokumenter zoustellen, wou dës Programmer an Ziler opgeléicht an definéiert sinn?

6) Gëtt et eng Etüd, wéi vill Kanner aus dese Coursé Lëtzebuergesch als Mammesprooch hu respektiv Lëtzebuergesch regelméisseg schwätzen?

7) Gëtt an deene Schoulen a Lycéeën Lëtzebuergesch als Émgangssprooch benotzt? Gëtt et dozou Observatiounen an/oder Etüden? Gëtt et dozou eng reglementaresch Basis? Wa jo, kann den Här Minister der Chamber dës Reglementer matdeelen? Wéi gëtt an de Schoulen de Gebrauch vun der oder den Émgangssprooch geregelt a kontrolléiert?

8) No wéi enge Kritären ass d'Personal fir déi nei Strukturen agestellt ginn? Wéi eng Diplomer mussen déi Persounen virweisen? Gëtt et do eng Equivalenz mat den Diplomer, déi d'Lëtzebuurger Enseignantë mussen hunn? Wéi vill a wéi eng Sprooch mussen déi nei Enseignantë beherrschen?

9) Ginn Enseignanten, déi als „native speakers“ agestellt sinn, Coursen an der Lëtzebuurger Sprooch recommandéiert oder op d'mannst ugebueden? Wéi a wéini ginn d'Sproochkenntnesser vun deenen auslänneschen Enseignantë kontrolléiert? Ass dru geduecht, d'Léiere vun der Lëtzebuurger Sprooch fir auslännesch Enseignanten, déi eis Nationalsprooch nach net kennen, obligatoresch virzeschreiwten?

10) Wéi ass fir d'École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette de Ratio tëschent Lëtzebuergesch an auslänneschen Enseignanten?

11) Musse Lëtzebuurger Enseignanten aus de besteende Strukturen, déi „international“ Programmer opgeholl hunn, Coursen op Englesch ofhalen? Wa jo, wéi vill Enseignantë sinn dovunner betroff? Ass dëst exklusiv op fräiwëlleger Basis geschitt? Hunn dës Enseignanten eng Zousatzformatioun ugebuede kritt?

12) Kann den Här Minister bestätegen, datt d'Coursen - besonnesch op den „sections anglophones“ - bei enger englescher Gesellschaft akaaft ginn? Stëmmt et, datt schrëftlech Prüfungen op 3^e a 1^{re} an England geschéckt ginn, fir do - géint Bezuelung - verbessert an evaluéiert ze ginn? Gi mëndlech Prüfungen gefilmt, fir dann och an England verbessert an evaluéiert ze ginn?

13) Kann den Här Minister bestätegen, datt d'Ufuerderungen an den zweeten an drëtten Sproocher pro Sektioon, also zum Beispill Franséisch an Däitsch op der „section anglophone“, méi niddereg leien ewéi déi op vergläichbare Sektioenen am „traditionelle“ Lëtzebuurger Unterriicht?

Réponse (20.02.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Déi sëllege Froen, déi den honorablen Deputéierte mir stellt, betreffen déi folgend international Beschoulungsméiglechkeeten, déi den Ament de Lëtzebuurger Stat an öffentleche Schoulen ubitt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Munnech Froe bezéie sech just op ee Lycée, anerer allgemeng op se alleguer an nach anerer op e puer vun deene Schoulen.

ad 1) D'Schülerzuele verdeele sech folgendermoossen op déi verschidden Offeren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Vun engem richtege Wiessel aus enger „klassescher“ Lëtzebuurger Schoul an déi international öffentlech Schoule kann een nëmmen am LML an an der EIDE schwätzen:

- LML: Grondschouklasse: 82 Schülerinnen a Schüler,

Enseignement secondaire: 189 Schülerinnen a Schüler;

- EIDE: Grondschouklasse: 90 Schülerinnen a Schüler,

Enseignement secondaire: 140 Schülerinnen a Schüler.

Beim AL goufe bis elo déi international Offere just vu 4^e un ugebueden, deemno sinn alleguer d'Schülerinnen a Schüler entweder scho vir drun am AL gewiescht oder et ware Schülerinnen a Schüler, déi bis elo net zu Lëtzebuerg gewunnt hunn. Eréischt zanter dësem Joer bitt de Kolléisch eng international Offer och op deenen ënneschte Klassen un.

D'Situatioun am LTC ass an deem Sënn spezifesch, well dës Klasse gréisstendeels Schülerinnen a Schüler ophuolen, déi vir drun Insertionsklasse besicht hunn.

ad 3) Et ass wuel beschwéierlech, an esou engem fréie Stadium (deelweis am zweeten Joer) vun der staatlecher internationaler Offer schonns eng seriö Etüd ze maachen. Nawell ginn d'Eltere bei der Aschreiwung vun hire Kanner no hire Beweggrënn gefrot. De Leit hir Argumenter sinn immens ënnerschiddlech, ma et kann een zwou Tendenzen festhalen:

- fir d'Lëtzebuurger, e verdéift a méi fréit Léiere vun Franséischen oder dem Engleschen, well dat da vun Ufank un d'Schoulsprooch sinn, an

- fir d'Ausländer, d'Integratioun an d'Lëtzebuurger Gesellschaft vu Kanner, déi nei an d'Land kommen, well et sech ëm staatlech Schoulen handelt mat engem gemischte Public.

ad 4) Ech wéilt bei dëser Deelfro vum honorablen Deputéierten als Beispill d'École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette (EIDE) ernimmen. Hei gëtt a Saache Lëtzebuergeschunterrecht scho curriculär gekuckt, fir e passende Programm vum Cycle 2 bis an de Secondaire erop ze denken. An da gëtt um Niveau Secondaire tëscht dräi Niveaue d'Klass opgedeelt (Ufänger - Fortgeschrittener - Mammesproochler). An de Basiscourse gëtt mam Material „Wat gelift?“ geschafft, déi Fortgeschrittene kréien eischer. Kommunikatiounscourse mat mëndlechen Übungen ugebueden a bei den Experte gëtt vill mat Literatur geschafft.

Et läit eng Ufro vun der EIDE vir, fir e Projet ze lancéieren, wou e ganze curriculäre Programm mat Léierziler, Programmer a Material soll ausgeschafft ginn. Och an deenen anere Schoule gëtt Lëtzebuergesch ugebueden oder wäert et ginn. Eng daraarteg Ufro koom zudeem vu verschiddenen englesch- a franséischsproocheger Privatschoulen. Iwwerhaupt gëtt an enger Revisioun vum Privatschoulesetz gekuckt, d'Léiere vun der Lëtzebuurger Sprooch als normal Schoulfach an deemno och als Facteur vun der sozialer Kohäsioun ze verankeren.

ad 5) Déi offiziell Liesbicher „Lies a fléi 1 an 2“ am Fondamental a „Lies de bal“ am Secondaire kënnen als Textanthologie selbstverständlech och an den internationale Schoule benotzt ginn. Unzemierken ass, datt de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) momentan fir den Enseignement fondamental eng App ausschafft, déi Lëtzebuurger Landeskunde (Geschicht, Geografie a Kultur) opbereet. Do dernieft wäert och eng App zur Verfügung stoen, mat där Kanner a Jugendlecher hir eege Gemeng kënnen erkundschaften an historesch opschaffen. Dës Appe wäerte fir déi nächst Rentrée prett sinn.

Um Niveau vum Secondaire schafft de SCRIPT un engem neien E-Book „Lëtzebuurger Kulturgeschicht“ mat Kapiteln iwwer Literatur, Theater, Musek, Sproochgeschicht, Migratiounsgeschicht a Medien.

ad 6) Bei der järelecher Aschreiwung gëtt bei jidder Kand d'„langue parlée à domicile“ erhuewen. An den internationalen Offere goufen dës Joer 21 Kanner am Fondamental Lëtzebuergesch als hir Mammesprooch un, am Secondaire waren et hirer 89.

ad 7) An dese Klassen, wéi iwwregens an all Lëtzebuurger Schoul ausser am Cycle 1, ass d'Lëtzebuergesch ni d'Émgangssprooch an den netsproochleche Fächer. Esou ass et fir d'Grondschoul am Plan d'études a fir de Secondaire am Horaires et programmes virgesinn.

Wat d'Lëtzebuergesch als Schoulfach ugeet, esou verweisen ech op de Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et portant modification

1. de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018,
2. de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange,
3. de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux et
4. de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster.

Mat dësem Gesetz géif d'Lëtzebuergesch an allen agreéierten europäesche Schoulen hei am Land zu engem Schoulfach ginn.

Wa mat Émgangssprooch déi Sprooch gemengt ass, déi ausserhalb vum Klassenall geschwat gëtt, da sinn ech der Meenung, dass een de Gebrauch vun enger Émgangssprooch net ka regelen oder kontrolléieren. D'Schülerinnen an d'Schüler gebrauchte jee weils déi Émgangssprooch, an där d'Kommunikatioun déi meeschte Chance huet ze geléngen, d'Schoul encouragéiert awer hir Schüler, et emol op Lëtzebuergesch ze probéieren. Deemno gëtt Lëtzebuergesch sécher och am Alldag als Émgangssprooch benotzt. Den LML huet esouguer en internt Reglement, dat virgesäit, datt déi Jonk eng Sprooch musse schwätzen, déi jidderer versteet. Dëst ass wichtig, fir datt keen duerch eng Sprooch ausgeschloss ka ginn.

ad 8) Déi meescht international Offere gi mat Lëtzebuurger Enseignanten ofgedeckt, woubäi awer kee soll forcéiert ginn, op Englesch ze ënnerichten.

An der EIDE sinn d'Enseignanten no den Dispositiounen aus dem Gesetz vum 26. Februar 2016 recrutéiert ginn. Dëst gesäit am Artikel 6 folgend Dispositiounen vir:

«Art. 6.

(1) Le cadre du personnel de l'École comprend des fonctionnaires des différentes catégories de traitement tels que prévus par la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État sur la base des emplois prévus par la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et par la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique.

(2) L'enseignement peut être assuré par des enseignants d'autres établissements détachés à l'École.

(3) Le cadre prévu au paragraphe 1^{er} peut être complété par des employés enseignants suivant les besoins du service et dans les limites des crédits budgétaires, sous les conditions suivantes:

a) avoir eu accès à la fonction enseignante dans un pays membre de l'Union européenne;

b) se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins dix ans dans la fonction enseignante;

c) prouver par des certificats qu'ils ont atteint le niveau B2 du cadre européen commun de référence des langues dans au moins une des langues administratives définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Pour bénéficier d'un classement dans la catégorie A, groupe d'indemnité A1, sous-groupe de l'enseignement tel que prévu à l'article 43, paragraphe 4 de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, l'employé doit remplir les conditions de diplôme pour l'admission au concours de recrutement pour une fonction enseignante du groupe de traitement correspondant du régime de traitement des fonctionnaires de l'État ou pour l'admission au stage de cette fonction.

Pour bénéficier d'un classement dans la catégorie A, groupe d'indemnité A2, sous-groupe de l'enseignement tel que prévu à l'article 44, paragraphe 3 de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, l'employé doit être détenteur du diplôme du bachelier, soit présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes correspondant à la formation exigée pour la vacance de poste sollicitée.»

Zirka d'Halschent vum Personal fällt ënnert d'Dispositiounen vum Punkt 1; si beherrschen alleguer Däitsch, Franséisch a Lëtzebuergesch; vill och nach Englesch oder Portugisesch oder Spuenesch. Déi aner Halschent fällt ënnert d'Dispositiounen vum Punkt 2; si beherrschen d'Sprooch vun der Sektioon, op där si ënnerriichten, an op d'mannst eng vun den offiziellen administrative Sproocher vu Lëtzebuerg.

Eng äänlech legal Basis gesäit d'Astelle vum Personal am LML vir, dëst am Artikel 8 vum Gesetz vum 23. Dezember 2016 „concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination“.

ad 9) Den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) bitt regelméisseg Formatiounen fir Lëtzebuergesch ze schreiwten un, sou och am lafende Schouljoer: „Orthographe vun der Lëtzebuurger Sprooch“ (Code: D1-a-45).

Donieft kënnen d'Enseignantë sech an all aner Coursé fir Lëtzebuurger Sprooch aschreiwten.

ad 11) An de besteende Lycéeën, wou et mëttlerweil och eng international Offer gëtt, muss kee Lëtzebuurger Enseignant Coursen op Englesch ofhalen. Eis Enseignantë kënnen ëmmer fir dat folgend Joer hir Desiderata a Saache Klassewiel ofginn an déi gi beuecht, wann et ëm d'Besetze vun de Klasse geet, wou Englesch als Schoulsprooch gëllt. Bei der Ausschreiwung vun den neie Poste gëtt och erkenntlech gemaach, wann et sech ëm esou e spezifesch Posten handelt, woufir sech dann och déi Enseignantë kënnen mellen, déi sech amstand spieren, op Englesch ze enseignéieren, wat jo net onbedéngt vu jidderengem verlaangt ka ginn.

Et kann een awer mat Freed feststellen, datt vill Leit an deene betraffene Lycéeën oder aus anere Gebaier sech gären dëser Erausforderung stellen. Selbstverständlech kréien dës Enseignantë Weiderbildungen ugebueden, an zwar individualiséiert Zousatzformatiounen esouwuel heiheim zu Lëtzebuerg ewéi am Ausland an de Beräicher:

- Kommunikatioun op Englesch, mëndlech a schrëftlech,

- Englesch als Fachsprooch an och als Zilsprooch an

- Didaktik, Methodik an Evaluatioun vum entspreichende Fach an deem jee weilegen internationale Schoulsystem.

Dës Zousatzformatiounen, zesumme mat regelméisseg Recyclagen, gi vun de betraffene Schoulen zesummen mat den internationalen Trägerorganisatiounen an dem IFEN ugebueden. Op Demande vun de concernéierte Schoule ginn an Zesummenarbecht mam IFEN schoulinternen Formatiounen organiséiert iwwert de Curriculum, d'Evaluatiounsmethoden an den Émgang mat Diversitéit.

ad 12) Bei der anglofonen Offer weder beim Baccalauréat international nach bei den A-Levels, gi Coursen akaaft. Fir d'alleréischt muss déi jee weileg Schoul sech ëm den Agreement beméien andeems si international festgeluechte Standarden (Ausbildung vun den Enseignanten, Infrastrukturen, Encadrement vun de Schüler...) muss erfüllen. Et gëtt dann eng Lizenz kaf, déi der Schoul d'Benotze vun international festgeluechte Curriculum erlaabt. Dat bedeit, datt Lernziler feststinn, ma net Methoden. Et bleift selbstverständlech dem Enseignant als Professionelle vun der Wëssensvermittlung iwwerlooss, wéi hie säin Unterrecht ofhält, wéi eng Reiefolleg vu Schrëtt hie virgesäit a wat fir eng Medien hien am Cours asetzt.

Den Oflaf vun den Examen ass ganz genee festgeluecht. D'Evaluatiounen iwwert d'Joer maachen eis Enseignanten. Datselwecht gëllt fir d'Benotzung vun den Travaux pratiques an de wëssenschaftleche Fächer. Hei handelt et sech ëm sougenannten „moderéiert“ Evaluatiounen. Eis Enseignantë ginn an hirem Rôle als Evaluateur begleet, wat natierlech och nees eng Zort vu Formation continue duerstellt.

Vu mëndlechen Examen ginn Audioopname gemaach, keng Filmopnamen. Dës an déi schrëftlech Ofschlossexamen ginn ageschéckt (bei den A-Levels an England) a vu speziell forméierten Enseignanten ausgewäert. Och Lëtzebuurger Enseignanten hunn d'Méiglechkeet, sech als Evaluateur ze bewerben an un deene Formatiounen deelzehuelen. Et sief bemierkt, datt hei dann op weltwäitem Niveau op eng standardiséiert Aart a Weis no de Prinzipie vun der Reliabilitéit, der Objektivitéit a vun der Validitéit verbessert gëtt, esou wéi mir dat heiheim mat der méifacher Korrektur maachen. Iwwregens kënnen déi Lëtzebuurger Enseignantë sech och beim Ausschaffe vun den Epreuven implizéieren.

ad 13) Prinzipiell sief bemierkt, datt d'Ufuerderungen an der Schoul ni mat de Leeschtungen vun de Schülerinnen a Schüler gläichesetze sinn. Munnech Kanner errechen den Niveau leider net, ma fir déi allermeescht sinn d'Ufuerderunge just e Minimum, dee si da bei Wäitem depasséieren.

Wat d'Ufuerderungen an den zweeten an drëtten Sproocher an de staatlech organiséierten, internationale Schoulen ugeet, esou sinn se schwéier mat de Lëtzebuurger Curricula am Ament ze vergläichen, well näamlech de System, à la base, ënnerschiddlech ass. An den internationale Systemer kënnen d'Schülerinnen an d'Schüler hir Schwéierpunkten autonom setzen, dat esouwuel an de Sproocher wéi och an de wëssenschaftlechen Disziplinen. Deemno sinn an esou engem flexibele System d'Parcours vun den Elève ganz ënnerschiddlech an et ass duerchaus och méiglech, datt Schülerinnen a Schüler hir Schwéierpunkten op d'Sproocher leeën an do e ganz héijen Niveau errechen. An deem Zesummenhang sief dann nach emol drun erënnert, datt jidder Kand an den internationalen Offeren vun Lëtzebuurger Stat Lëtzebuergesch léiert an zudeem, an der



Rumm vum Méiglechen, a senger Mammesprooch gefërdert gëtt. Och wa Franséisch oder Englesch d'Schoulsprooch sinn, si se fir portugisesch oder indesch Kanner zum Beispill net hir Mammesprooch.

Question 3527 (14.12.2017) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **viabilité du marché financier**:

Laut einem kürzlich erschienenen Artikel in der luxemburgischen Presse beanstandet das „Votum Klima“ die erheblichen Diskrepanzen zwischen Anspruch und Wirklichkeit in Sachen nachhaltiger Finanzpolitik der Regierung.

Es wird einerseits die eigene, angeblich nachhaltige Finanzpolitik von der Regierung immer wieder hervorgehoben, andererseits ist laut dem „Votum Klima“ deutlich zu erkennen, dass die Finanzprodukte allen voran auf finanzielle Rendite setzen, so beispielsweise die beiden größten nationalen Fonds, der Pensionsfonds und der Zukunftsfonds. Beide würden nach dem „Prinzip der maximalen Risikostreuung“ geführt werden und mit nahezu allem spekulieren, was an den Märkten gehandelt werde. Diese Politik geht zu Lasten der nachhaltigen Entwicklung des Landes.

Norwegen und die Schweiz dagegen zeigen die Möglichkeit einer nachhaltigen Finanzpolitik ohne den Handel mit Produkten wie Erdöl auf. „Votum Klima“ hebt hervor, dass Luxemburg dem Vorgehen dieser Länder folgen soll.

Aufgrund dieser widersprüchlichen Aussagen möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

- Wie bewertet die Frau Ministerin die Analysen des „Votum Klima“?
- Wie gestaltet sich die nachhaltige Entwicklung der Finanzpolitik in Luxemburg wirklich?
- Welche Maßnahmen gedenkt die Frau Ministerin zu ergreifen, um die Finanzpolitik des Pensionsfonds und des Zukunftsfonds nachhaltiger zu gestalten?
- Ist die Errichtung eines Ethikrates eine angeordnete Möglichkeit, den Pensionsfonds und den Zukunftsfonds des Landes nachhaltiger zu gestalten?

Réponse commune (27.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

In der Einleitung zu seiner parlamentarischen Anfrage verweist der Abgeordnete Marcel Oberweis auf einen Artikel von „Votum Klima“, in welchem angegeben wird, dass sowohl der Kompensationsfonds der Rentenkasse (FDC) als auch der Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (im Nachstehenden „Zukunftsfonds“) nach dem Prinzip der maximalen Risikostreuung geführt würden und „mit nahezu allem spekulieren, was an den Märkten gehandelt werde“.

Einführend sei zu erwähnen, dass die Regierung im Bereich der nachhaltigen Entwicklung der Finanzpolitik in Luxemburg in den letzten Jahren verschiedene Initiativen ergriffen hat, dies im Allgemeinen im Bereich der grünen und nachhaltigen Finanzen als auch spezifischer im Bereich der internationalen Klimafinanzierung.

Im Bereich der nachhaltigen Finanzpolitik wird beispielsweise im Rahmen der Rifkin-Strategie zur dritten industriellen Revolution an der Aufstellung der „Luxembourg Sustainable Development Finance Platform“ (LSDFP) gearbeitet. Da über 50% der weltweiten grünen Obligationen an der Luxemburger Börse herausgegeben werden, hat letztere im Herbst 2016 den Luxembourg Green Exchange eingerichtet.

Im Bereich der internationalen Klimafinanzierung sei zunächst die Bereitstellung von 120 Millionen Euro seitens des Fonds Klima & Energie im Zeitraum 2014-2020 erwähnt, welche in verschiedene Instrumente und Projekte der internationalen Klimafinanzierung investiert werden. Zusätzlich wurde die Climate Finance Taskforce (CFTF) gemeinsam vom Finanzminister und der Umweltministerin eingerichtet; es wurde eine Plattform mit der Europäischen Investitionsbank (EIB) aufgestellt, um private Investoren anzuziehen mit dem Ziel, Klimaprojekte in Entwicklungsländern zu fördern, und es wurde der Forestry and Climate Change Fund (FCCF) aufgelegt. Unlängst hat der neu gegründete luxemburgische „International Climate Finance Accelerator“ (ICFA) eine Ausschreibung für unterstützenswerte innovative Fondsmanager/-innen veröffentlicht.

Die erwähnten Initiativen haben dazu geführt, dass Luxemburg Ende letzten Jahres Grün-

dungsmitglied der Initiative der Vereinten Nationen „Network of Financial Centres for Sustainability“ wurde.

Mit dem Ziel, Wertaussagen über oben genannte und andere Initiativen sowie neue Denkanstöße zu erhalten, haben der Finanzminister und die Umweltministerin kürzlich die Finanzinitiative des Umweltprogramms der Vereinten Nationen (UNEP FI) mit einer Studie beauftragt, Luxemburgs Finanzpolitik auf ihre Nachhaltigkeit zu prüfen. Erste Resultate der Studie werden Anfang Herbst dieses Jahres erwartet.

Die nachhaltige Finanzpolitik der Regierung betrifft allerdings nicht nur Produkte und Dienstleistungen des Finanzsektors. Die Haushaltsausgaben im Bereich der Infrastrukturen wurden von der Regierung in den letzten Jahren im Bereich Umwelt und öffentlicher Verkehr stark angehoben.

Betreffend die Investitionspolitik der beiden staatlichen Fonds, FDC und Zukunftsfonds, sei Folgendes zu erwähnen:

Sowohl der FDC als auch der Zukunftsfonds verfolgen eine zukunftsorientierte Langzeitstrategie, für welche das Prinzip der maximalen Risikostreuung unabdingbar ist.

So wurde der FDC ins Leben gerufen, um die Reserven des öffentlichen Pensionsregimes zu verwalten und einen realen Gewinn zu erwirtschaften bei Diversifizierung des Risikos.

Dem Zukunftsfonds obliegt es wiederum, laut Gesetz, Sparrücklagen für die kommenden Generationen zu erwirtschaften.

Das Prinzip der maximalen Risikostreuung dient der Minimierung der Risiken und ist eine unerlässliche Voraussetzung für eine vorsichtige und nachhaltige Vermögensverwaltung. Es gilt, den negativen Effekt eines oder mehrerer Unternehmen oder gar eines ganzen Unternehmenszweiges auf das investierte Vermögen weitestgehend abzufedern.

Der FDC investiert hierbei nach einem sehr klassischen Schema in Standardprodukte. So ist seine Investitionsstrategie auf Aktien, Obligationen, Liquiditäten, Immobilien und andere Wertpapiere beschränkt, welche in internationalen Benchmarks aufgeführt werden. In ähnlich konservativer Art und Weise beschränkt sich die Investitionsstrategie des Zukunftsfonds auf Investitionen in „Exchange-Traded Funds“ (ETF) sowie gegebenenfalls ähnlich gelagerte UCITS-Fonds.

Als die initiale Investitionsstrategie des FDC festgelegt wurde, wurden die oben genannten Kriterien in besonderem Maße berücksichtigt. Beschränkungen, welche nicht aus der gesetzlichen Aufgabe des FDC abzuleiten waren, wurden nicht in Betracht gezogen. Seit 2010 hat der FDC jedoch Überlegungen angestellt, in welcher Form im aktuellen gesetzlichen Rahmen eine sozialverantwortliche Investitionspolitik in seine Investitionsstrategie aufgenommen werden könnte.

So wurde auf der Basis der von Luxemburg unterzeichneten internationalen Abkommen ab 2011 entschieden, eine diesen entsprechende Ausschlussliste aufzustellen und anzuwenden. Zusätzlich wurde festgelegt, dass bei zukünftigen Ausschreibungen des FDC Kriterien der Nachhaltigkeit und des sozialverantwortlichen Investierens berücksichtigt werden sollen. Dieser Anspruch wurde regelmäßig hinterfragt und so wurde im Jahr 2016 beschlossen, ab 2017 die sozialverantwortliche Komponente der Investitionspolitik des FDC zu verstärken.

So wurden insbesondere die von Luxemburg im Rahmen der Ratifizierung des Pariser Klimaabkommens eingegangenen Verpflichtungen, die Finanzmittelflüsse in Einklang zu bringen mit einem Weg hin zu einer hinsichtlich der Treibhausgasemissionsarmen und gegenüber Klimaänderungen widerstandsfähigen Entwicklung. Daneben stehen die 17 Ziele der Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung der Vereinten Nationen neu im Fokus der Investitionspolitik und außerdem wird die Schaffung neuer Teilfonds mit positivem Effekt analysiert. Diese sozialverantwortliche Investitionspolitik wurde in der Richtlinie des FDC von Januar 2018 verankert, Richtlinie, welche am 20. November 2017 vom Minister für soziale Sicherheit gutgeheißen wurde und seit dem 1. Januar 2018 Anwendung findet.

Die aktuelle, sozialverantwortliche und nachhaltige Investitionspolitik des FDC kann man wie folgt zusammenfassen:

a) Ausschlussliste des FDC

Seit 2011 garantiert der FDC, dass die Investitionen durch die SICAV-FIS konform zu den von Luxemburg unterzeichneten, internationalen Vereinbarungen sind. Zu diesem Zweck wurde festgelegt, dass Unternehmen und Gesellschaften, welche die internationalen, von Luxemburg unterzeichneten Vereinbarungen, die den Umweltbereich, die soziale und solida-

rische Verantwortung oder die institutionelle Verantwortung betreffen, nicht respektieren, von Investitionen ausgeschlossen sind.

Im Jahr 2011 wurde die skandinavische Gesellschaft GES vom Verwaltungsrat des FDC damit beauftragt, den Investitionsspielraum der SICAV-FIS des FDC zu analysieren, um jene Unternehmen und Gesellschaften zu identifizieren, welche die oben genannten Konventionen nicht respektieren.

Der skandinavische Dienstleister GES ist spezialisiert im Screening von Portfolios und Indizes, seit 1992 aktiv im Bereich der sozialverantwortlichen Investitionen und ein weltweites Referenzunternehmen. Er ist Teil eines weltweiten Netzwerkes internationaler Organisationen und hat Partnerschaften mit anderen im Bereich des sozialverantwortlichen Investments tätigen Unternehmen. 2015 wurde GES zum „Best Engagement Service Provider“ im Rahmen der alljährlichen Umfrage IRR der Plattform SRI-CONNECT gewählt.

GES liefert dem FDC halbjährlich einen aktualisierten Bericht über jene Gesellschaften, welche die oben genannten Vereinbarungen nicht einhalten und keine Anzeichen dafür zeigen, dass sie ihre Politik und ihr Geschäftsgebaren ändern wollen. Demzufolge werden besagte Gesellschaften vom Verwaltungsrat des FDC aus dem erlaubten Investitionsrahmen der SICAV ausgeschlossen. Zurzeit befinden sich 68 Gesellschaften auf dieser Ausschlussliste.

Vergleicht man die Ausschlussliste des FDC von 68 Unternehmen - ohne thematische Ausschlüsse zu berücksichtigen - mit jenen der Pensionsfonds anderer Länder, so stellt man fest, dass die luxemburgische Liste zu den umfassendsten gehört:

- Schwedischer Fonds AP4: 14 Unternehmen;
- Schwedischer Fonds AP7: 71 Unternehmen;
- Französischer Rentenreservefonds: 20 Unternehmen;
- Schweizer Fonds Publica: 15 Unternehmen;
- Holländischer Fonds PGGM: 113 Unternehmen, davon 47 Unternehmen außerhalb des Bereichs Tabak;
- Holländischer Fonds ABP: 22 Unternehmen;
- Norwegischer Government Pension Fund Global: 145 Unternehmen, davon 56 Unternehmen außerhalb der Bereiche Tabak und Kohle.

b) Berücksichtigung von Nachhaltigkeitskriterien und Kriterien für sozialverantwortliche Investitionen

Seit 2011 beinhalten alle Fragebögen des FDC bezüglich der Ausschreibung zur Auswahl von Portfolioverwaltern für die SICAV-FIS Fragen zu den Themenkreisen der sozialverantwortlichen Investitionspolitik oder zur nachhaltigen Entwicklung, um zu klären, inwieweit diese von den Submissionen verfolgt werden.

Die 2017 überarbeitete Investitionsstrategie des FDC hat die Berücksichtigung von Nachhaltigkeitskriterien oder solchen des sozialverantwortlichen Investments verstärkt, sodass Ausschreibungsbewerber beweisen müssen, dass sie eine diesen Kriterien entsprechende Herangehensweise haben.

Unter diesem Gesichtspunkt wurden auch im Laufe von 2017 vier neue Verwalter für fünf Teilfonds der SICAV ausgewählt. Diese Teilfonds stellen ein Gesamtvolumen von 3.120 Millionen Euro dar. Mit den bereits existierenden Teilfonds zusammen werden so über 50% der Aktiva der SICAV in Zukunft unter Berücksichtigung von Nachhaltigkeitskriterien oder solchen des sozialverantwortlichen Investments verwaltet.

c) Die Schaffung eines Teilfonds mit „positivem Effekt“

Die 2017 überarbeitete Investitionsstrategie des FDC sieht ebenfalls die Schaffung neuer Teilfonds im Bereich der Aktivaklassen der Aktien und Obligationen der SICAV-FIS vor, welche Investitionen mit „positivem Effekt“ zum Ziel haben. So ist vorgesehen, im Laufe des Jahres einen Teilfonds zu schaffen, der ausschließlich in „grüne“ Obligationen investiert („green bonds“), sowie einen Teilfonds, der nur in Gesellschaften investiert, welche neben einem finanziellen Gewinn auch einen Mehrwert im Sozial- oder Umweltbereich generieren („impact investing“). Diese Investitionen betreffen sowohl die Objekte der Agenda 2030 der Vereinten Nationen als auch die des Pariser Klimaabkommens von 2015.

Die Bemühungen der letzten Jahre in puncto soziale Verantwortung und Nachhaltigkeit werden auch weiterhin fortgeführt, ohne den Investitionsrahmen substanziell einzuschränken, da dies konträr zur primären Mission des FDC wäre, nämlich eine bestimmte Gewinnmarge zu erwirtschaften, um zur finanziellen Absicherung des Rentensystems beizutragen.

Auch der Zukunftsfonds prüft neue Wege, um Nachhaltigkeits- und ESG-Kriterien (ESG = environment, social and governance) in seine Investitionspolitik zu integrieren. Hierbei wird dem Umstand Rechnung getragen, dass der Zukunftsfonds einen wesentlich kleineren Vermögensumfang aufweist.

Aufgrund der erwähnten Initiativen und der laufenden Entwicklungen im Bereich der grünen und nachhaltigen Finanzen hält die Regierung es derzeit nicht für erforderlich, einen Ethikrat für den FDC oder den Zukunftsfonds einzurichten.

Question 3536 (21.12.2017) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant les **accidents de la route impliquant des piétons**:

Au mois de septembre, suite au décès d'une piétonne sur le boulevard Royal à Luxembourg, l'asbl Sécurité routière avait demandé que les passages pour piétons soient inspectés, et que les passages dangereux soient sécurisés.

Dernièrement encore plusieurs piétons ont été percutés par un véhicule.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Combien de piétons ont été impliqués dans des accidents corporels de la circulation en 2017 et au cours des dernières années? Ce chiffre est-il en augmentation?
2. Combien de piétons ont trouvé la mort dans un accident de la route, combien ont été gravement blessés, et combien ont subi des blessures légères?
3. Quelle est la proportion de ces accidents impliquant des piétons qui ont eu lieu en milieu urbain? Combien de ces piétons ont été tués ou blessés sur un passage à piétons?
4. Quel est l'âge de ces victimes?
5. Est-ce que les causes de ces accidents ont été identifiées? Quels sont les facteurs accidentogènes?
6. Une inspection des passages pour piétons a-t-elle été effectuée? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cet audit technique?
7. Quelles mesures autres que des campagnes de sensibilisation sont en place ou sont prévues pour lutter contre ce fléau?
8. Ne faudrait-il pas intensifier la campagne actuelle, en augmenter la fréquence de diffusion des messages et prévoir l'élaboration et la distribution d'accessoires réfléchissants pour adultes?

Réponse (09.02.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En référence à la question parlementaire similaire n°3395 du 26 octobre 2017 de Messieurs les Députés Claude Lamberty et Max Hahn, il y a lieu de renvoyer aux réponses y fournies, tout en répétant que les données définitives sur les collisions qui se sont produites en 2017 ne seront disponibles qu'en mars 2018. Les compléments d'information ci-après peuvent encore être fournis à ce stade.

En analysant les collisions survenues entre 2012 et 2016, il ressort que 87% des accidents ont eu lieu sur une route en milieu urbain, 7% sur une place publique ou un parking et 6% en dehors des agglomérations.

Sur base des chiffres des années 2012 à 2016, on constate que la majorité des victimes décédées étaient âgées de plus de 55 ans. En ce qui concerne les blessés graves, aucune classe d'âge n'a été surreprésentée, tandis que la plupart des victimes légèrement blessées étaient âgées de moins de 44 ans.

Pour ce qui est des facteurs accidentogènes, il y a lieu de garder à l'esprit que plusieurs causes peuvent être à l'origine de la même collision, notamment un comportement fautif partagé ou un cumul de plusieurs facteurs. Les chiffres des années 2013¹ à 2016 montrent que 58% des piétons ont été à l'origine ou ont participé à la genèse de la collision. On peut encore constater que le conducteur responsable de la collision a conduit à une vitesse excessive dans un cas sur deux, alors que le piéton fautif a traversé imprudemment dans un cas sur deux.

À relever qu'en vue de la permission de voirie,

¹ Les chiffres de 2012 ne sont pas disponibles.

les passages pour piétons doivent respecter les recommandations pour l'aménagement et la sécurisation des passages piétons en agglomération prévues dans la brochure afférente, élaborée par la Commission de circulation de l'État, en étroite collaboration avec les différents acteurs concernés.

Ensuite le message de la campagne de sensibilisation actuelle «Gitt siichtbar/Réfléchissez», véhiculé sur les réseaux sociaux et dans les médias, est également apposé sur les autobus RGTR ainsi que sur 45 panneaux routiers. À côté des flyers, des brassards réfléchissants sont également distribués aux adultes et aux enfants.

De plus, il convient de souligner que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures soutient la réalisation de zones à trafic apaisé qui visent entre autres à lutter contre l'insécurité routière sur le plan local. Ainsi l'abaissement de la limitation de vitesse de 50 km/h à 30 km/h ou à 20 km/h permet de réduire sensiblement la distance d'arrêt des véhicules en cas de freinage d'urgence ainsi que les conséquences en cas de collision.

Finalement, outre les mesures préventives décrites ci-dessus, un avertissement taxé de 145 € et une réduction de deux points sur le permis de conduire sont prévus à l'encontre du conducteur qui omet de s'arrêter devant un passage pour piétons lorsqu'un piéton marque son intention de s'y engager ou qu'il y est déjà engagé.

Question 3548 (09.01.2018) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **recrutement de nouveau personnel par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**:

Les établissements et services de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse nécessitent un personnel nombreux et, par conséquent, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) recrute régulièrement bon nombre de nouveaux effectifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Existe-t-il des procédures standardisées suivies par l'ensemble des établissements et services du MENJE en ce qui concerne la gestion des dossiers de candidature pour des postes vacants? Dans l'affirmative, quelles sont ces procédures?

2) Est-ce que les candidats sont informés dans le cas où leurs dossiers sont incomplets et, le cas échéant, est-ce qu'ils ont la possibilité de compléter leurs dossiers de candidature? Dans la négative, est-ce qu'un dossier incomplet est d'office considéré irrecevable?

3) Selon mes informations, les candidats dont la candidature n'est pas retenue, ne reçoivent pas toujours de retour par le MENJE. Cette information est-elle correcte? Dans la négative, dans quel délai le MENJE informe-t-il les candidats sur le rejet de leurs candidatures? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre partage notre avis, qu'il serait important d'informer les candidats dans les meilleurs délais si leurs candidatures ne sont pas retenues?

4) Quel est le traitement réservé aux candidatures spontanées?

Réponse (20.02.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Actuellement il n'existe pas de procédure standardisée appliquée par les différents services de mon département au niveau de la gestion des candidatures reçues pour des postes vacants.

Dans ce contexte, il y a eu une restructuration ainsi qu'une centralisation au niveau du Service des ressources humaines. Une des missions de ce service consiste à élaborer des lignes de conduite, afin d'aboutir, à moyen terme, à une procédure standardisée pour le recrutement des postes vacants au sein du MENJE.

ad 2) En règle générale, les candidats sont informés dans le cas où leur dossier est incomplet et ils ont la possibilité de le compléter avant une date butoir qui leur est communiquée, ce délai passé tout dossier resté incomplet est considéré comme irrecevable.

ad 3) La réponse à cette question doit à nouveau être nuancée, dans la mesure où le traitement en matière de rejet de demandes de candidatures varie d'une administration ou d'un service à l'autre. Je tiens toutefois à préciser que je partage l'avis de l'honorable Député qu'il est important d'informer les candidats dans les meilleurs délais si leur candidature n'est pas retenue. Suite à la centralisation des recrutements de nouveau personnel par mon ministère, une telle information fera partie de la procédure standardisée introduite par le Service ressources humaines.

ad 4) Suite à la centralisation des recrutements de nouveau personnel par mon ministère, une procédure standardisée concernant les candidatures spontanées sera également mise en place dans les meilleurs délais. Il est envisagé que les candidatures spontanées seront transmises au Service ressources humaines et qu'un accusé de réception sera envoyé aux postulants. En l'absence de vacance poste, cette candidature est et sera classée en vue d'éventuels besoins futurs de recrutement de nouveau personnel par mon ministère.

Étant donné que le recrutement des fonctionnaires et employés de l'État est désormais centralisé, soit auprès du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, soit auprès du MENJE, il est toutefois nécessaire que les postulants réintroduisent une demande en bonne et due forme en vue d'une nouvelle candidature.

Question 3549 (09.01.2018) de **M. Yves Cruchten** (*LSAP*) concernant l'**égalité salariale**:

Depuis le début de l'année la presse internationale et les réseaux sociaux louent le vote en Islande d'une loi sur l'égalité salariale, de sorte que ce pays serait le premier à combattre les inégalités salariales entre les hommes et les femmes dans les entreprises avec plus de 25 salariés.

Or, le Luxembourg dispose d'une loi sur l'égalité salariale depuis décembre 2016 qui non seulement a inscrit l'interdiction dans la loi et dans le Code du travail mais élève aussi l'inégalité salariale au rang d'infraction, passible d'une amende. Ce principe vaut pour tous les employeurs, sans restriction par rapport au nombre de salariés.

Ainsi, il est interdit à tout employeur de se fonder sur d'autres critères que ceux des connaissances, de l'expérience et des responsabilités pour déterminer la rémunération d'un salarié. Aussi, le modèle luxembourgeois va dans le sens à la fois d'un accompagnement et d'un encouragement des entreprises avec le logiciel Logib-Lux et la participation au programme des actions positives.

En Allemagne, une loi entrée en vigueur en 2017 interdit non seulement l'inégalité salariale entre les sexes, mais a également instauré avec effet à partir de cette année et sous certaines conditions (taille de l'entreprise, nombre de salariés dans une même catégorie d'emplois, etc.) un droit à l'information des salariés sur les rémunérations payées dans leur entreprise respective.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

1. Quel est le taux actuel d'écart de salaire au Luxembourg entre femmes et hommes?

2. Existe-t-il des chiffres pour les entreprises qui ne font pas usage du logiciel Logib-Lux?

3. De quelle façon les entreprises et les salariés sont-ils sensibilisés et encouragés à appliquer l'égalité salariale? Par quels moyens les employeurs et les salariés sont-ils informés de l'existence de cette loi?

4. Depuis l'entrée en vigueur de la loi y a-t-il eu des plaintes de la part de salariés, des poursuites engagées ou des sanctions prononcées?

5. De quelle façon est-il envisagé de faire des contrôles de l'application de la loi?

6. Le Gouvernement envisage-t-il dans un deuxième temps d'instaurer un droit à l'information salariale à l'instar de celui introduit par la loi allemande depuis le 6 janvier de cette année?

Réponse commune (21.02.2018) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*:

Concernant le taux actuel d'écart de salaire, il y a lieu de noter que d'après les dernières statistiques d'Eurostat, le taux d'écart de salaire au Luxembourg est passé de 8,6% en 2015 à

5,5% en 2018, étant ainsi largement inférieur au taux d'écart de salaire européen qui est de 16,3%.

En ce qui concerne le nombre d'entreprises qui n'utilisent pas le logiciel Logib-Lux, il y a lieu de préciser qu'il n'existe pas de chiffres quant au nombre d'entreprises qui font ou qui ne font pas usage du logiciel Logib-Lux. Ceci tient au fait que l'utilisation du logiciel, qui répond à une autoévaluation, est anonyme.

Néanmoins, les entreprises qui participent au programme des actions positives du Ministère de l'Égalité des chances ont l'obligation d'utiliser le logiciel dans le cadre de l'enquête de satisfaction menée au sein de leur structure. Dès lors il est établi que depuis l'instauration du logiciel, plus de 70 entreprises se sont soumise officiellement à l'application de cet outil.

En réponse à la question 3 précitée, il convient de rappeler que la Ministre de l'Égalité des chances ainsi que le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ont de concert présenté lors de la conférence de presse du 10 mai 2017 une brochure qui renseigne les salariés et les entreprises sur les nouvelles dispositions de la loi du 15 décembre 2016. Cette brochure sert de guide à tous les acteurs concernés (employeurs, partenaires sociaux et salariés), en fournissant une série d'informations sur les mesures qui sont déjà en place à l'heure actuelle et en indiquant une liste des instances de contact auxquelles les personnes concernées peuvent se référer en cas de besoin.

Dans ce contexte, les entreprises sont régulièrement sensibilisées et encouragées à appliquer l'égalité salariale, à travers le programme des actions positives du Ministère de l'Égalité des chances.

La participation au programme des actions positives sert également de prémisses à la mise en place de l'égalité de traitement entre hommes et femmes au sein de l'entreprise. Le contrôle de l'égalité salariale se fait à l'aide du logiciel Logib-Lux, qui est d'ailleurs un critère d'éligibilité pour l'obtention d'un agrément ministériel par l'entreprise participante.

Le logiciel Logib-Lux permet à toute entreprise intéressée d'acquiescer, au vu d'un rapport étoffé, des connaissances quant à sa structure salariale actuelle et d'identifier les causes d'éventuelles inégalités salariales. Les données concernant le salaire, la qualification et le poste de travail des salariés servent de base au calcul. Le programme des actions positives sert à soutenir efficacement les entreprises dans la mise en place de règles de travail égalitaires au sein de leur structure.

Logib-Lux permet à l'entreprise de faire un état des lieux de sa situation en termes d'égalité, à savoir l'égalité de traitement entre hommes et femmes, l'égalité entre hommes et femmes dans la prise de décision et l'égalité entre hommes et femmes dans la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée.

L'entreprise peut ainsi remédier à une éventuelle situation déficitaire ou même repositionner l'entreprise en prenant toute une série de mesures appropriées pour combattre d'éventuelles situations discriminatoires dans un plan d'actions que l'entreprise participante devra établir.

Le Ministère de l'Égalité des chances propose également, en collaboration avec l'École supérieure du travail, des formations dans le cadre de l'égalité entre hommes et femmes, destinées aux délégués à l'égalité des entreprises.

En réponse à la question 4, il y a lieu de noter que depuis l'entrée en vigueur de la loi du 15 décembre 2016 précitée, une seule plainte en matière d'égalité salariale a été introduite auprès de l'Inspection du travail et des mines (ITM) qui est actuellement en cours de traitement et aucune poursuite en matière d'égalité salariale n'a pour l'instant été engagée à l'encontre d'un employeur.

Concernant la question 5 portant sur les moyens de contrôle de l'application de la loi, l'ITM est chargée de veiller à ce que les dispositions relatives à l'égalité salariale soient respectées par les employeurs qui sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes.

Sont considérés comme ayant une valeur égale, les travaux qui exigent des salariés un ensemble comparable de connaissances professionnelles consacrées par un titre, un diplôme ou une pratique professionnelle, de capacités découlant de l'expérience acquise, de responsabilités et de charge physique ou nerveuse.

Les différents éléments composant le salaire sont établis selon des normes identiques pour les hommes et les femmes. Les catégories et les critères de classification et de promotion professionnelle ainsi que toutes les autres bases de

calcul du salaire, notamment les modes d'évaluation des emplois, doivent être communs aux salariés des deux sexes.

Ainsi, par comparaison des différents critères qui sont portés à la connaissance des inspecteurs du travail lors des contrôles en entreprise, l'ITM procède au contrôle de l'application des nouvelles dispositions relatives à l'égalité salariale.

Par ailleurs, toute disposition figurant notamment dans un contrat de travail, une convention collective de travail ou un règlement intérieur d'entreprise et qui comporte pour un ou des salariés de l'un des deux sexes un salaire inférieur à celui de salariés de l'autre sexe pour un même travail ou un travail de valeur égale, est nulle de plein droit et le salaire plus élevé dont bénéficient ces derniers salariés est substitué de plein droit à celui que comportait la disposition entachée de nullité.

À défaut de régularisation de ces dispositions par les employeurs suite à une injonction de la part de l'ITM, les employeurs sont passibles d'une amende administrative et un procès-verbal reprenant les infractions en matière d'égalité salariale peut être déposé entre les mains du procureur d'État en vue d'éventuelles poursuites pénales.

À noter que les employeurs sont passibles d'une amende pénale de 251 à 25.000 euros en cas de non-respect des dispositions relatives à l'égalité salariale.

En ce qui concerne la question 6, il faut noter que l'article L.414-15 du Code du travail dispose que toute entreprise occupant plus de 15 salariés doit établir une délégation du personnel et que toute délégation doit désigner un délégué à l'égalité qui a pour mission de défendre l'égalité de traitement en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, ainsi que la rémunération et les conditions de travail.

Par ailleurs l'article L.414-4 du même code oblige le chef d'entreprise d'informer et de consulter la délégation du personnel et le délégué à l'égalité sur la situation, la structure et l'évolution probable de l'emploi au sein de l'entreprise et de l'établissement ainsi que sur les éventuelles mesures d'anticipation envisagées, notamment en cas de menace sur l'emploi. Le chef d'entreprise doit notamment fournir à cette fin semestriellement à la délégation du personnel et au délégué à l'égalité des statistiques ventilées par sexe sur les recrutements, les promotions, les mutations, les licenciements, les rémunérations et les formations de membres du personnel salarié de l'entreprise.

Finalement, il y a lieu de souligner que chaque convention collective de travail doit obligatoirement prévoir les modalités d'application du principe de l'égalité de salaire entre hommes et femmes.

Force est donc de constater que notre législation nationale prévoit déjà un contrôle renforcé des dispositions légales en matière d'égalité de salaire.

Question 3550 (10.01.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le **stationnement gênant d'autobus**:

Mat der Aféierung vum neie Fuerplang an der Emléedung vun enger Rei Buslinnen um Kierchberg ass de Boulevard Pierre Frieden zu engem regelrechte Parking fir RGTR-Busse ginn, wou bis zu iwwer enger Dose Busse laanscht des Strooss stinn. Och Remorquë fir Passagéier ginn iwwer länger Zäitraum do ofgestallt. Dëst bedéngt ënner anerem, datt d'Foussgängerpassagen net méi iwwersiichtlech sinn, dëst an direkter Noperschaft vun enger Schoul an engem Foyer scolaire.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohaltig Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Däerfe Linnebusse, ënner anerem, fir hir obligatoresch Pausen anzehalen, laanscht eng Strooss an engem Uertschaft parken, och wann esou eng Parkméiglechkeet net spezifesch ausgewisen ass?

2. Sinn, bei der Reorganisatioun vum Busreseau bei der Aféierung vum Tram, Zäiten a regulär Plaze virgesinn, wou d'Busse kënnen halen, virun hirer nächster Faart respektiv wa si déi obligatoresch Rouzäite fir d'Chauffere mussen respektieren?

3. Ass de Minister bereet, mat de betreffen Firmen a Servicere eng schnell Léisung ze fanne, fir datt d'Busse net méi laanscht de Boulevard Pierre Frieden parken?

Réponse (07.03.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:



ad 1. Laut dem Code de la route dierfe Busse laanscht eng Strooss stationnéieren. Wa soss näischt ugewisen ass, si se als normalen „véhicule“ ze bezeichnen, souwéi zum Beispill Autoen och. Fir de Rescht muss se sech natierlech un d'Conditionen hale vum Code de la route (Art. 165 an 166). Opground vum Feele vun ausgewisene Parkplaze fir Bussen, ass et leider am Moment net anescht ze organiséieren.

ad 2. Mir stinn a Gesprécher mat der Stad Lëtzebuerg, fir hei weider Plazen ze fanne wou et méiglech ass, dass d'Bussen hir Waardezäiten offhale kënnen. Am Kader vum Bau vun de Pôle-d'échangé sinn esou Parkplaze geplangt. De PE Luxexpo huet der och am Endausbau.

ad 3. Mir si schonn zanter laangem op der Sich no Waardeplaze fir d'RGTR-Bussen. Och d'Glacisfeld an d'Plaze beim Rehazenter sinn iwwerfëllt. Duerch d'Ofbanne vun de regionale Bussen um Rand vun der Stad ass déi Problematik zanter dem leschten 10. Dezember nach verstärkt ginn. Dat Ofbanne war awer néideg, fir eng Entlaaschtung vum Verkéier an der Stad ze kréien an den Horeaire vun de Buslinnen ze stabiliséieren, well et an der Stad zu ze vill Retarde komm ass. Aus eiser Sicht ass laanscht de Boulevard Pierre Frieden nach eng vun de beschte Plazen, eng besser Alternativ gétt et net. Mir wäerten awer dofir surgen, dass den Deel bei RTL an der Schoul evitéiert gétt.

Doriwwer eraus si meng Servicer, déi sech ëm d'Planung vun den RGTR-Linne këmmere, den Ament amgaangen, eng Analys ze maachen, wéi eng Linne kéinten en aneren Trajet um Kierchberg benotzen. Dëst ass och am Sënn, fir der Onzefriddenheet vun den Anrainer vum Circuit de la Foire entgéintzekommen.

Effektiv ginn et nach eng Rei Buslinne vum RGTR, wéi och nach verschidder vun den AVL, déi iwwer de Boulevard Konrad Adenauer an de Circuit de la Foire fieren, vu dass den Tram den Ament just d'Partie vum Kierchberg bedéngt. En Deel vun den RGTR-Linne firt nach bis op de Pôle d'échange „Europe“ nieft der Coque, wou dann hiren Termin ass, en aneren Deel firt nach iwwer d'Rout Bréck, fir nach eng Verbindung an d'Stad, op d'Gare an a Richtung Stroossen ze assuréieren, soulaang den Tram dës Aufgaben nach net kann iwwerhuelen.

Ech kann lech hei drënner konkret verschidde Mesurë matdeelen, déi et erlaben, de Bustrafic um Boulevard Konrad Adenauer an um Circuit de la Foire ze entlaaschten. Am Juni 2018 kann d'Unzuel vun de Bussen, déi doriwwer zirkuléieren, domat vun 1.900 op 1.340 erofgesat ginn. Mir rechnen domat, dass 2019 ongeféier 1.100 Busfaarten do Rescht bleiwen.

Et si folgend Léisunge geplangt:

.../...

Abrëll 2018:

- Mat der Mise en service vun engem éischten Deel vun der Gare routière Luxexpo ginn et +- 100 Bussen/Dag manner.

Juni 2018:

- Mat der Verlängerung vum Tram bis d'Stäreplaz (17.06.2018) kënnen eng Partie vun den RGTR-Bussen, déi aus dem Osten an d'Stad kommen, do Termin maachen: e Minus vun 285 Faarten/Dag.

- D'Linnen 144 an 194 kréichen en aneren Itinéraire: minus 175 Faarten/Dag.

- Am Juni wier den RGTR-Bustrafic domat ëm ronn 30% erofgaang.

2019:

- D'Mise en service vun der ganzer Gare routière Luxexpo kann erëm +- 200 Faarten/Dag aspueren.

Februar 2021:

- D'Verlängerung vum Tram bis op d'Gare bréngt mat sech, dass de Rescht vun den RGTR-Linnen um Plateau vum Kierchberg en neien Itinéraire kënnen benotzen.

Doriwwer eraus kruten d'Busbetriber d'Instruktioun, mat deene Bussen, déi eidel fieren, dat heescht net am Service sinn, esou mann wéi méiglech iwwer de Boulevard Konrad Adenauer ze fieren.

Question 3551 (10.01.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la réforme de l'assurance dépendance:

Vum 1. Januar un ass d'Reform vun der Fleegeversécherung a Kraaft. Dëst bréngt eng Rei No-deeler mat, esouwell fir déi Persounen, déi op déi Versécherung mussen zrëckgräifen, wéi och fir dat betreffend Personal.

Ganz besonnesch fällt de Betraffenen op, datt d'Hëllef beim Akafen a fir administrativ De-

marchen nëmme méi an engem ganz reduzierte Mooss vun der Fleegeversécherung geleescht gétt. Fir vill Leit ass awer „dat Akafen a frëndlecher Begleedung de Liichtbléck an hirer Woch“, wéi et an engem Lieserbréif ausgedréckt gétt.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1) Ass dem Här Minister bewosst, datt fir vill Leit, déi op d'Hëllef vun der Fleegeversécherung ugewise sinn, de Service vum Akafen an d'Hëllef bei administrativen Demarchen e wichtigen Deel vun der Fleege duerstellen, dëst och fir hir Moral ze hiewen?

2) Ass den Här Minister bereet, dës Servicer weider iwwer d'Fleegeversécherung ze assuréieren, dëst op d'mannst bis esou Leeschtunge vun anere Servicer, an ouni Käschte fir déi betraffe Leit, kéinten iwwerholl ginn?

3) Denkt de Ministère fir sozial Sécherheet drun, fir déi uewe genannten Dénsgchter an enger anerer Form unzebieden?

4) Wéi vill Poste falen ewech bei de Servicer, déi dës Dénsgchter ugebueden hunn? Wat geschitt mat dësem Personal? Kéint et duerch Mesuren eventuell zu Entloossungen oder zu enger Reduzéierung vun Astellungen?

Réponse (12.02.2018) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Eng vun de Prioritéite vun der Fleegeversécherung ass, deene flegebedierftege Matbierger d'Méiglechkeet ze ginn, soulaang et physisch a psychesch méiglech ass, an hirem gewinnten Ëmfeld ze bleiwen. Hei gouf mat der Reform den Akzent op d'Verstärkung vun der sozialer Inklusioun geluecht, och fir dem Risiko vun der sozialer Ofgrenzung entgéint ze wirken.

Aus dëser Iwwerleeung eraus gouf déi eenzel Aktivitéit vum Akafen an administrativen Demarchen, an ee kohärente Kader aus engem Mix vun Aktivitéiten an der Grupp integréiert, déi, ofhängeg vun de Besoinen an de Kompetenze vun der flegebedierfteger Persoun, och Aktivitéiten dobaussen beinhalte kënnen. An dësem Kader bestee och d'Méiglechkeet en individuellen Encadrement ze organiséieren. Dës Aktivitéite gi vun der Fleegeversécherung iwwerholl.

D'Beneficiaire vun der Fleegeversécherung, déi doheem wunnen, an déi bis den 31. Dezember 2017 an hirem Fleegeplang den Akt vum Akafen a vun administrativen Demarchen hatten, kruten op den 1. Januar 2018 Urecht op dës uewegenannten Aktivitéiten. An dësem Kontext ass och ervirzuehewen, dass den Encadrement duerch qualifizéiert Personal vun dësen Aktivitéite mat der Reform substanzuell an d'Luucht gesat ginn ass.

Am Kader vun der Reform ass d'Hëllef am Stot vun 2,5 Stonnen pro Woch op dräi Stonne pro Woch erop gehuewe ginn. Déi dräi Stonne kënnen benotzt ginn, fir hauswirtschaftlech Hëllef oder fir néideg Akeef ze maachen. Dës Leeschtungsverbesserung bréngt mat sech, dass d'Nofro u manner qualifizéiertem Personal an dësem Beräich an d'Luucht geet. Och si spezifesch Formatioune méiglech, fir dem Personal déi néideg Qualifikatioune ze ginn, fir dass si och aner, qualitativ méi héichwärtteg, Aufgabe kënnen erleedegen. Zousätzlech zu dëse verschiddeenen Initiativen, huet d'Regierung nach e spezifesch Kredit virgesinn, fir de Fall wou dës Dispositiounen net gräife sollten.

Question 3553 (11.01.2018) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant les sacs verts Valorlux:

Depuis peu, les sacs bleus Valorlux ont été remplacés par des sacs verts dans 21 communes du pays. Le sac vert peut accueillir les mêmes déchets que le sac bleu mais également des sacs en plastique ainsi que des films en plastique. Valorlux a également mis en place 15 stations de collecte «RE-box» dans lesquels le consommateur peut déposer, entre autres, des pots de yaourt, gobelets ainsi que des barquettes et blisters.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Combien de communes proposent le système de collecte du sac bleu (ou vert) à leurs habitants?

2) Est-ce que le nouveau système des sacs verts sera également proposé aux autres communes du pays?

3) Dans l'affirmative, à quelle échéance cette mise en place est-elle prévue?

4) Pour quelle raison les pots de yaourt, gobelets ainsi que les barquettes et blisters ne sont-ils pas collectés également via le nouveau sys-

tème de collecte du sac vert? Est-il prévu que ce système puisse également collecter ces déchets à l'avenir?

Réponse (12.02.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1) En date du 1^{er} janvier 2018 le sac bleu de Valorlux est proposé dans toutes les communes du Luxembourg, exception faite de la commune de Schifflange qui propose son propre système. Le sac vert est actuellement proposé par 20 communes, dont douze communes du syndicat intercommunal SIGRE et les huit communes du syndicat intercommunal SICA.

ad 2) Valorlux envisage d'étendre le nouveau système des sacs verts aux autres communes du pays.

ad 3) La capacité de tri de l'installation actuellement en place ne permet pas d'étendre à l'immédiat la collecte des sacs verts à d'autres communes. Des planifications sont en cours pour remplacer l'installation de tri par une nouvelle installation plus performante. Dès mise en service de cette nouvelle installation de tri, la collecte des sacs verts pourra être étendue aux autres communes suivant un plan de travail à définir.

ad 4) L'installation de tri actuellement en place ne permet pas d'effectuer un tri automatique de ces fractions supplémentaires.

Néanmoins, chaque citoyen peut actuellement déjà profiter de plusieurs systèmes de collecte sélective pour les pots de yaourt, gobelets, barquettes et blisters. Ainsi, tous les centres de recyclage fixes ou mobiles et le centre de recyclage de type «drive-in» à Howald acceptent ces fractions d'emballages. De plus, Valorlux a mis en place sur 15 parkings de super/hypermarchés des stations de collecte dites «RE-box» dans lesquelles le consommateur peut déposer ces types d'emballage.

Conformément à l'agrément de l'asbl Valorlux, une extension de la gamme des déchets d'emballages ne peut se faire que sur base d'un avis positif de l'Administration de l'environnement et après réalisation d'une phase pilote. En effet, il s'agit d'éviter que la qualité des matériaux collectés soit dégradée par une extension trop importante de différentes fractions acceptées rendant ainsi de plus en plus difficile le recyclage des matériaux.

Question 3554 (11.01.2018) de MM. Claude Lamberty et Max Hahn (DP) concernant les caméras dans les forêts:

Il m'a été rapporté que l'Administration de la nature et des forêts (ANF) a installé des caméras dans nos forêts.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Combien de caméras ont été installées en tout?

2) Est-ce que ces caméras ont été installées uniquement dans des forêts appartenant à l'État ou également dans des forêts appartenant à des particuliers?

3) Dans le deuxième cas, les propriétaires de ces forêts ont-ils dû approuver l'installation de ces caméras?

4) Est-ce que les locataires de chasse ont été informés de l'existence de ces caméras?

5) Quelle est la finalité des images collectées par ces caméras?

6) Est-ce que l'installation de ces caméras nécessite une autorisation de la Commission nationale de la protection des données?

Réponse (26.02.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1) L'ANF dispose d'une quinzaine de caméras dont la plupart ne sont pas utilisées en permanence.

ad 2) S'il y a lieu d'en installer, préférence est donnée aux terrains appartenant aux instances publiques. Pourtant, en fonction de l'espèce à suivre et de sa répartition, il peut s'avérer nécessaire d'en installer sur un terrain privé.

ad 3) Oui.

ad 4) Non. Par la location d'un lot de chasse ils acquièrent uniquement le droit d'y chasser. Il faut noter que les locataires de chasse sont certainement parmi les plus grands utilisateurs de telles caméras, surtout sur les emplacements d'appâtage.

ad 5) Les images collectées servent à des fins scientifiques et de gestion, notamment au suivi d'espèces de la faune sauvage.

ad 6) Cette question a été posée par l'ANF à la CNPD fin 2017. Depuis, des informations sont

échangées entre la CNPD et l'ANF en vue d'une clarification de l'application des dispositions réglementaires en vigueur.

Question 3555 (16.01.2018) de MM. Gusty Graas, Alexander Krieps et Edy Mertens (DP) concernant le PET-scan:

Il nous revient que de plus en plus de patients sont obligés de se rendre hors frontières pour les examens de PET-scan (Positron Emission Tomography). Ceci risque de devenir de plus en plus fréquent vu notre population vieillissante, la progression des maladies cancéreuses et le recours de plus en plus fréquent et de plus en plus précoce à cette technique d'imagerie médicale.

Voilà pourquoi nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Est-ce que les ministres ne jugent pas opportun d'envisager dès maintenant l'implantation d'un deuxième PET-scan, afin d'éviter la récurrence de délais d'accès démesurés, tel que c'est le cas actuellement pour les examens IRM?

Réponse commune (26.02.2018) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Le Centre national PET (Positron Emission Tomography) est installé au Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) depuis 2003. Il s'agit d'une unité fonctionnelle interhospitalière qui permet de détecter une tumeur cancéreuse et/ou des métastases et de surveiller leur évolution. Le Centre national est ouvert aux médecins nucléaristes du Grand-Duché de Luxembourg et de la Grande Région.

Le Luxembourg dispose actuellement de 1,7 PET-scan par million d'habitants, ce qui le situe dans la moyenne européenne et est très comparable à la densité des PET-scans chez ses voisins: 1,7 en Allemagne, 2,14 en France et 1,15 en Belgique.

Au cours des dernières années dans notre pays, le taux d'utilisation du PET a augmenté en moyenne de 5% par an. En 2016, le taux d'occupation de notre équipement national était de 85%, pour un horaire d'exploitation allant de 07h00 à 18h00 en semaine.

De 2010 à 2016, le nombre d'unités d'œuvre PET décomptés entre le CHL et la CNS évolue comme suit:

Année	Assurés affiliés à l'étranger	Assurés affiliés au Luxembourg
2010	167	1.959
2011	204	2.096
2012	211	2.199
2013	215	2.269
2014	218	2.355
2015	226	2.434
2016	234	2.628

En 2016, afin de répondre aux mises à jour technologiques et d'anticiper tout engorgement, le remplacement de l'équipement PET existant par un PET-scan disposant d'une technique de pointe a été autorisé pour le Centre national PET; dans l'attente de la livraison de l'équipement choisi, un PET-scan temporaire disposant des techniques de pointe a été installé en mars 2017.

Avec l'équipement actuellement en place, 18 patients par jour peuvent être scannés. Avec le nouvel appareillage, cette disponibilité augmentera à au moins 24 patients par jour, permettant également d'adapter l'organisation des plages horaires de fonctionnement du service en fonction des besoins.

Les délais pour l'obtention d'un rendez-vous au Centre national PET sont à ce jour d'environ cinq à dix jours calendrier et sont réduits en cas d'urgence médicale. Ceux-ci devraient encore diminuer avec la nouvelle caméra PET-CT digitale.

Au Centre national PET, la totalité des examens est actuellement réalisée après injection de FDG (18-Fluorodéoxyglucose). Les examens réalisés avec d'autres médicaments radiopharmaceutiques, notamment les examens réalisés au 68Ga-PSMA (cancers prostatiques) et au 68Ga-DOTA-TOC (tumeurs neuroendocrines), ne sont actuellement pas encore disponibles au Grand-Duché de Luxembourg, faute d'une ra-

diopharmacie au sein du Centre national PET permettant, entre autres, la synthèse de médicaments radiopharmaceutiques PET marqués au Gallium 68. Les patients dont l'état de santé nécessite un examen PET scan «non FDG» doivent donc actuellement être transférés à l'étranger.

À partir des données et informations disponibles, l'acquisition d'un appareil PET-scan supplémentaire n'est, à ce stade, pas justifiée, car il est estimé que, pour les trois à cinq années à venir au moins, les délais d'accès au PET-scan n'auront pas de répercussions négatives sur la prise en charge de la population.

À moyen terme, en raison de l'évolution des modalités de prise en charge de certaines affections oncologiques, et des développements de nouvelles possibilités ciblées de diagnostic et de traitement, il n'est pas pour autant exclu qu'une extension de l'offre PET-scan puisse être justifiée à l'avenir, selon les dispositions relatives à la planification nationale de tels équipements.

Question 3557 (16.01.2018) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **futur rond-point à Roost**:

En raison des activités commerciales dans la ZAC «Klengbousbiérg», le croisement de la route nationale N7 avec le chemin repris CR115 à Roost est particulièrement surchargé et engendre des bouchons considérables sur les routes environnantes durant les heures de pointes.

Durant l'été 2018, le centre logistique de POST Luxembourg sera mis en service dans la ZAC «Klengbousbiérg», tandis que le bâtiment administratif et les laboratoires de la société «IEE» y ouvriront leurs portes au printemps 2019. À une date ultérieure, d'autres infrastructures s'y implanteront pour créer un grand pôle d'innovation, pouvant héberger à terme plus de 4.000 personnes supplémentaires.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'études et de planification du futur rond-point à l'intersection de la N7 avec le CR115 à Roost?

- Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, m'indiquer les délais pour le début et la finalisation des travaux de construction du rond-point en question?

Réponse (21.02.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'aménagement d'un rond-point à l'intersection formée par la route N7 et le chemin CR115 à Roost s'inscrit dans un programme développé lors de l'étude d'un plan directeur et d'un concept de mobilité dans la ZA «Um Rouscht» à Bissen.

Le dossier d'avant-projet sommaire du réaménagement de la voirie étatique (N7/CR115/CR306) dans la ZA «Um Rouscht», basé sur l'étude mentionnée ci-dessus, est au point d'être finalisé et sera présenté sous peu pour approbation.

Dans la suite, il est prévu de réaliser l'étude du projet en plusieurs lots, dont le premier lot comportera les études détaillées pour l'aménagement d'un rond-point sur l'intersection N7/CR115 à Roost. Ce dossier pourra être réalisé fin 2018.

La présentation du dossier de soumission est actuellement programmée pour 2019 suivie de l'appel d'offres public. La durée des travaux d'aménagement de l'intersection à Roost est à présent estimée à une année.

Question 3558 (16.01.2018) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **pollution lumineuse**:

Il est connu que la lumière artificielle a un impact négatif aussi bien sur les animaux nocturnes que sur la santé des hommes. Or, depuis 2017 le site du nouveau terminal CFL intermodal Bettembourg-Dudelange dispose d'un éclairage visible depuis des kilomètres et dont

la densité et intensité lumineuse semblent excessives.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre connaît-elle l'intensité lumineuse (candela) de l'éclairage du site du terminal intermodal?

- Existe-t-il des normes maximales à respecter concernant l'intensité lumineuse d'un éclairage?

- Est-ce que pour des raisons de sécurité un tel éclairage est justifié ou est-ce que Madame la Ministre partage l'avis du Mouvement écologique que l'éclairage du site du terminal intermodal constitue une pollution lumineuse excessive?

- Sachant que la pollution lumineuse est un sujet qui préoccupe le Ministère de l'Environnement, Madame la Ministre compte-t-elle intervenir concernant l'éclairage du terminal intermodal?

- Dans l'affirmative, quelles seraient les mesures à mettre en œuvre pour pallier à cette situation?

Réponse (05.03.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

L'intensité lumineuse émanant d'un établissement ne fait l'objet ni des études d'évaluation des incidences sur l'environnement, ni des éléments à fournir dans le cadre des dossiers de demande d'autorisation en vertu de la législation relative aux établissements classés. Dans ce contexte, il y a lieu de souligner que l'arrêté n°CD79010 délivré en date du 13 mai 2014 et imposant les conditions d'aménagement et d'exploitation du site du terminal intermodal afin de limiter les incidences sur l'environnement à un minimum, ne contient actuellement aucune disposition relative à l'éclairage du site. Dès lors, l'intensité lumineuse de l'éclairage du site du terminal intermodal n'est pas connue. D'autant plus, l'article 14 de la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires dispose que les projets autorisés sur base de la présente loi sont dispensés des autorisations exigées par la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, la loi communale du 13 décembre 1988, la loi du 29 juillet 1930 concernant l'étatisation de la police locale et la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Des normes maximales à respecter concernant l'intensité lumineuse n'existent pas au Luxembourg.

Vu la nature du site du terminal intermodal en tant que plateforme de travail et lieu de manipulation et de stockage de produits à caractère souvent sensible et/ou dangereux, l'emploi d'un éclairage d'une intensité déterminée semble nécessaire afin de garantir la sécurité et la protection des ouvriers et/ou de prévenir d'éventuelles activités illicites par des tiers sur le terrain.

Il s'agira pourtant de trouver le bon équilibre entre les enjeux environnementaux et les questions de sécurité qui s'imposent à l'éclairage du site.

J'ai déjà entamé plusieurs mesures visant à adresser la pollution lumineuse et à limiter les impacts sur l'environnement humain et naturel, notamment par la réalisation d'une étude en 2016 qui a permis de dresser un état des lieux de la pollution lumineuse et dont les conclusions ont permis de cadrer l'étendue au niveau national et d'élaborer un premier catalogue de mesures.

Actuellement, un guide pour un meilleur éclairage extérieur est en cours d'élaboration par le Département de l'environnement. Ce guide fournira des recommandations concrètes pour différents domaines d'application (y compris les zones d'activité et industrielles) ainsi que des exemples dits «best practice». Ce guide est destiné aux administrations étatiques concernées (bâtiments publics, ponts et chaussées, CFL) ainsi qu'aux communes pour leur servir comme instrument de support dans la planification de leur éclairage sans pour autant exclure la possibilité d'une utilisation par d'autres entités (entreprises, experts, particuliers...), cet emploi étant même fortement encouragé.

Je compte poursuivre mes ambitions dans la réduction de la pollution lumineuse et je suis actuellement en pourparlers avec la société d'exploitation afin de trouver des solutions communes pour remédier à la situation existante au site du terminal intermodal tout en incitant les échanges entre cette dernière et l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Question 3559 (16.01.2018) de **MM. Léon Gloden et Laurent Mosar** (CSV) concernant les **voitures électriques pour la Police grand-ducale**:

Dans le cadre de la décision du Conseil de Gouvernement du 17 février 2017 concernant les nouvelles acquisitions de véhicules destinées à la flotte automobile de l'État, parmi lesquelles 10% devront être des véhicules plug-in hybrides ou électriques, la police avait confirmé via presse en août 2017 que deux véhicules électriques de la marque «Tesla» seront mis en service au profit de la police de la route à partir de l'automne 2017, pour un tarif s'élevant à 100.000 euros par pièce.

Selon un rapport publié aujourd'hui sur rtl.lu, la Société nationale de circulation automobile (SNCA) n'a pas pu délivrer les attestations de conformité nécessaires en raison des gyrophares spéciaux. Les véhicules devront être soumis à des tests supplémentaires pour pouvoir obtenir une attestation de conformité en Allemagne.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer pourquoi les véhicules en question ne sont pas conformes aux normes exigées par la SNCA?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que l'attestation sera désormais délivrée par un organisme allemand et nous en expliquer les raisons?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous chiffrer le montant final des voitures électriques de la marque Tesla, tests et pièces accessoires compris?

Réponse (20.02.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1. La SNCA n'a pas encore pu constater une quelconque non-conformité étant donné que les véhicules ne lui ont pas encore été présentés. Actuellement, la Police grand-ducale attend le rapport de l'expertise technique du TÜV afin de pouvoir présenter un dossier technique complet à la SNCA. Ce rapport est attendu pour la fin du mois de février.

ad 2. L'attestation à délivrer par un organisme allemand fait partie intégrante du dossier technique qui sera déposé à la SNCA pour servir de documentation technique en vue de l'immatriculation du véhicule de service complètement équipé.

ad 3. Voici un tableau récapitulatif reprenant les frais engendrés par le projet en question:

Projet électromobilité - véhicules rapides	Désignation	Budget PGD	Budget Fonds Kyoto
Projet Tesla	Acquisition des véhicules	/	107.540,00 €
	Acquisition des accessoires	10.790,00 €	/
	Implémentation des équipements policiers	4.650,00 €	/
	Essais sur route et frais accessoires	12.234,00 €	/
	Immatriculation	126,00 €	/
	Total:	27.800,00 €	215.080,00 €

Le prix d'acquisition des véhicules concerne les deux véhicules tels qu'ils ont été acquis du revendeur Tesla au Luxembourg. Il s'agit de deux véhicules de base, tels qu'ils sont vendus sur le marché privé. Ces frais ont été couverts par le Fonds Climat et énergie (anciennement Fonds Kyoto).

L'acquisition de tous les équipements spécifiques policiers (radio, barre omnidirectionnelle, etc.) ainsi que tous les frais accessoires aux transformations des véhicules et à leur homologation ont été couverts par les crédits ordinaires du budget de la PGD.

Question 3562 (17.01.2018) de **M. Lex Delles** (DP) concernant le **parc thermal de Mondorf-les-Bains**:

Le parc communal de Mondorf-les-Bains est un site unique du tourisme thermal luxembourgeois. Actuellement, deux immeubles nuisent malheureusement à l'attractivité de ce site à cause de leur état délabré, voire même dangereux. Il s'agit notamment de la Villa Guersing,

non exploitée depuis déjà plus de 20 ans et faisant partie des «immeubles et objets classés monuments nationaux» et d'un local de restauration connu sous le nom «La Roseraie». Concernant celle-ci, Messieurs les Ministres m'avaient informé dans leur réponse à la question parlementaire n°2682 du 18 janvier 2017 que des travaux de transformation et d'extension d'envergure y étaient projetés.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des précisions concernant les travaux de transformation et d'extension d'envergure projetés pour «La Roseraie»?

- Une réouverture pour la saison touristique de 2018 est-elle envisageable?

- Existe-t-il un projet concret pour réaménager la Villa Guersing? Dans la négative, est-ce que des travaux de sécurisation sont prévus pour éviter l'effondrement du bâtiment?

Réponse commune (26.02.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Le Domaine thermal projette la mise en place d'un restaurant type «brasserie» et «salon de thé» dans l'enceinte du bâtiment «La Roseraie», ainsi que l'exploitation de la terrasse en période estivale.

Vu qu'il incombe à l'État de prendre en charge l'entretien de l'enveloppe extérieure de l'immeuble, il est prévu de réaliser une nouvelle couverture avec isolation thermique. Les travaux de toiture, retardés suite aux conditions météorologiques défavorables, sont actuellement en cours d'exécution.

En outre, des études ont été lancées pour l'installation d'un pavillon en annexe regroupant les sanitaires et locaux annexes tels qu'un local poubelle.

Les travaux programmés sur l'enveloppe extérieure n'empêchent pas l'exploitation des locaux concernés pour la saison touristique. À noter qu'il appartient au Domaine thermal de réaliser les travaux d'aménagement intérieur.

En ce qui concerne la Villa Guersing, des levées et des études ont été lancées afin d'analyser la possibilité d'y installer des services administratifs du Domaine thermal. Il s'avère qu'une annexe devra être construite afin que le bâtiment devienne exploitable.

Étant donné que le bâtiment est classé monument national, ces études se feront en étroite collaboration avec le Service des sites et monuments nationaux.

À noter qu'actuellement, il n'existe aucun risque d'effondrement du bâtiment. Toutefois, afin de sécuriser le site, mon administration installera une clôture. Par ailleurs, divers travaux

provisaires ont déjà été réalisés afin de conserver le bâtiment.

Question 3563 (17.01.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **mesures agri-environnementales**:

An der Froestonn un d'Regierung vum 28. November, iwwert d'Ausbezuete vun de Baihëllefe fir d'Agrarëmweltprogrammer vun de Kulturjoren 2014-2017, huet den Här Landwirtschaftsminister präziséiert wéini wei eng Baihëllefe vun den Agrarëmweltprogrammer sollen ausbezuelt ginn.

Sou sollt zum Beispill de Gilleausbréngprogramm am Dezember 2017 ausbezuelt gi fir d'Joren 2015-2016, soudass d'Suen am Januar bei de Bauere géifen ukommen. Laut mengen Informatiounen sinn des Baihëllefen nach ëmmer net ausbezuelt ginn. Bei anere Baihëllefe krute Bauere mol nach kee Formulaire, fir ze ënnerschreiven, datt den Dossier ugefaange gëtt fir ausbezuelen.



Dofir wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Firwat si Bähillefe fir d'Agrarëmweltprogrammer vun de leschten dräi Joer nach ëmmer net ausbezuelt?

2. Wéini gi se ausbezuelt?

3. Firwat sinn net zumindest Avancen ausbezuelt ginn, sou wéi dat bei der Bioprimum fir d'Joer 2015-2016 geschitt ass, wou 85% Avancen de Baueren ausbezuelt gi sinn?

4. Wei kënnen an Zukunft esou Retarde verhënnert ginn?

Réponse (14.02.2018) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1. Nom Artikel 64 (1) vum „règlement grand-ducal du 24 mai 2017 instituant des régimes d'aide en faveur de méthodes de production agricole respectueuses de l'environnement“, müssen d'Demandé fir déi fräiwëlleg Agrarëmweltklimaprogrammer bis den 1. August „précédant la première année culturale de l'engagement“ eragereecht ginn. Duerch d'Retroaktivitéit vum Règlement ginn et op deem Punkt Ausname fir d'Kulturjoren 2014-2015 an 2015-2016: d'Demanden, déi sech op déi Jore bezéien, konnten eragereecht gi bis dräi Méint nom Akraafttriede vum groussherzogleche Règlement, dat heescht bis de 6. September 2017.

Eng Partie Betriber haten hir Demandé fréizäitig erageschéckt, vill Betriber haten awer dermat bis kuerz virum Delai gewaart, nach anerer hu Baimeldunge gemaach, soudatt den zoustännege Service eréischt ab September 2017 e vollstännegen Iwwerbléck iwwert den Ensemblen vun den Dossieren hat. D'Verwaltungsarbeiten sinn awer an der fuer et a mesure, wéi d'Antrag agereecht goufen, gelaf. Vun deenen 13 Programmer, déi am Règlement virgesi sinn, ginn der siwen an der „Commission écologique“ aviséiert.

Opgrond vun der zäitlech spéider Publikatioun vum Règlement a senger Retroaktivitéit zréck op d'Kulturjoren 2014-2015 an 2015-2016, fallen an deem zoustännege Service deemno Aarbechten un, déi sech an der Regel iwwert dräi Joer erstreckt hätten. Dofir ass et net méiglech, all dës innerhalb vun e puer Méint ze bewältegen.

ad 2. Am Dezember 2017 sinn déi éischt Bähillefen un d'Betriber ausbezuelt ginn, déi an dem Programm „Biolandwirtschaft“ an „buedemno Ausbréngung“ matmaachen. Fir dem Programm „buedemno Gülleausbréngung“ ass ee weidere Bezuelungsdossier fir d'Joren 2015 an 2016 esouwäit fäerdeg. Do si Betriber dran, deenen hir Demande komplett an ouni Problemer war. All déi aner Betriber kommen an engem spéideren Dossier no.

Fir déi aner Programmer sinn déi zoustännege Servicer beim Envoi vun de Bréiwer, dass d'Betriber ugeholl sinn, fir bei deene respektive Programmer kënnen matzemaachen.

ad 3. Fir fir d'Bioprimum kënnen eligibel ze sinn, muss e Betrib nom EU-Règlement 834/2007 als Biobetrib zertifiéiert sinn. Am Géigesaz zu allen aneren Agrarëmweltklimaprogrammer, wou et ëm d'Erëlle vun enger eenzeger Moosnam geet, ass bei dëser Primum de ganze Betrib concernéiert. Dat heescht, datt normalerweis bei der Demande all d'Kritären erfëllt sinn (doduerch, datt de Betrib schonn als Biobetrib zertifiéiert ass) an dohier beim Bezuelt vun enger Avance kaum Risiko vu méigleche Recouvenementer bestinn.

Bei de spezifeschen Agrarëmweltprogrammer ass dat anescht. Duerch dat spéit Areeche vun den Demandé respektiv duerch Nomeldungen, ass et schwierig, Avancé virzegesinn. Donieft müssen eng Rei Eligibilitéitskritären souwuel fir d'Fläche wéi och fir de Betrib gekuckt ginn. All dës Contrainté rechtfäerdeg an sech keng Avancen, déi riskéieren, d'Gestioun méi komplizéiert ze maachen a weider Retarden ze generéieren.

ad 4. D'Ursache fir d'Retarden an der Ausbezuelt leien net an der administrativer Gestioun vun den Aiden, mä haaptsächlech an dem verspéiten Akraafttriede vun der Règlementatioun. Nodeem de PDR (Programme de développement rural) 2015 fir Lëtzebuerg Enn Mee 2015 vun der EU-Kommissioun approuvéiert gouf, an d'Agrargesetz am Juni 2016 votéiert gouf, wat d'Basis ass fir d'groussherzogleche Règlement iwwert d'Agrarëmweltprogrammer vum 24. Mee 2017, konnt d'Règlement eréischt den 2. Juni 2017 am Memorial publizéiert ginn. Et géllt deemno an Zukunft no Léisungen ze sichen, fir dee legislative Prozess ze beschleunegen. Sou hate meng Servicer schonn eng éischt Aarbechtsreunioun mat der Chamber, wou verschidde Pisten diskutéiert gi sinn.

Question 3565 (18.01.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **classement de constructions se trouvant en zone verte**:

Madame la Ministre de l'Environnement avait, en réponse à ma question parlementaire n°1256, fait savoir qu'un agent du Département de l'environnement aurait, durant quatre mois, inventorié et documenté les constructions visées ci-dessus identifiables sur les cartes topographiques. Elle avait également indiqué qu'après l'inventaire, ces constructions feront l'objet d'une évaluation de leur importance culturelle par le Ministère de la Culture.

Le 28 novembre 2017, j'ai voulu avoir des précisions à ce sujet. Dans leur réponse du 15 janvier 2018, Madame et Monsieur les Ministres répondent ce qui suit:

«Il est à noter que cet inventaire et la documentation y relative s'est limité en grande partie à une analyse de l'aspect extérieur des bâtiments visible à partir de l'espace public. Pour des cas isolés, une analyse plus fine a été faite avec l'accord préalable des propriétaires. Des fiches d'inventaire, renseignant entre autres sur les numéros cadastraux, ont été réalisées à des fins purement internes de l'administration.

Cet inventaire n'avait pas pour objectif de lancer dans l'immédiat des procédures de protection nationale prévues par la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux par l'État. Il s'agissait entre autres de déterminer quels immeubles en zone verte sont dignes d'une protection au vu des dispositions à intégrer au projet de loi prémentionné, en confection à l'époque.»

Suite à cette réponse, j'aimerais obtenir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Culture et de Madame la Ministre de l'Environnement:

- Combien d'immeubles ont ainsi pu être relevés en zone verte (par type de construction et numéro cadastral)?

- Combien de ces constructions sont dignes d'une protection?

Réponse commune (22.02.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à votre question, 1.186 immeubles ont été relevés en zone verte, dont 304 sont dignes d'une protection.

Cet inventaire a été réalisé à des fins purement internes de l'administration et le degré de protection (communale et/ou nationale) reste à définir avant que les propriétaires respectifs ne soient saisis, le cas échéant, des intentions de l'État ou des communes.

Question 3566 (19.01.2018) de **MM. Gusty Graas, Edy Mertens et Alexander Krieps** (DP) concernant la **rupture de stock de certains médicaments**:

Il nous revient que dans les trois derniers mois, il y avait de plus en plus de médicaments en rupture de stock. Certains de ces médicaments sont à visée cardiovasculaire, notamment pour le traitement de l'hypertension artérielle, troubles du rythme cardiaque, etc.

Même en cas de disponibilité de produits génériques, tout changement (couleur de la boîte, forme du comprimé, etc.) occasionne un risque de confusion, surtout chez les personnes âgées.

À ce sujet nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre peut nous renseigner sur les causes de ces ruptures de stock, qui mettent en danger la vie de certains patients?

- Ces ruptures de stock sont-elles dues au système des quotas des médicaments importés de Belgique? Dans ce cas, ne serait-il pas temps de dénoncer les relations pharmaceutiques belgo-luxembourgeoises et de s'approvisionner directement dans les pays producteurs?

- Quels sont les moyens, y compris coercitifs, de Madame la Ministre de mettre sous pression l'industrie pharmaceutique afin d'éviter ces situations dans le futur?

Réponse (20.02.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Le problème des ruptures de stock de médicaments est international et affecte, le cas échéant, directement le patient mais égale-

ment le travail des différents acteurs de la chaîne de distribution (grossistes et pharmaciens).

Les ruptures de stock sont souvent dues à des défauts de qualité qui apparaissent lors de la production. Les lots produits ne remplissent pas les standards fixés et ne sont pas libérés sur le marché.

D'autre part, une matière première peut faire défaut sur le marché mondial.

Il se peut que les ruptures de stock de médicaments soient liées entre elles: une rupture de stock d'un médicament va ainsi augmenter les besoins pour le médicament de substitution, qui risquerait exceptionnellement de tomber lui aussi en rupture.

Les médicaments disponibles au Luxembourg doivent disposer d'une autorisation de mise sur le marché, qui est accordée par le Ministère de la Santé.

Au Luxembourg, environ 90% des demandes d'autorisation de mise sur le marché concernent un médicament destiné au marché belgo-luxembourgeois.

La plupart des sociétés ont une gestion commune de la Belgique et du Luxembourg, la taille de notre marché étant petite.

Les firmes pharmaceutiques appliquent des quotas pour certains médicaments afin de garantir une répartition équitable de leur production. La fixation de ces quotas est une pratique internationale.

Les quotas attribués au Luxembourg sont souvent proportionnellement plus élevés suite à une politique de remboursement plus étendue.

La législation prévoit des sanctions en cas de rupture d'approvisionnement des médicaments de la part des fournisseurs. En cas de rupture d'un médicament enregistré au Luxembourg, la législation autorise également la prescription d'un médicament autorisé dans un autre pays.

Pour beaucoup de produits, les firmes pharmaceutiques ont des stocks de réserve qui sont prioritairement mis à disposition des établissements hospitaliers.

Comme l'indique un rapport de l'Organisation mondiale de la santé datant de 2016, les ruptures de stock de médicaments sont un problème mondial, ayant des conséquences pour la santé publique mais aussi une répercussion économique. Il ne s'agit donc pas d'un problème impactant uniquement le Luxembourg.

Afin que toutes les parties prenantes (industrie, corps médical et pharmaceutique) soient correctement préparées à une telle éventualité, l'Agence européenne du médicament et la Commission européenne sont en train d'évaluer de nouvelles stratégies.

Question 3567 (19.01.2018) de **MM. Laurent Mosar et Claude Wiseler** (CSV) concernant la **position luxembourgeoise relative à la reconnaissance d'un État palestinien souverain**:

En effet, dans un article dans le «Süddeutsche Zeitung» du 17 janvier 2018, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes vient de déclarer: «Wenn Frankreich mit der Anerkennung Palästinas voran gehen würde, würden weitere Staaten folgen, auch Luxemburg.» Or, la Chambre des Députés a clairement, dans une motion du 17 décembre 2014, invité le Gouvernement «à reconnaître en principe l'État palestinien et à appuyer la solution fondée sur les deux États, et à estimer que celles-ci devraient aller de pair avec le processus des pourparlers de paix, qui devrait être mis en marche». Une autre motion votée également le 17 décembre 2014 a, quant à elle, invité le Gouvernement à procéder à la précitée reconnaissance «au moment qui sera jugé le plus opportun».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que la précitée déclaration du Ministre des Affaires étrangères et européennes dans un journal allemand correspond à la position officielle du Gouvernement relative à la reconnaissance d'un État palestinien souverain? Pensent-ils vraiment qu'une reconnaissance dans le climat actuel des négociations va «de pair avec le processus des pourparlers de paix» et constitue dès lors le «moment (...) le plus opportun» pour une décision d'une telle portée?

2. Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire quelles seraient les conséquences politiques et diplomatiques d'une telle reconnaissance d'une minorité d'États

membres de l'Union européenne. Ne serait-il pas plus judicieux de respecter et de chercher l'unité européenne dans un dossier si sensible?

3. Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous éclairer sur la position exacte du Gouvernement en la matière?

Réponse commune (20.02.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. La position du Gouvernement relative à la reconnaissance de l'État de Palestine est claire. Le Luxembourg souhaite voir un État de Palestine souverain, indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable, coexistant dans la paix et la sécurité avec l'État d'Israël. C'est une position commune de longue date de l'Union européenne, dans laquelle le Luxembourg se reconnaît pleinement. Seule une solution fondée sur la coexistence de deux États pourra répondre aux besoins de sécurité israéliens et palestiniens et aux aspirations des Palestiniens à un État et à la souveraineté.

Cependant, la décision de reconnaître l'État de Palestine, pour qu'elle ait toute sa portée politique et favorise la concrétisation de la solution à deux États, doit être prise en tenant compte du contexte politique international prévalant au moment de la reconnaissance. Le Gouvernement reste donc convaincu qu'il faut choisir le moment le plus opportun sur le plan politique pour procéder à la reconnaissance de l'État de Palestine. La prise de décision prendra aussi en compte les positions des autres États membres de l'Union européenne partageant les mêmes points de vue et qui n'ont pas encore reconnu l'État de Palestine, dont évidemment la France, qui a une responsabilité particulière en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies.

ad 2. L'unité européenne est certes souhaitable, mais vu que neuf États membres de l'UE ont déjà reconnu la Palestine, elle ne saurait être une condition préalable à la reconnaissance, comme la reconnaissance de la Palestine en tant qu'État est une décision souveraine qui appartient à chaque État. Cela étant, une coordination entre États membres de l'Union européenne partageant les mêmes points de vue sera utile pour maximiser l'impact politique de la reconnaissance de l'État palestinien et s'assurer qu'elle favorise la concrétisation de la solution à deux États.

Question 3568 (19.01.2018) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant **l'accès à des connexions de très haut débit fixe et ultra-haut débit mobile**:

Vu les évolutions permanentes dans le domaine des télécommunications et des nouvelles technologies, l'accès à des connexions de très haut débit fixe (fibre optique) et ultra-haut débit mobile (5G) - considérées comme «technologies clés» - est de plus en plus indispensable pour faire face à l'augmentation considérable des besoins de connectivité. L'internet des choses, le «Machine to Machine» et le «cloud computing» ne sont que quelques exemples dans ce contexte.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est l'extension du réseau à fibre optique de POST Luxembourg à l'heure actuelle? Combien de ménages y sont déjà connectés?

- Quel est le délai prévu pour réaliser une connexion de tous les ménages au réseau à fibre optique?

- POST Luxembourg considère-t-elle de mettre en œuvre un réseau mobile 5G? Dans l'affirmative, quels seraient les délais prévus pour la réalisation de celui-ci?

Réponse (26.02.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Dans le contexte de la société numérique et conformément aux termes de la stratégie ultra-haut débit du Gouvernement, POST Luxembourg a investi plusieurs centaines de millions d'euros dans le déploiement du réseau à fibre optique au cours des dernières années. Fin 2015, une couverture du réseau à fibre optique de 50% des ménages a été atteinte. En 2016 et 2017, le déploiement de la fibre optique a été accéléré pour atteindre une couverture de 61,8% des ménages début 2018. D'après les enquêtes réalisées par la Commission euro-

peenne¹, le Luxembourg possède l'une des meilleures infrastructures de communications électroniques au monde. Cet univers interconnecté repose sur des réseaux hautement performants accessibles à toute heure.

En ce qui concerne la stratégie future, le conseil d'administration de POST a arrêté fin 2016 un plan de déploiement de la fibre qui se veut plus ciblé pour l'avenir et qui en substance table sur des économies d'échelle par le biais d'une plus grande coordination avec les autres fournisseurs d'infrastructures réseau. Dans un souci d'efficacité, le déploiement se fera avant tout en fonction des opportunités qui se présentent pour mutualiser les coûts de génie civil qui représentent plus des deux tiers des coûts d'accès aux réseaux.

POST Luxembourg développe en permanence son réseau mobile à haut débit, son offre de produits ainsi que le nombre de ses sites d'antennes. L'évolution de la 4G vers la 5G constitue la prochaine étape majeure dans le développement de la téléphonie mobile et de l'internet des objets connectés.

À l'heure actuelle, la technologie 4G+ (LTE Advanced) permet déjà de disposer des bandes passantes de plus de 300 Mbit/s pour l'internet mobile.

La technologie 5G, qui permet le transfert de données à un débit de plus de 1 Gbit/s, permettra de fournir des services de communications encore mieux adaptés à la transformation digitale, et joue un rôle majeur dans la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude stratégique de troisième révolution industrielle pour le Luxembourg.

Les évolutions de la 5G sont activement suivies et par POST Luxembourg qui se prépare à son introduction au Luxembourg pour rester à la pointe de la technologie. À ce titre, des «field trials» sont prévus courant 2018 et dans ce contexte, une coordination étroite est en cours entre les différents acteurs et les autorités en vue de la mise à disposition du spectre.

En Europe, la Commission européenne coordonne l'introduction de la 5G via son plan stratégique «5G for Europe Action Plan», qui inclut notamment un calendrier d'orientation aux différents acteurs.

Dans un souci d'offrir aux clients des services innovants reposant sur un réseau performant et des technologies innovantes, POST prévoit l'introduction progressive de la 5G à partir de 2020 dans les zones urbaines où le trafic est particulièrement dense. Dans les années suivantes, la 5G sera ensuite progressivement étendue, tout ceci sous réserve que les obstacles à un développement rapide de la 5G soient adressés.

Question 3569 (19.01.2018) de M. Gilles Baum (DP) concernant le supplément accordé aux jeunes agriculteurs:

La nouvelle loi agraire votée le 12 mai 2016 a mis à pied d'égalité le taux d'investissement octroyé aux agriculteurs et viticulteurs en leur accordant un subside de 40% des investissements en bâtiments et équipements. En effet, les dispositions de l'ancienne loi agraire octroyaient une subvention de 35% aux investissements des agriculteurs tandis que les viticulteurs bénéficiaient d'un subside de 25%. Un supplément de dix points de pourcentage était également accordé aux agriculteurs et viticulteurs exploitant des surfaces en zone défavorisée.

La nouvelle loi agraire accorde aux jeunes agriculteurs et viticulteurs un taux d'aide harmonisé de 40% pour les investissements liés à la production agricole primaire et un «supplément jeune» de 15 points de pourcentage. Or, les investissements liés à la transformation et la commercialisation ne sont cependant pas éligibles à ce «supplément jeune».

Vu que les caves viticoles et l'ensemble des équipements viticoles sont considérés comme de tels investissements, ils ne sont actuellement pas éligibles à ce top-up de 15 points de pourcentage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Pourquoi le «supplément jeune» de 15 points de pourcentage au bénéfice des investissements de transformation et de commercialisation n'a pas été intégré dans la loi agraire de 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre compte remédier à cette discrimination des jeunes viticulteurs?

- Dans ce cas, est-ce que Monsieur le Ministre est disposé à modifier l'actuelle loi agraire dans ce sens?

- Dans l'affirmative, pour quels investissements ce top-up pourrait être octroyé aux jeunes viticulteurs?

Réponse (20.02.2018) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

La loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, communément appelée loi agraire, prévoit un taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs de 15 points de pourcentage pour les investissements agricoles liés à la production primaire. Ce taux supplémentaire ne s'applique néanmoins pas aux investissements liés à la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Cette situation résulte de la base légale du règlement (UE) n°1305/2013, qui prévoit de considérer les investissements dans la transformation et commercialisation sous le paragraphe 1, point b) de l'article 17 et non pas sous le paragraphe 1, point a) qui se limite aux investissements de la production primaire. L'annexe II du même règlement européen fixe les taux d'aide pour les différentes mesures d'aide. Cette annexe limite l'application du taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs aux investissements de la production primaire. À l'origine, les projets de transformation et de commercialisation n'étaient pas considérés comme investissements agricoles.

Lors de l'élaboration du programme de développement rural 2014-2020, la Commission européenne n'a pas accepté d'intégrer les projets de transformation et de commercialisation sous la mesure liée au paragraphe 1, point a) de l'article 17 du règlement (UE) n°1305/2013 afin qu'ils puissent être considérés comme des investissements agricoles et bénéficier ainsi du taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs. La Commission européenne avait effectivement insisté que soit programmée une mesure sous le paragraphe 1, point b) de l'article 17 du règlement, dédiée aux investissements de transformation et de commercialisation.

Depuis le mois d'octobre 2016, et sur demande d'un certain nombre d'États membres, la Commission européenne a quelque peu modifié son interprétation de l'article 17 du règlement et permet désormais, sous certaines conditions, l'éligibilité des investissements de transformation et de commercialisation sous le paragraphe 1, point a) de l'article 17. Ainsi, les investissements doivent contribuer à l'amélioration de la performance globale de l'exploitation et être liés à la transformation sur place de produits agricoles de l'exploitation.

Cette nouvelle interprétation de la Commission européenne permet donc de rendre éligibles les investissements de transformation et de commercialisation au régime d'aide du secteur agricole et partant au taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs.

De ce fait, une modification du programme de développement rural et de la loi agraire est envisagée afin de rendre éligible au taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs, les investissements de transformation et de commercialisation visant les produits de la ferme.

Cependant, les aides aux investissements sous la loi agraire sont couvertes par deux régimes d'aide différents soumis à des règlements européens différents. Dans le cadre du programme de développement rural, sont cofinancés par le FEADER les seuls projets d'un montant d'investissement supérieur à 150.000 euros. Les projets d'investissement ne dépassant pas 150.000 euros sont régis par un régime d'aide d'État sur la base du règlement (UE) n°702/2014. L'interprétation de la Commission européenne en ce qui concerne ce règlement n'a cependant pas changé. Les investissements de transformation et de commercialisation inférieurs ou égaux à 150.000 euros ne peuvent donc pas bénéficier du taux supplémentaire pour jeunes agriculteurs. En conclusion, le taux d'aide supplémentaire pourra s'appliquer uniquement aux investissements supérieurs à 150.000 euros, réalisés dans le but de transformer les produits de l'exploitation en vue d'améliorer les performances globales de l'exploitation agricole ou viticole.

Dans le cas précis des viticulteurs, la cave viticole avec l'ensemble des équipements nécessaires à la transformation et la commercialisation du vin pourront être éligibles au taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs

à condition que les investissements soient supérieurs à 150.000 euros et visent la transformation des raisins produits sur l'exploitation.

Question 3570 (19.01.2018) de M. Claude Adam (déi gréng) concernant la centralisation des offres d'emplois étatiques sur un seul site Internet:

En avril 2017, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a lancé le portail GovJobs dédié exclusivement au recrutement dans la fonction publique. Ce site permet de s'inscrire aux examens-concours de la fonction publique et propose une base de données avec les offres d'emplois des différents ministères, administrations et services publics avec la possibilité de postuler directement pour un des postes vacants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Sous la rubrique «Ils recrutent aussi» du portail GovJobs, il est précisé que l'offre proposée par ce site n'est pas exhaustive et il est renvoyé aux sites Internet d'autres organismes proposant des carrières au sein de la fonction publique.

- Est-ce qu'il ne serait pas utile de centraliser tous les postes vacants des différents ministères, administrations et services publics sur le portail GovJobs? Dans l'affirmative, quelles sont les démarches prévues par le ministre? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (09.02.2018) de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

En réponse aux questions ci-dessus, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que depuis sa mise en ligne en avril 2017, le portail GovJobs propose aux administrations et services de l'État la publication des vacances de postes suivantes:

1. Postes pour fonctionnaires dans le cadre du recrutement sur examen-concours
2. Postes dans le cadre du recrutement centralisé des employés de l'État
3. Postes à pourvoir par le biais d'un recrutement interne, soit par un changement d'administration, soit par la procédure de la carrière ouverte
4. Postes pour salariés
5. Postes à pourvoir dans le cadre du recrutement décentralisé (employés et fonctionnaires).

En ce qui concerne les points 1 à 3, les publications sur GovJobs sont obligatoires.

Quant aux points 4 et 5, il convient de préciser que l'Administration du personnel de l'État offre aux départements ministériels et aux administrations qui le souhaitent, la possibilité de publier leurs postes vacants relevant du recrutement décentralisé sur GovJobs. Par recrutement décentralisé il y a lieu d'entendre les postes pour professions médicales, paramédicales, sociales, éducatives et de l'enseignement, de même que les postes de fonctions dirigeantes et les postes pour salariés. Force est de constater que suite à des actions de promotion interne, de plus en plus d'administrations profitent de cette offre.

Par ailleurs, depuis la mise en ligne de GovJobs, les démarches de candidature pouvant être effectuées sur le portail ont progressivement été dématérialisées et simplifiées. Ainsi, entre avril et octobre 2017 la gestion sur support papier a progressivement été abandonnée pour les démarches suivantes: le recrutement centralisé des employés de l'État, l'inscription aux examens-concours, le changement d'administration ainsi que les candidatures pour postes de fonctionnaires.

Il est également envisagé d'élargir les fonctionnalités de GovJobs en permettant aux candidats de s'abonner à des alertes. Toute personne intéressée peut, à partir de mi-février 2018, s'abonner à une newsletter qui lui propose régulièrement par courriel des postes vacants selon ses critères prédéfinis.

L'objectif initial était donc de mettre en ligne prioritairement les démarches de recrutement dont l'APE est en charge, d'en dématérialiser les procédures et de consolider ensuite les nouvelles fonctionnalités. Parallèlement, des efforts de promotion de la plateforme ont été menés au cours de l'année 2017 en renforçant la présence de l'équipe GovJobs aux foires de recrutement ou encore à des événements s'adressant aux lycéens ou aux étudiants universitaires.

Dans une 2^e étape, il est envisagé d'étendre l'offre de services de GovJobs. A moyen terme, il est prévu de proposer au citoyen une bourse d'emploi centrale pour tout le secteur public. De premiers échanges avec certaines adminis-

trations concernées ont déjà eu lieu et l'APE poursuivra ses efforts en 2018 afin d'intégrer au fur et à mesure sur GovJobs la publication des démarches de recrutement de toute administration intéressée.

Question 3571 (22.01.2018) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'entrée de la Bulgarie dans la zone euro et Schengen:

Déjà en juin 2017, le nouveau président de la République française, Emmanuel Macron, a annoncé soutenir la Bulgarie pour son entrée dans la zone euro et Schengen. Ce mouvement a pris de l'ampleur récemment.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Messieurs les Ministres soutiennent-ils une entrée de la Bulgarie dans la zone euro, respectivement dans l'espace Schengen?

2. Endéans quels délais l'adhésion à l'espace Schengen, voire l'entrée dans la zone euro, peut-elle se faire?

Réponse commune (20.02.2018) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1. Les traités de l'UE prévoient que tout État membre doit adhérer à la zone euro et à l'espace Schengen, pour autant que l'État ne dispose pas d'une dérogation ou d'une clause de non-participation. Le Gouvernement soutient le principe d'une adhésion éventuelle de la Bulgarie à la zone euro ainsi qu'à l'espace Schengen en conformité avec les traités, si toutes les conditions requises sont remplies.

ad 2. Une fois toutes les conditions remplies.

Question 3572 (22.01.2018) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les monnaies virtuelles:

Les monnaies virtuelles sont régulièrement au centre des débats. Il y a quelques jours, les bitcoins ont perdu 50% de leur valeur.

Souvent associé au blanchiment d'argent, voire au financement du terrorisme, celles-ci devraient prochainement faire l'objet d'une réglementation au niveau européen. En effet, les responsables politiques allemand et français ont récemment annoncé vouloir prendre une initiative commune visant à réguler plus strictement lesdites monnaies virtuelles.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement a-t-il déjà mis en place une task force pour suivre le développement des monnaies virtuelles?

- Quels changements législatifs et réglementaires Monsieur le Ministre juge-t-il indispensables?

- Monsieur le Ministre entend-il soutenir l'initiative franco-allemande?

Réponse (21.02.2018) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Des banques centrales et des régulateurs ont attiré ces derniers mois l'attention des investisseurs sur les risques liés aux monnaies virtuelles et sur des acteurs peu scrupuleux actifs sur ce créneau. Les autorités luxembourgeoises suivent de près les développements dans le domaine des monnaies virtuelles.

Le sujet des monnaies virtuelles est à l'étude dans diverses enceintes internationales et européennes de sorte que la création d'une task force au plan national ne s'impose pas. Une action concertée au niveau du Groupe des vingt et/ou de l'Union européenne apportera en effet une plus grande valeur ajoutée que des actions nationales ad hoc. L'initiative franco-allemande ne manquera pas de nourrir les réflexions en cours notamment dans le Groupe des vingt ou encore au GAFI. Le Luxembourg adaptera sa législation au vu des résultats des travaux en cours à l'échelle internationale et européenne.

Question 3573 (22.01.2018) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le personnel enseignant à l'enseignement fondamental:

Selon les propos du SEW (Syndikat Erziehung und Wissenschaft) et selon les informations de

¹ Broadband Coverage in Europe 2016: mapping progress towards the coverage objectives of the Digital Agenda



la presse, en date du 19 janvier 2018, les enseignants ont été demandés par écrit de ne pas répondre à des questions éventuelles posées par les journalistes dans le contexte du manque de personnel à l'enseignement fondamental. Dans un communiqué publié par le SEW, celui-ci cite un extrait de la lettre envoyée aux enseignants: «Dans certains cas, les journalistes essaient d'obtenir des informations de la part des enseignants, des équipes pédagogiques ou des comités d'école. Ceux-ci sont priés de ne pas répondre à de telles demandes et d'inviter les journalistes de contacter la direction régionale.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Sur quelle base légale Monsieur le Ministre se fonde-t-il pour entamer cette démarche envers les enseignants?

Réponse (20.02.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Je ne me vois pas en mesure de confirmer les propos diffusés par le SEW-OGBL dans son communiqué du 18 janvier 2018. Le syndicat cite un extrait d'un rapport de réunion qu'il a sorti de son contexte. Dans son contexte original, les propos cités n'avaient guère de lien avec la pénurie des enseignants à l'enseignement fondamental.

En fait, le ministère n'a pris aucune initiative pour «museler» les enseignants en leur interdisant de s'exprimer devant la presse. Toujours est-il que le devoir de réserve et de discrétion est un principe général qui s'impose dans toute relation de travail, un principe partagé par la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans cet esprit, la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose en son article 11:

«1. Il est interdit au fonctionnaire de révéler les faits dont il a obtenu connaissance en raison de ses fonctions et qui auraient un caractère secret de par leur nature ou de par les prescriptions des supérieurs hiérarchiques, à moins d'en être dispensé par le ministre du ressort.

Ces dispositions s'appliquent également au fonctionnaire qui a cessé ses fonctions.

2. Tout détournement, toute communication contraire aux lois et règlements de pièces ou documents de service à des tiers sont interdits.»

Il est par conséquent tout à fait normal que l'autorisation de l'autorité supérieure soit requise préalablement à toute déclaration vis-à-vis de la presse, et le corps enseignant ne saurait y faire exception.

Question 3574 (22.01.2018) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant la **gestion des déchets**:

La Chine avait été pendant longtemps un des plus grands importateurs de déchets au monde permettant à un grand nombre de pays occidentaux de se débarrasser aisément de leurs déchets. Or, la Chine avait annoncé en juillet 2017 devant l'OMC de vouloir réduire massivement, voire interdire l'importation de certains déchets pour la fin de l'année 2017.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Est-ce que le Luxembourg exporte des déchets nationaux? Dans l'affirmative, quels types de déchets (papier, plastique, etc.) sont exportés dans des pays tiers et quel en est le volume?

2) Y a-t-il des déchets dangereux ou toxiques parmi les déchets exportés?

3) Le Luxembourg est-il importateur de déchets? Dans l'affirmative, Madame la Ministre a-t-elle des informations précises sur le genre d'importations, les quantités et la manière de traitement de ces déchets?

4) Le Luxembourg est-il affecté par le changement de politique chinois? Dans l'affirmative, quelle est la stratégie du ministère afin de s'adapter aux nouvelles circonstances?

5) De quelle manière les déchets en plastique non recyclés sont-ils éliminés au Luxembourg? Madame la Ministre a-t-elle des statistiques à ce sujet?

Réponse (19.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1) En 2015 le Luxembourg a exporté 1.970.746 tonnes de déchets destinés à être valorisés dans les pays destinataires et 230.479

tonnes de déchets destinés à être éliminés dans les pays destinataires. 97% des déchets ont été exportés vers la Belgique, la France et l'Allemagne et le restant vers d'autres pays de l'Europe.

La catégorie des déchets inertes (en grande partie des pierres et cailloux) constitue de loin la plus grande partie des déchets exportés. En 2015 le Luxembourg a ainsi exporté 1.553.625 tonnes de déchets inertes. Cette fraction fluctue fortement d'année en année. Des facteurs comme la fermeture de la décharge de Mondrange et la réalisation de grands chantiers (e.g. Ban de Gasperich) ont conduit à ce qu'en 2015 cette fraction était deux fois plus élevée que la moyenne des cinq années précédentes.

Les autres fractions exportées contiennent entre autres les déchets d'origine ménagère triés au Luxembourg. Ainsi, en 2015, le Luxembourg a exporté 91.672 tonnes de papier/carton, 53.473 tonnes de verre, 21.550 tonnes de plastique et 34.898 tonnes de bois. A part les déchets d'origine ménagère, une grande partie des déchets exportés provient de l'industrie luxembourgeoise.

ad 2) Le Luxembourg a exporté 267.330 tonnes de déchets qualifiés de dangereux en 2015. Sous la définition de déchets dangereux sont également repris les déchets inertes contaminés. Cette fraction constitue 167.606 tonnes des déchets dangereux exportés et est destinée à être mise en décharge. Le Luxembourg ne dispose actuellement pas de décharges pour déchets dangereux. Les déchets dangereux destinés à une élimination, par mise en décharge, sont exportés vers des décharges étrangères, particulièrement en Allemagne et dans une moindre mesure en Belgique, en France et aux Pays-Bas.

La fraction restante des déchets dangereux (donc hors déchets inertes) est à 89% revalorisée dans les pays destinataires et provient en grande partie de l'industrie (déchets provenant de l'épuration des fumées, émulsions, boues, etc.), mais elle contient également du bois contaminé (9.239 tonnes) et des véhicules hors usage (2.966 tonnes).

ad 3) En 2015 le Luxembourg a importé 2.779.410 tonnes de déchets dont:

- 2.398.593 tonnes de métaux ferreux (recyclés dans l'industrie sidérurgique);

- 137.131 tonnes de déchets laitiers de hauts fourneaux et d'aciéries (recyclés dans l'industrie du ciment);

- 119.239 tonnes de déchets d'autres métaux (recyclés dans l'industrie de l'aluminium);

- 19.438 tonnes de matières plastiques (recyclées dans la production de sols en vinyle et utilisées comme combustible dans l'industrie du ciment);

- 18.826 tonnes de déchets combustibles (utilisés dans l'industrie de ciment);

- 16.156 tonnes de déchets d'aluminium (recyclés dans l'industrie d'aluminium);

- 12.233 tonnes de déchets végétaux de la préparation de produits alimentaires (utilisés comme matières premières dans les installations de biogaz);

- 11.199 tonnes de déchets de pneus hors usage (utilisés comme combustible dans l'industrie du ciment et dans l'industrie sidérurgique);

- 8.490 tonnes de déchets de cuivre (recyclés dans la production de feuilles en cuivre);

- 5.148 tonnes de déchets de verre (recyclés dans l'industrie du verre);

- diverses autres fractions de moindre importance.

ad 4) Non, le Luxembourg n'est pas directement affecté par le changement de la politique chinoise. En effet, au Luxembourg, les différents types de plastiques sont bien séparés afin de faciliter leur recyclage. (Ceci est d'ailleurs la raison pour laquelle pas tous les types de plastiques sont admis dans les sacs bleu - contrairement aux sacs jaunes utilisés en Allemagne.) Les entreprises européennes n'acceptent en général que les déchets en plastique de bonne qualité alors que les déchets de moindre qualité, comportant un mélange important de différents types de plastiques, sont exportés en Chine pour triage.

Les déchets en plastique collectés au Luxembourg sont ainsi directement recyclés dans les pays limitrophes. Une grande partie des bouteilles PET, par exemple, sont déchetées en France et reviennent au Luxembourg où elles sont utilisées par l'entreprise Plastipak/LuxPET à Bascharage pour la production de préformes nécessaires à la production de nouvelles bouteilles PET.

Même si le Luxembourg n'exporte pas directement ses déchets vers la Chine, il n'est ce-

pendant pas totalement à exclure que les déchets exportés vers les pays voisins n'aboutissent pas en Chine. En effet, il n'est pas possible de tracer les flux de déchets une fois qu'ils ont quitté le pays.

ad 5) Les déchets en plastique non recyclés aboutissent dans les poubelles grises des communes des syndicats SIGRE, SIDEC ou SIDOR. Les déchets résiduels (poubelles grises) des syndicats SIGRE et SIDOR sont intégralement incinérés dans la centrale d'incinération à Leudelange (+/- 144.000 tonnes/année). La fraction de plastique représente +/- 18% du poids de ces déchets résiduels. Dans les communes du syndicat SIDEC une grande partie des déchets résiduels en plastique est extraite dans la phase mécanique de l'installation mécano-biologique se trouvant à Fridhaff. Cette fraction calorifique (+/- 16.000 tonnes/année) est ensuite cheminée vers l'installation d'incinération de Leudelange. Après traitement mécanique les déchets restants subissent un traitement biologique pour ensuite être enfouis dans la décharge du Muertendall (+/- 15.000 tonnes/année). Le pourcentage en matière plastique qui se trouve dans cette fraction restante n'est pas connu avec certitude.

Question 3575 (22.01.2018) de **MM. Claude Lamberty et Max Hahn** (DP) concernant les **subsidés pour l'occupation du personnel technique et administratif des fédérations**:

Pierre angulaire du mouvement sportif luxembourgeois, les fédérations sportives organisent non seulement les compétitions nationales, mais gèrent également les licences, procèdent aux sélections correspondantes, tout en s'occupant simultanément de la promotion et du développement de la discipline sportive.

Afin d'honorer cet engagement qui repose largement sur le bénévolat, le Ministère des Sports accorde, sous certaines conditions, des subsides pour l'occupation du personnel technique et administratif des fédérations.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Combien de fédérations sportives bénéficient actuellement d'une aide étatique pour l'occupation d'un secrétaire administratif, d'un directeur technique fédéral, respectivement d'un gestionnaire fédéral?

- De combien de tâches subsidiées s'agit-il effectivement?

- À combien s'élève le total des subsides accordés? Est-ce que les postes budgétaires afférents ont été chaque année épuisés complètement?

- Quelle est l'évolution des subsides accordés au cours des derniers trois ans?

- Combien de fédérations se partagent, sur base conventionnelle, un secrétaire administratif?

Réponse (22.02.2018) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

La question de Messieurs les Députés a trait aux subsides accordés par le Ministère des Sports aux fédérations sportives agréées pour le renforcement des structures fédérales, notamment en soutenant financièrement l'engagement de personnel administratif et technique.

Il est un fait que depuis des années, les exigences administratives des fédérations importantes ne peuvent plus être maîtrisées par des seuls bénévoles. Avec l'effritement du bénévolat, le recours à du personnel administratif qualifié, engagé à temps plein ou à temps partiel, devient indispensable pour la survie et la bonne gestion des fédérations. De ce fait, les contributions étatiques doivent intervenir à quatre niveaux, à savoir au niveau des secrétaires administratifs, des gestionnaires administratifs, des directeurs techniques nationaux et des entraîneurs nationaux.

En détail pour l'année 2017:

- 34 fédérations ont bénéficié d'une aide financière pour un ou plusieurs postes d'entraîneur;

- 26 de ces fédérations ont en plus bénéficié d'une aide financière du Ministère des Sports pour un ou plusieurs postes de secrétariat;

- sept de ces fédérations ont encore obtenu un subside en relation avec l'engagement d'un gestionnaire administratif et

- neuf de ces fédérations ont encore bénéficié d'une participation financière pour un directeur technique national.

En termes de postes, le Ministère des Sports a subventionné en 2017 l'équivalent de:

- 24,40 tâches au niveau secrétariat;
- 8,75 tâches de directeurs techniques nationaux et
- 5,35 tâches de gestionnaires.

En ce qui concerne les entraîneurs, il faut faire la différence entre les entraîneurs nationaux professionnels, engagés avec contrat de travail, et les entraîneurs indemnisés, dont seules les heures d'entraînement réellement prestées sont facturées aux fédérations. En 2017, le Ministère des Sports a ainsi subventionné 25,15 tâches d'entraîneurs nationaux professionnels et a contribué aux frais des entraîneurs indemnisés de 20 autres fédérations.

Le total des subsides accordés en 2017 pour les cadres administratifs (secrétaires et gestionnaires administratifs) et l'entraînement fédéral (directeurs techniques nationaux et entraîneurs) s'élève à 2.898.574 €, soit le montant total de l'article budgétaire afférent dont les crédits ont été intégralement épuisés, tout comme les années précédentes.

Ce total se répartit à un montant de 718.007 € pour les cadres administratifs et à un montant de 2.180.567 € pour le volet entraînement fédéral.

Il faut savoir que le taux de subsidiation pour les secrétaires administratifs est fixé à 45%, celui des gestionnaires à 80% et pour les directeurs techniques nationaux, ce taux correspond à 90%, à chaque fois dans les limites des maxima arrêtés annuellement par le Conseil supérieur des sports. Pour les entraîneurs nationaux professionnels, ce taux varie de 90 à 100% selon les disponibilités budgétaires et également dans les prédites limites. Pour les entraîneurs nationaux indemnisés, les fédérations bénéficient d'un taux de subsidiation variant selon les disponibilités budgétaires.

Pour le budget de l'exercice 2018, un montant total de 3.048.574 € a été accordé au Ministère des Sports pour ce même article budgétaire, ce qui correspond à une augmentation de 150.000 € par rapport à l'année précédente, ceci afin de pouvoir répondre aux demandes supplémentaires déjà introduites par plusieurs fédérations.

L'évolution du montant de l'article budgétaire relatif à la participation à l'indemnisation des cadres administratifs et des entraîneurs nationaux se présente dès lors comme suit:

Année	Montant (€)
2015	2.588.051 €
2016	2.654.951 €
2017	2.898.574 €
2018	3.048.574 €

Dans les années à venir, cette évolution devra trouver son prolongement dans le budget pluriannuel de l'État pour parer au renforcement indispensable des structures fédérales afin d'optimiser et de professionnaliser davantage le fonctionnement des fédérations et contribuer ainsi indirectement aux résultats obtenus par nos sportifs.

Enfin, à ma connaissance, seules deux fédérations se partagent actuellement un secrétaire administrative sur base conventionnelle et à hauteur d'une tâche égale à 16 heures par semaine.

Question 3576 (22.01.2018) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**évolution de la population scolaire**:

Il va sans dire que la population du Grand-Duché a sensiblement augmenté ces dernières années, le cap des 600.000 habitants étant atteint sous peu.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Quelle a été l'évolution de la population scolaire depuis 2010?

2) Monsieur le Ministre peut-il retracer cette évolution en distinguant selon les différents ordres d'enseignement?

3) Comment la population scolaire a-t-elle évolué dans le canton de Mersch et dans les cantons des circonscriptions Est et Nord du pays? Comment cette évolution se situe-t-elle par rapport à la tendance nationale?

4) Est-il possible d'anticiper la population scolaire du futur Lycée Edward Steichen à Clervaux durant l'intervalle de temps 2019-2023?

Réponse (20.02.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) L'évolution de la population scolaire depuis 2010 peut être résumée comme suit:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Les chiffres repris ci-dessus décomposés selon les différents ordres d'enseignement:

Évolution du nombre d'élèves dans l'enseignement postprimaire luxembourgeois:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Évolution du nombre d'élèves dans l'enseignement postprimaire luxembourgeois du canton de Mersch:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Évolution du nombre d'élèves dans l'enseignement postprimaire luxembourgeois des cantons du Nord (Clervaux, Diekirch, Redange/Attert, Vianden et Wiltz) et de l'Est (Echternach et Grevenmacher):

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les chiffres repris sous ad 1) - ad 3) se réfèrent au nombre d'élèves à la rentrée scolaire de l'année en question et représentent les enseignements postprimaires publics et privés qui suivent les programmes officiels.

ad 4) La création du Lycée Edward Steichen se fonde sur l'organisation scolaire telle qu'elle a été définie dans le plan directeur sectoriel «Lycées». Les élèves des communes suivantes sont visés prioritairement pour s'inscrire au Lycée Edward Steichen à Clervaux: les communes de Clervaux, du Parc Hosingen, de Troisvierges, de Weiswampach et de Wincrange ainsi que la commune du Kiischpelt du canton de Wiltz.

Tout en sachant qu'il s'avère difficile de fournir des chiffres corrects, étant donné que le Lycée Edward Steichen va seulement ouvrir ses portes en septembre 2018; il est estimé que pour la rentrée scolaire 2018-2019 environ 200 élèves vont s'inscrire en première année d'études postfondamentale (enseignement secondaire classique, enseignement secondaire général, enseignement européen) et en 3^e CI (section informatique et communication). Pour les années consécutives, la population scolaire du lycée va s'agrandir au fur et à mesure, c'est-à-dire que les différentes classes suivront leur parcours scolaire et en même temps la population des classes de 7^e sera renouvelée. Ci-dessous le tableau récapitulatif:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Afin d'être complet, il m'importe de préciser qu'un parcours scolaire normal dure sept ans, ce qui revient à dire que pour l'année scolaire 2024-2025, la communauté scolaire du Lycée Edward Steichen comptera probablement 1.070 inscriptions.

Question 3577 (23.01.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**offensive de la Turquie en Syrie**:

En effet, Ankara a lancé samedi une offensive militaire sur l'enclave kurde syrienne d'Afrin contre des positions de l'YPG, lesdites «Unités de protection du peuple». Par la suite, les Kurdes de Syrie ont appelé lundi la coalition internationale anti-El à «prendre ses responsabilités». Selon un communiqué des Forces démocratiques syriennes, une alliance de combattants kurdes et arabes engagés dans la guerre contre les djihadistes depuis 2015, «la coalition internationale, notre partenaire dans la lutte contre le terrorisme (...) est appelée à prendre ses responsabilités vis-à-vis de nos forces et de notre peuple à Afrin». Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a rappelé, quant à lui, que la Turquie ne fera «pas marche arrière», ajoutant que l'opération était menée «en accord» avec Moscou. Enfin, Washington a réitéré son appel à la «retenue» de «toutes les parties», tout en reconnaissant «le droit légitime de la Turquie à se «protéger».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la position du Gouvernement relative à la récente offensive de la Turquie en Syrie?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Luxembourg et l'Union européenne comptent rester solidaires avec les Kurdes de Syrie même après la chute de l'«Etat islamique»?

3. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les différentes pistes diplomatiques que le Luxembourg envisage d'emprunter dans ce dossier au niveau de l'Union européenne et de l'OTAN?

Réponse (20.02.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. J'ai déjà pu exprimer mes vives inquiétudes quant à cette opération militaire.

Nous comprenons les préoccupations de la Turquie à propos de la situation difficile à ses frontières. La Turquie a parfaitement le droit d'assurer la sûreté et la sécurité des citoyens turcs vivant près de la frontière avec la Syrie. Nous sommes néanmoins profondément inquiets du nouveau front ouvert dans le nord de la Syrie, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, pour des raisons humanitaires. Les nouveaux affrontements ont déjà causé la mort de civils, alors que des milliers de personnes ont été déplacées. L'ONU a lancé un avertissement sur la régression de la situation humanitaire dans toute la Syrie. L'accès à l'aide humanitaire doit être garanti à toute la population qui en a besoin. Les Syriens n'ont pas besoin d'un nouveau front, ni d'une nouvelle crise.

Au-delà de la tragédie humanitaire, l'offensive contre Afrin pourrait aussi avoir des conséquences politiques néfastes, à la fois sur les équilibres internes de la future Syrie et la région, mais également sur les futures négociations politiques. En effet, toute nouvelle escalade de la violence peut repousser les chances d'une solution politique au conflit. La vraie sécurité ne peut résulter que d'une solution politique négociée au conflit. Toutes les parties devraient dès lors concentrer leurs efforts sur la conclusion des négociations menées par l'ONU à Genève. C'est dans ce cadre précis que toutes les préoccupations devraient être soulevées et traitées.

ad 2. La priorité doit rester le combat contre Daech, qui n'est pas terminé. Les Kurdes de Syrie sont une composante essentielle du front commun contre le terrorisme en Syrie. Nous restons solidaires avec les Kurdes de Syrie, dans le respect de la diversité ethnique et religieuse du pays, de son intégrité territoriale, ainsi que dans la perspective d'inclusion et de reconnaissance de cette diversité.

ad 3. Nous restons attachés à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie, principes que nous continuons de défendre dans toutes les enceintes internationales.

La paix en Syrie exige une contribution d'un certain nombre d'acteurs, et plus particulièrement de la Turquie. En tant que l'un des garants du processus d'Astana, la Turquie a une responsabilité particulière et un rôle essentiel à jouer. Dans le cadre du processus d'Astana, l'accord conclu sur les zones de désescalade doit être mis en œuvre, y compris dans le nord de la Syrie.

Aux acteurs de ce conflit qui n'a que trop duré, il faut répéter qu'il n'y a pas de solution militaire. Seul un processus politique mené par les Syriens conduisant à une transition pacifique et inclusive, conformément aux dispositions de la résolution 2254 du Conseil de sécurité, du 18 décembre 2015, et fondée sur les principes du communiqué de Genève du 30 juin 2012, permettra de retrouver la stabilité en Syrie. C'est la seule façon de sortir du conflit de manière durable.

Question 3578 (23.01.2018) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant le **budget agricole de l'Union européenne**:

Opgroond vum bevirstoende Brexit an dem Fait, dass Groussbritannien de viertergrössten Nettozuwähler am EU-Budget duerstellt, wäerten der EU an Zukunft wuel manner finanziell Mittel zur Verfügung stoen. Dese Fait riskéiert, och Repercussiouen op d'EU-Agrarpolitik respektiv op déi europäesch Subside fir Landwirtschaft ze hunn.

An dësem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

- Riskéiert den EU-Agrarbudget duerch de Brexit gekierzt ze ginn?

- Wa jo, wéi eng Repercussiouen hätt esou eng Kierzung op d'Lëtzebuurger Landwirtschaft?

- Wann den EU-Agrarbudget gekierzt sollt ginn, wéi kéint de méigleche Réckgang un europäesche Subside fir Landwirtschaft op nationalem Niveau opgefaange ginn?

- Ass an dësem Kontext eng national Kofinanzierung vun de Subside fir den éischte Pilier denkbar an och émsetzbar?

Réponse (27.02.2018) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Duerch de Brexit, dee virun der Dier steet, ginn effektiv am europäesche Budget tëschent 12 a 15 Milliarden Euro verluer. Dernieft ginn et nei Eerausforderunge wéi d'Migrationsproblematik an d'Verteidigungspolitik, deene sech d'Unioen muss stellen a fir déi wahrscheinlech nei finanziell Moyene mussen zur Verfügung gestallt ginn.

Dëst ass den Hannergrond, virun deem Diskussionsionen iwwert den zukünftigen europäesche Finanzkader no 2020 elo ugelaft sinn. Do ass natierlech och e Risiko, dass den EU-Agrarbudget enner Drock kéint an eventuell Kierzungen am Raum stinn, besonnesch wann déi 27 Memberstater net bereet sinn, fir am Verglach zu elo méi an den europäesche Budget anzebeziehen.

Direktzuelunge vum éischte Pilier sinn 100% EU-Gelder an eng Kierzung op EU-Niveau géif eng deemspriechend Kierzung zu Lëtzebuerg mat sech bréngen.

Am zweete Pilier gëtt et eng national Kofinanzierung an d'Lëtzebuurger Regierung leet bei all Euro vu Bréssel ronn 4 Euro derbäi. Hei wiere wahrscheinlech d'Konsequenze vun enger Kierzung fir de Bauer net direkt ze spieren.

Eng national Kofinanzierung vun de Bähëllef am éischte Pilier ass am Moment an der PAC net virgesinn a gëtt vun enger ganzer Rei Memberstater vehement ofgeleent.

Ech hu mech awer um Agrarministerrot vum 19. Februar fir eng zukünftige Méiglechkeet vun engem nationale Kofinanzement vum éischte Pilier agesat, am Fall wou et zu Kierzungen vum Budget vum éischte Pilier sollt kommen.

Question 3581 (23.01.2018) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **réforme des congés**:

Dans le cadre de son avis sur la loi du 15 décembre 2017 modifiant entre autres le congé de paternité et généralisant l'ancien congé-allaite pour les salariés du secteur privé, le Conseil d'État avait soulevé des questions concernant la mise en œuvre pratique des dispositions concernant le congé pour raisons familiales et notamment celle de savoir comment le nouvel employeur sera informé du nombre de jours de congé pour raisons familiales déjà pris par le salarié.

Dans ce contexte, il a été expliqué aux membres de la commission que «suite à une réunion de concertation des représentants du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire avec des représentants de la Caisse nationale de santé (CNS) et du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), qui actuellement gèrent déjà ce dossier, il a été constaté qu'une vaste base de données existe dès à présent qui permet de déterminer le nombre de jours de congé pour raisons familiales qui ont déjà été pris par le salarié et de communiquer toute information y relative aux employeurs tout en respectant les dispositions légales en matière de protection des données individuelles».

D'après nos informations, les employeurs peinent actuellement à obtenir ces informations.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Les ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Comment le Gouvernement entend-il mettre à disposition des employeurs les informations relatives au congé pour raisons familiales de leurs nouveaux salariés afin de leur permettre une gestion correcte du personnel?

Réponse (05.03.2018) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire confirme que l'employeur ne peut pas, de façon prophylactique,

demander des renseignements sur la consommation de jours de congé pour raisons familiales de chacun de ses salariés, et ce pour des raisons de protection des données prévues dans la nouvelle législation européenne.

Par contre, l'employeur pourra demander à son salarié de produire cette information.

Pour répondre à cette sollicitation et justifier sa demande de congé, le salarié peut s'informer sur l'état de son congé pour raisons familiales auprès de la Caisse nationale de santé respectivement sur myguichet.lu.

Le salarié reçoit sans problème ces renseignements alors qu'il s'agit de ses données personnelles.

Question 3582 (23.01.2018) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **titres de transport gratuits**:

De plus en plus d'employeurs offrent à leurs salariés des titres de transport gratuits. Il s'agit d'éviter, autant que possible, les effets néfastes induits par l'utilisation des moyens de transport individuels.

Les salariés qui acceptent l'offre de leurs employeurs se voient en quelque sorte «pénalisés», alors que la mise à disposition d'un titre de transport à titre gratuit ou à prix réduit, tel le mPass, est considérée par l'Administration des contributions directes comme avantage en nature au sens de l'article 95 de la loi relative à l'impôt sur le revenu.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il ce point de vue?

- Monsieur le Ministre peut-il chiffrer les recettes fiscales perçues via l'imposition de ces avantages en nature ces dernières années?

- Monsieur le Ministre entend-il modifier le traitement fiscal de cet avantage en nature? Dans la négative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le maintien de l'imposition des titres de transport est en contradiction avec la politique gouvernementale qui entend promouvoir les transports en commun, y compris les transports professionnels au sens large du terme et ce notamment à des fins écologiques?

Réponse (22.02.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'imposition des avantages obtenus en vertu d'une occupation dépendante est un principe général du droit fiscal. Ainsi, la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu dispose que les avantages obtenus en vertu d'une occupation dépendante sont à considérer comme faisant partie des revenus en cause.

Il s'ensuit que tous les avantages en nature recensés par l'Administration des contributions directes sont imposés selon les susdites règles, y compris les titres de transport mis à disposition gratuitement ou à prix réduit par un employeur.

Selon la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n°115/6 du 7 mai 2003, la «participation aux frais de déplacement du salarié par l'employeur, faisant double emploi avec la modération d'impôt prévue par l'article 105bis L.I.R., constitue un supplément de rémunération au sens de l'article 95 L.I.R. Il est sans importance que cette participation se fasse de façon forfaitaire (versement d'un montant fixe) ou qu'elle consiste dans un remboursement de frais effectivement exposés (remboursement du coût du billet ou de l'abonnement des moyens de transports publics).»

Les recettes fiscales relatives à l'imposition des avantages liés à la prise en charge, intégrale ou partielle, du coût d'un titre de transport du salarié par l'employeur sont de l'ordre de 1,5 millions d'euros par an.

D'une manière générale, toute personne profitant d'un tel avantage bénéficie, même après imposition, d'une prestation économique à laquelle elle n'aurait pas eu accès en l'absence de l'octroi de cet avantage par l'employeur. L'effet incitatif quant à l'usage des transports en commun reste donc acquis en tout état de cause.

Question 3583 (25.01.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **siège du Euro-HPC au Luxembourg**:

En effet, selon un communiqué du Gouvernement, la Commission européenne viendrait de proposer d'établir le siège de l'entre-

prise commune EuroHPC («high performance computing») au Luxembourg. Selon le Gouvernement, l'EuroHPC serait «une nouvelle structure juridique et financière» qui «va acquérir, mettre en place et déployer dans toute l'Europe une infrastructure paneuropéenne intégrée de supercalculateurs». L'établissement de l'EuroHPC serait prévu «au cours du deuxième semestre 2018». Pour Monsieur le Premier Ministre, le Luxembourg serait «prêt à jouer un rôle précurseur» dans le cadre de la stratégie numérique pour l'Europe. Pour Monsieur le Ministre de l'Économie, la nouvelle structure informatique permettra «à tous les acteurs économiques au Grand-Duché (...) d'accéder à une importante puissance de calcul». Le HPC serait de surcroît également un «outil indispensable» dans le cadre de la «stratégie Rifkin».

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me préciser la nature exacte de la précitée «nouvelle structure juridique et financière» de l'EuroHPC? Peuvent-ils me préciser également la date d'établissement?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si l'installation de «l'entreprise EuroHPC» nécessitera une nouvelle administration? Dans la négative, qui en sera l'administration de tutelle?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer par la suite sur les emplois créés au Luxembourg dans le cadre de l'EuroHPC?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me chiffrer la hauteur de l'investissement EuroHPC au Luxembourg ainsi que l'impact budgétaire de l'opération au niveau national?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer comment l'État entend permettre à «tous les acteurs économiques au Grand-Duché» d'accéder concrètement à la puissance de calcul de l'EuroHPC?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils, enfin, développer en quoi l'EuroHPC constituera pratiquement un «outil indispensable» de la «stratégie Rifkin»?

Réponse commune (26.02.2018) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, et de **M. Etienne Schneider**, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

EuroHPC est une initiative européenne visant à établir des capacités de supercalculateurs en Europe. L'initiative a vu le jour en mars 2017 par la signature conjointe d'une convention entre sept pays, à savoir le Luxembourg, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et les Pays-Bas. Aujourd'hui, 15 pays sont signataires de cette convention.

Afin de pouvoir mettre en œuvre cette initiative, la Commission européenne vient de proposer d'établir une entreprise commune et a proposé d'établir le siège de cette entreprise commune au Luxembourg. Le fait d'établir le siège de EuroHPC au Luxembourg confère une grande visibilité au Luxembourg dans ce domaine. La construction des supercalculateurs et le démarrage des activités va s'effectuer dans plusieurs États membres et est prévue pour 2022-2023.

La création de l'entité légale au Luxembourg est prévue pour le deuxième semestre 2018.

Il est envisagé de former et de mettre en place au Luxembourg, pour la première phase 2018-2023, une équipe de dix à 15 personnes.

L'accès du Luxembourg à des capacités de HPC s'inscrit dans le processus de la «Troisième Révolution Industrielle», impulsé par la théorie de Jeremy Rifkin, qui vise à définir un nouveau modèle économique sur le long terme, et s'appuie notamment sur la convergence des technologies de l'information et de la communication, de l'énergie et des transports au sein d'un réseau intelligent. Ce plan d'action se décline en neuf axes principaux et inclut la réalisation de plusieurs projets-phare. Un de ces projets phare est l'installation d'une infrastructure nationale de calcul haute performance. Utilisés pour traiter des volumes de données toujours plus importants, les superordinateurs sont nécessaires pour relever les défis scientifiques et sociétaux, notamment dans le domaine des soins de santé, des énergies renouvelables, de la sécurité automobile, de l'industrie, de la finance ou de la cybersécurité.

Cependant, on constate que les entités scientifiques et les entreprises européennes effectuent de plus en plus le traitement de leurs données en dehors de l'UE, car la puissance de calcul disponible dans l'UE ne suffit plus à leurs besoins. Ce manque d'indépendance constitue une menace pour la protection des données personnelles, les secrets commerciaux et la propriété des données, notamment pour les applications sensibles comme par exemple la médecine personnalisée.

Le HPC représente ainsi un outil essentiel pour la compétitivité et l'indépendance d'un pays dans l'économie numérique fondée sur le traitement et la valorisation des données.

EuroHPC va acquérir, mettre en place et déployer une infrastructure paneuropéenne intégrée de supercalculateurs niveau pre-exascale et exascale. Ce réseau d'ordinateurs HPC fournira à terme les capacités de calcul nécessaires aux entreprises, aux centres de recherche et aux universités pour assurer la compétitivité de l'UE dans le cadre du développement de l'économie numérique en Europe.

Au Luxembourg, les données sont distribuées sur plusieurs centres de données dispersés géographiquement dans le pays. Afin de pouvoir traiter les données sur le HPC, respectivement de mettre la puissance de calcul à la disposition des acteurs luxembourgeois, il est envisagé de mettre en place un réseau d'accès au centre HPC national. Ce réseau d'accès sera construit de fibres optiques déjà installées par les opérateurs de télécommunications et sera connecté au HPC national qui servira comme porte d'entrée dans le réseau HPC européen.

La nature exacte de la nouvelle structure juridique et financière EuroHPC est définie par l'article 187 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne¹.

L'article en question stipule que l'Union européenne (UE) peut créer des entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et de projets de démonstration.

Les programmes-cadres de l'UE pour la recherche et le développement technologique, comme par exemple le programme Horizon 2020, se fondent également sur l'article 187 du TFUE et permettent explicitement la création d'organes de partenariat public-privé avec l'objectif d'intégrer la recherche industrielle dans la stratégie d'innovation de l'UE.

Les entreprises communes sont créées pour mettre en œuvre des actions européennes ayant un caractère industriel plus large, en comparaison avec celles ayant une orientation principalement dédiée à la recherche scientifique et académique.

Il ne sera pas nécessaire de créer au Luxembourg une nouvelle administration ni de désigner une administration de tutelle.

Les entreprises communes (en anglais Joint Undertakings: JUs) sont des entités juridiques indépendantes. Les JUs établissent leur propre agenda en matière de recherche et accordent des financements sur la base d'appels d'offres, supervisent les procédures de sélection de projets et gèrent les contrats conclus avec les fournisseurs.

Les membres (actionnaires) des entreprises communes sont généralement l'Union européenne (représentée par la Commission européenne), des États membres de l'UE, des associations du secteur privé, des entreprises privées ou d'autres partenaires.

Un JU est gouverné par un comité de pilotage (governing board) dont fait partie la Commission européenne, des représentants désignés par les États membres et, le cas échéant, des représentants d'entreprises ou entités privées qui ont investi du capital. La gestion opérationnelle est assurée par un directeur exécutif qui rapporte au comité de pilotage. La mise en place d'un conseil scientifique est également prévue.

L'investissement dans EuroHPC dépendra des besoins réels en capacité de calcul exprimés par les acteurs luxembourgeois. EuroHPC fournira aux pays membres, en contrepartie de l'investissement réalisé, un accès à une capacité de calcul pré-exascale et exascale² destinée à des activités de recherche et d'innovation.

Le règlement élaboré pour EuroHPC permet aux États membres de décider librement le niveau de leur contribution, le moment quand ils souhaitent se joindre au JU et de fixer la durée de leur engagement.

Question 3585 (26.01.2018) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **lac de la Haute-Sûre**:

Depuis 1961, le lac de la Haute-Sûre constitue le plus grand réservoir d'eau potable au Luxembourg. Il est également producteur en électricité et constitue durant la saison touristique un domaine de loisirs apprécié par des

¹ Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE): Article 187 - Création d'entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche

² Exascale = 1018 opérations de calcul par seconde

milliers de visiteurs. L'hiver 2016-2017 figurait parmi les plus secs depuis 1950 si bien que le niveau du lac se situait à des cotes historiquement basses. L'hiver 2017-2018 a connu par contre de fortes précipitations de sorte que le niveau du lac a pu augmenter.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des cotes du lac depuis janvier 2015? Quelle est la cote maximale qui peut être atteinte? Et quelle est la cote actuelle?

2. Le ministère fait-il effectuer des contrôles réguliers concernant la sécurité et la stabilité du mur du barrage? Est-il prévu d'effectuer des travaux d'assainissement durant les années à venir?

3. Le ministère a-t-il déjà fait élaborer un concept détaillé en vue de l'amélioration, voire de la modernisation des infrastructures facilitant l'accès aux bords du lac par les baigneurs, les pêcheurs et les sportifs les plus divers?

4. L'accès au «Solarboot» s'étant révélé particulièrement difficile (risque de blessures), est-il également prévu de créer à cet effet un accès sûr et commode aux endroits concernés?

Réponse commune (27.02.2018) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement:

ad 1. Les cotes d'exploitation du plan d'eau du barrage d'Esch-sur-Sûre sont définies dans la convention qui a été signée entre l'État luxembourgeois et l'exploitant de la centrale hydroélectrique le 3 avril 2003. Ainsi, la cote maximale du lac dépend du mode opératoire du barrage. Durant la période hivernale (qui s'étend du 1^{er} novembre au 31 mars), le barrage se trouve dans le mode «protection contre les inondations» avec la cote maximale de 317 m tandis que durant la période estivale (qui s'étend du 1^{er} avril au 31 octobre), le barrage prend le rôle de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et la cote maximale est alors 320 m. La cote actuelle du barrage (au 9 février 2018) est de 315,63 m et se trouve bien dans la fourchette habituelle de la période hivernale. Cette gestion du niveau du barrage est nécessaire pour garantir les différentes fonctions du lac de la Haute-Sûre à savoir, la production d'eau potable, la production hydroélectrique et la protection contre les inondations tout en laissant un débit suffisant pour la Sûre en aval du barrage.

Dans le graphique annexé, l'évolution de la cote durant l'hiver 2017-2018 montre bien qu'elle peut remonter rapidement de plusieurs mètres lors d'averses un peu plus intenses. La cote du barrage est mesurée avec une fréquence de 15 minutes. La valeur actuelle ainsi que l'évolution sur les derniers jours est accessible au grand public en temps réel sur le site www.inondations.lu.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dans la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 janvier 2018, la cote maximale atteinte dans la retenue du barrage d'Esch-sur-Sûre était de 319,71 et la cote minimale se situait au niveau 312,87. Le niveau du plan d'eau en date du 31 janvier 2018 était de 315,14, comme illustré par le graphique suivant:

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Le barrage d'Esch-sur-Sûre, y compris le mur du barrage, est sujet à une multitude de contrôles à des fréquences diverses.

Une première série de contrôles est constituée par un suivi permanent automatique et journalier, qui a été instauré en 1989. Ainsi, le barrage dispose depuis cette année d'une surveillance permanente automatique informatisée. Le système d'auscultation automatique qui a été actualisé depuis son installation initiale mesure les dispositifs d'auscultations (pendules, distofores, thermomètres [air, eau et béton], cales sur les tirants de 90 tonnes et de 400 tonnes).

Des contrôles périodiques, servant à contrôler le suivi automatique, sont effectués de manière hebdomadaire (mesure du clinomètre, des débits des drains, des totalisateurs de fuites, des manomètres, des piézomètres, de la cote du plan d'eau et de la température de l'air) et mensuelle (lecture manuelle des pendules) par les agents compétents de la Division des ouvrages d'art de l'Administration des ponts et chaussées (APC).

Aux contrôles réalisés par les agents de l'APC viennent s'ajouter un levé topographique du

mur du barrage, réalisé par un géomètre deux fois par an, et une inspection annuelle effectuée par l'APC en étroite collaboration avec un bureau expert en la matière. L'inspection annuelle est réalisée en présence de l'ensemble des intervenants actifs sur le site et comprend l'inspection visuelle des infrastructures du barrage, de l'usine et des différents appareils d'auscultation.

De plus, à la suite des travaux de renforcement réalisés dans les années 1990, une inspection de grande envergure du mur et des nouvelles installations réalisées à l'époque, est réalisée tous les dix ans (inspection décennale). Cette inspection est entre autres constituée d'une analyse subaquatique de l'ensemble du mur du barrage. La prochaine inspection décennale est programmée pour l'année 2023 et sera organisée sur base du suivi continu du comportement du mur et de l'ensemble des informations recueillies d'ici là.

Des travaux de maintenance et d'entretien des installations sont réalisés périodiquement. Ceci dit, aucun projet d'assainissement du barrage proprement dit n'est actuellement en cours; néanmoins, il est à noter que le projet d'envergure de la réalisation d'un évacuateur de crues complémentaire pour le barrage d'Esch-sur-Sûre est en cours d'élaboration et sera réalisé dans les années à venir.

ad 3. Des études de faisabilité pour le réaménagement des accès respectivement des berges pour les activités de loisirs sont en cours d'élaboration.

ad 4. Les études actuellement en cours pour le réaménagement des berges intègrent les réflexions visant à créer un accès sécurisé et confortable pour le «Solarboot».

Question 3586 (29.01.2018) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **amendes prononcées par la CSSF**:

En 2017, la CSSF a prononcé des amendes à l'encontre des établissements financiers sous sa surveillance de l'ordre de 11 millions d'euros.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir le chiffre exact?

- Combien de prononcées d'amendes ont fait l'objet d'un recours devant le juge administratif? Dans combien de cas, ces amendes ont été réformées, voire annulées par le juge administratif?

- Les amendes prononcées par la CSSF seront-elles versées à la Trésorerie de l'État? Dans l'affirmative, sur quelle base légale ou réglementaire? Dans la négative, qu'advient-il de ces sommes et sur quelle base?

- Quid des amendes prononcées par le Commissariat aux assurances?

Réponse (06.03.2018) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances:

La CSSF consacre dans son rapport d'activités annuel une section à part aux décisions en matière de sanctions et de police administratives prises au cours de l'exercice concerné. Les informations relatives à l'exercice 2016 sont disponibles aux pages 143 et suivantes du rapport d'activités 2016 de la CSSF. De même, le rapport d'activités du CAA contient des informations sur les sanctions prononcées par le CAA au cours de l'exercice concerné. Les informations relatives à l'exercice 2017 seront présentées dans les rapports d'activités 2017, qui seront publiés dans les prochains mois.

La loi ne prévoit pas de versement à la Trésorerie de l'État des amendes prononcées par la CSSF. La CSSF utilise une partie non négligeable des sommes ainsi perçues pour financer les instructions spécifiques menant à ces mêmes amendes. Ces instructions spécifiques (en dehors et en plus de la surveillance continue), qui occupent souvent des dizaines d'agents pendant des mois ou qui nécessitent parfois le recours à des spécialistes externes, sont coûteuses. Dans la mesure où la CSSF finance son activité par le prélèvement de taxes auprès des entités surveillées, cette manière de procéder a le mérite de faire payer le coût des instructions par ceux qui en font l'objet, plutôt que par les entités surveillées qui se conforment scrupuleusement à la régulation financière en vigueur au Luxembourg et dans l'Union européenne.



Question 3587 (29.01.2018) de **MM. Marc Angel et Franz Fayot** (LSAP) concernant les vols de nuit:

L'année 2017 fut une nouvelle année record pour l'Aéroport de Luxembourg: alors que le nombre de passagers a connu une croissance de près de 20% pour passer de 3 millions en 2016 à 3,6 millions en 2017, le volume de fret traité a atteint environ 938.000 t, soit une croissance de presque 17% en une année.

Cette croissance effrénée des activités aéroportuaires va de pair avec une croissance très conséquente du nombre de vols de nuit (mouvements d'avions entre 23h01 et 05h59). En effet, le nombre de vols de nuit a connu une croissance de 11,8% en 2017 (+49% depuis 2013) pour atteindre un nouveau record de 2.226 mouvements en 2017, selon les chiffres publiés par l'Administration de la navigation aérienne. (<https://ana.public.lu/fr/statistiques/vols-de-nuit/index.html>)

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le bruit représente la deuxième cause de problèmes de santé liés à l'environnement, immédiatement après la pollution de l'air. Deux études menées en Angleterre et aux États-Unis montrent que les personnes vivant à proximité des aéroports dans des zones exposées au bruit des avions avaient des risques accrus d'accidents cardio-vasculaires.

Au vu de ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons de cette croissance importante du nombre de vols de nuit observée depuis quelques années, et notamment au cours de l'année écoulée?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il réagir à cette évolution préoccupante afin de faire respecter le principe de la fermeture nocturne de l'aéroport, et ce dans l'intérêt de la qualité de vie et surtout de la santé des riverains de l'aéroport?

Réponse (09.03.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le tableau ci-dessous reprend les chiffres publiés par l'ANA relatifs aux vols de nuit en 2017 par rapport à ceux de l'année 2016:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

L'augmentation du nombre des vols de nuit est en relation avec l'évolution générale de l'activité aéroportuaire. Ainsi, les mouvements commerciaux ont augmenté entre 2016 et 2017 de 62.534 à 67.927 soit une augmentation de l'ordre de 8,6%, avec en parallèle une année record pour le nombre de passagers de 3,6 millions, soit de 19% supérieure à l'année 2016.

Par conséquent, les vols de nuit ont augmenté le plus pour les vols passagers comme le montre le tableau ci-dessus (+130 vols passagers de nuit sur un total de 235 vols de nuit supplémentaires entre 2016 et 2017).

En vue de réduire l'augmentation des vols de nuit, des échanges vont s'intensifier en collaboration de l'ANA avec les compagnies aériennes pour leur rappeler le caractère dûment justifié des vols de nuit:

- par une analyse plus accrue des justificatifs de dérogations permanentes;

- par des entrevues avec les compagnies aériennes pour justifier ces dérogations permanentes;

- par l'application encore plus stricte des dérogations exceptionnelles en tenant compte des plages horaires.

Par ailleurs et afin de mieux renseigner les citoyens, l'ANA va développer sur son site Internet un point info citoyen sur la thématique environnementale liée au trafic aérien. À côté des informations disponibles sur le site web de l'ANA, les citoyens auront la possibilité de contacter l'administration par téléphone (help-line) ou par courriel.

En outre, une éventuelle adaptation du régime des redevances aéroportuaires est actuellement discutée. Le calcul des TNC (Terminal Navigation Charges), prélevées par l'ANA, pourrait être revu en pénalisant plus particulièrement le bruit émis par les aéronefs et l'horaire des vols. Des redevances aéroportuaires modulables pé-

nalisant les vols nocturnes pourraient aussi être introduites par la société de l'Aéroport de Luxembourg.

Finalement, le modèle de la charte entre l'ANA et Cargolux pourrait être étendu à d'autres compagnies aériennes opérant à l'Aéroport de Luxembourg, et notamment à Luxair, afin de limiter au maximum les exemptions au principe du couvre-feu nocturne.

Question 3589 (29.01.2018) de **M. André Bauler** (DP) concernant les problèmes d'embouteillage aux heures de pointe à Ettelbruck:

La ville d'Ettelbruck souffre depuis des années de problèmes d'embouteillage aux heures de pointe, notamment aux environs du giratoire situé près du «Deich». En effet, le nombre de poids lourds qui affluent par la N15 et la N21 est considérable.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant l'évolution du trafic sur la N15 entre Niederfeulen et Ettelbruck?

2. Les statistiques distinguent-elles entre voitures automobiles, poids lourds et autres véhicules?

3. Monsieur le Ministre peut-il informer sur les travaux de planification d'un éventuel contournement du côté ouest de la ville d'Ettelbruck? Quel pourrait être le meilleur tracé de ce contournement en vue de délester également le village de Feulen? Dans quel laps de temps un tel projet pourrait-il se concrétiser?

4. Monsieur le Ministre peut-il dire s'il y a eu des pourparlers à ce sujet avec les autorités communales d'Ettelbruck et de Feulen?

Réponse (12.03.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En tant que Ministre du Développement durable et des Infrastructures, c'est avec intérêt que j'ai pris connaissance de la question parlementaire n°3589 du 29 janvier 2018 de l'honorable Député Monsieur André Bauler relative au problème d'embouteillage aux heures de pointe à Ettelbruck.

Entre les années 2011 et 2015, le volume de trafic sur la route N15 entre Niederfeulen et Ettelbruck est resté constant et ceci dans les deux sens de circulation. En effet, la N15 est équipée sur ce tronçon d'un compteur permanent et automatique qui permet de faire la distinction entre voitures et véhicules utilitaires. Les relevés montrent une moyenne journalière de 5.433 voitures qui circulent de Feulen vers Ettelbruck; dans le sens inverse, une moyenne journalière de 5.257 véhicules peut être constatée, ce qui correspond à un total de 10.690 véhicules par jour en moyenne.

La moyenne journalière des véhicules utilitaires compris dans les chiffres mentionnés ci-dessus est de 154 (en baisse par rapport aux années précédentes) de Feulen en direction d'Ettelbruck et de 241 (stable) dans le sens inverse.

Depuis le début des années 2000, les contournements de la N15 de Feulen et d'Ettelbruck sont considérés comme des axes importants pour la restructuration du réseau routier primaire dans le cadre du développement de la Nordstad, et faisaient ainsi partie des concepts successifs de développement et de mobilité.

Actuellement, le contournement d'Ettelbruck, priorisé en phase 2 dans le concept de stratégie globale pour une mobilité durable (MoDu, présenté en avril 2012), fait toujours partie des projets prioritaires de la version préliminaire du Plan directeur sectoriel «transports» (PST). Toutefois, pour des raisons de cohérence du réseau routier, sa réalisation est programmée après le projet de sécurisation de la B7 entre Colmar-Berg et l'échangeur d'Ettelbruck, dont les études d'avant-projet détaillé sont actuellement en cours.

Vu le développement de la Nordstad, et les multiples projets déjà initiés, le contournement d'Ettelbruck sera complémentaire au projet du Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck.

Toutefois, vu que les études ne sont pas encore terminées, il n'est ni possible de se prononcer sur le meilleur tracé de ce contournement, ni de fournir un planning exact de réalisation de ce projet.

Il n'y a pas eu de pourparlers récents avec les autorités communales d'Ettelbruck et de Feulen à ce sujet, qui n'ont d'ailleurs pas non plus formulé une telle demande.

Question 3590 (29.01.2018) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'optimisation des transports des jeunes dans l'Union Benelux:

La Belgique vient de prendre la Présidence tournante de l'Union Benelux. Dans ce contexte, les trois pays envisagent une amélioration de la mobilité professionnelle des jeunes. Selon les informations diffusées par l'agence de presse belge «Belga» en janvier 2018, les ministres des transports des trois pays de l'Union Benelux lanceront le 5 mars prochain un projet pilote d'optimisation des transports entre le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du

Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quelles sont les mesures envisagées par le ministère au niveau national afin d'optimiser les transports publics entre le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas?

Réponse (09.02.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En matière d'optimisation des transports il s'agit du lancement d'un projet pilote en matière de numérisation des lettres de voiture. Ce projet pilote transfrontalier se base sur la «Décision du Comité de Ministres Benelux relative à un projet pilote intra-Benelux portant sur la lettre de voiture électronique M (2017) 12» signée le 7 septembre 2017 à La Haye. Son objectif est de vérifier si la lettre de voiture électronique, en tant qu'instrument de contrôle, présente au moins la même fiabilité et sécurité que sa version papier. Le remplacement de la lettre de voiture sur papier par une version électronique engendre des économies considérables tout en assurant un transport plus rapide, plus sûr et plus propre. Cet essai ne concerne néanmoins que le transport de fret intra-Benelux et s'étend sur une durée de trois ans.

Quant à la mobilité, il s'agit de la mobilité professionnelle des jeunes qui sera facilitée grâce à la reconnaissance mutuelle automatique du niveau des grades de l'enseignement supérieur. La «Décision du Comité de Ministres Benelux complétant la décision M (2015) 3 relative à la reconnaissance mutuelle automatique générale de niveau des diplômes de l'enseignement supérieur M (2018) 1» signée le 25 janvier 2018 à Bruxelles, offre dès lors à chaque personne ayant obtenu un titre de formation dans un État du Benelux la sécurité d'une reconnaissance automatique dans les autres pays du Benelux. Ainsi, l'obligation pour les jeunes d'entamer une procédure de reconnaissance a été supprimée, s'inscrivant non seulement dans l'idée de simplification administrative, mais facilitant surtout la mobilité transfrontalière des étudiants et travailleurs.

Question 3592 (30.01.2018) de **Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth** (CSV) concernant les participations financières de POST Luxembourg dans d'autres sociétés:

Il nous revient que l'Entreprise des postes et télécommunications aurait réalisé une vente à la bourse de sa participation au premier opérateur de satellites en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette vente à la bourse?

- Quelles sont les raisons de cette vente?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le montant de cette transaction?

- Comment ces recettes sont-elles utilisées au sein de l'Entreprise des postes et télécommunications?

Réponse (08.03.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La participation financière détenue par POST Luxembourg dans Eutelsat a été vendue en bourse fin 2017.

À l'origine, l'actionariat d'Eutelsat était composé exclusivement d'opérateurs télécom historiques européens et de l'agence spatiale européenne. Les opérateurs télécom utilisaient les satellites d'Eutelsat pour les transmissions de

communications vocales, puis de plus en plus pour des transmissions TV et radio. Depuis un certain temps, POST a constaté que cette participation n'était plus un investissement stratégique pour le groupe. Ses activités dans le domaine des transmissions satellites se sont réduites au cours des dernières années au profit des réseaux mobile et terrestre avec notamment le déploiement de la fibre optique et enfin des services dans le domaine de l'ICT. Depuis la transformation d'Eutelsat en entreprise privée en 2001, les autres opérateurs télécom européens ont également, dans cette même optique, vendu peu à peu leurs parts qu'ils détenaient historiquement dans Eutelsat.

Un des principaux leviers de la stratégie de développement et de diversification des activités du groupe POST est sa politique de croissance externe qui se traduit par des investissements ou encore des désinvestissements dans des entreprises externes. Ainsi, la vente des titres d'Eutelsat tout comme le rachat récent des 4,71% du capital qu'Engie détenait dans le groupe Encevo SA, la société mère de Creos et d'Enovos, font partie intégrante de cette stratégie. Le rapprochement de POST avec le groupe Encevo SA est considéré comme stratégique sachant que cette prise de participation s'inscrit dans le cadre de l'évolution à venir des secteurs de l'énergie et des télécommunications.

Question 3593 (30.01.2018) de **M. Claude Adam et Mme Josée Lorsché** (déi gréng) concernant le concours «Déi beschte Schouklass 2018»:

«Déi beschte Schouklass 2018» est une compétition organisée par RTL Radio Luxembourg pour les classes du cycle 4.1, qui peuvent gagner un voyage dans un parc d'attraction. Cette initiative est soutenue par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et est cofinancée par deux entités privées, notamment une librairie luxembourgeoise et une chaîne de restauration rapide internationale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelle est la nature de la coopération entre RTL et le MENJE dans ce contexte?

2. Comment est-ce que le soutien du concours par une chaîne de restauration rapide est-il compatible avec l'initiative «Gesond lessen, Méi Bewegen» qui est organisée pour la dixième fois par un comité interministériel?

3. D'une manière plus générale, quels sont les critères du Gouvernement en ce qui concerne la publicité des sociétés privées dans l'enseignement fondamental?

Réponse commune (28.02.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ne collabore pas au déroulement du concours proprement dit, mais appuie la communication y relative en diffusant l'invitation à participer au concours à tous les enseignants des classes du cycle 4.1. Il offre également des bons d'achat de livres aux classes finalistes. Il échet de préciser que RTL n'avait pas informé le MENJE qu'une chaîne de restauration rapide figurait parmi les partenaires de l'édition 2018 du concours.

Le soutien du concours par ladite chaîne de restauration n'est en effet pas compatible avec le plan d'action «Gesond lessen, Méi Bewegen» (GIMB). Membre du Comité interministériel GIMB dès la première heure, le MENJE continue de se rallier entièrement aux objectifs de cette initiative.

Tout comme les ministres de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et des Sports, les ministres de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de la Santé, se sont engagés fin 2016 au renouvellement de la politique GIMB suite à l'évaluation du Plan d'action national (PAN) GIMB à l'occasion du 10^e anniversaire du PAN. La future réédition du PAN GIMB devrait notamment prévoir un renforcement du poids du Comité interministériel dans le but d'une meilleure gouvernance et d'une approche intersectorielle coordonnée.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse lance d'ailleurs régulièrement des actions pour sensibiliser les élèves à l'importance d'une alimentation saine et équilibrée, notamment à travers les restaurants scolaires de l'enseignement fondamental et Restopolis, le service de la restauration scolaire. Le Ministère de la Santé assure quant à lui la promotion des messages clés du programme



GIMB à l'occasion de chaque rentrée scolaire par des activités de sensibilisation spécifiques. L'action «rentrée scolaire GIMB» 2017-2018 mettait ainsi l'accent sur l'importance de l'activité physique régulière chez les enfants en les encourageant à parcourir le trajet de l'école à pied, en bicyclette ou encore en trottinette.

Concernant les critères requis pour autoriser une société privée à intervenir dans une école, deux cas de figure sont à distinguer. Lorsqu'une société propose une action (concours, visite...) à une école en particulier, il appartient au comité d'école d'en apprécier la plus-value pédagogique pour les élèves et de décider de l'opportunité d'y participer. Au cas où une société entend proposer une action au niveau national, à l'attention de toutes les classes d'un cycle ou de toutes les écoles, elle est obligée de demander l'autorisation préalable du ministère.

Question 3594 (30.01.2018) de MM. David Wagner et Marc Baum (déi Lénk) concernant l'intervention militaire turque en Syrie:

La Turquie mène depuis le 20 janvier une nouvelle offensive militaire en territoire syrien. L'opération viserait la prise de contrôle du district d'Afrin, situé dans le nord-ouest de la Syrie directement à la frontière turque, afin d'y établir un corridor de sécurité de 30 kilomètres. Le territoire en question contrôlé par le Parti de l'union démocratique (PYD) et les milices armées YPG («Unités de protection du peuple») est depuis quelques jours la cible d'attaques d'artillerie de l'aviation turque, ce qui a déjà causé la mort de combattants et de civils kurdes.

Or, les forces kurdes qui sont la cible de ces attaques aériennes turques constituent un pilier important de la lutte contre l'État islamique et ont mené de nombreuses offensives militaires, notamment celle qui a abouti à la reprise de Raqqqa. Lors de ces opérations, les Kurdes étaient appuyés par les forces militaires des États-Unis et de la France notamment, tous deux membres de l'OTAN.

La Turquie, qui est également membre de l'OTAN, mène ainsi une offensive militaire contre le partenaire d'alliés au sein de l'alliance atlantique. Et, à en croire les annonces du Président de la République turque Recep Tayyip Erdoğan, la Turquie ne s'arrêtera pas là et s'attaquera ensuite à d'autres régions syriennes.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Monsieur le Ministre de la Défense:

1. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à propos de l'intervention militaire turque en Syrie?
2. Le Gouvernement envisage-t-il d'intervenir auprès du Gouvernement turc pour demander la fin de l'intervention militaire?
3. Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations de l'implication directe ou indirecte de capacités militaires de l'OTAN dans ce conflit?
4. Monsieur le Ministre peut-il nous assurer que les avions de surveillance AWACS immatriculés au Luxembourg ne sont pas impliqués dans cette offensive du côté turc?
5. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous assurer ensuite que les images radar fournies par ces mêmes avions AWACS ne servent pas à bombarder les positions tenues par l'YPG?

Réponse commune (01.03.2018) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense:

ad 1. La Turquie a parfaitement le droit d'assurer la sûreté et la sécurité des citoyens turcs vivant près de la frontière avec la Syrie. Si nous comprenons les préoccupations de la Turquie à propos de la situation difficile à sa frontière avec la Syrie, nous sommes néanmoins profondément inquiets du nouveau front ouvert dans le nord de la Syrie, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, pour des raisons humanitaires. Les nouveaux affrontements ont déjà causé la mort de civils, alors que des milliers de personnes ont été déplacées. L'ONU a lancé un avertissement sur la régression de la situation humanitaire dans toute la Syrie. L'accès à l'aide humanitaire doit être garanti à toute la population qui en a besoin. Les Syriens n'ont pas besoin d'un nouveau front, ni d'une nouvelle crise.

Au-delà de la tragédie humanitaire, l'offensive contre Afrin pourrait aussi avoir des conséquences politiques néfastes, à la fois sur les équilibres internes de la future Syrie et la région, mais également sur les futures négocia-

tions politiques. En effet, toute nouvelle escalade de la violence peut repousser les chances d'une solution politique au conflit. La vraie sécurité ne peut résulter que d'une solution politique négociée au conflit. Toutes les parties devraient dès lors concentrer leurs efforts sur la conclusion des négociations menées par l'ONU à Genève. C'est dans ce cadre précis que toutes les préoccupations devraient être soulevées et traitées.

ad 2. J'ai pu exprimer la position du Gouvernement luxembourgeois décrite dans la réponse précédente lors d'échanges avec mon homologue turc, M. Çavuşoğlu, en marge de la réunion ministérielle de la Coalition mondiale contre Daech et de la Conférence internationale sur la reconstruction de l'Irak, qui ont eu lieu au Koweït les 13 et 14 février derniers.

Les contacts ont également eu lieu au niveau des hauts fonctionnaires. L'ambassadeur de la Turquie à Luxembourg, S.E. M. Ilicak a ainsi été reçu au Ministère des Affaires étrangères et européennes le 1^{er} février dernier. Les mêmes messages ont été transmis à cette occasion.

ad 3. L'OTAN est membre de la Coalition mondiale contre Daech, mais l'alliance atlantique n'est pas impliquée dans les combats sur le terrain et n'est pas présente en Syrie. Par conséquent, l'OTAN n'est pas présente dans la région visée par l'opération turque. Suite à deux attaques de l'armée syrienne visant la Turquie en 2012 et une demande d'assistance de cet allié sur base de l'article 4 du Traité de Washington, l'OTAN a augmenté les défenses aériennes turques par le biais de contributions bilatérales d'autres alliés envers la Turquie, afin de prévenir des attaques avec des missiles balistiques en provenance de la Syrie. Ces mesures de l'OTAN visent à protéger le territoire de l'alliance. Selon nos informations, ces capacités défensives ne sont pas impliquées, ni directement, ni indirectement, dans l'opération turque en cours.

ad 4. Les avions AWACS sont utilisés par l'OTAN dans le cadre de son soutien à la Coalition mondiale contre Daech, afin d'améliorer la surveillance et la gestion de l'espace aérien et ainsi augmenter la sécurité des opérations menées par la Coalition contre Daech. Les avions AWACS ne sont donc pas impliqués dans l'opération turque à la frontière syrienne.

ad 5. Par conséquent, les informations recueillies par les avions AWACS de l'OTAN ne sont pas utilisées à des fins d'identification de cibles pouvant appartenir aux YPG.

Question 3595 (31.01.2018) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant les comptes annuels de POST Luxembourg:

L'article 45, paragraphe 4, alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des postes et télécommunications prévoit que: «Pour le 30 avril au plus tard, le conseil soumet les comptes annuels statutaires et les comptes annuels consolidés de l'entreprise, ainsi que sa proposition d'affectation du bénéfice, à l'approbation du Gouvernement en conseil qui les transmet à la Chambre des Députés et les fait publier au Mémorial.» Selon nos informations les comptes annuels n'ont, du moins ces dernières années, pas été transmis à la Chambre des Députés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les informations susmentionnées?
- Pour quelles raisons ni les comptes annuels statutaires, ni les comptes annuels consolidés de l'Entreprise des postes et télécommunications n'ont été transmis à la Chambre des Députés?

Réponse (13.03.2018) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Tout d'abord je tiens à souligner que les comptes annuels de POST ont chaque année été publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg comme prévu par l'article 45, paragraphe 4, alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des postes et télécommunications. Les comptes annuels de POST étaient donc à disposition de chaque intéressé.

Effectivement les comptes annuels de POST Luxembourg n'ont pas été transmis ces dernières années directement à la Chambre des Députés tel que prévu par l'article 45, paragraphe 4, alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 10 août 1992 précitée.

À l'avenir, mon département veillera à transmettre les comptes annuels de POST Luxem-

bourg par voie directe à la Chambre des Députés comme prévu par la loi.

Question 3596 (31.01.2018) de M. Marc Lies (CSV) concernant le Fonds du logement:

Vendredi, le 26 janvier 2018, un feu faisait rage dans l'immeuble du Fonds du logement sis au coin rue du Fort Neipperg et rue de Bonnevoie. Le 30 janvier 2018 un appel a été lancé sur Facebook pour collecter de l'argent en faveur d'un locataire de l'immeuble sinistré, en raison du fait que celui-ci ne dispose pas d'une assurance incendie.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Le contrat de bail du Fonds du logement dispose-t-il toujours l'obligation du locataire de contracter une assurance couvrant les risques locatifs?
- Le Fonds du logement contrôle-t-il toujours et régulièrement auprès de ses locataires l'existence d'un tel contrat d'assurance?
- Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il cette situation intenable?

Réponse (28.02.2018) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:

La législation actuellement en vigueur ne peut pas forcer un locataire de souscrire à un contrat d'assurance en vue de se couvrir contre d'éventuels risques, tel que l'incendie. Les propriétaires d'immeubles, dont le Fonds du logement, prévoient toutefois une clause spécifique dans leurs baux d'habitation qui obligent leurs locataires de faire assurer les risques locatifs incluant l'incendie, en combinaison avec une assurance responsabilité civile, et de maintenir ces contrats pendant toute la durée du bail.

Le Fonds du logement - étant propriétaire de quelque 1.900 appartements en location - contrôle en effet l'existence d'un contrat d'assurance lors de la remise des clés et le locataire doit par la suite documenter le paiement régulier des primes y afférentes, notamment lors de l'adaptation annuelle du loyer.

Il convient toutefois de noter qu'il n'est pas à exclure que sur ces 1.900 dossiers, un locataire puisse, pour une raison ou une autre, résilier son contrat d'assurance entre deux contrôles voire perdre sa protection en omettant volontairement ou non le paiement de la prime annuelle, et qu'en plus, cette fin de contrat ne soit pas détectée lors du contrôle annuel par l'Administration du fonds.

Question 3598 (31.01.2018) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant le relogement des réfugiés du Centre Héliar:

Dans ma question parlementaire n°3535 du 20 décembre 2017, j'ai souhaité avoir des renseignements de la part des ministres mentionnés ci-dessous en relation avec la fermeture temporaire du Centre Héliar à Weilerbach qui s'impose en raison de la rénovation nécessaire de ce lieu.

L'association «Konterbont asbl» vient de critiquer durement la réponse que les ministres ont fournie à ma question parlementaire. En effet, selon l'asbl, les affirmations des ministres ne reflètent aucunement, voire contredisent la situation réelle vécue sur le terrain.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- 1) Est-ce que le nouveau lieu d'hébergement des familles logées au foyer à Weilerbach n'a été communiqué que très tardivement par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)? Madame la Ministre n'estime-t-elle pas tardive la communication du nouveau lieu de résidence le 19 décembre aux personnes concernées, d'autant plus que la période des vacances ne facilite pas l'organisation d'un déménagement?
- 2) Pourquoi les personnes logées au Foyer Héliar n'ont-elles pu profiter d'aucune aide logistique et matérielle au déménagement de la part de l'OLAI?
- 3) Est-ce qu'un responsable de l'OLAI a été présent sur place lors des déménagements?

Dans la négative, pourquoi? Quel fut l'encadrement sur place des opérations de déménagement?

4) Est-ce que les enfants en âge scolaire ont eu la possibilité de visiter leur nouvelle école avant la reprise des cours en janvier?

Si non, pour quelles raisons? Les ministres jugent-ils cela adéquat?

5) Est-il correct qu'un enfant n'a pu intégrer l'éducation précoce parce que l'OLAI n'a pas été en mesure d'organiser le transport scolaire de cet enfant?

Alors, qu'une offre d'organiser ou payer ce transport a été émise par l'association Konterbont, pourquoi une réaction ou réponse y afférente n'est-elle pas encore intervenue?

Les ministres ne jugent-ils pas essentiel que les enfants en bas âge doivent rejoindre le plus vite possible le système d'éducation du pays d'accueil et participer ainsi à la vie publique?

6) Est-il exact qu'une famille de huit personnes, six adolescents et leurs parents, a été logée dans seulement deux, puis trois pièces, alors que d'autres pièces semblent être à disposition pour le moment dans le nouveau foyer, évitant ainsi des conditions de vie et d'hygiène indignes et inappropriées?

7) Considérant que nous sommes en présence d'êtres humains ayant dû vivre des événements dangereux, traumatisants et inhumains qui les ont contraints à quitter leur terre natale, quelles mesures le Gouvernement entend-il entreprendre pour remédier aux situations décrites, voire pour améliorer le traitement de ces situations à l'avenir?

Réponse commune (27.02.2018) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) Au cours de l'année 2017, l'OLAI a réduit progressivement le nombre de personnes hébergées au Foyer Héliar en laissant vacantes des chambres libérées suite à des départs. Parallèlement, une première série de relogements de familles a été effectuée pendant les vacances scolaires d'été 2017 afin de faciliter aux enfants leur intégration dans un nouvel environnement scolaire.

En novembre 2017, les personnes qui résidaient encore sur le site à ce moment-là ont été informées que la date de fermeture serait le 31 décembre 2017. Au cours de ce même mois, l'OLAI a également effectué un bilan de toutes les personnes/familles concernées afin d'identifier les besoins spécifiques.

Initialement, l'ancien hôtel Schumacher situé à Weilerbach devait accueillir les personnes qui résidaient encore au Foyer Héliar à la fin du mois de décembre 2017. En raison de retards non prévisibles survenus lors des transformations nécessaires à l'accueil des personnes, la planification initiale n'a pas pu être respectée et l'OLAI a dû organiser les transferts de ces personnes vers d'autres structures. Leur nouveau lieu de résidence leur a été communiqué dès détermination de ce dernier et les personnes concernées ont été relogées pendant les vacances scolaires de fin d'année.

ad 2) De manière générale, l'OLAI ne fournit pas d'aide logistique ou matérielle lors de transferts d'une structure d'hébergement vers une autre. Cette aide n'est généralement pas nécessaire, étant donné que le déménagement se limite aux effets personnels (tous les foyers étant meublés avec la mise à disposition de tous les équipements nécessaires) et que toutes les personnes demandeurs de protection internationale bénéficient d'un titre de transport gratuit et valable sur tout le territoire national.

Néanmoins, l'OLAI met à disposition une aide logistique et matérielle sur demande aux personnes vulnérables et à besoins spécifiques ou si la nouvelle structure d'hébergement n'est pas, voire mal desservie par les transports en commun.

ad 3) Si, de manière générale, l'OLAI n'accompagne pas les personnes lors des déménagements d'une structure vers une autre, un agent de l'OLAI (ou d'un des partenaires gestionnaires) est présent lors de leur arrivée au nouveau foyer pour les accueillir, assurer la remise des clés et leur fournir toutes les informations nécessaires. Ceci était le cas lors des déménagements en question.

ad 4) En principe, un élève qui déménage à l'intérieur du pays ne visite pas sa nouvelle école avant de la fréquenter. Ceci nécessiterait une dispense scolaire à l'école d'origine.

Comme de telles visites préalables ne sont pas prévues pour l'ensemble de nos élèves, il ne

nous semblait guère opportun d'en organiser pour les enfants du Foyer Hélier. Toutefois, dans la mesure du possible et généralement pour ce qui est des élèves à besoins, les enseignants du Foyer Hélier ont pris contact avec les écoles censées accueillir ces enfants pour préparer leur scolarisation.

ad 5) Le fonctionnement d'un enseignement précoce aux classes spécialisées d'accueil de l'État (CSAE) Weilerbach illustre depuis de nombreuses années l'importance que le MENJE accorde à l'accueil des enfants en bas âge.

Suite à la scolarisation de certains enfants des CSAE Weilerbach à l'école fondamentale de Berdorf, une réorganisation du transport scolaire est devenue inévitable.

Quant au problème du transport scolaire, il y a lieu de prévoir une solution locale et flexible ainsi qu'une communication en aval entre la commune et les responsables du foyer de Bollendorf. Il est recommandé que la commune contacte le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en vue de la prise en charge éventuelle des frais de transport occasionnés.

ad 6) De par la loi, l'OLAI garantit un accueil digne à chaque demandeur de protection internationale tout au long de sa procédure.

Dans le cas mentionné, les conditions de vie et d'hygiène n'étaient ni indignes, ni inappropriées.

La répartition des personnes DPI dans les structures d'hébergement se fait en fonction des besoins spécifiques, avec une attention particulière portée aux personnes vulnérables, et en fonction des disponibilités existantes.

Il convient de noter que l'OLAI fait face à une sollicitation continue de ses structures d'hébergement (le nombre de nouvelles arrivées demeure élevé avec en moyenne 250 nouvelles arrivées dans le réseau d'hébergement de l'OLAI par mois en 2017) et doit avoir à disposition des chambres vacantes pour les nouveaux arrivants.

ad 7) La loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire a transposé la directive 2013/33/UE relative à la refonte des conditions d'accueil en droit national.

Cette loi veille à ce que chaque demandeur de protection internationale (DPI) ait droit à un accueil digne tout au long de sa procédure. Dès présentation de la demande de protection internationale, tout DPI bénéficie des conditions matérielles d'accueil et d'un suivi social assuré par l'OLAI et ses partenaires. La loi porte en outre une attention particulière à la prise en compte des besoins particuliers des personnes vulnérables et plus particulièrement des mineurs non accompagnés.

Depuis 2015, le Gouvernement s'est doté de moyens supplémentaires nécessaires afin de faire face à l'afflux élevé de demandeurs de protection internationale et d'assurer la continuité de son système d'accueil et de prise en charge des DPI (politique de recrutement conséquente de personnel supplémentaire compétent et spécialisé au sein de l'OLAI, mobilisation de ressources via une collaboration accrue avec les ONG, renforcement de la coopération de l'OLAI avec les ministères partenaires et de sa collaboration avec le niveau local).

Question 3599 (31.01.2018) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP)** concernant **l'assainissement énergétique**:

Dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'augmentation de l'efficacité énergétique représente une des principales pistes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ainsi l'assainissement énergétique du parc immobilier de l'État a été identifié comme représentant un grand potentiel dans ce sens, ce qui a conduit à l'élaboration en 2014 d'une «stratégie d'assainissement énergétique du patrimoine de l'État».

Notons également que la directive 2012/27/UE prescrit aux États membres d'atteindre un taux minimal de 3% par an en l'assainissement énergétique des bâtiments publics.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Une évaluation de la mise en œuvre de la stratégie précitée a-t-elle été faite?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations précises sur le nombre de bâtiments qui ont déjà été assainis, qui sont en train de l'être, et dont l'assainissement reste encore à réaliser?

- Quel a été le coût total des travaux d'assainissement réalisés jusqu'à présent?

- Est-ce que les gains en efficacité énergétique pour les bâtiments assainis sont égaux à ceux projetés en avance?

- Quel est le taux de réduction en consommation énergétique des bâtiments après l'assainissement?

- Lors des travaux d'assainissement, du polystyrène a-t-il été utilisé en tant que matériel d'isolation? Dans l'affirmative, dans combien de bâtiments et en quelles quantités ce matériel aux effets néfastes environnementaux et redouté d'être cancérigène pour l'homme a-t-il été utilisé?

- Le Luxembourg respecte-t-il le taux d'assainissement prescrit par la directive susmentionnée?

Réponse (12.03.2018) de **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

La stratégie mise en œuvre par l'Administration des bâtiments publics (ABP) se base sur deux approches différentes, à savoir une démarche active et une démarche réactive.

La démarche active vise à identifier, en amont, les bâtiments dont la performance énergétique n'atteint pas les standards requis par la législation en vigueur, respectivement dont la consommation énergétique est très élevée.

La démarche réactive, quant à elle, vise à incorporer des mesures d'assainissement énergétique dans le cadre de travaux d'envergure à effectuer lors d'une rénovation et/ou transformation d'un bâtiment, suite à une demande de l'utilisateur ou bien pour raison d'un degré de vétusté avancée.

Le document «Stratégie d'assainissement du patrimoine de l'État», présenté à la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés, prévoyait des dépenses annuelles moyennes de 90.000.000 euros pour les projets de rénovation et d'assainissement, alors que les mesures d'assainissement énergétique proprement dites étaient estimées à 12.600.000 euros par an. Ces montants étaient calculés sur base des plans budgétaires pluriannuels de l'année 2014 à 2018.

Comme expliqué dans le document précité, les dépenses pour les mesures d'assainissement elles-mêmes sont établies moyennant un taux spécifique du coût total des dépenses: une analyse de quelques projets de rénovation réalisés a montré qu'en moyenne 12% des dépenses d'un projet d'envergure peuvent être escomptés pour des mesures d'amélioration de la performance énergétique. Ce taux est plus important, à savoir 25%, pour les projets plus ciblés à l'assainissement énergétique financés par le Fonds d'entretien et de rénovation (FER), et de 75% pour les petites interventions d'assainissement du FER.

Vu le nombre élevé de projets issus de demandes de modifications, de changements de fonction et d'extensions ainsi que le besoin de rénover les bâtiments ayant atteint un degré de vétusté élevé, la stratégie de combiner chaque projet avec des mesures d'assainissement énergétique s'est avérée comme méthode efficace et efficiente. Le patrimoine de l'État géré par les services de l'Administration des bâtiments publics continuera donc à bénéficier de cette démarche.

Le document «Stratégie d'assainissement du patrimoine de l'État» énumère 21 bâtiments comme étant déjà été assainis avant 2014, étant donné que depuis de nombreuses années déjà tout projet de transformation et de rénovation a été accompagné de mesures d'assainissement énergétique.

Depuis 2014 s'y ajoute une trentaine de bâtiments dont l'assainissement est entre-temps achevé.

31 bâtiments sont actuellement en phase d'exécution (7) et en phase d'études (24).

Le potentiel actuel des bâtiments d'envergure énumérés dans le document précité et à assainir au futur, représente quelque 40 bâtiments. Ce chiffre ne peut pas être considéré comme absolu et définitif, mais évoluera dans les années à venir, dû à des changements éventuels du patrimoine d'une part (acquisitions ou ventes) et à une éventuelle évolution des exigences des performances énergétiques respectivement des réglementations afférentes d'autre part.

En ce qui concerne les exigences de la directive 2012/27/UE, le Luxembourg respecte les dispositions dans leur intégralité et les délais revendiqués. Jusqu'à la fin de l'année 2017,

12.180 m² de surface nette des bâtiments sur l'inventaire concerné ont été assainis, alors que quelque 10.800 m² sont actuellement en chantier. La surface totale assainie à la fin de l'année 2020 va donc dépasser de 7.400 m² les 15.600 m² demandés par la directive pour le Grand-Duché de Luxembourg.

Vu que des projets supplémentaires se sont inscrits dans les pluriannuels après 2014, les liquidations des projets incluant un assainissement énergétique actuellement budgétisés s'accroissent à quelque 300.000.000 euros, alors que le coût spécifique des mesures d'assainissement énergétique peut être évalué à 38.500.000 euros. Des mesures isolées d'assainissement énergétique, comme par exemple l'isolation d'une toiture ou le remplacement de fenêtres, ont produit des dépenses totales de 21.675.000 euros dont la partie strictement liée à l'amélioration de la performance énergétique compte pour 13.400.000 euros.

Une évaluation des dépenses réelles a donc montré une dépense moyenne annuelle de 80.000.000 euros pour les projets d'assainissement, au lieu des 90.000.000 euros estimés en 2014. Les mesures d'assainissement énergétique, estimées à 12.600.000 euros en 2014, se chiffrent pourtant à 13.200.000 euros par an en appliquant les taux spécifiques expliqués plus haut.

La différence des dépenses réelles par rapport aux prévisions susmentionnées est due à divers retards des projets qui peuvent survenir par exemple lors de la planification, des procédures d'autorisation, de soumission ou encore de facturation. Il importe pourtant de noter qu'aucun projet d'assainissement prévu dans le planning pluriannuel, mentionné dans le document de la stratégie d'assainissement de 2014, n'a été abandonné.

Par contre, les mesures d'assainissement énergétique proprement dites sont même plus élevées étant donné que les liquidations totales se rapportent à des projets plus ciblés en termes d'assainissement énergétique que prévu.

Vu la complexité de la plupart des projets d'assainissement et le manque d'informations détaillées sur la consommation des bâtiments, il est difficile d'établir systématiquement un comparatif par rapport à la projection des économies, surtout compte tenu que les projets d'assainissement sont souvent combinés à un changement de fonction des surfaces ou encore à une extension.

À noter que les services de l'Administration des bâtiments publics viennent d'entamer en outre le projet d'un monitoring et management détaillé des consommations des bâtiments d'envergure. Cette mesure va faciliter, parmi d'autres avantages, l'évaluation des mesures d'assainissement énergétique et les rendre plus précises.

Parmi les projets d'envergure des dernières années, je me permets par ailleurs de citer l'exemple de l'Athénée de Luxembourg, qui a consommé 75,5 kWh/m²a de chaleur en 2017, ce qui représente une économie de 51% pour la première année de service après la rénovation complète, en ligne avec les projections.

Question 3601 (01.02.2018) de **M. Marc Baum (déi Lénk)** concernant **la commande d'un satellite militaire et de communication par la société LuxGovSat auprès du constructeur américain Orbital ATK**:

En date du 31 janvier 2018, la société LuxGovSat, créée le 12 février 2015 conformément à la loi du 19 décembre 2014, a mis en orbite le premier satellite militaire et de communication luxembourgeois. La société luxembourgeoise est une joint-venture entre l'État luxembourgeois et la Société européenne des satellites (SES), dont l'État détient la moitié des parts.

LuxGovSat a confié la production du satellite à Orbital ATK, une entreprise qui figure sur la liste d'exclusion du Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC).

Sur le site du FDC, il est expliqué que la mise en pratique de cette liste se fait «par le biais d'une exclusion normative portant sur des entreprises et sociétés ne respectant pas les conventions internationales ratifiées par le Grand-Duché de Luxembourg et couvrant les domaines de l'environnement, de la responsabilité sociale et solidaire ainsi que de la responsabilité institutionnelle laquelle porte notamment sur les droits de l'homme et le droit du travail». Concernant Orbital ATK, la société est exclue du FDC à cause de ses activités dans le domaine de l'armement nucléaire au service de l'armée américaine.

Ces faits soulèvent des questions concernant la politique générale du Gouvernement luxembourgeois:

1. Monsieur le Ministre de la Défense peut-il m'informer sur le coût du premier satellite militaire et de communication luxembourgeois construit par Orbital ATK et commandité par LuxGovSat?

2. Monsieur le Ministre ne voit-il pas d'incohérence politique entre d'un côté l'exclusion formelle d'investissements de la part du FDC dans une entreprise à cause de ses agissements contrevenants aux conventions internationales ratifiées par le Luxembourg et la commande (et l'achat) de produits auprès de cette même entreprise pour des activités militaires du Luxembourg?

3. Le Ministère de la Défense entretient-il directement ou indirectement d'autres relations économiques avec des entreprises figurant sur la liste d'exclusion du FDC? Si oui, lesquelles?

4. L'achat de produits ou services en relation avec les activités et obligations militaires du Luxembourg est-il soumis à des critères? Dans l'affirmative, lesquels? Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (02.03.2018) de **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense**:

Conformément aux «Lignes directrices de la défense luxembourgeoise 2025+», le projet d'un satellite de communication gouvernemental s'inscrit dans le cadre des efforts de modernisation de la défense grand-ducale en préconisant le développement de capacités dont la mise en œuvre tient compte de la base technologique et industrielle existante nationale. En l'occurrence, il s'agissait de favoriser le développement de compétences spécifiques dans le domaine satellitaire pour lequel le Luxembourg jouit déjà d'une renommée globale. Consolidant ainsi l'existence d'un savoir-faire technologique dans ce domaine au Luxembourg, LuxGovSat SA est un partenariat public-privé entre le Gouvernement luxembourgeois et SES, le premier opérateur satellitaire à l'échelle mondiale basé à Betzdorf.

Conformément à la loi du 19 décembre 2014 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite destiné aux communications gouvernementales et militaires, les besoins financiers de LuxGovSat SA sont couverts par un apport en capital de 50.000.000 euros par chacun des deux partenaires, ainsi que par un emprunt de 125.000.000 euros réalisé par la joint-venture. La mission de LuxGovSat SA est de fournir des services de communication satellitaire gouvernementale sécurisés, fiables et accessibles afin de répondre aux besoins liés aux applications de défense et sécurité institutionnelle. GovSat-1, le premier satellite de la société, est un satellite multi-missions qui utilisera des fréquences en bande X et en bande Ka militaire, et comporte des faisceaux à haute puissance et entièrement orientables afin de subvenir aux besoins de multiples opérations.

Mis sur orbite le 31 janvier 2018, GovSat-1 a été commandé auprès du constructeur américain Orbital ATK. Comme détaillé dans la réponse à la question parlementaire n°1085 du 27 avril 2015, les décisions relatives à la construction du satellite ont été prises par LuxGovSat SA à l'issue d'un processus d'appel d'offres. Une négociation avec toutes les entreprises ayant répondu à l'appel d'offres a permis d'identifier l'offre économiquement la plus avantageuse, remplissant tous les critères d'ordre technologique. Orbital ATK figure sur la liste d'exclusion du FDC en raison de sa branche portant sur les programmes d'armement nucléaire, et non pour ses activités dans le domaine aérospatial auprès duquel le satellite GovSat-1 a été commandé. En outre, la commande d'un satellite ne rentre pas dans une stratégie d'investissement avec un objectif de rendement comme celle pratiquée par le FDC et soumise à un cadre d'investissements socialement responsables. La même logique s'applique à d'autres entreprises figurant sur la liste d'exclusion du FDC. En règle générale, l'achat de produits ou services ainsi que l'ensemble des approvisionnements réalisés par la défense luxembourgeoise respecte les critères fixés dans la législation applicable en matière de marchés publics.

Question 3602 (05.02.2018) de **M. Gast Gibéryen (ADR)** concernant **la hausse des prix des parkings des hôpitaux**:

An enger Pressematdeelung vum 5. Februar 2018 kritiséiert de Lëtzebuurger Konsumentenschutz (ULC), datt eng Rei Spideeler hir Parkingstaxen drastesch erhéicht hunn. Krank Mënschen oder Familienmemberen, déi regelméisseg a fir laang Zäit an der Klinik mussen sinn, ginn deemno mat héijen Zomme konfrontéiert. Och Leit, déi mat laange Waardezäiten an den Urgencé rechnen müssen, si betrafft.



Dowéinst wéilt ech der Madamm Gesondheitsminister an dem Här Minister fir Sozialversicherung dës Froe stellen:

- 1) Ass d'Regierung iwwert dës Präiserhéijunge bei de Parkinge vu verschiddene Spideeler informéiert?
- 2) Ass d'Regierung net der Meenung, datt een eng Uewergrenz fir d'Parkingstaxen an de Spideeler festleeë misst?
- 3) Ass d'Regierung gewéilt, dëse Problem am Interessi vun de beträffene Leit ze léisen?

Réponse commune (07.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Mir soen dem honorabelen Deputéierte Merci fir seng Fro, déi eng Problematik opwerft, där mir eis am Gesondheitsministère an am Sozialministère wuel bewosst sinn.

Et muss een als éischt drop hiweisen, dass d'Parkingsbauten net wéi „klassem“ Spidolsbaute vum Stat iwwert den „Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières“ (Spidolsfong) an d'Gesondheitskeess financéiert ginn.

Baukäschte fir Parkhaiser oder Parkingsfläche gi vun de Spideeler duerch hir eege Finanzmëttel bezuelt. De Gesondheitsministère, deem d'Spideeler ënnerstinn, gëtt dofir och net automatesch iwwert déi verschidde Parktariffer an de Spideeler informéiert.

Der Meenung vum Gesondheitsministère a vum Sozialministère no sollten d'Spideeler eng „gesund“ Präispolitik opstellen, déi et Patienten an hire Familljemembere a Visiteuren erméigleche géif, zu engem rasonabele Präis an engem Parking ze stationnéieren.

Op eis Nofro hin hunn d'Spideeler eis matgedeelt, dass si bis elo keng uniform Regelung hunn, déi et beispillsweis géif erlaben, dass Patienten, déi eng repetitiv Prise en charge am Spidol kréien (wéi Dialyspatienten oder Personnen, déi an d'Chemotherapie ginn), zu engem Forfaitstariff kënnen parken oder Familljemembere respektiv Visiteure gegebenefalls e méi favorable Präis accordéiert kréichen, wa si Patiente besiche ginn. Villméi applizéiert all Spidol seng eegen tarifär Regelungen.

Aus all deene Grënn huet de Gesondheitsministère sech un d'Spidolsfederatioun (FHL) adresséiert, fir dass eis Spideeler zesumme präislech adequat Parkingstariffer an, esou wäit ewéi méiglech, uniform Parkingsregelungen ausschaffen, déi et de Patienten an hire Famillje respektiv de Visiteuren erméiglechen, zu engem adequate Präis an de Parkhaiser vun de Spideeler ze parken.

Question 3603 (05.02.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant le **terminal CFL intermodal Bettembourg-Dudelange**:

Pendant la phase construction du terminal intermodal Bettembourg-Dudelange et des infrastructures connexes, les citoyens ont dû et doivent toujours faire face à de nombreux inconvénients qui ont un impact direct sur leur qualité de vie. Après la mise en service du terminal fin 2017, les citoyens sont confrontés à un éclairage intense qui, pour des raisons de sécurité, illumine le site en question pendant toute la nuit. L'initiative «biireng21» ainsi que le Mouvement écologique ont récemment critiqué cet éclairage excessif et rappelé que la pollution lumineuse peut avoir un impact négatif non négligeable sur la faune et la flore ainsi que sur la santé des hommes.

Le Secrétaire d'État à l'Environnement considère que cette critique est justifiée, mais a rappelé que ce chantier a été autorisé en 2014 alors que personne n'avait encore évoqué ce problème. En 2016, le Ministère de l'Environnement avait commandité une étude sur la problématique pour dégager des pistes en vue de la réduction de la pollution lumineuse. Cette étude avait esquissé quelques pistes de réduction qui cependant n'ont pas été appliquées sur le terminal intermodal.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre à court terme afin de diminuer l'intensité de l'éclairage sur le site du terminal intermodal et ainsi améliorer la qualité de vie des citoyens?

- À défaut de base légale, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire de légiférer en la matière?

Réponse (05.03.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Au sujet de l'éclairage des différentes zones du nouveau terminal, il y a lieu de rappeler que l'éclairage des lieux de travail doit être adapté au travail à effectuer. Il est soumis à de nombreuses réglementations et recommandations, imposant des valeurs limites minimales à respecter. En respectant ces réglementations, l'employeur garantit la sécurité et la santé des salariés.

L'éclairage du site a été étudié suivant les normes européennes en vigueur. Il respecte la norme européenne EN 12464-2 spécifiant les tâches à réaliser sur les lieux de travail extérieurs et la lumière maximale admissible pour les installations d'éclairage extérieures. L'éclairage est conçu en conformité avec les prescriptions et classes environnementales (classe E2) de la norme européenne EN 12464-2. Les classes environnementales sont définies comme suit:

- E1 correspond aux zones intrinsèquement sombres comme les parcs nationaux ou les sites protégés;

- E2 correspond aux zones de faible luminosité comme certaines zones rurales, résidentielles ou industrielles;

- E3 correspond aux zones de luminosité moyenne comme les banlieues résidentielles ou industrielles;

- E4 correspond aux zones de forte luminosité comme les centres des grandes villes et les zones commerciales.

Le système d'éclairage installé au site des nouveaux terminaux intermodaux rail/route à Bettembourg-Dudelange permet une gradation de l'éclairage afin de pouvoir s'adapter au mieux aux exigences formulées dans les normes et prescriptions en vigueur.

Lors du mois de janvier 2018, il a été procédé à une optimisation du flux lumineux de la zone parking en y réduisant l'intensité lumineuse de l'ordre de 15% à 20% tout en respectant l'intensité lumineuse minimale prescrite de 20 lux.

Pour les zones du terminal à conteneurs et de l'autoroute ferroviaire, le niveau d'éclairage mesuré correspond déjà au niveau réglementaire prescrit et il n'existe donc pas de marge de manœuvre pour y réduire la puissance de l'éclairage.

Les CFL sont en train d'optimiser, en concertation avec le fabricant des luminaires, l'interaction entre l'angle d'inclinaison et la puissance (gradation) des luminaires. Cette optimisation prend en compte les aspects environnementaux ainsi que la sécurité et la santé des salariés.

Un groupe de travail composé des membres du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et des membres des CFL a été récemment lancé afin d'analyser la situation actuelle.

En outre, le Département de l'environnement est en train de travailler sur un concept concernant une illumination adéquate, sûre et respectueuse de l'environnement quant à ce type de sites.

Question 3604 (06.02.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **«groupement autonome de personnes»**:

Déjà, en décembre 2016, notre groupe politique avait invité Monsieur le Ministre à étudier la mise en place d'un régime d'unité TVA sur l'échange de services intragroupe.

La pertinence de notre demande a été corroborée par un arrêt du 4 mai 2017 (affaire C-274/15) de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), lequel a mis en cause le système du groupement autonome de personnes en vigueur au Luxembourg.

Dans la foulée de cet arrêt, Monsieur le Ministre a, en réponse à ma question parlementaire n°2962 du 5 mai 2017, répondu que «les modifications réglementaires ou législatives à entreprendre sont à l'étude». Or, le seul acte positif que nous avons relevé consiste dans l'abrogation pure et simple du règlement grand-ducal concerné, i. e. le règlement grand-ducal modifié du 21 janvier 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des prestations de services fournis à leurs membres par des groupements autonomes de personnes.

Or, l'abrogation pure et simple dudit régime est facteur d'insécurité juridique et financière pour les acteurs concernés, de même qu'il représente un coût net significatif, notamment pour le secteur financier. À cet égard, il suffit de se reporter à la circulaire n°783 du 7 décembre 2017 de la Direction de l'enregistrement et des domaines qui invite les opérateurs concernés de se mettre en conformité avec la nouvelle situation pour le 1^{er} janvier 2018 au plus tard.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il notre avis que l'abrogation pure et simple du régime du groupement autonome de personnes, sans solution de rechange, est source d'insécurité juridique et financière pour les entreprises concernées?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il y ait une urgence certaine pour «légiférer» en la matière? Endéans quels délais Monsieur le Ministre entend-il lancer la procédure législative et réglementaire?

- Quelles sont les alternatives retenues par Monsieur le Ministre: un régime d'un système aménagement du groupement autonome de personnes et/ou un régime d'unité TVA?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà saisi le Comité consultatif de la taxe sur la valeur ajoutée conformément à l'article 11 de la directive 2006/112/CE? Quand cette demande a-t-elle été effectuée?

Réponse (07.03.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Afin de se conformer au jugement de la Cour de justice de l'Union européenne (C-274/15 du 4 mai 2017 Commission européenne contre Grand-Duché de Luxembourg), le Luxembourg a abrogé le règlement grand-ducal modifié du 21 janvier 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des prestations de services fournies à leurs membres par des groupements autonomes de personnes. Pour autant, l'article 44 1. y) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, qui prévoit l'exonération de la TVA pour les prestations de services effectuées par des groupements autonomes de personnes, est resté en vigueur.

Dans ses arrêts C-326/15 DNB Banka et C-605/15 Aviva la Cour de justice de l'Union européenne a conclu que le secteur financier et d'assurance ne peut pas bénéficier de l'exonération prévue à l'article 44 1. y) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la TVA. Afin de ne pas mettre le secteur financier et d'assurance dans une situation concurrentielle désavantageuse, un régime de l'unité TVA, compatible avec le droit européen, sera introduit dans la législation luxembourgeoise.

Le texte d'un projet de loi instituant le régime d'unité ou groupe TVA dans la législation nationale est en phase finale d'élaboration. Il est prévu de déposer ledit projet au plus tard au mois d'avril auprès de la Chambre des Députés. Le Comité consultatif de la taxe sur la valeur ajoutée de la Commission européenne sera saisi dès que le projet de loi sera finalisé.

Question 3605 (06.02.2018) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant les **«fonds vautours»**:

Les «fonds vautours» sont des sociétés privées qui rachètent des dettes publiques d'États en difficulté et engagent par la suite des procédures judiciaires contre ces États dans l'objectif d'obtenir le paiement de la valeur d'origine de la dette majorée d'intérêts, de pénalités et d'éventuels frais de justice. Selon le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes, les profits ainsi engrangés représentent entre trois à vingt fois l'investissement initial.

Le 12 juillet 2015, le Parlement fédéral belge a voté une loi relative à la lutte contre les activités de tels fonds. Cette loi restreint les demandes de paiement pouvant être portées devant la justice belge à l'encontre d'États débiteurs. Cette loi est un pas très important contre la spéculation financière indécente en ce qu'elle limite la possibilité pour les créanciers spéculateurs de demander devant la justice belge le paiement de montants manifestement disproportionnés par rapport à ce qu'ils ont payé.

La loi belge met en œuvre une recommandation du Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui engage les États à envisager la mise en place de cadres juridiques restreignant ces pratiques illégitimes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de «fonds vautours» actifs sur le territoire national?

- Des procédures judiciaires contre des États débiteurs ont-elles été engagées depuis le Luxembourg par de tels fonds?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de restreindre, à l'instar de la Belgique, les demandes en justice manifestement disproportionnées à l'encontre d'États débiteurs? En cas de réponse négative, comment le Luxembourg compte-t-il mettre en œuvre la recommandation précitée du Conseil des droits de l'homme de l'ONU?

Réponse commune (07.03.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Le Gouvernement n'a pas connaissance de «fonds vautours» actifs sur le territoire national. Selon les informations disponibles, la CSSF n'a pas agréé des OPC ou autres fonds d'investissements alternatifs, qui ont pour objet l'acquisition de titres avec une forte décote, avec la volonté d'engager par la suite des procédures judiciaires afin de recouvrer la valeur nominale des titres majorée d'intérêts. Le Gouvernement n'a en outre pas connaissance de procédures judiciaires engagées depuis le Luxembourg par de tels fonds.

Au vu de ce qui précède, il ne semble pas urgent d'envisager la mise en place d'un cadre juridique plus contraignant, tel que l'envisage la recommandation du Conseil des droits de l'homme à laquelle fait référence l'honorable Député.

Question 3611 (07.02.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**arrestation du secrétaire général de la Fédération autrichienne des Alévis à Istanbul**:

En effet, selon la presse internationale et les réseaux sociaux, Monsieur Selçuk Duman, secrétaire général de la Fédération autrichienne des Alévis, aurait été arrêté le 6 février 2018 à Istanbul lors de son entrée en Turquie en raison de son discours contre l'offensive d'Ankara sur Afrin dans le cadre d'une manifestation le 3 février 2018 devant le Parlement européen à Strasbourg.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer la précitée arrestation de Monsieur Selçuk Duman le 6 février à Istanbul?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les éventuelles réactions du Gouvernement face à cette politique d'intimidation d'Ankara?

3. Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le temps est venu d'afficher une attitude plus déterminée de l'Union européenne vis-à-vis de la Turquie?

Réponse (23.02.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Nous n'avons pas connaissance d'une arrestation de Monsieur Selçuk Duman. À son arrivée à l'Aéroport d'Istanbul le 6 février, l'entrée sur le territoire turc lui a été refusée, de sorte qu'il est retourné à Vienne.

ad 2. Sans objet.

ad 3. Le Luxembourg reste préoccupé quant à la détérioration des libertés fondamentales et de l'état de droit en Turquie. En tant que pays candidat à l'Union européenne, la Turquie a souscrit à un certain nombre d'obligations, dont le strict respect des critères de Copenhague. Comme ces obligations ne sont à ce stade pas satisfaites, des avancées dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE ne sont actuellement pas possibles.

Question 3612 (08.02.2018) de **MM. Laurent Mosar et Claude Wiseler** (CSV) concernant la **politique industrielle du pays**:

Dans une interview accordée le 3 janvier 2018 à la radio 100,7, Monsieur le Ministre de l'Économie a défendu l'implantation au Luxembourg d'une société active dans la production de laine de roche. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait préalablement déclaré que cette société ne serait pas compatible avec le paysage économique luxembourgeois.

Hier, les députés-maires des communes de Sarnem et de Differdange ont réitéré leur opposition quant à l'installation de l'entreprise concernée sur le territoire de leurs communes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quels sont les engagements pris par un ou plusieurs membres du Gouvernement vis-à-vis de cette société?

- Le(s) ministre(s) a-t-ont-il(s) aidé l'entreprise à trouver un terrain adéquat sur le sol luxembourgeois? Des pourparlers avec les communes concernées ont-ils eu lieu à ce moment?

• Dans l'affirmative, quelle a été la réaction des dites communes quant au projet en question?

• Dans la négative, le Gouvernement ne considère-t-il pas que l'absence de consultation des communes concernées et les discussions actuellement menées sur la place publique nuisent au Luxembourg comme hub éventuel d'entreprises industrielles?

- D'après le Gouvernement, l'implantation de l'entreprise visée supra est-elle conforme à la législation luxembourgeoise?

• Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il passer outre l'avis des décideurs politiques locaux?

• Dans la négative, quels sont les obstacles légaux et/ou réglementaires s'opposant à l'implantation de l'entreprise sur le territoire de la commune concernée?

- À quel stade de la procédure se trouve actuellement ledit dossier?

Le 27 janvier 2018, à l'issue d'une réunion du Gouvernement en conseil, Madame la Ministre de l'Environnement a déclaré qu'elle était d'accord avec Monsieur le Ministre de l'Économie: «datt an Zukunft d'Firmen, déi op Lëtzebuerg kommen, konform mat der Rifkin-Etüd musse sinn».

- Le Gouvernement peut-il nous informer quels seront dorénavant les critères définissant «la conformité Rifkin» d'une entreprise?

- Quels sont les critères légaux ou réglementaires permettant de juger qu'une entreprise répond à ce nouveau type de conformité?

- L'entreprise mentionnée supra répond-elle à ces critères?

- Le Gouvernement entend-il modifier dans ce contexte les textes légaux ou réglementaires et de quelle façon?

- Le Gouvernement entend-il informer les entreprises de ce nouveau type de critères?

Réponse commune (13.03.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

L'entreprise Knauf Insulation a pris l'initiative en août 2016 de contacter le Ministère de l'Économie afin de présenter un projet d'implantation d'une usine de laine de roche au Luxembourg. À la suite des premières réunions, le Ministère de l'Économie a fait valoir la disponibilité d'un terrain dans une zone d'activités économiques nationale. Le concept des zones d'activités économiques nationales a été créé dans les années 80 pour accueillir de nouvelles activités industrielles afin de pallier le repli des activités sidérurgiques en termes de création de valeur ajoutée et d'emplois.

Le Ministère de l'Économie accompagne, pour autant que de besoin, l'entreprise dans ses démarches administratives pour obtenir les autorisations et permis nécessaires. C'est ainsi que dès novembre 2016, le Ministère de l'Économie a mis l'entreprise en contact avec les administrations compétentes pour obtenir les autorisations nécessaires.

L'entreprise Knauf Insulation a introduit un dossier dans le cadre de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE). La première demande dite de «scoping» a été introduite le 22 juin 2017. Le projet de rapport EIE a été présenté le 27 octobre 2017. Cette procédure, qui est située en amont de la procédure d'autorisation proprement dite, est réglée par le règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2003 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Elle associe les autorités communales et étatiques concernées par le projet.

Une fois que cette procédure aura été achevée, ce qui se fait sous la forme d'une constatation par l'administration compétente que le dossier est réputé être complet, commencera la procédure d'autorisation telle que prévue par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Le dossier complet du projet, incluant le rapport environnemental EIE ainsi que les avis des différentes autorités étatiques et communales, sera mis à disposition du public dans le cadre de l'enquête publique prévue à l'article 10 de la loi précitée.

Parallèlement à la procédure d'autorisation «commodo-incommodo» l'entreprise pourra introduire les demandes d'autorisation en ma-

tière de gestion de l'eau respectivement en matière de protection de la nature.

Outre cela l'entreprise nécessitera évidemment l'autorisation de construire de la part du bourgmestre qui examinera si le projet de construction est conforme aux dispositions du Plan d'aménagement général et, le cas échéant, du Plan d'aménagement particulier réglant cette zone en matière d'urbanisme.

Ce n'est qu'à la lumière des résultats de toutes les procédures d'autorisations que l'on pourra conclure si oui ou non l'usine en question est conforme à la législation luxembourgeoise.

Il n'existe pas de critères légaux ou réglementaires en rapport direct avec l'étude Rifkin.

L'étude Rifkin ambitionne à «développer la vision, le scénario et le plan de jeu pour entamer une société numérique intelligente et durable, ouvrant la voie au déploiement d'une transition vers la Troisième révolution industrielle». Il s'agit donc d'une feuille de route née d'une approche pluridisciplinaire inspirée par Jeremy Rifkin qui est appelée à servir de fil conducteur à l'action gouvernementale pour «préparer l'économie à la numérisation, l'automatisation, la décarbonisation et l'utilisation efficace des ressources - tout autant qu'aux nouveaux modèles économiques, y inclus l'économie circulaire et l'économie de partage». Il est clair que l'étude Rifkin et les pistes et orientations y renseignées seront prises en considération dans le cadre de la politique de développement et de diversification industrielle.

Question 3618 (09.02.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant la **construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Rumelange et d'une maison de soins à Differdange**:

Un reportage diffusé aujourd'hui sur les ondes de RTL Radio Lëtzebuerg fait état de retards substantiels dans la construction des deux centres susmentionnés. En effet, les études en relation avec la construction des projets en question remontent aux débuts des années 2000. À ce moment-là, leur financement était assuré via le Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux et le suivi assuré par l'Administration des bâtiments publics. En 2007, la gestion des dossiers est reprise par l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées» (Servior) et leur financement semble désormais transiter par le Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales.

Quelque dix ans plus tard, les projets de construction susmentionnés ne sont toujours pas réalisés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations?

2. Dans l'affirmative, le Gouvernement peut-il nous expliquer les retards dans la réalisation desdits projets?

3. Le Gouvernement peut-il confirmer que l'avant-projet détaillé pour la construction de la maison de soins à Differdange a été achevé fin 2016 et que les travaux ont entre-temps débuté, conformément à la réponse fournie par Madame la Ministre de la Famille et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à la question parlementaire n°2524 du 3 novembre 2016 de Monsieur le Député Marc Spautz?

Réponse commune (12.03.2018) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

ad 1. Nous confirmons que, depuis janvier 2006, les projets de Rumelange et de Differdange sont passés du Fonds d'investissements sanitaires et sociaux de l'État au Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales.

De ce fait, la gestion des projets de Rumelange et de Differdange a été reprise par l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées», ci-après dénommé Servior.

ad 2. et 3. Les cheminements des historiques des deux projets, s'inscrivant dans l'article 17 de la loi de création de l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées» et garantissant que l'établissement puisse rénover, moderniser, reconstruire voire remplacer les anciennes constructions reçues

de la part de l'État, sont similaires depuis 2001 jusqu'à 2010.

- Période 2001 à 2010

- Année 2001

Les projets de Rumelange et de Differdange ont été lancés en 2001 avec pour maître d'ouvrage l'Administration des bâtiments publics (ABP). Les budgets pour les projets en question étaient prévus par le Fonds d'investissements sanitaires et sociaux de l'État.

Dans le cadre de la complexité des projets, il est à souligner qu'il était prévu de réaliser les projets sur des sites sur lesquels des CIPA voire des maisons de soins étaient déjà implantés entraînant une construction en phases du fait que le site devra rester opérationnel. De plus, sur le site de Differdange, une partie des immeubles sont classés et ceux-ci étaient à intégrer dans le projet de construction.

Les programmes prévoyaient une capacité:

- de 120 lits pour Rumelange;

- de 150 lits pour Differdange.

- Année 2005

En mai 2005, il était prévu de présenter les dossiers respectifs à la Commission d'analyse critique (CAC).

Les budgets se chiffraient à l'époque à:

	indice de construction de 10/2004	indice de construction de 10/2017
pour Rumelange	53.700.000,00 €	69.691.675,54 €
pour Differdange	58.800.000,00 €	76.310.438,02 €

Pour des raisons de comparabilité, les montants ont été ramenés à l'indice de ce jour.

- Année 2006

Avec le passage en 2006, des projets de Rumelange et de Differdange du Fonds d'investissements sanitaires et sociaux de l'État au Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales, Servior en est devenu le maître d'ouvrage.

Le transfert des projets avait par ailleurs pour impact une revue importante des budgets. En effet, les budgets des projets éligibles au financement par le ministère furent calculés sur la base d'un prix par lit se chiffrant à 210.000 euros/lit (indice à la construction 552,23 de 2001).

De ce fait, les budgets pour les projets ont été ramenés à:

	indice de construction de 10/2004	indice de construction de 10/2017
pour Rumelange	28.226.391,18 €	35.590.214,22 €
pour Differdange	31.754.690,07 €	40.038.991,00 €

Pour des raisons de comparabilité, les montants ont été ramenés à l'indice de ce jour.

Les nouveaux budgets alloués ont fait en sorte que les projets existants ont dû être abandonnés.

- Année 2010

Lors de la remise des plans du projet Rumelange au stade APS en 2010 en vue d'une approbation par le Ministère de la Famille, Servior a été informé en juin 2010 que, suite à une décision du Conseil de Gouvernement dans le cadre des discussions, concernant les investissements indirects de l'État, le projet avait été retardé au programme pluriannuel des dépenses du Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales.

Un courrier identique parvenait simultanément à Servior pour le projet de Differdange.

- Période 2010 à 2014

Voilà pourquoi Servior a, sans toutefois négliger les projets de Rumelange et de Differdange, poursuivi les projets en cours d'élaboration et de construction suivants:

- Centre du Rham

La phase de construction de 2007 à 2013-2014 a mené à la création d'une capacité de 221 lits de type CIPA sur un site historique tout en nécessitant un relogement de 135 clients en 2007 et une réaffectation de quelque 150 collaborateurs.

- Diekirch

La construction qui a été achevée en 2013 a mené à la création d'une capacité de 110 lits de type maison de soins. Dans le même cadre, la décision fut prise en 2012 de fermer le CIPA de Mertzig et de transférer les clients et le personnel. En parallèle, Servior a convenu avec la commune de Diekirch d'une reprise du personnel et des clients du CIPA sous gestion communale, a mis en place une collaboration avec la précitée et assisté la commune lors de la fermeture du CIPA communal.

- Vianden

La construction, en remplacement du CIPA de Vianden, jusqu'alors hébergé au couvent de Vianden, a été achevée en 2013 et a mené à la création d'une capacité de 72 lits de type maison de soins.

Dans ce contexte, il est important de faire référence à l'historique du projet Vianden, montrant des parallèles aux dossiers de Differdange et de Rumelange, et donc à la durée de réalisation.

En effet, ce dossier a été lancé en 2000 dans le cadre de la loi à l'origine de la création de Servior sur demande de Servior avec pour maître d'ouvrage l'ABP et était donc financièrement repris dans le Fonds d'investissements sanitaires et sociaux de l'État. Le projet initial prévoyait la création de chambres modernes moyennant extension et transformation du site où le CIPA fut localisé à l'époque, à savoir du couvent.

Lors de la remise du dossier complet en avril 2004 aux instances officielles en vue des accords de la future construction, le dossier a été refusé et abandonné au motif de «bâtiment classé» concernant le centre en question.

Fin 2004, début 2005, la commune a proposé un nouveau site à Servior pour la construction d'une structure pour personnes âgées.

- Période 2014 à 2018

- Rumelange

En référence à l'historique du dossier de Rumelange évoqué dans la question parlementaire no2067 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de Monsieur le Député Marc Spautz, Servior a poursuivi les travaux jusqu'en 2015 sur le dossier marqué entre autres en 2013 par la signature d'une convention entre l'État et Servior réglant le financement du projet et par la communication de l'autorisation d'exploitation en février 2014 par l'Administration de l'environnement ou encore par l'accord de la part du Ministère de l'Intérieur quant au dossier Plan d'aménagement particulier (PAP).

C'est en 2015 que des divergences avec l'architecte ont commencé, portant sur la maîtrise budgétaire et technique et aboutissant à un litige duquel le bourgmestre a été informé en février 2016.

Actuellement, le litige perdure, malgré des efforts fournis par Servior pour trouver une solution.

- Differdange

Dans le cadre du dossier Differdange, il est rappelé que Servior a été informé en mars 2011 que la commune n'attribuera pas d'autorisation de construction sur le site choisi à ce moment-là et que la commune envisage de proposer à Servior un nouveau site.

En juillet 2012, la commune a présenté à Servior le terrain situé à Differdange-Fousbann dont certaines parties restaient à acquérir par la commune. Aussitôt, Servior a repris les planifications sur le nouveau site en vue d'une capacité de 140 lits. En octobre 2016, la commune et le Ministère des Finances ont convenu des modalités afin de disposer des terrains pour la construction.

Compte tenu du besoin en lits, Servior a décidé en 2016, avec le soutien de son ministère de tutelle, d'augmenter la capacité de l'ordre de 60 lits en passant ainsi de 140 à 200 lits.

Comme indiqué lors de la réponse dans la question parlementaire n°2524 du 3 novembre 2016, Servior avait l'intention de finaliser l'avant-projet détaillé (APD) du projet Differdange pour fin 2016 pour débiter ensuite les phases d'exécution.

Dans le seul but de garantir une parfaite maîtrise technique et budgétaire de ce projet d'investissement, il a été décidé, lors de la finalisation de l'APD, de charger un consultant externe de l'analyse du dossier.

Le conseil d'administration de Servior vient de nous informer de la validation du dossier, qui sera soumis à l'avis de la Commission d'analyse des projets d'investissements dans les domaines social, familial et thérapeutique le 16 mars 2018, avant d'être soumis pour approbation au Conseil de Gouvernement. De plus et en référence à la réponse à la question parlementaire no2067, et plus précisément la volonté du conseil d'administration de Servior de

travailler activement sur l'élaboration d'une stratégie de construction globale ayant pour but de remplacer le plus rapidement possible les anciennes structures affectées par l'État dans le cadre de la loi par des centres modernes répondant aux normes actuellement en vigueur ainsi qu'aux attentes des clients futurs, Servior a poursuivi d'autres dossiers dont:

- Bascharage

Une maison de soins de 200 lits est prévue d'être réalisée à Bascharage. Le projet se trouve en phase finale d'APD; il sera soumis à l'avis de la Commission d'analyse critique le 13 mars 2018.

- Projets futurs

- Mondorf

Dans un souci de créer des capacités supplémentaires, la demande de Servior pour un nouveau projet de construction a été avisée favorablement par le ministre de tutelle. Les démarches en vue d'un reclassement du terrain sont en cours.

- Bofferdange

Dans un souci de moderniser les capacités actuelles et de créer de nouvelles capacités, Servior est en train de procéder à une analyse du site actuel, en vue d'y créer une nouvelle structure portant le nombre de lits disponibles à environ 200 unités.

Question urgente 3685 (09.03.2018) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant les répercussions pour le Luxembourg de la fermeture d'un abattoir à Bastogne:

Plusieurs infractions ont été constatées lors d'une perquisition menée dans un abattoir situé à Bastogne, suite à des problèmes de sécurité alimentaire. L'Agence fédérale belge pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) et le Ministre fédéral de l'Agriculture ont décidé de retirer avec effet immédiat les agréments et les permis d'exploitation à l'abattoir de Bastogne.

Des produits de Vevisa ont été vendus dans certains magasins établis au Luxembourg. Les produits concernés ont entre-temps été retirés des rayons luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Le Gouvernement peut-il me renseigner dans quelle mesure le Luxembourg est touché par ce scandale sanitaire et alimentaire?
2. Le système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) a-t-il bien fonctionné?
3. Existe-t-il un risque de santé pour le consommateur luxembourgeois?
4. Quelles mesures ont été prises par notre Gouvernement afin d'assurer, le cas échéant, que tous les produits soient retirés de la vente dans les commerces luxembourgeois?
5. Comment et par quels biais les consommateurs au Luxembourg ont-ils été informés?
6. Est-ce que du bétail d'origine luxembourgeoise a été abattu à Bastogne?
7. Quelles peuvent être les répercussions de la fermeture des abattoirs à Bastogne sur le secteur luxembourgeois?

Réponse commune (13.03.2018) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

ad 1. Jusqu'ici très peu puisque le scandale ne touche que quelques produits spécifiques. D'après les informations reçues des autorités belges uniquement des queues de bovins et certaines viandes hachées sont touchées par la fraude. Quelques queues de bovins ont été commercialisées sur notre territoire.

ad 2. Les faits en question ont été évoqués dans la presse luxembourgeoise dans le courant de la journée du 8 mars 2018, suite à la décision de certaines chaînes de supermarchés de retirer de la vente, sur base volontaire et par mesure de précaution, des viandes en provenance de l'établissement belge mis en cause à partir du 8 mars à midi. Ce n'est qu'au soir du 8 mars qu'une alerte RASFF a été publiée en relation avec des produits commercialisés aux Pays-Bas.

L'information de la distribution des queues de bovins commercialisées au Luxembourg a été reçue le vendredi 9 mars 2018 à 12h25 par le point de contact national, à savoir la Division de la sécurité alimentaire de la Direction de la santé.

Après analyse de l'alerte, l'Administration des services vétérinaires (ASV) a été informée à

12h34. L'ASV a ensuite contacté les boucheries concernées pour vérifier la distribution des produits en question.

Outre les informations reçues par la Commission européenne via le système RASFF, les autorités luxembourgeoises ont été régulièrement tenues au courant de l'évolution de l'incident depuis le 8 mars par leurs homologues belges.

ad 3. Selon les autorités belges, un risque potentiel pour la santé ne peut être exclu pour deux produits, à savoir la viande hachée et les queues de bovins. Parmi ces deux produits, celui qui représente le risque le plus élevé est la viande hachée.

Or, ce produit n'a pas été distribué au Luxembourg. Seules des queues de bovins ont été distribuées au Luxembourg, mais en très faible quantité.

Ainsi, au vu des quantités très limitées de produits concernés importés au Luxembourg, il n'y a, à l'heure actuelle, pas de risque identifié pour la santé des consommateurs luxembourgeois.

ad 4. Les firmes ayant reçu des queues de bovins ont été contactées par les agents de contrôle. Après vérification des bons de livraison, les pièces encore disponibles dans les rayons ont été bloquées en attendant de savoir si le fournisseur allait les reprendre ou s'il fallait les détruire.

ad 5. Un communiqué de presse commun a été émis le 9 mars 2018 par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et le Ministère de la Santé.

ad 6. Durant l'année 2017, quelque 1.400 bovins ont été envoyés à l'abattoir de Bastogne par des opérateurs luxembourgeois.

ad 7. Tout d'abord il faut souligner que l'agrément de l'abattoir n'a pas été retiré et que ce dernier continue à fonctionner. Uniquement les agréments de la salle de découpe et de l'unité de production ont été retirés; ces établissements sont situés sur le site de l'abattoir. En cas de fermeture de l'abattoir, les bovins d'origine luxembourgeoise abattus actuellement à Bastogne devraient être acheminés dans d'autres abattoirs agréés situés au Luxembourg ou dans d'autres États membres.

Question urgente 3699 (14.03.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le scandale dans un abattoir à Bastogne:

De Skandal vum Baaschtnecher Schluechthaus huet europawäit fir Opreegung gesuergt. Wéi-nuet gewosst ass, datt dat Schluechthaus och d'Fleesch vum Lëtzebuurger Label „Naturschutz Fleisch“ verschafft, deen der Lëtzebuurger Umweltverwaltung gehéiert. An deem Kontext wéilt ech der Madamm Umweltminister, der Madamm Gesondheitsminister an dem Här Minister fir Landwirtschaft a Konsumentenschutz eng Rëtsch Froe stellen:

1. Ass et richtig, datt d'„Naturschutz Fleisch“, ënnert dem Label vun der Lëtzebuurger Umweltverwaltung, zu Baaschtnech am Schluechthaus geschluecht ginn ass?
2. Ass dat de Grond, firwat beim „Naturschutz Fleisch“ e relativ laangen Transport vun 90 Minutte bis bei d'Schluechthaus virgesinn ass?
3. Ass d'Wiel vum Baaschtnecher Schluechthaus haaptsächlech aus Käschtgrënn geschitt?
4. Wat fir aner Grënn gouf et, datt d'Fleesch mat engem Lëtzebuurger Label net an engem Lëtzebuurger Schluechthaus geschluecht ginn ass?
5. Wat fir konkret Grënn hu géint d'Wiel vun engem Lëtzebuurger Schluechthaus geschwat?
6. Am Laaschtenheft fir de Label „Naturschutz Fleisch“ ginn op 24 Säiten, plus Annexen, genee d'Kontrollen an Oplage beschriwwen, fir datt ee kann de Label „Naturschutz Fleisch“ kréien. Kënnen déi Dammen an Häre Ministeren eis eng genee Oplëschtung vun de Kontrollen maachen, déi am Kader vu Labelaktivitéiten zu Baaschtnech gemaach gi sinn?
7. Wéi ass ze erklären, datt bei deenen ausféierleche Kontrollen, déi am Laaschtenheft festgeloest sinn, keng Onregelméissegkeete vun der Lëtzebuurger oder vun der Lëtzebuurger Umweltverwaltung ugestallte Kontrollere konnte festgestallt ginn?
8. Wéi en „neutraalt agréiert Organ“ war fir déi Kontrollen zoustännech?
9. Wat bedeit „neutral“ an deem Kontext? Muss et sech ëm en net staatleche Labo handeln?
10. Ass de Verkaf vum „Naturschutz Fleisch“ duerch dëse Skandal a Fro gestallt oder sinn an nächster Zäit Liwwerschwiegerkeeten ze erwaarden?

11. Wéi vill Fleesch vu Produzente vum Naturschutzlabel war zu Baaschtnech am Schluechthaus, fir geschluecht ze ginn oder scho geschluecht, wéi de Skandal public ginn ass?

12. Wat geschitt mat deem Fleesch, wat zu Baaschtnech geschluecht ginn ass a wat entweder schonn zu Lëtzebuerg am Verkaf ass oder nach zu Baaschtnech an de Killraim houg?

13. Wat bedeit d'Associatioun vun den Nimm vum Schluechthaus vu Baaschtnech an „Naturschutz Fleisch“ u Schued fir de Lëtzebuurger Label?

14. Denkt d'Madamm Minister drun, fir d'Lëtzebuurger Produzenten ze entschiedege fir den eventuelle Schued, deen duerch d'Wiel vun engem Partner am Kader vum Label „Naturschutz Fleisch“ entstanen ass?

Réponse commune (15.03.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

Vir ewech e puer Informatiounen zum Label „Naturschutz Fleisch“: De Label gehéiert net der Natur- a Forstverwaltung (déi vum honorabelen Deputéierte fälschlecherweis als Umweltverwaltung bezechent gëtt), mä enger Produktionsgenossenschaft (Erzeuergenossenschaft Label „Naturschutz Fleisch“). D'Antworten op d'Froen vum honorabelen Deputéierte basieren also op Informatiounen vun dëser Genossenschaft.

ad 1. De Label „Naturschutz Fleisch“ gouf den 8. Februar 2018 der Produktionsgenossenschaft „Naturschutz Fleisch Sc“ iwwerginn a gehéiert net der Natur- a Forstverwaltung.

Et ass richtig, dass Ranner vum Label „Naturschutz Fleisch“ souwéi och aner Lëtzebuurger Vei am Schluechthaus zu Baaschtnech geschluecht gouf. Am Ganze goufen am Verlaf vun 2017 1.400 Ranner vu Lëtzebuurger Betriber zu Baaschtnech geschluecht (dovun 230 ënnert dem Label „Naturschutz Fleisch“).

ad 2. 90 Minuten Transportzäit ass e realistesch Wäert. D'Schluechthaus zu Baaschtnech ass, fir vill Lëtzebuurger Baueren, net méi wäit fort wéi aner Standuerter zu Lëtzebuerg.

ad 3. Neen.

ad 4. + 5. An der Opbauphas vum Label „Naturschutz Fleisch“ gouf des Eferen an noweislech mat gëeegente Lëtzebuurger Schluechthaiser verhandelt. Mat kengem Lëtzebuurger Schluechthaus konnt eng Léisung fonnt ginn, d'„Naturschutz Fleisch“ komplett ze verschaffen. Et gouf just d'Veerschaffe vun den Edelstécker ugebueden.

An der Ufanzzäit (2013-2014) gouf d'Fleesch a Lëtzebuerg geschluecht an och verschafft. Opgrond vu Qualitéits-, Capacitéits- a Liwwerproblemer gouf dunn, ab Mäerz 2015, d'Schluechten an d'Veerschaffen op Baaschtnech verluecht.

ad 6. D'Kontrollen, déi vum Laaschtenheft vum Label virgesi sinn, goufen alleguer duerchgefouert. Wat aner Labelaktivitéiten zu Baaschtnech betrëfft, hu mir keng Informatiounen.

ad 7. Nom aktuelle Wëssensstand vun der Genossenschaft ass de Label „Naturschutz Fleisch“ net betraff. All d'Aktivitéiten an d'Produkt am Kader vum Label sinn an der Rei.

ad 8. D'Kontrolle gi vum dofir zougeloossene Kontrollorganism CERTIPAQ - Organisme certificateur associatif (F-75015 Paris - 11, Villa Thoreton) duerchgefouert. Dësen Organismus kontrolléiert och aner Lëtzebuurger Produkter a Labelen.

ad 9. Neutral bedeit an deem Zesammenhang, datt et sech ëm ee Kontrollorganismus handelt, deen a kenger Verbindung zum Label steet an dohier d'Kontrollen also onofhängeg ka maachen. Et ass normal, fir een unerkannt an onofhängege Kontrollorganismus mat esou Kontrollen ze beoptragen.

ad 10. Generell ass de Verkaf vum „Naturschutz Fleisch“ net a Fro gestallt. Well awer den Atelier de découpe vum Schluechthaus säin Agrément entzu krut, gouf direkt no der Publikatioun vum Skandal d'„Naturschutz Fleisch“ aus de Rayone geholl.

Aktuell verhandelt d'Genossenschaft vum „Naturschutz Fleisch“ mat anere Betriber. Bis eng Léisung fonnt ginn ass, gëtt de Verkaf weiderhin ausgesat.

ad 11. Vu dass d'Ofhängegkeet beim „Naturschutz Fleisch“ vergläichbar laang ass (zwo bis dräi Wochen), woren zum Zäitpunkt vun der Publikatioun vum Skandal fënnf bis sechs Béischten aus dem Label „Naturschutz Fleisch“ zu Baaschtnech.

ad 12. All d'„Naturschutz Fleisch“ war direkt nom Skandal reng präventiv aus de Regaler geholl ginn.

ad 13. E Feeler vusäite vun der Verantwortleche vum Label läit net vir. Domat kann dem Label och näischt ugelaascht ginn.

Generell ass an deem Kontext ze soen, datt d'Regierung den Asaz vu mobile Schluechthaiser

préift, déi grad fir d'Schluechte vu Ranner ënnert dem Label „Naturschutz Fleisch“ kéinte genotzt ginn, déi jo am Kader vu Ganzjoresbeweedungsprojeten agesat ginn. Dës bedeite manner Stress fir d'Déieren a bidden dem Konsument eng besser Fleeschqualität.

ad 14. Neen, dës Fro stellt sech net.

Question urgente 3705 (16.03.2018) de Mmes Martine Hansen et Octavie Modert (CSV) concernant l'abattage à l'étranger d'animaux d'origine luxembourgeoise bénéficiant du label «Naturschutz Fleisch»:

D'après le quotidien Luxemburger Wort, Madame la Ministre a fait savoir que le transfert des abattages d'animaux (concernés par le label «Naturschutz Fleisch») vers une exploitation à Bastogne serait dû à des problèmes «de qualité, de capacité et de livraisons» dans les abattoirs sur le territoire luxembourgeois. Or, il nous revient que les raisons de ce transfert seraient plutôt dues à d'autres circonstances que celles indiquées par Madame la Ministre. Les responsables des exploitations luxembourgeoises tendent même jusqu'à nier les propos de Madame la Ministre.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Sur quelles informations Madame la Ministre se base-t-elle dans ses déclarations?

- Madame la Ministre s'est-elle informée auprès des abattoirs luxembourgeois et auprès de l'inspection vétérinaire avant de tirer les conclusions susmentionnées?

- Les propos de Madame la Ministre risquant de nuire à la réputation de ces entreprises luxembourgeoises, Madame la Ministre entend-elle relativiser ses déclarations?

Réponse (20.03.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Les honorables Députés se réfèrent à un article de presse paru dans le Luxemburger Wort du 16 mars 2018.

Il me semble judicieux et plus approprié que les honorables Députées prennent comme référence la réponse officielle au lieu de se baser sur un article de presse qui relate ma réponse à la question parlementaire n°3699 de façon imprécise et l'imbrique dans des informations et réflexions étrangères à l'objet de la question parlementaire.

Je tiens à souligner que ni ma réponse ni l'article de presse ne lient les abattoirs luxembourgeois aux problèmes de qualité cités dans un autre alinéa de ma réponse.

Pour mémoire, la réponse aux sous-questions n°4 et 5 de la question parlementaire n°3699 dit (en deux paragraphes séparés): «An der Opbauphas vum Label „Naturschutz Fleisch“ gouf des Eferen an noweislech mat gëeegente Lëtzebuurger Schluechthaiser verhandelt. Mat kengem Lëtzebuurger Schluechthaus konnt eng Léisung fonnt ginn, d'„Naturschutz Fleisch“ komplett ze verschaffen. Et gouf just d'Veerschaffe vun den Edelstécker ugebueden.

An der Ufanzzäit (2013-2014) gouf d'Fleesch a Lëtzebuerg geschluecht an och verschafft. Opgrond vu Qualitéits-, Capacitéits- a Liwwerproblemer gouf dunn, ab Mäerz 2015, d'Schluechten an d'Veerschaffen op Baaschtnech verluecht.»

La réponse ne fait donc nullement état de problèmes de qualité en rapport avec le fonctionnement des abattoirs luxembourgeois, mais uniquement avec un manque de capacité, ou de volonté, aux seins de ces abattoirs pour transformer l'ensemble du bœuf abattu.

Pour revenir au cœur de la question n°3705, une lecture exhaustive du deuxième paragraphe fait apparaître que les honorables Députées ont rajouté à la citation «(...) serait dû à des problèmes „de qualité, de capacité et de livraisons“» le bout de phrase «dans les abattoirs sur le territoire luxembourgeois». Ce complément dénature profondément le texte de la réponse officielle précitée et ne reflète aucune-ment mes propos.

Étant donné que leurs deuxième et troisième questions se basent sur une fausse citation, il n'y a pas lieu d'y répondre. Seule la première question mérite une réponse par le renvoi au premier alinéa de la réponse à la question parlementaire n°3699: «(...) D'Antworten op d'Froen vum honorabelen Deputéierte basieren also op Informatiounen vun dëser Genossenschaft.»